



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°08 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Déclaration sur la politique européenne et étrangère p. 305
Débat de consultation sur le logement p. 288
Modification de la loi électorale p. 272

Sommaire des séances publiques n°s 21 à 23 p. 315
Sommaire des questions parlementaires p. Q122

21^e séance
22^e séance
23^e séance

Mercredi 28 février 2018
Jeudi 1^{er} mars 2018
Mardi 13 mars 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Les institutions vous ouvrent leurs portes

Venez visiter la Chambre des Députés ce samedi, 21 avril!



Le programme de la Journée portes ouvertes des institutions présenté par le Président de la Chambre et les représentants des différentes institutions.

JOURNÉE PORTES OUVERTES DES INSTITUTIONS 21 AVRIL

Ce samedi, 21 avril de 10.00 à 18.00 heures, le Président de la Chambre des Députés, les députés et les membres de l'Administration parlementaire vous donnent rendez-vous pour découvrir le fonctionnement, l'histoire et les locaux du Parlement luxembourgeois.

Journée portes ouvertes des institutions

Cette initiative fait partie du cadre plus large

de la Journée portes ouvertes des institutions, à laquelle participeront d'autres acteurs comme le Ministère d'État, où se trouve le bureau du Premier Ministre, ou encore la Ville de Luxembourg qui ouvrira les portes de l'Hôtel de Ville.

Pour le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, «c'est une occasion importante dans les deux sens: pour les citoyens afin de

découvrir leurs institutions, pour les membres des institutions afin de rencontrer les gens».

Le programme à la Chambre des Députés

Deux options sont disponibles pour votre visite à la Chambre:

- une visite guidée dans une des langues proposées (LU - FR - DE - EN); votre groupe sera pris en charge soit par un député, soit par un membre de l'Administration parlementaire qui vous accompagnera tout en répondant à vos questions;

- une visite autonome: le parcours sera indiqué et nous vous remettrons un flyer sur lequel figurent quelques notions clés ainsi que les endroits et les objets marquants à découvrir.

Stands des partenaires: approfondissez vos connaissances politiques!

L'éducation politique des citoyens est une des ambitions de la Chambre en tant qu'institution. Celle-ci s'est associée au Zentrum für politisch Bildung (ZpB) et à la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg afin de proposer des contenus et des formations pour tous les âges.

Découvrez ces initiatives en vous informant auprès de leurs stands respectifs!

Vous pourrez également visionner en avant-première une série de courts-métrages animés, fruits d'une collaboration entre la Chambre, le ZpB et le Service documentation et production

audiovisuelle (DPAV) du SCRIPT, expliquant le fonctionnement et les enjeux de la démocratie, le rôle de la Chambre des Députés ou encore de l'Union européenne.

Exposition: différentes visions pour le siège du Parlement luxembourgeois

La Chambre des Députés est étroitement liée à son emplacement sur le «Krautmaart» à côté du Palais grand-ducal.

Pourtant, le siège du Parlement national a failli être installé à un autre endroit.

Des projets ont été élaborés pour le Plateau du Saint-Esprit, le «Rousegärtchen» ou encore la Place d'Armes.

Une exposition documente cette recherche de l'endroit idéal.

Informations pratiques

Les institutions ouvrent leurs portes de 10.00 à 18.00 heures.

L'entrée est libre, aucune inscription n'est nécessaire pour effectuer une visite.

Munissez-vous simplement de votre pièce d'identité.

L'accès se fera via la rue de l'Eau à l'arrière du bâtiment de la Chambre des Députés.



MM. Claude Adam et Roger Negri quittent le Parlement

À la fin de la séance publique du 22 mars 2018, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo a rendu hommage à M. Roger Negri (LSAP) et M. Claude Adam (déi gréng). Les deux parlementaires ont pris la décision

de remettre leurs mandats de député le 1^{er} respectivement le 16 avril.

M. Roger Negri est remplacé par Mme Simone Asselborn-Bintz et Mme Sam Tanson succède à M. Claude Adam.

M. Claude Adam et M. Roger Negri (à droite)

M. Mars Di Bartolomeo en visite au Lycée Nic-Biever



Le 23 mars 2018, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a visité le Lycée Nic-Biever à Dudelange où il fut accueilli par le directeur, M. Roger Roth, les directeurs adjoints, Mme Christiane Sunnen et M. Romain Fogen, ainsi que par les attachés à la direction, Mme Jessica David et M. Yves Schmartz.

Suivait un échange de vues de deux heures avec environ 150 élèves de 3^e classique et général.

Après avoir présenté le fonctionnement et les missions de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo a répondu aux questions des élèves.

Les sujets abordés concernaient entre autres les pétitions, l'engagement politique, les différentes structures participatives, ainsi que des sujets de l'actualité politique communale, nationale et internationale.

Alexia Lentz et Jérôme Romoli lors d'une interview avec le Président de la Chambre des Députés

COSAC - Réunion du groupe de travail sur la subsidiarité

Améliorer le contrôle de la subsidiarité et renforcer le dialogue politique avec la Commission européenne

Le 14 novembre 2017, le Président de la Commission européenne a institué une task force sur la subsidiarité, la proportionnalité et le «faire moins mais de manière plus efficace». Trois membres de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) en font partie. Pour préparer leurs travaux, la COSAC a créé, pour sa part, un groupe de travail se composant de délégués de chaque parlement national. Lors de la première réunion de ce groupe de travail le 26 mars 2018 à Bruxelles, la Chambre des Députés était représentée par M.

Marc Angel, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC.

Quels sont les domaines politiques pouvant être délégués à nouveau à la compétence nationale? Cette question, se basant sur un des scénarios présentés dans le rapport des cinq présidents des institutions européennes en 2015, n'a pas suscité d'enthousiasme parmi les délégués. Plusieurs d'entre eux se sont plutôt prononcés pour un autre scénario: celui d'une Europe plus forte.

Quant à la question de savoir comment renforcer l'impact des par-

lements nationaux dans la prise de décision européenne, les délégués étaient unanimes dans l'analyse que seules des mesures ne nécessitant aucun changement de traité auront la possibilité d'aboutir. La procédure de contrôle du principe de subsidiarité peut être améliorée sur certains points pour permettre aux parlements nationaux de mieux assumer leur tâche. Par ailleurs, le dialogue politique avec la Commission européenne peut être renforcé.

La task force discutera sur tous ces points avant de rendre son rapport d'ici le 15 juillet 2018.



M. Marc Angel, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC

Réunion de la Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme de l'AP-UpM

Situation politique en Méditerranée et perspectives pour 2018



L'analyse de la situation politique actuelle en Méditerranée ainsi que les perspectives pour 2018 ont été à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme de l'AP-UpM, le 7 février 2018, au Parlement européen à Strasbourg.

Lors de son intervention, le membre du Parlement de la Palestine a accusé les représentants d'Israël (Knesset) du crime d'occupation des territoires d'un peuple chassé de ses terres. Il a également reproché au Gouvernement des États-Unis, aux représentants de l'Union européenne et surtout à ceux de la Grande-Bretagne d'avoir laissé le Président américain Donald Trump reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et y déplacer l'ambassade américaine.

Le représentant de la Turquie a essayé de justifier l'attaque turque dans le Nord de la Syrie, mais, en dépit de ses déclarations ferventes, il

n'a trouvé que très peu d'assentiment respectivement d'écho positif parmi les membres présents de la Commission.

Suivait un exposé du représentant de l'Égypte, pays membre assurant actuellement la présidence de l'AP-UpM, sur les grandes lignes d'un document politique de travail, expliquant la vision de l'Égypte «en matière de lutte contre le terrorisme et le rôle des parlements à cet égard».

L'Égypte se dit fortement menacée depuis plusieurs années en ce qui concerne ses efforts de développement économique. Ceci est dû aux attaques terroristes incessantes; c'est pourquoi l'Égypte a mis le combat général du terrorisme en tête de ses priorités politiques.

Il a été souligné que sans coopération régionale renforcée des pays du pourtour de la Méditerranée, respectivement sans coopération interna-

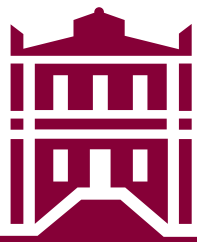
tionale régulière, ce combat ne peut pas être gagné.

L'Égypte a également lancé un appel pressant à tous les parlementaires membres de l'AP-UpM d'élaborer, à leur propre niveau national, toutes les dispositions législatives nécessaires «contraignantes et concordantes» pour éliminer les diverses sources de financement du terrorisme afin de pouvoir le combattre efficacement.

Une vive discussion a suivi cette présentation, notamment à cause des tensions incessantes entre les représentants palestiniens et israéliens présents.

Il faut s'attendre à ce que les prochaines réunions de la Commission des Affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme, tout comme l'Assemblée plénière qui aura lieu au Caire les 28 et 29 avril 2018, seront également axées sur un combat à large spectre du terrorisme régional et international.

Mme Simone Beissel a représenté le Parlement luxembourgeois à Strasbourg.



Organisation des services de secours (CGDIS)

6861 - Projet de loi

portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant

1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail;

7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne;

8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Le projet de loi a pour objet l'organisation de la sécurité civile et la création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) sous la forme d'un établissement public à caractère administratif. Le CGDIS sera l'organe fédérateur des services de secours luxembourgeois.

L'exposé des motifs du texte déposé énumère comme raisons plaidant en faveur de la création d'une structure unique les suivantes:

- seule une structure unique permet une ges-

tion intégrée, efficace et efficiente de tous les aspects concernant l'organisation des services de secours (opérationnels, techniques, administratifs et financiers);

- la nouvelle structure permettra d'arriver à une organisation des services de secours où chaque acteur sait à chaque instant et pour chaque situation quel est son rôle et sa responsabilité dans le dispositif. Ceci s'applique aussi bien aux décideurs politiques qu'aux intervenants sur le terrain;

- tout le personnel, qu'il soit professionnel ou volontaire, sera soumis aux mêmes règles de fonctionnement. À cet effet, il pourra exercer ses attributions dans le cadre d'une hiérarchie claire et précise où le supérieur hiérarchique doit avoir une mainmise sur l'ensemble du personnel (professionnel et volontaire);

- les synergies permettant d'éviter des doubles emplois ne peuvent être réellement réalisées que dans le cadre d'une structure unique qui permet de dépasser l'actuelle distinction entre protection civile et services d'incendie et de sauvetage communaux;

- la nouvelle structure permettra un meilleur service dans des domaines dans lesquels il existe actuellement des déficits et qui sont de la compétence conjointe de l'État et des communes (p.ex. prévention, prévision et formation);

- la structure unique permet un financement plus équitable des services de secours où les coûts de services de secours seront répartis entre les différents acteurs en tenant compte des besoins réels et des priorités fixées par la politique.

Le CGDIS sera géré par un conseil d'administration qui se compose paritairement de représentants de l'État et des communes. La politique générale et les orientations du CGDIS seront proposées par un comité directeur.

Une place importante est accordée par le projet de loi à l'engagement des pompiers volontaires, puisque le texte repose sur la complémentarité entre volontaires et professionnels. Dans ce contexte, la formation des membres des secours constitue un élément clé de la réforme.

1. Permettre aux marchés publics de devenir un instrument de stratégie politique

Un meilleur rapport qualité-prix

Grâce à une nouvelle formulation des dispositions en lien avec le critère de «l'offre économiquement la plus avantageuse» dans la procédure d'attribution, le projet de loi a pour objectif de permettre aux acheteurs publics de mettre davantage l'accent sur les aspects qualitatifs, tout en tenant compte du prix et des coûts du cycle de vie de l'offre. Sont précisées les conditions et caractéristiques des spécifications, labels, certifications et autres moyens de preuve spécifiques que les acheteurs publics peuvent exiger, afin de prouver que les travaux, services ou fournitures respectent les normes environnementales, sociales ou autres prévues dans le cadre du marché. La qualité constitue un aspect central, afin que les achats publics ne soient plus systématiquement basés sur le prix le plus bas.

Les aspects sociaux et environnementaux

Le projet de loi contient les dispositions nécessaires pour endiguer les abus qui conduisent à des pratiques de dumping social et environnemental, faussant le bon fonctionnement du marché intérieur. Une attention particulière a été accordée à la question du respect des droits des travailleurs opérant dans le cadre des marchés publics et au respect des obligations en matière d'environnement. Ainsi le projet de loi prévoit une disposition qui corrobore le respect obligatoire de ces obligations (clause sociale horizontale) et qui conduit à l'exclusion des opérateurs économiques qui ne se conforment pas à ces exigences. Le projet de loi renforce les mesures déjà existantes contre les offres anormalement basses du fait du non-respect du droit social, du droit du travail et de la législation environnementale. Les acheteurs publics sont obligés de ne pas attribuer un marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse lorsqu'ils ont établi que cette offre ne respecte pas les obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail. Les nouvelles règles permettent également plus de transparence en matière de sous-traitance. Au stade de l'appel d'offres, les acheteurs publics pourront exiger de la part des opérateurs économiques qu'ils précisent la part du marché qu'ils n'ont pas l'intention d'exécuter eux-mêmes mais entendent confier à des tiers. Le pouvoir adjudicateur pourra également vérifier l'existence de motifs d'exclusion dans le chef des sous-traitants et exiger leur remplacement. Après l'attribution du marché, les acheteurs publics pourront exiger de l'entreprise chargée de l'exécuter qu'elle communique les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels elle entend recourir. Cette obligation de transparence pourra s'appliquer également aux sous-traitants des sous-traitants. Les nouvelles dispositions visent encore à favoriser l'insertion sociale de personnes handicapées ou défavorisées en permettant de réserver des marchés à des structures spécifiques. Finalement les acheteurs publics peuvent prévoir des conditions d'exécution particulières portant sur l'exécution du marché, qui peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social ou à l'emploi.

Un accès plus facile pour les petites entreprises

Un des objectifs affirmés des directives que le projet de loi transpose en droit national est de permettre aux petites et moyennes entreprises, qui ont un potentiel considérable de création d'emplois, de croissance et d'innovation, d'accéder plus facilement aux marchés publics. Outre les mesures visant à l'allègement des charges administratives, est encouragée la division des contrats en lots. L'allotissement constitue le mode de passation des marchés publics qui préfère l'octroi de plusieurs contrats à différentes petites entreprises, plutôt que de donner un seul contrat à une grande entreprise. Par ailleurs, le niveau du chiffre d'affaires qui peut être exigé pour participer à un marché public sera limité à, au maximum, deux fois la valeur estimée du contrat. Il s'agit d'éviter que des PME soient exclues de la participation à un marché du fait que le cahier des charges requiert un chiffre d'affaires minimal disproportionné par rapport à l'envergure du marché.

Mesures visant à favoriser l'innovation

La commande publique joue un rôle prépondérant pour l'innovation dans les domaines qui

sont majoritairement ou exclusivement réservés au secteur public. La qualité de la commande publique détermine celle de l'objet du marché, ainsi que son caractère innovant. La valeur de l'innovation se mesure aux résultats obtenus (amélioration de la qualité et/ou prix plus compétitif). Elle permet d'optimiser le fonctionnement du service public en intégrant de nouveaux processus, technologies ou matières. Les nouvelles règles, tout en maintenant les instruments actuellement disponibles devraient permettre aux acheteurs publics d'encourager les entreprises à développer leur capacité d'innovation.

2. Mesures de simplification

Plus de flexibilité dans le choix du type de procédure pour les marchés d'envergure

À travers les nouvelles règles, les acheteurs publics auront plus de possibilités de négocier les conditions du marché avec les entreprises dans le cadre des marchés conclus en application du livre II de la loi, ce qui leur permettra d'obtenir des acquisitions ou services mieux adaptés à leurs besoins.

Plus de souplesse dans le cadre du déroulement des procédures

En ce qui concerne le déroulement des procédures en elles-mêmes, les délais minimaux sont plus courts. Par ailleurs, dans le cadre des procédures ouvertes, les acheteurs publics sont libres de décider de l'ordre dans lequel ils souhaitent procéder en vue de la vérification des dossiers. Ils peuvent suivre l'ordre classique en se prononçant tout d'abord sur l'admission des soumissionnaires, puis en évaluant les offres et en décidant de l'attribution. Dans les cas qui s'y prêtent, ils peuvent aussi inverser cet ordre et examiner en premier lieu les offres avant de vérifier l'absence de critères d'exclusion et le respect des critères de sélection. Pour certains services sociaux, culturels, de santé et quelques autres services énumérés dans les directives, tels que les services juridiques, hôteliers, de restauration et de cantine, un nouveau régime simplifié, qui vaut pour des marchés d'un montant supérieur à 750.000 euros trouve à s'appliquer.

Moins de bureaucratie

Grâce à l'auto-certification par le Document unique de marché européen (DUME) et grâce à l'utilisation accrue de l'instrument électronique, les nouvelles règles ont pour objectif de réduire les formalités administratives et d'alléger la procédure au niveau européen. Le but du DUME est de permettre aux opérateurs économiques d'introduire plus facilement et plus rapidement une offre, étant donné qu'il aura moins d'annexes à fournir au moment où l'appel d'offres est engagé. Seul le soumissionnaire qui remporte le marché devra fournir les documents originaux prouvant qu'il remplit les conditions requises pour le marché en question. Ce système devrait permettre de réduire les formalités administratives et le volume des documents déposés pour la sélection des entreprises pour chaque procédure de marché.

Dématérialisation des procédures

Les moyens électroniques d'information et de communication permettent de simplifier considérablement la publicité des marchés publics et de rendre les procédures de passation de marché plus efficaces et transparentes. Les procédures électroniques de passation de marchés publics comprennent notamment la publication en ligne des avis de marché (avis électroniques), l'accès en ligne à tous les documents relatifs aux appels d'offres et la remise électronique des offres aux pouvoirs adjudicateurs/acheteurs publics. À terme, les soumissions en elles-mêmes se feront obligatoirement par voie électronique, et non plus sur dossier matériel. Un certain nombre d'outils à composantes électroniques sont introduits par les directives, la base de données en ligne e-Certis et l'utilisation du document unique de marché européen, en abrégé «DUME». Les moyens électroniques requis sont déjà à la disposition des utilisateurs par le biais du Portail des marchés publics et réglés par le règlement grand-ducal du 27 août 2013 relatif à l'utilisation des moyens électroniques dans les procédures des marchés publics.

3. Prévention des conflits d'intérêt, du favoritisme et de la corruption

De nouvelles dispositions relatives aux «conflits d'intérêts», sur la base d'une définition claire, sont à présent fournies.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 18.08.2015

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

07.10.2015 Présentation du projet de loi

26.05.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation d'amendements gouvernementaux

02.02.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État

09.02.2017 Continuation des travaux

14.02.2017

02.03.2017

09.03.2017

16.03.2017

21.03.2017

23.03.2017

28.03.2017

30.03.2017

24.04.2017

18.05.2017 Présentation d'une proposition d'amendement

22.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

30.11.2017 Continuation des travaux

27.02.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

12.03.2018 Continuation des travaux

15.03.2018 Continuation des travaux

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2018

Loi du 27 mars 2018

Mémorial A: 2018, n°221, page 1

Marchés publics

6982 - Projet de loi sur les marchés publics

Le projet de loi règle les procédures des marchés publics et l'exécution des marchés publics quelle que soit l'envergure des marchés. Ses principaux objectifs sont les suivants:



Dans le cadre de la préparation d'un appel d'offres, les acheteurs publics peuvent être amenés à consulter d'abord des entreprises. De telles consultations préalables peuvent conduire à des situations favorisant les entreprises impliquées et créer de ce fait des distorsions de concurrence, raison pour laquelle des dispositions spécifiques ont été prévues pour mieux encadrer ces consultations. L'exclusion de l'entreprise concernée ne sera toutefois possible qu'en dernier ressort et en cas d'impossibilité de garantir par d'autres moyens l'égalité de traitement entre les entreprises participantes.

De nouvelles dispositions sont introduites afin de renforcer les règles relatives aux motifs d'exclusion, qui sont étendus par rapport à la réglementation antérieure. À noter que, dans certains cas et sous certaines conditions, la possibilité est donnée à un soumissionnaire de démontrer sa fiabilité en apportant la preuve de mesures qu'il a prises pour corriger le problème ou réparer le dommage causé.

La transparence est renforcée dans le cadre des mesures de «gouvernance» des marchés publics, que les nouvelles directives introduisent. Dans le chef des États membres, ces règles introduisent un certain nombre d'obligations de suivi et de rapport. Dans le chef des acheteurs publics, des obligations de transparence, qui existaient déjà sous la réglementation antérieure, ont été étendues.

4. Clarification de certaines règles

Principe de la libre administration et coopération entre entités publiques

Le projet de loi reprend les dispositions des nouvelles directives énonçant le principe de la libre administration des collectivités publiques, à tous les niveaux. Concrètement, il appartient aux autorités publiques de décider comment et dans quelle mesure seront effectuées des tâches d'intérêt public, et ce en coopération avec d'autres autorités publiques.

En vertu des nouvelles règles, les acheteurs publics peuvent plus facilement regrouper leurs achats, en recourant à des procédures conjointes de passation des marchés, ou en achetant par l'intermédiaire d'une centrale d'achat.

Modification des contrats en cours et résiliation

Les conditions dans lesquelles des modifications apportées à un marché en cours d'exécution imposent une nouvelle procédure de passation de marché, en tenant compte de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne en la matière, sont clarifiées.

Ainsi, en règle générale les modifications apportées au contrat qui ne rendent pas celui-ci sensiblement différent par nature de celui conclu au départ, sont permises.

Par ailleurs, les dispositions prévues par les nouvelles directives et celles prévues par la législation/réglementation actuellement en vigueur relatives à la résiliation et à la modification des contrats sont regroupées dans le projet de loi.

cer (à l'exception du perçage du lobule de l'oreille) à seize ans.

Au-delà de seize ans et jusqu'à l'âge de dix-huit ans, une autorisation parentale est nécessaire pour se faire faire un tatouage ou un perçage.

Par ailleurs pour ce qui est du bronzage UV cancérigène, le Luxembourg entend interdire la mise à disposition et la vente d'appareils de

bronzage UV à des mineurs. Une telle interdiction est actuellement déjà en place dans divers pays de l'Union européenne, tandis que d'autres États sont en train de finaliser une telle interdiction.

Par ailleurs, le texte proposé introduit toute une série de règles pour entourer l'utilisation et la mise à disposition d'appareils de bronzage UV pour les clients adultes.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 30.05.2016

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen) :

13.06.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.06.2017 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.09.2017 Continuation des travaux

10.10.2017

16.01.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.03.2018

Aménagement du territoire

7065 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Le projet de loi a pour objet de procéder à une refonte globale de la législation sur l'aménagement du territoire. Les points saillants de la future loi sont les suivants:

Le Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT)

Le CSAT est désormais le seul organe d'aménagement. La loi modifiée du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire fait en effet mention d'«organes d'aménagement» alors qu'elle ne régleme en fin de compte que le CSAT. Le projet de loi n°7065 rectifie ce point, établissant ainsi clairement que le CSAT est le seul «organe d'aménagement» encore actif, exclusion faite du CIAT (Comité interministériel de l'aménagement du territoire).

La précision des objectifs de la loi

La loi détermine les principes et points essentiels selon lesquels les PDS et les POS, qui sont par nature des textes réglementaires, peuvent restreindre les droits, libertés et principes constitutionnellement protégés, parmi lesquels figurent le droit de propriété, la liberté du commerce et de l'industrie ainsi que le principe de l'autonomie communale. Seuls des éléments de nature plus technique, non créateurs de nouveaux effets juridiques, peuvent être détaillés par les textes réglementaires.

En raison de la technicité et de l'impact politique de l'aménagement du territoire, les auteurs du projet de loi ont décidé de procéder à une énumération précise des cas dans lesquels les plans directeurs sectoriels (PDS) et les plans d'occupation du sol (POS) peuvent intervenir ainsi qu'à une énumération précise des conditions auxquelles lesdits plans sont soumis.

La politique de l'aménagement du territoire est désormais endiguée aux seuls cas visés par les objectifs de l'article 1^{er} du projet de loi. Alors qu'il revenait jusqu'à présent au PDAT de préciser les objectifs de la loi, le projet de loi a désormais doté la politique de l'aménagement du territoire d'objectifs «autonomes», confiant au PDAT le soin d'énumérer des recommandations d'intérêt général permettant d'organiser les différents besoins en espace aux endroits les plus appropriés du territoire national.

Le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT)

Le dernier programme directeur, qui avait été approuvé par le Conseil de Gouvernement du 27 mars 2003, sur base de la loi précitée du 21 mai 1999 est désormais à nouveau «en vigueur». En effet, dans le cadre de son arrêt du 13 juillet 2017 concernant le Plan d'aména-

ment général (PAG) de la commune de Fischbach, la Cour administrative, a soulevé les points suivants:

1^o Il n'existe pas de PDAT déclaré obligatoire en vertu de la loi du 30 juillet 2013 ou se trouvant à l'état de projet soumis à l'avis des communes. Le Ministre de l'Intérieur ne peut donc invoquer le PDAT de 2003 dans le cadre de l'article 18, alinéa 2 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain tel qu'introduit par la loi précitée du 30 juillet 2013.

2^o Le PDAT, au vu de la procédure qui est prévue dans le cadre de la loi précitée du 30 juillet 2013 pour son élaboration, ne peut revêtir un caractère contraignant et ne peut donc constituer une norme réglementaire.

3^o Le PDAT pourrait revêtir le cas échéant un caractère obsolète.

Si ce dernier point est une question d'interprétation politique, le projet de loi n°7065 introduit quant à lui diverses dispositions modifiant les articles ayant trait à la conformité et à la compatibilité des projets d'aménagement général et des projets d'aménagement particulier au PDAT et prévoyant le maintien en «vigueur» du PDAT de 2003 jusqu'à ce qu'un nouveau PDAT soit arrêté par le Conseil de Gouvernement.

Modification et précision des plans directeurs sectoriels (PDS) et des plans d'occupation du sol (POS)

a) Le PDS n'est plus comme sous l'empire de la loi modifiée du 30 juillet 2013 un instrument induisant une mise en œuvre aussi fastidieuse pour les communes; au contraire, les auteurs du projet de loi ont veillé à faciliter la mise en œuvre des PDS en question.

Par conséquent, la distinction entre recommandations et prescriptions est abolie. En effet, les recommandations étaient des dispositions que les communes devaient prendre en considération lors de l'élaboration ou de la modification des plans d'aménagement communaux (PAG et PAP) tout en ayant la faculté de s'en écarter de manière motivée. À présent, seules les prescriptions qui sont des dispositions obligatoires, sont maintenues dans le projet de loi.

La mise en œuvre de certaines prescriptions des PDS n'est plus soumise à un délai de transposition, du fait que les communes ne disposent pas forcément toutes des ressources techniques, juridiques et financières nécessaires pour procéder par exemple à la mise en œuvre d'une zone d'habitation de quelques dizaines d'hectares dans un délai de six ans. Les PDS réservent donc des terrains pour des besoins en espace spécifiques comme par exemple le logement ou les infrastructures de transport sans pour autant forcer leur exécution à une date précise largement tributaire d'autres variables.

Les prescriptions des PDS, ne concernent, à une exception près, que les PAG, à l'exclusion des PAP, ces derniers exécutant et précisant par ailleurs le zonage prévu dans le cadre du PAG.

La partie graphique du PDS est définie à l'échelle 1:2.500, les communes n'ayant par conséquent plus à endosser la responsabilité relative au classement de certaines parcelles en fonction des prescriptions du PDS comme ce

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2016

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

03.05.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

01.06.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État

15.06.2017 Continuation des travaux

19.06.2017

22.06.2017

18.07.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

06.10.2017 Explications de M. le Ministre suite à des entrevues avec la Chambre des Métiers, la Fédération des artisans et l'OAI

19.10.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements

04.01.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

25.01.2018 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

01.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

13.03.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 08.02.2018

Tatouage, perçage, branding, cutting et bronzage UV

7000 - Projet de loi sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

Le présent projet de loi a pour objet d'encadrer les activités de tatouage, de perçage, de branding et de cutting.

D'autre part, le projet de loi vise à encadrer la vente et la mise à disposition d'appareils de bronzage UV.

Plus particulièrement, le projet de loi tend à protéger les mineurs.

La nécessité d'une réglementation dans ces domaines s'explique par le fait que ces activités impliquent des gestes, des actes et des techniques qui comportent certains risques pour la santé si elles ne sont pas réalisées selon les règles de l'art.

Des risques d'effets nocifs peuvent varier de simples infections jusqu'au risque de transmission d'une maladie virale comme le sida ou l'hépatite.

L'obligation de notification de ces activités est nécessaire lorsqu'il s'agit d'informer les tatoueurs d'une mise en garde RAPEX (système d'échange d'informations au niveau européen concernant les produits pouvant mettre en danger la santé et la sécurité des personnes).

Désormais, le professionnel devra suivre préalablement à sa déclaration d'activité une formation spécifique au sujet des règles en matière d'hygiène et de salubrité permettant d'éviter une infection à l'occasion de l'exercice des activités de tatouage, de perçage, de branding et de cutting.

Les conditions auxquelles doivent répondre les encres de tatouage ainsi que les tiges employées lors d'un perçage sont également fixées.

À noter que pour l'usage du pistolet perce-oreille pour le lobule de l'oreille par les bijoutiers-orfèvres, ces derniers n'ont pas besoin de suivre la formation relative aux conditions d'hygiène et de salubrité.

Les personnes qui mettent à disposition du public des appareils de bronzage UV doivent également avoir suivi une formation d'au moins huit heures aux conditions d'hygiène et de protection contre les rayonnements ultraviolets.

Considérant qu'une telle modification corporelle n'est que difficilement réversible, le texte prévoit également l'obligation d'un entretien préalable sur les risques et conséquences de ces techniques, dont l'objectif est d'informer le client qu'il ne s'agit aucunement d'un acte anodin.

Parallèlement, la pratique du branding et du cutting sur des personnes mineures sera interdite.

Finalement, la Commission de la Santé a choisi de fixer l'âge légal pour se faire tatouer ou per-



fut le cas en 2014 lorsque la partie graphique des PDS était définie à échelle plus grande.

b) Le POS n'est plus comme sous l'empire de la loi modifiée du 30 juillet 2013 un instrument au contenu rigide, mais peut être «modulé» selon les objectifs à atteindre et la réalité des terrains sous-jacents. À ce titre, le POS doit au minimum changer le mode d'utilisation du sol du PAG mais peut aller jusqu'à contenir l'ensemble des règles d'urbanisme prévues dans le cadre d'un PAP «nouveau quartier».

En fonction du degré de précision du POS, la modification de plein droit concerne nécessairement le projet ou plan d'aménagement général PAG et peut concerner les projets ou plans d'aménagement particulier.

Les POS sont d'autant plus appelés à déroger aux projets et plans d'aménagement communaux existants ou à venir selon le cas de figure, que les dispositions et prescriptions urbanistiques quant au mode d'utilisation du sol et le cas échéant à celles relatives au degré d'utilisation du sol sont plus détaillées.

Seule subsistera la faculté de procéder à l'établissement d'un PAP lorsque le POS y réserve clairement la possibilité.

Remplacement des servitudes «standstill» des PDS et POS par des servitudes provisoires

Les effets dits «standstill» avaient pour vocation première d'éviter toute initiative sur le terrain qui serait contraire aux objectifs poursuivis par un PDS ou un POS. Compte tenu des problèmes juridiques en résultant, les auteurs du projet de loi ont dû trouver une alternative. C'est ce que les servitudes provisoires se proposent de faire en prévoyant que le ministre peut prendre une décision permettant l'instauration de servitudes applicables dès le début des études et des travaux tendant à établir, modifier ou compléter un plan d'aménagement, sous réserve qu'il s'agit d'un acte individuel et non d'un acte réglementaire.

En effet, selon la jurisprudence, un «acte qui touche non pas la seule situation d'un individu, mais qui touche aux intérêts de plusieurs personnes, n'est pas, de ce seul fait, un acte échappant à la qualification d'acte individuel en ce qui concerne toutes ses dispositions. Il conserve cette qualification dans la mesure où il contient une ou plusieurs décisions à portée individuelle dans ce sens qu'il considère chaque situation isolément et non en fonction d'un mobile général susceptible de s'appliquer, a priori, de manière indifférente à une globalité de personnes se trouvant dans la même situation. En revanche, une décision administrative qui vise à régler une problématique de manière impersonnelle et qui produit ses effets à l'égard d'une pluralité de personnes se trouvant, par rapport à cette décision, dans la même situation, n'est pas à qualifier de décision individuelle au sens de l'article 31 de la loi modifiée du 8 février 1961 - TA 15-7-97 (9436); TA 15-7-97 (9603); TA 23-7-97 (9658)2; TA 7-10-97 (9585)».

Le projet de loi peut ainsi empêcher que des constructions puissent être réalisées et mettre en échec la réalisation de ou des objectifs visés par le PDS ou le POS.

Hiérarchie des instruments

Le projet de loi prévoit que le POS n'est plus forcément un instrument d'exécution des PDS. C'est la consécration des POS dit «autonomes». Cependant ces POS dits «autonomes» ne peuvent intervenir que dans les cas expressément énoncés comme pouvant être réalisés par le bais du seul POS, sans que l'élaboration d'un PDS ne s'avère être nécessaire au préalable (cf. article 1^{er}, paragraphe 3 du projet de loi pour les cas en question). Dans les autres cas de figure (cf. paragraphe 2 du projet de loi), le POS doit se conformer aux prescriptions du PDS (cf. art. 16, paragraphe 2 du projet de loi: «Le plan d'occupation du sol peut toujours mettre en œuvre un plan directeur sectoriel. Il doit alors être conforme aux prescriptions du plan directeur sectoriel.»

médiat pour faute grave de l'employeur et dont la résiliation est déclarée justifiée par la juridiction du travail, le bénéficiaire des indemnités de préavis et de départ qui reviennent de plein droit au salarié dont le licenciement avec effet immédiat par l'employeur est déclaré abusif et instituent de ce fait, entre ces deux catégories de salariés se trouvant dans des situations comparables, une différence de traitement qui ne procède pas de disparités objectives et qui n'est pas rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but. Le présent projet de loi vise donc à abolir cette différence de traitement.

De même, le Code du travail est complété en précisant que si la démission du salarié résulte d'une faute grave de l'employeur, comme le non-paiement du salaire, ce dernier devra rembourser au Fonds pour l'emploi les indemnités de chômage versées au salarié pour la ou les périodes couvertes par les salaires ou indemnités que l'employeur est tenu de verser en application du jugement ou de l'arrêt. Ainsi, la situation de l'employeur dont le salarié est démissionnaire à cause d'une faute grave de l'employeur est assimilée à celle de l'employeur d'un salarié qui a démissionné à cause d'un acte de harcèlement sexuel.

Le projet vise également une adaptation de certaines mesures en faveur de l'emploi, à savoir l'aide au réemploi et différentes autres aides favorisant l'insertion et la réinsertion des demandeurs d'emploi.

Si de nombreuses personnes ont pu bénéficier au fil des années de l'aide au réemploi de sorte que les conséquences de l'acceptation d'un nouvel emploi moins bien rémunéré ont pu être atténuées, elle a été dans de nombreux cas détournée de ses fins initiales pour prendre la forme d'une subvention de salaire. Surtout en ce qui concerne les demandeurs d'emploi qualifiés et bien rémunérés, l'aide au réemploi versée mensuellement dépasse souvent le niveau du salaire social minimum, voire le niveau du nouveau salaire payé par l'employeur. La conséquence directe est qu'après l'expiration de la période de paiement de l'aide au réemploi, le salaire effectivement payé par l'employeur est toujours loin d'atteindre un salaire adapté aux qualifications et compétences du salarié.

Afin d'éviter de telles situations, il convient d'amener l'employeur à payer un salaire «réaliste» qui, s'il est inférieur au salaire gagné précédemment, doit néanmoins prendre en compte l'expérience et les compétences du salarié bénéficiaire de l'aide au réemploi dont l'objectif est d'atténuer la différence qui peut exister entre les rémunérations en question. Comme l'aide est accordée pendant 48 mois, ce laps de temps doit permettre de rapprocher le nouveau salaire payé par l'employeur de l'ancien salaire perçu.

À cette fin, le projet de loi prévoit que le salaire plus l'aide au réemploi doivent garantir 90 pour cent du salaire précédent, respectivement le montant résultant du plafond de 3,5 fois le salaire social minimum, mais que l'aide au réemploi ne pourra dépasser 50 pour cent du salaire payé par l'employeur.

Par ailleurs, il a été constaté qu'au cours des dernières années de nombreuses personnes ont profité de l'aide au réemploi tout en créant leur propre entreprise par l'intermédiaire soit de leur conjoint ou d'un proche parent, soit par personne interposée et en simulant l'existence d'un lien de subordination. Pour éviter ce genre d'abus, les conditions d'attribution ont été précisées.

En ce qui concerne la notion d'«emploi approprié» que le bénéficiaire de l'indemnité de chômage doit être prêt à accepter, le projet de loi tient compte de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle indiquant que l'essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi. Il est donc proposé d'ajouter les critères permettant de définir l'emploi approprié dans le Code du travail et de régler le détail au niveau d'un règlement grand-ducal.

Le projet de loi revoit également les obligations des demandeurs d'emploi qui veulent créer leur entreprise ou reprendre une entreprise existante. Les nouvelles dispositions permettent au chômeur indemnisé de continuer à toucher des indemnités de chômage tout en ne devant pas accepter tout emploi approprié pendant une durée maximale de six mois dans le but de mettre en place les structures de sa nouvelle entreprise. Cette exception est limitée dans le temps et n'est accordée que sur demande.

Le projet de loi adapte également les mesures en faveur de l'emploi des jeunes, notamment en ajoutant à la condition d'avoir été inscrit à l'ADEM pendant trois mois pour pouvoir bénéficier d'un contrat d'initiation à l'emploi (CIE), que les jeunes aient été sans emploi durant ces trois mois.

Le projet de loi introduit également une aide à la formation de 41,67 euros indice 100 pour tous les demandeurs d'emploi non indemnisés qui participent régulièrement à une mesure de formation proposée par l'ADEM.

Par ailleurs, les employeurs pourront désormais accepter des demandeurs d'emploi en stage qui sont couverts par l'assurance accident. En effet, la modification proposée permet l'application du régime spécial en matière d'assurance accident de sorte que si un participant subit un accident du travail, l'État prend en charge les frais.

Enfin le projet de loi donne une base légale au Réseau d'études sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL) qui associe un certain nombre d'acteurs pour améliorer la collecte de données sur le marché du travail, faciliter les évaluations des politiques de l'emploi qui doivent être fondées sur une meilleure prise en compte des évolutions du marché du travail. Le RETEL remplace l'observatoire national des relations du travail et de l'emploi.

Finalement, pour assurer un meilleur suivi des chômeurs qui peuvent relever d'administrations différentes, le projet de loi propose d'introduire la possibilité d'un échange de données tout en garantissant la protection de celles-ci conformément à la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.09.2016

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

- | | |
|------------|--|
| 29.06.2017 | Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 06.07.2017 | Continuation des travaux |
| 17.07.2017 | |
| 18.07.2017 | |
| 09.11.2017 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 20.11.2017 | Continuation des travaux |
| 22.02.2018 | Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État |
| 15.03.2018 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 22.03.2018

Adaptations du Code du travail

7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Le présent projet de loi regroupe un certain nombre de dispositions qui complètent, précisent ou modifient des articles du Code du travail. Le projet de loi vise à mieux protéger les droits des salariés, à améliorer l'efficacité des mesures pour l'emploi en favorisant l'insertion sur le marché du travail notamment des catégories de chômeurs les plus vulnérables, ainsi qu'à assurer une meilleure connaissance de l'évolution du marché du travail permettant ainsi la mise en œuvre de politiques mieux ciblées.

La première disposition du projet de loi concerne le «maintien intégral» du salaire en cas d'incapacité de travailler pour cause de maladie, connu également sous le terme de «Lohnfortzahlung». Le texte proposé énonce avec précision les règles applicables dans les différents cas de figure pour ainsi mettre fin à l'insécurité juridique ayant mené à des inter-

prétations divergentes et à une application non homogène des textes en question. Ainsi, le projet de loi distingue entre le salarié qui disposait de son horaire de travail au moment de la survenance de la maladie et celui qui n'en disposait pas. Alors que la première catégorie est payée comme si elle avait travaillé suivant le plan préétabli pendant les jours de maladie, la deuxième se voit verser une indemnité journalière correspondant au salaire journalier moyen des six derniers mois. Le texte prévoit de même une solution particulière pour les salariés payés à la tâche et pour ceux dont l'ancienneté est inférieure à six voire douze mois. Finalement il est précisé qu'il n'est pas tenu compte des avantages non périodiques, dont les frais accessoires occasionnés par le travail et les heures supplémentaires.

Ensuite, le projet de loi augmente la durée hebdomadaire de travail que les étudiants sont autorisés à travailler dans le cadre d'un contrat à durée déterminée d'une durée maximale de cinq ans en dehors des vacances scolaires de dix à 15 heures.

Le projet de loi adapte par ailleurs le Code du travail pour tenir compte de deux arrêts de la Cour constitutionnelle en matière de démission du salarié pour faute grave de l'employeur. En effet, il résulte de ces arrêts que les dispositions des articles L.124-6 et L.124-7 du Code du travail, en ce qu'elles n'accordent pas au salarié qui a résilié son contrat de travail avec effet im-

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.10.2016

Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

- | | |
|------------|---|
| 16.10.2017 | Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 25.10.2017 | Continuation des travaux |
| 06.11.2017 | |
| 13.11.2017 | Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État |
| 01.02.2018 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 28.02.2018 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique: 13.03.2018

Accès aux qualifications scolaires et professionnelles

7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Le présent projet de loi a pour objet de compléter l'article 5 de la loi modifiée du 15 juillet

2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles.

L'insertion d'un nouveau point 12 à l'article 5 précité offre à la Commission des aménagements raisonnables la possibilité de remplacer une partie de l'épreuve d'évaluation, de l'épreuve de l'examen de fin d'études ou de fin d'apprentissage ou du projet intégré que l'élève à besoins particuliers est incapable de résoudre, suite à sa déficience ou incapacité



particulière, par une partie qui tient compte de la déficience ou de l'incapacité particulière de l'élève.

En effet, la loi actuellement en vigueur dispose que le conseil de classe ne peut accorder une

dispense que pour une partie des épreuves prévues pour un trimestre ou semestre, mais pas leur remplacement. De plus, les examens de fin d'études ou de fin d'apprentissage ou le projet intégré ne sont jusqu'à présent pas concernés par cette possibilité.

cal de la propriété intellectuelle tel que proposé par le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans le cadre décrit ci-dessus.

Le présent projet de loi vise à encourager les entreprises à se livrer à des activités de recherche et développement tout en maintenant un environnement fiscal visant à garantir la compétitivité du Luxembourg et en respectant les nouveaux principes internationaux et européens en matière fiscale.

Afin de stimuler l'investissement des entreprises dans la recherche et le développement, le régime de propriété intellectuelle prévu par le présent projet de loi vise à exonérer de l'impôt sur le revenu 80% du montant du revenu net éligible ajusté et compensé. En ce qui concerne les différences par rapport au régime de l'article 50bis, il y a notamment trois éléments à soulever.

En premier lieu, le champ d'application des actifs éligibles est réduit par rapport à l'article 50bis L.I.R.. Tandis que sous l'ancien régime les droits d'auteur sur des logiciels informatiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce d'un nom de domaine, d'un dessin ou d'un modèle représentaient des actifs éligibles, sous le nouveau régime sont éligibles surtout les brevets au sens large ainsi que les logiciels informatiques.

En outre, pour que le contribuable puisse bénéficier de l'exonération fiscale partielle, l'approche du lien modifiée exige, d'une part, une activité substantielle et, d'autre part, qu'il ait lui-même supporté les dépenses de recherche et de développement. De cette façon, les bénéfices sont imposés dans le pays où la création de valeur a eu lieu et ne peuvent pas être transférés artificiellement dans d'autres pays.

Enfin, l'article 50ter permet aux entreprises ayant leur siège social au Luxembourg d'effectuer leur recherche et développement dans un établissement stable situé dans un autre pays de l'espace économique européen sous réserve

des conditions prévues à cet effet dans le projet de loi, à savoir notamment que les dépenses de recherche et de développement soient attribuées au contribuable en vertu d'une convention préventive de double imposition.

L'existence d'une activité substantielle est déterminée par la présence de dépenses éligibles, qui sont en relation directe avec des revenus issus de droits de propriété intellectuelle. Par conséquent, seuls les revenus résultant d'investissements préalables dans la recherche et le développement sont éligibles pour l'exonération partielle de l'impôt sur le revenu.

La hauteur du montant pouvant être exonéré partiellement est déterminée par le ratio du lien en fonction de la hauteur des dépenses éligibles effectuées. L'octroi de l'avantage fiscal dont peut bénéficier une entreprise dépend de l'importance des activités de recherche et développement auxquelles se livre cette entreprise.

Les revenus qui peuvent bénéficier d'une exonération partielle de 80% sont les revenus qui proviennent de l'usage ou de la concession de l'usage d'un actif éligible, les revenus ayant un rapport direct avec l'actif éligible qui sont incorporés dans le prix de vente d'un produit ou service, les revenus perçus sur la cession d'un actif éligible et les indemnités obtenues dans le cadre d'une procédure judiciaire portant sur un actif éligible.

Les dépenses éligibles se composent d'un côté des dépenses effectuées pour la constitution, le développement ou l'amélioration d'un actif éligible dans le cadre d'activités de recherche et développement. D'un autre côté, ils comprennent les paiements faits par le contribuable à une «entité autre qu'une entreprise liée au titre d'activités de recherche et développement en rapport direct avec la constitution, le développement ou l'amélioration d'un actif éligible effectuées par cette entité au profit du contribuable».

Réorganisation de la Chambre de Commerce

7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'apporter certaines modifications ponctuelles à la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce.

Ces modifications visent notamment à simplifier la procédure électorale de la Chambre de Commerce. Ainsi, la réception des propositions des candidatures est dès maintenant assurée par le bureau de vote et non plus par le juge de paix directeur de Luxembourg.

Par ailleurs, afin de simplifier, d'une part, le remplacement d'un membre qui ne pourrait pas participer à une réunion de l'assemblée plénière de sorte à assurer une meilleure représentativité du groupe électoral visé et, d'autre part, se prémunir contre une éventuelle insuffi-

sance de quorum, le projet de loi précise que «l'assemblée plénière» de la Chambre de Commerce se compose de membres effectifs et/ou suppléants.

Toujours dans un souci de représentativité démocratique, il est prévu qu'au cas où un groupe électoral ne serait plus représenté dès lors qu'il n'y aurait plus de membre effectif ni de membre suppléant il serait procédé à des nouvelles élections, mais uniquement dans ce groupe, afin de déterminer les nouveaux membres effectifs et suppléants de ce groupe électoral.

Il est encore prévu que dans l'hypothèse où pour un groupe électoral aucune liste, voire une ou des liste(s) ne contenant aucun candidat serai(en)t présentée(s), il serait procédé à de nouvelles élections, mais uniquement dans ce groupe, et ce après constitution de l'assemblée plénière et dans un délai maximal de six mois.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 25.07.2017

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

01.02.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 9 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°181, page 1

Régime fiscal de la propriété intellectuelle

7163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne le régime fiscal de la propriété intellectuelle, et modifiant la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs («Bewertungsgesetz»)

Le présent projet de loi a pour objet d'introduire un régime fiscal en faveur de la propriété intellectuelle conforme à l'approche du lien modifiée. Suite à l'abrogation du régime de propriété intellectuelle ancré à l'article 50bis de ladite loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) par la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016, le présent projet de loi insère un nouvel article 50ter dans la prédictée loi modifiée du 4 décembre 1967. De plus, un nouvel article 60ter est inséré dans la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs afin de prévoir l'exonération fiscale des actifs de propriété intellectuelle éligibles en matière de l'impôt sur la fortune.

La loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016 a aboli le régime de pro-

priété intellectuelle ancré à l'article 50bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) et a prévu une période transitoire de cinq ans, pendant laquelle seulement les droits de propriété intellectuelle acquis avant le 1^{er} juillet 2016 continuent à bénéficier d'un traitement préférentiel.

Les secteurs innovants ayant un taux élevé d'activités de recherche et de développement sont généralement reconnus comme représentant un facteur important dans la croissance économique. Ces secteurs innovants favorisent une croissance intelligente et représentent un élément majeur dans la diversification économique et la transition vers une économie fondée sur la connaissance et l'innovation. Pour ces raisons, la Commission européenne leur accorde une grande importance dans sa «Stratégie Europe 2020».

En ce qui concerne le Luxembourg en particulier, l'OCDE de même que la Commission européenne recommandent de faire du renforcement de l'innovation un objectif prioritaire pour assurer une croissance économique durable.

Par conséquent, une politique incitative en faveur de l'innovation et de la recherche et le développement par un traitement favorable de la propriété intellectuelle s'avère indispensable afin de consolider et diversifier l'économie luxembourgeoise. Le régime de traitement fis-

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 04.08.2017

Rapporteuse: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017 Désignation d'un rapporteur

19.01.2018 Présentation du projet de loi

Présentation de l'amendement gouvernemental

12.03.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

15.03.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2018

Indices de référence

7164 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n°596/2014, et portant:

1. modification du Code de la consommation;

2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; et

4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

La présente loi en projet a pour but de mettre en œuvre en droit national le règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et le règlement (UE) n°596/2014 (ci-après le «règlement (UE) 2016/1011»).

Étant donné qu'ils servent à déterminer le prix de nombreux instruments et contrats financiers, les indices de référence jouent un rôle central

pour les marchés financiers. Comme il y a eu des cas de manipulation de certains de ces indices de référence par exemple dans le cas du LIBOR (London Interbank Offered Rate) en 2012, et comme ces derniers peuvent faire l'objet de conflits d'intérêts, il est évident que la solidité et l'exactitude des indices de référence ainsi que l'intégrité et la transparence de leur processus de détermination sont indispensables afin de garantir la confiance et la stabilité des marchés et le bon fonctionnement du marché unique. Ainsi le règlement (UE) 2016/1011 vise à mettre en place les dispositions nécessaires pour assurer l'intégrité des indices de référence et pour harmoniser leur détermination dans les différents États membres de l'Union européenne.

Le projet de loi sous rubrique désigne la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) comme autorité compétente par défaut pour les entités surveillées relevant du règlement (UE) 2016/1011. Le Commissariat aux assurances (CAA), quant à lui, est désigné comme autorité compétente pour les entités surveillées relevant de sa surveillance. Dotées des pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires pour l'exercice de leurs missions, les autorités compétentes sont également investies du pouvoir d'infliger des sanctions administratives et d'autres mesures administratives aux entités surveillées dans le cas du non-respect des dispositions prévues par le règlement (UE) 2016/1011.

Finalement, pour tenir compte des modifications que réalise le règlement (UE) 2016/1011 dans les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE, le Code de la consommation est modifié ponctuellement à trois endroits. La loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ainsi que la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances sont également adaptées afin de tenir compte du présent projet de loi.



Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 04.08.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

09.02.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'amendements parlementaires

15.03.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2018

Défense aérienne commune

7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017.

À l'instar de l'accord Benelux, le présent accord vise à mettre en place une coopération transfrontalière entre les pays du Benelux et la France afin d'améliorer les capacités d'intervention des parties et de faciliter l'échange d'informations, ceci dans le but de répondre aux menaces aériennes non militaires.

Le présent accord de coopération autorise ainsi les parties, dans le cadre d'une suspicion de

menace aérienne, à traverser la frontière pour entrer dans l'espace aérien des autres parties et à y exercer les actions tactiques prévues dans l'accord et clairement définies dans le texte, sur autorisation expresse de la partie dans l'espace aérien de laquelle se trouve l'avion suspect.

Concrètement, l'accord permet à un aéronef français d'entrer dans l'espace aérien belge ou luxembourgeois en cas de poursuite d'un avion civil suspect et vice versa. En absence de frontières communes, les Pays-Bas n'ont pas souhaité qu'un aéronef français entre dans leur espace aérien. Cette possibilité ne figure donc pas dans l'accord.

Toute décision concernant l'aéronef suspect revient aux autorités nationales compétentes pour l'espace aérien dans lequel l'aéronef en question se trouve. L'accord Benelux a instauré un système de riposte selon lequel l'espace aérien du Benelux est considéré comme espace commun dont la surveillance revient en alternance aux autorités belges et néerlandaises. En cas d'incident, l'aviation militaire belge ou néerlandaise, en fonction de la rotation, est appelée à intervenir dans l'espace aérien luxembourgeois.

Le contenu du présent accord est similaire à celui de l'accord Benelux, la plupart des différences se situent au niveau de la formulation et résultent de divergences au niveau de la terminologie ou de la pratique.

réduire les coûts éventuels afférents et d'intensifier les échanges commerciaux. D'une perspective luxembourgeoise, il est à noter que les relations commerciales sont peu développées et les exportations de biens et de services ont atteint un volume de 25 millions d'euros en 2016. Les importations d'Afghanistan au

Luxembourg sont par contre inexistantes jusqu'à présent.

Finalement, un volet important de l'accord concerne la coopération dans le domaine des migrations, fondée sur l'action conjointe pour le futur sur les questions migratoires et adoptée par l'UE et l'Afghanistan le 2 octobre 2016.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.01.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 13 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°187, page 1

Accord UE-ALC

7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016.

L'accord a pour objet d'établir la fondation internationale UE-ALC comme organisation internationale de nature intergouvernementale, relevant du droit international public, qui a pour mission de renforcer le partenariat bi-régional entre l'Union européenne et ses États membres et la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes. L'accord définit la nature de la nouvelle fondation, sa structure ainsi que différents aspects relatifs à son fonctionnement.

Selon l'accord et à l'instar de la fondation tran-

sitoire, la fondation UE-ALC est composée d'un conseil des gouverneurs, d'un président et d'un directeur exécutif. Le Luxembourg est représenté au conseil des gouverneurs soit par le Ministre des Affaires étrangères et européennes (lors des réunions au niveau ministériel), soit par le directeur politique ou son représentant (lors des réunions au niveau des hauts fonctionnaires). Les fonctions de président et de directeur exécutif de la fondation sont occupées en alternance par un ressortissant d'un État membre de l'UE et par un ressortissant d'un État d'Amérique latine ou des Caraïbes. Si le président désigné vient d'un État membre de l'UE, le directeur exécutif vient d'un État membre de la CELAC, et vice versa.

La fondation est financée essentiellement par ses membres qui effectuent leurs contributions sur base volontaire. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes peut allouer à la fondation des fonds provenant du budget pour subventions à des institutions et organisations internationales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.01.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 15 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°190, page 1

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.10.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.01.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 13 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°186, page 1

Accord UE-Afghanistan

7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017.

Cet accord est la confirmation d'un engagement politique et économique renforcé et durable de l'UE et de ses États membres en Afghanistan et d'un soutien au processus de paix et à la sécurité du pays ainsi qu'à la stabilité de la région, affectée par de longues années de conflit.

L'accord reflète les principes et les conditions sur lesquels le partenariat sera fondé. Il met l'accent sur un dialogue politique régulier, y compris sur les questions relatives aux droits de l'homme, en particulier les droits des femmes et des enfants, mis à mal durant les années de conflit et sous le règne des talibans.

Il prévoit le développement de relations mutuellement bénéfiques dans un éventail de plus en plus large de domaines économiques et politiques, tels que l'État de droit, la santé, le développement rural, l'éducation, les sciences et les technologies, ainsi que des mesures visant à lutter contre la corruption, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants. Rappelons à cet égard que l'opium en provenance de l'Afghanistan représente 90 pour cent de la production mondiale et est un des facteurs principaux empêchant le développement de l'économie légale du pays.

L'accord de coopération permettra en outre à l'UE et à l'Afghanistan de s'employer ensemble à relever conjointement les défis mondiaux que constituent par exemple la sécurité nucléaire, la non-prolifération et la lutte contre le changement climatique.

L'accord contient également une partie sur le commerce extérieur. Majoritairement agricole, l'économie afghane reste encore largement sous-développée, bien qu'elle ait connu une croissance forte entre 2003 et 2012, avec un taux de croissance moyen de 9,4 pour cent. Les taux de chômage et de pauvreté ont par ailleurs augmenté plus récemment et sont tous les deux estimés autour de 40 pour cent. Les procédures douanières et commerciales seront facilitées par cet accord, ce qui permettra de

Juridiction unifiée du brevet

7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016.

Ce protocole constitue le dernier élément de la mise en place d'une juridiction unifiée du brevet.

La juridiction unifiée du brevet a besoin de bénéficiaires des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Une approche commune des questions de privilèges et d'immunités est essentielle compte tenu des besoins tant de la juridiction que des États membres contractants. Pour cette raison, les statuts de la juridiction unifiée du brevet prévoient, en leur article 8, que le protocole sur les

privilèges et immunités de l'Union européenne est applicable aux juges de la juridiction unifiée du brevet.

Le présent protocole vise à régler notamment l'inviolabilité des locaux, archives et documents de la juridiction, l'immunité de ses biens et avoirs, les exonérations et dispositions fiscales et il étend les privilèges et immunités accordés par l'article 8 des statuts au greffier de la juridiction.

Le protocole permet aussi la conclusion d'accords de siège bilatéraux supplémentaires entre la juridiction unifiée du brevet et les États membres contractants accueillant la division centrale du tribunal de première instance ou l'une de ses sections, une division locale ou régionale du tribunal de première instance ou la Cour d'appel de la juridiction unifiée du brevet.

Le comité administratif est compétent pour instaurer un impôt interne et un régime de sécurité sociale, en vertu des pouvoirs d'administration qui lui sont conférés par l'accord relatif à la juridiction unifiée du brevet.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.10.2017

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol



Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

29.01.2018 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 13 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°185, page 1

Produits d'investissement packagés de détail

7199 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la mise en œuvre du règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (ci-après, le «règlement (UE) 1286/2014»).

Le règlement (UE) 1286/2014 établit l'obligation pour les établissements financiers de fournir aux investisseurs de détail un document d'informations clés pour les produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance («PRIIP»). Les produits d'investissement packagés de détail sont définis de la façon suivante par le règlement (UE) 1286/2014: un investissement pour lequel le montant remboursable à l'investisseur de détail est soumis à des fluctuations parce qu'il dépend de valeurs de référence ou des performances d'un ou de plusieurs actifs que l'investisseur de détail n'achète pas directement.

Par produit d'investissement fondé sur l'assurance, on entend «un produit d'assurance comportant une durée de vie ou une valeur de rachat qui est totalement ou partiellement exposée, de manière directe ou indirecte, aux fluctuations du marché». À titre d'exemple de PRIIP, l'on peut citer les fonds d'investissement, les polices d'assurance-vie présentant un élément d'investissement, les produits structurés et les

instruments financiers émis par des véhicules de titrisation, s'ils tombent sous la définition de PRIIP. Ne sont pas visés entre autres les actifs détenus directement, les produits d'assurance sans possibilité d'investissement et les dépôts exposés uniquement à des taux d'intérêt.

Le document d'informations clés, dont la mise à disposition est imposée par le règlement (UE) 1286/2014, donne à l'investisseur de détail des renseignements quant à la nature et aux caractéristiques du produit, au risque éventuel de perte de capital, au profil de coût et de risque, des scénarios de performance appropriés ainsi que les hypothèses formulées pour établir ces derniers. Les investisseurs de détail recevront ce document des personnes qui fournissent des conseils au sujet des PRIIP ou qui les vendent bien avant la conclusion d'une quelconque transaction afin d'être en position de pouvoir prendre une décision de manière informée et éclairée. Le règlement (UE) 1286/2014 vise de cette façon à renforcer la transparence et la comparabilité des différents PRIIP sur le marché européen et à améliorer la compréhension des risques et coûts des PRIIP par les investisseurs de détail.

Le projet de loi sous rubrique désigne la Commission de surveillance du secteur financier («CSSF») et le Commissariat aux assurances («CAA») comme autorités compétentes. Il leur incombe de veiller au respect du règlement (UE) 1286/2014 et, s'ils constatent dans l'exercice de leurs pouvoirs de contrôle et d'enquête une infraction à celui-ci ou à la loi en projet, de prononcer des sanctions et autres mesures administratives comme par exemple la suspension de la commercialisation d'un PRIIP ou des amendes administratives.

De plus, le projet de loi introduit une disposition pour autoriser les SICAR et les fonds d'investissement autres que les OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs immobilières) à établir un document d'informations clés de type OPCVM au lieu d'un document d'informations clés de type PRIIP.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 25.10.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

17.11.2017 Désignation d'un rapporteur

19.01.2018 Présentation du projet de loi

09.02.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'amendements parlementaires

15.03.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2018

Données personnelles des élèves

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

L'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves autorise le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions à communiquer des données personnelles des élèves à certains organismes, dont notamment d'autres ministères, certains établissements publics, ou encore la Fondation Restena.

Suite au chevauchement de deux lois entrées en vigueur dans un délai rapproché, la liste ex-

haustive de l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi précitée a fait l'objet de deux modifications. En effet, les deux lois ont inséré chacune un point 14 à la préliste. Cette modification a eu comme conséquence que le point 14, tel qu'introduit par la loi du 22 juin 2017 relative à l'intégration des services de l'Action locale pour jeunes au Service national de la jeunesse, a été supprimé.

Or, il n'était guère dans l'intention du législateur de procéder au remplacement du point 14 tel qu'inséré par la précitée loi du 22 juin 2017. Le projet sous rubrique a donc comme objet de redresser cette erreur matérielle, tout en ajoutant, à la liste contenue à l'article 6 de la loi précitée du 18 mars 2013, un point 15 prévoyant la communication des données personnelles des élèves au Service national de la jeunesse.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 18.12.2017

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

07.03.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.03.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2018

Transferts d'énergie renouvelable

7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

Ce projet de loi vise à approuver un accord signé à Vilnius, le 26 octobre 2017, entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie. L'accord prévoit des transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de permettre au Luxembourg de respecter ses objectifs en matière d'énergie renouvelable, prévus par la directive 2009/28/CE.

La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables prévoit pour le Luxembourg un objectif de 11% d'énergie renouvelable de sa consommation finale d'énergie en 2020, et un objectif de 20% pour toute l'Union européenne.

Cette directive impose aux États membres de présenter un plan d'action national en matière d'énergies renouvelables (ci-après le «Plan»), plan qui a été approuvé par le Conseil de gouvernement le 23 juillet 2010.

Une des trois mesures prévues par le Plan pour atteindre ledit objectif est le recours à des mesures de coopération, et plus précisément à des transferts statistiques, ceci à hauteur de 2% sur le total des 11% à atteindre.

L'accord prévoit le transfert statistique d'une quantité minimale d'énergie de 700 GWh pour un prix de 10,5 millions d'euros. Le traité de coopération couvre la période 2018 à 2020. Le Luxembourg pourra décider combien de GWh de cette quantité minimale seront à transférer en quelle année.

L'accord prévoit la possibilité pour le Luxembourg de transférer plus de quantités en cas de nécessité. La quantité maximale prévue est de 5.500 GWh, dont la quantité de 4.800 GWh ne constitue qu'une option, pas une obligation. Le financement des mécanismes de coopération est assuré par le Fonds climat et énergie.

Les quantités transférées par la Lituanie, qui a déjà dépassé son propre objectif national fixé pour l'année 2020, seront en premier lieu constituées par de l'énergie éolienne, solaire et géothermale, puis par de la biomasse obtenue grâce à une gestion durable des forêts.

En signant cet accord, la Lituanie s'est engagée à affecter les moyens financiers de la coopération à de nouveaux projets et/ou à la recherche scientifique dans le domaine des sources d'énergie renouvelables dans le pays.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

Rapporteur: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

08.02.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.02.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2018

Loi du 15 mars 2018.

Mémorial A: 2018, n°191, page 1

Accord de non double imposition

7226 - Projet de loi portant approbation de la «Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance», faite à Nicosie, le 8 mai 2017

L'objet du projet de loi sous rubrique consiste en la ratification de la «Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance», conclue le 8 mai 2017 à Nicosie. Afin de garantir le bon développement des

relations économiques à travers l'échange de biens et de services ainsi que le mouvement de capitaux, de technologies et de personnes, une convention fiscale pour éviter la double imposition des acteurs économiques, est inéluctable.

De plus, avec cet accord, dont les travaux ont débuté en 2007, le Luxembourg dispose désormais de conventions avec tous les États membres de l'Union européenne qui intègrent dans une large partie des dispositions du modèle de convention de l'OCDE. La convention avec la Chypre n'en fait pas exception. Dès lors, d'un point de vue de normes internationales, il convient de souligner que, bien que la Chypre ne soit pas membre de l'OCDE, la convention précitée prend entièrement en compte les travaux réalisés dans le cadre du projet BEPS («base erosion and profit shifting») de l'OCDE.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

Rapporteur: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

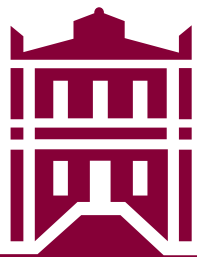
12.03.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

15.03.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2018



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger

- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), M. Claude Adam (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Nancy Arendt et Mme Octavie Modert), M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Nancy Arendt), M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Nancy Arendt), M. Claude Wiseler (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Marc Angel), M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: M. Laurent Mosar (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. le Ministre Etienne Schneider, M. Claude Haagen), M. Eugène Berger (interventions de M. Laurent Mosar et M. Gusty Graas), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Prises de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. le Ministre Etienne Schneider

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

- Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, M. Gérard Anzia

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

9. 7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

et

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017

- Rapports de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Romain Schneider et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président. - Gudde Mëtget, Kolleginnen a Kollegen, ech maachen heimat eis Sëtzung op. Mir hunn eis verstanen: Am Moment huet d'Regierung keng Kommunikatioun ze maachen, mä dat wäert sech da beim nächste Punkt vum Ordre du jour änneren. Merci dem Här Premierminister.

Da géife mer direkt zum éischte Punkt vum eise Ordre du jour iwwergeren, an zwar zum Projet 7118, eng Ofännerung vum Wahlgesetz a méi präzis d'Veinfachung och vum der Bréifwahl. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Eugène Berger.

2. 7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur. - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Léif Kollegen, den Zougang fir de Bierger zu de Wahlen esou einfach wéi nëmme méiglech ze maachen, ech mengen, esou kéint een dee Projet de loi e bësse resuméieren, deen ech lech haut de Mëtten da wäert presentéieren a wou et och méi besonnesch a méi spezifesch ëm d'Bréifwahl geet.

Mir huelen haut och eng zweete Kéier an deene leschte Méint, wann ech zrëckkucken,

eng Ännerung um Wahlgesetz vir. Virun e puer Méint war et drëms gaangen - Dir kennt lech vläicht erënneren -, fir d'Vefassungskonformitéit vum eise Wahlgesetz nach eng Kéier nei ze schreiwen. No de Wahlen 2013 hu mer jo missen déi Dispositiounen nei präziséieren, fir datt all fënnef Joer Wahle si respektiv wéini déi al Chamber ophält an déi nei ufänkt.

Déi Modifikatiounen, déi ech lech elo haut wäert presentéieren, si manner juristescher Natur, vläicht kéint ee soen, méi praktescher Natur. Awer am Endeffekt, géif ech soen, och op eng gewëssen Aart a Weis politescher Natur, well déi Modifikatiounen reie sech awer a mengen Aen an d'Philosophie vum anere wichtige Reforme vum eise Wahlgesetz an. Well genausou wéi beim Aféiere vum Suffrage universel, dem Aféiere vum Fraewahlrecht, dem Erossetze vum aktiven a passiven Wahlalter op 18 Joer, geet et och bei dësem Gesetz drëm, am Sënn vum der demokratescher Participatioun d'Wahle fir d'Bierger esou accessibel wéi nëmme méiglech ze maachen an ze kucken, datt och wierklech praktesch keen eng Excuse huet, fir net kënnen wielen ze goen.

Et muss ee soen, och wann dëst Gesetz net per se d'Wahlrecht méi grous opmécht, erliichtert et awer de Wahlberechtigten, hir Stëmm och effektiv ofzeginn, besonnesch wa se deen Dag net am Land sinn oder wa se deen Dag aus iergendenger Ursach net kënnen an d'Wahlkabinn goen.

Et sinn awer nach e puer aner Dispositiounen, déi och hei ëmgeännert ginn. Also et si siwe Punkte grosso modo, déi ech hei wäert kuerz skizzéieren: also d'Bréifwahl, wéi do den Accès geännert gëtt, dann och d'Zouloossen zum Vott an der Kabinn, d'Recoursméiglechkeeten, d'Wielerléschten, d'Wahlbüroen an dann och eppes Neies, dat ass de Vott vum de Persoune mat enger Déficience visuelle. An d'Annexe vum Wahlgesetz ginn eben dann och geännert.

Dës Modifikatiounen, déi mer hei virhuele wäerten, déi ginn och parallel am Gesetz iwwert den nationale Referendum geännert,

well jo do eigentlech och déiselwech Logik ass wéi bei dem Wahlgesetz.

Bon, ech kommen dann zu deem éischten, awer och deem wichtigste Punkt bei den Emännerungen, déi mer hei iwwert dee Projet de loi maachen, dat ass dee vun der Bréifwahl. De Moment ass et esou, datt ee kann d'Bréifwahl ufroen, entweder wann ee Wieler ass, dee méi al wéi 75 Joer ass, Wieler, deen um Wahldag onméiglech an de Wahlbüro ka goen, well e krank oder soss eppes ass, oder och Wieler, déi deen Dag am Ausland wunnen oder schaffen.

Mir hu jo och do déi Situatiounen, datt d'Studenten, déi am Ausland studéieren, jo ganz oft an där Situatioun sinn, wat natierlech och oft awer mat, ech soen emol, Paperassé verbonnen ass, datt se eventuell souguer mussen am Virfeld zrëck heemkommen, fir do dann och op d'Post hiren Ziedel siche ze goen.

Mir stellen awer och fest: Mir liewen an enger Zäit, wou och vill Leit berufflech heiansdo kuerzfristeg an d'Ausland musse goen. An dat ass dann natierlech och méi ëmständlech oder stresseg, oder et geet vläicht dann heiansdo och net duer, fir dann nach kënnen unzefroen, fir d'Bréifwahl ze maachen, fir eventuell en Zertifikat ze hunn an esou weider.

Et kann een och feststellen, wann een d'Zuele kuckt, d'Statistike kuckt: D'Zuel un Demandé fir d'Bréifwahl hëlt konstant zou. 2009 hate mer 5,5% vun de Wieler, déi datt ugefrot haten, 2013 hate mer der scho 7,65% a beim Referendum, fir dat dann och als Referenz ze huelen, haten 18.837 Persounen d'Bréifwahl ugefrot, dat sinn ëmmerhin 8,76% vum ganzen Elektorat.

Also, d'Statistik weist och - dat ass en aneren Aspekt, do hunn ech hei elo net d'Zuelen derbäi - eng Tendenz, datt leider ëmmer méi Bierger net an der Wahlkabinn optauchen, obwuel se missten hirer Wahlflicht nokommen. Mir wëssen och, datt do gewinlech keng Pursuite sinn. Mä mir haten awer och eng Diskussioun an der Chamberskommissioun, fir

ze kucken, datt een dat eng Kéier genau misst analyséieren, dee Phenomeen. Mä et erhofft ee sech natierlech och doduerjer, datt d'Bréifwahl vereinfacht gëtt, datt een eigentlech dann där Tendenz kéint entgéintwierken.

Also wat op alle Fall hei ass: Mat dësem Gesetz kéint awer eng grous Neierung, well bei der Bréifwahl, do gëtt d'Prozedur vereinfacht, verallgemengert. Dat heescht, an Zukunft muss ee keng Begrënnung méi ugin. Et muss een net eventuell en Zertifikat als Student oder datt een am Ausland schafft vum Patron oder wann ee krank ass en Zertifikat oder iergendeen Ziedel derbälleeën, fir unzeginn, firwat ee wëllt d'Bréifwahl maachen. Also et ass einfach ouni Begrënnung.

An Zukunft muss ee sech dann och net méi speziell deplacéieren fir d'Bréifwahl a fir seng Demande ze maachen, fir d'Bréifwahl unzefroen, op d'Gemeng goen. Dat kann een elo iwwer myguichet.lu ufroen. Ech mengen, dat ass och am Sënn vun der Strategie vun der Regierung vum paperless an et vereinfacht natierlech och de Leit, de Bierger d'Liewen, wa se administrativ Akte musse maachen.

An da schliisslech gëtt déi Prozedur och vereinfacht, andeem d'Wahlziedele bei der Bréifwahl net méi mat Accusé de réception verschéckt ginn. Fréier huet een da missen op d'Post goen, do huet ee sech missen Zäit huelen. Dat war eventuell de Student, deen awer net zrëckkomme konnt. Dann huet e misse kucken, datt de Papp oder d'Mamm dat konnt siche goen. Also dat fält och ewech. Den Accusé de réception ass net méi noutwendeg, et kritt een et direkt heemgeschéckt. An dann och, dat arrangéiert vläicht de President vum Haaptwahlbüro, dat mécht him et och méi einfach: D'Enveloppé mussen och net méi vun deem paraphéiert ginn.

Bon, de Statsrot, deen huet a sengem Avis, an och eng gréisser Fraktioun oder déi gréisst Fraktioun an der Commissioun, Bedenken iwwert deen, soe mer emol, Manipulationsrisiko geüssert, dee kéint bei der Bréifwahl kommen.



Dozou awer vläicht e puer Remarque vu mir als Rapporteur. Ech mengen, domadder, datt een déi Bedenken huet, stellt ee jo eigentlech dee ganze Prinzip vum der Bréifwahl insgesamt a Fro. Mir hunn awer méttlerweil schonn - ech hat et virdru gesot - 18.800 Leit, déi dat gemaach hunn. Ech mengen, da géif een dat jo prinzipiell a Fro stellen, well wann et bei engem méiglech ass, dann ass et jo och bei 18.000 a méi oder 20.000 a méi méiglech.

Ech stellen och einfach fest, datt de Statsrot deemools, wéi d'Bréifwahl fir déi iwwer 75-järeg opgemaach ginn ass, déi Bedenken net hat. Wann een also haut vläicht Bedenken huet a fäert, eng streng Mamm oder e strenge Papp géife fir déi jonk Studente vun 20, 22, 25 Joer, wat weess ech, den Ziedel ausfüllen, da kéint een natierlech och soen, dann hätt een och fréier missen déi Bedenken hu bei eelere Leit, déi vläicht am Altersheim sinn, ob déi dann och selwer do hiren Ziedel ausgefüllt hätten.

An ech mengen, d'Konklusioun war op alle Fall déi, datt d'Kommissioun, déi och doriwwer diskutéiert huet, dem Statsrot seng Suergen - et war och keng Opposition formelle - net gedeelt huet. A wéi gesot, ech hunn hei och versicht, eng Rei Argumenter duerstellen, firwat datt sech eigentlech do awer net déi Suergen ze maache sinn.

Bon, mir ginn natierlech och dovunner aus, datt awer duerch déi Vereinfachung, déi Verallgemengerung - kéint ee scho bal soen - vun der Bréifwahl d'Zuel vun de Leit, déi wäerten op d'Bréifwahl zréckgräifen, nach eng kéier wäert an d'Luucht goen. An duerfir hu mer och gekuckt, datt awer dat alles, wat do hannendrunhänkt vun Delaien, dann och uerdentlech agenciéiert ass, fir datt een och do dem administrative Personal d'Liewen erlichtert an datt een also och kuckt, datt dat dann herno awer genau klappt. Duerfir mussen dann och genau déi Delaien drageschriwwen sinn, ab wéini ee kann ufroen a bis wéini ee muss säin Ziedel zréckgeschéckt hunn.

Bon, bis elo war et esou, datt een d'Bréifwahl konnt fréiestens zéng Wochen a spéitstens 30 Deeg vum Wahlsonndeg ufroen, wann een hei zu Lëtzebuerg gelieft huet oder hei seng Adress huet. An an Zukunft ass et esou, datt ee schonn zwielef Woche virdrun, also datt ee méi fréi scho kann ufroen. Dat gétt also op zwielef Woche gesot. An dann ass et esou, datt déi Wieler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, och d'Méiglechkeet hunn - dat ass also och geännert -, net 30 Deeg vum der Wahlen, mä bis 25 Deeg vum der Wahlen dat dann unzefroen.

Ech muss soen, Här President, als Rapporteur war et mir perséinlech wichteg, datt een deen Delai do nach méi no un d'Wahle géif eruéckelen. Firwat? Bon, et gesäit een einfach, datt heiansdo d'Leit, natierlech déi, déi da wëllen d'Bréifwahl maachen, mä och anerer, net ëmmer direkt matkréien, datt deemnächst Wahle sinn. A wann da bis d'Wahlcampagne lassgeet - dat ass da gewéinlech esou e gudd Mount virdrun -, dann op eemol soen: „Aah jo, ech wëll och d'Bréifwahl maachen!“ A bei 30 Deeg wier do vläicht schonn, oder ass et heiansdo virkomm, datt een dann deen Delai verpasst hat.

Voilà, also hu mer duerfir och an déi Richtung gekuckt, fir dat, esou wäit et méiglech war, méi no bei d'Wahlen ze réckelen. Och do konnte mer awer elo net onbegrenzt fueren. Mir hunn do gekuckt mat den Delaien: Et kritt ee jo de Bréif geschéckt, et brauch Zäit, fir en auszefüllen an eben zréckzeschécken, datt en awer vum Wahlsonndeg zréck ass, do fale jo nach d'Weekender dran. Do hu mer mat de Leit aus dem Ministère dunn awer eis konnte festleeën op 25 Deeg.

Wat dann och ass: Wann een am Ausland wunnt, da muss een datt awer 40 Deeg virdrun froen, well dat natierlech aner Delai sinn. Do muss ee 40 Deeg virdru seng Demande gemaach hunn. Firwat am Ausland aner Delaien? Well do jo d'Wéier vun der Post an och verschidde Prozeduren awer nach weiderhin aneschtens sinn.

Voilà! Dat sinn also eng ganz Rei Elementer vun der Bréifwahl, wou se vereinfacht gétt, wou also wierklech soll de Bierger incitéiert ginn - wann en am Ausland ass oder wann e soss net Zäit huet, fir kënnen an d'Wahlkabinn ze goen -, datt en awer dann trotzdeem dorobber zréckgräift.

Den zweete Punkt, dee geännert gétt am Wahlgesetz, dat ass d'Zouloosung zum Vott an der Wahlkabinn. Et ass esou: An Zukunft geet et duer, oder ech géif et éischter aneschtens formuléieren, et muss een en Auswäisdokument hunn. Wat heescht dat? Eng Carte d'identité oder e Pass, fir sech auszuweisen. Et muss een net onbedéngt dann nach deen Ziedel hunn, deen en geschéckt kritt, mat deem ee gewéinlech an de Wahlbüro geet. Dee brauch een net, mä et kann een deen och matuelen. Mä ech mengen, et ass wichteg, datt

d'Leit dann an Zukunft, den nächste 14. Oktober, hir Carte d'identité oder hire Pass derbäi hunn.

Firwat? Dat ass eben, wann ee gréisser Wahlbüro huet - wann een an enger klenger Gemeng ass, kennt jiddweree jiddwereen, fir et emol esou ze soen, an da gétt et do kee Problem -, datt do net ee vläicht de Wahlziedel vun dem Noper oder vu soss engem mathält an da fir een anere kéint wielen. Dat ass also, fir op eng gewëssen Aart a Weis eng Wahlmanipulatioun - zwar e ganz kleng Risiko, mä trotzdeem! - ze verhënneren.

Da sinn nach verschidden aner Dispositiounen geännert ginn, déi ech awer kuerz wäert erwännen. Et ass jo awer wichteg, datt ee bei Ernennung vum Wahlgesetz och als Rapporteur vläicht net einfach op de schréffleche Rapport verweist, mä awer e puer Remarken all kéier mécht oder kuerz erwänt.

D'Recoursméiglechkeeten: Wann een de Moment wëll e Recours maache géint d'Zesummestelle vun de Wielerlëschten oder géint eng Wahloperatioun, muss ee bis elo fir d'Éischt virun den Tribunal administratif als éischt Instanz goen, an da kéint d'Cour administrative, déi ass d'Instance d'appel. Dat gétt och vereinfacht. Elo ass et esou, datt an Zukunft nach just d'Cour administrative als zoustänneg Geriicht iwwer e Recours jugéiert.

D'Wielerlëschten: Do waren an der Vergaangenheet heiansdo Interpretatiounsschwieregkeeten, wéi een dat esou schéin nennt. Et ass esou, datt de provisoireschen Arrêt vun de Wielerlëschten an d'Opmaache vun de Wielerlëschte fir d'Inspektioun vum Public allen zwee op de 86. Dag vum der Wahle fixéiert sinn. Wéi gesot, do waren an der Vergaangenheet heiansdo e puer Schwierigkeeten, fir dat an alle Gemenge genau d'selwecht ze artikuléieren. An duerfir ass dat elo op de 87. Dag fixéiert ginn. Et weess also an Zukunft all Bierger, egal a wat fir enger Gemeng hie wunnt, bis wéini hie sech kann op d'Wielerlëschten androe goen. Ech mengen, dat hänkt jo heimadder zesammen.

Dann ass eng aner Onsécherheet am aktuelle Gesetz, déi dann och hei kloergestallt gétt, dat ass déi: Wéi laang muss een hannereneen zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, fir bei Gemeengewahl kënnen ze wielen oder ze kandidéieren? Do gétt et och de Moment zwou verschidden Interpretatiounen vum eigentlech genau deem gläichen Text. Déi eng soen: „Et muss ee fënnef Joer laang en continu hei gelieft hunn.“ Déi aner soen: „Et geet duer, wann een dat lescht Joer vum der Inscriptioun vun deene fënnef Joer en continu hei zu Lëtzebuerg gelieft huet.“ An d'Regierung, déi huet sech fir déi zweet Interpretatioun entscheet, also déi mander restriktiv. Am neien Text geet dat och kloer ervir, datt ee muss fënnef Joer virdrun hei gelieft hunn, mä op alle Fall dat lescht Joer en continu.

Dann eng lescht Ännerung bei de Wielerlëschten, dat ass dann d'Ersetze vun der Referenz op den „nom patronymique“ duerch einfach „nom“ tout court. Ech mengen, do kucke mer, datt mer konform sinn zum ëmgeännerten 2013er Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de Personnes physiques.

D'Wahlbüros: Jo, bei de Wahlbüros, do kann et de Moment och zu Problemer kommen, wann ee Member ass vum engem Wahlbüro an awer - dat gétt et jo - muss an engem anere Wahlbüro wéile goen. Fir dann eben do d'Saach e bësse méi einfach ze maachen, kënnen déi Leit dann an deem Wahlbüro wielen, wou se och Member sinn. Dat géllt awer da just fir d'Membres effectifs, net fir d'Membres suppléants.

En zweete Problem gouf et bei der Gréisst vun de Wahlbüros. De Moment därff ee Wahlbüro maximal 600 Wieler zielen, oder ophuelen, wéi een dat wëllt dréien. An am Fall vu gläichzäitig ofgehalene Legislativ-, Europawahlen oder mat engem Referendum - dat kéint ee sech jo theoretisch virstellen - war des Zuel op 400 limitéiert. An do kéint een da vläicht a Situatiounen, wou da 601 Wieler oder 402 Wieler do wieren. Fir dann do net direkt mussen en zweete Büro ze organiséieren, ass eng gewësse Flexibilitéit ageschriwwen gi vu 5%, soudatt een also dann, wa 410 Wieler do wieren - wéi an deem zweete Fall -, awer ka bei engem Büro bleiwen.

Dann eppes, wat awer och ganz wichteg ass am Sënn vun eise Matbierger, déi eng Déficience visuelle hunn, déi also net gutt gesinn oder vläicht näischt gesinn. De Moment ass et esou, datt eng Persoun mat enger Déficience visuelle just wéile ka goen, andeems se sech da vun enger Persoun an eng Kabinn begleede léisst, déi dann eigentlech an hirem Numm dat do ausfüllt, awer dann och net ka kontrolléieren, wat deen, dee mat hir geet, do als Kräizer mécht. Dat ass eigentlech op eng gewëssen Aart a Weis eng Diskriminatioun fir deen, dee blann ass an zum Beispill wëllt wéile goen.

A bei deem Projet de loi féiere mer eppes ganz, ech soen emol, Flottes, Innovatives an, et gétt et awer och schonn an anere Länner: esou Wahlschablounen, déi vum Educatiounsministère zesumme mam Institut pour déficients visuels ausgeschafft goufen. An déi Wahlschablounen, déi kënnen dann benotzt ginn, fir bei der Bréifwahl matzemaachen.

Gutt, Här President, ech gesinn, ech kommen esou lues zum Schluss mat der Zäit. Bon, d'Annexen, déi ginn natierlech och ëmgeännert, wou da genau steet, wéi dann all déi Prozedure sinn.

En allerlescht Wuert zur Fro vun eventuell enger genereller Méiglechkeet, fir elektronesch, digital wielen ze kënnen, dat ass jo am Ausland heiansdo e Sujet. Mir haten och an der Kommissioun kuerz doriwwer en Echange. Mir waren awer zur Konklusioun komm - ob dat elo eng App wier oder an der Kabinn -, datt mer nach net wëilten op dee Wee goen, well awer d'Gefor vun digitaler Manipulatioun, vun Hacking an esou weider dach grous ass oder op alle Fall besteet.

Här President, ech kommen dann zu menger Konklusioun. Dëst si wichteg Neierungen an eise Wahlrecht, mat deene mer den Accès méi vereinfachen a méi kammoud maachen, fir datt och jiddweree vu senger Wahlflicht Gebrauch ka maachen. Ech hoffen duerfir, datt mer op eng grous Zoustëmmung fir dee Projet de loi hei kommen.

Ech mengen awer, fir ganz vill Bierger ass et nach ëmmer eppes ganz Spezielles, eppes Besseres, ee wichtige Moment, fir sonndes - ech hat engem Journalist gesot: „schick gekleet“ - kënnen an d'Wahlkabinn ze goen. Dat ass och gutt, datt dat esou ass. Dat weist, datt d'Leit hei zu Lëtzebuerg awer insgesamt dat ganz eescht huelen. An ech wëll och betounen, datt dat net ofgeschaaft gétt mat deem Projet de loi, datt et also och an Zukunft weiderhi méiglech ass, datt een an d'Kabinn geet an do ka wielen. An ech géif dovunner ausgoen, datt dat awer nach ëmmer de Gros vun de Leit hei zu Lëtzebuerg wäert maachen.

Dat gesot, soen ech lech Merci an ech hoffen, wéi gesot, op eng grous Zoustëmmung zu dëser Ernennung vum Wahlgesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci und dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. D'Demokratie, esou wéi se an deenen eenzelne Länner gelieft gétt, berout ganz oft op dem historeschen Vertrauen, dat d'Wieler an de System hunn, an deem gewielt gétt. D'Wieler mussen d'Gefill hunn, an der Fräiheet kënnen dat auszedrécken, wat se wierklech mengen, op där enger Säit, an awer och d'Gefill hunn, datt alles gemaach gétt, fir datt se d'Méiglechkeet hunn, fir bei der Wahl ze participéieren.

D'Akzeptatioun vun de Resultater kënt och duerch dat Gefill, datt de System, esou wéi en ass, gerecht ass an net deen een oder deen aneren avantaagéiert. Wann een e wéineg kuckt, wéi et am Ausland ass, da gesäit een - wéi zum Beispill an de Vereenegte Staaten -, datt an enger Rei Systemer gewielt gétt, notamment an de Presidentialwahlen, déi deelweis scho méi wéi honnert Joer al sinn a verezelt sinn. D'Wahlmänner mussen zesummekommen, fir dat definitiv Resultat festzemaachen. Mä et ass awer och esou, datt mer an de Vereenegte State feststellen, datt ganz oft - bon, déi eng oder aner kéier, op jidde Fall déi, déi populär waren! - mat de Stëmmen, déi d'Kandidate kruten, net ëmmer dee President ginn ass, deem am Ganzen am meeschte Stëmme krut, mä heiansdo duerch de Wahlsystem bedéngt et ëmgedréit war.

An trotzdeem - an trotzdeem! - ass et net a Fro gestallt ginn, weder an deene leschte Wahlen, d'Madamam Clinton géint den Här Trump, nach an deene Wahlen, wou den Här Gore géint den Här Bush ugetrueden ass a wou dat de Fall war. D'Legitimitéit ass net a Fro gestallt ginn, well de System säit Joren, säit Jorzéngten, säit méi wéi engem Jorhonnert am Fong akzeptéiert ass a jiddwereen en dréit.

An England ass et datselwecht, wou mer e Majoritéitssystem hunn, wou u sech en enormen Avantage deene Parteien zoukënt, déi an deem Moment staark sinn, déi manner staark Parteien e wesentlech méi groussem Desavantage hunn a kleng Parteie quasiment iwwerhaapt net an d'brittescht Parlament kommen. Och dat gétt net contestéiert, well de System kloer ass, vu jiddwereem akzeptéiert gétt.

Mir hunn en anert Beispill, wa mer a Frankräich kucke mat allen Découpages électoraux, déi an

deene leschte Jorzéngte scho geschitt sinn. Do huet ganz oft de Wieler d'Impressioun, datt déi jeeweileg Majoritéit vun deem Moment den Decoupage vun de Circonscriptionen esou mécht, datt se deen een oder deen anere bevirdelegen an domat e Mësstrauen an de System opkomme loosson.

An zu Lëtzebuerg stellen ech fest, datt mer e System hunn, dee sech och bewäert huet, wou, och wann eng Koalitioun oder eng Majoritéit an der Chamber eng Majoritéit vun Deputéierten huet, ouni eng Majoritéit vu Stëmmen ze hunn - also eng Minoritéit vu Stëmmen huet -, dat awer net an eise System d'Legitimitéit vun de Wahlen a Fro stellt an och vu jiddwereem akzeptéiert ass, ganz einfach, well de System scho säit Joren esou leeft a well déi Spillregele vu jiddwereem virdru kannt, gedroen an och akzeptéiert goufen. An ech fannen dat och richtig esou.

An heiansdo hu mer jo och an der leschter Zäit Debatten iwwer eise Wahlsystem gehat, wou een ëmmer muss, ech wëll net soen, virsiichteg, mä mat ganz vill Rücksicht op eis Geschicht an eis Prinzipien drugoen. Zum Beispill, wa mer déi Diskussioun iwwer een oder véier Wahlbezierker féiere mat dem Wëssen, datt et wichteg ass, datt jiddwereen aus jiddwer Gégend vum Land sech och vertruede spiert. Wa mer iwwer de Panachage schwätzen, wou déi perséinlech Relatioun vun dem Wieler mat sengen Deputéierten ëmmer eppes ass, wat an der Lëtzebuurger Traditioun e grousst Gewicht huet an och vun de Leit als eppes Wichtige empfongt gétt. Oder wa mer vun de Lëschtstëmme schwätzen, wou de Wieler zu Lëtzebuerg d'Impressioun huet - duerch déi ganz Geschicht, déi mer hannert eis hunn -, datt et un him perséinlech ass an net un de Parteien, ze decidéieren, wien dann elo individuell gewielt gétt.

An datselwecht beim Vote obligatoire, wou mer eng laang Traditioun hunn, déi fir eis net onwichtig ass, well deen eis awer garantéiert, datt d'Representativitéit vun de Wahle méi grous ass.

An e puer Prinzipie sinn an eisen Ae fundamental, wann een déi Diskussioun iwwert d'Wahlsystemer ueget. Dat Éischt, dat ass de Prinzip vum dem Suffrage universel, op deen ee muss kucken. Jiddweree soll kënnen esou wäit wéi méiglech u Wahle participéieren. Do ginn et Konditiounen, Alters-, Nationalitéits-, Residenzkonditiounen, och eng Rei Exklusivitiounen, mä à condition, datt se proportionell si par rapport zu deem, wat d'Konditiounen vum Wieler sinn.

Et gétt awer och dee ganze Prinzip vum Suffrage libre. „Libre“ heescht hei, datt jiddwereen och fräi ass, fir d'Formatioun vun der Volontéit vun deem, wat e wëllt wielen, fräi ze maachen, an op där anerer Säit fräi ass, fir dat och auszedrécken, wat e politesch als richtig fënn. An dat Ganzt gétt vum engem anere Prinzip ënnerstëtzt, dat ass dee vun dem Suffrage secret, deen am Fong d'Basis vun där Fräiheet ass.

Dëst Gesetz, wat mer haut diskutéieren, ännert d'Wahlgesetz a schléit eng ganz Rei Vereinfachungen op där enger Säit vir an Upassungen un d'Realitéit op där anerer Säit.

Un d'Realitéit ugepasst gétt d'Recoursméiglechkeet vun zwee Degréen op een Degré zréck; d'Admission au vote, wou ee just eng Pièce d'identité muss weisen an net méi d'Convocatioun muss presentéieren, wat an der Realität effektiv ëmmer zu Quiproquoë gefouert huet an zu Diskussiounen; all Wahlbüro gétt méi einfach gemaach; fir d'Listes électorales gétt präziséiert, op wat fir en Dag se definitiv arréiert sinn; den „nom patronymique“ gétt an den Numm changéiert; d'Membere vum Bureau de vote kënnen an deem Bureau de vote wielen, wou se selwer operéieren, a mir hunn och eng Vereinfachung vun der Zuel vun de Wieler pro Büro, wa sech géife Froe stellen.

Alles dat sinn an eisen Ae Vereinfachungen, wou mer explizit soen, datt mer domat d'accord sinn, datt mer déi ënnerstëtzen, datt mer se matdroen an datt mer och gehollef hunn, se am Gesetz esou ze formuléieren, datt se och richtig passen.

Datselwecht géllt fir eng ganz Rei Vereinfachungen, déi an deem Gesetz stinn, wéi de Prinzip vum der Universalitéit vun de Wahlen - dat heescht, esou vill wéi méiglech Wieler erlaben, un de Wahlen deelzehuelen -, déi an deem Gesetz vereinfacht gétt, déi mer och kloer an daitlech matdroen. Zum Beispill och, wann den Datum beim Vote par correspondance, bei der Bréifwahl geännert gétt vun zéng Woche virdrun op zwielef Wochen, respektiv vun 30

Deeg virun de Wahlen op 25 Deeg erof virun de Wahlen. Dat ënnerstëtzt mer selbstverständlech, obwuel mer eis heiansdo d'Fro stellen, ob de Fait, dass mer elo déi Delaien anescht maache fir Leit, déi am Land wunnen, wéi fir Leit, déi am Ausland wunnen, wat zwar rationell logesch ass, mä am Verständnis respektiv an der Explikatioun net heiansdo kann zu Confusioun féieren. Dat ass nach e Fragezeichen, dat ass nach eng Fro. Mä vum Prinzip hier droe mer och déi do Annerung mat.

Mir droen och d'Ännerung mat, dass ee selbstverständlech d'Ufro vun der Bréifwähl iwwer „Guichet.lu“ ka maachen, dass och „sans accusé de réception et sans paraphe“ déi Bréiwer an Zukunft kënnen zougestallt ginn. A mir droe selbstverständlech och mat, dass an de Gemeingewahlen d'Durée de résidence just ee Joer en continu virun de Wahle muss sinn an de Rescht mat Interruptione ka gemaach ginn. Alles dat, soe mer, dass sinn expressement Vereinfachungen, mat deene mer d'accord sinn, well se als Zil hunn, esou vill wéi méiglech Leit kënnen vun der Universalitéit vum Droit de vote profitéieren ze loosse.

Déi eenzeg wierklech Fro, déi sech dann an eisen Ae stellt an déi méi kontroverséiert ass, dass ass déi vun der Suppressioun vun der Justifikatioun fir d'Bréifwähl. Bis elo ass d'Wahl an der Wahlkabinn dat Kllassesch, dass Normaalt gewiescht, an d'Bréifwähl war u sech en Zousaz, deen nëmme fir déi Leit a Fro komm ass, déi an den normale Wahlen duerch iergendeen kloer definéierte Grond - am Gesetz definéierte Grond! - net konnten deelhuewen, ob se elo am Ausland residéieren oder ob se eng Onméiglechkeet hunn, fir sech den Dag selwer an de Wahlbüro ze deplacéieren. Elo gétt dat op deeselwechten Niveau gesat.

An den Ae vun der CSV ass hei eng Diskussioun, déi mer hätte missen, menge mir, anescht féieren, tëscht dem Prinzip vun der Universalitéit vum Wahlrecht op där enger Säit, hannert där mer stinn, an op där anerer Säit dem Secret, dem Geheimnis vun de Wahlen, deen eis awer eng ganz Rei Garantië gétt. Fir eis ass de Secret vum Vott eng vun de Basis-konditione vun der Demokratie, well en d'Fräiheet vun der Wahl garantéiert, well en de Wieler schützt virun dem externen Drock a well en d'Garantië gétt, dass jiddwereen dat kann ausdrécken, wat e wierklech mengt, ouni dass en am Moment, wou e säi Kräiz op den Ziedel mécht, iergendenger Pressioun kann ausgesat ginn.

Wann ech d'Literatur kucke vum Conseil de l'Europe, da kann ech do liesen, dass och fir de Conseil de l'Europe respektiv d'Commission de Venise dat eng wichteg Konditioun ass: «Le secret de vote est non seulement un droit, mais aussi une obligation pour l'électeur qui doit être sanctionnée par la nullité des bulletins dont le contenu a été révélé.»

Och d'Lëtzebuurger Gesetzgebung, déi d'Bréifwähl 1982 agefouert huet, huet an aller Däitlechkeet - an aller Däitlechkeet! - gesot: «Le vote par correspondance doit cependant demeurer une procédure exceptionnelle dont ne peuvent bénéficier les seuls intéressés limitativement prévus» an deem Fall «par la loi». An de Souci sengerzäit war, fir u sech de Secret de vote esou wäit wéi méiglech bäize behalen an en nëmme ze diluieren duerch d'Bréifwähl an deene Fäll, wou et net anescht geet respektiv wou de Prinzip vun der Universalitéit da prevaléiert an deem Kontext.

Haut proposéiert d'Majoritéit, d'Bréifwähl an d'klassem Wahl an der Kabinn op deeselwechten Niveau ze setzen. Si argumentéiert dat an dem Exposé des motifs just mat engem eenzege Argument, an dat ass «que c'est une condition qui n'est plus adaptée à notre temps». An och am Rapport hunn ech u sech keng Diskussioun iwwer déi Argumentatioun vun de Prinzipien tel quel erëmfondt.

Ech ka mer jo elo duerch aus eng Diskussioun virstellen tëscht dem Prinzip vun der Universalitéit an deem vun dem Secret vum Vott. Mä just als Argument a just als Explikatioun am Exposé des motifs ze schreiwen, dass et net méi adaptéiert ass zu eiser Zäit, dass et u sech net méi modern ass, dass fannen ech eng Justifikatioun, déi weist heiansdo, mat wat fir enger Einfachheet, mat wat fir enger Iwwerflächlechkeet, a vläicht och am Onbewusstsin vun all deene Prinzipien, déi jo hannendrustinn, hei eng Rei Saachen op d'Kopp gehäit ginn.

Ech froe mech: Wat ass dann net méi adaptéiert a wat heescht dann „et ass net méi modern“? Wat ass net méi modern? An ech erwaarde mer do zumindest, dass mer déi Diskussioun an déi Argumentatioun op de Prinzi-

pie kënnen féieren. Oder ass et vläicht hei modern, déi Diskussiounen an der Politik net méi ze féieren, mä emol einfach dass ze maachen, wat een am Bauch esou spiert?!

E puer Wuert iwwer d'Notioun vum Secret du vote. Eischtens ginn et jo beim Secret du vote zwee Typen vu Secret. Deen eischtens, dass ass de Secret, deen mer mussen de Leit ofgarantéieren par rapport zu den Autoritéiten, wann da gewielt gétt, wa se an d'Wahlkabinn ginn, dass se sécher sinn, dass déi Wahlen, déi se an d'Urn geheien, och net duerno kënnen identifizéiert ginn. Duerfir zum Beispill de Prinzip vun der Enveloppe oder de Prinzip vun der Urn oder de Prinzip, dass s de u sech kanns eng Operatioun erleedegen, wou kee Mënsch ka gesinn, wat s de da wiels.

An deen zweeten, dass ass deen Prinzip, deen Secret, deen s de hues par rapport zu deene Leit, déi ronderëm dech sinn, dass heescht net den Autoritéiten, mä vun deene Leit, déi ronderëm dech sinn, denge Familjen, dengem Entourage, dengem Patron, fir am Fong jiddwereen eenzel an notament déi Schwaach ofzesécheren, dass se net ënnert d'Pressioun geroden. An duerfir sinn u sech och esou Saache wéi den Isolier erfonnt ginn, wou s de eleng bass, wou s de dostees a wou s de mat dir selwer muss eens ginn, wat s de stëmms, ouni iergendenger Pressioun op dech ze kréien.

An dat ass d'ailleurs och eng Diskussioun, déi scho säit enger ganz langer Zäit leeft, am Fong méi wéi 200 Joer. Ech hunn e weineg no-gegliedert, wat se schonn an Zäite vun der Franséischer Revolutioun iwwer de Secret du vote gesot hunn, a fir de Condorcet, wat ee vun deene groussen Theoretiker vun der Demokratie sengerzäit war, ee Mann, deen schonn am 18. Jorhonnert d'Wahlrecht vun de Frae promovéiert huet, fir deen ass de Secret du vote eng vun de Basisse vum Exercice de la démocratie, well en ebe garantéiert, dass och déi Schwaach kënnen fräi ausdrécken, wat se wëllen.

An et ass am Fong lëschteng, fir ze kucken, wéi de Prinzip vun dem Secret op där enger Säit a vun der Publicitéit an der Transparenz vum Vott op där anerer Säit an der Geschicht evoluéiert hunn.

Wa mer gesi bei de Réimer a bei de Griichen an och bis an d'18. Jorhonnert era gétt et eng ganz Rei Philosophie vun der Demokratie, déi soen, dass de Vott u sech, ëmmer wann en ausdréckt, soll transparent sinn, dass jiddwereen muss kënnen wëssen, wat deen anere wielt, a jiddwereen och d'Responsabilitéit vu sengem Vott huet an e muss public sinn.

Dat ännert lues a lues an der Geschicht. An deen Moment, wou d'Universalitéit vum Wahlrecht kënnt, dass heescht, wou méi Leit wielen a wou duerno alleguer d'Leit wielen an d'Wahlrecht kréien, ännert deen Prinzip vun der Transparenz, wou et Leit sinn, e puer Eliteteit, déi decidéieren, ännert deen Prinzip, wa méi Leit decidéieren, och de Secret vum Vott, well dann och Leit, déi méi schwach sinn an der Gesellschaft, mussen geschützt ginn, fir hire fräie Wëllen auszudrücken.

A säit 1820 ass deen Prinzip vum Secret och notament a Frankräich an de Loi-électorale ëmmer präsent gewiescht. An de franséische Conseil constitutionnel schreift a sengen Analysen, notament 2003 a senger Publikatiounen, ech liesen dat vir: «A titre individuel, l'électeur doit pouvoir exprimer son choix en toute liberté. (...) La seule garantie de cette exigence est donc le caractère secret du vote qui permet d'en assurer la liberté.» An e weineg weider an der Analys seet en: «Le secret du vote qui, comme on le voit, est non seulement un droit de l'électeur mais aussi - et peut être surtout - une obligation qui s'impose à lui et à laquelle il ne peut pas déroger, semble depuis quelque temps négligé, toutes les formalités qu'il impose (isolier, enveloppes, bulletins...) semblaient trop lourdes et inutiles.»

Pourtant, plus que jamais, il faut donner vie à ce principe et en souligner la très grande importance (...).»

Datselwecht kann een an de Pabeiere vum Conseil de l'Europe an deene leschte Jore liesen, wou esou eng Resolutioun existéiert, wou d'État-membren invitéiert ginn, fir: „de garantir le secret du vote pour tous les citoyens, y compris les populations les plus fragiles comme les personnes âgées, handicapées, illettrées“ an esou weider.

An elo klängt dat do jo alles ganz philosophesch an dat klängt alles ganz abstrakt. Mä och an der Realitéit vum Wahlgeschehen ass dat awer net esou. Ech erënnere just un déi Diskussioun - ob elo eppes hannendrustéiert oder net, wéll ech emol guer net insinuéieren -, déi mer hate bei alleguer deene leschte Wahlen, wou Diskussiounen an Altersheimer da waren, ob do Bréifwahlziedele gesammelt gi sinn oder net gesammelt gi sinn. Ech wëll net soen,

wat richtig oder wat falsch ass. Ech wëll just soen, dass och zu Lëtzebuerg esou Diskussiounen absolutt zu enger Realitéit kënnen gehéieren, op déi ee ganz einfach muss oppassen, wann een hei sech eng Rei Froe stellt.

An de Rapporteur huet gesot: „Heescht dat do dann elo, dass een d'Bréifwähl am Allgemengen a Fro stellt?“

Selbstverständlech iwwerhaupt net! Mir hunn d'Bréifwähl '82 agefouert mat an der Majoritéit vun där Zäit. Mir hunn och déi dräi, véier lescht Gesetzer, do ware mer bereet, se och ze vereinfachen. Mir sinn och elo nach bereit, wesentlech Punkten doranner ze vereinfachen, mä mir sinn och d'accord, dass de Prinzip vun der Universalitéit iwwer dem Prinzip vum Secret steet, an deene Fäll, wou mer limitativ dann opzielen, wou et fir wien onméiglech ass, fir un de Wahlen deelzehuelen, a mer limitativ soen, mä deene Leit offréiere mer dann d'Bréifwähl.

An déi Analys, déi ech elo maachen, dass ass eng Analys, déi och tel quel vum Lëtzebuurger Conseil d'État, op Basis vun deem Gesetz, gedeelt gétt. An ech wëll lech do déi zwee wichtegst Passagé vum Lëtzebuurger Statsrot virlesen, deen seet: «[...] le vote par correspondance doit rester un mode exceptionnel d'expression du suffrage. Il ne peut pas être généralisé ni banalisé. Les risques d'abus qui l'entourent, qu'il ne s'agit pas de dramatiser, mais qui sont pourtant réels, sont un argument suffisant pour freiner l'accès trop facile au vote par correspondance.»

An dann, fueren ech weider, seet de Conseil d'État, andeem en dat Ganz och mam Abandon vun dem Accusé de réception zesummenbënnt: «En banalisant et en généralisant en même temps le vote par correspondance, le projet de loi sous avis» - dass heescht deen heite Projet de loi - «risque de mettre en péril le déroulement correct des opérations électorales, ce qui pourrait, le cas échéant, ébranler la confiance des électeurs dans le processus électoral.» - Net ech soen dat, dass seet de Conseil d'État op Basis vu sengem Avis zu deem Gesetz!

Och dat däätscht Bundesverfassungsgericht huet 2013 e Jugement erausginn, wou et sech iwwer d'Bréifwähl äussert a wou et u sech seet, dass et wesentlech ass, dass d'Libertéit duerch de Secret soll garantéiert bleiwen. An et huet u sech och an Däätschland d'Bréifwähl nëmme duerch de Fait akzeptéiert, well et zum Prinzip vun der Universalitéit bäidréit. Woubäi den Ennerscheid awer tëscht Däätschland an eis deen ass, dass mir en obligatorescht Wahlrecht hunn; fir och d'Universalitéit nach op e ganz aneren Niveau ze stellen, wéi dat an Däätschland de Fall ass.

An da fannen ech et e besonnesche Fait, dass mer de Secret du vote haut an der Lëtzebuurger Constitutioun net stoen haten. Mir hu jo elo laang Aarbechten an der Institutionskommissioun gefouert iwwer eng nei Verfassung. An de Conseil d'État huet d'Institutionskommissioun respektiv d'Chamber dorop opmierksam gemaach an huet proposéiert, dass mer an déi nei Constitutioun de Secret du vote sollen aschreiwen.

A mir hunn dat och als Institutionskommissioun akzeptéiert. Mir hunn elo en Text proposéiert, den Artikel 62.(3) (veuillez lire: den Artikel 65.(3)) vun der aktueller Proposition vun der Verfassung, deen seet: «L'élection est directe. Elle a lieu sur la base du suffrage universel, par vote secret, au scrutin de liste (...)» an esou weider. Dass heescht, mir hunn déi Notioun op Basis vun deem, wat de Conseil d'État proposéiert huet, nei an d'Constitutionsproposition eragesat. Dass heescht, haut gi mer dohinne a mer verstärken de Prinzip an der Constitutioun op där enger Säit an op där anerer Säit weche mer en awer ganz staark op an deem Gesetz, wat mer haut zur Ofstëmmung virleien hunn.

Ech wëll zum Schluss nach soen, aus deene selwechte Rasonnementer, déi ech elo opgefouert hunn, hu mir och als CSV eng ganz Rei Schwierigkeete mat Diskussiounen zum Beispill iwwer en eventuelle Vote par procuration, wann deen da géif kommen, well deen och géint de Prinzip vum Secret du vote géif agéieren.

A mir stellen eis och eng ganz Rei Froen an där ganzer Diskussioun iwwer de Vote électronique. Notament wann de Vote électronique géif heeschen, dass en à domicile géif gemaach ginn iwwer Internet, hätte mer eng ganz Rei Bedenken domat. Dass huet elo näischt mat deem Gesetzestext ze dinn, mä d'Rasonnement, duerfir soen ech et, ass u sech genau datselwecht an dat stellt sech an d'droite Ligne vun deem Rasonnement, wat ech elo gemaach hunn.

Par contre si mer favorabel, wann dat da méiglech ass an, wéi de Rapporteur et richtig gesot huet, wann d'Gefore vum Hacking ge-

bannt sinn duerch d'Sécherheet, déi d'Elektronik eis u sech haut gétt, natierlech fir en elektronisches Vott, wann en am Isolier gemaach gétt, wou e sämtlech Garantië vum Secret mat sech bréngt. Dass ass eppes, wat mer evidenterech technesch géifen ënnerstëtzen, wann et dann esou wäit wär a wann de System an d'Method déi wäeren, déi mer géife brauchen.

Här President, als Konklusiooun géif ech soen, dass dese Gesetzesprojet vill positiv Aspekter huet, eng Vereinfachung vum Wahlrecht bréngt an och vum Bréifwahlrecht bréngt, déi mer selbstverständlech ënnerstëtzen. Mä mir hunn awer e Problem mat der kompletter Gläichstellung vu Bréifwähl op där enger Säit a klassem Wahlrecht an der Kabinn op där anerer Säit, well d'Bréifwähl, also allgemeng, wéi et hei formuléiert ass, eis net déiselwecht Garantië gétt vum Secret an domat vun enger ganzer a kompletter Wahlfreiheet, vun där mer mengen, dass mer se awer onbedéngt brauchen, déi op jidde Fall an eisen Aen enorm wichteg ass.

An duerfir kann d'CSV-Fraktioun desen Text net stëmme. Mir wäerten also dergéint stëmme.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Rapporteur freet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President. Ech wéilt vläicht just eng kuerz Remark maachen, wann Der erlaabt, well ech awer iergendwéi indirekt ugeschwat gi war an der Ried vum Här Claude Wiseler, wou gesot ginn ass, et wieren eigentlech keng Argumenter gewiescht, weder am Projet de loi nach am Rapport oder esou. Ech wëll awer präzisieren, dass souwuel am schrëftleche Rapport, an ech hunn och versicht, mer besonnesch Méi ze ginn a mengem mëndleche Rapport, fir eng ganz Rei Argumenter, ech mengen, et waren der mindestens véier oder fënnef, opzezielen, firwat...

Eischtens, déi Tendenz, déi mer feststellen. Ech hat d'Zuele genannt. Dass huet domadder ze dinn, dass och zum Beispill méi Studenten am Ausland sinn, déi awer wëllen d'Bréifwähl maachen an esou weider. Och déi Tendenz, dass manner Leit iwwerhaupt hir Wahlflicht erfüllen, fir och domat deem kënnen entgéintzewirken.

Ech ziele se elo net méi alleguerten op. Ech wëll einfach nëmme präzisieren, dass dat awer souwuel am schrëftleche wéi och am mëndleche Rapport eng ganz Rei Argumentatiounen waren.

Ech bedauern dat dofir och. Et ass awer einfach: Ech stellen eng Tendenz fest, där och muss Rechnung gedroe ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. D'Wuert huet elo deen nächste Riedner: den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Rapporteur mat Recht ervirgehewen huet, an ech géif em och Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, ass et des Kéier déi zweete Kéier, wou mer eis an deser Mandatsperiod mat enger net onwesentlecher Reform vun eiselem Wahlgesetz beschäftegen.

Mir hunn dat virun e puer Méint gemaach, andeem mer diskutéiert hunn iwwer d'Festleeung vun de Wahlterminer, vun den Datumer vun de Chamberwahlen, an d'Verlängerung vun der Mandatsdauer vun der Chamber bis iwwer d'Wahlen eraus, den drëtten Dönschen no deem Wahltermin. Eng wichteg Reform.

An des Kéier ass et en aneren zentrale Punkt bei deser Reform, deen an d'A spréngt. Et ass d'Bréifwähl, déi verallgemengert gétt an déi also vun enger extraordinärer Form, fir säi Wahlrecht auszeüben, zu enger ordinärer Form gétt, fir säi Wahlrecht auszeüben, gläichberechtigt mat dem Gang an de Wahlbüro. Bréifwähl a Bulletin am Wahlbüro sinn, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass, gläichberechtigt.

Dat ass an den Ae vun der LSAP en Akt vun Demokratisierung vun eiselem Wahlrecht. Et ass och e wichtegen Akt, fir de Leit och voll d'Méiglechkeet ze ginn, hirer Wahlflicht nozekommen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg net nëmme e Wahlrecht, e Recht, fir wielen ze goen, mä mir hunn och hei zu Lëtzebuerg eng Wahlflicht. A wann een eng Wahlflicht virgesäit, da muss een deem Bierger och all d'Méiglechkeeten zur Verfügung stellen, fir där Wahlflicht och kënnen tatsächlech nozegoen.

An eisen Aen ass also och deen heiten Text kengeswees eng Gefor oder e Risiko fir eis Demokratie. Et ass eischtens eng Chance fir eng zousätzlech Attraktivitéit vun eiselem demokrateschen System vu Wahlen a vu Referenden.

De Bierger kritt also duerch deen heiten Text d'Wiele méi einfach gemaach. An dat kann an eisen Ae kee Feeler sinn. Et ass gutt esou, dass dat geschitt. Lëtzebuerg mécht entgéint deem,



wat een hätt vläicht kënnen mengen, wann een dem Virriedner hei nogelasschert huet, hei och net eppes Exzeptionelles, wat et net och géif an aneren demokratesche Länner, besonnesch hei an Europa, ginn.

An Däitschland ass d'Bréifwahl an de 50er Joren agefouert ginn. Se ass méi spéit an enger zweeter Etapp verallgemengert ginn, net méi u Konditione gebonne ginn. A bei de leschte Bundestagswahlen hunn ëmmerhi knapp 29% vun de Wieler an Däitschland vun der Bréifwahl profitéiert.

Datselwecht géllt fir Éisträich, wou déi Bréifwahl och an zwou Etappe verallgemengert ginn ass. Genau dat, wat mir mat deem heiten Text hei ustriewen, dat gëtt et an der Schwäiz, wou sämtlech Wahlen entre-temps, dat alles huet sech och do progressiv gemaach, opgemaach gi si fir d'Bréifwahl.

An och Länner wéi England, wéi Spuenien a wéi Irland - wat jo bestëmmt gutt funktionéierend parlamentaresch Demokratie sinn; England ëmmer nach als Urzell eigentlech vum Parlamentarismus ugesi gëtt - kennen d'allgemengt Bréifwahlrecht. Genau dat, wat mer hei maachen.

Ech kann also wierklech net déi Argumentatioun novollzéien, déi den Här Wiseler am Numm vun senger Fraktioun hei virbruecht huet, well déi eenzeg logesch Konsequenz vun deem Rasonnement war eigentlech, dass ee misst an alle Fäll géint d'Bréifwahl sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Well wat ass dann dee System, dee mer haut hunn?

(Brouhaha)

Wat ass dee System, dee mer haut hunn?

(Interruptions diverses)

Jo. Ech mengen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wann Dir sot, wat ech hätt misse soen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Hei huet jiddwereen d'Geleeënheet, fir seng Argumenter auszedrücken.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et war elo eng Argumentatioun, wou Der sot, wat ech hätt misse soen, wat ech awer net gesot hunn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wann een déi Argumentatioun vun der CSV hei bis un d'Enn féiert, da sinn et alles Argumenter, déi géint de Prinzip...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also, Här Bodry, ech hu se bis un d'Enn gefouert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...vun dem Bréifwahlrecht sinn, well se de Prinzip selwer a Fro stellt. Duerch d'Argumentatioun...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Neen. Ech hu gesot, mir hätten zwee Prinzipien, déi sech géintenee géifen ausspillen. Ech géif meng Argumentatioun... Wann Der se féiert, da sollt Der se och richtig féieren.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech wëll lech elo...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Am Moment huet just den Här Bodry d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Géigiered ass jo wichteg an dem Parlamentarismus, an da loosse mer déi och hei féieren.

Wat sinn näamlech d'Argumenter? D'Argumenter sinn... Dat Haaptargument, wat een och an der Doktrin an an allen Diskussiounen, och am Ausland, liest, ass de Risiko, dass effektiv notament de Secret net géif respektéiert ginn, de Risiko vu Mëssbräich.

Bon, da soen ech, dat hunn ech och scho bei aneren Decisiounen an Diskussiounen hei gesot: Wann een e Gesetz op Angscht opbaut, seng Positioun op Angscht viru Risiken oder vu Mëssbräich opbaut, da maache mer gläich keng Gesetzer méi, well ëmmer e Reschrisiko besteet, dass een oder aneren Text emol ka mëssbräichlech agesat ginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass d'Protektioun vum Schwaachen, de Prinzip.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wat hu mer 1984 gemaach an an deene Reformen duerno? Et ass jo eng lues Entwécklung gewiescht, wou d'CSV bis elo nach ëmmer bei allen Etappe mat derbäi war. An elo an der leschter Etapp verléisst se eis op deem dote Wee.

Well et ass jo 1984 ugaange mat engem ganz restriktiven Text. An d'LSAP-Fraktioun huet deemools zu de kriteschste Begleeder vun deem Ganze gehéiert, well effektiv och deemools gesot ginn ass: Mir mussen oppassen. Wann eeler Leit dat dote kréien - dat ass de Problem vun den Altersheimer -, gëtt do net versicht, dann Afloss ze huelen? An esou virun an esou weider.

Et heescht, an eise Wahlgesetz hu mer... D'Wahlgesetz ass jo an zwou Etappen eng Kéier reforméiert ginn.

Eng Kéier ass opgemaach ginn nach eng Kéier fir déi Leit ab 75 Joer. Wéi d'Wahlpflicht eropgesat ginn ass vu 70 op 75, ass gesot ginn: Mä da mussen mer awer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, fir dann och kënnen wielen ze goen.

A wéi mer dat besteend Wahlgesetz gemaach hunn, ass och nach eng Kéier un de Bedéngunge gefréckelt ginn. An et ass eng Ouverture gemaach ginn un de Bedéngungen, fir kënnen op d'Bréifwahl zréckzegräifen, notament fir déi Leit, déi an d'Vakanz ginn. Déi waren näamlech bis elo ausgeschloss gewiescht.

Et waren eigentlech just, géif ech soen, déi vulnerabelste Deeler vun der Populatioun, déi d'Recht haten, op d'Bréifwahl zréckzegräifen. Et waren déi eeler Leit, déi krank Leit an déi ganz jonk Leit. Dat waren déi, déi vun Ufank un d'Wahlrecht haten. Dat sinn déi, well se vulnerabel sinn, wou a priori de Risiko, dass eng Aflossung vu bausse kennt, dass Mëssbräich geschéien, am gréissten ass.

► **Une voix.** - Voilà!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Elo, wou mer dohinnerginn a mir demokratiséieren dat Bréifwahlrecht, dat heescht, mir gi jiddwerengem déi dote Chance, also och Leit, déi net al sinn, déi net ganz jonk sinn, déi am Berufsliewe stinn, déi Experienz hunn, mir ginn deenen déi dote Méiglechkeet, fir op d'Bréifwahl zréckzegräifen, elo gesäit d'CSV op eemol e grouse Problem, fir deen dote leschte Schrack ze maachen!

All hir Argumenter sinn opgebaut op Mëssbräich, déi besonnesch bei vulnerabele Populatiounen géife gellen. Dat hätt also missen derzou féieren, dass dann d'Bréifwahl hei zu Lëtzebuerg éiweg vun hinne ofgeleent gi wier. Se hunn awer all déi Reforme bis elo ëmmer matgestëmmt an zum Deel souger iwwer hir Ministere mat initiéiert. Duerfir kann ech hire Gedankegang eigentlech net novollzéien, well dat net a Konkordanz steet zu deenen Haltungen, déi se bis elo ëmmer an där doter Fro haten.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass deeselwechte wéi dee vum Conseil d'État, well ech just soen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et muss een och éierlech soen...

Jo, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, wat fir eng Approche ee kann zu Gesetzer an zum Wahlrecht hunn an zur gesellschaftlecher Entwécklung. Do gëtt et zwou Approchen. Mir schéngen net déiselwecht Approchen ze hunn, wéi een un déi Saachen erugeet. Mä dat soen ech zum Schluss vu menger Interventioun.

Also, da wëll ech nach eng Kéier soen, dass mer hei an enger internationaler Bewegung dra sinn, déi tendenziell d'Bréifwahl méi grouss opmécht. Et gëtt och Länner, déi et praktesch nach net kennen. Et gëtt Länner, déi se nëmme virgesi fir Leit, déi am Ausland wunnen, an et sinn, wéi gesot, Länner wéi Lëtzebuerg, déi se relativ breet opgemaach hunn.

Dat geschitt nach eng Kéier, nodeem jo awer Erfahrung gesammelt ginn ass. Et ass jo net, wéi wann tëschent 1984 an 2018 keng Zäit vergaange wier. Dat si 34 Joer. A 34 Joer, mengen ech, huet ee gesinn, dass awer, mat alle Kriticken op deem engen oder deem anere Punkt, mat där enger oder anerer Contestatioun, déi emol konnt lokal gemaach ginn, de System funktionéiert, dass een also net ka soen, dass zu Lëtzebuerg elo e Mëssbrauch gemaach ginn ass mat deem dote Bréifwahlrecht.

Dat ass am Gros gutt agesat ginn. An et huet ëmmer méi Succès kritt, well et gesäit ee jo an den Zuelen - d'Zuel vun deenen, déi matgemaach hunn; déi héchsten Zuel hu mer beim Referendum vun 2015 erziilt mat ronn 9% vun de Stëmmen, déi iwwer deen dote Wee ofgi gi sinn -, dass sech also do eng Entwécklung gemaach huet, déi positiv ass.

An ech mengen, déi positiv Erfahrung, déi mécht et jo méiglech, dass mer elo deen heiten, dee leschte Schrëtt wëlle maachen a jiddwerengem de fräien Zougang zu der Bréifwahl ginn, an dat fir all Urnegäng, ob dat elo lokaler sinn, ob dat nationaler sinn, ob dat d'Europawahl oder de Referendum ass.

An ech mengen, dass dat e richtige Schratt ass, dee mer also net à la va-vite maachen, oniwwerleucht, mä opgrond vun där praktescher Erfahrung, déi mer a méi wéi dräi Jorzéngten hei op där doter Fro gemaach hunn. Eng Erfahrung, déi insgesamt positiv ass. Bei deene vulnerabelste Populatiounen, wou wierklech de Risiko am gréissten ass, dass ee kéint manipuléieren, huet ee gesinn, dass dat awer u sech Angsichte waren, déi sech eigentlech net bestätegt hunn.

An duerfir, mengen ech, sollt een de Courage hunn, fir do e Schratt weiderzagoen a jiddwer-

engem déi dote Méiglechkeet ze ginn. Ech mengen, dass et eng ganz richtig Entscheedung ass, fir deen dote Wee ze goen.

Dat féiert derzou, dass déi Prozedur och ka vereinfacht ginn. Et brauch een net méi Justificatif an zereechen. Et brauch een net méi Attestatiounen ze liwweren, wou dat och nach vu Gemeng zu Gemeng anescht interpretéiert ginn ass. Déi eng hu Schrëttécker verlaangt, wann d'Leit an d'Vakanz gefuer sinn. Déi aner waren zefridden, wann d'Leit gesot hunn: „Mir ginn an d'Vakanz.“

Also, et hat een och nach eng ongläich Applikatioun vum aktuelle Wahlgesetz iwwert d'Land. Doduerjer, dass mer déi Bedéngungen hei eigentlech ofschafen, gëtt dat alles vill méi einfach. Et geet duer, dass een natierlech dat aktivt Wahlrecht huet. An et muss een d'Demanda an den Delaie stellen.

D'Delaie stellen e Problem duer, well mer hei beim Prinzip vun der Bréifwahl bleiwen an net an e System ginn, deen et an anere Länner och gëtt, vun enger virgezunnener Wahl. Et gëtt Länner, déi, nieft der Bréifwahl oder als Remplacement vun der Bréifwahl, och de Wieler d'Méiglechkeet ginn, schon an deene Woche virun de Wahlen hir Wahlstëmm ofzeginn, wou also net alles iwwert d'Post leeft - bei eis fuere mer jo exklusiv hei iwwert d'Post -, mä wou se d'Méiglechkeet hunn, dat dann a spezifesche Wahllokaler ofzeginn, déi da pro Gemeng age-riicht sinn, fir och engem Maximum vun de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, sech un deene Wahlen ze bedeelegen.

Och dat ass eppes, wat ee kann an d'A faassen. Dat kann ee komplementär gesinn, muss een awer net gesinn. Fir einfach nëmme ze soen, dass et an där heiter Fro eng Multitude vu Systemer gëtt, déi historesch gewuess sinn. An eise System hei ass och zënter den 80er Joren historesch gewuess a mécht déi Entwécklung mat, déi an alle Länner geschitt ass, déi eigentlech dat dote Bréifwahlrecht agefouert hunn.

Dat geet a Richtung hin zu enger Extensioin vun de Méiglechketen, fir vun deem Bréifwahlrecht Gebrauch ze maachen. An ech mengen, besonnesch an engem Land, wou eng Wahlpflicht besteet, ass dat doten e wichtige Akzent, deen ee setzt am Interessi vum Bierger, ouni dass domadder eis demokratesch Gepflogenheete géifen a Gefor gesat ginn.

Et ass gesot ginn, dass déi heite Reform net nëmme d'Bréifwahl betrëfft, mä och nach aner Punkte betrëfft, déi net onwesentlech sinn. E puer sinn der méi technischer Natur, mä eppes, wat all Wieler muss wëssen, dat ass: Wéi weist e sech aus, wann en an de Wahlbüro geet? Dat ass net esou evident. An do ass et oft esou, dass d'Leit heiansdo nëmme hir Convocatioun bei sech hunn, heiansdo nëmme eng Pièce d'identité bei sech hunn an hir Convocatioun awer doheem leie gelooss hunn. Alles dat féiert zu Problemer. Elo ass et hei kloer.

D'Convocatioun selwer ass net méi obligatoresch, fir se virzeweisen. Et muss een eng Pièce d'identité hunn. Et muss een also e Pass oder eng Carte d'identité hunn, fir sech auszeweisen. Et ass wichtig, dass dat dote gewosst ass, fir dass d'Leit net onnéideg herno geplot sinn, wa se den Dag wëllen an de Wahlbüro goe mat Hin an Hier, ier se dann a Conformitéit sinn zu deem neie Text.

Spezifesch Dispositiounen si virgesi fir déi Leit, déi blann sinn oder déi ganz schlecht gesinn. Ech mengen, och dat ass e Schrëtt a Richtung Demokratiséierung vun eise Wahlrecht an der Méiglechkeet fir jiddwereen, fir och sengem Recht an der Wahlpflicht gläichzäiteg nozekommen.

Eng Fro, déi ech nach stelle muss - an duerfir plädéieren ech weiderhin, dass mer och eis Wahlgesetz nach eng Kéier insgesamt op de Leescht huelen, well et ass eng gewëssen Inkohärenz an deem Text dran, well et oftmols emgéännert ginn ass, an da klappt et net méi 100%eg mat der Terminologie a mat den Delaie iwwereneen -, dat sinn d'Strofbestimmunge vun eise Wahlgesetz. Och déi sinn zwar, optesch gesinn, an engem relativ rezenten Text, dem aktuelle Wahlgesetz, mä déi sinn awer oft onverännert iwwerhol ginn „aus alten Zeiten“. An do stinn Dispositiounen dran, iwwert déi mer mussen diskutéieren, ob déi eigentlech nach zäitgeméiss sinn. Ech denken do un eng.

Dat ass de leschten Alinea vum Artikel 95 vun eise aktuelle Wahlgesetz, dee seet: «Est (...) puni (...) quiconque, en tout temps et dans un but électoral, a visité ou fait visiter (...) plusieurs électeurs.» Dat mécht et zum Beispill zu Lëtzebuerg onméiglech, bei ee schellen ze goen, him eppes ze ginn, wat zum Beispill an England an an anere Länner Praxis ass, oder wou d'Leit Appartementsreuniounen maachen, wou se hir Noperen invitéieren, fir eng politesch Diskussioun ze féieren.

Dat ass eigentlech mat eise Text onméiglech. Et ass strofbar. Et si relativ héich Geldströfe

virgesinn. Dat war, géif ech soen, bei der Aféierung vun eisem allgemenge Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg vläicht ubruecht. Ech muss awer éierlech soen: Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat haut am 21. Jorhonnert nach ubruecht ass. An ech sinn do vläicht enger anerer Meinung wéi den Här Wiseler. Traditione sinn eppes Wichteges, mä d'Zäit geet awer och virun! An et kann een net ëmmer nëmme no hanne kucken. An et muss een also kucken...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ah, wann Der et esou ausdréckt, sinn ech zwar och där Meinung.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wat richtig war virun 100 Joer, ass sécherlech och am Wahlgesetz net méi onbedéngt haut richtig. Et muss een also bereet sinn, déi dote Saachen a Fro ze stellen. An do ass dat doten eng Fro, déi ee sollt kucken.

Gläichzäiteg kann een och kucken, wann ee sollt feststellen, dass elo mat deem neien Text vun dem Bréifwahlrecht tatsächlech géife méi Problemer entstoen, wéi mer der bis elo haten - wouvun ech eigentlech net ausginn, mä et kann ee jo näischt ausschléissen -, ob een net do och misst eise Wahlgesetz komplettéiere mat Strafbestimmunge fir Leit, déi u sech am Numm vun aneren, ouni beoptragt ze sinn, esou Wahlziedelen ausfüllen.

Dat ass bis elo ausdrécklech net ënner Strof gestallt bei eis. Do muss ee schon erfunderesch sinn, fir Artikelen ze fannen, am Code pénal vläicht, fir dat doten ënner Strof ze stellen. An déi Däitsch hu jo eppes Äänlechtes gemaach - ob dat vill bréngt, ass eng aner Fro -, wou d'Leit mussen selwer mat hirer Ennerschrëft deklaréieren, dass si dat ausgefüllt hunn an dass se dat aus fräie Stécker gemaach hunn.

Et kann een also drun denken, wa Problemer géife kommen, fir op esou e Wee ze goen. Ob dat an der Praxis vill ännert, ass eng aner Fro, mä et hätt een zumindest awer och eng stroferechtlech Handhab, fir vläicht dergéint virzagoen, wann et da wierklech néideg géif ginn. Also, do ass nach, géif ech soen, Matière do, fir ze diskutéieren. Mä u sech ass awer keen zwingende Grund, fir déi dote Reformen elo gläichzäiteg mat deem heiten Text ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Hei ass ganz einfach fir mech och d'Fro vum Choix; en Term, dee jo aner Partei ganz gären hei an aneren Dossier héichhalen, dee fir eis als Sozialisten och wichtig ass. Mir wëllen de Wieler hei e Choix ginn! E Choix, hiert Wahlrecht auszeüben, sief et andeems se sech um Dag vun de Wahlen an de Wahlbüro deplacéieren oder andeems se d'Bréifwahl benotzen. De libre Choix, jo, fir d'Wieler, fir hiert Wahlrecht an hir Wahlpflicht auszeüben.

An ech mengen, och hei wier et wichtig bei dëser Diskussioun, dass och de Wieler vläicht politesch e Choix huet. E Choix huet tëschent Parteien, politesch Kräften, déi keng statesch Vue hu vun der Entwécklung vun der Gesellschaft, mä déi fir eng dynamesch Entwécklung vun enger Gesellschaft sinn an déi gesellschaftlech Entwécklung wëlle begleeden, och juristes, och wat eise Rechtssystem ugeet, déi der Meinung sinn, dass een d'Ausübung vun engem Wahlrecht an d'Participation démocratique haut anescht muss gesi wéi nach virun 100 Joer, dass een also och muss haut bereet sinn, aner Forme vu Participatioun, och wat d'Ausübung vum Wahlrecht ugeet, ze gesinn, wéi dat virun 100 Joer nach de Fall war.

An et schéngt zumindest eng Partei hei ze sinn, déi nach ëmmer ausschliesslech un den Traditionen hänkt an net bereet ass, am demokratesche Prozess och nei Weeër ze goen an nei Forme vun Ausübung vum Wahlrecht ze berücksichtigen. Dee Choix gëtt och bei dëser Diskussioun ganz kloer. Et ass um Wieler, déi richtig Konklusiounen doraus ze zéien.

Mir wäerten als LSAP déi heite Reform stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Deen nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Ech fänken dann direkt do un, wou mä Virriedner opgehale huet. Ech kann och nëmme seng Analys deelen. Engersäits seet d'CSV, se wier net géint d'Bréifwahlrecht, an anersäits ass se géint eng Verallgemengung, wat awer heescht, dass se zouléisst, dass déi vulnerabel Gruppen däreer per Bréifwahl wielen, déi aner Leit alleguer net.



Fir eis als Gréng ass et ganz evident kloer, datt de Secret vum Vott eppes ganz, ganz Wichtige ass. An dat huet och näischt mat engem Massephenomeen ze dinn. De Secret de vote vum Eenzelen ass genausou wichteg wéi dee vun zwee, dräi an 100 Leit. An duerfir ass och fir mech dee Gedankegang vun der CSV net nozevollzéien. Dat als Introductioun. An ech...

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Wann Dir dat net verstanen hutt, Här Wiseler, ech si jo eréischt am Ufank. Ech hunn nach elo hei 15 Minuten. A wann Der dann net verstanen hutt, wat ech wëll soen, da freeën ech mech drop, datt Der mech dann nach eng Kéier frot.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech hunn elo deen éischte Saz net verstanen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Mat dem Gesetzesprojet...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Normalerweis verstinn ech zwar d'Saachen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- ...ännere mer verschidde Punkte vun eisem Wahlgesetz. All Annerungen, déi mer haut decidéieren, hunn hir Wichtigkeet, mä, ech mengen, mir hunn et gemierkt: Souwuel an der Institutionskommissioun wéi och hei an der Chamberdebatt war de Fokus op déi Annerunge gerichtet, déi de Vote par correspondance betreffen.

Mat deem Gesetz maache mer et ganz einfach, fir de Vote par correspondance unzefroen. Mir generaliséieren de Vote par correspondance. An dat gefält net just der CSV net, dat ass scho gesot ginn, dat huet och dem Statsrot net gefall. Schon 2002 hat de Statsrot an engem Avis festgehalen, datt de Vote par correspondance weder generaliséiert nach banaliséiert sollt ginn. Mä genee dat maache mir haut, wa mer d'Gesetz stëmmen.

De Statsrot ass also net frou mat dëser Ouverture an argumentéiert, datt et sech beim Wahlvorgang ëm ee kruziale Moment vun dem demokratische Liewen an eisem Land handelt an datt mer mussen assureieren, datt de Wahlvorgang sekuriséiert bleift an de Seriö vun der Wahlprozedur net dierf a Fro gestallt ginn.

An op deene Punkte gi mer alleguer dem Statsrot recht. A wa mir Gréng haut de Projet de loi wäerte stëmmen, dann, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt mer mat dëser Reform de Wahlprozess net a Gefor bréngen, mä dem Wieler a Bierger entgéintkommen an d'Méiglechkeet, säi Wëlle bei der Wahl auszudrücken, méi einfach maachen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- De Statsrot zitt awer aner Konklusioenen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech wëll dann och nach eng Kéier déi Argumenter uféieren, déi eiser Meenung no derfir schwätzen, dem Wieler an der Wielerin de fräie Choix ze ginn, ob hien oder si wëllt um Wahlsonndeg an e Wahlbüro goen, oder tëschtent 12 Wochen a 25 Deeg, wann hien oder si zu Lëtzebuerg wunnt, oder tëschtent 12 Wochen a 40 Deeg, wann hien oder si am Ausland wunnt, virum Wahlsonndeg säi Wielerwëllen iwwer eng Bréifwahl ausdrécken.

Och wa mer d'accord sinn, datt de Wahlprozess ee ganz wichtige ass, da solle mer dem Wieler et awer méiglechst einfach maachen, un der Wahl deelzehuelen. Vill Leit zu Lëtzebuerg sinn zimlech vill an oft am Ausland ënnerwee. Wann ee seng Vakanz plangt, ouni de Wahltermin ze berücksichtegen, dat ass déi eng Saach. Heiansdo huet een awer net onbedéngt de Choix, souguer wann ee seng Vakanz plangt. Heiansdo komme berufflech Engagementer derzou. De Rapporteur huet och scho vun de Studenten am Ausland geschwat, déi och net alleguer an den Nopeschted sinn.

Mir sinn eent vun deene ganz wéinege Länner, déi eng Wahlflicht hunn. Mir verflüchten also eis Bierger, fir u Wahlen deelzehuelen. A wa se dat net maachen, da riskéiere se, zumindest theoretesch, bestrooft ze ginn. Duerfir si mer och zu Lëtzebuerg derzou opgefuerdert, eise Matbierger entgéintzekommen an aus der Pflicht an der Verflüchtung keng Corvée ze maachen.

E weidert Argument, fir déi Regelung, wéi mer se bis elo haten, falen ze loossen, ass d'Gerechtkeet an d'Gläichbehandlung vun de Leit. Et ass net logesch, datt de Lëtzebuerg vum Päril oder Arel automatesch dierf mat Bréifwahl wielen an de Lëtzebuerg vum Schengen oder Habscht net. Den eelere Mënsch vu 75 Joer kann automatesch op d'Bréifwahl zréckgräifen, dee vu 74 net.

An derbäi kënnt, an dat ass an eisen Aen och wichteg, datt ee bis elo huet missen e Grond

uginn, wann ee senger Pflicht als Bierger net konnt perséinlech a sengem Wahlbüro noغو: «les électeurs qui, pour des raisons professionnelles ou personnelles dûment justifiées, se trouvent dans l'impossibilité de se présenter en personne devant le bureau de vote (...)», déi hu kënnen d'Wahl iwwer Bréif ufroen.

Mir wëssen awer och alleguer, datt dat zwar am Text steet, mä kee Mënsch dat kontrolléiert huet. Et pour cause! Wie soll da wann ech gelift op wéi eng Aart a Weis kontrolléieren, ob e Wieler oder eng Wielerin berufflech oder perséinlech Gréng huet, déi „dûment justifiées“ sinn, fir d'Bréifwahl unzefroen oder net?

A wa mer eppes an engem Gesetz stoen hunn, wou sech souwiesou kee muss drun halen, da mécht et an eisen Aen och Sënn, da misst déi éischt Fro sinn: Brauche mer dat am Gesetz? A wann d'Antwort Jo ass, da musse mer eis d'Méiglechkeet ginn, fir dat ze kontrolléieren. An duerfir si mer frou, datt mer an deem Fall mat enger Neen-Antwert zefridde sinn.

Mir sinn der Meenung, datt et bei der Wahl drëm geet, méiglechst vill Bierger participéieren ze loossen, an net un éischter Stell ëm d'Ritual ronderëm de Wahlsonndeg, och wann ech dat Ritual perséinlech ze schätze weess a ganz sympathesch fannen.

Nach eng Kéier, wann den Här Wiseler mech déi éischte Kéier net verstanen huet: D'CSV stellt jo net d'Bréifwahl u sech a Fro.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Richtig!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- A wann ech mer den Exposé vum Här Wiseler duerch de Kapp goe loossen, da fannen ech et awer erëm eng Kéier komesch, well de Secret de vote, dee misst fir eis genausou wichteg si wéi fir déi Leit, déi iwwer 75 Joer al sinn, fir déi Leit, déi bis elo zougestane kritt hunn, mat Bréifwahl ze wielen. Et ka jo net sinn, datt d'CSV vläicht der Generatioun vun den iwwer 75-Järege méi an deem Sënn traue wéi deene Jonken. Ech gesi wirklech déi Logik net. Entweder ass d'Bréifwahl esou ze organiséieren...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat do ass awer elo... Dat do ass awer elo eng peinelch Ennerstellung, déi...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Dat ass eng Ennerstellung. Dat ass eng Ennerstellung!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Entweder, Här Wiseler, ass d'Bréifwahl esou ze organiséieren, datt de Vote secret garantiéiert ass, oder si ass et net. A wa se et net ass, da gëllt dat fir jiddwereen. A wa se et ass, soll et och fir jiddweree gëllen. Dat ass op alle Fall eis Position.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Firwat hutt Der dann net de Vote digital par correspondance zougeloozt?

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech maachen och nach eng kleng Klammer op. Mir hunn nämmlech nach eppes am Wahlgesetz stoen, wat keen esou richtig kontrolléiert: d'Wahlflicht.

An och hei hu mer eis als Partei d'Fro gestallt: Brauche mer dat oder net? A mir hunn eis esouguer als Partei erlaabt, eis Meenung ze änneren. Viru Joren hu mer nach gemengt, et sollt een d'Wahlflicht ofschafen. Haut si mer, ech menge wéi all déi aner Parteien heibannen, der Meenung, datt mer sollen d'Wahlflicht bäibehalen. Ech ginn net op den Detail an. Mä am Resumé si mer der Meenung, datt mer eis et net erlabe kënnen, an engem Land, wou just 50% vun de Residenten dierfe wéi goen, och nach eng Abstention vum ronn 50% ze kréien. Dat ass den Taux a manche vun eisen Nopeschlänner, an eigentlech besteet keng Ursaach, unzehuelen, mir géifen anescht funktionéiere wéi eis Noperen.

Well mer also hei op d'Fro: „Brauche mer eng Wahlflicht am Wahlgesetz?“ mat Jo äntwerten, musse mer eis och eng Kéier mat de Konsequenze befaassen, wat d'Leit betrëfft, déi d'Gesetz net anhalen. Mir mengen net, datt mer mussen drastesch Strofen definéieren. D'Sanktiounen, wéi se am Gesetz stinn - iwwert déi ee gären eng Kéier kann diskutéieren, wéi den Här Bodry et ugedeit huet -, déi si largement héich genuch. Et ass och net schwéier, feststellen, wie géint d'Gesetz verstéisst. Mir mussen eis just ee Moyer ginn, fir deene Leit awer méiglechst unbürokratesch ze soen, si missten eng gewësse Strof bezuelen, well déi Leit, déi sech un d'Gesetz halen, sollen net d'Gefill kréien, si géife fir domm verkaaft ginn.

Et dierf een an enger Demokratie verlaangen, datt de Bierger vum sengem Wahlrecht Gebrauch mécht, och wann dee Saz eleng schon eng Häresie ass. A wann een dann u sengem Schreifdësch sëtzt a mengt, vun alle Kandidate wier guer keen drënner, deen ee kéint wielen, da soll ee säin Ziedel eidel an d'Enveloppe stiechen. Et dierf ee souguer eng Dommheet oder eng Frechheet op den Ziedel schreiwen,

och dat ass erlaabt. An da kann een den Ziedel ofschécken.

Ech géif et natierlech vill méi richtig fannen, wann ee wierlech kee fënnt, deen ee kéint wielen, datt ee sech da géif selwer engagéieren. Der Politik ginn all Joers ganz vill Capacitéit verluer vu Leit, déi ganz vill wëssen, awer net bereet sinn, sech fir en Engagement fir d'Gesellschaft hierzeginn.

Natierlech stellt sech d'Fro, ob d'Bréifwahl sécher ass. Mir gi gären zou, datt d'Méiglechkeet fir eng Fraude hei méi grousst si wéi bei dem classeschen Urnegang. Mir mengen, et soll een op kee Fall noléisseg sinn. Mir mengen, datt och d'Aufgab vum President an de Membere vun engem Wahlbüro eng ganz wichteg ass an datt déi Leit vill Verantwortung droen. Ech froe mech souguer, ob d'Wahlgesetz streng genuch ass mat de Kritäre fir de President vun engem Wahlbüro. Ech fannen et zumindest fragwürdig, wann de President vun enger politescher Partei och President vun engem Wahlbüro ass, och wann en dat dierf sinn.

Mir mengen, datt och mat den Erliichterungen, déi mer haut debattéieren an hoffentlech och stëmmen, d'Bréifwahl sécher genuch ass. Dat, wat ewechfällt, den ageschriwwene Bréif an d'Ennerschrëft vum President vum Wahlbüro op der Enveloppe, ware kee Garant fir méi Sécherheet.

Ech hat oft d'Geleeënheet, als Wahlbeobachter an deene jonken osteuropäeschen Demokratien, sief et an Albanien, Georgien, der Ukrain an äänleche Länner, e Wahlprozess ze suivéieren. Mir sinn ëmmer gebriefft ginn, fir no méiglechen Unzeeche vu Stëmmekaf, vu Family Voting, also wou de Patriarch vun der Famill seng Fra a Kanner beim Wiele bis an d'Wahlkabin begleet huet, ze kucken. Esou Praktike ginn duerch d'Bréifwahl méi einfach. Mä éischts dierfe mer dann, an dat hunn ech scho gesot, och net d'Bréifwahl fir déi iwwer 75-Järege erlaben. An zweetens, an do zitieren ech de Schwäizer Politolog aus dem „Wort“ vu gëschter: Da musse mer awer scho vill Mësstraue vis-à-vis vun eise Lëtzebuerg Wieler am 21. Jorhonnert hunn!

Mir si jo iwwereng och net dat éischt Land, dat dem Wieler de fräie Choix zougesteet, wéi hie wéi wëllt. An Däitschland, och den Här Bodry hat dat schon ugefouert, do ass d'Be-grünnung, fir dierfe per Bréif ze wielen, 2008 ofgeschafft ginn. Dat war ënner enger Groko. D'Zuele vun de Leit, déi dovun Gebrauch gemaach hunn, si steteg an d'Luucht gaangen a louchen 2017 bei 28,6% vun der Wielerenschaft. An och bei eis ginn d'Zuele vun de Bréifwieler schon an d'Luucht. An et ass och domat ze rechnen, datt déi Zuelen elo nach vill méi héich ginn.

Déi däitsch Konservativ - dat ass mäi Resumé - hunn also méi Vertrauen an den däitsche Wieler wéi déi Lëtzebuerg Konservativ an de Lëtzebuerg Wieler.

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Liest d'Räsonnement vum Bundesverfassungsgericht!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech hunn och déi gelies an och déi zur Kenntnis geholl. Mä dann huet Dir, Här Wiseler, och zur Kenntnis, datt mer an eise Nopeschland mëttlerweil 28,6% vun der Wielerenschaft hunn, déi vun der Bréifwahl profitéieren. An och d'Gericht an Däitschland huet d'Bréifwahl net verbueden.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mä liest vläicht d'Argumentatioun nach eng Kéier an den Ennersched, deen tëschtent Lëtzebuerg an Däitschland ass, eier Der dat do sot!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci fir déi Lektion, Här Wiseler, dann huelen ech mer déi och nach zu Gemitt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Si schwätzt...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- A vu Lektioenen ausdeelen, där hunn ech der awer elo an deene leschte Minutte vill héiere vun lech!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift! Wann Der gär d'Wuert hätt, Här Wiseler, da frot Der lech et.

► **Une voix.**- Richtig!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Mä wann d'Zuel vun de Bréifwieler zu Lëtzebuerg eropgeet, da kritt dat selbstverständlech och Auswirkungen zum Beispill op d'Wahlcampagne. Wa mer eis eens waren d'lescht Kéier, déi offiziell Wahlcampagne eréischt ee Mount virun de Wahlen ze starten, da wësse mer, datt een ëmmer méi grousse Undeel vun de Wieler da schon hire Wahlziedel ofginn huet.

Wat mer net an der Institutionskommissioun am Fong diskutéiert hunn a wat och net Sujet vun deem Gesetz ass, mä wat ech awer wëll uschwätzen, dat ass den E-Voting oder den

Electronic Voting, also déi elektronesch Form vun enger Wahl oder engem Referendum iwwer Internet. Hei leien d'Avantagen eigentlech och kloer op der Hand. D'Wiele gëtt nach méi einfach an attraktiv gemaach. D'Auswärtung gëtt méi séier gemaach. A wann de System bis installéiert ass, da ginn d'Wahlen och nach eventuell méi bëlleg.

D'Nodeeler vum E-Voting sinn awer och bekannt. Hei ass d'Gefor, datt d'Wahle gefälscht ginn, nach daitlech méi grousst. D'Méiglechkeet, de Wahlprozess duerch Cyberattaken ze sabotéieren, ass eng reell Gefor. A virun allem si mir och der Meenung, datt bei dem E-Voting d'Anhale vum Wahlgeheimnis déi gréisst Erausforderung ass, an déi ass am Moment an eisen Aen nach net genügend geléist. An trotzdem gi mer haut op eng Schinn, wou mer all méiglech an onméiglech Geschäfte iwwer Internet ofwéckelen.

Mir hunn E-Banking, d'Simplification administrative, de Scolaria an de Schoulen, d'Integrierte BioBank of Luxembourg, de Waasser- a Stromverbrauch gëtt digital ofgelies. Mir mudden eis an eise Bierger villes zou am digitalen Zäitalter. A vläicht sollte mer emol bei eis Partner an Estland kucke goen, déi net nëmmen déi éischt virtuell Ambassad zu Lëtzebuerg opgemaach hunn, mä déi och Virreider beim E-Voting sinn. Do hunn 2015 schon 19,6% vun de Wieler hir Stëmm iwwer den E-Voting ofginn.

Ech bedauern net, datt mer mat deem Gesetz den E-Voting nach net agefouert hunn. Ech maache just ee Plädoyer, fir sech intensiv mat de Problemer vun esou enge Méiglechkeeten ausermeenzesetzen an och drun ze schaffen, dës Problemer ze léisen.

Haut scho sammele mer vill sensibel Daten. Mir verschleese se a verschaffe se. An déi Entwécklung wäert sech zum Beispill dank der personaliséierter Medezinn éischter nach beschleunegen wéi ofhuelen. Et misst dach och méiglech sinn, deen awer vill manner komplizéierte Wahlprozess och eng Kéier sécher kënnen digital ze organiséieren. An och, wa mer haut nach net esou wäit sinn an haut net derfir plädéieren, sinn ech awer der Meenung, datt mer hei nach net um Enn ukomm sinn, wat d'Erneuerung vun der Wahlprozedur betrëfft.

Här President, ech kommen zum Schluss. Déi aner Annerung wéi zum Beispill d'Veinfachung vun de Recours ronderëm de Wahlprozess, de Fait, datt ee sech mat senger Identitéitskaart an net mat der Convocatioun muss ausweisen, kënnen mer ënnerstetzen, gradesou wéi eng gewësse Flexibilitéit, wat d'Zuel vun de Wieler pro Wahlbüro ugeet, an och déi aner Annerungen, déi mer mat deem Gesetz stëmmen.

Dem Rapporteur, dee jo op alleguerten déi Ännerungen agangaen ass, soen ech Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An deen nächste Riedner ass den Här Gaston Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll dem Kolleeg Eugène Berger Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport zu deem fir eis awer dach wichtige Gesetz, wouran am Fong déi Haaptneuerung d'Liberaliséierung vun der Bréifwahl ass.

Et ass hei gesot ginn, datt 2009 5,5% vun de Leit scho vun der Bréifwahl profitéiert hunn. 2013 ass et op 7,65% eropgaangen. Beim Referendum 2015 souguer op 8,76%, wat ech awer elo vläicht net géif als eng normal Progressioun gesinn, well menges Wëssens awer beim Referendum och vill Leit iwwer 75 Joer gewielt hunn, déi bei de Chamberwahlen normalerweis net wielen. Dat huet och vläicht een Deel vun där Progressioun uitgemaach.

Ech mengen, bis elo war et esou, datt een nëmme konnt vun der Bréifwahl profitéieren, wann ee méi wéi 75 Joer al war oder déi enner 75-Järege, wa se krank waren oder an der Vakanz.

An Zukunft gëtt et keng Konditiounen méi. Jiddweree kann déi Bréifwahl ufroen. Mir als ADR fannen dat eng positiv Entwécklung. D'Fro vun der Manipulatioun, déi do diskutéiert gëtt, ob déi sech stellt, do si mir der Meenung: generell net. Soss hätte mer och déi Manipulatioun elo bei der Bréifwahl bei deenen iwwer 75 Joer.

A wann ech soen: „Soss hätte mer se“, kéint een och soen: „Well mer hu se zum Deel bei deenen iwwer 75-Järege.“ Well jiddweree kennt Fäll, wou mer héieren hunn, wou an Alters- oder Fleegeheimer dann op eemol relativ vill Demanden eragaange sinn, fir ze wielen. A wann déi Leit, déi do Patient an deenen Haiser sinn, déi Demanden net gemaach hunn, da

kann ee sech d'Fro stellen, ob se dann och gewielt hunn an deenen Haiser, déi gemengt sinn.

Also wann eng Manipulatioun méiglech ass, dann ass se am aktuelle System méiglech bei den iwwer 75-Järege. An d'Fro stellt sech hei, Här President, ob et net vläicht ubruecht wier - ech weess och net, ob d'Gesetz dat géif erlaben -, datt een emol géif Stéchprouwe maachen, datt ee seet: „Hei, do sinn an engem Fleegeheim oder an engem Altersheim relativ vill Demanden erakomm, fir d'Bréifwahl ze maachen“, datt een emol géif bei déi Leit kucke goen, ob déi dann och effektiv eng Bréifwahl ugefrot hätten.

Da géif dat vläicht souguer... Wann ee géif soen, et géif een esou Stéchprouwe maachen, dat wier vläicht eng gutt präventiv Wierkung, fir déi Leit ofzehalen, déi d'Absicht hunn, fir dann eben esou e Wahlergebnis ze beaflossen a virun allem déi eeler Leit, déi do sinn, esou ze méissbrauchen an esou eng Manipulatioun duerchzuführen.

Duerfir, wann déi Manipulatioun méiglech ass, dann ass se am Abléck do. Wa mer elo déi nei Formulierung kucken, wou mer am Fong soen: „Ma mer ginn och elo deene vun 18 bis 75, déi net krank sinn, net an der Vakanz sinn, d'Méiglechkeet, fir kënnen iwwert d'Bréifwahl ze wielen“, da gesi mir do de Risiko vun der Manipulatioun awer esou minimal, datt et net derwärt ass, driwwer ze schwätzen.

Well éischtens mussen déi Leit jo d'Bréifwahl ufroen. Wann also ee vu 25 Joer eng Bréifwahl ufreet, dann ass dat jo säi Wonsch, d'Bréifwahl ze maachen, an da kann ech mer net virstellen, datt e se ufreet an da seet zum Papp oder zu der Mamm oder Gott weess zu wem: „Hei, féll du mer se aus an da schéck mer se erëm an.“ Also, ech mengen, do hu mer net vill Vertrauen an eis Bierger, wa mer déi Argumenter ervirbréngen. Ech sinn der Meenung, datt awer jiddwereen haut grouss an al genuch ass. A wann e fährt, e géif doheem enner Drock gesat ginn, ma da brauch e se emol guet net unzefroen, da seet en: „Ech ginn a meng Wahlkabinn wielen, da kann ech maachen, wéi ech wëll.“

Also de Risiko, datt duerch déi Neierung, déi hei agefouert gëtt, d'Manipulatioun méi grouss gëtt, ass fir eis net reell. Wann eng Manipulatioun do ass, da besteet se am aktuelle System. A wéi gesot, duerch eng präventiv Moossnam wéi eng Kontroll kéint een dat eventuell och limitéiert kréien.

Ee Problem, wou eiser Meenung no natierlech eng Manipulatioun kann erakommen, awer eng aner Manipulatioun, dat ass doduerch, datt mer d'Bréifwahl net méi aschreiwen. Ech weess, datt dat net esou einfach ass, ageschriwwen Bréiwer. De Bréifdréier geet bei d'Leit heem, d'Leit schaffen, et ass keen do, e geheit en Ticket an, se mussen iergendwéi op d'Post e siche goen, da verlafen d'Delaien, dat ass komplizéiert.

Mä wa mer elo higinn a mer schreiwe se net méi an, an deejéinegen, dee gestëmmt huet, brauch seng Enveloppe och net méi ze paraphéieren, wann e se zréckschéckt, do kéint - do kéint! - theoretisch eng Manipulatioun stattfannen. Well um Wee vun der Gemeng oder vum President vum Wahlbüro bis bei de Wieler kéint dee Bréif jo verluer goen. Gären oder net gären, mat Absicht oder ouni Absicht. Da kann een en opmaachen, e féllt en aus an e geheit en erëm an, dann ass en zréck. Dann huet am Fong eng Persoun gewielt, ouni datt se iwwerhaupt weess, datt se gewielt huet.

E kann héchstens herno reklaméieren a soen: „Ech hu kee Stëmmziedel kritt.“ An da kann herno gesot ginn: „Ma du hues awer gewielt.“ Do kéint natierlech déi Manipulatioun méiglech ginn - ech soen awer „kéint“, well do muss schonn eng gewësse Fantasie matspillen, fir dat ze maachen -, wann een dee Bréif um Circuit vun A op B géif eraushuelen a géif soen, ma ech féllen en aus an ech schécken en zréck, datt een en iwwerhaupt net kritt.

Duerfir hätte mir gäre gesinn (veuillez lire: Duerfir hätte mir gäre gesinn, datt dat géif bleiwen), an et ass argumentéiert ginn am Exposé des motifs, datt dat am Fong wéinst enger Spuermoossnam wier. Et wier en deiere Facteur an duerfir géif een dorobber verzichten. Ech mengen, d'Demokratie an d'Wahlgeheimnis hunn eben ee Präis. An als Käschtefacteur kënnen mer et net gëlle loosse. Wa gesot gëtt, et ass aus praktesche Grënn net méiglech... (veuillez lire: Wa gesot géif ginn, et wier aus praktesche Grënn net méiglech, da wier dat eng aner Saach.) An den Här Minister, deen och fir d'Post zoustänneg ass hei, dee wier jo bestëmmt net rosen iwwert déi zousätzlech Recette, déi d'Post do och nach géif kréien.

Mä wéi gesot, dat ass deen eenzege Punkt, wou mer an deem Gesetz e bëssen eise Problem domat hunn, well en net méi age-

schriwwen gëtt, well keng Kontroll do ass, ob deen e kritt huet an ob deen en och herno zréckgeschéckt huet.

Positiv ass, datt ass nach dee Punkt, deen ech awer och wëll ernimmen, datt mer hei eng Bestëmmung aféiere fir déi Leit, déi schlecht oder guer net méi gesinn. Déi Leit konnte sech bis elo begleede loosse. Dat war eng gewëssen Diskriminatioun, well - et ass jo virdu gesot ginn - déi wouste jo awer net, wa se dat gesot hunn, wat deen aneren ausgeféllt huet. Déi Méiglechkeet bleift wuel elo nach bestoen. Mä et gëtt awer och d'Méiglechkeet, datt déi Leit esou eng gewësse Wahlschabloun - ech weess och net, wéi esou eppes ausgesäit, mä dat gëtt et jo awer - kënnen kréien, wou se da wierklech kënnen och hire Stëmmziedel ausféllen.

Här President, ech géif dem Här Statsminister vläicht d'Fro stellen, datt en eis géif soen, wat ech bis elo net erausfonnt hunn, wou déi Wahlschabloun läit. Läit déi an all Wahlbüro aus an da geet een dohinner an da seet een: „Hei, ech gesinn net gutt“, an da kritt e se? Mä wéi funktionéiert et bei de Leit mat der Bréifwahl?, well de Rapporteur huet och gesot, et wier bei der Bréifwahl méiglech. Mussen déi déi dann am Viraus ufroen? Well ech ka mer net virstellen, datt an all Bréif esou eng läit. Vläch kéint den Här Statsminister eis do eng Informatioun ginn, wéi dat an der Praxis ausgesäit.

Da sinn ech och der Meenung, wann déi Bestëmmungen hei a Kraaft trieden, datt vu Regierungssäit och muss eng Informatiounscampagne gemaach ginn, sief et iwwert d'Press oder iwwer eng Broschür, wou d'Leit och matzäit kloer informéiert ginn, wat fir eng Méiglechkeeten elo am Gesetz sinn an och wéi déi nei Delaie sinn, déi elo am Gesetz sinn, wou jo Verschiddenes verréckelt ginn ass, wat ee kann éischer schonn ufroen a wou ee méi spéit och nach kann eng Demande eraschécken, fir un der Bréifwahl deelzehuelen.

Här President, dat hei ass fir eis e fortschrëttlech Gesetz, wat eis d'Méiglechkeet gëtt, datt méi Leit kënnen un de Wahlen deelzehuelen. Mir wëssen, datt de Prozentsaz vun de Leit, déi net méi un de Wahlen deelzehuelen, vu Wahl zu Wahl erofgeet (veuillez lire: eropgeet). A mir wëssen awer och, datt mer eis net konsequent hei am Land sinn. Mir hu Strofbestëmmunge fir Leit, déi net wéi ginn, déi mer dann awer net applizéieren. Et ass ze hoffen, datt duerch dëst Gesetz méi Leit vläch dovou profitéieren, fir erëm un de Wahlen deelzehuelen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg d'Wahlpflicht. Mir fannen dat gutt, dat gehéiert zu eiser Traditioun. Mir sollen dat och bäibehalen.

Mir ginn also hei de Leit de Choix, wéi virdu gesot ginn ass, fir ebe kënnen ze wielen, ob se iwwer Bréifwahl wielen oder ob se wëllen un d'Urn wéi ginn. De Kolleg Bodry huet virdu gesot, si wieren hei fir de Choix. Mir als ADR sinn emmer fir de Choix. Mir si fir de Choix bei dem Reliounsunterrecht oder Moralsunterrecht. Mir si fir de Choix an der Familljepolitik. An duerfir si mer och selbstverständlech hei fir de Choix, datt d'Leit kënnen wielen, ob se d'Bréifwahl huelen oder ob se un d'Wahlurn ginn. Dat heescht, mir hunn also eng Linn an eiser Definitioun vum Choix, souwuel fir déi eng...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dir sidd eng Kéier fir de Choix, Här Bodry, d'CSV ass déi aner Kéier fir de Choix, a mir sinn emmer fir de Choix. An duerfir stëmme mir deem Gesetz och zou.

(Brouhaha)

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Bei der Euthanasie och net.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschten agedroene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, mat deem Gesetzesprojet huele mer eng Rëtsch Annerungen um aktuelle Wahlgesetz vir. Nieft der Vereinfachung oder Verännerung vu verschiddenen Delaie bei der Bréifwahl, verschiddene Präzisiounen, wat d'Residenzdauer vun Netlëtzebuerger bei de Gemengewahlen ugeet, der Méiglechkeet fir sehbehënnert Mënschen, méi autonom kënnen ze wielen, an nieft enger Rëtsch administrative Vereinfachungen a Kloestellungen ass et virun allem d'Veinfachung an d'Verallgemengung vun der Bréifwahl, déi hei an d'A stécht an déi eigentlech d'Kärstéck vun deem Projet ausmécht. Ech wëll mech duerfir och als Alleréischer domadder befaassen.

Mir hunn - a vill Riedner hunn et virdu och schonn ugeschwat - hei zu Lëtzebuerg d'Wahlpflicht. An dat ass och gutt esou. Esou wéi mer d'Steierpflicht kennen, esou wéi mer d'Schulspflicht kennen, menge mer och, datt et zu de Flichte vun engem Bierger gehéiert, wielen ze

goen a mat sengem Vott iwwert d'Zesummesetzung vu senger Verrieder an deene verschiddenen Instanzen, sief et am Parlament, am Europaparlament oder an de Gemengeréit, matzestëmmen. Souguer dann, wann, wéi bei eis aktuell, dës Flicht an der Praxis net onbedéngt direkt mat enger Sanktioun verbonden ass.

Mir mengen, datt, wann de Gesetzgeber, also d'Chamber, d'Bierger an d'Flicht hält, wielen ze goen, da muss an eisen Aen de Stat awer och alles derfir maachen, datt d'Bierger déi Flicht och wouerhuele kënnen an den Zougang zu de Wahlen esou einfach an esou barrierefräi wéi méiglech gestalt gëtt.

Dat mécht dëse Projet, zumindest a groussen Deeler, andeems d'Leit an Zukunft net méi mussen begrënnen, firwat si gäre per Bréif wielen. An dat ass och näischt fundamental Neits, well vill vun deene Leit, déi haut wielen, si schonn vum Zwang vun der Begrënnung entwöhnt: Leit, déi iwwer 75 Joer al sinn, a Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen.

An den Undeel vu Leit, déi op d'Bréifwahl zréckgräifen, ass an deene leschte Joren emmer méi grouss ginn, vu 5,5% 2009 op 7,6% 2013 a beim Referendum 8,7%. An dat ass net nëmmen, well d'Bréifwahl u sech esou vill méi sexy ass, mä et huet och domadder ze dinn, wéi Lëtzebuerg sech entwéckelt huet. Well engersäits sinn emmer méi Lëtzebuerger an dat not Grenzgebitt wunne gaangen, an et ginn anersäits duerch déi klammend Liewenserwaardung och emmer méi Leit, déi iwwer 75 Joer al sinn an déi doduerch vum Zwang vun der Begrënnung och entbonnen sinn an déi awer glécklecherweis nach emmer wëlle wéi ginn.

An duerfir brauch ee kee Kaffisazleser ze sinn, fir ze soen, datt och ouni dëst Gesetz den Undeel vun deene Leit, déi géife per Bréif wielen, méi héich wäert sinn an e puer Méint, wéi mer dat nach bei deene leschte Wahle gesinn hunn. An dat huet einfach mat der Entwécklung vun eise Land ze dinn a virun allem mat der Entwécklung vu senger Populatioun.

Dat heescht, datt ee bei deenen Argumenter, déi virdu vum Här Wiseler vun der CSV hei benotzt gi sinn, awer soe muss, datt elo schonns emmer méi groussen Deel vun de Lëtzebuerger, déi par correspondance wielen, dat net extra begrënnen mussen.

An dëse Projet setzt där Ongläichbehandlung en Enn an e verallgemengert a vereinfacht d'Recht, per Bréif ze wielen. Well et kann ee sech zu Recht froen, firwat dann eng mat Rheuma geplote Fra vun 62 extra bei den Dokter lafe muss, fir sech e Certificat médical siche ze goen, dee se dann un de Schafferot vun hirer Gemeng schéckt, deen dann driwwer decidéiert, en zehuelen oder net, och wann et an der Praxis normalerweis gängeg ass, datt en ugeholl gëtt. Respektiv firwat muss en 32-järege Mann, dee gär um Wahldag op d'Hochzäit vu sengem beschte Kolleg an Däitschland geet, dëst mat Dokumenter beweisen an alt nees hoffen, datt dat dann erëm vum jeeweilige Schafferot vu senger Gemeng unerkannt gëtt?

Neen, wa mer schonns d'Wahlpflicht hunn, da muss mer et de Leit och esou einfach wéi méiglech maachen, fir dës Flicht och erfüllen ze kënnen, ouni sech duerfir mussen plakege auszedoen virun deem oder deem Schafferot, deen dann eng arbiträr Decisioun huele kann. Domadder héiere mer elo op heimadder. An dat ass och gutt esou.

Här President, eent vun deenen Argumenter, wat vun de Kritiker vun der Vereinfachung hei emmer nees benotzt ginn ass, ass dat vum Wahlgeheimnis. E Wahlgeheimnis, wat heimadder géif ennerhiecht ginn. An et muss een zouginn, et ass op éischt Vue wierklech och e relativ staarkt Argument, well et zum Wiese vun enger anstänneger Demokratie gehéiert, datt d'Wahle geheim sinn. Duerfir hu mer Wahlkabinen, duerfir hu mer Wahlurnen, fir de Secret vun där Wahl ze garantéieren. An dëst ass sécherlech net an deem Mooss séchergestallt, wann ee säin Ziedel doheem um Kichendesch ausféllt.

Dat ass alles net falsch, mä et muss een awer och soen, datt de Prinzip vum Secret awer eréischt spillt, wann iwwerhaupt eng Participatioun vun de Leit do ass.

Dat heescht, de Prinzip vum Secret muss gellen, wann d'Leit wielen, an en där net als Argument benotzt ginn, fir eng Demokratisierung vun deem Wahlrecht, wat zu Lëtzebuerg eng Wahlpflicht ass, ze erweideren (veuillez lire: net ze erweideren).

Ech mengen, datt éischer datselwecht Argument elo scho misst gëlle bei eiser aktueller Regelung vun der Bréifwahl, wou sech bis elo awer kaum een dru gestéiert huet.

An zweetens géllt och haut, no deem Gesetz, wann dat heite Gesetz votéiert ass, bei der

Bréifwahl natierlech nach de Secret, an d' Aflossnam ass strikt ennersot.

An drëtens menge mer, datt een effektiv ofweie muss tëscht zwee demokratische Prinzipien, nämlech engersäits deem vum Secret vun der Wahl, dee jo och hei nach emmer bestoe bleibt, an zweetens dem Prinzip vun der Allgemengheet an der Universalitéit vun der Wahl, also dem Prinzip, méiglechst vill Leit et ze erméiglechen, dëst Recht och an Usproch ze huelen.

Mir mengen, datt an deem Fall de Prinzip vun der Universalitéit iwwerwee. A mir si mat där doter Aschätzung och net ganz eleng, well - den Här Wiseler huet et virdu zitéiert, awer och just een Deel dovunner - dat däitscht Bundesverfassungsgericht huet sech an der rezenten Vergaangenheet e puermol mat där doter Problematik befasst an ass och zu äänleche Konklusiounen komm, datt d'Participatioun u Wahlen an d'Accessibilitéit zu de Wahlen iwwerwee virun den hypothetesch Geforen duerch d'Ofschwächung vun der geheimer Wahl.

A wann dat däitscht Bundesverfassungsgericht eng Situatioun hätt wéi zu Lëtzebuerg, nämlech datt et eng Wahlpflicht géif ginn, da sinn ech iwwerzeugt, datt se an hirer Argumentatioun wahrscheinlech souguer nach vill méi sec gewiescht wieren, wéi se dat an hire Konklusiounen elo sinn.

An Däitschland, wou mer jo dann och déi Bréifwahl hunn, gesi mer, datt 28% 2017 esou wéi gaange sinn, a verschiddene Regiounen, notamment a Bayern, souguer iwwer 40%, soudatt dat eppes ass, wou ganz vill Bierger an Däitschland drop zréckgräifen an och glécklecherweis drop zréckgräifen.

Här President, dëst gesot, ennerstézte mer déi heite wesentlech Verännerung, och wa mer eis bewosst sinn, datt, wa vill Leit per Bréif wielen, dat Repercussiounen op de Wahlkampf huet, well de Moment vun der definitiver Wahlentscheidung fir Leit, déi per Bréif wielen, e puer Wochen éischer ka sinn, wéi bei Wieler, déi un d'Urn ginn.

Duerfir denke mer, datt d'Regierung och gutt berode wier, souwuel dës wéi och déi nächst, fir deen dote Phenomeen méi genau ze analyséieren an der Chamber an deenen nächsten een, zwee Joer, och vläch no den Europawahlen, wou dat hei jo och géllt, eng Evaluatioun vun deem heite Gesetz ze ennerbreeden, well mer hunn och an den Diskussiounen festgestallt, datt eis bei verschiddenen Punkten och nach emmer Chiffere feelen.

Här President, nieft der vereinfachter Participatioun u Wahle geet et hei awer och drëms, barrierefräi a méiglechst autonom u Wahlen deelzehuelen ze kënnen. Duerfir ennerstézte mer och d'Dispositioun am Gesetz, déi et bliwen oder sehdefiziente Leit erméiglecht, mat Hëllef vu Wahlschablounen hire Vott selbststänneg, autonom maachen ze kënnen un der Urn, also an engem méi grouse Secret, wéi dat bis elo de Fall war, wou d'Leit d'Méiglechkeet haten oder eigentlech just d'Méiglechkeet haten, datt ee Begleeder konnt mat hinnen an d'Wahlkabinn goen. Mat deem heiten Instrument ass et méiglech, datt déi Leit dat elo selbststänneg an autonom maache kënnen, also eng Erweiderung vum Secret an der Garantie vum Secret.

Bei den Delaien, fir d'Bréifwahl unzefroen, ginn et kleng Verännerungen. Wann een zu Lëtzebuerg wunnt, kann een elo tëscht 12 Wochen a 25 Deeg virun der Wahl d'Bréifwahl ufroen, a fir Leit am Ausland tëscht 12 Wochen a 40 Deeg. Hei am Land kréien d'Leit da spéitstens 20 Deeg virun de Wahlen hir Ennerlagen, am Ausland spéitstens 30 Deeg, wat besonnesch fir Leit, déi ausserhalb vun Europa wunnen, zum Deel et iwwerhaupt eréischt erméiglecht, wéi kënnen ze goen, well den aktuellen Delai vun 20 Deeg net kompatibel war oder der Erfahrung no net kompatibel war mat de Postdelaien vu verschiddene Länner.

Eng lescht Ännerung, déi eis wichteg erschénge, ass d'Kloeerstellung, datt bei de Gemengewahlen d'Residenzdauer vun Netlëtzebuerger zwar bei fënnf Joer bleift - leider -, awer dovunner just dat lescht Joer onennerbrach muss sinn. Mir hunn an der Vergaangenheet dacks Fäll gehat, wou Leit, déi deelweis zanter Jorzéngten zu Lëtzebuerg gelieft hunn, an awer an deene leschte fënnf Joer, aus wéi enge Grënn och emmer - en CDD oder e kuerze Studienopenthalt am Ausland -, kuerzfristeg net méi hei zu Lëtzebuerg ugemellt waren, domadder hiert aktivt a passivt Wahlrecht um Gemengenniveau verluer hunn. Domadder ass heimadder zumindest Schluss, och wann een eng Diskussioun iwwert d'Residenzdauer souwisou, mengen ech, am Wahlkampf an och

no de Wahle wierklech awer nach eng Kéier seriö misst féieren.

Här President, mir stëmmen dat heite Gesetz mat. Et féiert zu enger Demokratisierung vun der Wahl, vun de Wahlen, a mer fannen et schonn och e bësse bizarre, datt et just eng Partei gëtt, an dobäi ass et déi gréissten a statsdroendst, zumindest an der Vergaangenheet, déi dat heiten net matdréit an déi sech domadder leider an onnéidegerweis isoléiert.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kënnt mer jo net all Dag vir, dass ech dem Här Baum recht ginn, mä ech muss lech awer soen, dass et tatsächlech schued ass - schued ass! -, dass een, wann een enger Modernisatioun vun onsen Institutionen zesumme wëllt schaffen, vun där gréisster Partei an deem Parlament mierkt, dass do kee Wëllen ass, fir d'Institutionen ze moderniséieren. Ech fannen et schued!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Setzt lech mat eisen Argumenter ausernee, awer net mat pauschalen Aussoen!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech ginn och op d'Argumenter an, déi den Här Wiseler hei zitëiert huet.

Fait ass, Här President, dass et net fir d'Éischt ass, wou mer d'Wahlgesetz hei änneren. Et ass fir d'Zweet bannent e puer Méint. Deemools och schonn e Refus vun der gréisster Oppositionspartei, mat der Argumentatioun, dass d'Mandater vun de Gemengevertreider manner laang wieren, obwuel den Text jo scho bekannt war; hei nach eng Kéier e Refus, fir diesen Text ze maachen!

Fir eis ass et wichteg, e ganz wichtegen Text, well et geet drëms, eng sëllegen Erneierungen an och Vereinfachungen am Fong an onsem Wahlgesetz kënnen ëmzesetzen. D'Wahlgesetz muss, an dat ass och ganz wichteg, all Detail, all Fro vum Oflaf vun onse Wahlen och beinhalten. Dat geet mat der Beschriewung un, wéi eise Wahlsystem funktionéiert, mat all senge Prinzipien. Et fixéiert d'Etappen, wéi d'Wahlen am Virfeld preparéiert ginn. Et setzt fest, wie bei eis am Land dierf wéi goen, därerf gewielt ginn, wien am Endeffekt och gewielt ass, mä virun allem och, wéi gewielt gëtt, wat jo awer ganz wichteg ass.

An dass an engem Land d'Wahlen transparent, fair a virun allem demokratesch oflafen, ass vun enger essenzieller Wichtigkeit, ass d'Basis vun enger Demokratie, an d'Rechtssécherheet suergt och fir d'Vertraue vum Wieler an engem System, an dat ass och hei ganz wichteg.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mä e Wahlgesetz muss sech och kënnen adaptéieren an enger Entwécklung am Fong vun senger Gesellschaft och suivéieren. D'Méiglechkeet, fir an Zukunft de Vote par correspondance am Fong emol schonn iwwer eng sekuriséiert Internetsäit „myguichet.lu“ kënnen och unzefroen, ass schonn eng Vereinfachung iwwerhaupt, fir kënnen de Vott och unzefroen.

Am Moment ass et och wichteg, dass mer mat deenen neien Technologie schaffen an dass mer och déi Méiglechkeet ginn, dass een et esou kann ufroen, an och fir ënnert Lëtzebuerger, déi bei Europa fir den europäesche Resident oder bei Gemengewahle matwielten, dat dann esou ze maachen.

Direkt an deem Kontext wëll ech op déi fënnel Joer och agoen. Mir hunn eis einfach adaptéiert zum Nationalitéitengesetz, dat och déi doten Dispositioun virgesäit. A fir eis wor et och wichteg, well et wor eng Fro an där enger oder anerer Gemeng, wéi et misst interpretéiert ginn, ob ee se kéint zouloossen oder net. A fir eis ass et dofir wichteg, dass och fir d'Gemeengeresponsabel Kloerheet geschaf gëtt.

Mir erweideren de Vote par correspondance. Am Moment huet een eng Rëtsch, an Dir wësst, an de Gemengen huet ee missen d'Delaie kucken, wivill Deeg virdrun dass een d'Lëscht kritt huet, d'Demande kritt huet. D'Leit hu misse justifiéieren, firwat se dann e Vote par correspondance géife froen. An dann

ass de Reesticket geschéckt ginn, d'Invitatioun, fir iergendzwoousch am Ausland ze sinn, oder et huet ee missen e Krankeschäi schécken. Dat heescht, et huet ee sech missen excuséieren, well een deen Dag net konnt normal wéi goen an de Vote par correspondance gefrot huet.

Mä et soll een och net vergiessen, a mir gesinn et och bei deene leschten Europawahlen, dass bal 15% vun de Leit iwwerhaupt net wéi ginn, weder par correspondance nach an de Wahlbüro ginn.

Mir sinn der Meenung, dass dat heiten elo net d'Solutioun ass, wou ee seet, elo wäerten déi 15%, déi iwwerhaupt net wéi gaange sinn, muer wéi goen. Dat wier eng Utopie. Mä mir sinn der Meenung, dass hautdesdaags 2018 een awer muss d'Méiglechkeet hunn, kënnen e Vote par correspondance ze froen, ouni mussen bei den Dokter ze goen, eng Reesrechnung, en Ticket mussen eranzeschécken, fir kënnen ze wíelen.

Hei héieren ech dann de Reproche: Jo, mä dann um Kichendesch wäert de Papp de Kanner an der Fra soen, wat se ze wíelen hunn!

(Brouhaha général)

Här President, ech muss lech soen, dat ass net de Modell vun enger Famill, esou wéi ech mir en hei zu Lëtzebuerg virstellen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Esou hunn ech et sécher net beschriwwen, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech sinn net där Meenung, dass dat esou ass, dass dann op eng Kéier een duerch Drock géif gesot kréien, wat een ze stëmmen huet, virun allem, wou een hei da franséisch Philosophen zitëiert an a Frankräich carrement d'Procuratioun gëtt, wou ech engem ka soen: „Du kanns a mengem Numm stëmme goen an ech vertrauen dir, dass du am Fong dat stëmms, wat ech gären hätt, mä ech weess et awer net, well ech selwer net sur place sinn.“

Dat heescht, mir zitëiere Frankräich, mir zitëiere franséisch Philosophen, mä a Frankräich selwer kann ech am Fong mä Wahlrecht engem Frieme ginn. An ech muss do just bewiese kënnen, dass ech deen Dag einfach schreiwen, „sur l'honneur“, dass ech deen Dag net an der Gemeng sinn, wou ech wunnen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Bettel, setzt lech och elo mat den Argumenter vum Conseil d'État ausernee, dee genau dat selwecht seet! Macht dat wann ech gelift a setzt lech mat den Argumenter ausernee!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - A wa mer dat heite maachen, Här President, ass et ganz einfach, dass mer der Meenung sinn, dass e Wahl...

Mir sinn einfach der Meenung, Här President, dass hei eng Modernisatioun ass vun engem Wahlgesetz.

(Coups de cloche de la présidence)

Mir sinn der Meenung, dass ee sech hei un d'Realitäten upasst. Et ass net un eis, ze wëssen, firwat deen een oder deen anere sech kann deplacéieren oder net wëllt deplacéieren oder eppes virgesinn huet deen Dag. Fir eis ass et wichteg, dass de Wieler ka wíelen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat ass d'Haaptbegrennung.

An dowéinst, d'Méiglechkeet, fir d'Bréifwahl méi ze generaliséieren, dat heescht, méi einfach opzemaachen, ass fir eis e richtege Schratt an des Richtung.

A wéi gesot, ech brauch net méi op den Argumentaire, dee vum Här Bodry gemaach ginn ass, vum Här Baum gemaach ginn ass an och vum Här Gibéryen gemaach ginn ass, an och vum Här Berger gemaach ginn ass, dat heescht, vu jiddwerengem, an deen, mengen ech, och vum Här Adam, fir ze soen, et kann een awer net soen, dass déi iwwer 75 Joer guer net influencéiert géife ginn. Ech mengen, den Här Adam hat dat och gesot, guer net influencéiert ginn an dann déi aner influencéiert ginn.

(Brouhaha)

Hei gëtt nees probéiert, Här President, an dat ass dat, wat mer e bësse Suerge mécht, déi lescht Méint, Tendenz Ängscht, Ängschten de Leit ze ginn, dass mat deene Saachen d'Leit Ängschte kréien.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also, Här Bettel, ech...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech wier och fro gewiescht, wann iwwer d'Déficients visuels...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Bettel, ech akzeptéieren déi Aart a Weis net, wéi hei disku-

téiert gëtt! Ech hätt gär, datt Dir géift op d'Argumenter agoen, wat net nëmme meng sinn, wat och aner Leit gesot hunn, wat de Conseil d'État gesot huet, anstatt déi Ennerstellungen do ze maachen, déi inakzeptabel sinn, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, hei ass, ech sinn och ganz froe,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass den Niveau vum Debat, deen Dir hei féiert!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...dass hei et awer och endlech fäerdegbruecht ginn ass - wann ee sech Suerge mécht em d'Bierger an Ängschten huet, dass d'Liberté d'expression, dass de Secret net méi garantiert ginn ass -, dass endlech Leit mat Déficience visuelle och fräi kënnen stëmmen. Dat huet jo kee genéiert, hat ech d'Gefill virdrun, dass ee matgaangen ass. Haut hu mer duerch d'Schabloun och d'Méiglechkeet, dass déi Leit kënnen hire Choix selwer treffen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat huet jo och kee Mënsch contestéiert, Här Bettel.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Dat droe mir jo och mat.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An den Här Gibéryen huet eng Fro gestallt, Här President. Jo, déi Schablounen, dat gëtt zesumme mat der Ediff iwwert den Education-nationales-Ministère gemaach an zesumme mam Institut pour déficiences visuels, wou eng Campagne och wäert lancéiert ginn. Et gëtt gerechent, dass ongeféier eng 200 Leit concernéiert sinn, déi Leit d'Schabloun heemgeschéckt kréien, mä och all Büro wäert eng Schabloun hunn, à la disposition hunn, au cas où, wann de Malvoyant sech presentéiert an déi Schabloun vergiess hätt.

Dat ass eng grouss Evolutioun. Mir wëllen e Land hunn, dat barrieréfräi ass. An d'Demokratie virun allem, Här President, muss barrieréfräi sinn. A mir maachen hei eng Evolutioun an déi richteg Richtung. An duerfir sinn ech froe iwwert déi grouss Majoritéit, déi an deser Chamber och wëllen Institutione moderniséieren a virun allem och eng Demokratie hunn, déi fir jiddwereen op ass.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wiseler, parole après ministre.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo. Ech wëll awer just soen, datt ech mech wonneren iwwert d'Argumentatioun, well ech stellen nach ëmmer fest, datt och de Statsminister op déi Argumentatioun vum Conseil d'État, déi genau déiselwecht ass wéi déi, déi mir hei gefouert hunn, nach ëmmer keng Äntwerte ginn huet an net hei an deem, wat e gesot huet, deenen Argumentatiounen eppes entgéintgesat huet. An ech wiere mech och géint déi Aart a Weis, wéi hei eng politesch Debatt op engem Sujet gefouert gëtt, deen awer essenziell ass, an zwar d'Aart a Weis, wéi mer an der nächster Zäit wéi ginn.

Ech fannen d'Aart a Weis, wéi d'politesch Debatte gefouert ginn, ass am Fong net esou, wéi dat misst sinn. Hei ass e seriöe Sujet an e soll och seriö debattéiert ginn!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir géifen dann vir Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7118 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7118 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwuer: 37-mol Jo an 23-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7118 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mer kënnen direkt zum nächste Projet de loi iwwergoen, de Projet de loi 7191, e Kooperationsaccord téschent der EU an Afghanistan. De Rapporteur, den Här Marc Angel, huet d'Wuert.

3. 7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, mat deem Accord, dee mer mat Afghanistan ofschléissen, gëtt déi besteeënd Zesummenaarbecht téschent der Europäescher Unioun, hire Memberländer an Afghanistan formaliséiert. An desen Accord, dat ass och eng Confirmatioun vun engem verstärkten, vun engem nohaltege politeschen an och ekonomeschen Engagement vun der Europäescher Unioun an hire Memberstate vis-à-vis vun Afghanistan, fir eben do an Afghanistan de Friddensprozess, d'Sécherheet vum Land an och d'Stabilitéit vun der Regioun, déi jo oft vu schlëmme Krise betraff war a vu Kricher betraff war, ze verstärken an ze stabiliséieren.

Bei der Zesummenaarbecht mat Afghanistan gëtt den Accent op e regelméissegem Dialog geluecht. En Dialog, wou den Accent besonnesch och op Froe vu Fraen- a Kannerrechter geluecht gëtt. D'Mënschrechter an Afghanistan, dat wësst Der, hunn iwwert déi lescht Jorzéngte staark gelidden. An dofir, mengen ech, ass dee Punkt hei ganz wichteg.

Den Accord iwwerhëlt och déi standardpolitesch Klausel vum der Europäescher Unioun, wat d'Massevernichtungswaffen ubelaangt, vun der CPI, d'Cour pénale internationale. An den Accord promouvéiert och déi bilateral, regional an awer och international Zesummenaarbecht.

Aner Domäner, wou d'Relatioun solle verstärkt ginn, sinn nient enger verstärkter wirtschaftlecher Kooperatioun, déi natierlech ganz uwee steet, och besonnesch d'Rechtsstaatlechkeet, d'Gesondheet, den Développement rural, d'Education, d'Wëssenschaft an d'Technologie. Wichteg, wann ee mat Afghanistan en Accord mécht, sinn awer natierlech och all déi Moosname fir de Kampf géint d'Korruptioun, de Blanchiment, de Financement vun Terrorismus, déi organiséiert Kriminalitéit a besonnesch den Drogenhandel. Déi Froe mussen natierlech och behandelt ginn, wësend besonnesch beim Drogenhandel, dass 90% vun der Produktioun vun Opium aus Afghanistan kënnt an dass dat och eng vun den Ursachen ass, déi am Fong déi legal ekonomesch Entwécklung an deem Land staark verhënnert.

Als Rappel: d'Europaparlament - eng kleng Remark: Et gëtt och en Artikel, ech mengen, et ass den Artikel 28, wou et em Migratiounsfroe geet; ech kommen herno drop zrëck. Dofir wollt ech awer ennersträchen, dass d'Europaparlament den 2. Oktober 2016 nach eng Kéier reaffirméiert huet, dass duerch desen Accord an, wéi gesot, genau den Artikel 28, d'Recht fir all afghanesch Demandeurs d'asile, fir hei an Europa eng Demande fir hir Protection internationale ze stellen, an engem Memberstat net touchéiert ass duerch desen Accord.

Mir hunn iwwereng och nogefrot, Afghanistan steet hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net op der Lëscht vun de Pays d'origine sûrs a wäert och net an der nächster Zukunft do dropkommen.

Déi wirtschaftlech Situatioun an Afghanistan ass trotz engem duerchschnëttleche Wuesstum

vun 9,4% tëschent 2003 an 2014 alles, mä net gutt. Dee Wuesstum war duerch déi international Präsenz bedéngt. Déi ass jo staark zrëckgeschrauft gi säit 2014. An dofir hänkt déi Croissance och elo nëmme méi bei engem Prozent. Et gëtt e Chômagetaux vu 40%. An Dir wësst, et ginn nach ganz Géigenden, souguer Provënzen, wou de Sécherheetsproblem nach ganz grouss ass. An dat war näamlech och d'Ursach, dass aus deem Land eleng 2015 267.000 Refugiéen an Europa komm sinn an hei opgeholl gi sinn.

Dësen Accord, Här President, léif Kolleegen, formaliséiert also alles, wat an deene leschte Jore schonn tëschent der EU an Afghanistan geschitt ass. D'Europäesch Unioun ass de véierte Bailleur de fonds an Afghanistan. Säit 2002 huet d'Europäesch Unioun 3,66 Milliarden Euro fir Entwécklung an humanitär Hëllef an Afghanistan ausginn. Afghanistan ass also den Hauptbeneficiaire vun der europäescher Entwécklungszusammenaarbecht an der Hëllef an deem Kontext.

Dësen Accord ass en Accord mixte. D'Europaparlament huet den Accord ratifizéiert an en ass also provisoresh säit dem 1. Dezember 2017 a Kraaft. An déi provisoresh Applikatioun concernéiert virun allem de Volet vum politeschen Dialog, d'Mënscherechter, d'Égalité Homme-Femme, d'Coopération développement an och d'Coopératioun an Handelsfroen.

Duerch dësen Accord gëtt och e Comité mixte agesat, dee chargéiert ass, fir de gudden Fonctionnement vun deem Accord ze assuréieren. An ech hat mer als Rapporteur d'Méi gemaach, e puermol um Internet nozekucken um Site vum Europaparlament. Do gesäit een och all Kéiers, wann eng Reunion vun deem Accord (veuillez lire: Comité) mixte war, wat do geschwat ginn ass a wat do festgehale ginn ass. Dat gëtt ganz transparent geféiert. An ech mengen, et ass interessant, dat och hei eng Kéier ze ernimmen.

Den Accord ass ofgeschloss fir eng initial Period vun zéng Joer. E kann automatesch verlängert gi fir successiv Perioden all Kéiers vu fënnf Joer. Mir hunn den Accord en long et en large de 15. Januar an der Kommissioun mat de Beamte vum Ministère duerchdiskutéiert. De Statsrot huet näischt ze beanstande gehat.

Dofir ginn ech och heimadder elo den Accord vun der LSAP-Bänk an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet, wann de Rapporteur fäerdeg ass, d'Madamm Nancy Arendt.

Discussion générale

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech selbstverständlech dem Rapporteur Marc Angel villmools Merci soe fir säi schréfflechen a säi gudden mëndlechen Rapport, esou wéi mer dat vun him ëmmer gewinnt sinn.

D'Geschicht vun Afghanistan ass eng tragesch Geschicht mat vill Leed, grad am mënschlechen Beräich. Dat géllt net nëmme, mä virun allem fir Fraen a Kanner, déi dacks dat schwaachst Glidd sinn an deem eigentlechen schéine Land.

Mat deem Accord tëschent der Europäescher Unioun an Afghanistan gi mer elo eigentlech nei Weeër, déi vun enger méi enker Partnerschaft an Entwécklungskooperatioun. An dat, an dat ass och fir d'CSV besonnesch wichteg, op Aenhéicht mat den Afghane selwer. Grad dat huet och déi europäesch Héichkommissärin Federica Mogherini bei der Signature vun dëser éischter Vertragspartnerschaft mat Afghanistan richtegerweis ënnerstrach.

Kaum eng Populatioun wéi d'Männer, d'Fraen a virun allem d'Kanner aus Afghanistan hunn et méi verdéngt, fir no méi wéi 30 Joer Krich, dat ass méi wéi eng Generatioun, endlech erëm e bësse méi Rou, Sécherheet a vläicht eng Hoffnung op eng fräi Zukunft an hirem Land ze hunn. An dat ass iwwregens och am Interessé vun der Europäescher Unioun.

Mat deem Accord, deen den afghaneschen Finanzminister Ekil Ahmad Hakim als een „vitale, neie Kader vun enger neier Partnerschaft“ mat sengem Land bezeechent huet, gi mir eis effektiv eng Agenda bis 2024, fir konkret a virun allem nohalte Resultater um schwéieren Terrain dohannen ze erreechen. D'Situatioun ass nach ëmmer séier wackleg an allen Hisiichten, an dat obschonns d'Europäesch Unioun haut schonns am Joer méi wéi eng Milliard Euro an Afghanistan investéiert huet. Kabul ass domadder de gréissten Eenzelempfänger vun der europäescher Entwécklungshëllef.

Mä, Här President, et geet net ëm Kabul, et geet ëm d'Mënschen a virun allem ëm Dausende vu Kanner a Fraen, grad am Zesammenhang vun Respekt vun de Mënscherechter - den Här Angel huet dat scho gesot -, déi jo

och, an dat gëtt dohannen dacks vergiess, Kanner- a Fraerechter sinn.

Grad d'Schoule fir d'Jongen an d'Meedercher, déi jo ënnert den Taliban keng Selbstverständlechkeet sinn, ginn heimadder geziilt geféiert, gradesou wéi d'Gläichberechtigung tëschent Mann a Fra, déi fest an deem Accord verankert sinn.

Weider Elementer vum Accord sinn d'Terrorbekämpfung, d'Lutte géint d'Korruptioun, d'organiséiert Kriminalitéit, d'Wäisswäsche vu Suen, den Drogenhandel an d'Drogeproduktioun, awer och d'Hëllef beim Opbau vu rechtsstaatlechen Strukturen an och eng gewësse Kooperatioun bei der Flüchtlingsthematik.

Fir eis ass et jo kloer, dat kee Flüchtling kann enzwousch zrëckgeschéckt ginn, wou et onsécher ass. Mä et muss natierlech och méiglech sinn, fir déi Leit erëm heemzeschécken, wann hiert Land erëm sécher ass. An op déi Sécherheet hoffe mer alleguer, och wann et fir Afghanistan nach e wäite Wee ass.

Och a Saache Klimaschutz, Agrikultur, Gesondheet, Kultur an atomarer Sécherheet an Ofrüstung schaffe mir mat deem Ofkommen méi enk zesummen. Bilateral gesi gëtt et - an dat ass net dat mannst, wat ee ka soen - nach Sputt no uewen, fir eis Relatioun mat Afghanistan auszubauen, well déi politesch Perspektive sinn dacks ganz enk vernetzt mat deene wirtschaftlechen. An dofir fanne mir, dat Europa, awer eben och Lëtzebuerg seng wirtschaftlech Zesammenaarbecht mat Kabul do och verdéiwe kann.

Wann et de Leit näamlech gutt geet, wann et méi nohalte Wuesstum a méiglechste keng Aarmut méi gëtt - ëmmerhi gëllen 39% vun den Afghanen nach ëmmer als aarm -, da si se vill manner empfänglech fir den Extremismus vun den Taliban, vun IS oder vu wiem och ëmmer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus all deene Grënn stëmmt d'CSV-Fraktioun fir dësen Accord an dës nei Approche am Émgang mat Afghanistan, an der Hoffnung, dat et grad mat dëser neier Approche vun engem regelméissegen Dialog deem Land a virun allem senger Leit och wierklech besser geet. A mir leeën domadder de Grondsteen fir eng nei, nohalte Frëndschaft, wéi den Här Hakim i geseot huet. Dorop kënnen mer alleguer opbauen.

An ech gi selbstverständlech dann och haut hei den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt warscheinlech kaum e Land, wat esou vill Problemer huet wéi Afghanistan. Och no dem Coup d'État vun 1973, wéi Afghanistan jo eng islamesch Republik ginn ass, ass et net méi roueg ginn. Du koom och déi sowjetesch Okkupatioun, un déi ee sech jo och nach ganz gutt kann erënneren, an de Regimm vun den Taliban, deen hei schonn ugesprach ginn ass.

Ech mengen, wéinst all deem Leed, wat iwwer dat Vollek do komm ass, ass et och gutt, dat d'Europäesch Unioun sech mat deem Land méi am Detail auseruesetzt.

Ech mengen, och haut si leider nach ëmmer Konflikter un der Dagesuerdnung. Besonnesch déi lescht Zäit hu mer ganz vill vun Attentater héieren. Ech erënneren un den 20. Januar, wou en Attentat op den Hotel Intercontinental war. Ech erënneren och drun, dat elo och nach kierzlech en Attentat war mat iwwer 103 Mënschen (veuillez lire: Affer). An net méi spéit wéi virgëschter huet erëm eng Bomme ganz vill mënschlech Leed mat sech bruecht. Dat beweist also, dat eng ganz grouss Instabilitéit an deem Land ass.

Ech mengen, et ass evident, dat d'Europäesch Unioun, déi och eng aktiv Aussepolitik muss maachen, och grad an deem dote Beräich muss handelen, virun allem och an där Regioun. Duerfir begrëisse mir deen Accord, deen hei ënnerschriwwen gëtt, virun allem well eben den Akzent op d'Mënscherechter gesat gëtt, awer och op vill aner wichteg Domänen vun der Politik, wat ouni Zweifel eng gutt Saach ass. D'Situatioun vun der Fra ass hei schonn ugeschnidde ginn. Och do gëtt et ganz groussen Nohuelbedarf an och do, mengen ech, kënnen mir awer als Beispill déngen.

Ech wëll virun allem och nach op de Volet Migration hiweisen. De Marc Angel, deem ech Merci soe fir säi Rapport, dee schréfflechen a mëndlechen, ass och schonn drop agaangen. Och Lëtzebuerg ass jo vun der Problematik vun der Migration aus Afghanistan betrafft. Ech erënneren drun, dat mer zum Beispill 2015 hei 218 Demandé vun Afghane kruten. An 2017

waren et der zwar „nëmme“ - zwësche Guillemeten - 34. Mä dat beweist awer, dat och eng gewëssen Demande aus deem Land do ass, fir hei op Lëtzebuerg ze kommen.

Et soll ee sech allerdéngs natierlech kengen Illusiounen higinn. Mir wëssen, dat déi ganz grouss Konflikter, déi an deem Land do sinn, mat Sécherheet vun haut op muer net wäerte kënnen geléist ginn, mä et ass awer wichteg, wéi gesot nach eng Kéier, dat d'Europäesch Unioun do ganz aktiv ass. Virun allem: Et ass e Land mat enger räicher Kultur, mat enger flotter Landschaft. An et wier schued, wann d'Land keng Zukunft hätt.

An an deem Sënn wäert d'Demokratesch Partei selbstverständlech deem Gesetz zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Grad wéi meng Virriedner och begrëisse mir et prinzipiell, dat et zu engem Partnerschafts- an Handelsaccord mat Afghanistan koom, dee jo och schonn zanter dem 1. Dezember 2017 provisoresh applizéiert gëtt.

Dësen Accord bréngt zumindest den Uschäin, wéi wa mer et mat engem Land ze dinn hätten, wou eng gewëssen Normalitéit den Alldag géif bestëmmen. Et liest sech gutt, dat mer nient der Kooperatioun, wat den Handel an d'Investissemter betrëfft, den Dialog iwwert d'Servicer, der Zirkulatioun vum Kapital, och e regelméissege politeschen Dialog féieren iwwert d'Mënscherechter, iwwert d'Gläichberechtigung vun de Geschlechter, iwwert d'Erhale vum Fridden an iwwert d'Zesummeschaffe géint den Terrorismus.

Dat léisst e bësse vergiessen, dat mer et mat engem Land ze dinn hunn, wat praktesch zënter 1978, also menger Rechnung no scho 40 Joer, am Krichszoustand ass. Dat léisst vergiessen, dat et haut guer net méi evident ass, ëm wat et iwwerhaapt nach geet beim Krich an Afghanistan an dat mer haut genausou wäit ewech vun engem Friddenszoustand si wéi zéng Joer virdrun. All Efforten, fir dat Land wirtschaftlech opzebauen, ginn ëmmer erëm duerch Attentater, Korruptioun, Terror an Aarmut ënnergruween.

Ech wëll hei net op d'Diskussioun agoen, wéi sécher déi sougenannte relativ sécher Zonen an Afghanistan sinn. Ech wëll och net weider betounen, dat praktesch all Versich, den Drogenhandel an den Ubau vum Opium endlech do an de Grëff ze kréien, gescheitert sinn, well och haut nach gëtt 80% vum Opium, dee weltwäit ugebaut gëtt, an Afghanistan ugebaut. An domat gëtt den Terror vun den Taliban finanzéiert, awer och d'Iwwerliewe vun esou munche Bauere garantéiert.

Aus Mangel u konstruktiven Alternativen, awer och aus der Erkenntnis, dat et kee Wee gëtt, dee laanscht eng politesch an ekonomesch Kooperatioun geet, dat et schlussendlech just kann iwwert d'Entwécklung vum Handel an der Wirtschaft zu engem friddlechen Zesummeliewe kommen, wëll ech dem Rapporteur Merci soen an den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Här Angel e grouse Merci. Ech wëll vläicht zwou Iwwerleeungen zu deem Accord maachen. Déi éischt ass, ech mengen, d'Virriedner hunn d'Situatioun an Afghanistan beschriwwen. Do ass net vill derbäizesoen. Et ass keen Accord, dee fir eis vun enger grousser ekonomescher Wichtigkeet ass. Mir si schonn hei zimlech wäit am Beräich vun der Symbolpolitik. Déi Aspekter, déi fir eis wichteg sinn, dat ass warscheinlech Drogen an illegal Immigration; do, wou Lëtzebuerg méi direkt be-traff ass.

Mä mir kënnen dat matstëmmen. Et ass elo net, well mer wëssen, wéi schwier d'Situatioun an Afghanistan ass, dat u sech déi Regierung praktesch kee Pouvoir huet, dat d'Sécherheet net garantéiert ass. Et sinn net déi Iwwerleeungen, déi awer alleguer realistesch a richtig sinn, déi eis sollten dervun ofhalen, fir awer dee Geste hei ze maachen.

Ech wëll awer vun deem Accord profitéieren, dee mer haut hei diskutéieren, fir eng aner Fro ze stellen iwwert den Handelsvertrag allgemeng. Hei diskutéiere mer iwwer e Vertrag, deen, wéi gesot, fir eis elo net primordial wichtig ass, wou d'Europäesch Kommissioun dann och d'Compétence mixte zrëckbehalen huet. Dat ass net ëmmer de Fall.

An ech wëll vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir d'Fro iwwert den CETA ze stellen. Déi Diskussioun ass e bëssen am Sand verlaf. Natierlech, mir sinn elo an enger Virwahlkampfzäit, mä d'Fro ass gestallt: Kréie mer als Lëtzebuurger Parlament nach iergendeng Kéier d'Geleeënheet, fir iwwert den CETA-Vertrag ze diskutéieren?

Deen Dag nom Brexit huet d'Europäesch Kommissioun gesot: „Dat ass eng Compétence exclusive vun der Europäescher Unioun.“ Fënnf Länner vun deenen 28, wann ech mech gutt erënneren - no Kroatien an Einzelner, Malta an Zypern -, déi hunn e ratifizéiert. All déi aner net! Kritt d'Lëtzebuurger Parlament nach eng Kéier d'Geleeënheet virun de Wahlen, iwwert den CETA-Accord ze diskutéieren, eventuell ze ratifizéieren, oder net? Well dat ass en Accord, dee fir eis wierklech wichteg ass.

(Interruption)

Jo, ech stelle meng Froen an da kënnen mer ganz gär do an d'Diskussioun eragoen.

D'Gefill, wat een huet duerch déi europäesch Politik bei deenen doten Accorden, ass, dat d'Nationalstater dann entmuecht ginn an och déi national Parlamenter dann entmuecht ginn, wann ebe mat politeschem Widerstand muss gerecht ginn. Dohier jo och déi Interpretatioun vun der Compétence exclusive.

An ech wëll och vläicht nach eng zweet Bemierkung hei maachen. Ech hunn an deene leschten Deeg a Woche vill héieren, dat gesot ginn ass, de Reproche gemaach ginn ass, dës Regierung géif sech net genuch fir Lëtzebuurger Interesse bei Europa asetzen. Dir hutt wéi ech dee Reproche héieren, dee vun enger Europaparlamentarierin formuléiert gouf.

Mä ech trauen och, muss ech soen, der CSV an dëser Debat net, well déiselwecht Europadeputéiert, déi huet, wéi d'Wallounen - dat sinn 3,5 Milliounen - sech géint CETA opposéiert haten, gesot: „Et ass bal net ze gleewen, 3,5 Milliounen Wallounen decidéieren den Amt iwwert d'Schicksal vu 500 Milliounen Europäer an der Handelspolitik. Dat ass esou, wéi wann de Gemengerot vun Esch kéint e Veto aleeë géint e Gesetz, wat d'Regierung op den Dësch geluecht hätt.“

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech mengen, och der CSV kann een dann net trauen. Ech gleewen net, dat d'CSV sech géif méi asetze fir Lëtzebuurger national Interesse géint iwwer den europäeschen Institutiounen, wann een dat dote gesäit. D'Fro ass also gestallt. An ech wär frou, fir eng Äntwert vun der Regierung ze kréien.

Villmools Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

(Interruption par M. Marc Angel)

Jo? Här Angel.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dat ass iwwer en Accord iwwer Afghanistan!

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Ech wollt den Här Kartheiser just drun erënneren - hien huet jo elo hei iwwer vill Émweeër de CETA an d'Gespréich bruecht -, dass mer als Chamber hei eng Motioun gestëmmt hunn iwwert de CETA, wou mer gesot hunn, mer géifen all déi Clarifications juridiques ofwaarden. Dat wallounesch Parlament huet jo nach Konditiounen gesat, wou och d'Cour européenne de justice elo nach muss Avisen ofginn.

A mir waarden of als Lëtzebuurger Parlament, bis all déi Avisen do sinn. An da si mer nees prett, déi Diskussioun weiderzeféieren. Mir hunn dat hei en long et en large diskutéiert.

An ech froen den Här Kartheiser och, ob e sech drun erënnert, dass mer eis hei unanime, egal vu wéi enge Bänke mer waren, ëmmer staark-gemaach hunn, an d'Regierung eis och doranner ënnerstëtzt huet, dass mer gesot hunn: „Wann Handelsaccorde gemaach ginn, dann hätte mer gär, dass et Accord-mixte sinn, dass déi national Parlamenter kënnen matbestëmmen.“ Mir haten d'Madamm Malmström hei a mir hunn dat ëmmer ënnerstrach.

Ech wollt lech just... Ech hoffen, dass Der lech dorunner erënnert. Ech si bal sécher.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Ganz kuerz, well den Här Angel mer eng Fro gestallt huet. Ech leiden net un Amnesie. Ech weess dat. Mä meng Fro un d'Re-

gierung ass: Wëllt d'Regierung d'Chamber nach virun de Wahlen mat engem Projet de loi iwwert den CETA saisiéieren? Dat ass, mengen ech, eng einfach Fro. An ech mengen, d'Regierung sollt dozou Stellung kënnen huelen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, an de Missioun vum Chamberspräsident ass de Recentrage vun den Debatten, em wat et eigentlech geet. An hei geet et eigentlech em en Accord mat Afghanistan.

(Brouhaha)

Voilà! Dir hutt all Méiglechkeeten, fir dat an engem anere Beräich opzeweieren.

Dann huet den Här David Wagner d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Mir mussen soen, dass mer awer relativ skeptesch sinn, wat deen Accord tëschent der EU an Afghanistan ueget. A mir wäerten eis och enthalten. An ech wollt awer heimadder och eis Enthalung e bësse begrënnen.

Et sinn zwar e puer gutt Saachen dra mentionnéiert, wat d'Zivilgesellschaft ueget, wat d'Fraerechter ueget, wat eng ganz Rei vu Mënscherechter ueget innerhalb vum deem Accord, déi een natierlech nëmme ka begrëssen, well et ass jiddweree fir Fraerechter, et ass jiddweree fir Mënscherechter. An ech mengen, dat ass jo net de Problem, dee mir mat deem Accord hunn, quitte dass ee sech d'Fro muss stellen, awéieren en d'grausam Realitéit um Terrain kann erëm püegelen, déi sech jo duerch Biergerkrich, fir net ze soe Krich zënter Joren auszeechent. Mä dat soll emol net onbedéngt dee grëssere Problem sinn.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob déi Elementer innerhalb vum Accord net als eng Aart Feigenblatt sollen dëngen, fir aner Elementer innerhalb vum Accord kënnen ze justifiéieren. Also, mir gehéieren net zu deenen, déi esou naiv sinn, ze mengen, dass, wann d'EU oder aner westlech Entitéiten behaupten, si wëllen erëm eng Kéier mat gewëssene Länner Kooperatiounsaccord maachen oder e schéinen Handelsaccord maache mat Länner, déi äusserst ennerentwéckelt sinn oder am Krich sinn, dass dat ëmmer, esou wéi d'Amerikaner behaupten, fir „Freedom“ an „Democracy“ wier, mä dass heiansdo aner Interessen derhandeltstiechen. Ech mengen, et muss een net ëmmer esou naiv sinn.

D'Fro stellt sech jo och nach bei der Situatioun, wéi se zurzäit ass, awéieren och d'Regierung zu Kabul iwwerhaapt nach iergendeng Form vu Legitimitéit huet oder Unerkennung huet innerhalb vum der Bevëlkerung. Do muss ee wierklech laang driwwer diskutéieren. Eng Regierung, déi ongeféier d'Halschent vum Land kontrolléiert an u sech nach ëmmer manner kontrolléiert a wou déi lescht Parlamentswahlen, mengen ech, 2010 stattfonnt hunn.

An ob och net Géigner... Also, ech positionéiere mech elo net fir oder als Pro- oder Anti-Kabul - dat ass elo eng ganz komplizéiert Fro -, mä ob innerhalb vum deem Konflikt och net d'Regierung nach u sech ka virgeworf kréien, well et ass e geopolitische Konflikt, mir wëssen dat, méi prowestlech ze sinn, wat aner kann zu Fudder dëngen, fir weider Attacken ze maachen.

Bon, ob dat net u sech nach méi Problemer kéint schafen, dat si Froen, déi mir och opwerfen. Mir wëssen net onbedéngt, ob dat net weider Problemer kéint an dëser Situatioun opwerfen.

Mä ech hat vun Deelaspekter vum Accord geschwat, wou mer méi Problemer hunn. An do wollt ech awer och zum Beispill dovunner schwätzen an aus dem Artikel 37 zitieren, wou awer drasteet: «(...) les parties coopèrent en vue de créer un environnement transparent propice aux investissements directs étrangers, en particulier dans le secteur minier.» An et geet och weider: «À la demande de l'une des parties, toute question concernant le commerce des ressources naturelles peut être posée et examinée au cours des réunions du comité mixte», vun deem och de Rapporteur geschwat huet.

Ech mengen, et gëtt och esou Aspekter, wirtschaftlech Aspekter, an och Aspekter, déi awer trotzdeem - ech weess net, wat den ekonomesche Point ass, mä trotzdeem - kënnen vläicht iwwerweie par rapport zu deene schéine Parolen iwwert Demokratie a Mënscherechter. Dofir si mir relativ skeptesch.

An ech wollt awer weiderhin zur Situatioun an Afghanistan schwätzen. Et ass schonn e bësse

gesot ginn. Also, mir hunn elo eng Situatioun zënter 17 Joer, déi katastrophal ass. An ech mengen, et kann ee weiderhi soen, dass den Agrëff vun Amerikaner, d'NATO an déi ganz Operatioun an Afghanistan en Echech sinn an u sech d'Situatioun nach nëmme verschäerfen. Et ka kee mir soen... Also, d'Leit, déi deemools gebuer si ginn, wéi et no 2001 ugefaangen huet, déi sinn elo gläich volljäreg. Déi hu soss näischt matkritt.

Ech mengen, mir haten 3.900 Doudeger an iwwer 7.000 Blesséierter laut UNO. An déi Zuele si bestëmmt nach méi héich, well d'UNO-Observateuren net iwwerall hikommen. 42% dovunner Fraen a Kanner. An dat sinn och Leit, déi stierwen, nodeems och d'Amerikaner oder d'NATO bombardéiert hunn. An ech weess net, ob si dat als Dommage collatéral ugesinn, mä, ech mengen, d'Zivilbevëlkerung gesäit dat och als terroristesch Attacken. Ech mengen, «ils sont entre le marteau et l'enclume». An dat ass e reelle Problem, mat deem mer do konfrontéiert sinn.

Ech wollt nach ofschléisse mat engem Diplomat, deen zu Kabul ass, an deen zitieren: «Les États-Unis utilisent pour leurs attaques aériennes leurs plus grands bombardiers, les B52, et les talibans remplissent des ambulances avec des explosifs. Si ça continue, nous atteindrons de nouveaux records en 2018 en termes de victimes parmi la population civile.» Bon, ech mengen, et däreer een net vergiessen, dass déi ganz Operatioun bis elo u sech gescheitert ass.

An dofir wäerte mir eis och enthalten, well mer net mengen, dass deen heiten Accord wierklech deenen Objektivier vu Mënscherechter gerecht gëtt.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Kooperatiounsminister a Verriedung vum zoustännegen Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Merci, Här President. Ech géif och vun dëser Plaz fir d'Éischt den Ausseminister entschëllegen, dee leider duerch eng Auslandsrees net kann de Mëtteg hei sinn. En huet mech gebieden, dëse Projet an déi zwee nächst Projete mat ze begleeden.

Ech wëll dofir dem Rapporteur am Numm vun der Regierung hei Merci soe fir dee flotte Rapport. En huet eigentlech de ganzen Accord erkläert an och gesot, wat d'Schwéierpunker doraus sinn. Ech mengen, d'Wichtigkeet, d'Situatioun vun Afghanistan, déi sech zwar verbessert huet, mä natierlech nach ëmmer schlecht ass, haut nach eng Kéier ze rappeléieren, ass aus deenen eenzelne Rieden och ganz kloer hei ervirgaangen.

Merci och der Kommissioun, déi ganz effikass an deem Beräich geschafft huet. An ech mengen, wéi scho gesot, dësen Accord gëtt effektiv en éischte legale Kader, fir all dat, wat virgesinn ass, och kënnen tëschent der EU an de Memberstaaten zesumme mat Afghanistan ze formaliséieren.

Et ass awer och wichteg, mengen ech, ze soen, dass et awer och en dauerhaften Engagement vun der EU ass, deen d'EU jo grad och bei der Konferenz zu Bréissel am Oktober 2016 ofgeschloss huet, do, wou se sech dauerhaft engagéiert huet, fir iwwert déi nächst Jore virun allem och Afghanistan ze ennerstëtzen.

An ech mengen, virun allem och déi laang Lëscht vun Detailer, déi mer hei erëm fannen, virun allem an deene ganze Beräicher vun deenen eenzelnen Domänen - an ech mengen, et goufen der eng Rei hei zitier: d'Consolidatioun vum Rechtsstat souwéi d'Beräicher Développement, Handel, Investissementer, Justiz, Fräiheet a Sécherheet -, si wichteg Facteuren heiranner. An de ganzen Accord deckt jo och eben de Beräich vun der Migratioun op der Basis vum Migratiounsaccord of. An och dat, mengen ech, ass ee gudder Fait, dass mer dat an deem Accord kënnen eriwerginn.

Dann, Här President, hunn ech awer och d'Chance, als Kooperatiounsminister vläicht e puer Wieder hei ze soen, well grad an deem Beräich an Afghanistan d'Kooperatiouns- an d'Entwécklungspolitik eng ganz Rei vu wichtege Efforte gemaach huet zënter 2001. An ech hu mer eng Kéier séier erausschreiwe gelooss, dass vun 2001 bis 2017 42,6 Milliounen Euro un Entwécklungs- an humanitär Hëllef an Afghanistan gaange sinn.

Dat sinn eng Kéier e bësse méi wéi 19 Milliounen, déi an déi ganz Protektioun an den Accueil vun deplacéierte Persounen gounge, 7,2 Milliounen a ganz wichteg Santéprojeten. Derniewent och 7,8 Milliounen nach an d'Rekonstruktioun, och dat ass e wichtege Facteur,

an iwwer 3 Milliounen a Projete vun der Landwirtschaft, niewent 5 Milliounen, déi an de Beräich vun der grenziwwerschreidender Entwécklung ginn.

Dir gesitt also, Lëtzebuerg huet zënter 2001 och Efforte gemaach, fir Afghanistan ze hëllefen. An dësen Accord gëtt der EU an hire Memberstaaten d'Méiglechkeet, dat och dauerhaft kënnen ëmzesetzen. An deem Sënn soen ech Merci fir dee breeden Accord an der Chamber hei fir dëse Gesetzesprojekt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet de loi 7191 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7191 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounsstëmmen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwier: 58-mol Jo, 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7191 uegholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Eugène Berger), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Jo, soss ginn ech mer d'Äntwert selwer. Merci villmools.

(Brouhaha et hilarité)

Domat kënnen mer zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 7193. A wéi mer dat de Mëtten nach e puer mol wäerte gesinn, ass de Rapporteur den honorabelen Här Marc Angel. An e seet eis, em wat et geet.

4. 7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, et geet em en Accord fir d'Arrichte vun enger internationaler Fondatioun tëschent der Europäescher Unioun an der ALC. D'ALC, dat sinn d'Länner aus Latäinamerika an der Karibik. Duerch déi historesch stark Relatiounen um kulturellen, sozialen, mënschlechen awer och um ekonomesche Plang ennerhalen d'Europäesch Unioun an hir Memberlänner säit ganz laangem mat de Länner aus Latäinamerika an aus der Karibik privilegéiert Relatiounen, déi zum Gléck hautdesdaags op géigesäitegt Vertrauen opgebaut sinn. An um internationale Plang schaffe mer och vill mat deene Länner zesummen.

Säit 1999 sinn d'Partner duerch e Partenariat stratégique birégional matenee verbonden, e Partenariat, dat am Laf vun de Joren ëmmer verstärkt gouf. E wichtege Moment war dunn d'Joer 2010, wou d'CELAC kreéiert ginn ass. Dat ass d'Communauté d'États latino-américains et des Caraïbes, eng regional politesch Plattform, déi 33 State regroupéiert an, ech mengen, iwwer 600 Milliounen Mënsche representéiert.

D'CELAC gouf also dunn déi offiziell Contrepartie vun der Europäescher Unioun. An an deem

birégionale Partenariat ass d'CELAC haut en indispensable Partner vun der Europäescher Unioun am Kader vun der europäescher Ausse-, awer och am Kader vun der europäescher Sécherheetspolitik. 2010, ulässlech vun dem 6. Sommet UE-ALC zu Madrid, ass decidéiert ginn, eng Fondatioun ze grënnen mam Zil, d'Partenariat an de politeschen Dialog nach ze verstärken.

Um Rand vun deem Sommet hunn d'Ministren dunn och e Mandat uegholl, dass eng Fondatioun soll op d'Bee gestallt ginn, déi am Fong eng international Organisiatioun soll ginn an déi um intergouvernementalen Niveau schaffe soll.

2011 gouf dann esou eng provisoresch Fondatioun UE-ALC gegrënnt mat Sëtz zu Hamburg an déi transitoire Fondatioun gëtt och natierlech automatesch elo, wann déi nei Fondatioun bis do ass, opgeléist.

Den Accord, iwwert dee mer haut ofstëmmen, seet, dass déi Fondatioun aus engem Conseil des gouverneurs, aus engem President an aus engem Directeur exécutif besteet. Am Conseil des gouverneurs gëtt Lëtzebuerg duerch säin Ausseminister op deene ministerielle Reuniounen vertrat a vum Directeur politique oder engem anere Beamten am Niveau vun de Reuniounen um Beamtenniveau.

D'Fondatioun gëtt duerch hir Membere finanziert op volontärer Basis. De ganzen Accord besteet aus 30 Artikelen. Mir kruten deen Accord en long et en large de 15. Januar 2015 an der Kommissioun virgestallt. D'Fondatioun, déi soll am Fong déi Prioritéiten transposéieren, déi all zwee Joer op engem Gipfeltreffe vun der Europäescher Unioun mat der CELAC festgehal ginn. A se soll déi Prioritéiten a konkret Projeten transposéieren.

An der Kommissioun vum 15. Januar hu mer, wéi gesot, déi 30 Artikelen gekuckt, mer hunn awer och iwwert d'Participation financière diskutéiert. Do si mer du gewuer ginn, dass Lëtzebuerg 2012 e Bäitrag vu 15.000 Euro an déi Fondatioun geschéckt huet. A wann een d'Fiche financière gesäit, da gesäit een och, dass Lëtzebuerg do ka bäileeën, mä dat si keng héich Montanten.

Déi däitsch Regierung investéiert vill an déi Fondatioun. De Siège bleift och zu Hamburg. Si huet d'ganz Lokalitéiten, iwwerhëlt do ganz vill Fraisen, ass ee vun den Haaptgeldgeber vun där Fondatioun.

Ech mengen, ech hätt elo genuch dozou gesot. D'Detailer kënn Der nach am schrëfleche Rapport noliesen. Op jidde Fall kann ech hei ofschléissen, andeems ech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► Une voix. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet d'Madamm Nancy Arendt.

Discussion générale

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Dës Fondatioun, den Här Angel huet et scho gesot, vereent d'Länner aus der Europäescher Unioun, déi aus Südamerika an déi aus der Karibik. An et soll hei zu enger méi enger Partnerschaft kommen, zu enger méi grousser Visibilitéit, regionale Programmer, besseren Echangingen, an dat zesumme mat net staatlechen Akteuren aus der Zivilgesellschaft.

Dat Ganzt, esou heescht et, resolutorientéiert. An ech mengen, dat ass eppes, wat fir d'CSV extrem wichteg ass, well esou eng Stéftung däreer eigentlech ni e politeschen Alibi sinn, mä villméi en Instrument fir den Austausch an de Beräicher vun der Wirtschaft, vun der Fuerschung a virun allem vu Best Practices.

Aus all deene Grënn stëmmt d'CSV fir dësen Accord. An ech wëll dem Här Angel awer nach villmools Merci soen - erëm -, fir säin exzellente Rapport, wéi en dat ëmmer mécht.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Gusty Graas krit d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass erëm e wesentlech Stéck europäesch Aussepolitik. Ech mengen, mir hu ganz gutt Relatiounen mat de latäinamerikanesche Länner, och mat de Länner aus der Karibik.

Ech maachen et elo net wéi den Här Kartheiser virdrun. Ech stellen elo keng Fro iwwert de Mercosur, well dat géif natierlech d'Lëtzeburger Landwirtschaft besonnesch interesséieren. Dat ass en äänlechen Accord, deen och an der Ausaarbechtung ass, mä dat gehéiert net direkt zu deem Projet, duerfir wäert ech och weider net méi dorobber agoen. Ech versichen nach eng Kéier kuerz dann op de Projet hei zrëckzekommen.

Et ass gewosst, datt natierlech besonnesch um Niveau vu Latäinamerika an och an deenen anere Länner ganz grouss Problemer bestinn. A mir si jo awer och als Lëtzebuurger Land do ganz aktiv. Mir hunn nach een Zilland a Mëttelamerika, dat ass Nicaragua. Mir hate bis viru Kuerzem nach den El Salvador als Zilland. An do bestinn och weiderhin nach gutt Relatiounen.

Et sinn och vill ONGen - an déi gi jo och besonnesch an deem Accord hei matconsideréiert, wat mer nëmme kënnen ennersträchen, well där gëtt et jo eng Rei -, déi, wéi gesot, um Niveau vu Latäinamerika, an ech denke besonnesch u Südamerika, ganz aktiv sinn, sief dat am Chile, sief dat a Bolivien oder Peru an esou weider, soudatt dat heiten u sech e Wee ass, wéi een déi Zesummenaarbecht nach ka mat deene Länner verbesseren iwwert de Wee dann och, wéi gesot, vun enger Fondatioun, wat mer och nëmme kënnen begrëssen.

An deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei a soen dem Marc Angel natierlech awer och nach e grouse Merci fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann ass et um Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech soen dem Här Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Als Nächsten ass den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. An och e Merci un den Här Angel fir säin Exposé. Ech mengen, ech wëllt just eng Bemierkung maachen. Mir sinn eis eens, datt dat do e sënnavollen Accord ass an d'ADR dréit en och gär mat.

Mä déi Bemierkung, déi ech wëllt maachen, déi geet zréck op e Rasonnement, dat den Här Angel och a sengem Rapport gemaach huet, wou en eigentlech d'Geschicht retracéiert huet bis 1999. An dat mécht een opmierksam op dat, wat viru war, an datt mir als Lëtzebuerg eigentlech net genuch Memoire vun eiser ee-gener Diplomatie opzechnen.

Well mir hunn als Lëtzebuerg an de Presidencen an den 80er Joren, Ufank vun den 90er Joren eng Rei vun Initiative geholl mat Latäinamerika, mat Afrika, déizäit, um Ufank vun der Coopération politique européenne eigentlech, wou mer vun Ufank un als Lëtzebuerg wichteg Initiative geholl hunn, och hei an deser Regioun.

A wann een déi dote Rapporten héiert, da mierkt een, datt déi Memoire net do ass. An ech mengen, d'Konklusioun, déi ee sollt dorauer zéien, ass eppes, wat ech gären den Häre Ministere mat op de Wee ginn: Dat ass einfach, datt mer emol ufänken, seriö och d'Geschicht vun der Lëtzebuurger Diplomatie am Kader vun der europäescher politescher Zesummenaarbecht ze retracéieren an ze dokumentéieren. Well an e puer Joer ass dat alles vergiess a verluer.

An ech mengen, et wier wierklech schued, wa mer net kéinte mat engem objektiven a méiglechst komplette Bléck zréckkucken op dat, wat Lëtzebuerg selwer als klengt Land an deem diplomateschen Effort gelescht huet a wéi mir dozou bäigedroen hunn, datt haut esou Accorde wéi deen heiten iwwerhaupt kënnen entstoen.

(**Interruption par M. Eugène Berger**)

Entschëllegt, wat sot Der, Här Berger?

► **M. Eugène Berger (DP).** - Näischts.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ah, gutt. Ech mengen, dat gesot, Här President, géif ech gären den Accord vun der ADR ginn.

(**Brouhaha**)

Oder den Här Berger huet nach vläicht eng Fro.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ass den Här Berger ageschriwwen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Berger ass och net ageschriwwen. An d'Regerung huet elo d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Merci, Här President. Och hei Merci un de Rapporteur a virun allem och un d'Kommissioun fir d'Ofwäcklung vun deem wichtige Projet.

Ech mengen, wat mir virun allem un deem Projet gefält, ass de Renforcement an d'Participatioun vun der Zivilgesellschaft, déi hei mat erakënn, awer och vun all deenen anere sozialen Akteuren. Dir wësst, datt bei all anere Kooperationsprojeten, déi mir och maachen, dat eng vun eise Schinnen ass: d'Stärkung vun der Zivilgesellschaft an deenen eenzelne Länner.

Den Här Graas huet Nicaragua ugeschwat, datselwecht ass am El Salvador, wat jo och Länner sinn, déi an der Géigend do leien a wou ee mierkt, datt et äänlech Problematike ginn. An ech mengen, dat ass e wichtige Facteur, deen ee grad och hei ermëfent.

An deem Sënn soen ech Merci fir des Ennerstëtzung vun deem Projet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7193 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7193 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott huet ugefaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo - kënnst kee méi eran? -

...

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - D'Dier ass zoul!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...ofgeschloss.

De Projet de loi 7193 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marcel Oberweis), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Da ka kee méi erakommen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mä Procuratiounen.

(**Brouhaha et hilarité**)

Jo, ech mengen, do brauche mer e wëssenschaftlechen Disput.

Ech brauch lech d'Fro jo da bal net ze stellen, ob Der bereet sidd, d'Dispens ze ginn.

(**Brouhaha et assentiment**)

Bal, hat ech gesot.

Also mir froen d'Dispens dann un.

An d'Wuert huet zum nächste Projet, dem Projet de loi 7197, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

5.7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Jo, Merci, Här President. Dir Häre Ministere, léif Kolleeginnen a Kollegen, Dir Damen an Dir Hären alleguerten, de Protokoll iwwert d'Virrechter an d'Immunitéite vum eenheetleche Patentgeriicht a senge Mataarbechter vum 29. Juni 2016 ass u sech d'Ergänzung zu deenen zwee Gesetzer, déi mer iwwert d'EU-Patent hei an der Chamber scho gestëmmt hunn.

An zwar hu mer den 18. März 2015 hei am Haus e Gesetz gestëmmt, wat eng eenheetlech

Juridictioun fir d'Brevete betrëfft. Den Accord, fir dass de Projet de loi zustane koom, ass den 19. Februar 2013 zu Bréissel ënnerschriwwen ginn, an zwar vu 25 Länner.

A bal genau ee Joer méi spéit, am Abrëll 2016, hu mer dunn de Protokoll guttgeheesch, deen eng provisoresch Applikatioun garantéiere soll vun eben deem Accord.

An haut ass et dann, wéi gesot, um drëtten Projet de loi, deen domadder zesummenhänkt. Vläch eng kleng Erklärung fir déi, déi sech net méi esou genau drun erënnere kënnen, em wat et iwwerhaupt bei deenen zwee Gesetzer gaangen ass, déi mer scho gestëmmt hunn. Déi dräi Gesetzer, déi sinn am Zesummenhang ze gesi mat de laangjäreg Beméiungen an der Europäescher Unioun, fir e Brevet communautaire ze schafen, deen niest deem klasschen europäesche Brevet op Basis vun der Münchener Konventioun sur le Brevet européen vun 1973 bestoe sollt.

Et ass drëms gaangen, fir e Brevet ze schafen, deen net d'Nodeeler vun dem klasschen Brevet europäen huet. Dee klassche Brevet kann een zwar zentral fir verschidde Länner beim Europäesche Patentamt ufroen, mä en entsprécht am Endeffekt nëmme engem Ensembl vum nationale Breveten.

D'Prozedur, déi ass och relativ deier an och relativ opwennege, notament duerch déi gefuerdert Iwwersetzungen. An am Fall wou an e puer Länner géint de Brevet verstouss gëtt, musse juristeschr Schrëtt an all deene betraffene Länner geholl ginn, wat och erëm eng Kéier mat vill Opwand verbonnen ass an domadder natierlech och erëm eng Kéier vill méi deier gëtt.

D'Aarbechten um Brevet communautaire, deen déi grad beschriwwen Nodeeler behiewe soll, si Jorzénge gelaf, bis dunn eben endlech en Duerchbroch gelongen ass an iwwert de Wee vun der Coopération renforcée de Brevet unitaire endlech konnt geschafe ginn.

An et louch dunn op der Hand, dass, wa mer e Brevet à effet unitaire hunn, deen a 26 Länner wirksam ass, da brauch een och eng eenheetlech Geriichtbarkeet derfir. Esou kënnen da Verstéiss géint dee Brevet an enger eenzeger Gerichtsprozedur behandelt ginn an d'Decisiounen vun der Juridictioun, déi sinn dann direkt och wirksam an alle concernéierte Länner.

Dës Juridictioun wäert an Zukunft souwuel zoustänneg si fir Litigé betreffend de Brevet europäen à effet unitaire wéi och fir déi klassesch europäesch Breveten. D'Juridictioun besteet aus engem Tribunal de première instance an enger Cour d'appel an engem Greffe, déi hei zu Lëtzebuerg implantéiert wäerte sinn.

Den Tribunal de première instance besteet dann erëm aus enger zentraler Divisioun mat Sëtz zu Paräis a Sektione dann och zu München a London an aus regionalen oder lokalen Divisiounen. Lokal oder regional Divisiounen ginn op Demande vun de State gerënn.

Lëtzebuerg huet net vir, eng lokal Divisioun ze schafen, well et hei praktesch keng Litigen am Zesummenhang mat Brevete gëtt. Dat bedeit konkret, dass am Fall vu Lëtzebuerg dann déi zentral Divisioun an éischer Instanz zoustänneg ass.

An dass dës Geriichtbarkeete kënnen uerdentlech an och mat den néidege Garantie fonctiounéieren, dofir suergt de Projet de loi dann, dee mer no mengem Rapport an der Diskussioun dozou natierlech wäerte stëmmen. An zwar suerge mer derfir, dass d'Geriicht seng Aufgabe kann onofhängeg leeschten, esou wéi dat de rechtsstaatlechen Normen entsprécht, an zwar andeems mer Suerg droen, dass d'Inviolabilitéit vun hire Raimlechkeeten, hiren Archiven an och hiren Dokumenter garantéiert gëtt.

Datselwecht gëllt och fir hir Avoiren, hir Bienen an hir Gelder. A mir garantéieren natierlech och de Memberen Immunitéit während der Ausübung vun hiren Tätigkeeten, zum Beispill an de Reuniounen vun de Kommissiounen, mä awer och, wa se sech mëndlech oder schrëftlech an hiren Tâche äusseren.

D'Geriicht, hir Avoiren an hir Biene sinn och vun allen direkte Steieren entbonnen a se kréien och d'Fräiheet vu Währungsbeschränkungen, déi erfuerderlech si fir hir Tätigkeet.

Wat d'Jugen an de Greffer ubelaangt, esou sinn déi Virrechter an Immunitéite schonn am Protokoll iwwert d'EU-Privilegien an -Immunitéite geregelt, an zwar gëtt dorops am Artikel 8 eng Referenz gemaach. Den Artikel 10 klärt dës Fro fir de Rescht vum Personal an am Artikel 13 steet dann och nach, a wéi enge Fäll dës Virrechter an Immunitéiten net spillen a wéi se och kënnen opgehewe ginn.

Dese Protokoll trëtt a Kraaft 30 Deeg nodeems déi lescht vun de véier Parteien - Däitschland, Frankräich, Lëtzebuerg an d'Veeneget Kinnekräich - hir Ratifikatiouns-, Akzeptatiouns-, Approbatiouns- oder Baitrëtsurkund deposéiert hunn.

Den Depot vum Projet de loi huet iwwerges den 18.10.2017 eisen Ausseminister gemaach. D'aussepolitesch Kommissioun huet mech dunn als Rapportrice genannt. An eis Aarbechten hunn den 29. Januar an de 5. Februar dozou gefuert, dass mer iwwert de Projet diskutéiert hunn, dass mer natierlech den Avis vun Statsrot gekuckt hunn an dass mer mäi schrëftleche Rapport dunn ugeholl hunn.

Op ee Punkt wëll ech nach extra agoen, an dat ass dee vum Vereenegte Kinnekräich. Groussbritannien ass och amgaangen, diesen Accord ze ratifizéieren, a bis op Weideres si se dann och Member vun deem Accord. Allerdéngs huet den Europäesche Gerichtshaff am März 2011 an engem Avis iwwert d'Kompatt..., d'Kompatt... Een, zwee, dräi...!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Kompatibilitéit.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Voilà! Den Här Gibéryen huet mer et virgesot.

...vum Accord mat den europäeschen Traitée scho gesot, dass just d'EU-Memberstaten deem Accord wäerte kënnen bätrieden. An do-wéinst ass d'Adhesioun vu Groussbritannien mam Brexit natierlech och nees a Fro gestallt. An dës Fro wäert niest esou villen aneren am Kader vun deene Verhandlungen mussen nei tranchéiert ginn.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kollegen, ech mengen, ech hunn elo wäit genuch ausgeholl. A vu dass de Conseil d'État a sengem Avis vum 7. November d'lescht Joer keng Objektione gemaach huet, géif ech lech alleguerte Merci soe fir d'Opmierksamkeet. Merci dem Här Gibéryen, dass e mer gehollef huet bei mengem klengen Tuddeler. An ech géif dann natierlech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dese Projet ginn.

An ech géif lech nach eng Kéier alleguerte Merci soe fir d'Nolauschteren.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapportrice. An éische Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Merci der Rapportrice, déi dat esou exzellent an detailléiert erkläert huet, datt mir eigentlech kee Wuert méi zousätzlech dozou afält. Ech géif hir duerfir och e grouse Merci soen. Ech bréngen bien entendu den Accord vu menger Fraktioun.

Ech wollt awer vun der Geleeenheet profitéieren, och wéinst der Präsenz vum Wirtschaftsminister: Mir schwätzen hei iwwer Breveten. Mir haten elo, Här Wirtschaftsminister, virun enger Rei vun Deeg an der Finanzkommissioun eng gréisser Diskussioun iwwert d'IP-Box. Dir kennt sécherlech de Projet. An déi Froen, déi sech do gestallt hunn, sinn déi vun enger Neischaftung vun enger drëtter Kategorie vu sougenannten Droit-intellektuellen, déi d'europäesch Direktiv virgesäit, déi wichteg ass, well Dir wësst dat, et ginn net nëmme Breveten, et ginn och ganz vill Inventionen, déi net zu engem Depot vun engem Brevet féieren, déi awer eng gewisse Valeur duerstellen, notament fir kleng Start-uppen, déi sech hei zu Lëtzebuerg wëllen nidderloossen.

De Problem, dee mer dunn erkläert kritt hunn, ass deen, datt mer awer keng Autorité de certification an och keng Prozedur fir déi dote Kategorie vun Droit-intellektuellen hunn. An duerfir meng Fro, Här Wirtschaftsminister: Sidd Dir derfir, datt an deenen nächste Méint esou eng Autorité de certification bei lech am Ministère de l'Économie geschafe gëtt an och Prozedure gemaach ginn? Well et wär schued, wa mir als EU-Memberland net vun där Direktiv kéinte profitéieren an net déi drëtter Kategorie vun Droit-intellektuelle schafen, well déi notament ganz wichteg si fir Start-uppen.

(**Brouhaha**)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Ech hätt och nach eng Fro!

(**Hilarité**)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Da stellt se!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Eng Question au Gouvernement.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Fir de Mister Spock.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also wann Der mer den Opdrag gitt, all Kéiers ze intervenéieren, wann et zu Deviatoune kennt, ech si ganz gär do dermat d'accord.

(*Brouhaha*)

Jo?

► **M. Laurent Mosar** (*CSV*).- Dat si keng Deviatoune! Ech muss wierklech hei soen: Mir hunn hei eng Diskussioun iwwer Brevet. Ech hunn hei de Minister gefrot: Gouf et eng nei Kategorie vu Brevet? Ech mengen, dat ass awer d'Recht vun engem Deputéierten, vun esou enger Debatt ze profitéieren, fir déi dote Fro ze stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Déi hunn ech net contestéiert, Här Mosar.

► **M. Laurent Mosar** (*CSV*).- Da sinn ech berouegt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà! (*Interruption*)

An den nächste Riedner ass den Här Berger.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Jo, Merci, Här President. Ech wëll och fir d'Éischt der Rapportrice Merci soe fir hire ganz ausféierleche Rapport. Et ass och gutt, datt se nach eng Kéier de Rappell vun ganze Kontext gemaach huet. Et ass jo deem drëtten Projet eigentlech am Beräich vun de Brevets communautaires an do ass weider eigentlech guer näischt derzou ze soen.

Mir kënnen dee Rapport an och de Projet de loi natierlech zu 100% ënnerstëtzen. Ech wëll awer och effektiv soen, datt dat, wat den Här Mosar gefrot huet, net ganz aus der Welt läit zu deemem Sujet.

► **M. Laurent Mosar** (*CSV*).- Merci, Här Berger.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Dat muss een agestoen. Ech wëll awer op där anerer Säit och soen als President vun der Cofibu, datt mer iwwert dee Sujet awer en long et en large geschwat hunn.

► **M. Laurent Mosar** (*CSV*).- Awer net mam Här Wirtschaftsminister!

(*Hilarité*)

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- An anscheinend...

► **M. Gusty Graas** (*DP*).- Mam Innenminister och net!

(*Interruption*)

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Här President, den Här Mosar weess awer och, datt mir allequerte wëssen, datt dat och an der Ekonomiekommissioun, dat kann den Här Fayot bestätegen, thematiséiert ginn ass an datt do awer eigentlech d'Äntwerte geliiwert gi sinn, datt een dat do net an a puer Wochen aus dem Stee kéint schloen. Dat muss eppes ganz Seriös sinn an et ass kloer, datt een natierlech vläicht spéider eng Kéier kann un esou eppes denken.

Ech wëll net am Numm vun Wirtschaftsminister äntwerten, mä dat nëmme fir ze soen, datt äwer déi Froen do behandelt gi si mat deenen Äntwerten, déi eben dat erkläert hunn, firwat dat net kann direkt sinn.

Dat gesot, kommen ech awer erëm zréck bei d'Madamm Dall'Agnol an hire Projet, deem mer also kënne vollkommen zoustëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. Den Här Claude Adam huet d'Wuert.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Dall'Agnol Merci soe fir hiren ausféierleche méndleche Rapport a fir hire schrëftleche Rapport. An ech hu weder eng Fro un den Här Wirtschaftsminister nach un den Här Vizepremier nach un den Här Sozialminister an un de Kooperationsminister. An ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Dann ass et um Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un d'Madamm Dall'Agnol. Well et elo hei an deem Gesetz just ëm Privilegien an Immunitéite geet, gi mir gär eisen Accord.

Et kann een net genuch betounen, wéi wichteg déi Privilegien an Immunitéite sinn, datt

gewësse Kategorië vu Leit kënnen an Onofhängegkeet an an Objektivitéit hir Aarbecht erfëllen, ob dat am Kader vun internationale Juridictionen ass oder och zum Beispill am Kader vu Parlamenten, wou d'Deputéiert jo och mussen an aller Onofhängegkeet a Fräiheet kënnen hir Aarbecht maachen. Dofir och vun eiser Säit aus ganz gär den Accord.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Jo, Merci, Här President, fir kënnen och op dese Projet anzegeen. Fir d'Éischt och vu menger Säit e Merci un d'Rapportrice, souwuel fir dee schrëftlechen, mä virun allem dee méndleche Rapport, wou ech immens impressionéiert war iwwert déi fachmännesch Kompetenz hei, déi se an deemem Sujet eriwuerbruecht huet, dee se och ganz einfach erkläert huet. Dat ass schon impressionnant. Dofir: Felicitatioune fir dese flotte Rapport!

An ech mengen, et ass richtig, datt grad an deemem Rapport hei, et geet iwwer Privilegien, iwwer Immunitéiten, wat e ganz wichteg an noutwendeg Element ass am onofhängege Fonctionnement ganz einfach vun deser neier Institution.

Op där anerer Säit, mengen ech, ass et jo esou, datt dat heiten e Protokoll ass, dee ganz en ligne ass mat existéierende Protokolle fir internationale Organisation, soudatt mer also och hei en ligne sinn. An et ass gutt a wichteg, datt zu deemem Moment, wou jo och de Statsrot den Accord ginn huet, derniewent och all d'Consultatioune, d'Administration de l'enregistrement hiren Accord dozou ginn huet, dese Projet de Mëtteg gestëmmt gëtt. Dofir Merci fir den Appui vun der Rapportrice, awer och vun där ganzer Kommissioun, ier ech dann d'Wuert un de Wirtschaftsminister ginn - wann ech dat där, Här President? -...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- ...fir iwwer eben dee ganze Volet vun der IP-Box ze schwätzen. Wann et elo ëm Brevets sportifs gaange wier, dann hätt ech als Sportsminister geäntwert, mä ech hu gemierkt, et geet ëm aner Brevet.

Här Mosar, dofir ginn ech d'Wuert da virun un de Wirtschaftsminister, deen op d'IP-Box kann äntwerten. Här Wirtschaftsminister!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Wirtschaftsminister!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Fir dem Här Mosar dann op seng Fro ze äntworten: Ech mengen, dass dat schon eng interessant Saach wär, dass mer dat dote sollte maachen. Et ass awer och esou, wéi den Här Eugène Berger gesot huet, dass een esou eng Autoritéit net vun haut op muer aus dem Stee klappt, dass dat also enk gëtt, fir dat nach hei virun de Wahlen ze maachen.

Ech wäert him awer versprechen, dass ech dat an der nächster Legislaturperiod da wäert ëmsetzen.

(*Hilarité*)

A falls eieren de Wieler mer déi Chance net sollt ginn, da wäert ech lech drun erënneren, et da selwer ze maachen.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7197 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7197 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratioune. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

Mir hunn Unanimitéit: De Projet de loi 7197 ass mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Shank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mmes Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens unzefroen?

(*Assentiment*)

Jo? Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 7178, en Accord tëschent der Belsch, Frankräich, Holland a Lëtzebuerg iwwer eng Kooperatioun am Beräich vun der Loftverdeedegung géint net militäreschen Menacen. A wéi mer dat schonn de Mëtteg gewinnt sinn, ass de Rapporteur den Här Marc Angel.

6. 7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel** (*LSAP*), *rapporteur*.- Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Damen an Dir Hären, de Schutz vum Loftraum vun onsem Land besteet aus zwee Voleten: éischtens, de Schutz am Fall vun enger militärescher Menace, an zweetens, de Schutz am Fall vun enger Attack vun engem ziville Fliger oder Fluchkörper, an domadder sinn d'Dronen och abegraff.

Mir befannen eis also hei bei deemem Accord tëschent den dräi Beneluxlänner a Frankräich am Kader vun der Verdeedegung géint déi asymmetreschen Menacen.

Ech mengen, ech huelen eng Schlupp Waasser, da geet et besser.

(*Mme Simone Beissel prend la présidence.*)

Wat déi militäreschen Menacen ubelaangt an de Schutz vun eisem Loftraum an deem Kader, wäert sech guer näischt änneren; dat hu mer als Lëtzebuerg der NATO delegéiert an et sinn och do an deem Kader ons belsch Noperen, déi d'Integritéit vun onsem Loftraum sécheren. Allerdéngs, Incidenten, déi en ziville Fliger concernéieren, zum Beispill bei enger feindlecher Iwwernam vun engem ziville Fliger, fir eng Attack ze perpetréieren, déi si vun där Kooperatioun net betraff. An am Fall vun esou enger Entféierung zum Beispill vun engem ziville Fliger läit all Decisioun betreffend dese Fliger bei den nationalen Autoritéiten, déi responsabel si fir hire Loftraum.

A vu dass mir hei am Land keng Air Force hunn, ass et wichteg, eng Äntwert op esou Menacen ze hunn, andeems mer mat de Partnerlänner zesummeschaffen. Den 12. Juli 2016 hate mer en äänlechen Accord hei an der Chamber, dat war de Projet de loi Renegade, dat war dat nämlecht am Kader mat eisen zwee Beneluxpartner.

Haut ass et en Accord zu véier mat Frankräich, an et ass och schonn en aneren an der AUSAarbechtung: ee Benelux mat Däitschland. A genau wéi beim Accord Benelux-Renegade geet et hei also drëm, fir d'Interventiounscapacités ze verbesseren a fir och den Echange vun den Informatiounen ze facilitéieren.

Dese Accord erlaabt et also de Partner am Kader vun enger Suspicioun vun enger Menace aérienne, fir an de Loftraum vun deem anere Partner eranzefléien, fir déi taktesch Aktiounen, déi am Accord awer genau deklinéiert sinn, auszeüben. Ganz konkret: Dese Accord erlaabt et zum Beispill engem franséische Fliger, an de belschen oder an de lëtzebuergesche Loftraum am Fall vun enger Verfolgung eranzekommen. An dat géllt och ëmgedréit. Vu dass Holland keng gemeinsamer Grenz mat Frankräich huet, därferen déi franséisch Fligeren am

Fall vun engem Renegade net an den holländeschen Loftraum eran.

Et ginn also zwee Ennerscheeder zu deem Accord Renegade:

Éischtens, den Term „Renegade“ gëtt vun de Fransousen net benotzt. Si huelen do d'franséisch Wuert „menace aérienne non militaire“, an déi Expressioun, dat inkludéiert expressemment och d'Dronen. Am Accord Benelux sinn déi implizitt beinhaltet, well do iwwer „civil air platform“ geschwat gëtt.

Eng zweet awer méi grouss Differenz ass, wat d'Panoplie vun den takteschen Moosnamen ugeet, déi ee kann huele fir esou e Fliger, wann e géif en entféierte Fliger warnen, dass e verfollegt gëtt. Dir wësst jo, a béiden Accorden därfer zu Lëtzebuerg déi sougenannte Force létale net gebraucht ginn, well dat géint eis Verfassung géif verstoussen. An den Accord Benelux mat Frankräich, dee geet nach doriwwer eraus an och déi „tirs de semonce en rafale avec le canon mitrailleur“, wéi dee Renegade-Accord et virgesäit, déi sinn an deemem Accord net erlaabt. Do därfer ee just „tirs de semonce au moyen de leurs infrarouges“.

Dir entschëllegt mech, wann ech déi technesch Ausdréck do net op Lëtzebuergesch iwwersat hunn, dat wär praktesch onméiglech gewiescht.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 21. November 2017 datselwecht rappéléiert, wéi scho beim Projet de loi Renegade a bei engem anere Projet de loi, wou mer en Accord de coopération am militäreschen Domän tëschent Lëtzebuerg an der Belsch ofgeschloss hunn. Déi Accorden, déi hunn och all, genau wéi dese, virgesinn, dass mer Arrangement-technique maachen. An do seet de Statsrot, dass déi technesch Arrangementer missten am Journal officiel publizéiert ginn, esou wéi den Artikel 37 vun eiser Verfassung dat virgesi géif.

Déi Exigenz stellt fir eis awer e Problem duer, well et ka jo sinn, et ginn esou technesch Arrangementer, déi och e confidentielle Charakter kéinten hunn. Mir hunn déi Fro 2016 wierklech en long et en large am Kader vun deenen zwee viregte Projeten diskutéiert a mir haten als Kommissioun, als Chamber och en Avis juridique ugefrot, dee mer och kritt hunn. An déi Äntwert vun deem Juridique huet eis eng Äntwert ginn op déi Suerge vum Statsrot.

A mengem schrëftleche Bericht kënn Der op der Säit 5 eng ganz Säit iwwert déi doten Ausféierungen nolliesen, wann dat lech interesséiert. Ech wëll lech elo dat alles hei erspueren a ginn domadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dese Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Rapporteur Marc Angel. Als éischtens ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (*CSV*).- Merci, Madamm Presidentin. Fir d'Alleréischt dem Marc Angel e Merci fir säi schrëftlechen a säi méndleche Rapport. Ech mengen, et ass net vill ze soen. D'Renegade-Gesetz, dat mer virun e puer Méint hei gestëmmt hunn, huet der Tatsaach, dass mer e gemeinsame Loftraum hunn am Benelux, e Cadre juridique ginn ebe fir net militäreschen Ugrëff.

Deemools hu mer d'Fro opgeworf, wat geschitt, wann ee Fliger aus Frankräich kënnt respektiv aus Däitschland. Haut kréie mer d'Äntwert, wéi mer zesummeschaffen, wann esou eng Menace aus Frankräich kënn. An ech huelen un, an den nächste Méint wäerte mer och d'Äntwert dorobber kréien, wat geschitt, wann déi aus Däitschland eriwuerkënn, well dat Ganz mécht nëmme e Sënn, wa se all am Boot sëtzen, an dat kréie mer jo lues a lues.

Duerfir kann et net anescht sinn, wéi dass d'CSV dese Projet de loi wäert stëmmen. Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Halsdorf. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas** (*DP*).- Merci, Madamm Presidentin. U sech féiere mer jo haut eng Fortsetzung vun der Diskussioun, déi mer den 12. Juli 2016 iwwert de Renegade haten, obwuel mer deen Numm jo an deemem Projet de loi net méi solle gebrauchen. Mä u sech geet et awer ëm deeselwechte Prinzip.

Et erkennt een awer och hei direkt erëm, datt et wichteg ass, datt esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg gutt international Verbindungen huet. Ech mengen, mir hunn, wéi virdu scho richtig hei gesot ginn ass, net d'Méiglechkeet, eise Loftraum selwer ze schützen, duerfir si mer op d'Ënnerstëtzung vun anere gréissere Länner

ugewisen. An et soll een net esou naïv sinn a mengen, datt net och emol e Fliger kéint d'Zilscheif vun enger terroristescher Attack gi respektiv datt e selwer als Instrument kéint gebraucht ginn.

Eng vun de kruzialste Froen, déi sech natierlech och elo erëm hei an deem Dossier stellt, dat ass natierlech déi vun der Force létale, ob se kann ugewannt ginn oder net. Ech mengen, d'Lëtzebuenger Regierung huet jo do eng kloer Positioun. Mir soen Neen dozou, dat aus moralischen, ethischen Ursachen an éischer Linn. Et dierf ee jo och net vergiessen, wann ee misst esou eng Decisioun huelen, wat d'Konsequenze sinn. An deem, dee misst eng Decisioun huelen, fir e Fliger erfzeschéissen, dee misst natierlech och mat de Konsequenze liewen. Duerfir ass dat och nozevollzéien, datt een iwwert dee Punkt do awer net einfach esou ka mat Jo a mat Neen äntwerten.

Een anere wesentleche Punkt ass natierlech dee vun den Arrangements techniques, awéifern déi solle bekannt ginn. De Statsrot huet jo gesot, datt dat soll am Journal offiziell publizéiert ginn. Mir als Chamber ginn u sech do net esou direkt agebonnen. Dat ass zum Deel verständlech, well dat hei och em héich confidentiel Informatiounen geet. Wat awer wichteg ass, dat soll och fir d'Zukunft gellen, ass, datt d'Chamber awer ëmmer informéiert gëtt iwwert de Wee vum Minister an der Kommissioun, wat sech op deem Niveau amgaangen ass ze entwéckelen. Mä, wéi gesot, mir hunn awer Verständnis, datt et hei awer em eng extrem héich Confidentialitéit geet. An dowéinst muss een natierlech och ganz virsichtig domat ëmgoen.

Datt d'Fransousen elo net kënnen an den hollänneschen Loftraum fueren, bon, dat ass natierlech eng aner Diskussioun, déi een net soll hei verdéiwen. Wa mer vläicht emol eng Kéier kënnen méi a Richtung goe vun enger vereenegter europäescher Verteidigungspolitik, kéint sech dat jo och vläicht emol eng Kéier änneren.

Vläicht e leschte Punkt nach: Dat ass awer interessant, datt mer elo a Pourparlers si mat Däitschland, datt och Däitschland elo gewëllt ass, u sech deem System hei bäizetrieden, wat eis als Lëtzebuerg nëmme kann arrangéieren.

An deem Sënn Merci awer och nach eng Kéier dem Marc Angel fir säin ausféierleche Rapport. An ech gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Am Fall vun enger militärescher Menace aérienne muss mer jo kënnen op d'Spillregelen, déi innerhalb vun der NATO gellen, zréckgräifen. An ech hoffen, datt mer ni dovunner musse Gebrauch maachen, datt mer net an esou ee Fall kommen.

Am Fall vun enger Menace aérienne non militaire muss mer - ben, ech hoffen och do, datt mer net eng Kéier musse dorobber zréckgräifen -, do muss mer jo dann eis kënnen op eis Nopeschlänner verloossen. Duerfir hate mer schon 2015 en Accord mam Benelux fonnt, dee mer 2016 hei an der Chamber debattéiert haten en long et en large an och votéiert haten.

An elo dann ebe passe mer dat un, datt mer deem Accord erweideren doduerch, datt Frankräich bäikënn, wat an eisen Aen absolut Sënn mécht. Mir wëssen och, datt en äänleche Kontrakt amgaangen ass diskutéiert ze gi mat eisem Noperland Däitschland.

Ech soen dem Rapporteur Marc Angel Merci, dee gutt situéiert huet, wat mer haut de Mëtteg votéieren. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zum Projet de loi 7178.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. En ass am Anmarsch. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Madamm President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Angel Merci fir déi Presentatioun, déi e gemaach huet.

Ech mengen, dat heiten ass e Projet de loi, deem een net dierf op déi liicht Schëller huelen, well mir schwätzen hei iwwer eng Menace, déi kann entsto, wann e Fliger entfëiert gëtt, deem an der Hand vun Terroristen ass, oder wann e klenge Fliger voll Explosiffen zum Beispill geluede gëtt an op en Zil zougesteiert gëtt, oder wann eng Dron ënnerwee ass op en Zil.

An déi Ziler, déi kënnen zum Beispill sinn: Kettenuewen, wann do en Accident geschitt duerch e Fliger, kann dat natierlech dramatesch Konsequenzen hunn; oder eng Staumauer oder

e voll besatene Futballstadion, wou mer also an enger ganz schwiereger moralischer Dilemmasituatioun sinn: Si mer bereet ëmzebréngen, fir aner Liewen ze retten?

Et ass eng ganz schwierig Decisioun. A mir als Lëtzebuenger hunn e bëssen, op jidde Fall ass dat d'Haltung vun der Regierung an och déi vun der CSV, déi Optioun geholl: „Mir schéissen net of.“ Dat ass awer e bëssen de wäisse Fleck do an Europa. An Däitschland ass dat eng aner Situatioun, well an Däitschland d'Bundeswehr net dierf bannent dem Land agesat ginn, mä an der Belsch schéissen d'Belsch esou ee Fliger of, an Holland schéissen d'Hollänner esou e Fliger of.

Hei huet d'Lëtzebuenger Regierung decidéiert, dat net ze maachen. A si seet, dat wär aus verfassungsrechtleche Grënn esou net zoulässig, wat awer eng ganz wackeleg Argumentatioun ass. Mir haten déi schonn hei déi leschte Kéier, wou mer iwwer Renegade diskutéiert hunn, auserneegeholl. A mir schléissen eis als ADR deem Rasonnement och net un.

Et gëtt sech éischer refugiéiert hannert deem Argument, fir eben ze soen: „Mir huelen déi Decisioun, fir ofzeschéissen, hei net.“ Mä ass dat richtig? Fir mer dann net hei den Androck ebe wou wäisse Fleck, vum schwaache Punkt an der Architektur, do wou ee kann esou een Ugrëff maachen a wou eben d'Instrument vum Luftgrëff zum Beispill duerch en entfëierte Fliger vun Terroristen eben hei dann interessant gëtt?

Et ass eng schwéier Decisioun. Mä ech wëll drun erënneren - dat war en Zoufall -, kuerz nodeem mer déi Renegade-Diskussioun déi leschte Kéier hei haten, war op der däitscher Televisioun eng Verfilmung gewise gi vun engem Theaterstück vum Ferdinand von Schirach. „Terror“ huet et geheescht. An et ass genau ëm den Zeenario gaangen, wou en Offizéier vun der Luftwaffe viru Geriicht koum, well en e Fliger ofgeschoss huet, deem amgaange war, op e voll besatene Futballstadion zouzefléien.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Deen Offizéier huet decidéiert ze schéissen, en ass viru Geriicht komm. A wat interessant war - dat ass natierlech e ganz spannenden Zeenario, moralisch, juristisch -, mä wat och interessant war, dat war, datt d'Leit herno an Däitschland, an Eisträich an an der Schwäiz konnte Stellung huelen an ofstëmmen. An d'Leit hunn an deenen dräi Länner zu iwwer 80% ofgestëmmt, datt dee Rechtsstat..., datt deem Offizéier richtig gehandelt huet doduerch, datt en zwar e Fliger ofgeschoss huet, wat den Doud vu ville Leit verursaacht huet, mä wouduerch op där anerer Säit nach vill méi e grouse Schued konnt evitéiert ginn.

Ech mengen, mir sollten hei als Politik zu Lëtzebuerg och eis der Verantwortung stellen, eis net hanner ganz wackeleger Argumenter verstoppen, mä dat maachen, wat och an anere Länner gemaach gëtt, wa mer an esou enger Situatioun sinn, näamlech méi Onheel verhënnere doduerch, datt mer d'Autorisatioun vun der Force ginn.

Ech géif gär emol gesinn, wéi dann d'Politik sech stellt, wann e klenge Fliger mat Explosiffen eng Staumauer hei géif zerstéieren oder wann ee Fliger géif op Kettenuewe gesteiert ginn, wat fir grouse Deeler vum Land kéint dramatesch Konsequenzen hunn, ob dann déi Diskussioun nach géif d'selwecht geféiert ginn, wéi se haut hei geféiert gëtt.

Mir als ADR, mir drécken eis do net viru där Verantwortung. Mir soen, datt de Gebrauch vun der Force muss méiglech sinn. Dat heescht jo nach net, datt se agesat gëtt, mä datt se wéinstens muss méiglech sinn, soudatt de Pilot, dee konfrontéiert ass mat där Situatioun, eng kredibel Menace ka géintwuer engem Fliger ausschwätzen duerch Tirs de semonce an och eventuell duerch den Asaz vu schaarfer Munition. Fir dat a priori schonn auszuschléissen, reduzéiert de Sécherheetsniveau, op dee mer hei am Land awer, mengen ech, genausou e Recht hunn, wéi an anere Länner eis belsch an eis hollännesch Noperen a vill anerer och.

Dat gesot, wäert d'ADR dëst Gesetz also net matstëmmen. Mir wëllen de Gebrauch vun där Méiglechkeet net ausschléissen, well ech mengen, datt dat déi verantwortungsvoll Approche ass, fir un esou eng Situatioun erunzegen.

Villmools Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech hunn, äänlech wéi den Här Kartheiser, och dat Basistheaterstück vum von

Schirach oder dat Theaterexperiment gesinn, wat jo och herno verfilmt ginn ass. An ech muss soen, ech war asouwäit e bësse schockéiert, well ee vun de Grondsätz vum Rechtsstat ausser Kraaft gesat ginn ass an deem Experiment, näamlech datt d'Leit selwer zum Riichter gemaach ginn an domadder d'Onofhängegkeet vun der Justiz quasi de facto ausser Kraaft gestallt ginn ass.

D'Justitia war net méi blann, mä war geleet vun Emotiounen, vu Biller, vun Impressiounen, wat alles kéint geschéien, wann en entfëierte Fliger an e Fussballstadion, dat war jo d'Suppositioun, sollt erafléien. An ech sinn awer och do éischer e ganz kloren Unhänger vun de Verfassungsprinzipien, datt et e Stat net erlaabt, onschëlleg Zivilisten einfach esou ëmzebréngen, och souguer virum Hannergrond, datt doduerjer eventuell e grëssert Verbrieche kéint verhënnert ginn.

Bon, dëst gesot, muss ee soen, an deem Text hei geet et awer net dorëms, well grad bei de Fransousen d'Force létale jo net Deel ass vun deem heiten Accord.

Déi Fro, déi mir eis awer stellen, ass, mir hunn aus engem tripartit Benelux-Accord elo quasi e quadripartit Accord gemaach, wou ni verschiddene Begrëfsverschiebungen - Renegade gëtt net méi explizit genannt, duerfir awer Dronen - déi lescht Etapp, d'Force létale, am Accord mat de Fransousen net méi explizit ernimmt an doduerch erméiglecht gëtt; d'Fro ass, wéi sech dat dann herno an der Praxis wäert ëmsetzen, well et huet ee jo dann eng Zort Fléckenteppich, wou een op där enger Säit een Accord huet mat engem, deem d'Force létale net erméiglecht, en aneren, zwee aner Partner, déi se erméiglechen. Ee selwer seet - zu Recht d'ailleurs -, datt zumindest iwwert dem Territoire vu Lëtzebuerg dat net dierf geschéien.

Mir sichen elo e weideren Accord mat Däitschland, wat jo och Sënn mécht, a wou an Däitschland relativ kloer ass, datt d'Force létale net dierf agesat ginn, op jidde Fall nom leschten Uerteel vum Bundesverfassungsgericht, wat seet, et dierft just agesat ginn an extreme Fall an och just dann, wann et honnertprozenteg sécher ass, datt just Terroristen dee Moment an esou engem Fliger sinn.

A wann ee sech da freet, wéi dat konkret ausgesäit, da kënn een op een anere wichtege Punkt, firwat mer eis och déi leschte Kéier enthalen hunn an och dës Kéier weider wäerten enthalen, näamlech déi Fro vun der technescher Ëmsetzung. An där technescher Ëmsetzung, wann do eng ganz Rëtsch Gardefouen dra sinn, wat d'Ketten ueget, wéi d'Decisiounen geholl ginn, da kann dat duerch sennvoll sinn, mä ganz vill vun deenen techneschen Arrangementer sinn net public a mir kënnen se net aschätzen.

An duerfir wäerte mer d'selwecht wéi 2016 dësem Projet eisen Accord net kënnen ginn a mir wäerten eis entsprechend enthalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do mat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. D'Wuert huet den zoustänneg Minister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.** - Merci, Här President. Och dem honnablen Här Angel Merci fir säin exzellente Rapport. Vläicht just zwou Äntwerten op dat, wat den Här Kartheiser gesot huet. Mir hunn d'Méiglechkeet net iwwer eis Verfassung, fir an deem heite Fall kënnen e Fliger erfzeschéissen. Dat erlaabt eis Verfassung net, Artikel 11 an der aler Verfassung an Artikel 12 an der neier Versioun.

Dovun ofgesi wëll ech awer och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass all Experten lech soen, dass ee Linnefliger net iwwer engem Stadion op eemol einfach am Stuerzflug kann eroffléien, fir dranzefléien, respektiv an eng Staumauer respektiv op Kettenuewen. Wann ee Linnefliger dat wëllt maachen, da muss e relativ fréi seng Positioun, also seng Héicht verloossen, fir lues a lues op dat Zil erfzeschéien. An dee Moment gëtt e jo direkt detektéiert. E gëtt jo direkt detektéiert, wann e seng Héicht, seng Fluchhéicht verléisst a gëtt vun deem Moment un natierlech vun den Autoritéiten drop opmierksam gemaach, dass e seng Fluchhéicht verléisst an dass en erëm muss zréck op déi goen. A wann en dat net mécht, da ginn natierlech direkt scho Géigemoosname geholl. An dat ass wäit, ier en iwwerhaupt op Lëtzebuenger Territoire kënn.

Erënnert lech selwer, wann Der mam Fliger flitt, wéi fréi dass Der Are Rimm erëm muss uleeden, well de Pilot duerchseet, dass en elo zur Landung usetzt. Meeschtens dauert dat eng hallef Stonn, bis esou ee Fliger ënnen ass. Dir kënn also net iwwer Cattenom fléie mat esou engem Boeing an dann einfach am Stuerzflug riicht eroffléien. Dat geet technesch

iwwerhaupt net. A wann een dat wëlles huet, dee fänkt schonn zu Frankfurt quasi un, e Landemanöver anzuleeden, fir dat dote kënnen ze maachen, an dann ass e wäit virdru schonn detektéiert a wäit virdru ginn déi éischt Mesur geholl, fir dat doten ze evitéieren, soudass ech mengen, dass déi Gefor awer relativ kleng ass, déi Der elo hei erwänt hutt.

Mä wéi gesot, nach eng Kéier, och wa mer et wëllt maachen: Eis Verfassung léisst dat net zou. An ech mengen, dass dat Gesetz, wat mer elo hei stëmme mat enger larger Majoritéit, dass dat deem Rechnung dréit, wat mer wierklech hei zu Lëtzebuerg brauchen.

Ech hoffe wéi gesot och, dass dat doten en Text ass, dee mer haut stëmme an dee mer ni wäerte musse applizéieren. Ech soen lech Merci fir dee positive Vott.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

(**Interruption par M. Fernand Kartheiser**)

Jo, den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Also ech wëll elo net polemiséieren iwwert d'Verfassung. Mir hunn do eng aner Meenung, Här Minister. Ech wollt lech just äntwerten op dat Argument vum Fliger, dee lues a lues muss erfrogen.

Dat ass richtig, wann ee wëllt landen iergendwou a sech un d'Regelen halen. Et ass nun awer esou, datt, wann e Fliger ënnert der Kontroll vun Terroristen ass, wëllt deem normalerweis net eng regulär Landung maachen, mä eng Attack. An dofir brauch e sech weder un e Fluchplang ze halen nach un eng lues Descente, mä en huet sech nëmme nach un d'Aerodynamik ze halen. Dat ass dat eenzeg Gesetz, un dat sech dee Fliger muss halen, fir kënnen eng Attack auszuféieren.

Dat heescht, e kann a ganz séiere Wénkel, ganz séiere Falvitessen operéiert ginn. Dat ass bei deene grouse Fliger, a bei deene klengen, déi ee ka voll Explosiffe lueden, nach vill méi, soudatt eigentlech Är Logik wuel déi ass vun engem Här, dee vill an hofftelech bequem reest, awer mat der Realitéit vun enger terroristescher Attack näischt ze dinn huet.

Merci.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.** - Also, ech reesen op alle Fall léiwert mat deem Gesetz, wat mir hei stëmme, wéi mat deem, wat Dir proposéiert ze stëmme. Mä nach eng Kéier: Bei deene klenge Fligeren, bei deene klenge Sportsfligeren hutt Der natierlech recht, dass déi vill méi maniabel sinn an esou engem Fall. Mä déi déck Linnefligere kritt Der net vun enger Minutt op déi aner op esou en Zil gesteiert. Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm a mer stëmme elo iwwert de Projet 7178 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7178 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt en. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 55-mol Jo, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7178 ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marcel Oberweis), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar), Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Jo, dann ass dat esou decidéiert.

A mer ginn zum nächste Projet de loi iwwer. Dat ass de Projet de loi 7161 iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre de Commerce. An d'Wuert huet d'Madamm Rapportrice Tess Burton.

7. 7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Rapport de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** Voilà! Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi mat der Nummer 7161, deen ech lech elo hei presentéieren, ass de 25. Juli 2017 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider deposéiert ginn. D'Zil vun deem Gesetzestext an dem groussherzogleche Reglement, deen dozou gehéiert, ass et, punktuell Ännerungen am Kadergesetz vun der Chambre de Commerce ze maachen, wéi och Ännerungen am groussherzogleche Reglement iwwert d'Organisatioun vun de Wahlen a vun der Wahlprozedur fir d'Chambre de Commerce ze maachen.

Mat deem Gesetzesprojet kënn et zu enger Vereinfachung vun der Wahlprozedur vun der Chambre de Commerce. An domadder ass deen Text Deel vun der Initiativ „Einfach Lëtzebuerg“. Déi nei Dispositiounen goufen entwéckelt, fir d'Wahlprozedur vun der Handelskummer ze optimiséieren, besonnesch wat verschidde praktesch Aspekter ubelaangt, déi sech bei de leschte Wahlen erauskristalliséiert hunn an déi duerch déi nei Adaptatiounen eng gewësse Wichtigkeet souwuel fir déi öffentlech Akteuren, awer och fir d'Handelskummer selwer duerstellen.

An deem Sënn ass et dann och esou, datt de Friddensrichter, deen de Moment oft an d'Wahlprozedur intervenéiert, all seng Missiounen, déi e juristesche Pouvoir erfuere, behält, allerdéngs elo eng Rei administrativ Aufgabe vum Wahlbüro duerchgefouert ginn. De Wahlbüro gëtt also elo méi implizéiert a kritt vun elo u Kandidatvirschléi an arrétéiert d'Lëscht vun de Memberen, soubal eng Lëscht deposéiert ass. An de Büro leet ausdrécklech fest, wien déi effektiv Membere sinn a wéi eng d'Membres suppléants sinn.

An deem Fall ass et dann och de Büro, deen déi gewielte Membere proklaméiert. Esou ass also de Wahlbüro och zoustänneg fir d'Opnam vun de Kandidatpropositiounen. An d'Leit, déi hir Kandidatur wëllen deposéieren, brauchen an Zukunft keng Attestatioun méi, datt se op de Wielerlëscht an hirer Gemeng ageschriwwen sinn.

Am Sënn vun enger Moderniséierung, a besonnesch am digitalen Zäitalter, ass virgesinn, datt an Zukunft all d'Formularen, déi fir d'Kandidaturproposen néideg sinn, deenen Interesséierte souwuel op Pabeier wéi och elektronesch zur Verfügung gestallt ginn. An domat gëtt dann d'Gestioun an d'Ausfëlle vun deenen néidegen Dokumenter och méi einfach.

Här President, dann ass et och esou, datt d'Plenarversammlung, wat jo d'souverän Organ vun der Chambre de Commerce ass, souwuel aus éischtgewielte wéi och aus zweetgewielte Membere besteet. Dës Ännerung erhéicht d'Representativitéit vun de Wahlgruppen an och den demokratesche Charakter. Dat heescht, soubal en éischtgewielte Member verhéiert ass, fir un der Assemblée plénière deelzehuelen, kann op Basis vun der Ranguerdnung den zweetgewielte Member ersetze goen.

Dës implizéiert eng aktiv Matbedeelegung vun deene verschidde Memberen. Dat heescht domadder dann, datt de Suppléant, wann et noutwendeg ass, éischer oder méi oft convoquéiert gëtt.

En anere Virdeel ass deen, datt een de Risiko vun engem ze klengen Quorum domadder reduzéiert. Och am Sënn vun enger demokratescher Representativitéit ass envisagéiert, datt am Fall, wou eng Wielergrupp net méi representéiert ass, soubal keen éischt- an zweetgewielte Member méi do ass, datt et an esou engem Fall zu Neiwahle géif kommen, awer nëmme fir dese Grupp, fir nei Effectiffen a Suppléanten ze bestëmmen.

Et ass och virgesinn: Am Fall, wou eng Wahlgrupp keng Lëscht oder souguer eng oder méi Lëschte kee Kandidat presentéieren, kënn et zu Neiwahlen, awer just fir dee concernéierte Grupp, an dës innerhalb vu maximal sechs Méint.

Schlussendlech goufen nach e puer Präzisiounen vun Datumen an Delaien an d'Gesetz ageschriwwen, sief dat fir d'Areche vun de Kandidatpropositiounen oder d'Frist, fir d'Stëmmziedelen ofzeginn. Dës Dispositiounen sollen och zur Vereinfachung an zur Flexibilitéit vun där ganzer Prozedur bäidroen.

Här President, ech kommen nach kuerz zu den Avisen. D'Handelskummer huet aktiv un der Ausaarbechtung vun deem Gesetz an dem Règlement grand-ducal matgeschafft a begréisst an hirem Avis vum 22. August 2017, datt déi nei Dispositiounen zu enger administrativer Vereinfachung bäidroen an datt een eng méi héich demokratesch Representatioun vun hire gewielte Memberen doduerch erreicht.

De Statsrot huet a sengem Avis den 30. Januar 2018 eng Rei vu Präzisiounen gefrot, besonnesch wat d'Modalitéit fir den Ad-hoc-Remplacement vun engem Membre effectif duerch e Suppléant ugeet, an huet och eng Rei legistesche Remarque gemaach, awer keng Opposition formelle, soudatt ech mäi Rapport den 8. Februar an der zoustänneger Kommissioun presentéiere konnt.

Voilà! Dës gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschten. An ech ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. An den Här Gloden huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen der Madamm Rapportrice Merci fir den ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot ginn. Et ass eng Vereinfachung vun der Wahlprozedur. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, dat heiten ass e pertinent Beispill vun administrativer Vereinfachung. Engersäits gëtt, wéi d'Rapportrice et scho gesot huet, d'Wahlprozedur vun der Handelskummer simplifiéiert, anerersäits gëtt awer och den administrativen Opwand ofgebaut, reduzéiert.

Mir begréissen als Demokratesch Partei och, datt déi demokratesch Representativitéit innerhalb vun der Handelskummer mat deem Projet verstärkt gëtt.

Dës gesot, wëll ech am Numm vu menger Fraktioun der Rapportrice en hærzeleche Merci soe fir hire Bericht a géif dann och den Accord vun der Demokratescher Partei zu deem Projet de loi ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech géif dem Tess Burton Merci soe fir dee gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun fir dese Projet de loi erabrénge.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat hätt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här President, ech soen der honorabeler Madamm Burton Merci fir hiren exzellente Rapport, soen der Chamber Merci fir d'Zoustëmmung zu deem heite Projet.

Ech mengen, dass et eng Ännerung ass, eng Vereinfachung ass, déi scho laang batternéideg war an déi domadder dann elo och haut gemaach ginn ass.

Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An da kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7161 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7161 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruption)

Elo ass d'Ofstëmmung dann eriwuer.

A mir hu mat 60 Jo-Stëmmen eng Unanimitéit fir de Projet de loi 7161.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

8. Ordre du jour

A mer géifen dann zu deenen nächste Projeten iwwergoen: d'Projets de loi 7224 an 7225, déi mer wëllen an enger Diskussioun traitéieren. Dat heescht, d'Madamm Rapportrice mécht déi zwee Rapporten iwwer Accorden tëscht Lëtzebuerg a Litauen, wat d'statistesche Transfere vun erneierbaren Energien ugeet. An d'Madamm Rapportrice huet d'Wuert.

9. 7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017

Rapports de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi grad gesot: Ech wäert lech elo de Rapport vun deenen zwee Projet-de-loie mat den Nummern 7224 an 7225 zesumme maachen, well et sech hei em zwee bal identesch Accorden handelt, déi mat zwee baltische Länner ennerschriwwen gi sinn, eemol mat Litauen an eemol mat Estland.

Déi zwee Projet-de-loie sinn den 20. Dezember 2017 vun der Regierung deposéiert ginn.

Et geet bei deenen zwee Accorden em eng Direktiv, déi 2009 ennerschriwwen ginn ass, an där d'Ziler op europäeschem Niveau fir all EU-Memberstat festgehale gi sinn, wat d'erneierbar Energie betrëfft. All Memberstat krut en Zil, fir am Joer 2020 e gewësenen Ertrag vu senger Energieversuergung erneierbar ze hunn.

Mir hunn do als Zil fir Lëtzebuerg 11% kritt an d'Obligatioun, e Plang opzestellen, wéi mer déi 11% erreche wëllen. Am Joer 2010 huet d'Regierung dee Plang approuvéiert, dee festhält, wéi ee soll bis 2020 virgoen, fir dës Zil ze errechen.

An deem Plang sinn dräi Voleten definéiert ginn.

En Deel vun deenen 11% si 4%, déi heiheim gemaach solle ginn duerch national Mesuren.

Den zweete Volet ass obligatoresch am Transportberäich ze maachen. Dat si 5% vun deenen 11%.

An am Plang ass och festgehale, datt déi feelend 2%, fir op déi 11% ze kommen, net am Land kënnen oder solle bis 2020 gemaach ginn, mä datt déi iwwer en Accord de coopération mat anere Länner gemaach solle ginn.

De Ministère huet 2010 direkt mat alle potenzielle Länner Kontakt opgeholl. An iwwert déi fénnef Joer huet sech dann erauskristalliséiert, datt Lëtzebuerg déi meescht Méiglechkeete mat Estland a Litauen hätt, an dofir huet eist Land dunn och déi Verhandlungen intensivéiert a koum dunn eben op dës zwee Accorden hei.

Déi zwee Accorden hunn de Charakter vun engem Traité. An deenen zwee Accorde stinn ongeféier déiselwecht Dispositiounen dran. De Ministère huet nämlech drop gehale, fir mat deenen zwee Länner eng gewësse Balance ze halen, well déi zwee Länner sech jo och matenee vergläichen, wéi wéi vill kritt a gëtt an zu wéi eng Konditiounen. Am Resumé: Et gëtt also pro Accord eng minimal Quantitéit vun sougenannten Transfert statistique garantéiert, géint ee gewëssene monetäre Wäert.

A gläichzäiteg hu mer dann och d'Méiglechkeet - jee nodeems, wéi vill mer brauche bis 2020, well een dat net genau ka viraussoen, well dat vu ganz ville Parametere ofhänkt -, gewëssen zousätzlech Quantitéiten ze kafen.

Et ass dann och esou, datt d'Fro opkomm ass, aus wéi enger Energie déi zwee Länner, Estland a Litauen, hire grénge Stroum maachen. An do ass och an deenen Accorde festgehale ginn, datt mir als Lëtzebuerg d'Statistiken an d'Quantitéit vun deenen Energie kréien, déi si am meeschten nutzen oder entwéckele wëllen. Dat ass d'Sonnenenergie, d'Wandenergie an dann och d'Aerdwärmt, also d'Geothermie, a subsidiär hannendru kënn d'Energie aus Biomass, déi kann ugerechent ginn.

Nach kuerz zu de Finanzen. Déi zwee Traitée couvréieren d'Period vun 2018 bis 2020. An deene jeeuwelegen Accorden ass fir déi Period en Transfert statistique vu 700 Gigawatt d'Stonn virgesinn zu engem Präis vun 10,5 Milliounen Euro. Den Transfert gëtt mat béide Länner an zwou Etappe gemaach. Dës Joer wäert Lëtzebuerg jeeeweils 300 Gigawatt d'Stonn fir 4,5 Milliounen Euro kafen an 2020 déi reschtlech 400 Gigawatt d'Stonn fir 6 Milliounen.

De Statsrot huet den 30. Januar dës Joer säi Feu vert zu deenen zwee Projete ginn.

Voilà! An dës gesot, ginn ech och de Feu vert vun der sozialistescher Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dann huet den Här Mosar d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci och hei der Rapportrice fir hir zwee exzellente Rapporten. Mir bleift weider soss näischt ze soen, wéi den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, dass Lëtzebuerg wäert erneierbar Energien aus Estland a Litauen akafen, ass fir d'Demokratesch Partei dee richtige Wee. Ech soen lech, firwat. Mat sengen 2.586 km² huet Lëtzebuerg eng begrenzte Fläch zur Verfügung, fir erneierbar Energien anzusetzen. A wéi mä Kolleg, den André Bauler, kierzlech ganz treffend gesot huet: Dës si geografesch Constraints, déi evident sinn.

Här President, Lëtzebuerg läit net um Mier, wat eng Rei Zorte Stroumerzeugung aus erneierbaren Energien onméiglech mécht. Och eist Waasserkraaftpotenzial ass quasi komplett ausgenutzt. Och wann een aktuell vill vun de potenziell méigleche Wandmillen am Süde vum Land héiert, ass och d'Wandkraaftpotenzial begrenzt. Awer enner anerem am Beräich vun der Fotovoltaik läit nach vill Potenzial.

Här President, de Kampf géint de Klimawandel ass kee Kampf, dee Lëtzebuerg eleng ka gewinnen. Do brauche mer kollektiv Efforten an do brauche mer eng gewësse Flexibilitéit, fir dass déi ambitiéis Ziler, déi Europa sech an deem Beräich ginn huet, och kënnen erreicht ginn.

Och wa Lëtzebuerg sech elo erneierbar Energie aus de baltische Länner wäert bäikafen, fir säin nationaal Zil ze errechen, esou heescht dat awer net, dass mir heiheim keng Efforte mussen oder wëlle maachen. Ganz am Géigendeel!

Déi lescht Jore gouf enorm vill a Solar- a Wandenergie investéiert. Och beim Bau gëtt exklusiv nom héchsten Energiestandard gebaut. An och de Rifkin-Rapport weist nei Pisten op, wéi nach méi op erneierbar Energie gesat ka ginn.

Mä, Dir Dammen, Dir Hären, all déi Efforten hunn och eng Limit. An dofir ass et noutwendeg, dass mer och Energie bäikafen, wou der méi produzéiert ka ginn. Estland a Litauen leien um Mier. Béid Länner hunn hir national Ziler



An déi Rechnung ass an eisen Ae falsch. Onofhängeg dovunner, datt de Klimaschutz engem reng ekonomesche Käschtecalcul ëmmer iwwergeuerdet misst sinn, bitt den Ausbau vun erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg virun allem och Chancen. Et géifen nei ekonomesch Aktivitéiten entstanen, nei Aarbechtsplazen, an et besteet virun allem eng Sensibilitéit fir ekologesch Froen an der Populatioun. Wann een déi Entwécklung geif mat berücksichtegen, da géif den ekonomesche Calcul scho ganz anescht ausgesinn. An esou gesi bremst d'Regierung do d'Entstoe vun esou enger nohalteger Wirtschaft, obwuel se eigentlech dee ganzen Dag dovunner schwätzt.

Well wann een d'Efforte bedenkt, déi vu Fuerscher an Ëmweltorganisationsen am Kader vum Klimaschutz gefuerdert ginn, da sinn déi 5% erneierbar Energien, déi Lëtzebuerg aktuell virzeweisen huet, net terribel dichteg, am Géigendeel souguer wierklech traueg. Well Lëtzebuerg hätt näamlech méi Méiglechkeeten, selwer erneierbar Energien anzusetzen, dat seet eis d'Fraunhofer Institut am Rapport vun 2016. Dat seet eis awer och dee vill zitierete Rifkin-Rapport.

De Problem bei deene 5% aktuell an deem 11%-Zil bis 2020 ass awer, datt dat eng relativ Gréisst ass. Wat dat un absolutem Energieverbrauch bedeit, huet eppes domadder ze dinn, wéi vill Energie insgesamt zu Lëtzebuerg verbraucht gëtt. An dat ass der ganz vill.

Natierlech ass ee grouse Verbrauch bei de Bëttriber ze sichen. An duerfir, mä net nëmmen duerfir, ass et och richteg, besonnesch d'Usidlung vun engem Google-Datazenter a Fro ze stellen, deen de Verbrauch zu Lëtzebuerg quasi iwwer Nuecht méi séier géif beschleunegen, wéi d'SpaceX-Rakéit de Militärsatelitt an de Weltraum geschoss huet.

Den Haaptverbrauch vun Energie ass a bleift awer am Transportsecteur. An den Här Anzia huet virun drun och schonn drop higewisen. An hei ass virun allem den Tanktourismus ze nennen. Et ass och dese Beräich, deen de Gros vun eisen CO₂-Emissionen ausmécht. An den Tanktourismus ass eng Steiernisch. An des Steiernisch ass en ultimative Klimakiller.

Doriwwer schwätze mer awer net, obwuel mer virun engem Joer eng Etüd presentéiert kritt hunn iwwert d'Konsequenzen dovunner, déi awer bis elo zumindest an den Tiräng verschwonne ass. Mir hunn am Dezember versprach kritt vum Nohaltegkeetsminister, uganks des Joers géif d'Regierung do mat Pisten a Propositionen kommen. Muer si mer Mäerz, mir hu bis elo op jidde Fall nach näischt héieren, mä mir mengen, datt dat och grad virun de Wahlen dréngend noutwendeg wier.

Här President, fir et einfach zesummenzefaassen: Eegen ambitiéis Investitiounen an d'erneierbar Energien zu Lëtzebuerg an eng zolidd Reduktioun vum Tanktourismus, domat hätte mer emol eng Kéier e reelle Bäitrag zum Klimaschutz geleescht. A Statistiken aus de baltesche Länner misste mer dann och net méi kafen.

Här President, dat hei ass an eisen Ae keen nohaltege Projet an et ass kee Projet, deen de Wee zu der Energieautonomie vu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore kéint opzeechnen, et ass de Géigendeel dovunner.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Energieminister, den Här Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Fir d'Alleréischts dann och nach eng Kéier der honorabeler Madamm Burton e grouse Merci fir deen exzellente Rapport.

Ech wëll och hei nach eng Kéier rappéléieren, dass dat heiten ee Gesetz ass, dat mer stëmmen op Basis vun enger EU-Direktiv, der Direktiv 2009/29/CE, also eng Direktiv, déi bal zéng Joer al ass, a mir elo als Lëtzebuerg an der Europäescher Kommissioun a vun der Europäescher Kommissioun héich gelueft ginn, dass mer dat éischt Land sinn, wat elo op dee Kompensatiounsmechanismus hei zréckgräift.

Firwat gi mer gelueft? Mä well et sënnvoll ass. Well et sënnvoll ass, well d'Europäesch Unioun, d'Europäesch Kommissioun an all d'Memberlänner sech jo eigentlech elo entre-temps drop géeneegt hunn, dass mer eis Klimaziler, eis erneierbar Energieziler mussen europäesch realiséieren an dass et méi Sënn mécht, se do ze realiséieren, wou se am realisabelste sinn.

Mat deem, wat mir hei maachen, an do wëll ech vläicht direkt dem Här Kartheiser äntweren. Dir sot: Dat hei gëtt en deieren Accord. Dat hei gëtt déi bëllest Form, wann ech et reng vum Käschtepunkt kucken, déi bëllest Form vun erneierbaren Energien, déi mer an eise gemengte Mix vun erneierbaren Energien hunn! Mä dorëms geet et emol net, Här Kartheiser. Et geet dorëms, dass mer déi Moyenen, déi mer an der Europäescher Unioun hunn, fir erneierbar Energien ze produzéieren, do asetzen, wou mer am meeschten erneierbar Energie fir am mannste Suen och kënne kréien. An dat geschitt och iwwert deen heiten Accord. An do si mer dann och a Contradictioun zu der Argumentatioun vum Här Baum.

Dat hei ass eppes, wat sënnvoll ass, well mer wierklech probéieren, e Maximum vun erneierbaren Energie kënnen ze produzéieren an der Europäescher Unioun. An ech mengen, et ass dat, wat zielt fir de Klima an Europa. Et ass vill manner wichteg, dass all Land a sengem Eck ka soen: Mir hunn elo esou vill Prozent. Well dat, wat wichteg ass, ass: Wivill erneierbar Energie ginn insgesamt an der Europäescher Unioun produzéiert?

An ech mengen, do hëllef mer wierklech, fir eppes Sënnvolles ze maachen. Dat hei ass also ee ganz wichtegen Accord an och en Accord, wou mer zu deenen zwee Länner soen: Majo, mir kafen lech Är Iwwerschossenergie of zu engem gënschtege Präis, mä mir obligéieren lech och nach, dass Der déi Suen erëm weider investéiert a weider Recherche, a weider Investitiounen an d'erneierbar Energien. An ech mengen, dat ass jo een Deel vun eiser erneierbarer Energiestrategie, déi 2% vun deem 11%-Zil, dat mer hunn.

D'ailleurs, 11% waren d'Zil, dat mer eis deemoools ginn hunn, wou d'Kommissioun selwer sot: Dat kënnt Dir duerch Är geografesch Situatioun, duerch de Fait, dass Der net genuch

Wand hutt, duerch de Fait, dass Der net genuch Waasser hutt, duerch de Fait, dass Der e klengt Land sidd a relativ schwéier d'Méiglechkeet hutt, iwwerall Wandmillen ze stellen zum Beispill, guer net selwer errechen. Mä dofir hu mir jo gesot: Mir hunn e Mix an dat heiten ass een Deel dovun, dat heite sinn 2% vun deenen 11%, déi mer wäerten iwwert deen dote Wee errechen.

Ech kann lech op alle Fall haut hei versprechen, dass Lëtzebuerg säin Zil, dat et sech ginn huet, fir 2020 op en Taux vun 11% erneierbar Energien ze kommen, wäert anhalen kënnen. An ech wëll an deem Kontext, wann Der erlaabt, Här President, och e Merci aussprechen. E Merci dem fréieren Ëmweltminister, dem Marco Schank, well ech mat him eng ganz Rei Projete konnt ustoussen an deem Beräich, fir ebe just eis eege Responsabilitéit hei am Land ze huelen.

An de Marco Schank weess, wéi schwéier déi Diskussiounen, déi mer haten, oft waren. Net well mir zwee net wollten, mä well et eng ganz Rei Oplage gëtt, well mer eis ganz oft heurtéiert hunn un Noperen, un Interéte vun anere Communautéiten, déi eben net wollten eng Wandmillen hunn, oder aneren Interéten, wat den Ëmweltschutz ugeet, wat den Déiereschutz ugeet, wou mer Problemer haten. Mä mir hu ganz vill Projeten zesummen ugestouss, déi haut rullen, déi haut Energie produzéieren. A mir hunn dat an deser Regierung mam Camille Gira a mam Carole Dieschbourg zesumme massiv weider ausgebaut.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dofir och hinnen zwee vun deser Plaz e ganz grouse Merci fir déi wierklech fantastesch Kooperatioun, déi mer an deem doten Domän haten.

(Brouhaha)

Voilà! Dat gesot, soen ech lech alleguerten e grouse Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An da géife mer fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 7224 ofstëmmen, dat heescht, den Accord mat Litauen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7224 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

55-mol Jo, 5-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7224 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marcel Oberweis), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude

Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An dann deen nächste Projet. Dat ass den Accord mat Estland, de Projet de loi 7225.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7225 et dispense du second vote constitutionnel

Och do fänkt d'Ofstëmmung elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwuer.

55-mol Jo, 5-mol Neen. Domat ass och dee Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

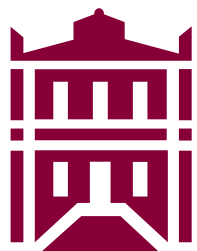
Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer fir den Debat iwwert de Logement. Merci gesot a schéinen Owend nach.

(Fin de la séance publique à 17.55 heures)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Question élargie n°27 de M. Fernand Kartheiser au sujet du passage de l'Enseignement secondaire à l'Enseignement supérieur

- M. Fernand Kartheiser - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

3. 7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. Débat de consultation sur la problématique du logement

- Exposé: M. Marc Hansen, Ministre du Logement

- Débat: M. Marc Lies (intervention de M. le Ministre Dan Kersch), M. Max Hahn (dépôt d'une motion), M. Yves Cruchten (intervention de M. Henri Kox), M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner (dépôt de quatre motions)

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner

- M. David Wagner

6. Débat de consultation sur la problématique du logement (suite)



- Débat (suite): M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre du Logement
- Motion 1: M. Marc Lies
- Vote sur la motion 1 (adoptée)
- Votes sur les motions 2 à 4 (rejetées)

- Motion 5: M. Yves Cruchten (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Alex Bodry), M. Eugène Berger, M. David Wagner, M. Alex Bodry (intervention de M. Claude Haagen) (renvoi de la motion en commission)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Dan Kersch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Setzung op an ech stellen déi classesch Fro, ob d'Regierung eng Matdeelung ze maachen huet.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da kenne mer zu dem normalen Ordre du jour iwwergoen. A mer fänken u mat der erweiterter Fro N°27 vun Här Fernand Kartheiser iwwert den Iwwer- an den Zougang vum Secondaire zum Enseignement supérieur. De Frosteller huet d'Wuert. Hien huet fénnef Minutten Zäit, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

2. Question élargie n°27 de M. Fernand Kartheiser au sujet du passage de l'Enseignement secondaire à l'Enseignement supérieur

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et gouf jo an deene leschte Jore vill Reformen am Lycée. Mä déi Fro vun haut dréit sech eben drëm: Wat geschitt nom Lycée? Wéi sinn déi jonk Leit drop virbereet, fir op d'Universitéit ze goen? Wéi en Diplom hu se? Wat steet op deem Diplom? Wéi sinn hir Kenntniss zertifizéiert? Si se prozedural och drop virbereet, fir sech deenen Admissiounformalitäten an deene beschméiglechen Émstänn kënnen ze stellen? A wann dat net de Fall ass, wat kann een eventuell verbessern, fir den Iwwergang vum Enseignement secondaire an den Enseignement supérieur ze verbessern?

Do sinn natierlech eng Rei Aspekter wéi d'Orientierung, d'Informatioun an d'Préparatioun. A mir hunn eis hei geduecht, mir stellen elo emol e puer Froen, fir eng Diskussioun an deem Zesammenhang unzefänken, well vun elo u bis zum Juli hu mer jo eventuell och nach Méiglechkeeten, déi eng oder aner Moosnam ze treffen, fir den Iwwergang gutt ze gestalten.

Dat Éischt ass d'Organisatioun vun den Noexamen. Mir hunn de Problem, dass déi Noexamen dacks ganz spët gemaach ginn am Hierscht. Bis dann d'Resultater virleien, féiert dat dozou, dass verschidde Prozeduren einfach zäitlech net méi kënnen agehale ginn. An déi éischt Fro, déi mer der Regierung wéilt stellen: Ass et ebe méiglech, déi Noexamen zäitlech méi no bei den Examen selwer ze leeën, quitta dass Leit muss kompenséiert gi fir Aarbecht an de Vakanz, mä op jidde Fall esou, dass den Delai tëschent Examen an Noexamen esou kuerz wéi méiglech ka gehale ginn?

Dat Zweet ass dat, wat um Ofschlossdiplom steet respektiv wat d'Schüler zertifizéiert kréien, wa se aus dem Lycée erausginn. Am Premièsexamen, bon, do stinn natierlech déi Fächer mat den Notten drop. Elo muss och gekuckt ginn, wat vun den Deuixièmesfächer op den Diplom stoe kënn. An et misst net nëmmen dropstoen, wéi eng Fächer op Premiè an Deuixième gemaach gi si respektiv mat wéi engen Notten, mä eben och all Kéiers eng Beschreiwung vun deem, wat wierklech vun de Schüler gefrot ginn ass, fir dass een op den Universitëiten esou genau wéi méiglech kann novollzéien, wat déi Schüler op wéi engem Niveau gemaach hunn. Wann esou eppes kéint an engem klengen Supplement erkläert ginn, mengen ech, wär dat och ganz hëllefriich. Wann dat scho virgesinn ass, èmsou besser, wann net, da sollt een dat awer maachen.

Mir denken och - dat ass ADR, mengen ech -, dass mer den Diplom hei am Land souwisou och sollten op Lëtzebuergesch verdeelen. Mä dass nëmmen niewelaanscht bemierkt.

D'Qualifikatioun misst esou gutt wéi méiglech sinn. Dofir, mengen ech, wär et och vläicht sënnavoll, dass fir d'Schüler am Lycée an de Schlussklassen - niewent deem, wat virgesinn ass op deenen normale Sektionen; dass ass jo och elo viru Kuerzem erëm iwwerschafft ginn - optional och ëmmer sollten Zousazcourse méiglech sinn, fir de Leeschtungs niveau an engem Fach nach weider ze erhéien, wann

een dat wéilt, respektiv fir och Fächer ze maachen, déi op enger Sektioon net vermittelt ginn oder net op héijem Niveau vermittelt ginn.

E classesch Beispill wäeren ëmmer fräiwëlleg zousätzlech Mathematiktonnen op enger Sproochesektioon zum Beispill oder fräiwëlleg zousätzlech Sproochqualifikatioun op enger Wëssenschaftssectioun. Et ass jo elo am Stonneplang och no där leschter Lycéesreform do eng gewësse Flexibilitéit virgesinn. Mä hei ass d'Iddi, fir de Leit fräiwëlleg, optional niewent der Schoul ze erlaben, do zousätzlech Qualifikatiounen nach derbäi kënnen ze maachen.

D'Sproochekompetenze muss een och kënnen zertifizéieren. Et ass jo esou, dass d'Lëtzebuerg Professerer net ëmmer d'Erlaabis hunn, fir auslännesch Sproochentester kënnen ze maachen: den TOEFL am Engleschen, oder am Franséischen, Däitschen, Italieneschen; wat eben un internationale Sproochenexame virgesinn ass. Do misst een drop hirschaffen, dass wa méiglech Lëtzebuerg Professerer och déi Autorisatioun hunn, dass ze maachen, sief et am Institut national des langues oder soss an de Lycéen, fir kënnen déi Zertifikatiounen ausstellen.

Net nëmmen déi Grandes Écoles hunn esou Concoursen - an et ass jo wierklech begreissenswäert, dass am lechternacher Lycée elo extra Virbereedungscoursé fir déi Grandes École ugebuede ginn -, mä och ëmmer méi Universitëite maache Concoursen, fir Leit ze rekrutéieren.

An et sollt ee sech iwwerleeën, ob een deen lechternacher Wee net och kéint e bëssen ausbauen, fir och Opnameconcoursé vun aneren Universitëite mat e bëssen engem anere Curriculum virzereeden, dass een d'Leit och op esou Concoursé ka virbereeden, an ob een dat Angebot net nach kéint em aner Fächer do-wéinst erweideren. Ech denken do zum Beispill un e Latinum, well vill Leit, déi op eemol Geschicht studéieren, mierken, dass se mussen Latein nohuelen. Just als ee Beispill. Et wär do-wéinst vläicht gutt, wann dat op der Basis vun deem lechternacher Modell nach kéint erweidert ginn.

Dann d'Orientierung postsecondaire. Och do hunn d'Lycéeë jo eng eegen Aufgab kritt. An do stellt sech d'Fro vun der Ausbildung vun den Orientateuren, well do ass den CDS net mat bedeelegt. Et ass just den IFEN. D'Fro stellt sech: Sollt den CDS net och do mat bedeelegt ginn, fir do eng beschméiglech Koordinatioun a Virbereedung vun där Orientatioun ze erméiglechen? A sollt den CDS net selwer och personell opgestockt ginn, fir do och déi Defiziter, déi mer an deene leschte Joren haten, besser opzefänken?

Villmools Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet elo den Educationminister, den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och dem Fernand Kartheiser fir déi Fro, déi natierlech eis grouss Opmierksamkeet huet. Net nëmmen zanterdeem se gestallt ginn ass, mä eigentlech déi ganz Legislaturperiod hu mer eis mat Froen vun Orientatioun befasst. Mir hunn e Gesetz iwwert d'Maison de l'orientation hei an der Chamber gestëmmt, wat och elo a Kraaft getrueden ass. Eng Maison de l'orientation, déi ganz vill Servicer, déi an der Orientatioun tätég sinn, déi zum Deel dem Bildungsministère ennerstallt sinn, zum Deel dem Ministère du Travail et de l'Emploi ennerstallt sinn, zesummefaasst, fir eng kohärent Demarche an eng kohärent Offer, Informatiounsoffer u Schüler, awer och un Erwuessener kënnen ze ginn.

An deem Gesetz war och scho verankert, dass all Schoul d'Obligatioun huet, sech eng Demarche d'orientation ze ginn. Well Orientatioun ass jo näischt, wat een an engem Nomëtteg an der Maison de l'orientation mécht. Orientatioun ass och näischt, wat een emol eng Kéier während engem Stage vun zwou oder dräi Woche mécht. Orientatioun ass e Prozess, wou e jonke Mënsch sech selwer kenneléiert, seng Interessensgebiddere detektéiert, seng Talenter entdeckt a sech och selwer domadder

ausenanersetzt: Wat wéilt ech mat mengem Lieue maachen a wou gesinn ech mech, wou gesinn ech mäi Rôle dranner a wat ka mer eng Satisfaktioun ginn am Lieuen? An dat ass eppes, wat Zäit brauch a wou de Schüler muss dra begleet ginn.

Duerfir hu mer decidéiert, dass an all Schoul eng Cellule d'orientation soll gegrennt ginn, vu Leit, déi enseigneieren, also Professerer, vu Leit aus der Equipe socio-éducative, déi d'Schüler op aner Manéiere kenneléieren a ganz konkret Offerté maachen an net nëmme kuerz virun engem Phas, wou orientéiert gëtt, virun der Quatrième a virun der Troisième oder dann duerno virun der Première, mä eigentlech iwwert de ganze Schoulparcours ewech Offerté maachen, wou dee Jonke sech ka selwer entdecken. An dat ass eppes, wat och scho virdru ganz vill Schoule gemaach hunn an elo nach eng Kéier duerch déi gesetzlech Obligatioun, déi mer am Gesetz verankert hunn, iwwerall muss gemaach ginn.

Mir hu jo am Kontext vun der Reform vum Lycée och de Premièsexame reforméiert fir deen Examen, deen elo fir d'Éischté Kéier am Enseignement classique usteet. Fir dat Joer drop dann ass och d'Reform um Wee fir am Enseignement général, deen nom selwechte Schema herno wäert oflafen. A mir hunn dat virun allem gemaach, fir deene jonke Primaner hei aus dem Land besser Chancen ze ginn, op den Universitëiten unzekommen.

Mir hunn d'Zuel vun de Fächer, wou eng schrëftlech Epreuve am Examen gemaach gëtt, op sechs reduzéiert, fir iergendwéi komparabel ze si mat deem, wat aner Länner hunn. Mir leien nach ëmmer iergendzwoosch un der Spëtzt vum Peloton mat sechs Fächer, déi schrëftlech mussen beluecht ginn an engem Ofschlossexamen. Mä wa mer een herno op acht, op zéng oder heiansdo souguer zwielef Fächer schrëftlech préiwen an engem Premièsexamen, wesse mer, dass e sech vläicht op déi eenzel Epreuven net an deem Mooss ka virbereeden a vläicht licht énnert deem läit, wat Kolleegen, déi net besser sinn, an engem anere Land, wou se nëmme sechs Epreuven mussen maachen an enger kuerzer Zäit, da kënnen errechen.

A wa mer wëssen, dass awer d'Mentioun herno, also deen Nottenduerchschnëtt, deen een am Premièsexame kritt respektiv am ganze Joer herno zertifizéiert kritt, kann ausschlaggebend sinn, ob een op enger Universitëit erakënnert oder net, op där enger oder op där anerer, oder an deem Fach oder an deem anere Fach kann ugeholl ginn, dass dat awer eppes, wou eng gewëssen Inegalitéit bestanen huet. Déi hu mer aus der Welt geschaaft an dat wäert da fir dese Joergang scho gëllen.

Mir hu gläichzäitig och e Complément a diplôme geschaaft, well haut wesse mer, dass ganz vill Universitëiten eben net nëmme méi op den Diplom kucken, net nëmme méi just eng Mentioun kucken, egal wéi gutt dass se ass, mä dass se sech de ganze Student ukucke bis hin zu Virstellungsgesprécher quasi, déi ee muss absolvéieren, éier een op der Uni kann ageschriwwen ginn, dass och en Dossier muss hannerluecht ginn.

An duerfir ass dat, wat Dir hei gefrot hutt, fir d'Joer scho Realitéit, fir d'Éischté Kéier am Enseignement secondaire classique an och dat Joer drop am Enseignement secondaire général, dass mer d'Fächer dokumentéieren, net nëmmen déi vun der Première, mä och vun der Deuixième, well et zum Beispill wichteg ass, wann ech e Fach op der Première net méi hat, awer ze weisen, dass et och dat op der Deuixième hat an och beschreiwen, wat d'Contenue sinn an deem Fach, wat op där Klass enseignéiert gouf, an och d'Finalitéit vun der Sektioon ze beschreiwen, well mer net kënnen dovunner ausgoen, dass iergendzwoosch jiddweree weess, wat eng B-Sektioon oder eng D-Sektioon dann ausmécht. Mir Lëtzebuerg, mir wëssen et, mä an den auslänneschen Universitëiten ass dat natierlech nach eppes anescht.

A bei deem Complément a diplôme gi mer och eng Méiglechkeet, fir dass d'Schoul oder och de Schüler selwer ka festhalen, wat en och nach ausserschoulesch alles gemaach huet. D'Schoul kann zum Beispill festhalen, wann ech am Schülercomité war, wann ech en Éischt-Hëllef-Cours gemaach hunn, bis hi

vläicht souguer Virstufe vun engem Fluchschäin gemaach hunn. Wann dat iwwer e schoulesche Programm gelaf ass, kënn dass automatesch herno op dee Complément stoen.

An de Schüler gëtt och nach incitéiert, dass alles dat, wat vill méi wäit ewech vun der Schoul ass - wann e Moniteur an de Scoute war, wat och ëmmer -, och ka mat afléissen, well och dass sinn Informatiounen, denken ech, déi herno, net nëmme wann ech mech bei de Patron virstelle gi mat mengem Diplom, mä och, wann ech op eng Universitéit wéll goen an op engem spezifesche Studiengang wéll erakommen, extrem, extrem wichteg kënnen sinn. Duerfir maache mer och genau dat doten.

Mir denken och, dass ee jo d'Schoullandschaft muss méi ënnerschiddlech opstellen a méi den eenzelne Besoine vun de jeeeweilige Schüler muss entgéintkommen, virun allem och Schüler, déi Talenter hunn an déi déi nach ganz besonnesch wëllen ervirsträchen. Duerfir hu mer jo de Schoulen d'Fräiheet ginn, hir Sektionen am Enseignement secondaire classique méi eegestänneg kënnen ze gestalten, Fächer kënnen auszetauschen, Schwéierpunkter nach liicht aneschtens kënnen ze setzen an och iwwer Optionsfächer natierlech eng zousätzlech Offerte kënnen ze maachen.

Mir hunn e Kader derfir geschaaft, well et muss natierlech ëmmer iergendzwoosch organiséiert ginn, et muss an engem Stonneplang dann och méiglech sinn. Wann all Schüler op enger Première, wann dat der 20 sinn, herno nach eng aner Optioun wéilt maachen, da geet dass herno och iergendzwoosch net méi. Mä déi Fräiheet do hunn d'Schoulen.

A mer hunn hinne se ginn, fir wierklech herno ënnerschiddlech Offerté kënnen ze maachen, dass op engem Campus wéi hei an der Stad um Lampertsberg oder an Geesseknäppchen oder ronderëm d'Nordstad oder ronderëm Esch herno ënnerschiddlech Offerten och um Niveau vun enger Troisième, enger Deuixième an enger Première entstinn, an dann och de Schüler do wierklech sengen Interessen, sengen Talenter kann noegen an do nach e Stéck méi ka maachen, och virun der Première schonn, wéi dass eigentlech bis elo de Fall war, an dass dat natierlech och herno certifiéiert gëtt an dass et och op den Diplom dropstoe kënn, well et kann extrem wichteg sinn, fir op där enger oder anerer Héichschoul oder Universitéit kënnen eranzekommen.

Mir hunn och d'Méiglechkeet geschaaft, dass ee Schüler, deen dat wënscht, och seng Sproochekompetenzen nach eng Kéier zousätzlech kann teste loossen am europäesche Referenzkader, well och dass oft e Critère d'admission bei Universitëiten a bei Héichschoulen am Ausland ass. A wa mer soen, mir dokumentéieren eis Fächer, och eis Sproochefächer, da soe mer natierlech schonn, wat fir en Niveau mer op enger Première an där enger oder an där anerer Sprooch och ustriwen, woubäi natierlech nach heiansdo en Ennerscheid ass, ob ech do eng 60 am Examen schreiwen oder eng 30 am Examen schreiwen. An duerfir gëtt natierlech nach heiansdo zousätzlech e Certificat do gefrot. Mä dass ass eng Offer, déi mer de Schüler an de Primaner maachen.

Mir hunn eng Experienz gemaach, déi ass virun enger Rei vu Joren ugaang, déi Preparatioun fir d'Opnameexamen op d'Grandes Écoles. Ech muss soen, dass et ganz positiv op där enger Säit ass an awer och net esou positiv op där anerer Säit. Ganz positiv, well all déi Jonk, déi dee Wee do am lechternacher Lycée gang sinn, herno op enger Grande École ukomm sinn. Dass weist, dass dat sécherlech e Sprangbriet ka si fir deen een oder deen aneren. Mä dass negativ ass: Et sinn der ganz, ganz wéineng, déi et maachen, soudatt mer net onbedéngt e Modell schéngen ze sinn, wat en Erfollegsmodele ass oder wou eng extrem grouss Demande do ass.

Mir hunn och elo schonn e puermol analyséiert, wat een nach kann zousätzlech ubidden. Kucken, dass een dat, wat een do mécht, op anere Plaze vläicht bei der Uni Lëtzebuerg kann

ugerechent kréien, ass vläicht eng vun de Pisten. Et war bis elo, datt et éischer an de Beräich vun der Gestiou gaang ass, déi Formation, déi do gemaach ginn ass. Et kann een och éischer an e wëssenschaftlechen, technesche Beräich eragoen, fir do vläicht nach eng Kéier méi Jonker unzezéien, déi aner Interessensgebiddere hunn.

Mä ech géif opgrond vun där doter Expérience op jidde Fall elo net onbedéngt spieren, datt ganz vill aner Demanden och do wäire fir d'Preparation op aner Héichschoulen, spezifesch Héichschoulen, wou wierklech en Examen d'admission noutwendeg ass, deen een normalerweis als Primaner net einfach mat lénks mécht, mä wou ee sech nach eng Kéier intensiv muss drop preparéieren. Do hu mer net gemierkt, datt dat wierklech Demande wär.

Themen, wéi de Latinum zum Beispill, wësse mer awer och, datt déi och op villen Universitëiten uegebuede ginn. Wann een dat brauch, da kann een och do op d'Universitéit goen, dat beleen. A wann ech dat dann hunn, kommen ech an e Studiegang eran. Do hu mer och net onbedéngt bis ewell gesinn, datt et eis Obligation, datt et eis Noutwendegkeet wär, fir dat de Studenten hei am Land unzébidden, well et aner Akteure gëtt, déi dat dote maachen a wou se dat fannen.

Villmoos Merci, Här President.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, wann ech nach eng Kéier däerf nofroen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir hutt Är Zäit opgebraucht. Dir waart scho bei fénnef an eng halfe Minutten. Also ass d'Zäit fir d'Zousazfro déi nächste Kéier.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Et ass an der Rei.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci gesot. A mir géifen zum nächste Projet iwwer. De Rapporteur, den Här Lex Delles, ass scho prett. Et geet em d'Emännerung vum Gesetz iwwert den Accès zu schouleschen a berufleche Qualifikatiounen vu Schüler mat spezifesch Besoinen. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

3. 7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.**- Merci villmoos, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ass ee kleng Projéit de loi, deen awer vun enger enormer Wichtigkeet fir déi betraffe Schüler ass. Et geet em déi sougenannten Aménagements raisonnables, déi et de Schüler mat enger Beanträchtegung sollen erlaben, den normale Cours ze suivéieren a Prüfungen och matzemaachen.

Bis elo konnt de Conseil de classe näamlech nëmmen iwwer eng Dispens vun enger Partie vun Epreuv fir e Semester oder en Trimester decidéieren, mä eben net iwwer ee Remplacement vun Epreuv, déi de Spezifisitéit vun der Beanträchtegung Rechnung droen.

Och waren d'Ofschlossaarbechten, d'Examen am Secondaire, d'Apprentissageexamen an d'Projet-intégréieren net vun deenen Aménagements raisonnables betraff.

Zudeem huet d'Gesetz iwwert den Accès zu de schouleschen a professionnelle Qualifikatiounen keng Aménagements raisonnables virgesi fir d'Schüler, déi wéinst hirer Beanträchtegung verschidden Deeler, eenzel Komponente vun de Prüfungen net konnte léisen.

Am Exposé des motifs gouf d'Beispill vu Schüler ginn, déi wéinst enger Déficience visuelle an engem Sproochentest zum Beispill keng Fotoe kënnen interpretéieren oder e Grafique an engem Mathetest.

Här President, mat deem Projéit de loi gëtt dat elo geännert. Den Artikel 5 vum Gesetz, deen déi verschidden Aménagement virgesäit, gëtt modifizéiert. An Zukunft kann d'Commission des aménagements raisonnables dann eben och de Remplacement vun enger Partie Froe virgesinn, déi der individueller Beanträchtegung vu Schüler Rechnung droen. Dës kënnen dann och d'Ofschlossexamen am Secondaire, d'Épreuves de fin d'apprentissage an de Projéit integré betreffen.

Här President, et ass einfach eng Fro vu Gerechtegkeet. Fir de Rescht vun deem klengen, mä wichtige Projéit de loi verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a soen lech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen natierlech den Accord vun der DP-Fraktioun fir dee virleiende Projéit de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert huet d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Och ee grouse Merci un de Rapporteur, den Här Lex Delles. Als CSV ënnerstëtze mer all d'Efforten, fir datt Schüler mat spezifesch Besoinen kënnen en Diplome kréien. An duerfir ginn ech och den Accord zu deem Projéit de loi.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Merci, Här President. Merci un den Här Delles fir säi Rapport, méndlech a schrëftlech. Och vun eiser Säit aus géife mer den Accord zu deem Projéit ginn. Alles, wat a Richtung Inklusioun geet, alles, wat a Richtung vun enger gudder Participatioun vun deene Kanner geet, déi à besoins spécifiques sinn a wat et deenen och erméiglecht, en Diplome ze kréien, wëlle mir heimadder ënnerstëtzen.

An domadder ginn ech dann och den Accord vun der LSAP.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An d'Wuert huet dann den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Den Här Delles huet et gesot: Et ass ee kleng Projéit de loi, deen awer ganz wichtig ass fir déi betraffe Leit. Ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projéit. Ech hunn awer och nach eng Kéier déi Debatt, déi mer 2011 haten, wéi mer dat Gesetz an der Originalversioun gestëmmt hunn, gelies. An duerfir wollt ech mer dann och d'Fräiheet huelen, nach zwee Gedanken an zwou Froen an de Raum ze stellen.

Déi éischt: Mir hunn et hei mat engem Gesetz fir Enfants à besoins particuliers ze dinn. Mir wëssen awer och, datt mer nach en anere Begrëff hunn: Enfants à besoins spécifiques. Ech hunn 2011 gesot, et wier net ganz glécklech, datt mer déi zwee Begrëffer hätten, déi och an eisen Ae ganz schweier trennen sinn. Mir hunn do eng Reform vun der Éducation différenciée, déi voraussetzt... Ech hat dat 2011 gefrot a gemengt, et wier keng Bereedschaft, an déi Richtung ze goen, déi zwee Begrëffer zesummenzuelen. Ech mengen awer, elo wiere mer um Punkt, an déi Richtung ze goen. An ech wollt de Minister froen, ob en dat kéint bestätegen.

A mir haten och ëmmer eng Debatt iwwert d'Zertifikatioun. Mir soen, mir sinn eis allegueren eens: Jiddwereen, deen duerch eng Hëllef kann eng Schoul bestoe respektiv en Examen maachen, déi en ouni déi Hëllef net kéint bestoen, dat ass eng ganz gutt Saach.

Mir mengen awer, datt och deemjéinegen net gehollef ass, wann net iergendwou eng Trace vun där Hëllef optaucht, sief dat an enger Zensur, an engem Examen. Wann ech d'Gesetz richteg an Erënnerung hunn, da soll dat an enger Ajoute sinn, awer net um Certificat selwer. Do ass meng Fro: Ass um Certificat awer e Vermierk, datt et esou eng Hëllef ginn ass, oder net?

An dann - dat gëtt dann awer dräi Froen -, ech hat deemools schonn d'Fro gestallt: Wéi gi mer an de Privatschoulen domadder em? Duerfir och elo hei: Wéi sinn d'Erfahrungen? Déi heite Mesuren, dat si jo eigentlech Hëlfe, déi misse jo duerch d'Bank an den éffentlechen Schoulen an an de Privatschoule gellen. Ech weess, datt et zum Beispill deemools, wéi et nach e SREA ginn ass, ëmmer schwierig war, fir déi Hëlfe an enger Privatschoul ze kréien. Hei schéngt et jo eng aner Saach ze sinn. Mä vläicht weess de Minister, ob et och Erfahrungen an de Privatschoule gëtt, ob dat genau sou gutt an unkomplizéiert ugewannt gëtt wéi bei eis.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech wier frou, wann ech e puer Antwerte kréich. An ech bréngen den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Delles. Mir schléissen eis deem un, wat d'Virriedner gesot hunn. A mir

ginn och selbstverständlech gär den Accord vun der ADR.

Villmoos Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet den Educationminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Jo, Merci, Här President. E grouse Merci och un de Lex Delles als Rapporteur an och fir déi breet Zoustëmmung.

De Claude Adam huet nach eng Rei vu Froen opgeworf. Ech hat an der Commission jo scho gesot, datt een effektiv nach eng Kéier misst eng Diskussioun driwwer féieren, well ech selwer net ganz eens mat mir selwer sinn, ob de Fait, datt ee vun engem Aménagement raisonnable Gebrauch gemaach huet oder net, herno soll vermierkt sinn op engem Diplom, op engem Certificat, oder net.

Mir wëssen, datt dat heite jo eng punktuell Mesure ass, datt mer souwisou nach eng Kéier un d'Gesetz vun der Commission des aménagements raisonnables wäerte goen. An an deem Kontext soll een déi Diskussioun do nach eng Kéier féieren. Ech denken, et soll een awer och vläicht Leit nach eng Kéier héieren do derzou, well et gëtt och ënnerschiddlech Point-de-vue an Land do derzou. An et gëtt gutt Argumenter, fir dat eent a fir dat anert ze maachen. Duerfir solle mer net iwwerstierzt handelen, mä mer sollen et awer analyséieren an diskutéieren.

D'Definitioun vun „Enfants à besoins spécifiques“ an „Enfants à besoins particuliers“: Jo, ech deelen eigentlech Är Approche, datt mer net ganz glécklech dru si mat där ganz präziser Definitioun, well herno och d'Impressioun kann opkommen, dat eent Kand hätt eng aner oder méi Hëllef zegutt wéi dat anert. A fir dat ze evitéieren, wäert ech mech och engem Amendement um Gesetzesprojéit, deen elo an der Chamber ass iwwert d'Centres de compétences, net an de Wee stellen, fir dat doten zesummenféieren an einfach just Enfants à besoins herno ze definéieren an déi doten Ennerdeeling an zwou Kategorien eigentlech erëm ofzeschaffen.

Wat den Accès vu Schüler aus Privatschoulen zur Commission des aménagements raisonnables oder iwwerhaupt zu engem Aménagement raisonnable betrëfft, do ass et menger Erkenntnis no net, datt dat gréisser Problemer géif maachen. Déi hunn deiselwech Rechter do an, souwäit ech op jidde Fall weess, souwäit ech och vu Fäll héieren hunn, dat gëtt och do applizéiert, soudatt ech net Kennnis hunn, datt dat besonnesch schwierig wär am Fall vun enger Privatschoul.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister. A mer kéinten dann zum Vott iwwert de Projéit de loi 7155 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7155 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

► **Une voix.**- Dem Här Haagen seng Maschinn geet net.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Haagen mécht dat och ouni Maschinn.

(Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.**- Dat sot Dir elo, Här President!

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Den Här Haagen stëmmt mat Jo!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, da schléisse mer elo de Vott of. An déi, déi nach feelen, déi melle sech. Mir huele se mat.

57-mol Jo, keng Géigestëmmen, keng Abstenttiounen: Domat ass de Projéit de loi 7155 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7155 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hettogaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess

Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Max Hahn), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen dann zum Haaptvun de Mëtten iwwer: d'Consultatiounsdebatt iwwert d'Problematik vum Wunnengsbau. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Dir kennt de Modell. A vu dass et eng Consultatiounsdebatt ass, huet den zoustännege Minister, de Wunnengsbauminister, den Här Marc Hansen, elo d'Wuert. Dann uschléissend hunn déi verschidde Riedner vun de Fraktiounen d'Wuert. Här Hansen!

4. Débat de consultation sur la problématique du logement

Exposé

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.**- Här President, léif Memberen aus der Chamber, haut ass dann déi grouss Logementsdebatt, déi iwwert déi lescht Méint preparéiert gouf an déi, mengen ech, fir eist Land vu grousser Wichtigkeet ass.

Et lount sech dann och, wann een an deene leschte Méint an de Chamberskommissioun war a wann ee gemierkt huet, dass een emol eng Kéier e bëssen Zäit hat, fir den Dossier, deen immens komplex ass, vun all senge Facetten hier ze beliichten a fir emol heiansdo kënnen iwwer Nuancen ze schwätzen, déi ee vläicht net méi ëmmer an eise schnelliewegen Diskussiounen ënnerdaach kritt, well d'Wunnengsproblematik, déi kritt een net erkläert an 30 Sekonnen. Et kritt ee se och net an 30 Sekonne geléist an et kritt ee se och net mat engem Tweet erkläert oder geléist.

Ech mengen, d'Bild muss ech lech heibannen net méi molen. Dat kennt Der. Am Moment kritt Lëtzebuerg ronn 13.000 Awunner pro Joer bäi. An nieft der Suerg, fir déi Leit ënnerdaach ze kréien, geet et jo och drëm, fir den historesche Retard opzeschaffen an natierlech parallel ze kucken, fir eben déi nei Awunner ënnerdaach ze kréien.

13.000 Awunner an engem Joer, dat ass ongeféier, wéi wann een eng Gemeng géif bäikréien, déi vun der Gréisst hier esou tëschen Beeteburg an Hesper géif leien. Här Buergemeeschter, Dir leit bei 11.000, Dir bei 14.000. Dat heescht, do an der Mëtt géife mer eng Gemeng am Joer bäikréien, an där doter Gréisstenuerdung. An dat ass natierlech relativ substanzial fir e Land mat 550.000 Awunner.

Dat weist op där enger Säit natierlech och, dass mer attraktiv sinn a bleiwen an dass een d'Diskussioun vum a ronderem de Logement net ka lassgeléist gesi vun den Diskussiounen ronderem de Wuesstum. D'Entwécklung vu Lëtzebuerg an eis Zukunft gehéieren zu deem grouse Kader, an deem Landesplanung, Mobilitéit, Nachhaltegkeet, Liewensqualitéit, Aarbechtsplazen an eben de Logement déi grouss Theme sinn. Op all deenen doten Themefelder gëtt vun der Regierung a vun der Chamber geschafft. Et gëtt u ville Schrauwe gedréit. A mir géifen eis haut de Mëtteg, mengen ech, op d'Themefeld vum Logement konzentréieren, well an deenen nächste Woche jo och déi aner Themen hei an der Chamber oder soss am Land diskutéiert an debattéiert ginn.

Am Kader vun dem leschten État de la nation goufe vun e puer Riedner heibannen esou Sujete wéi d'Expropriatioun oder d'Mietpreisbrems erëm thematiséiert an et kumt zu enger gewëssener Dynamik, fir d'Logementsproblematik unzegoen a fir déi och eventuell mat méi radikale Mesuren ze bekämpfen.

Fir deen neien Elan, deen do entstane war, ze kanaliséieren, hat ech der Chamber en Débat de consultation proposéiert. D'Chamber huet deen och akzeptéiert. Ech hat och mat deene verschiddene Riedner doriwuer rieds. An ech mengen, d'Chamber huet dann och hir Aar-

bechte ganz seriö gemaach an der Logementskommission, vill Leit gelauschtert an och intensiv iwwert de Sujet nach eng Kéier geschwat.

D'Logementsproblematik gött ganz dacks ëmmer erëm diskutéiert, wann nei Zuelen dobause presentéiert ginn, déi d'Verkafspräisser vun Immobilien oder vun Terrainen zum Sujet hunn. Vlächcht awer e puer Wieder, wa mer schonn haut de Mëtteg Zäit hunn, iwwert déi Zuelen an déi vill Etüden, déi do presentéiert ginn.

Et muss een näamlech natierlech och wëssen, dass dat Zuelematerial bei deene ville verschiddene Etüde vu verschiddene Leit kënn, déi och professionell Interêt hunn, fir doriwier ze schwätzen. A vill vun deenen Etüde sinn natierlech och kommerziell gesteiert an déi sinn net ëmmer mat där néideger Neutralitéit verfaasst.

Dass d'Präisser awer an d'Luucht ginn, dat ass reell. D'Zuele vum Observatoire de l'habitat sinn déi, mengen ech, déi mer alleguerten sollen ëmmer op de Leescht huelen an déi awer och analyséieren, net nëmme mat engem Prozentsaz mat deene verschiddene Segmenter, déi et an deenen Etüde gött, awer och eng Kéier den Detail kucken.

Et ass näamlech och keen neie Phenomeen, dass d'Präisser vun Immobilien an d'Luucht ginn. Duerfir, mengen ech, ass et och vlächcht net ëmmer ganz richtig, fir ze soen, d'Logementspolitik, déi wär an där haiteger Zäit just un d'Präispolitik gekoppelt, an dass ee kéint soen, well d'Präisser elo an d'Luucht ginn, hätte se elo an der Logementspolitik versot, well mir hate schonn aner Zäiten an der Vergaangenheet. An et steet jo och an deem Dokument, wat ech lech mat op de Wee ginn hunn, dass an deene leschte 40 Joer déi Präisser ganz dacks substanzuell an d'Luucht gaange sinn. Tëscht 1994 an 1992 (veuillez lire: Tëscht 1984 an 1992) gouf et eng Moyenne vu 7,4% Augmentatioun an tëscht 1998 an 2007 waren et 6,9% pro Joer, dat natierlech ëmmer an der Moyenne.

An dann nach e Wuert iwwert déi Zuelen, wat awer och net onwichtig ass, well wann een de Logementsproblem eleng un der Präisaugmentatioun pro Joer festmécht, da muss een natierlech och soen, dass hei am Land ronn 75% vun deenen, déi hei wunnen, Propriétaire sinn. A bei deenen dote Propriétaire muss een awer nach eng Remark maachen: Ronn een Drëttel vun deene Leit, déi hei am Land Resident sinn, hunn och nach méi wéi eng Wunneng! Dat heescht, déi hu keng Suerg mam Logement, wann d'Präisser an d'Luucht ginn. Se hunn a) e Logement, a ganz dacks, dat wësst Dir och, sinn déi Leit natierlech och, wa se déi Zuelen do kucken, net onzefridden, wann d'Präisser an d'Luucht ginn, well och ganz dacks do lwwerleunge gefouert ginn, haaptsächlech wa se en Appartement hunn, dass se, mat deene Präisser, déi an d'Luucht ginn, vlächcht duerno eng Acquisitioun vun engem Haus kënnen maachen, wa se dann eng Famill hunn, déi méi grouss gött. Déi Zuele soll een, mengen ech, haut den Nomëtteg och eng Kéier e bëssen op déi doten Aart a Weis nuancéieren.

D'Diskussioun ass och net lassgelaist ze féieren nëmme vun dem Lëtzebuerger Kontext, well mir maache jo och ganz dacks an deem heite Problem esou, wéi wa mir een hätten, deen op anere Plazen op der Welt net deeselwechte wär. Duerfir awer och eng Kéier e puer international Zuelen, fir dat heiten och an deem Kontext eng Kéier op d'mannst ze nuancéieren.

Wann een näamlech an Däitschland - a mir vergläichen eis jo ganz dacks an deem engen oder anere Sujet mat Däitschland -, wann een do déi sinnen dynamescht Stied kuckt, Berlin, Düsseldorf, Frankfurt, Hamburg, Köln, München a Stuttgart, da gött et do tëscht 2009 an 2016 an der Moyenne fir bestoend Appartementer, déi verkaaft ginn, eng Präisaugmentatioun vun 8,6%. A wann een dann an deene Länner oder an deene Stied och nach kuckt, wéi et och do mat de Präissteigerung vum Terrainen ass, wann déi verkaaft ginn, da sinn déi heiansdo nach méi substanzuell, wéi dat hei am Land ass, och wa mer dat bal net kënnen gleewen.

Ech kéint deen Tour duerch Europa nach weiterféieren, andeem ech och emol Länner géif erauspicken, déi ganz dacks als Modell opgefouert ginn, och wat de soziale Logement ueet. An an esou grouse Stied, wann een dann och do de Präis kuckt, souwuel bei der Vente wéi bei der Locatioun vu Wunnengen, déi un fräie Marché sinn, dann ass deen och nach ëmmer héich, obwuel se vlächcht Modellcharakter hunn, wat d'Sozialwunnengen ueet.

Net oninteressant ass et, wa mer dann och déi däitsch Press liesen, fir all déi Artikelen ze liesen, déi och do op hir nei Mesuren hiweisen, déi an de leschte Joren agefouert gi sinn, an och eng Kéier d'Effikassitéit vun deene Moyene vlächcht a Fro stellen.

Net oninteressant ass et och vlächcht, wann een elo eng Kéier nuets, wann een Zäit huet, deen neien däitsche Koalitionsaccord liest an och do e bëssen tëschtent den Zeile liest.

(Interruptions)

Well grad an deene Kapitelen, wou et ëm Bauen a Wunne geet, mierkt ee jo och, dass verschiddene vun deene Mesuren, déi do an deene leschte Joren agefouert goufen an och hei an déi Debatt elo ëmmer kommen als nei Mesuren, awer elo tëschtent den Zeilen erëm a Fro gestallt sinn an dass ee se méi kuerzfristeg muss op hir Effikassitéit préiwen. An dat ass jo och an interessanten Effort, deen een eng Kéier ka maachen, fir sech déi Situatioun unzukuken.

Natierlech ass d'Augmentatioun vun de Präisser de Problem, well un deem Problem hänken am Fong alleguerten déi aner drun, déi ech elo nach wëll ernimmen an déi een awer och an der Logementsproblematik eng Kéier soll an d'Vitriinn stellen.

Eng vun deenen Zuelen ass zum Beispill déi - déi ass natierlech d'Resultat vun deem éischte Problem -, dass natierlech vill Leit Hëllef siche bei professionellen Akteuren, bei sozialen Aariichtungen, bei karikativen Aariichtungen. Dass mer nach ëmmer net eng zentraliséiert Lëscht hunn, wou mer all déi Demandé kënnen op enger Lëscht féieren, dat ass awer haaptsächlech e Problem aus Dateschutzgrënn. Mä wann ech elo emol eng Kéier d'Liste d'attente huele vun dem Fonds du logement, well dat awer mat eng vun deene gréissten ass a wou och ganz dacks d'Leit drop opgefouert ginn, dann hu mer 2.500 Dossierer, déi op der Lëscht d'attente sinn, fir eng Locatiounswunneng beim Fonds du logement ze kréien.

Fir een esou en Dossier, wann een d'Moyenne vun 2,1 Persoune pro Dossier hëlt, huet een da ronn 5.000 Leit, vun deenen ee schwätzt. An dat ass dann 1% vun der Populatioun, déi gär eng Wunneng hei am Land hätten, fir ze lounen. Et ass dann och net esou, dass déi Leit am Moment keng Wunneng hunn, mä et kann een dovunner ausgoen, dass se am Moment vlächcht net ënner gudd Konditiounen wunnen oder dass se esou eng Wunneng wëlle kréien, wou se de Loyer social bezuelen, natierlech domadder d'Käschte fir de Logement erofgedréckt kréien, fir eben esou besser an hirem Liewen eens ze ginn.

Deen 1%, deen op där Liste d'attente do steet, ass natierlech an dem europäesche Verglach och net ganz vill. Do sinn déi Liste-d'attente ganz dacks méi héich.

Ech hunn och d'lescht Joer en Tour gemaach duerch d'Land, fir mat de Bierger iwwert de Logement ze schwätzen. An do hunn ech och ganz vill Leit begéint, déi op deene Lëscht vum Fonds du logement stinn. An ech sinn och emol mat deenen an d'Gespréich komm, firwat se op där Lëscht do stinn oder wou se dann am Moment sinn oder wat hire grouse Problem ass.

An do gött et natierlech déi zwee grouss Fäll, déi ee kann ënnerscheiden. Do ginn et der, déi eng reell Urgence hunn, wou e Problem ass, déi anzwousch wierklech ënnerdaach sinn, wou d'Famill méi grouss ass, wou et wierklech e ganz zolitten, urgente Problem gött. An et gött der awer och, déi lech da soen, ma se géifen elo och gär a Kaf huelen, dass se eng laang Zäitchen, och vlächcht dräi, véier Joer, op där Lëscht sinn, an der Hoffnung, dass se iergendeng Kéier esou eng Wunneng kënnen kréien, fir da manner Loyer ze bezuelen. Se géifen elo mat hirer Situatioun eens ginn, mä dat anert géif se natierlech besser arrangéieren.

Nieft der Zuel vun deenen, déi op der Liste d'attente sinn, muss ee soen, dass natierlech och Honnerte Leit schonn a Wunnenge sinn, sief et vum Fonds du logement, sief et vun de Gemengen, sief et vun aneren Asblen, oder dass se sech guer net manifestéieren a guer net an deenen Zuelen optauchen, well se sech net wëlle manifestéieren an iergendwéi awer frou sinn, dass se anzwousch ënnerdaach sinn.

Ee Wuert awer dann och nach iwwert d'Loyeren, well mir schwätze jo ganz dacks dovunner. A beim Logement ass et jo e bëssen esou wéi an der Educatioun: Jiddwereen huet eppes héieren, jiddweree schwätzt och gär mat. Mä et muss ee sech awer heiansdo och op d'Zuele berouen, déi mer kréien, déi awer heiansdo wëssenschaftlech natierlech och iwwerpréift sinn, déi awer grad an deser Debatt ganz wichtig sinn.

D'lescht Joer am Juni huet den Observatoire de l'habitat e spezielle Fokus erausginn a senger Nott iwwert de Loyerspräis hei am Land. A se hunn d'Moyenné geholl, déi ee fir e Loyer hei am Land fir en Appartement vun 80 m², zwou Schlofkummeren, géif bezuelen. An der Moyenne bezilt een am Land duerfir 960 Euro, am Zentrum 1.150 Euro, am Norden 760, am Oste leie mer, mengen ech, bei 820 Euro

dorëmmer fir eben esou eng Moyenneswunneng. Fir en Haus mat 166 m² bezilt een - an dat sinn natierlech déi Moyennen, op déi mer eis berouen - ronn 1.450 Euro an der Moyenne.

Elo kann een dann och nach dovunner ausgoen, wann esou eng Persoun, déi an der Moyenne esou ee Loyer géif maachen - an ech si mer bewosst, wat eng Moyenne heescht, do gött et natierlech déi Extremitéiten op deenen zwou Säiten -, mä wann esou eng Persoun dann och nach eng Subvention loyer do an der Moyenne kritt vun tëschtent 120 an 150 Euro an et géif een eng Wunneng hunn am Norde bei 760 Euro, da géif do e Loyer ufale vu 600 Euro.

Elo kann een natierlech soen: „Jo, Dir schwätzt vun de Moyennen. Dat ass awer bei mir am Quartier esou, bei deem doten ass et esou, an ech hunn héieren, dass...“, mä dat hei sinn awer Fakten, op déi ee sech awer och muss berouen!

Natierlech sinn déi 760 Euro dann am Norden ze bezuelen. An da muss een och vlächcht a Kaf huelen, dass een dann och mat dem Zuch vun Elwen, wou een natierlech flott ka wunnen, an d'Stad kënn. An enger Stonn an e bësse méi ass een an der Stad.

An da muss een erëm eng Kéier den internationale Kontext awer kucken. Et wunnt och net zu Paräis jiddwereen op der viischter Dier vun Eiffeltuerm, zu München wunnt net jiddwereen um Marienplatz an zu Bréssel net jiddwereen op der Grand-Place. An och do mussen natierlech d'Loyere gekuckt ginn op der Distanz zu der Aarbechtsplaz, well et ass och dat, wat d'Präisser natierlech herno anescht ausgesi léisst.

Wa mer e puer Zuele méi an déi nuancéiert Debatt hei eraginn, muss een awer och soen, dass, wann Der haut de Mëtteg op den Internetsite gitt vun der Société nationale des habitations à bon marché a wann Der eligibel sidd, fir kënnen an de Genoss ze kommen, fir eng Wunneng do ze kafen, dann ass haut de Mëtteg nach eng Wunneng ze kréien zu Lamadelaine, en Appartement vu ronn 90 m² fir 270.000 Euro. Déi ass fräi, déi Wunneng. An och do wunnt een, Här Halsdorf, bestëmmt ganz schéin.

Déi Wunnengen, déi gött et schonn zanter enger laanger Zäitchen. Déi verkafe sech och net vun engem Dag op deen aneren. An da gött natierlech parallel dozou gesot: „Wéinst deenen deiere Präisser muss een an d'Ausland zéien!“ D'Leit gött et och, mä souwäit ech awer och weess, Här Halsdorf, ass Lamadelaine och net wäit ewech vun der Grenz. An och do kann een awer fir déi dote Präisser bei der SNHBM eng Wunneng kréien.

(Interruption)

Wann ee sech awer bei der SNHBM mell, fir eng Wunneng um Kierchberg ze kréien, da sinn Honnerte Leit, déi sech natierlech derfir mellen an dorobber Interêt manifestéieren. An dann ass et dacks fir déi dote Leit jo och net onbedéngt de Problem, dass se e Logement direkt anzwousch brauchen, mä och do geet et drëm, fir vlächcht méi no bei der Stad a bei der Aarbechtsplaz ze setzen. An da si mer erëm an där Diskussioun, déi ech haut elo heiansdo wäert sträifen, dat ass eben eis ganz Diskussioun ronderëm d'Landesplanung, ronderëm de Wuesstum, wou eis Aarbechtsplazen, eis Fräizäitméiglechkeeten an eis Wunngeléeenheeten dann ebe sinn.

Mir hunn an deem Land och Leit, déi iwwerhaapt kee Problem hu mam Logement. Et gött Leit ënner deenen 13.000, déi an d'Land kommen, déi kréie scho mat dem Aarbechtskontrakt direkt eng Wunneng matgeliewert. Et gött och Leit, déi kënnen sech eng Wunneng leeschten, an dat soll elo net eis grouss Suerg sinn. An dofir stinn d'Mataarbechter an dem Ministère an ech selwer - ech mengen, Dir och an Are Gemengen, wann Der do Responsabilitéiten hutt, oder hei an Arer politischer Aarbecht -, dofir sti mer net all Dag op, fir dee Problem ze léisen. Mir sinn ebe fir alleguerten déi do, wou d'Moyenen net duerginn oder déi Suergen hu mat dem Logement a mat dem Loyer oder mat de Méiglechkeeten, fir an de Genoss vun enger Propriétéit ze kommen.

Dat heiten ass dann - wann ech soen, dass hautzudaags 75% vun de Residente Propriétaire sinn an also kee Problem direkt mam Logement hunn, wann de Präis an d'Luucht geet - och eng Diskussioun fir d'Zukunft, fir déi nächst Generatiounen, déi mer mat deem néidege Seriö musse féieren. Well wann och déi Leit, déi hautzudaags hei wunnen, kee Problem hunn, ass dat awer natierlech séier amgaangen, erëm een ze gi fir déi nächst Generatiounen, wann déi eng Kéier wëlle wunne goen oder och nach Propriétaire ginn.

Woubäi een awer och iwwert d'Propriétéitsproportionen muss soen: Mat deene 75% hei am

Land si mer extrem héich par rapport zum Aus-land. Do leie mer bei ganz anere Prozentsätz. An Däitschland leie mer ëm déi 50% vu Leit, déi Propriétaire respektiv Locataire sinn.

Mir mussen déi Logementsproblematik mat ganz vill Energie ugoen, well et ass eppes, wéi ech jo ëmmer soen, wéi ee Puzzle, ee Koup vu Puzzlestécker, dee virun eis läit mat dausend Stécker. Éischstens muss een déi kleng Stécker all fannen, an da muss een duerno de Puzzle leeën, fir herno dat grousst Bild ze kréien.

Fir dohinner ze kommen, muss een immens vill kleng Weeërcher trëppelen. Dat gött vlächcht heiansdo belächelt, wann een hei oder do zéng Unitéite fënnt. Mä all déi Weeër muss ee mat Motivatioun an Energie ugoen. An ech mengen, dat ass virusgesat an och heibanne bei kengem a Fro gestallt. Dat muss mer esou ugoen, well et ass ëmmer d'Resultat, wat zielt, och wann de Wee dohinner schweier ass.

Vlächcht awer e puer Punkten erausgegraff vun deem, wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass, wat nach ze maache bleift a wou och vlächcht gréisser Projeten attackéiert goufen, fir deem Problem do entgéintzewierken. Well eng vun deene grouse Problematiken ass natierlech, fir Bauland ze kréien, fir zukünfteg Projeten drop ze bauen, an natierlech fir dann ze bauen a séier ze bauen, fir dass déi Wo vun Of-fer an Demande an den Equiliber ka kommen.

Déi heite Regierung huet virun zwee Joer en Accord mat ArcelorMittal fonnt, fir déi grouss Friche ze kréien. Dat si 60 Hektar am ganze Land, wou do endlech Projete konnten deblockéiert ginn. Dat si Friche-industriellé gewiescht am Süde vum Land, Diddeleng, oder am Norde vum Land. Do geet et virun. Virun e puer Deeg gouf en innovativ Projet a Saache Geothermie presentéiert. Hei gött konkret geschafft, an d'Finalisatioun vun de PAPen ass amgaangen, gemaach ze ginn, fir do dausend Wunnunitéiten ze schafen.

„Wunne mat der Wooltz“: 60 Leit aus 20 Administratiounen, déi mam Fonds du logement fir en innovativ Quartier mat Aarbechtsplazen, Fräizäitméiglechkeeten a Wunnengen intensiv geschafft hunn - zesumme mat der Gemeng Woltz - un innovativ Konzepter a Saachen Energieversuergung an Economie circulaire fir ronn dausend Wunnengen.

De leschte Freideg - an ech kucken op de Buergermeeschter -, dat kann ech lech mat als Informatioun ginn, goufen déi éischt zwee PAPen op der Wëlter Gemeng endlech deposéiert. Dee Projet ass amgaangen, richtig konkret ze ginn. No dem duerchduchte Masterplang, Informatiounsversammlung mat de Leit, déi dat doten alleguerten appreciéiert hunn, geet et elo reell an d'konkret Phas. An dat ass och erëm fir den Norden op där doter Plaz, wéi op där anerer Säit fir Diddeleng am Süden, eng richtig Avancée.

De Projet Olm, ee vun deene grouse Projeten: Do sinn déi éischt PAPen autoriséiert; eng Informatioun, déi Dir dann haut mat op de Wee kritt. D'Soumissioun fir d'Stroossen- an d'Infrastrukturarbechten, déi gi muer eraus, sou- dass dee Projet elo och amgaangen ass, richtig konkret ze ginn. Hei ginn 800 Wunnenge geschafft.

De Programm vun de Constructions d'ensemble: Dir wësst et, dat sinn déi Projeten, déi vum Ministère du logement subsidiéiert ginn, déi do dragesat ginn. Do stinn den Ament ronn 11.500 Wunnengen dran. D'Proportion - an dat war eis jo alleguer wichtig, well et och am Regierungsaccord steet - vun de Locatiounswunnengen an deem Programm vun de Constructions d'ensemble geet an d'Luucht, haaptsächlech mat deenen Aktualisatiounen zanter 2014, wou mer d'Proportion gedréit hu vun deenen, déi herno verkaaft ginn, an deenen, déi an de Locatif kommen. Virdu war et een Drëttel Locatioun, zwee Drëttel Vente. Dat ass amgaang, mat deenen heiten Aktualisatiounen gedréit ze ginn.

Nach e puer Projeten erausgegraff, déi mer an deene leschte Jore presentéiert hunn. An haut hunn ech de Virdeel, dass ech och mat ville Buergermeeschteren eng Kéier en Echange hei kann hunn, fir déi Projeten eng Kéier ze kucken, well dat si Projeten, déi an deene leschte Méint erauskoumen: Dikrech, d'Cité militaire, dee jo, mengen ech, an deene leschte Joren och vun der Gemeng Dikrech appreciéiert gouf. Am Ufank waren eng 80 Wunnengen do geplangt. Am Moment gesäit et aus, Här Buergermeeschter, wéi wa mer bei 150 kéinte landen, mat enger Crèche, mat Proximitéitscommerce, mat Parkingsméiglechkeeten, déi och dem Stadkär kënnen hëllefen.

Et gëtt dann och hautzudaags systematesch bei Statsterraine vum Finanzministère, deen déi jo geréiert, gekuckt, ob se net kënnen dem Logement affektéiert ginn. Dat ass e Paradigmewissel bannent där heiter Regierung gewiescht. An deene leschten zwee Joer sinn et 9 Hektar, déi an där doter Aart a Weis un de Logement affektéiert goufen, déi dann de Logement kann an der Emphyteose weiderreechen un d'Promoteur-publicken. Dat gouf an der Zäit net esou gemaach.

Ech kéint deen een oder anere Projet hei erausgräfen. Zu Märel, do leeft en interministeriellen Aarbechtsgrupp fir zwee nei Projeten: eemol 280 nei Wunnengen an eemol 180. Dee vun 180 Wunnengen ass, mengen ech, vis-à-vis vum Kolléisch. Do läit méi e groussen Terrain brooch. An och do kann een eppes maachen.

An e puer Woche wäert ech zesumme mat dem Kollege François Bausch, mat der Stater Buergermeeschtesch a mat dem FUAK dann deen neie grosse Projet um Kierchbiereg bei dem RTL-Gebai kënnen presentéieren, wou ganz vill effentlech Infrastrukturen an awer och ganz vill Logementer fir Dausende Leit kënnen an den nächste Jore gebaut ginn.

Da gouf et awer nach e Paradigmewissel, wa mer schonn um Kierchbiereg sinn. An der Zäit goufen déi Terrainen, déi do waren, vun dem Stat un dee Promoteur ginn, deen am meeschte gebueden huet. De meeschtbidende Promoteur krut also déi Terrainen, fir dorobber ze bauen. Et gouf e Paradigmewissel, an déi éischt Wunnengen, déi och u Privatpromoteure mat engem spezielle Cahier des charges gaange sinn, konnte schonn op där leschter Semaine nationale du logement ugebuede ginn. Do läit de Präis just nach bei 3.000 Euro de Meter carré. Ech mengen, Dir wësst allegueren heibannen, dass dat e ganz anere Präis ass, wéi en um fräie Marché um Kierchbiereg ugebuede gëtt.

E grouse Problem war an der Zäit och, dass allegueren déi Wunnengen, déi déi effentlech Akteuren oder d'effentlech Hand subventionéiert haten, no enger gewëssener Zäit vun deene Propriétaire mat Plus-walen op dem fräie Marché veräussert gi sinn. Ech brauch just de Kiem oder de Kierchbiereg ze ernimmen. Déi Bierger waren natierlech dem Gesetz no an der Rei. Déi hunn no zéng, zwielef Joer déi Wunnenge verkaaft, mä mat enorme Plus-walen; subventionéierte Plus-walen, kann ee jo soen.

An et muss een natierlech feststellen, dass domadder den Immobiliepark vun der effentlecher Hand vill méi kleng ginn ass. All déi Wunnengen, déi deemools mat där Plus-value op de fräie Marché erausgaange sinn, hat de Stat net méi zur Verfügung, fir déi an iergendenger Form un nei Locataire weiderzeginn. Do gouf et e Paradigmewissel. Et ass vun elo un - natierlech vun eisen effentlechen Akteuren - esou, dass Droits de préemption dorobber sinn an dass déi se enner verschiddene virausgesatene Konditiounen och kënnen zréckkréien.

E Wuert dann nach iwwert dat, wat an der Pipeline ass a wat mer viru Kuerzem zesumme mam Innenminister an dem Monitoring iwwert de Pacte Logement an och hei an der Chamberskommissioun presentéiert hunn, à court an à moyen terme, den Informatiounen vun de Gemengen no.

À court terme heescht, dass déi bannent deenen nächsten zwee Joer fäerdeg ginn, well de Monitoring, dee leeft no 2016, also 2017, 2018 an 2019. Do sinn 20.000 Wunnenge reell an der Konstruktioun. Wann een dat duerch dräi Joer deelt, si mer bei 6.000 a souguer méi Wunnengen. Dat ass eng substanzuell Augmentatioun par rapport zu deem, wat an de Joren 2007, 2008 virun der Kris als Pic erreicht war. Do louche mer vill drënner. Dat heiten ass bal dat Duebelt.

A wat an der Pipeline ass bei de Gemengen am long Terme, do schwätze mer dann insgesamt, mat deenen heiten, vu 45.000 Wunnengen.

Iwwert d'Promoteur-publicke wéilt ech awer och zwee Wieder hei verléieren. D'Société nationale des habitations à bon marché: Virun zwee Joer war déi bei 80 Logementer pro Joer. Se huet dat Resultat verdräifacht, wat natierlech relativ impressionnant ass. Wann dat am Privatsecteur geschitt, wann enzwousch d'Zuel verdräifacht gëtt vun engem Produit, da gëtt dat natierlech an deem Betrib gefeiert. An et kann ee bei der SNHBM soen, dass si immens Efforte gemaach huet, fir dohinne ze kommen. Si ass den Ament bei 250 Wunnenge pro Joer a wäert d'nächst Joer op 300 Unitéiten an d'Luucht goen.

Ee Wuert awer och nach - ouni der ze vill doriwier ze verléieren - iwwert de Fonds du logement, dee restrukturiert ginn ass. An och do vläicht eng Kéier d'Zuelen hei virun lech, wou Der och d'Informatiounen aus Are Gemengen hutt, fir och d'Saach nach eng Kéier do an dat richtigte Licht ze setzen.

2016 war de Réalisé, den Achevé - déi Zuel vun deenen, déi do fäerdeg gi sinn - effektiv déi Zuel vun 19. Dat ass awer par rapport zu der SNHBM net korrekt, fir dat ze kucken, well déi Zuele vun der SNHBM, déi ech do ernimmt hunn a vun deene mer ëmmer schwätzen, dat sinn der och, déi d'SNHBM dat Joer ufänkt, fir se méi spët eng Kéier auszelivweren. Abee, 2016 sinn der bei dem Fonds du logement 19 realiséiert ginn, also fäerdeg ginn, mä ugefaange mat der Konstruktioun waren der 292. Dat ass e Plus vun neie Projete vun 212%.

A wann der 2016 19 fäerdeg gi sinn, da muss ech heibannen - ouni jo elo op den Detail anzegoen, well Dir dat als Planer och wësst - net froen: Haiser, déi 2016 ausgelivwert ginn, wéini sinn déi da geplangt ginn?

A wann 2016 der 292 ugefaange goufe mat bauen, dann ass dat natierlech, well déi matzen an der Restrukturatioun un esou engem Projet wéi „Wunne mat der Wooltz“ parallel och nach intensiv geschafft hunn. D'Leit sinn an d'Luucht gaangen. Dëst Joer... also pardon, 2017 sinn der schonn 130 fäerdeg ginn. Dat ass e Resultat, wat de Fong net méi zanter 2009 hat. 2018 ginn et der 180, a bis 2020, also déi, déi elo an der Pipeline sinn a fäerdeg gi bis 2020, dat sinn der 300 d'Joer. Dat heescht, do ass awer an der Effizienz vill geschitt, och wann et natierlech nach ëmmer déi eng oder anere Suerg gëtt. An dat wäert vläicht och nach net esou séier fäerdeg sinn. Do ass en intensive Restrukturatiounsprozess amgaangen.

Elo kann een an der Logementsproblematik awer vill iwwer Zuelen a Quantitéit schwätzen, et soll een awer net vergiessen - och wa mer dat als Politiker gär maachen -, fir dat Wuert „Qualitéit“ vläicht eng Kéier amplaz vun dem Wuert „Quantitéit“ ze setzen. Mir mussen kucken, dass Qualitéit geschafft gëtt. An dat hu mer och probéiert ze maachen duerch e Baulückeprogramm. Déi effentlech Terrainen hu mer wëlle bebauen. Mir sinn dat amgaangen an hunn dofir och en Architektoconcours lancéiert. Fir grad iwwert d'Qualitéit ze schwätzen: Eng Parzell zu Diddeleng, déi wäert dëst Joer eng Baugeneemegung kréien an do ass grad mat den Architekten iwwert d'Qualitéit beim soziale Wunnengsbau geschwat ginn a geschafft ginn, wat ganz wichteg ass.

Mir sollten och net vergiessen: Wa mir haut och vill iwwert den effentlechen Akteur schwätzen a wat een do ka maachen, soll een awer och net vergiessen, dass et e Promoteur privé gëtt, mat deem mir mussen zesummeschaffen. Well mat all deenen Zuele vun eisen effentlechen Akteuren, déi ech elo ernimmt hunn, och wa mer déi zesummenzielen, geet et natierlech net duer. A mir mussen do Weeër a Modeller schafen, erfannen an nei denken, fir mat de Privaten zesummenzeschaffen.

An da wëll ech awer eng Kéier hei begrëssen, dass et der an dem Logementssecteur ganz vill am sozialen a karitative Beräich gëtt, déi och heiansdo als Benevole schaffen, déi mat ganz innovativen Modellen kommen. An déi därefer mer och net vergiessen. Déi huelen eis vill vun deem Problem of. Do kënnen mer ganz flott Saache mat deene maachen. An dat ass interessant, fir do mat der Société civile a mat aneren Akteuren ze schwätzen, déi vläicht ganz dacks vun eisem Radar verschwannen, wa mer iwwert de Logementsproblem schwätzen.

Déi eidel stoend Wunnengen: Dat ass e ganz grouse Sujet, wou een natierlech kann iwwer Taxe fueren, wéi dat dorëmmer gemaach gëtt. Ech kommen herno nach dozou.

E Wuert vläicht iwwert d'Gestion locative sociale, fir och déi Zuelen nach eng Kéier hei richtigte ze presentéieren. D'Gestion locative sociale, Dir wësst, wéi dat fonctionnéiert: Ee Propriétaire ass prett, fir 30% bis 40% ënnert dem Loyerspräis vum Marché ze verlounen, a gëtt et dofir enger AIS, zum Beispill enger Gemeng, engem Gemengesyndikat. Déi maachen eng Mise à disposition fir een hannendrun. Et gëtt no der Wunneng gekuckt. Et gëtt e Projet social fir de Locataire. A mir hunn d'lescht Joer d'Steierincentive mat derbäigesat, déi virgesäit, dass 50% vun deem Loyer, deen dee Propriétaire erakritt, exoneréiert ginn.

2016, virun där doter Measure, hate mer an der Gestion sociale locative ronn 350 Wunnengen. Zanter der Steiermeasure, also bis den Dag vun e Méindeg, war et hei e Plus vun 42% vun eidel stoende Wunnengen, déi iwwert deen dote Wee konnte mobiliséiert ginn. Dat ass e Plus vun 42%, a reelle Chiffere gi se erop vun 350 op 550. An och dat ass e weidere Puzzlelement. Dat ass e weidert Stéck, fir virunzekommen an eiser Diskussioun.

Et gouf déi ominéis Plus-value immobilière, déi nach eng Kéier e Joer verlängert ginn ass, déi op der Sait vun den Terrainen an den Immobilieventé gewisen huet, dass dat fonctionnéiert, dass déi op de Marché koumen.

Bei den Aide-logementé gouf eng Subvention loyer agefouert an nach eng Kéier verbessert. Elo kënnen mat där neier Measure ronn zwee Drëttel vun de Locatairem um Marché dovunner profitéieren, wat e substanzuellen Deel ass vun deene Leit, déi Loyer mussen ginn, en attendant, well et net genuch Sozialwunnenge gëtt.

D'lescht Woch hunn ech eng Kéier kuerz presentéiert, dass de Regierungrot och elo eng Garantie locative erweidert huet an dass do vill méi Leit kënnen an de Profit dovunner kommen. Déi Garantie locative wäert et méi einfach maachen, wann zum Beispill vu fénnef Loyerem - vun deene jo ëmmer geschwat gëtt, wann e Locataire an eng Wunneng kéint - der dräi jo gebraucht ginn, fir déi Kautioun vum Propriétaire ze bezuelen. Mat där neier Garantie locative falen déi dräi ewech. Wann e Locataire déi wëllt kréien, da kann e se an Zukunft, wann dat bis a Kraaft ass, dann och kréien.

Ee Wuert dann och nach, well dat ee vun de Sujeten haut soll sinn, iwwert de wicthegte Partner Gemengen. An dem Programm vun de Constructions d'ensemble, laut leschten Aktualisatiounen, ass d'Zuel vun de Gemengen intensiv an d'Luucht gaang. Ronn 60% vun den neie Projete kommen aus de Gemengen. Déi sinn amgaangen, sech hirer Responsabilitéit bewusst ze ginn op ville Plazen, an hunn dann och vill Projeten. Et gëtt natierlech och Gemengen, déi hunn dat nach guet net op dem Radar, déi sinn nach net an deem Programm. An eng vun de Froen, déi och herno soll vun lech debattéiert ginn, ass jo och, wéi mer d'Gemenge vläicht nach méi dozou bruecht kréien.

Den Ament sinn ech dann och erëm amgaangen - an do sinn ech net deen Eenzege, deen dat mécht, ech hunn dat am Fong ofgekuckt bei engem vu menge Virgänger, dem Minister Schank, haut hei Deputéierten am Haus, deen och den Tour duerch d'Gemenge gemaach hat -, fir ebe grad d'Gemengen ze sensibiliséieren an ze informéieren. Dat ass ee vun deene wicthegsten Outilen. Ech hunn dat elo eng zweete Kéier virgëscht ugefaangen, well elo déi nei Eluen an „Amt und Würden“ sinn, fir elo ebe mat deenen ze kucken, am Ufank vun hirer Legislaturperiode, fir se ze mobiliséieren, dass si sech hirer Responsabilitéit do bewusst ginn.

Do koume ganz vill interessant Froen op. Et ass natierlech esou, dass e Gemengepolitiker immens vill ronderëm d'Oueren huet. An dat do hëlleft vill, well all Kéiers no esou Reunionen hu mir duerno an de Ministère intensiv Gesprécher mat deene Gemengen, fir virunzekommen, a fir do Logementer ze schafen, wat sech dann och an dem Programm vun de Constructions d'ensemble weist.

Ee vun deenen Outilen nach eng Kéier hei erausgegraff: Déi 75%, déi eng Gemeng kritt, wa se locatit baut, dat ass substanzuell. An dat ass en Argument fir all Gemeng, fir mat op dee Wee ze kommen.

Et gëtt natierlech och bei de Gemengen e puer Problemer, déi fannt Der an Ärem Aarbechtsdokument. Déi sollen haut vläicht diskutéiert ginn. De Logement social gëtt awer nach, an dat mierkt een op deem Tour op ville Plazen, e bësse mat engem klenge Prejugé oder engem Klischee gekuckt.

Do si vill Leit an de Gemengen, déi sech Suerge maachen: Wat heescht dat, soziale Wunnengsbau? Vill Leit, déi am soziale Logement ennerdaach kommen, déi hu soss keng Suergen an hirem Liewe wéi de Logement. Dat heescht, mir sollen do net maachen, wéi wann dat Leit wieren, déi eng ganz speziell Zort sinn. Heiansdo an deene Reunionen mierkt een dat eraus. Géint déi Prejugé mussen mer virgoen. An och dat „Mixité sociale“-Wuert, wat wuel wichteg ass, mä wou sech heiansdo hannendru verstoppt gëtt, fir ze soen: Ma wann de Fong oder den SNHBM kéint, da wëlle mer just een Drëttel vun deene Wunnenge locatit maachen.

Ech wëll lech ze bedenke ginn, dass, wann e Privatpromoteur bei lech als Gemengeresponsabele kéint, Der deen net laang frot, wivill Locatit oder Vente dass dee mécht. Deem autoriséiert Der, wann dat klappt, wahrscheinlech säi Projet. A wann deen och an d'Vente geet, da gëtt e vläicht hannendrun awer weider verloun, an da sinn erëm vill Locatairem, déi do drakommen, soudass mer déi Diskussioun awer eng Kéier mussen hunn, an aller Oppenheet, wéi d'Gemengen da reagéieren. An dat ass jo och eng vun deene Froen, déi am Dokument hei stinn.

Vill Wieder kéint een iwwert d'administrativ Prozeduren hei verléieren. Ech mengen, Dir hat och den Interieursminister an d'Environnementsministesch mat an d'Diskussioun abe-

zunn, wat jo och richtig ass. D'administrativ Prozedur ass eppes, wou mer nach mussen dru schaffen, mä wou awer scho vill geschafft ginn ass. Bei der Presentatioun vun dem Monitoring vum Pacte Logement huet den Innenminister eng Kéier opgewisen, dass d'Zuel vun de PAPen, déi pro Joer autoriséiert ginn, massiv an d'Luucht geet - dat weist sech jo un deenen, déi ech éinescht genannt hunn -, dass mer méi am Joer bauen an dass och d'Delaie vun deene PAPen erfogin, wat jo och louabel ass.

Eng Pist, déi ee mat an d'Diskussioun do kéint huelen, dat ass natierlech, fir ze soen: Wann de Logement d'Prioritéit vun de Prioritéiten ass, ma da muss ee vläicht och dem Logementsminister d'Kompetenze matgi vum Environnementsminister a vum Interieursminister. Dat muss eng Kéier a Koalitionsgesprécher vun enger nächster Regierung a vun deene Parteien thematiséiert ginn. Ech maachen lech dat un engem Beispill fest.

(Brouhaha)

Virun zwee, dräi Joer gouf et eng Kéier d'Diskussioun - wou et och Question-parlementairen hei gouf, an ech mengen, de Syvicol huet sech och Suerge gemaach -, wou et Problemer op PAPen hei am Land gouf mat dem Ofwaasser, mat Kläranlagen. Dat war e Problem, deen opgetaucht war, an do hu mer eis zu dräi Ministeren - obwuel de Logementsminister, dat wësst Der, kee regulatorischen Agréiff huet - zesumme gesat.

Mir hunn iwwert dee Problem geschwat a mir hu pragmatesch Léisunge fonnt, fir déi Kläranlagsproblematik do op de PAPen ze léisen. Et goufen dee Moment ganz vill PAPen deblockéiert mat pragmatesche Léisungen, well déi dräi Ministeren zesummesouzen. Mir sinn eis och do eens ginn, mä Dir wësst gradesou gutt wéi ech: Dat waren dräi Ministeren. Wann een déi Kompetenzen enner engem Hutt huet...

Et ass ëmmer am Liewe méi einfach, mat sech selwer eens ze gi wéi mat aneren.

(Hilarité)

Obwuel een der och kennt...

(Hilarité)

Ech kennen der och e puer, déi all Dag mat sech selwer Sträit hunn. Mä dat ass eng aner Diskussioun! Dat bleift net aus.

(Brouhaha)

Mä ech mengen einfach: Politesch soll een déi doten Iwwerleung eng Kéier féieren, egal wien dat ass, egal vu wou dat kéint. Et ass einfach mat deem dote Beispill eng Kéier gewisen, dass een da vläicht méi séier virukéint. An dat soll een an den nächsten Debatten eng Kéier zréckhalen.

► Une voix.- Ganz richtig!

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.-** Ee Wuert nach iwwert déi vill Dossieren och vläicht an déi Leit, déi eng Wunneng sichen, fir och do vläicht iwwer nei Pisten emol eng Kéier ze diskutéieren.

Bis elo hu mer jo an eiser Mentalitéit och hei am Land, wa mer iwwer Promoteur-publicke schwätzen, d'Bild, dass de Promoteur public baut - Fonds du logement zum Beispill oder anerer -, fir duerno ze verlounen. Elo hu mer 2.500 Dossiere bei dem Fonds du logement.

Eng vun den Iwwerleungen, déi een och eng Kéier kéint féieren, wär jo, well dat kéint zum Beispill dem Gesetz no och geschéien, mat deenen 2.500 Dossiere géif de Fonds du logement e Service kreieren, fir fir déi 2.500 Leit op de Marché lounen ze goen.

Ech maachen lech eng Kéier déi Rechnung, déi do hannendrusteet. 2.500 Dossieren. De Loyer moyen social vun engem, dee beim Fonds du logement lount, ass 300 bis 350 Euro. D'Moyenne vum Loyer um Marché ass 950 Euro. Dat ass en Ennerscheed vu 600 Euro. Ganz einfach gerechert, ouni dass dat elo vill Substanz hannendrun huet: 2.500 x 600 x 12 Méint, da si mer am Joer bei tëschent 15 an 20 Milliounen Euro.

Wann de Fonds du logement fir déi Leit eng Wunneng géif op de Privatmarché siche goen, dat hätt de Virdeel, dass déi dat professionell géife maachen, dass déi dat kéinte maachen. Dat wär vläicht eng Approche, déi ee sech sollt iwwerleeden.

Deen anere Wee wär jo, fir ze soen, et géif een d'Subvention loyer eng Kéier an d'Luucht setzen, op d'Héicht vun engem Loyer social erfrochnen, an dass dann een, deen am Moment muss eraus loune goen, dee jo schonn eng Subvention loyer kritt, dat mat engem Certificat kéint maachen. Ech géif awer do d'Pist besser fannen, dass een dat dann engem Professionelle géif ginn, fir och do Abusen ze verhënneren.

Ech mengen, et soll een all déi dote Saachen diskutéieren, och wéi ee mat Subsiden emgeet



fir de Privatsektor, wéi ee méi Logement ka bauen, wéi ee kann an deem dote an der privater Hand virukommen. Do muss een iwwer Modeller diskutéieren, fir dass et awer och gerecht hiergeet an dass net deen ee par rapport zu deem anere besser do steet. An awer och haaptsächlech, wann ee Subsiden an de Privatsektor gëtt, dass déi iwwer e long Terme gehale ginn als Logementen, déi sozial sinn, an dass se net mat Plus-waalen - datselwecht wéi beim Private vun éinescht - op de private Marché da kommen.

Terraine muss mer kréien, Baulandvertrag sinn an der Prozedur. Dat ass ee vun deene Punkten. Mir kënnen iwwer d'Densification an d'Héicht schwätzen, fir méi héich ze bauen. Mä wa mer iwwer d'Verdichtung no uewe bauen, da muss mer awer datselwecht diskutéieren, wéi mer et maachen, wa mer d'Bauperimeteren opmaachen.

Da muss mer eis jo och iwwerleeën: Wann haut een Terrain huet, da kann deen den Ament, engem Bauterreglement no, zéng Stäck an d'Luucht bauen, mat 80 Wunnengen insgesamt. An deem gi mer elo e bëssen d'Méiglechkeet, fir nach véier Stäck dropzeseetze mat méi Appartementer. Da kann et jo net sinn, dass dann déi iewescht Appartementer och nach grad déi deierst ginn. An da muss mer also och do Weeër fannen, fir wann et do eng Ouverture gëtt fir Densificationen. Dass dann op eemol de Marché erëm dohinner fortleeft, dat ass jo déiselwecht Diskussioun, déi mer hunn, wann duerch administrativ Decisiounen erëm op eemol Benefisser generéiert ginn am-plaz abordabele Wunnengsraum.

Ech géif zum Schluss vu menger Introduktioun hei eng Kéier op dat Dokument ze schwätze kommen, wat Der virun e puer Méint vu mir iwwerrecht kritt hutt. Do waren näamlech ganz konkret Froen dran. An ech erwaarde mer jo haut, well dat ass jo am Fong d'Aufgab gewiescht, déi mer eis e bëssen zesumme ginn hunn, andeem Dir consultéiert hutt, matenee geschwat hutt... Do si jo ganz präzis Froen och dra gewiescht: Wat sinn déi nei Prozeduren, déi d'Partei vläicht gesinn? Wou kann ee präzis u Prozedur schaffen, fir se méi einfach ze maachen? Wat sinn nei Propositionen, fir géint d'Spekulation virzegoen? Wat si vläicht Är Propositionen?, well dat jo Terme waren, déi an d'Gespréich koumen, wann iwwer Expropriation geschwat ginn ass.

Well ech mengen, wat mer eis jo net kënnen erlaben, dat ass, dass herno elo ee seet: „Jo, mat Expropriatione sinn ech - oder meng Partei - ënner verschiddene Konditione d'accord!“ Well dat „ënner verschiddene Konditione“, dat muss awer dann ee mer e bësse méi präzis soen, well dat sinn déi Sonnesfloskeln. Well wann ee seet „ënner verschiddene Konditione“ - fir de Jong därer een en Terrain halen, mä fir den Neveu net; an „wann ech et awer un e gutt Wierk wéll ginn, wann ech mäi Liewe laang derfir geschafft hunn!“ -, da muss Der mer dat awer definéieren! Well deen übleche Saz „ënner verschiddene Konditione si mer domadder d'accord“, dee bréngt eis definitiv net weider. Dorënner kann ee sech näischt virstellen.

Dat zu de präzis Informatiounen, déi gefrot sinn - an ech erwaarde mer dat jo haut vun der Debatt -, well se jo och esou virun e puer Méint schonn ausgedeeelt goufen.

Wéi ass et mat neie Strukturen, neie Promoteur-publicken, neie Fongen, fir eventuell virzegoen? Alles an der Rei, mä déi zentral Fro, déi sech jo do hannendrustelt - an déi steet am Dokument -: Mir kënnen och nach fënnf Promoteur-publicke mat derbäigrënnen, mä et geet awer drëm, dass mer de Foncier kréien, dass mer Terraine kréien, fir dass mer déi kënnen bebauen. Well hannendru kann een iwwer nei Finanzierungsmodeller schwätzen.

An ech sinn net op de Modell agaangen, dee mer elo mat dem Pensionsfond amgaange sinn, op d'Been ze setzen. Dat si jo alles Saachen, déi ee ka maachen. Mä d'Fro ass och - wann ee méi Promoteur-publicke schafft oder seet: „Mir leeën déi alleguerten an eent“ oder „d'Gemenge mussen ënnerstëtzt ginn“ -, et geet drëm: Wéi kënnen mer u Land kommen, fir dass déi dann och baue kommen?

Solle mer d'Perimeteren opmaachen?, ass eng vun de Froen. Wat fir eng präzis Prozedur solle mer verbesseren?, präzis Fro. Ech hoffen op präzis Antworten, déi mer haut de Mëtteg hei kënnen héieren an och diskutéieren. An dann natierlech och eng vun deene leschte Froen: Ass de Logement social een Zil u sech? Geet et drëm, dass ee fir 40 Joer doranner kann oder soll wunnen?

Ech hunn emol anekdotenhaft matgedeelt kritt, dass e Minister eng Kéier bei ee vun de Promoteur-publicken, engem, dee 40 Joer dra war, e Kaddo iwwerreeche gaangen ass! Gutt, dat ass jo eng Pist vläicht, wann deen e Blummebuttek kritt... e Blummebouquet, kee Buttek!

(Hilarité)

Ass dat d'Zil oder ass et eng Iwwergangsperiode, fir et herno erëm op e Marché ze kréien, deen à coût modéré ass, oder e fraie Marché? Wat ass do d'Zil hannendru? A wouhinner wëlle mer goen?

Mir hunn e ganze Koup un Outilen, déi et den Ament gëtt. Déi kënnen gezu ginn. Et si ganz vill präzis Froen gestallt an dem Dokument. Et goufe vill Initiativen an deene leschte Joren. Et ka just zesumme goen, soen ech jo ëmmer, iwwer Parteien ewech, iwwer Stat, national- a lokalpolitesch Gegebenheeten eraus. An ech mengen, dat wëlle mer jo haut de Mëtteg alles eng Kéier diskutéieren.

Mä ech erënneren drun, dass et eng Consultationsdebatt ass, déi d'Regierung jo och bei der Chamber ugefrot huet. Ech si sécher, Dir hutt och nach déi eng oder aner Remark oder Fro un de Minister, mä d'Haaptfro sinn un d'Chamber an un d'Partei gestallt. Ech sëtze mech dann dohinner, ech notéieren alles an ech freeë mech op e ganz interessanten Echange mat vläicht dann och deene konkreten Antworten op déi dote Froen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Lies fir d'CSV.

Débat

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, léif Kollegen, léif Kollegen, ma ech mengen, dass haut de Mëtten eng ganz, ganz wichteg Debatt ass. Dat dierft alleguerten de Leit hei am Haus kloer sinn.

Ech mengen, de Minister huet elo zum Schluss gesot, en erwaart sech Antworten op dat Dokument, wat virun e puer Méint ausgedeeelt ginn ass. Ech wëll hei just eng Kéier rappeléieren, dass mer och schonn am Joer 2015 eng Debatt hei iwwer de Logement haten, wou och vusäite vun der CSV-Fraktioun eng ganz Partie Propose komm sinn. An ech mengen, mir hunn eis an deene leschte Wochen a Méint nach eng Kéier domat ausenanergesat, och mat deene Propositione vun 2015, an déi vläicht och méi ausgedäitscht, fir pragmatisch Pistten ze fannen, a wat fir eng Richtung datt et hei am Land, wat de Logement ugeet, dann an Zukunft ka goen.

Ech mengen, et ass eis alleguerten bewosst, dass d'Problematik ronderëm de Logement een Dauerbrenner ass, an dat zanter Joren, jo souguer zanter Jorzéngten! An de vergaangene Jore goufen och vill Akzenter respektiv Hëlfelefen en place gesat vun deene jeeweilege Regierungen. Leider sollten dës Mesuren ëmmer nees verpuffen an hunn net dozou gefouert, dass d'Präisser agedämpft konnte ginn. D'Präisser gi monter weider an d'Luucht a bewege sech zurzäit a schwindelerregenden Héichten, déi et ville Leit praktesch onméiglech maachen, sech um fraie Maart nach eng Wunneng kënnen ze kafen.

Beim Verkaf vun Haiser an Appartementer sinn d'Präisser zanter Enn 2013 bis dat zweet Trimester 2017 ëm 20% an d'Luucht gaangen. D'Locatiounspräisser sinn am selwechten Zäitraum bei den Appartementer ëm 22% a bei den Haiser ëm 20,5% an d'Luucht gaangen.

Dës Regierung ass virun enger Rei vu Joren net midd ginn ze behapten, dass de Logement eng absolut Prioritéit genéisst. Am État de la nation 2014 seet de Premier Bettel: „Esou wäert de Stat an deenen nächste Joren am Ganzen iwwer 10.000 Wunnenge bauen oder zum Deel finanzéieren, woubäi ee groussen Deel fir de Locatif reservéiert ass.“ Zéie mir Bilan, da wäerten an dëser Legislaturperiode 2.000 Wunnenge mat Hëllef vun Stat iwwer d'Aide au logement gebaut gi sinn, dovu 735 Studentewunnengen a 572 sozial Mietwunnengen.

De Fonds du logement huet zanter 2014 bis 2016 inclus 225 Wunnenge gebaut. Minusrekord stellt d'Joer 2016 mat 19 fäerdeggestallte Wunnengen duer. 292 Wunnenge sinn zanter 2017 am Bau, dovu ginn 59 Mietwunnenge gebaut a 55 Studentewunnengen, an 178 Wunnenge sinn dovu fir d'Vente. Dat mécht een Taux vu 64% fir d'Vente aus. Rechent een dat zesummen, huet de Fonds du logement zanter 2013 bis 2018 inclus am Ganze 517 Wunnenge gebaut.

Vun der ugekënnegter Offensiv beim Bau vu soziale Mietwunnengen ass heibäi net allze vill ze gesinn! D'SNHBM huet hir Efforten iwwer déi lescht Jore gesteigert a wäert Enn vun dëser Legislaturperiode op 770 Wunnenge kommen, déi tëschent 2014 an 2018 gebaut gi sinn.

Wann een all dës Zuelen nüchtern analyséiert, da si mir wäit vun deenen 10.000 Wunnenge

fort, déi de Statsminister ëmmer nees vollmüdeg annonciéiert huet. Fakt ass, dass dës Regierung Feeler bei der Emstrukturierung vun Fonds du logement gemaach huet. Fakt ass, dass allgemeng mat groussspuregen Annoncékeng Annerungen oder Verbesserunge kommen.

(Interruption)

E bësse manner Gepolters a méi Bescheidenheet wier bei dësem wichtige Sujet ubruecht gewiescht.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Lies (CSV).** - De Logementsproblem ass net op een einfache Knappdrück ze léisen. Dëst ass ee Constat, an ech mengen, mir sinn eis alleguerten an dësem héijen Haus eens, datt op der Säit vun der Offer, dat heescht souwuel op der Säit vun der privater Offer wéi och op der Säit vun der öffentlecher Offer, méi muss geschéien.

Et stellt ee fest, datt an deene leschte Joren net Peak aus dem Joer 2008 mat 4.444 fäerdeggestallte Wunnengen an dem Ofrutsche vum Bau vu Wunnenge während der Finanz-, Wirtschafts- a Scholdekriss nees méi Baugeneemungen ausgestallt ginn an datt och nees méi Wunnenge fäerdeggestallt ginn.

Dëst huet awer net dozou gefouert, dass d'Präisser sech stabiliséiert hätten. Bien au contraire! Opgrond vun der grousser Nofro si Präisser vun 8.000 Euro de Meter carré an deelweis Präisser, déi wäit doriwwer erausginn, keng Ausnam méi.

Un den Hëlfelefen, déi de Stat Joer fir Joer zur Verfügung stellt respektiv ausbezuelt, dierft et och net léien. Mat ronn enger hallwer Milliard, déi de Stat Joer fir Joer bäisteiert, misst jo eppes um Marché ze maache sinn. Dës Hëlfelefe misst vläicht méi konzentréiert ginn a spezifesch a verstärkt a verschiddene Beräicher wéi der Acquisitioun vun Terrainen an der Schaffung vu subventionéierte Wunnengen oder dem Bau vu soziale Mietwunnengen agesat ginn.

Ech wëll elo net méi spezifesch op d'Situatioun hei am Land, wat eis Croissance vun der Populatioun an eis dach enorm Wirtschaftswachstum ueget, agoen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt a mengem Exposé, wéi ech et virdru scho gesot hunn, verschidde pragmatisch Pistten opzeechnen, déi ech lech hei am Numm vun der CSV-Fraktioun wëilt virdroen. Schwéierpunkt wär et hei, sech op ee Wunnengsbauprogramm an eise Gemengen ze konzentréieren.

Wat wär dat als éischte Punkt? Ganz kloer - an ech mengen, dat ass den Haaptproblem, dee mer hunn - d'Terrainen, d'Acquisitioun vun den Terrainen, duerno Planifikatioun a Viabilisatioun vun dësen Terrainen an drëttsen Exploitatioun a Gestiou vun de Wunnengen, déi gebaut sinn.

Ech hat am Numm vun der CSV-Fraktioun an der Debatt iwwer de Logement am Juni 2015 schonn 13 verschidde Pistten opgezeechent, deenen ee konsequent misst nogoen.

Ech wëilt dësen Exercice nach méi kloer ëmräissen a pragmatisch Pistten opzeechnen, wéi dëse soi-disant Masterplan ze erstellen an och ëmzesetze wier.

Et gëtt vusäite vum Logementsministère, souwuel vun dësem Logementsminister wéi och vun de viregte Logementsministere, ëmmer nees drop verweisen, dass bei de Gemengen dat gréisste Potenzial läit, fir aktiven öffentleche Wunnengsbau ze bedriewen. De Stat legifereiert an an de Gemenge spillt d'Musek, esou kéint een de Constat maachen.

Eis Gemengen hunn eng grouss Autonomie, wat d'Entwécklung vun hirer Gemeng ueget. Dëst ass och gutt esou a mécht d'Gemengen nieft dem Stat zu enger zweeter wichtiger Instanz an eisem Land. Elo ass et awer leider esou, datt opgrond vun der Gemengelandtschaft an der Gréisst vun deene jeeweilege Gemengen net all Gemeng déiselwecht Méiglechkeeten huet, wat beispillsweis d'Finanzkraft oder awer och d'Personalkraft ueget. Aus dësem Grund ass et wichteg, dass sech d'Gemengen zesummendinn, fir eben dës Masse critique ze schafen, wou si Méiglechkeete kréien, deem dach groussen Aufgabebereich, deen u si gestallt gëtt, nozekommen.

D'Territorialreform oder d'Landesplanung spillen heibäi eng wichteg Roll, wéi mir eis weiderentwéckele wëllen oder sollen. Datt d'Emsetzung heivun net esou einfach ass, dass dierft zwëschenzäitlech jiddwerengem heibanne kloer sinn.

Ech wëilt zréck op de Wunnengsbauprogramm an de Gemenge kommen, wou et drëm geet, Step by Step déi jeeweileg Moosnamen ze ergräifen, fir an Zukunft méi Offer an all Beräich vum Wunnengsmaart ze schafen. Datt sech dëst net mat engem einfachen Handschlag rea-

liséiere léisst, dierft och kloer sinn. Et geet awer elo drëm, fir alleguerten déi rechtlech a gesetzlech Dispositionen, déi et ginn, ze bündelen an eng uniform a kohärent Struktur ze géissen, fir dem Challenge Wunnengsbau a Wunnengsmaart entgéintzewierken.

Mat dem éischte Step, dem Opkaf vum Terrainen, geet et natierlech bei all Projet un. De Stat oder d'Gemengen hunn net genuch Baulandreserven: Dat ass deen éischte Constat, deen ze maachen ass. Datt an de kommende Joren, Jorzéngte verschidden Industriebroochen, déi zwëschenzäitlech am Besëtz vum Stat, de Gemengen oder verschiddene Promoteurs publics sinn, valoriséiert a bebaut ginn, ass natierlech ze begrëssen. Oppasse muss ee bei dëse Projeten awer, dass déi sozial Mixitéit net verluer geet! Ee gesonde Mix tëschent Commerce, öffentlechen Arichtungen, Gréngflächen, subventionéiertem Wunnengsbau, sozialem Mietwunnengsbau an awer och private Wunnenge wär dréngend urotsam, soudatt eng Ghettoisierung ausgeschloss ka ginn.

An der Regel sollt an eise Gemengen eng kohärent a konsequent Duerchmischung vun alle Populatiounsschichten ugestriift ginn. Dat suert fir eng sozial Kohäsioun an och fir déi néideg Integratioun.

Beim Erstelle vun neie Pape sollt déi öffentlech Hand konsequent derfir suergen, dass dësem soziale Mix och Rechnung gedroe gëtt. Mat der Applikatioun vun 10% Bruttogeschossfläch fir Logement à coût modéré bei Pape iwwer 25 Wunnenge kann ech, éierlech gesot, net vill ufänken. Firwat gi mir net méi wäit a soe beispillsweis, dass dës 10% Bruttogeschossfläch un d'Gemeng, de Stat oder ee Promoteur public mussen zu engem adequate Präis verkaaft ginn? Wann ee kuckt, dass zanter Oktober 2008 eng 88 Konventiounen ofgeschloss gi sinn an datt hei eng 830 Wunnenge konnte gebaut ginn, dann ass dat sécher schéin a gutt. Wat heescht dat dann awer an der Praxis?

Ech kann lech et soen! Dës 830 Wunnenge goufen an der Moyenne 20% ënnert dem Maartpräis vun fraie Maart ouni Bail emphytéotique verkaaft. Hei ass net nohaltege agéiert ginn. Hei hunn 830 Acqueuren am-plaz vun haut beispillsweis 8.000 Euro de Meter carré just 6.000 Euro de Meter carré bezuelt. Meng Fro un d'Chamber: Ass dat sozial an ass dat nohaltege?

Här Minister, ech ginn lech e Beispill vun enger Gemeng, déi ech besser kennen, wou genau dës 10% vun de Proprietairen am Kader vun engem Remembrement urbain opkaaft gi sinn, fir heimat 85 Wunnengen ze bauen. 56 Wunnenge ginn iwwer Bail emphytéotique zu engem Prix moyen vun 3.000 Euro de Meter carré verkaaft. D'Gemeng bleift bei dëser Applikatioun ëmmer Proprietaire vun Terrain a kann esou derfir suergen, dass no e puer Generatiounen dës Terrainen nees nei valoriséiert kënnen ginn. D'Virkaafsrecht vun de Wunnenge leeft genau esou laang wéi de Bail emphytéotique op 99 Joer. Déi reschtlech Wunnenge ginn als sozial Mietwunnenge gebaut. All dës Wunnenge verstreeë sech iwwer dee ganze PAP, wou am Ganze knapps 400 Wunnenge solle gebaut ginn. De soziale Mix ass soumat assuréiert.

Ech wëilt a mengem Exposé och verstärkt op de Remembrement urbain agoen, well dës Form vun Emsetzung vun neie Pape ënnert der Leedung vun der Gemeng - wuelverstanen: ënnert der Leedung vun der Gemeng! - derfir suert, dass de soziale Mix, wéi elo just beschriwwen, realiséiert ka ginn. Am Kader vum Projet de loi 7139, wou et ëm d'Modifikatioun vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwer den Aménagement communal an den Développement urbain geet, ass vläicht constatéiert ginn, dass net genuch op dës Remembrement urbain zréckgegraff ginn ass. Datt nei Pistte mussen ugaange ginn, fir deem verstärkt Rechnung ze droen, ass fir mech déi richteg Iwwerleung.

Fir d'Gemenge verstärkt mat an d'Boot vun esou enger Demarche ze kréien, ass et wichteg, dass déi richteg an déi néideg Usprichpartner derfir do sinn. Aus eegener Erfahrung kann ech lech soen, dass et eng Herkulesaufgab ass, Dosende vu verschiddene Proprietaire vun dëser Approche ze iwwerzeegen. Et geet drëm, d'Leit mat an d'Boot ze huelen a Confiance opzebauen, fir e kohärenten an duerchmischte Städtebau ze assuréieren.

Den Opbau vu Vertrauen an déi konsequent Applikatioun vun der Regel, dass jiddwieren déiselwecht Rechter, dierfir awer och déiselwecht Flichten huet, ass den A an den O vun dëser Aarbecht. Wann ech virdru vun unifor-

men a kohärente Struktur geschwat hunn, da wéilt ech heimat am Numm vun der CSV-Fraktion eng Propos maachen, wéi esou eng Struktur kéint ausgesinn.

Mat dem Projet de loi iwwer eng national Wunnensbaugesellschaft, d'SNDU, hat de Marco Schank als deemolege Wunnensbauminister Enn 2012 schonn dee richtegen Usaz. Dës Struktur kéint een an dräi verschidde Cellulen ënnerglidderen, déi entweder iwwert de Stat, also iwwert de Ministère du Logement, en place gesat kéinte ginn oder awer iwwer eng Gesellschaft de droit privé, wou de Stat an aner effentlech Instanze wéi beispillsweis och de Pensionsfond Aktionär kéinte ginn.

Déi zweet Approche wier heibäi sécherlech déi sinnvollsten an och effikaste Form, fir mam Tempo um Immobiliemaart kënnen Schrëtt ze halen. Leider gouf et bei der Reform vum Fonds du logement verpasst, nei a vill méi konsequent Weeër ze goen, fir spezifesch de Gemengen eng Logistik zur Verfügung ze stellen, fir de subventionéierten a soziale Wunnensbau an de jeeweilege Gemengen unzekuerbelen. Dëst stoung ënner anerem och am Koalitionsaccord vun dëser Regierung.

Wéi kéint dës Struktur ausgesinn? Wéi bei all Betrib muss natierlech eng hierarchesch Struktur opgebaut ginn, wou et awer ze vermeiden géllt, ee Waasserkapp ze schafen. Pragmatismus an Ëmsetzungswëlle mussen d'Schlagwierder sinn, fir zesumme mat de Gemengen, dem Stat, de private Proprietären, den effentlechen a private Bauträger zu engem Weiderdenken an zu enger verstärkter Ëmsetzung vun effentleche Bauprojeten ze féieren. D'Käraufgabe léiche bei:

éischtens, enger Cellule d'acquisition, déi sech ëm den Opkauf vun Terrainen këmmert;

zweetens, enger Cellule d'urbanisation et de réalisation de projets;

drëttens, enger Cellule administrative et de gestion des biens immobiliers.

Mir brauche méi effentlech Akteuren um Immobiliemaart. Dëst ass ee Fakt. Datt zurzäit d'SNHBM ganz aktiv beim Bau vu Wunnengen ass, ass extrem erfreesch. Bedauerlech ass leider, datt deen anere groussen Akteur, de Fonds du logement, an deene leschte Méint méi negativ Schlagzeile geschriwwen huet, wéi datt e Wunnenge gebaut huet.

Mir sollten awer no vir kucken an eis iwwerleeën: Wéi kënn mir d'Schiffen, wat de Wunnensbau ugeet, contrecarréieren? Firwat net de Fonds du logement spezifesch mam Bau vu soziale Mietwunnenge betrauen? Heimat wier den „core business“ vum Fonds du logement kloer ëmraam mam Bau an der Gestiou vum soziale Mietwunnengen. Wunnengen, déi dach esou drénglech gebraucht ginn, wann een d'Statistike kuckt, wéi vill Prozent vun de Menagen iwwer eng sozial Mietwunneng an eise Land verfügen.

D'SNHBM kéint sech beispillsweis just ëm de Bau vu subventionéierte Wunnenge këmmern, déi fir de Verkauf sinn. Och hei sollt awer méi nohaltege agéiert ginn, wat wéllt heeschen, datt nieft dem Bail emphytéotique op 99 Joer och d'Virkaufsrecht vum Promoteur public soulaang wéi nëmme méiglech soll lafen, am Idealfall natierlech och op 99 Joer.

Esou ass nohaltege assuréiert, datt dës Wunnengen ëmmer nees un de Promoteur public zréckverkaaft ginn an nees aner Leit, déi ënnert d'Aide au logement falen, vun dëser Wunneng kënnen Gebrauch maachen.

Bei de grouse Projeten zu Woltz oder zu Dideleng kéinten de Fonds du logement, d'SNHBM an d'Privatwirtschaft fir ee soziale Mix suergen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës nei complementaire Struktur wier als Bindeglied téschent effentlechen a private Bauträger souwéi téschent dem Stat an de Gemengen ze gesinn. Et geet drëm, d'Beméiung beim Bau vu subventionéierten a sozial Mietwunneng besser ze koordinéieren an d'Ëmsetzung heivun ze beschleunegen an natierlech méi Offer ze schafen.

Firwat sech net een Zil fir déi nächst Jore setzen, wou beispillsweis iwwer 20% vun all de Wunnengen, déi järelech op eise Maart fäerdeggestallt ginn, aus dem soziale Beräich kommen, a beispillsweis eng Proportionalitéit vu 50% fir d'Vente iwwert de Bail emphytéotique an och 50% fir sozial Mietwunnengen ustriewen?

Et muss fir eis Gemengen natierlech een zousätzlechen Incentive geschaaft ginn, fir dës Ziler kënnen ze errechen. Bei der Reform vum

Pacte Logement kéint zum Beispill dës Applikation geltend gemaach ginn, wann et ëm d'Ausbezuere vun de staatlechen Zouwendunge geet. Dës Klausel kéint och beim Fonds de dotation globale des communes, dem FDGC, verstärkt ugewannt ginn.

Déi allgemeng Prozedure maachen eis extrem Suergen. Mat dem aktuellen Text iwwert d'Natuschutzgesetz gi verschidde administrativ Vereinfachungen erreicht. Et mussen awer nach zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir méi schnell beim Baurecht virunzekommen.

D'CSV steet zum Prinzip vun der Kompenséierung iwwert de Wee vun den Ökopunkten an och den Ökokonten. Allerdéngs sollt innerhalb vum Perimeter keng allgemeng Pflicht fir d'Kompenséiere bestoen. D'Bauschutzdeponie maachen eis zurzäit och vill Suergen, well einfach net genuch Capacitéiten do sinn. Duerch, datt an d'Ausland transportéiert muss ginn, ginn d'Präisser och alt nees eng Kéier an d'Luucht.

Een anere Problem, deen heibäi unzeschwätzen ass, ass dann awer och d'Gier bei de Promoteuren, där keng Grenze gesat sinn. Aus eenger Erfahrung kann ech lech soen, datt eng Abberzuel vun Demanden, fir ze bauen, op der Gemeng regelrecht an d'Poubelle wandern, well d'Promoteure respektiv dann d'Architekter sech einfach emol keng Méi méi maachen, ze kucken, wat da reellement och am Bautereglement vun der Gemeng steet.

An duerfir: Et geet just ëm d'Profittmaximéierung! Et geet drëm, esou vill wéi méiglech Meter carré ze errechen. An ech mengen, do geet et och drëm, kloer Linnen ze zéien an den Architekter respektiv de Proprietären oder Promoteure kloer ze soen: Et geet bis dohin a fäerdeg!

Elo awer zréck zum Essenziellen an zu eise Proposen. Fir ee Projet awer kënnen ze realiséieren, muss mir ganz vir ufänken, an dat ass beim Uschafe vun den Terrainen. D'Gemengen di sech oft schwéier, fir dese Wee konsequent ze goen, an dat aus verschidde Grënn. De finanzielle Volet ass sécherlech ee Grond. D'Weiderféierung vun engem Projet no enger Acquisition ass een anere Problem, well vill Gemengen déi néideg personell a logistesche Méiglechkeeten einfach net hunn, fir esou ee Projet vu vir bis hanne kënnen auszeschaffen.

D'Cellule des constructions d'ensembles am Logementsministère geet heifir net duer. Dës Cellule huet eng méi administrativ Tâche, fir d'Projeten ze ervaassen an déi jeeweileg Konventionen mam Stat ze erstellen. Datselwecht géllt fir d'Cellule de coordination, wou all staatlech Instanzen hiren Avis zu engem Bebauungsplang ginn.

Datt net genuch am Beräich vun de Gemengen ëmgesat ginn ass, leeën d'Chifferen an awer och d'Statistiken aus de vergaangene Joren duer. 56 Gemengen, also knapps d'Halschent, hu bei de Constructions d'ensembles Projeten eragereecht. Iwwer sechs ganzer Jore sinn 83,83 Milliounen iwwert d'Konventionen ausbezuel ginn. Dat geet einfach net duer!

Den Immobiliemaart an notament d'Acquisition vun Terrainen ass knallhaart. Et streide sech vill Akteuren ëm dat dach zwëschenzäitlech extrem wäertvollt Gutt Terrain oder Bauland. An esou enger Cellule d'acquisition muss Profien zu Wierk goen. Leit, déi de Maart genau kennen an déi genau wëssen, wéi een dee jeeweilege Proprietaire vun engem Verkauf vu sengem Terrain kann iwwerzeegen. De Stat oder eng Gemeng kann hei op ganz aner Argumenter zréckgräifen, wéi dat am Fall vun engem private Promoteur de Fall ass.

Dës Persoun muss Kenntniser iwwert de Wunnensmaart am Allgemengen hunn, muss awer och d'Strategie vun der Gemeng iwwer hir Weiderentwécklung kennen a sollt am Steuerrechtlechen och déi néideg Sachkenntnis matbréngen.

Dës Aufgabe sinn haut engem Buergermeeschter, engem Schaffén oder eventuell nach engem Gemengesekretär oder Techniker virbehalen. Datt dat op Dauer an iwwerhaupt an der Regel net ka klappen, schéngt evident. Mat der Schafung vun esou enger neier Struktur kéint mat de Gemengen zesummen ee Masterplan iwwert d'Ëmsetzung vun effentleche Bauprojeten erstellt ginn. Dës Struktur kéint och a regionalen Ulafstelle jee no Bedarf ënnerglidder ginn. Mä et sollt een einfach emol méi kleng ufänken.

Een anere Wee, fir u Baulandreserve fir d'effentlech Hand ze kommen, ass d'Ausweisung vu prioritären Entwécklungsgebiddern iwwert de Plan sectoriel «Logement». Bei der Ausweisung vun dësen Zonen, déi bis dato nach als Zone verte klasséiert sinn, muss de Prozentsaz iwwert de gängegen 10% fir Logement à coût modéré leien, déi zurzäit am Pacte Logement stinn.

Och sollt d'Gesetz hei ugepasst ginn an d'Gesetzwort vun dësen Terrainen un de Stat oder un

d'Gemeng iwwer ee Prix du marché virum Ëmklässiere festgeluecht ginn. D'Applikation vun enger Konvention iwwert de Logement à coût modéré hëlleft der Allgemengheet nohaltege net virun.

Wat déi zukünfteg Ëmsetzung vu Baulandvertråg ugeet, woen ech ze bezweifelen, datt dëst an der Realitéit wäert fonctionnéieren, wann et ëm Lotissementspläng geet, wou méi Proprietaire mat am Spill sinn. Handelt et sech ëm een eezege Proprietaire, dann ass dat eppes anescht. Wann een awer ee kohärenten Urbanismus an eng kohärent Siedlungspolitik wéllt bedriewen, da sinn oft vill méi ënnerschiddlech Proprietaire mat am Spill.

Hei wéilt ech de Remembrement urbain a senger jëtzege Form dann och mat an d'Spill bréngen, souwuel wat d'Baulandreserve fir d'effentlech Hand ugeet, a wéi eng Gemeng am Zesummespill mat der Propos vun engem zousätzlechen effentlechen Akteur, dee fir eng verbessert Koordinatioun a Kommunikatioun soll suergen, kéint ausgesinn. Am Erstelle vun engem gemeinschaftleche Masterplan fir den effentleche Wunnensbau an der jeeweileger Gemeng kéint op allen Niveauen zesumme geschaaft ginn. Eng soi-disant Taskforce kéint méi Informatioun, Kommunikatioun an Transparenz an dësen dach wichtege Beräich vum Wunnensbau bréngen.

Ech wéilt dem Minister am Fall vum Remembrement urbain, wat eng komplex a sécherlech och laangwiereg Prozedur ass, gär mat op de Wee ginn, datt dëst awer méiglech ass. De Minister Hansen van Enn September 2017 um éischte Spuetestéich an der Gemeng Hesper, wou genau esou ee Remembrement urbain, dee vun der Gemeng initiéiert ginn ass an elo ënnert der Federführung vun der Gemeng och ëmgesat gëtt, realiséiert gëtt. An den nächste Jore ginn esou iwwer 400 Wunnengen op enger Fläch vu bal 11 Hektar gebaut. Enn vun dësem Joer geet et mam Bau vu 85 Wunnengen am subventionéierten a soziale Beräich lass.

Et hätt déi Gemengeresponsabel gefreet, wann de Minister sech op dësem Dag méi mat dësem Projet a mam Remembrement urbain en tant que tel ausenanergesat hätt, well menges Wëssens schaffen nach aner Gemengen och un esou engem äänleche Projet. Ech kucken hei op de Kolleg Kox, deen als fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Réimech während Joren och un esou engem Remembrement urbain geschaaft huet, an awer och eng aner Gemeng, wou ech weess, datt zum Beispill zu Nidderaanwen ganz aktiv un esou engem Remembrement urbain geschaaft gëtt an dee scho relativ wäit fortgeschritt ass.

Am Projet de loi 7139 soll de Remembrement urbain oder de Remembrement à l'amiable duerch ee Remembrement ministériel ergänzt ginn.

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.** - Här Lies? Pardon, Här President, därf ech den Här Lies eppes froen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, wann den Här Lies domat d'accord ass.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.** - Ech wollt dat jiddefalls hei ausdrécklech begreissen, dass d'Gemengen dat Instrument vum Remembrement urbain notzen. An ech wéll hei awer och kloer soen, dass dat och an Zukunft méiglech ass. De Remembrement urbain à l'amiable gëtt net ofgeschaaft. Et ass keen, deen dorun denkt.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Dat hunn ech och guer net gesot.

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.** - Mä gutt! Mä ëmsou besser.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Dir musst mer no-lauchteren, Här Kersch!

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.** - Mä ech hu jo nogelauschtert!

► **M. Marc Lies (CSV).** - Lauschtert! Dir ënnerbriecht mech! Dir stellt gär eng Fro!

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.** - Neen, ech wollt lech begléckwënsche fir déi Initiative, déi Der geholl hutt, an och alleguerten déi aner Gemengen.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Mä, Här Kersch, wann Der nogelauschtert hätt, genau deen nächste Saz, deen elo kennt, begléckwënscht lech, datt e Remembrement ministériel soll op de Wee bruecht ginn. Duerfir - wéi gesot, Dir hutt mech ënnerbrach -, hätt Der ee Moment méi laang gewaart, dann hätt Der dat och matkrit.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - E konnt et net erwaarden.

► **M. Marc Lies (CSV).** - E konnt et net erwaarden.

(*Interruption*)

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.** - Oh, ech hunn där, ech hunn där!

► **M. Marc Lies (CSV).** - Voilà! Am Projet de loi 7139, wéi ech elo just gesot hunn, ass de Remembrement à l'amiable duerch ee Remembrement ministériel ergänzt ginn. D'Iwwerleeung ass sécher richteg, am Fall, wou et op friddlechem Wee net virugeet, eng Schëpp vusäite vum Stat unzeleeën. An éischter Instanz sollt awer mat all de Proprietären am Beräich vum zukünftige Lotissementsplang gekuckt ginn, fir eng Léisung ze fannen.

Dëst kéint an Zukunft am Zesummespill mat der Gemeng, der Cellule d'urbanisation et de réalisation de projets vun der neier, nach ze schafender Struktur, engem Geometer an engem Bureau d'urbanisation iwwer Workshoppe mat de Proprietären op Initiative vun der jeeweileger Gemeng gemaach ginn.

Sollt sech erausstellen, datt mat deem engen oder anere Proprietaire keen Accord iwwer eng Convention de remembrement ze fannen ass, da muss de Minister tranchéieren. Datt jiddwer Proprietaire op senger initialer Parzell herno baue kann, dat dierft an der Praxis sécherlech schwéier ginn. D'Iddi, fir am Kader vum Remembrement eng zentral geleed Parzell, wou de Proprietaire net wéllt matmaachen, op de Rand vum neie Lotissement ze leeën, ass eng begrëssenswäert Approche. Vläch kéint och souguer de Bail emphytéotique an dësem Fall mat an d'Spill bruecht ginn.

Beim Remembrement ass de Grondsteen vum Geléngen, Vertraue schafen, de Solidaritéitsprinzip an d'Gläichbehandlung, onbedéngt wichtig. Wéi virdu scho bemierkt, geet et och beim Remembrement urbain drëm, ee kohärenten Urbanismus mat engem soziale Mix, engem Mix un Aktivitéiten, effentlechem Raum an enger héijer Liewensqualität ëmzesetzen. D'Duerchmischung mat privaten an effentleche Bauträger deet esou engem Lotissement gutt a grenzt keen aus.

Virun deenen éischten Demarché muss déi jeeweileg Gemeng sech zesumme mat hiren Urbanisten a Geometere eens ginn iwwert d'Areal, wat lotisséiert soll ginn, a wat fir eng Baudicht pro Hektar soll applizéiert ginn. Mat enger Levée cadastrale an topographische kann deen éischte Croquis, wéi de Projet urbanistesche kéint ausgesinn, erstallt ginn. Iwwer esou ee Masterplan kéint dann d'Cellule d'urbanisation vun der neier Struktur mat agebonne ginn an déi jeeweileg Demarchen an Ofstëmung mat der Gemeng, den Urbanisten an de Geometere bei de Proprietaire maachen. Mat Vertrauensbildung an dem Matabanne vun de Proprietären iwwer eventuell Workshoppe ka vun Ufank un och Dampf aus dem Kessel geholl ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Struktur an d'Zentralitéit vun deene jeeweilege Gemengen an Uertschafte muss vun de Gemengen am Kader vun der Refonte vum PAG an eventuell duerno iwwer punktuell Modifikatiounen op landesplanerescher Basis ëmgesat ginn.

An zentraler Lag mat enger gudder Ubannung un den effentlechen Transport muss natierlech méi dense gebaut ginn. Hei ass et och wichtig, datt méi kleng a méi adequat Wunnformen, déi deenen haitege Gegebenheeten entsprechen, realiséiert ginn. Um Immobiliemarché ass eng grouss Demande fir kleng Strukturen, beispillsweis ëm 40 Meter carré, wou dee kompletten Equipement virzefannen ass mat Sanitäranlagen, Kichen, Living a separatem Schlofberäich.

Wann dës Wunnformen a gréisser Komplexer entstinn, da gëtt och Drock op de Beräich vun de Chambres meublées oder Kaffiszëmmere gemaach, déi dach des Éfteren extrem schlecht equipéiert sinn an oft net méi de sanitären, hygieschen a sécherheetstechneschen Oplagen entsprechen, net ze spriechen vun enger deelweiser Ausbeutung vun deene schwächste Leit an eiser Gesellschaft.

Ech si frou doriwwer, datt de Logementsminister dësem Malaise wéllt iwwer eng Responsabilisierung vun de Proprietären entgéintwierken. Ech hat och genau dës Virstellung schonn an deem leschten Debat Logement 2015, wou et drëm gaangen ass, fir d'Proprietaire méi ze responsabiliséieren. Wann eben déi sanitär respektiv hygieschen oder Sécherheetsoplagen net méi erfüllt sinn, datt de Proprietaire dann och muss derfir opkommen, wann d'Leit ebe muss relogéiert ginn.

Dem Beräich vun der Colocatioun a Souslocatioun kéint een heimat och entgéintwierken, steet dës Form vun Exploitatioun vu Wunnengen dach op ganz wackelege Féiss. Eng Upassung vum Gesetz wier hei dréngend urotsam. An dësem Kader muss d'Politik och Antwerte ginn op d'Wunnensnout bei deene Jugendléichen. Eng ganz Retsch Jugendlécher sinn op Hëllef ugewisen, well se duerch deen een oder

anere Grond hiert Elterenhaus wëllen oder mussen verlossen. Et feelt notament awer och an dësem Beräich un den néidegen Infrastrukturen. Haiser vu betreitem Wunnen, wou de Jugenlechen Hëllef fënn, mussen an den nächste Jore verstärkt ëmgesat ginn. Hei ginn et och Beispiller vu Gemengen, déi schonn op dee Wee gaange sinn.

Nei Wunnforme wéi de kooperative Wunnengsbau oder dat intergenerationellt Wunne mussen an de kommende Joren och méi an d'A gefaasst ginn. Et feelt eis leider och u soziale Strukturen, fir déi Leit ze hebergéieren, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Ech mengen, dat gesäit een elo dës Deeg do-bausse mat där fuerchterbarer Keelt, wou nawell verschidde Leit op der Strooss wunnen. Do missten an Zukunft nach méi Strukturen an déi Richtung geschaaft ginn. Hei leeschte verschidde sozial Akteure wéi d'Caritas, d'Croix-Rouge oder d'Stëmm vun der Strooss an awer och anerer eng ganz wäertvoll Aarbecht um Terrain.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Problem ass sécherlech deen, datt vill ze vill Parzellen an eise Lotissementer net bebaut sinn. Heifir ginn et eng sëllegen Ursachen a Grënn, déi een ëmmer nees vusäite vun de Propriétaires héiert, firwat si hir Bauplätze net wëlle valoriséieren. Eng vun den Äntwerten ass ëmmer déi: Ech brauch d'Suen net, op der Bank kritte een näischt fir seng Suen. Eng aner Äntwert ass déi: Ech halen dës Terrainen fir meng Kanner oder meng Enkelkanner. Dës Grënn sinn och verständlech an och novollzéierbar.

Mam Baulückepprogramm ass ee Constat vun der Situatioun gemaach ginn, wat sécherlech sennvoll war. Heimat eleng kommen dës Terrainen awer net op de Maart. Wat fir Bewegung gesuergt huet, ass d'Applikatioun vun der Halbierung vun der Plus-value, déi och nach eng Kéier bis 2018 verlängert ginn ass.

Kuckt een iwwert d'ganz Land, wat d'Berechnung vun der Grondsteuer, de B6 „Terrains à bâtir à des fins d'habitation“, ugeet, dann ass dat schonn ee relativ desastréist Bild, wat een hei virfënn. Mat engem niddregsten Taux vun 235 an engem Héchstwäert vun 1.500 fënn een dës Applikatioun an de Gemengen zréck. De Pacte Logement gesäit vir, datt d'Terraine separat kënnen taxéiert ginn. Hei mussen an de kommende Joren nei Akzenter gesat ginn.

D'CSV plädéiert hei fir eng national harmoniséiert Besteuerung vun den Terrainen, déi net bebaut sinn. Wéi sech eng Gemeng wëllt weiterentwickelen, steet ënnert der Verantwortung vun deem jeeweilige Gemengerot. Mat dem Turbowuesstum, dee mir zurzäit kennen, stellt sech natierlech d'Fro: Wéi sollen oder wéi kënnen mir eise Wuessstum an eise Gemengen an Zukunft kontrolléieren oder besser steieren? Dat ass eng Gretchefro, op déi et schwéier ass, eng Äntwert ze ginn oder ze fannen.

Fakt ass, datt mir viru wuesse mussen, fir eise soziale System kënnen ze erhalen an och ze finanzéieren. Eis Gemenge mussen awer Äntwerten op hir Weiterentwicklung, op hir Gestaltung an hire soziale Mix ginn. An Zäiten, wou d'Verkéisersopkommen an d'Mobilitéitsproblemer eis all Dag virun Ae gefouert ginn, huet dës Weiterentwicklung mat engem richtege Spagat ze dinn.

Wéi ech virdu schonn erläutert hunn, brauche mir een Zesummespill tëscht öffentlechen a privaten Akteuren. Stat, Gemengen, öffentlech a privat Promoteuren a Constructeure mussen méi enk zesummeschaffen. Mir mussen couragéiert un engem Paradigmewissel, wat den öffentleche Wunnengsbau an eise Gemengen ugeet, schaffen. Mir brauchen ee Masterplan mat all den Akteuren, déi dësen Challenge uginn.

Wa mir vu soziale Mietwunnenge schwätzen, da mussen mer eis bewusst sinn, datt hei eng Hällewull un Aarbecht dohannertstécht. Et geet net eleng duer, dës Wunnengen ze bauen: Si mussen duerno och mat Liewe geféllt ginn a mussen geréiert an ënnerhale ginn.

Déi éischt Propos, déi ech am Numm vun der CSV-Fraktioun wëllt maachen, ass déi, datt den Taux d'effort vum Stat, wat de Bau vu soziale Mietwunnengen ugeet, an d'Luucht soll gesat ginn. Ze begrësse wier, wann an Zukunft ee ganz konkrete Bordereau vusäite vum Logementministère erstellt géif ginn, wéi eng sozial Mietwunneng ausgestallt muss sinn. Heiduerch léisst sech relativ séier ee méttlere Präis berechnen, mat wéi vill ee Meter carré Wunnfläch bei soziale Mietwunnengen zu Buch soll schloen. Am Géigenzuch kéint d'Dauer, wou de soziale Loyer vun der Wunneng iwwert d'Berechnungsbasis vum Règlement grand-ducal vun 1998 ermëttelt gëtt, och an d'Luucht gesat ginn. De Règlement grand-ducal vun 1998 misst deemtsprechend och eng Kéier iwwerschafft ginn.

Am Debat iwwert de Logement 2015 hat ech scho monéiert, datt mir zurzäit dräi verschidde Locationsmarchéen hunn: de private Maart, de soziale Maart iwwert d'Applikatioun vum Règlement grand-ducal vun 1998 an dann ee Maart dotéschent, wou d'Agence immobilière sociale agéiert.

Déi zweet Propos wier déi, datt de Stat beim Bau vu Wunnengen dës Parameter gesetzlech opgräift a Wunnengen ënnert der Applikatioun vu Location/Vente vun de Gemengen, öffentlechen an eventuell och private Promoteure baue léisst.

Neie Berufstätege kéint dës Form vu Wunnengsbau zeguttkommen, wa si e Loyer tëscht privatem a sozialem Maart géife bezuelen, beispillsweis de Loyer vun der AIS, an d'Differenz vum soziale Maart hinne fir d'Uschafung vun darselwechter Wunneng géif ugerechent ginn. No fënn bis zéng Joer uspueren, kéinte si dann déiselwecht Wunneng iwwer e Bail emphytéotique beim Promoteur kafen.

Déi drëtt Propos ass déi vun enger effizienter Gestiou vun dëse Mietwunnengen. D'Baue vun enger Wunneng ass deen ee Volet, d'Gestiou ënnert der Applikatioun vu soziale Berechnungskritären an ee Suivi social ze assuréieren, ass deen anere Volet.

Datt bis elo kee private Promoteur sozial Mietwunnenge gebaut huet an duerno och gééiert huet, läit fir mech op der Hand. Wat fir ee private Promoteur oder wat fir eng Agence immobilière geet an Zukunft dohin a stellt sozial Mataarbechter an, fir ee Suivi social ze maachen, soudatt och déi richtege Leit an de Genoss vun dëse Sozialmietwunnenge kënnen kommen?

Wa souguer de Fonds du logement als öffentleche Promoteur sech nëmmen drop beschränkt, just ufanks den Dossier vum potenzielle Locataire ze analyséieren, an duerno just nach Stéchprouwe mécht, ob de soziale Friden an de Wunnengen assuréiert ass, dann dierft dat an der Privatwirtschaft wuel nach méi komplizéiert ginn.

Mir mussen derfir suergen, datt dës sozial Mietwunnenge méi nohaltege genotzt ginn. Ech mengen domat, datt ee Roulement an dës Wunnenge muss kommen. Aus dësem Grond ass et wichteg, datt deen adequate Suivi social mat de Leit gemaach gëtt. Wann dës Leit dann an Zukunft hir finanziell Situatioun an de Fonctionnement vun hirem Menage nees an Grëff hunn, da muss dës Wunneng och nees op de Sozialmaart kënnen kommen. Dëst klappt sécherlech net an all Fall. Et sollt een awer aktiv un esou enger Léisung an en esou engem Fonctionnement schaffen.

Bei enger eventueller Upassung vum Règlement grand-ducal vun 1998, wat d'Berechnung vun de Loyerer ugeet, kéinte beim Bezuele vum Loyer zum Beispill och Récklage mat an d'Spill bruecht ginn. Mat dëse Récklage kéint de Menage sech op eng Zukunft ausserhalb vun enger sozialer Mietwunneng preparéieren.

Am Mietgesetz sollt sech och eng Kéier Gedanken iwwert d'Bezuele vun de Kommissiounen un d'Immobilienagencé gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen op dat drëtte Glidd vun der nei ze schafender Struktur zréck, wat dann d'Cellule administrative et de gestion des biens immobiliers wier. Eng Gemeng deet sech schwéier domat, fir nieft hirer gängiger Aarbecht och nach d'Gestiou vu soziale Mietwunnengen ze maachen.

Wat fällt alles bei dëser Aarbecht un? Et muss emol fir d'Éischt ermëttelt ginn, wat fir eng Persoun oder ee Menage prioritär eligibel ass, fir eng sozial Gemengewunnung ze kréien. Dës Aarbecht kann eigentlech just iwwert de lokalen oder regionalen Office social gemaach ginn.

Déi finanziell Donnéeën mussen ermëttelt ginn, fir den Ist-Zustand vum Menage ze maachen a fir mat dësen Informatiounen och de soziale Loyer iwwert de Règlement grand-ducal vun 1998 kënnen ze berechnen. Dee jeeweilige Contrat de bail muss erstellt ginn an de Gemengenautoritéit pour approbation virgeluecht ginn. En État des lieux muss mat den neien an ale Locataire gemaach ginn. Regelméisseg mussen och Entretien vum Wunnenge gemaach ginn. D'Berechnung an den Dekont vun den Niewekäsche sinn och all Joer ze maachen. All dës Aarbechte sinn extrem zäitintensiv an et rëselt ee se net einfach aus dem Aermel.

Eng separat Struktur kéint all dës administrativ, logistesche an technesch Aarbechten am Numm vun der Gemeng maachen. Den Office social local oder régional wier den Haaptakteur, wat d'Ermëttel vum de bedierftege Leit ugeet. D'Gemeng als Propriétaire vun der Wunneng an de Logistiker vun der neier Struktur sinn an direktem Kontakt mat dem Office social, woubäi een adequaten Informationsfluss natierlech extrem wichteg ass.

Ënnert dëser Applikatioun kéint jiddweree sech zréckfannen: den Office social a senger sozialer Aarbecht an d'Gemeng, déi bei der Locatioun an dem Entretien iwwer ee Logistiker ënnert d'Aerm gegräff kritte, an Notznéisser vun dëser Aarbecht sinn natierlech déi bedierftege Leit.

Ech hunn an deene leschte Minutte vill vun engem Wunnengsbauprogramm an eise Gemenge geschwat. Menger Meenung no muss bei de Mietwunnengen och d'Agence immobilière sociale an dës Masterplan matabezu ginn. Et ginn esou vill Wunnengen an eise Gemengen, déi leider eidel stinn. Mam Abanne vu verschidde Akteuren, déi am Sozialberäich schaffen, kann een dës Leerstand vu Wunnengen andämmen, deen oft duerch Onwësenheit iwwert de Locationsmarkt oder aus Angscht virun enger Degradatioun vun der Wunneng kënn. De Leerstand vun enger Wunneng dréit och sécher net zu enger Wäertsteigerung bäi. Et dierft éischer de Contraire sinn.

D'Agence immobilière sociale geréiert zurzäit wäit iwwer 400 Wunnengen. De méttlere Präis vun enger Iwwernuechtung läit zurzäit bei 4,90 Euro an der Nuecht. Dës Präis ass net ze schloen. Aus dësem Grond muss dës Kollaboratioun tëscht Stat, Gemengen an der AIS an Zukunft weider ausgebaut ginn, mat natierlech och deenen néidege finanzielle Moyenen.

Esou wéi a mengem Exposé ervirgehuewen, kéint esou eng nei ze schafend Struktur zousätzlech Bewegung an den öffentleche Wunnengsbau an awer och an d'Gestiou - an Zesummespill mat den Offices sociaux - vun de soziale Mietwunnenge bréngen. Eng aktiv Zesummenaarbecht mat den öffentleche Promoteuren an de private Constructeure kann d'Offer vu subventionéierte Wunnengen a soziale Mietwunnengen an de kommende Jore stramm an d'Luucht setzen, wat souwuel am Beräich vum Bau an awer och a villen anere Beräicher nei an zousätzlech Aarbechtsplätzen dierft schaffen.

Et stellt sech natierlech d'Fro vun der Wirtschaftlechkeet an der Finanzéierung vun esou enger neier Struktur, déi beispillsweis ënnert der Form vun enger SA kéint fonctionnéieren. D'Missioun soll wesentlech divergéieren zum Fonctionnement vun den zwee öffentleche Promoteuren: dem Fonds du logement an der SNHBM. Dëst neit Etablissement soll éischer als iwwergeuendete Consultant a Gestionnaire wierken, wou d'Vokatioun ganz kloer ass, de Gemengen um logistesche Plang ënnert d'Aerm ze gräifen. Dës Struktur soll vun der Acquisitioun iwwert d'Planifikatioun, der Émsetzung, dem Bau, dem Verkaf iwwer Bail emphytéotique oder der Gestiou vu soziale Mietwunnengen de Gemenge vun A bis Z zur Säit stoen.

Finanzéiert gëtt de Bau vun de Wunnengen natierlech iwwer Konventioun mam Stat, wou d'Gemengen natierlech ee Prefinanzement maachen an duerno vum Stat jee no Konventioun rembourséiert ginn. Wichteg ass, datt nieft dem öffentleche Promoteur och de private Constructeur enner spezifesch definéierte Bordereauen um Bau an enger Entreprise générale, déi Clé en main baut, bedeelegt gëtt. Méi Akteure schafen och méi Offer am öffentleche Wunnengsbau.

De Fonctionnement an d'Finanzéierung vun neien Etablissement kéint iwwert d'Verrechnung vun Honorairen un dee jeeweilige Mandant gemaach ginn. Notznéisser wieren natierlech d'Gemengen. Iwwer eng separat Konventioun mam Stat kéinten dës Honorairen och zum groussen Deel vum Stat iwwerholl ginn. Bei der Missioun vun dëser neier Struktur handelt et sech ëm eng nobel Missioun, déi dann heescht, méi Offer um öffentleche Wunnengsmarkt hei am Land schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech hätt hei am Numm vun der CSV-Fraktioun déi wesentlech Punkte vum Wunnengsbau hei am Land beliicht an och eng kohärent Propos gemaach, enner wat fir enger Form datt de Gemengen an Zukunft verstärkt bei der Planung, dem Bau an der Gestiou vu subventionéierten a soziale Wunnenge kéint ënnert d'Aerm gegräff ginn. D'Efforte mussen an de kommende Joren a genau dës Beräicher vum Wunnengsbau stramm an d'Luucht gedriwwen ginn, fir d'Präisser net komplett dem fräie Maart ze iwwerlossen.

De private Wunnengsbau an Immobiliemarkt bleiwen och an Zukunft d'Zuchpärder am Beräich vum Logement. Et sollt ee sech an Zukunft awer och verstärkt Gedanken iwwert d'Vermaartung vun de Wunnenge maachen. E bësse méi Transparenz bei den Offere vun deene jeeweiligen Objeten iwwert déi verschidde Immobiliportaler géif d'Präisspiral no uewen zu engem gewëssenen Deel vläicht kënnen andämmen.

Ech erkläre mech. Ass et normal, datt eng an déiselwecht Wunneng enner aneren Indikatiounen, wat d'Gréisst vun der Wunneng oder nach

d'Zuel vun de Stellplätzen ugeet, op dem Marché verschiddentlech vun där enger oder anerer Agence ugebuete gëtt?

Mat enger uniformiséierter Plattform, wat d'Immobilienannoncen ugeet, kéint dësem Spuk een Enn gesat ginn. D'Parametere vun enger Wunneng, déi iwwert de Cadastre vertikal festgehalte gi sinn, mussen eent zu eent annonciéiert ginn. Déi lescht Ventë vun deemselwechten Objet, déi iwwer en Notaire realiséiert gi sinn, sollten an Transparenzgrënn och an all Annonce drastoen. Esou huet de Keefer eng allgemeng Iwwersicht iwwert deen Objet, fir deen hie sech interesséiert. Och soll d'Verrechnung vun der TVA klipp a kloer an den Annoncë stoen, wat den Taux d'application ass a wat de Keefer herno genau ze bezuelen huet.

An anere Länner gëtt dës Transparenz schonn zanter ville Jore groussgeschriwwen. Firwat kann eisen Immobiliemarkt net och no deemselwechte Prinzip funktionéieren?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn un Schluss vu mengem Ausféierungen ukomm a soen lech alleguete Merci fir Aert gedëllegt Nolauschteren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Max Hahn fir d'FP.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, d'Fro, wéi d'Logementsituation hei am Land ka verbessert ginn, ass eng Fro, op déi et eigentlech scho ganz vill Äntwerte gëtt. A bei dësen Äntwerte sinn och eng ganz Rei richtege effikass Léisungen derbäi. Dofir ass et haut de Mëtten net nëmmen d'Fro, wat eis Moyene sinn, fir méi Logement ze schafen, mä d'Fro ass och, wat fir e Präis mir als Land an als Gesellschaft bereet sinn ze bezuelen, fir méi Wunnengsbau ze schafen, an dat net nëmmen an der Theorie, mä och an der Praxis.

Si mir prett, op enger Rei Plätzen och richtege an d'Héicht ze bauen? Akzeptéiere mir, dass d'Baulücken hannert eisem Haus zougebaut ginn a mir vläicht och net méi grad déi Vue op déi schéi gréng Wiss hannert dem Haus hunn? Loosse mir zou, dass och verstärkt méi kleng Unitéiten an engem Wunnblock gebaut ginn? Ennerstézt mir grouss Wunnprojete bei eis ëm den Eck? Si mir prett, eis Prozeduren esou an de Grëff ze kréien, dass och wierklech gebaut gëtt an net nëmmen Dossier iwwer Dossier zesummegehallt gëtt? Loosse mir et weider zou, dass all Fliedermaus e gudder Virwand ass, eng Bauprozedur ze stoppen? Si mir prett fir eng systematesch Erweiterung vum Bauperimeter?

Jo, villes ass méiglech fir méi Logementer, mä net alles ass wëschenswert! Esou éierlech mussen mir mat eis selwer sinn!

An da ginn et awer och nach Léisungen, déi keng wierklech Léisunge sinn, mä awer no bausse ganz gutt klengen. D'Enteengung ass zum Beispill esou eng Schänléisung, déi net hält, wat se verspricht. Ech komme méi spéit am Detail dorop zréck.

Ech wëll awer elo scho soen: Mat der DP wäert et keng Logementspolitik ginn, wou Elteren a Grousseltere mussen faerten, hiren Terrain ewechgeholl ze kréien, dee si gehalen hunn, fir dass hir Kanner an Enkele sech iergendwann en Eegenheem drop oppriichte kënnen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, och wann et heiansdo ganz einfach ausgesäit, fir e Problem ze léisen, ass d'Logementspolitik awer e bësse méi komplex. Dat huet och deen deemolege Premier Jean-Claude Juncker am Oktober 2015 (veuillez lire: 2005) misse feststellen, wéi hien op dëser Tribün de Logement als grouse perséinlechen Echech beschriwwen huet. Ech zitieren: „Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Gêne iwwert de Logement schwätzen. Zanter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddwereen hei am Land erschwénglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert.“

Här President, d'Problematik vum Logement ass also net nei. Zanter de 70er Jore gëtt hei an der Chamber iwwert d'Wunndeierecht debatiéiert. Et sinn zanterhier vill Mesuren decidéiert ginn, déi och punktuell Verbesserunge mat sech bruecht hunn, an awer: Den Trend vun de weinegem an ze deierem Wunnumraum ass net gestoppt ginn!

Dëst ass och dorop zréckzeféieren - an et gehéiert och zur politescher Éierlechkeet dozou, sech dat anzegestoen! -, dass déi

jeeweileg Regierungen an deene leschte 35 Joer net genuch gemaach hunn, fir der Logementproblematik virzebeugen. Haut lafe mir de politesche Versäumnisse aus de leschte Jor-zénkten hannendrun. Ech schwätze vum sougenannte Retard historique cumulé bei Wunnengen, déi mir eigentlech déi lescht Jor-zénkten hätte misse bauen, fir dem Bevëlkerungszouwuess Rechnung ze droen, mä net gebaut hunn.

Tëscht 1985 an 2014 hate mir en Defizit vu ronn 32.000 Wunnunitéiten. Dat heescht, dass an dëser Period all Joers an der Moyenne 1.000 Wunnengen ze wéineg gebaut gi sinn. Et brauch een elo kee Wunnbauexpert ze sinn, fir ze erkennen, dass een dës Retard net an enger eenzeger Legislaturperiod ophuele kann, besonnesch well d'Populatioun an domat d'Demande un neie Wunnenge jo ëmmer weider an d'Luucht geet.

Déi aktuell Regierung huet eng Hällewull u Mesuren ëmgesat, déi et ville Leit zu Lëtzebuerg méi liicht mécht, eng bezuelbar Wunneng ze fannen. Ech betounen dat, well ëmmer erëm vum deem engen oder deem anere probéiert gëtt, esou ze maachen, wéi wann dës Regierung am Logement näischt Opweises hätt. Genau de Contraire ass de Fall! Et ass op ganz villen Niveaue agéiert ginn, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi erschwénglech ze maachen. A wann déi Mesur vum haut virun 30 Joer geholl gi wieren, hätte mir haut vill Problemer manner. Ech denken zum Beispill un de Baulandvertrag, eng laangjäreg Fuerderung vun der DP, mat deem d'Spekulatioun op net bebautem Terrain an d'Entstoe vum Baulücke vu muer komplett verschwanne wäert.

Ech kommen duerno bei deenen eenzelne Punkten op verschidden aner Mesur vum dëser Regierung zrëck, déi scho vill méi laang hätte misse geholl ginn.

Här President, ech kommen dann elo zu deene konkrete Froen, déi de Logementsminister Marc Hansen eis gestallt huet.

Déi éischt Fro ass direkt déi wichtegst: Wat sinn nei Pisten, fir géint d'Penurie u bezuelbarem Wunnraum virzegoen? D'Problematik vum Logement ass am Fong relativ einfach ze beschreiwen. Et ass d'Spill vun der Offer an der Demande - dat kenne mir alleguer aus der Schoul -: Wa méi Leit eng Wunneng wëlle kafen, wéi dass Wunnengen um Maart sinn, da ginn d'Präisser an d'Luucht!

D'Zuele si kloer: Mir misste ronn 6.500 Wunnunitéiten d'Joer bauen, fir der Demande Rechnung ze droen. Tëscht 2000 an 2014 hu mir awer just ronn 2.600 Wunnengen an der Moyenne gebaut. Et gëtt elo also zwou Méiglechkeeten: Entweder mir limitéieren de Wuesstum vun eiser Populatioun a bremse soumat d'Demande, oder mir erhéien d'Offer u Wunnengen.

Iwwert de Wuesstum wäerte mir jo nach zu engem spéideren Zäitpunkt hei an der Chamber am Detail schwätzen. Ouni deem Debat awer elo wëlle virzeprägen, mengen ech awer, dass eng Konklusioun wäert sinn, dass mir och an Zukunft misse Wunnenge bauen, fir der Demande gerecht ze ginn, well och, wa mir manner séier wëlle wuessen an op den oft genannte qualitative Wuesstum setzen, si mir och an Zukunft op héich qualifizéiert Personal ugewisen, wat mir zum Deel och mussen aus dem Ausland unzéien.

Mir hunn och en Interêt drun, dass déi Leit, déi bei eis schaffe kommen, och hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng fannen. Déi negativ Auswierkung vun ze wäite Schaffweeër op eis Verkéierssituatioun brauch ech jo, mengen ech, kengem méi heibannen ze erklären. Eist Zil muss also sinn, dass de Wunnuert, d'Aarbechtsplaz an d'Fräizäitaktivitéit fir all Mënsch esou no wéi méiglech beienee sinn.

D'Regierung huet mat der Steuerreform zousätzlech Ureizer geschaaft, fir dass méi Leit sech d'Kafe vun engem Eegehem leeschte kënnen. Nieft de generelle Steuererleichterungen, vun deene besonnesch d'Mittelschicht profitéieren, si fir Leit ënner 40 Joer och d'Plafongen an d'Luucht gesat ginn, déi ee beim Bauspuervertrag a bei den Zënsen op engem Immobilieprêt ka steuerlech ofsetzen.

Et ass virun allem op der Säit vun der Offer, wou d'Logementspolitik muss usetzen. Dëse Constat ass alles anescht wéi nei. An all Debat iwwert de Logement an dësem Haus war den Appell un déi jeeweileg Regierungen, d'Offer drastesch an d'Luucht ze setzen. D'Regierungen hunn hei eng Partie Efforte gemaach.

Dës Regierung huet eng Rei Efforte gemaach. Zwou Mesur vum der Steuerreform wierke sech nowieslech positiv op d'Offer aus:

éischters, d'Revenuen aus der Locatioun iwwert d'Gestion locative sociale, déi just nach zur Halschent besteiert ginn;

zweetens gëtt d'Plus-value op dem Verkauf vun Terrainen a Wunnunitéite bis den 31. Dezember 2018 just hallef esou héich besteiert mam Quart vum Taux global. Mir hunn hei nach keng genau Zuelen, well dat jo eréischt Enn des Joers ofleef, mä d'Akteure vum Terrain hunn eis ëmmer erëm gesot, dass een duerch dës Mesur massiv Bauland mobiliséiere kann.

Mir hu mat esou enger Mesur jo och scho gutt Erfahrungen an der Vergaangenheet gemaach. Nodeems 2007 déi lescht Period ausgelaf ass, wou een op der Plus-value schon deemoools de Quart vum Taux huet misse bezuelen, sinn 2008 4.300 Logementer gebaut ginn, am Verglach zu enger Joresmoyenne, déi ee bis dohinner kann huet vu soss 2.600 Logementer.

Här President, och bei den zwee öffentleche Bauträger, der SNHBM an dem Fonds du Logement, huet sech vill gedoen.

Ugefaange mat der SNHBM. D'SNHBM huet hir Produktioun u Logementer pro Joer verdreifacht a wäert 2018 an 2019 ronn 300 Wunnenge fäerdgestelle kënnen.

Mä och beim Fonds du Logement hunn d'Ustrengungen aus de vergaangene Jore sech gelout. Déi vill diskutéiert Reform dréit also hir Friichten. Och de Fong wäert seng Produktivitéit verdräifache kënnen a wäert ab dem Joer 2020 och bei ronn 300 Wunnenge pro Joer leien.

Ech wëll dat hei awer nach eng Kéier gesot hunn: Wann ee Privatbetrieb seng Produktivitéit innerhalb vun esou enger kuerzer Zäit verdräifache géif, wéi d'SNHBM dat ewell fäerdigbruecht huet, an de Fong um gudden Wee dohinner ass, da wieren d'Aktionäre vun deem Betrib zu Recht méi wéi begeeschtert.

Déi viert Regierung muss sech also hei wierklech de Reproche gefale loosse, firwat se deen doten Dossier net och éischter ugaange sinn.

Här President, e grouse Succès ass och, dass de Stat ronn 60 Hektar fräier Industriefröchen iwwerhuele konnt, wou zu Diddeleng, Woltz, Péiteng a Biele ënner anerem 1.500 Wunnunitéite fir ronn 3.500 Awunner entstoe wäerten. Aner grouse Projete, déi de Moment realiséiert ginn, sinn d'Projete „Elmen“ zu Olm an d'Projete „Réimerwee“ an „Boulevard J. F. Kennedy“ an der Stad. De Stat ass also amgaangen, seng Hausaufgaben am Beräich vun der Offer u Logement ze maachen.

► **Une voix.** - D'Gemengen och!

► **M. Max Hahn (DP).** - D'Gemengen och. Ech kommen nach drop zrëck.

(Interruption)

Wouriwwer sech an der Vergaangenheet awer éischer manner Gedanke gemaach ginn ass, war d'Fro, wat fir eng Zort Offer u Logementer mir iwwerhaupt brauchen. Zu Lëtzebuerg hu mir eng aussergewöhnlech héich Zuel u Propriétaire par rapport zu Leit, déi lounen. Ronn 71% vun de Residente wunnen an hirem Eegehem. Mir sinn och bekannt derfir, dass gären an d'Breet gebaut gëtt, mat engem grouse Gaart a genuch Plaz fir eis Autoen.

Verstitt mech net falsch! Mir als DP wëlle sécherlech kengem verbidden, och an Zukunft grouse Haiser ze bauen. Allerdéngs ass et e Fakt, dass d'Demande an d'Usprech vu ville Leit haut anerer sinn, wéi dat nach virun 30 Joer de Fall war.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Fir d'DP ass et also eng Prioritéit, ze identifizéieren, wéi d'Demande fir Logementer zu Lëtzebuerg konkret ausgesäit a wat d'Besoinne vun de Leit sinn, déi op der Sich no enger Wunneng sinn. Nëmme esou kann een eng geziilt Politik maachen, déi och wierklech dës Besoinne Rechnung dréit.

Jonk Leit wunnen hautdesdaags vill méi laang eleng a grënnen eréischt zu engem méi spéiden Zäitpunkt eng Famill. Si brauchen also net direkt en Eefamilljenhaus mat dräi oder méi Schlofkummeren. Dat nämlecht gëllt fir déi vill Leit, déi bei eis schaffe kommen a sech net direkt kënnen oder wëllen en deiert Haus leeschten.

Mir héieren ëmmer erëm Kloen aus all méigleche Secteuren, déi op héich qualifizéiert Personal aus dem Ausland ugewise sinn. Dass et awer net einfach ass mat eisen Immobiliepräisser, dës Leit op Lëtzebuerg ze lackelen, brauch ech, mengen ech, kengem ze erklären. Dës Leit wëlle virun allem Appartementer lounen, déi net ze grouse sinn an awer méi Confort bidden, wéi déi berümt berüchtigt Kaffizëmmeren. Leider kréien d'Promoteure grad bei dëse klengen Unitéiten awer of Steng an d'Weeër geluecht.

Vill Gemengen imposéieren an hire PAgeng Minimalgréisst fir Wunnengen, déi oft bei 50 oder souguer 60 m² läit. Dëst bréngt mat sech, dass d'Promoteure bei de Residenze virun allem grouse Unitéite baue mussen, obwuel d'Demande fir méi kleng Appartementer permanent um Klammern ass.

Hei muss eiser Meenung no eppes geschéien, fir dass mer net genau déi Logementer verhënnere, déi mer eigentlech am meeschte brauchen.

Madamm Presidentin, fir d'Offer vu bebaubaren Terrainen erhéien ze kënnen, an engem Land, wou den Terrain u sech e seltent Gutt ass, dat bréngt mat sech, dass ee sech ganz gutt iwwerleeë muss, wou a virun allem wéi ee baut.

Ech hunn et scho gesot: Mir Lëtzebuurger ware bis elo virun allem bekannt, an d'Breet amplaz an d'Héicht ze bauen. Et ass dann och en natierleche Reflex, dass een a senger Noperschaft léiwer gréng Wise wéi Béton huet. Ech kann dat och ganz gutt novollzéien. Ech si mir awer sécher, dass a jiddwengem vun eis en heemlechen NIMBY - Not In My BackYard - stécht.

Et mécht net iwwerall Sënn, méi dense a méi héich ze bauen. Héichhaiser um Duerf si mat der DP net ze maachen. Firwat awer net do an d'Luucht bauen, wou et a priori kee stéiert, zum Beispill an den neie Quartieren, déi op den alen Industriefröchen entstinn? Wie vum lech bewonnert net d'Skyline vu grouse Stied wéi New York, London a Co.? Firwat baue mer net eis eege Skyline? Zum Beispill um Kierchbiereg. Op deene richtege Plaze stellen Héichhaiser nämlech just Virdeeler duer. Si verbrauchte manner Plaz, sinn am Quadratmeterpräis méi bëlleg an entlaaschten duerch eng gutt Mixitéit vu Commerce a Logementer onnéidege Verkéier.

Och op den alen Industriefröchen wier et zum Beispill méiglech gewiescht, nach méi an d'Luucht ze bauen, well een hei kee konkret gestéiert hätt, well d'Héichwien zu Diddeleng, déi ware jo och net grad kleng. Och déi öffentleche Bauträger hu bei hire grouse Projete nach Potenzial, fir an dësem Beräich nach besser ze ginn. Ech muss lech gestoen, dass ech e bëssen enttäuscht war, wéi ech d'Pläng fir de Projet zu Diddeleng gesinn hunn. Ech mengen, do wier nach e bësse méi Héicht dra gewiescht.

D'Mixitéit an neie Quartieren am Allgemengen ass awer e ganz wichtige Sujet, op deen ech op dëser Plaz ganz kuerz wëll agoen. Mir brauche souwuel eng gutt Mixitéit vu Logementer, Commerce, Bürosraim a Gréngfläche wéi och eng Mixitéit vun Haiser an Appartementer wéi och eng Mixitéit u Locatioun an Venten.

Wa mir vun der Offer um Wunnengsmarché schwätzen, komme mer net laanscht d'Opmaache vun de Bauperimeteren. Dëse Punkt därfer een awer net getrennt diskutéieren vun deene villen Terrainen, déi elo schon am Bauperimeter sinn an net bebaut ginn. 2013 waren dëst 2.719 Hektar Land. Fir dass Der lech dat vläicht besser virstelle kënn: Dat si ronn 3.600 Fussballsterrainen.

Ronn 92% heivu gehéiere private Propriétaires a just 8% sinn an der öffentlecher Hand. Et geet also virun allem drëm, déi Terrainen ze mobiliséieren, déi sech a privater Hand befannen. Wéi een dat mécht, ass ee vun deene Punkten, wou d'politesch Meenunge staark auserneeginn. Et ginn der, an dat ass net d'DP, déi setzen op eng repressiv Politik, déi doraner besteet, net bebaut Terrainen an eidel stoend Wunnenge mat Taxen ze beleen a souguer ze enteegnen.

Madamm Presidentin, wie mengt, dass ee mat der Expropriatioun de Logementsproblem léist, ass um Holzweg. D'Recht op Eegentum ass an eiser Verfassung aus guddem Grund geschützt. D'Expropriatioun ass vu strenge Prozeduren encadréiert an nëmme am Fall vun enger Utilité publique méiglech, also wann et ëm den Interêt général geet. Dëst ass zum Beispill de Fall, wa Stroosse gebaut ginn, op deene mir alleguerte fueren.

D'Demokratesch Partei ass a Fäll vun Utilité publique net géint d'Enteegnung, mä mir warnen awer do virdrun, dëst Instrument ze banaliséieren an ze generaliséieren. Et gëtt elo Leit, déi behaupten, dass de Logement och eng Utilité publique ass. An ech ginn deene Leit och iwwerhaupt net onrecht, dass et an eiseem allgemengen Interêt ass, dass all Bierger en Daach iwwert dem Kapp huet.

Et gëtt awer och nach e kloren Ennerscheid tëscht engem Stéck Land, wat enteegent gëtt, well et gebraucht gëtt, fir eng Strooss drop ze bauen, an engem Terrain, deen de Stat enger Privatpersoun ewechhëlt, fir dass eng aner Privatpersoun op dësem baue kann.

Ech wëll dofir op dëser Plaz nach eng Kéier soen: Mat der DP an der Regierung wäert et keng Logementspolitik ginn, déi de Grousselteren en Terrain ewechhëlt, deen dofir geduecht ass, dass d'Enkelkanner kënnen en Haus drop bauen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Déijéineg, déi fir d'Expropriatioun antrieden, wäerten elo soen, dass si och der Bomi an dem Bopi den Terrain net ewechhuele wëllen an och net der Famill, déi hir Suen an en Terrain investéiert hunn, well hiert Gespuertes op der Bank vun der Inflation opgefriess gëtt. Si wäerte soen, dass si virun allem d'Promoteuren an d'Groussgrundbesëtzer uviséiere mat hiren Taxen an deem Drockmëttel vun der Enteegnung.

Ma da misst ee mir emol erklären, wéi si den Terrain, deen der Bomi gehéiert, ennerscheede wëlle vun deem vum Groussgrundbesëtzer. Si wësse genausou gutt wéi ech, dass dat net geet an dass eng Ongläichbehandlung vun zwou Kategorië vu Propriétaire souguer verfassungswiddreg wier.

Här President, wann een d'Expropriatioun als Wonnermëttel géint Logementspolitik no bausse verkeeft, da muss een och éierlech mat de Leit sinn. Et muss een esou éierlech sinn, dass een de Leit seet an hinnen erkläert, dass mat esou enger Politik all d'Terrainen, déi am Perimeter leien an net bebaut ginn, viséiert kënnen ginn, fir enteegent ze ginn, egal ob dësen Terrain enger Famill zanter Generatioun gehéiert oder als Spekulationsobjekt kaaft ginn ass.

Mir sinn eis alleguer eens, dass d'Bauterrainen och bebaut misse ginn. Mä da loosst eis dat maache mat den Instrumenter, déi mir elo schonn hunn! D'Expropriatioun gëtt et elo schonn am Kader vu PAPen. Keng schwaarze blo, gréng an och keng rout gefouert Gemeng huet jee e PAP realiséiert, wou e Propriétaire enteegent gouf.

Firwat ass dat esou?, froen ech lech. Firwat fuerdere verschidde Parteien um Landesniveau méi Expropriatioun, wa selwer op Gemengniveau awer dat Instrument net genotzt gëtt?

Madamm Presidentin, d'DP ka mat der Expropriatioun als lescht Mëttel am Kader vun engem PAP duerchaus liewen, wann dëst dozou déngt, e PAP ze realiséieren, dee soss blockéiert wier. Déi éischt Etapp ass jo déi, dass eng sougenannte Obligation de construire vum Gemengerot decidéiert gëtt. De Propriétaire huet also d'Méiglechkeet, säin Terrain selwer ze bebauen. An hie weess dee Moment, wat d'Konsequenz sinn, wann hien dat net mécht, nämlech d'potenziell Enteegnung, fir dass d'Gemeng den Terrain da bebaut.

Dës Approche fanne mir méi gerecht wéi déi aner, wann een engem den Terrain ouni Virwarnung ewechhëlt, fir dass dann en aneren engem en Haus drop baut.

Loosst mech dat kuerz erklären! Am Kader vun engem PAP sinn oft méi Propriétaires involvéiert. Idealerweise gi sech alleguerten d'Propriétaires an d'Ausschaffe vun engem PAP eens, soudass d'Entwécklung an de Bau vun engem Lotissement esou harmonesch wéi méiglech oflafen. Dat ass awer leider net ëmmer de Fall. Heiansdo kënn et souguer vir, dass ee Propriétaire alleguerten déi aner blockéiert.

An esou engem Fall ass et duerchaus nozevollzéien, wann d'Gemeng d'Fiedem an de Grapp hëlt, fir e PAP als Eischt mat enger Obligation de construire an noutfalls och mat enger Enteegnung duerchzezéien. De Propriétaire huet hei virun der Enteegnung e puermol d'Méiglechkeet, säin Terrain awer ze bebauen.

E gutt Beispill ass hei de Kolleg Lex Delles, deen amgaangen ass, zu Munneref genau esou virzegoen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Hei huet d'Gemeng decidéiert, de PAP selwer ze realiséieren. Op eemol waren d'Propriétaire bereet matzemaachen. Do gesäit een, dass am Dialog viles méiglech ass.

(Interruption et hilarité)

Madamm Presidentin, e bësse manner radikal wéi d'Expropriatioun sinn d'Taxen, déi verschidde Gemengen op eidel stoende Wunnengen an net bebauten Terrainen erhiewen. Mä och hei huet d'DP staark Bedenken aus deenen nämlechten Ursachen. Et si Groussgrundbesëtzer a Spekulateur viséiert, mä et kritt een net verhënnert, dass och hei alt erëm zum Beispill d'Grousseltere mat bestrooft ginn, déi en Terrain hale fir hir Enkelkanner.

En zweete Problem ass deen, dass déi Taxen, wéi et schéngt, net héich genuch sinn, fir dass si de Spekulateur wierklech wéidinn. Elo soen d'Verfechter vun esou Taxen, dass een dës

eben an d'Luucht misst setzen, fir dass et richtig weideet. E konkrete Montant huet awer bis elo nach kee genannt.

Ech si mer awer sécher, dat interesséiert net nëmme mech, mä och zum Beispill Leit, déi eng Zweetwunneng fir eegen Zwecker hunn. Eng Wunneng, déi logescherweis offiziell eidel steet, also nach ënnert d'Tax géif falen. A souguer wann een elo d'Taxe massiv an d'Luucht setze geet, wäert dat zu soss näischt féieren, wéi dass d'Verkafspräisser nach méi staark an d'Luucht ginn, well de Montant vun der Tax einfach beim Verkauf drop gerechent gëtt.

E weideren Denkfeeler bei der Expropriation an der Tax ass deen, dass ee mengt, dass duerch dës Mesurë méi séier duerch d'Promoteure gebaut géif ginn. Grad d'Promoteure sinn nämlech déi, déi am séiersten hir Terrain bebauen, well si an der Regel keen Interêt drun hunn, hiren Terrain broochleien ze loosse. Si liewen nämlech vum séiere Verkauf vu schlësselfäerdege Wunnunitéiten.

► **Une voix.** - Ganz richtig!

► **M. Max Hahn (DP).** - Aus all de genannte Grënn, déi géint déi kommunal Tax schwätzen, si mir da logescherweis géint d'Afféiere vun enger nationaler Tax.

Mir wieren awer bereet, vum en anere Wee matzogen, nämlech dee vun der Erhéijung vun der Grundsteuer, wou mer e breede politesche Konsens hunn. Amplaz eidel stoend Terrainen an Immobilien zousätzlech ze besteieren, kéint jo am Kader vun enger allgemeiner Grundsteuerreform en Abatement geschafft gi fir Leit, déi an hirem Eegenheim wunnen.

D'Demokratesch Partei ass net frou, dass wäertvollt Bauland als Spekulationsobjekt méssbraucht gëtt, während vill Famillje Krämpen hunn, eng bezuelbar Wunneng ze fannen. Hei wëll ech awer och nach eng Kéier gesot hunn, dass et dës Regierung war, déi derfir gesuergt huet, dass dat onsäglech Spekuléiere mat Immobilien vun öffentleche Bauträger ophält. Duerch d'Zréckgräifen op de Bail emphytéotique an duerch dat konsequent Notze vum Virkafrecht zu engem vernünftigen an am Viraus festgesate Präis ass et nämlech elo net méi méiglech, dass sech Leit am Ufank vun hirem Wunnkarrière en Haus vum Fonds du logement oder der SNHBM, subventionéiert duerch de Steuerzueler, kafen, fir et duerno mat enger Risen-Plus-value ze verkaufen.

Natierlech sinn och mir net frou driwwer, dass esou vill Bauland de Moment broochläit. Besseresch déi sougenannte Baulücken, also déi Terrainen, déi matzen am Duerg leien, mussen esou séier wéi méiglech viabiliséiert ginn.

Mir als DP wielen awer léiwer d'Approche vun der Muert wéi déi vum Bängel. Dass dës Approche wierkt, huet d'Steierreform gewise mam Quart du taux op der Plus-value, awer och mat der Steuerbefreiung op der Locatioun mat agreéierten Akteuren an der Gestion locative sociale.

Et sinn awer natierlech och nach zousätzlech Efforten néideg. Ech hat kierzlech e Gespréich mat engem Propriétaire vun engem Bauterrain, deen den Terrain gär hält fir seng Kanner, deen ech gefrot hunn: „Firwat verkeefs De Däin Terrain net?“ En huet mer geäntwert, dass en d'Erfaahrung gemaach hätt, dass e mat sengem Geld op d'Bank géif goen an e géif da soen: „Sou, léif Bank, wat maachen ech da mat deem Geld?“ Do hätt d'Bank gesot: „Ma, am beschten investéiers de dat a Bauland oder an Immobilien.“ Ma Bauland hat e jo virdrun!

Elo kommen ech op eng Pist, déi, mengen ech, awer interessant wier, fir vläicht méi déif gräifend analyséiert ze ginn. Et kéint ee sech jo virstellen, déi Leit, déi Terrainen hunn, besonnesch déi, déi am Bauperimeter sinn, motivéiert ze kréien, fir hirt Bauland an eng staatlech Institutioun, zum Beispill de Fonds du logement, ze verlounen, op eng Period beispillsweis vun 30 Joer, wou dann déi staatlech Institutioun géif eng Wunnunitéit du Lopesetzen, dem Propriétaire vum Terrain géif e Loyer dovou bezuelen an déi Wunnunitéit géif verlounen.

Jee no Konventioun kéint dann no deenen 30 Joer entweder den Terrain erëm a säin Urzustand zréckgesat ginn, d'Konventioun kéint verlängert ginn oder d'Immobilie kéint un de Grundstéckbesëtzer iwwergoen.

Bei der Realisatioun vun dëser Iddi kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi de Stat un déi néideg finanziell Mëttele kënnt. Hei kéinte mir eis e Fong virstellen, deen net aus dem Statsbudget finanziéiert gëtt, mä an dee Privatleit kéinten investéieren. Mat de Suen, déi esou zesumme kommen, baut oder lount de Stat respektiv de Fonds du logement Immobilien, an d'Recetté gi mat de Privatinvesteure gedeelt. Dës Approche hätt net nëmme zum Virdeel, dass de Stat u Sue kënnt, mä géif och Leit um Immobiliemarché sech bedeelege loosse, déi net genuch Suen hunn, fir sech direkt e ganzen Terrain oder en Haus als Investitioun ze kafen.

Genausou wichteg wéi dat aktuell Bauland ze mobiliséieren, ass et, derfir ze suergen, dass esou eng Situatioun wéi haut, wou vill Terrain broochleien, an Zukunft net méi méiglech ass. D'Zauberformel heescht hei ganz kloer: Baulandvertrag.

D'DP hat dës Iddi als éischt Partei zu Lëtzebuerg an hirem Wahlprogramm. Ech sinn iwwerzeugt dervun: De Baulandvertrag ass mëttel- a laangfristeg d'Léisung fir vill vun eisen aktuelle Problemer am Logement. A wann de Baulandvertrag virun 30 Joer agefouert gi wier, hätt mer haut ganz vill Problemer net méi.

An Zukunft hunn d'Gemenge mam Baulandvertrag en Instrument, dat et hinnen erlaabt, just nach Perimetererweiterungen ze maache mat der Garantie, dass dat Bauland ennerhalb vu kuerzer Zäit bebaut gëtt. Dëst mécht d'Spekulatioun op nei Bauterrainen oninteressant.

Mam Baulandvertrag wier et dann och méiglech, d'Bauperimete genausou grouss opzemaachen, wéi d'Demande et dee Moment erfuerdert. Et ass eng gewësse Planungssecherheet do am Géigesaz zu haut, wou een och bei grouse PAG-Emännerungen zugonschte vu méi Bauland net weess, wéi vill Propriétaire bereet sinn, kuerz-, awer och mëttelfristeg ze bauen.

Fir d'DP ass de Baulandvertrag am Géigesaz zur Expropriation fair an och gerecht. All Propriétaire vun engem Terrain, deen ënnert der Konditioun vun engem Baulandvertrag an de Bauperimeter erakënn, weess, wou en drun ass. E verléiert also keen Droit acquis, wann nom Netbebaue säin Terrain erëm aus dem Bauperimeter erausfällt.

Madamm Presidentin, mir mussen an dësem Debat awer och e Wuert iwwert d'Prozedur verléieren. Et kann an däre net sinn, dass Propriétaire, déi wëlle bauen, duerch laangwierig Prozeduren ausgebremst ginn, déi bei PAPen och schon emol siwe Joer dauere kënnen. D'Ursaache fir esou Delaie sinn oft déi nämlech. Natierlech si schon eng Partie Mesurë geholl ginn, fir dës Delaie ze kieren. Ech denke virun allem un d'Omnibusgesetz an d'Erhéijung vun der Beamtenzuel, déi d'Dossieren traitéieren.

Och dat neit Naturschutzgesetz, dat mir nach dës Legislaturperiod stëmme wäerten, wäert mat sengem Flächepool villes vereinfachen. Ech sinn awer och hei formell an ech wäert dat och am Kader vum Vott vum Gesetz nach eng Kéier soen: Falls sech an der Praxis sollt eraustellen, dass dat neit Naturschutzgesetz d'Prozeduren deels zousätzlech verkomplizéiert, muss een och de Courage hunn, dat nach eemol ganz schnell unzepassen.

Trotz all dëse Beméiungen, déi schon ennerholl goufen, gesi mir als DP awer nach ganz vill Spillraum fir zousätzlech Verbesserungen. De Moment ass dee gréisste Problem deen, dass bei deene meeschte PAPen zwee Ministère mat direkt e puer vun hiren Administratiounen involvéiert sinn, mä kee vun deene Ministère huet de Logement als Kompetenz. Et sinn dës den Interieur an den Environnement.

Et ass schon erstaunlech an dobaussen och kaum nozevollzéien, dass mir e Logementsministerium, deen an där normaler Prozedur quasi null Afloss op d'Kreatioun vu Wunnungen huet. Derbäi kënnt, dass déi involvéiert Ministère oft ganz contraire Objektivier hunn. Dat merkt ee leider ganz oft bei Geneemengungsprozeduren a während Diskussiounen iwwer e PAP op der interministerieller Plattform.

D'Schafe vun dëser Plattform war sécher ganz positiv, mä als Schaffen hunn ech och mussen d'Erfaahrung maachen, dass d'Beamten aus deenen eenzelne Verwaltunge sech awer heiansdo net ganz eens sinn.

Mir als DP sinn der Meenung, dass et héich Zäit ass, dass all déi staatlech Akteuren, déi am Logement involvéiert sinn, sech eng gemeinsam Strategie ginn. Eng Strategie mat klaren Objektivier a Prioritéiten am Beräich Logement a mat klare Richtlinnen, wéi een dohinnerkënn. Mir gi souguer esou wäit, dass an enger nächster Regierung de Logementsminister alleguer d'Kompetenze vum Wunnraum misst zouggesprach kréien. Dës Synergie géif zu däitlech méi Effizienz a manner laangwierige Prozedure féieren.

Verstitt mech net falsch: Et ass wichteg, dass mir streng Prozeduren hunn, déi derfir Suerg droen, dass all gebaute Wunnunitéit am Aklang mam Naturschutzgesetz, der Landespolitik an dem Allgemengwuel steet. Mir wëllen dës Prozeduren och net ofschafen. Et geet eis just drëm, dass déi Prozeduren esou mann wéi méiglech Wunnengsbau erauszögeren oder souguer verhënnern. Dofir fuerdere mir och e permanente Monitoring vun de legislativen a reglementären Dispositiounen an hiren Auswierkungen an der Praxis. Hei muss permanent gekuckt ginn, wat fir eng Prozedure fir Problemer suergen a wéi dës kënnen erlichtert ginn.

Fir eis muss bei all Dispositioun de Prinzip vun der Proportionalitéit gëllen. Wëllt heeschen: Wat ass déi am mannsten intrusiv Moosnam, fir en Zil ze errechen? Mir wëllen och endlech e richtige Code de la construction, deen alleguerten d'Texter regroupéiert a verständlech fir all Bierger erëmgëtt. Et kann net sinn, dass souguer Architekten an Etüdbüroen net ouni héichspezialiséiert Juristen auskommen, fir alleguerten d'Texter erëmfannen, déi se respektéiere mussen.

Eng weider positiv Measure wier d'Digitalisierung vun alle Prozeduren. Pabeier ass net nëmme ëmweltschiedlech, mä kascht och Zäit a Suen. Mir ënnerstëtzen dofir d'Sategie „Paperless“ vun der Regierung an hoffen, dass dës Strategie am ganze Statsapparat fir all Prozedur esou séier wéi méiglech ëmgesat gëtt.

E wichtige Punkt bei de Prozedure sinn eiser Meenung no och d'Modifications ponctuelles vun engem PAP oder PAG, déi de Moment deenen nämlechten Oplagen ennerleie wéi d'Ausschaffe vum initiale Projet. Dat ass eiser Meenung no net acceptabel an hält Bauprojekte just onnéideg laang op. Dofir wëlle mir hei eng Procédure allégée schafen.

Mä och bei den allgemenge PAG-Emännerungen ass gewaltig den Hick dran. Et ass wierklech net normal, dass verschidde Gemenge säit 15 Joer vill Zäit a Suen an hir nei PAGe stiechen an nach ëmmer kee konkret Resultat ervirbruecht hunn. Permanent sinn d'Gemenge mat neie Gesetzesupassungen an neie Virschléi ausgebremst ginn, soudass si erëm hu mussen vu vir ufanken.

Dofir si mir der Meenung, dass domat elo soll Schluss sinn. Dofir wäert et mat der DP an der nächster Regierung och während der ganzer Legislaturperiod e Moratoire op Verschäerfung vum de PAG-Prozedure ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President, nieft dem Privatsektor an dem Stat sinn d'Gemengen den drëtten wichtegen Akteur am Wunnengsbau. Si spillen net nëmme eng wichteg Roll an der Landesplanung a Geneemengungsprozedur, mä kënnen och selwer aktiv ginn, fir Wunnunitéiten ze bauen. Et ass awer och e Fakt, dass de Logement net zu den obligatoresche Missiounen vum de Gemenge gehéiert. Virun allem déi kleng a mëttelgrouse Gemengen doe sech oft schwéier dermat, fir sech am Wunnengsbau ze engagieren. Dat erkläert dann och, dass de Moment just 60 vun 102 Gemenge subventionéiert Bauprojeten um Lafen hunn, obwuel si hei bis zu 75% vum Invest vum Stat erëm zréckkréie kënnen.

Kleng a mëttelgrouse Gemenge sinn hei oft einfach iwwerfuerdert. Hiert Personal an hire Budget si limitéiert a si si frou, wa si hir legal Obligatiounen wéi de Stroossebau, d'Waasserversuergung oder d'Kannerbetreuung gestëmmt kréien. Si kommen dofir och iwwerhaapt net op d'Iddi, vun hirem Virkafrecht Gebrauch ze maachen, fir Terrainen ze kafen a selwer Wunnunitéiten ze schafen.

D'Gemenge sinn awer, wéi gesot, e wichtige Akteur an et ass wichteg, dass all Gemeng sech un der Bewältigung vun der Mammutaufgab Logement bedeelegt.

Dofir wëllt d'DP d'Gemengen zousätzlech encadréieren an hinnen déi néideg Hëllefstellung ginn, fir selwer kënnen am Logement aktiv ze ginn. Ech denken hei un de Pacte Logement 2.0, wou all Gemeng e Logementsberoder, ännlech wéi de Klimaberoder am Pacte Climat, zur Säit gestallt kritt. Duerch d'Best Practices soll eng Gemeng vun där anerer kënne léieren. An unhand vun engem Moosnamekatalog solle Gemengen unhand vun hiren Engagementer am Logementsberäich bewäert kënne ginn, fir dass eng Gemeng sech op eng flott Aart a Weis mat där anerer moosse kann.

Här President, déi öffentlech Bauträger hunn eis zougedroen, dass si oft Problemer hunn, déi kommunal Mandatsträger dervun ze iwwerzeegen, fir Sozialwunnungen op hirem Territoire ze bauen. D'Suerg vu ville Lokalpolitiker ass déi, dass Gettoen an hire Gemengen entstinn. Mir sinn eis alleguerten eens, dass mir däitlech méi Efforten am Locatif musse maachen, net nëmme well vill vun eisen eegenen Awunner sech keng eege Wunneng kënne leeschten, mä och well eisen Aarbechtsmaart op héich qualifizéiert Leit aus dem Ausland ugewisen ass, déi Lëtzebuerg mat aneren attraktive Standuerten vergläiche kënnen.

Eise Wunnengsmarché ass hei oft den ausschlaggebende Punkt, fir net op Lëtzebuerg ze kommen, a schuet domat konkret eiser Wirtschaft an eisem Wuulstand. Mir schwätzen hei also net vu Sozialfäll. Neen, mir schwätze vu Leit, op déi mer ugewise sinn, wa mer de Modell vun qualitativer Wuulstum wëllen errechen, dee mir alleguerten ustriewen.

Mir als DP sinn op alle Fall der Meenung, dass virun allem bei de grouse Projeten op eng gewësse sozial Mixitéit sollt opgepasst ginn. Wëllt heeschen, dass souwuel Locatif wéi Vente mat Bail emphytéotique ugestriekt a souwuel Haiser wéi och Appartementer gebaut solle ginn. Mir sinn op alle Fall der Meenung, dass dat déi eenzeg sënnvoll landesplaneresch Eruogensweis ass.

Här President, ech hunn et scho gesot: D'Stärke vum Marché locatif ass eng vun de groussen Erausforderungen an der Logementspolitik. Dass, wéi scho gesot, d'Akteure wéi d'AIS méi Wunnenge vu Propriétaire fir d'Locatioun kréien, well hei just nach d'Haltschent fir de Propriétaire besteiert gëtt, huet konkret eppes bruecht fir d'Leit mat begrenztem Revenu, déi op bëlle Mietwunnungen ugewise sinn. D'Propriétaire, déi un d'AIS verlounen, kréien zwar net grad dee Loyer wéi un private Marché, mä hu soss just Virdeeler. Si si sécher, dass si ëmmer hir Sue pünktlech bezuelt kréien an hunn eng Garantie, dass si zu all Moment no dräi Méint hirt Appartement am selwechten Zustand kënnen zréckkréien, wéi si et ofginn hunn.

Fir de Service vun der AIS nach méi effikass ze maachen, mussen mir onbedéngt déi sozial Betreuung vun de Locataire weider ausbauen. Dat féiert derzou, dass d'Locataire vun der AIS esou séier wéi méiglech eppes um private Marché kënne lounen a kafen. Fir Locataire un Privatmarché hu mir dat sougenannte Wunnegeld agefouert. Virun e puer Méint hu mir nach eng Kéier däitlech nogebessert, soudass ronn zwee Drëttel vun de Locataire zu Lëtzebuerg vum Wunnegeld profitéiere kënnen. An awer stellt ee fest, dass d'Locatioun un Privatmarché nach laang net fir jiddwereen ze bezuelen ass.

An deem Kontext gëtt dann oft vun enger Mietpreisbremse geschwat. Mir hunn elo schon esou eppes Ännleches wéi eng Mietpreisbremse. De Loyer pro Mount däreft nämlech net méi wéi 5% vum investéierte Kapital gedeelt duerch zwielef ausmaachen. Bei ale Wunnenge gräift dese Mechanismus relativ gutt, well an der Vergaangenheet d'Baue manner deier war wéi haut. Bei Neiwunnenge sinn déi 5% awer extrem héich gegriff. Huele mer d'Beispill vun enger 50 m² Wunneng, déi dat lescht Joer zu engem Quadratmeterpräis vun 10.000 Euro, also am Ganze fir 500.000 Euro gebaut gouf. Dat ass an der Stad Lëtzebuerg e realistesche Präis. Hei dierf de Propriétaire sengem Locataire 2.080 Euro froen, an zwar kal.

Mir sinn dofir op, fir iwwert d'5%-Limitt bei Neiwunnungen ze diskutieren. Et kéint een zum Beispill ee gestaffelte Prozentsaz festleeën, jee no Alter vun der Wunneng. Mir mussen awer och oppassen, dass d'Locatioun sech duerno iwwerhaapt nach fir d'Propriétaire lount, well wa säi Rendement mat der Locatioun net méi lukrativ genuch ass, riskéiere mer, dass manner Locatif ugebuede gëtt, wat contraire zu eisem Zil ass.

Mir wëssen awer och, dass d'Kontroll vun esou Limitatiounen vum Loyer immens schwéier ass. E Locataire, dee sech bei der Loyerkommissioun mellt, fir en Abus ze mellen, riskéiert, vum Propriétaire virun d'Dier gesat ze ginn. Esou gesäit leider d'Realitéit aus. Déi eenzeg Léisung, déi hei kéint hëllefen, ass en drastescht Eropsetze vun de Strofe beim Verstouss géint d'Gesetz an d'Afféierung vu Stéchprouwen. Eleng dës zwou Saache wäerten derzou féieren, dass sech un déi maximal zoulässege Loyere gehale gëtt.

Grad fir deene Jonken entgéintzekommen, fuerdert d'DP och eng méi staark Fërderung vu WGen. Dofir wëlle mir d'Colocatioun an d'Souslocatioun zu Lëtzebuerg vereinfachen. Hei muss zesumme mat de Gemenge gekuckt ginn, wéi mer dat am Beschte reglementéieren.

Här President, ech hunn elo den Tour ronderëm vill Aspekter vun der Logementsthematik gemaach an hu probéiert, op all d'Froen anzugeen, déi de Minister der Chamber gestallt huet. Ech wëll nach eng Kéier op mäi Constat vum Ufank vu menger Ried zréckkommen: D'Wunnpolitik ass komplex an et gëtt net ee Wonnermëttel, dat ee blannemännerches uwendet kéint, fir all eis Problemer ze léisen.

Ech wëll dem Minister op dëser Plaz ausdrécklech Merci soen, dass hien dësen Débat de consultation ugefrot huet, fir vun der Chamber hir Vuen op d'Logementsproblematik gewuer ze ginn. Et ass einfach, eppes ze kritisieren. Bal genausou einfach ass et, simplistesche Iddie fir komplex Problemer ze lancieren.

Dësen Debat gëtt jiddwerengem d'Méiglechkeet, seng Iddien ze verdeedegen an ze erklären, wéi dës Iddien an der Praxis kënnen ëmgesat ginn.



Här President, well zur Politik ëmmer Theorie a Praxis decidieren, huet d'Logementskommission gehéiert, am Virfeld vun dësem Debat d'Akteure vum Terrain ze gesinn, fir esou ganz konkret gewuer ze ginn, wat d'Suerge sinn, déi dës Akteuren an hirem Alldag erliewen, a wat muss verbessert ginn, fir dass si nach méi effikass schaffen an esou mathëllefe kënnen, fir de Logementsproblem ze behiewen. An am Ganzen eelef Entrevuë krute mir vill nätzlech Informatiounen.

Ech wëll dofir all eisen Diskussiounspartner e grouse Merci soe fir hir Zäit an d'Aarbecht, déi si investéiert hunn, fir eis op deen neiste Stand vun hirer Aarbecht a vun hiren Erausforderungen ze setzen.

Här President, d'politesch Iwwerzeegungen an dësem Debat, an dat wäert eis den Nomëtteg weisen, ginn op verschiddene Punkten auserneen. Op engem Punkt si mir eis awer allegueren eens: de Constat, dass mir alles müssen derfir maachen, dass zu Lëtzebuerg jiddwereen en Daach iwwert dem Kapp huet. Déi eenzel Akteuren hunn eis eng Partie Saache mat op de Wee ginn, déi eis hëllef, dësem Zil op d'mannst e Stéckche méi no ze kommen.

Ech erlabe mir dofir, eng Motioun eranzeerechen, an där eng sëllege Propositionen iwwerholl gi sinn, déi d'Akteuren eis am Kader vun den Entrevuë mat op de Wee ginn hunn. Dës Positionen ass gedroe vun der grénger Fraktioun, vun der LSAP an natierlech och vun der DP an ass natierlech nach op, fir och vun anere Fraktiounen mat ënnerschriwwen ze ginn.

Här President, ech géif lech déi dann heimat iwwerginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant qu'un débat de consultation sur la problématique du logement a eu lieu le 1^{er} mars 2018;

- rappelant les efforts réalisés par le Gouvernement actuel ainsi que par les gouvernements précédents en matière de logement;

- considérant que malgré ces efforts, la situation du marché immobilier de par ses multiples facettes reste précaire à cause de l'évolution des prix et de la pénurie de logements à prix abordables;

- convaincue que les priorités futures en matière de politique du logement doivent se concentrer sur la lutte contre la rétention et la spéculation foncière, la stabilisation des prix et des loyers, ainsi que la création d'une offre nettement plus large de logements, et notamment de logements à coût modéré et de logements locatifs sociaux;

- estimant que le plan sectoriel «Logement» constitue un des éléments clés de la politique nationale du logement pour les années à venir;

- considérant l'envergure de la problématique en matière de logement, dépassant largement les seules compétences du Ministère du Logement et que le sujet englobe des éléments fiscaux, budgétaires, d'urbanisation, d'aménagement du territoire, d'environnement ainsi que des aspects de politique familiale et sociale;

- considérant que seule une collaboration de tous les acteurs et notamment de l'État, des communes et des administrations concernées pourra conduire à une action ciblée dans la politique du logement;

- rappelant que la Commission du Logement a organisé une série d'entrevues avec les partenaires sociaux, ainsi que d'autres interlocuteurs (Caritas Luxembourg, le Fonds du logement, la Société nationale des habitations à bon marché, l'Agence immobilière sociale, la Conférence générale de la jeunesse et le Syvicol) et que ceux-ci ont émis une série de propositions au sujet de la problématique du logement;

- vu la perspective d'accroissement sensible de la population et partant l'accroissement de la demande pour des logements à prix et à loyers abordables;

- vu que les estimations des besoins en logements varient substantiellement selon les différents acteurs;

- considérant l'évolution dynamique du nombre de ménages en raison de l'installation de cellules familiales réduites et une augmentation corrélative des besoins de logements;

- considérant que les promoteurs publics et partiellement les promoteurs privés jouent un rôle important dans la création de logements abordables;

- vu que la création de logements n'est qu'une mission facultative des communes et que la mise

en œuvre des mesures existantes entraîne une charge administrative importante, ce qui pose problème surtout dans les petites communes;

- considérant que les communes sont souvent réticentes pour s'engager dans le logement social;

- considérant que la lourdeur des procédures administratives cause toujours des retards entre la planification et la réalisation de logements;

- considérant que la viabilisation de quelque 975 ha de terrains immédiatement constructibles dans les PAG des communes se fait attendre;

- considérant que la base d'assiette pour le calcul de l'impôt foncier date de l'année 1940;

invite le Gouvernement

- d'une manière générale, à axer sa politique du logement sur la maîtrise du foncier, l'augmentation de l'offre de logements, la simplification et l'accélération des procédures administratives, ainsi que le renforcement de la coopération avec le secteur communal;

- à orienter sa politique du logement également suivant les critères de l'aménagement du territoire afin d'augmenter notamment la mixité des fonctions logement-travail-loisirs;

- et à augmenter l'offre de logements disponibles sur le marché luxembourgeois en

• examinant la possibilité d'augmenter la densité résidentielle du bâti en construisant en hauteur et en augmentant les coefficients d'utilisation maximale du sol, dans les quartiers où cela s'avère approprié, ce qui aura pour double avantage de réduire l'incidence des terrains à bâtir dans le coût du logement afin de freiner la hausse des prix immobiliers et de mieux tenir compte des impératifs du développement durable en réduisant la consommation de sols par logement, tout en respectant les principes de l'architecture et de l'urbanisme en milieu rural;

• mobilisant davantage les «Baulücken» en incitant et accompagnant les propriétaires privés des «Baulücken» à viabiliser leurs terrains, étant donné que pour celles-ci les infrastructures essentielles sont déjà en place;

- à étudier la possibilité de créer un fonds spécial d'investissement pour le logement, permettant aux autorités publiques d'acquérir les terrains nécessaires pour de futures constructions;

- à évaluer les instruments actuellement en place destinés à combattre la spéculation foncière et à étudier la possibilité d'introduire de nouvelles mesures contre la rétention foncière;

- à installer un guichet unique pour accueillir les demandeurs recherchant un logement social qui dressera une liste unique des personnes qui recherchent un logement social au Luxembourg et qui constituera une simplification administrative substantielle pour les administrés concernés;

- à inciter le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché ainsi que les communes à construire davantage de logements locatifs en réformant le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et en ajustant les subventions étatiques dont les promoteurs publics peuvent profiter;

- à veiller toutefois à garantir une mixité entre locataires et propriétaires ainsi qu'une mixité sociale au niveau des grands projets de construction des promoteurs publics;

- à revoir les différentes aides individuelles au logement, y compris la garantie de l'État pour l'acquisition d'un logement destinées aux particuliers;

- à réformer le fonctionnement des commissions des loyers communales et à effectuer des contrôles par sondage du respect du seuil maximal du loyer mensuel;

- à modifier l'article 28 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation en vue de rendre obligatoire l'établissement d'un cadastre des loyers par les communes;

- à clarifier la situation de la sous-location et la colocation en adaptant la législation sur les baux à loyer;

- à promouvoir davantage la gestion locative sociale et à renforcer l'accompagnement social qui est le principal facteur de réussite des projets d'inclusion sociale;

- à dynamiser la création de logements sociaux notamment en encourageant les communes de prendre des engagements plus fermes et conséquents dans ce domaine;

- à renforcer le conseil et le soutien des communes dans la promotion immobilière sociale par le biais d'une nouvelle structure à créer dans le cadre d'un «pacte logement 2.0»;

- à mettre à disposition des communes un règlement type portant sur les modalités concernant la

part obligatoire de logements à coût modéré dans certains plans d'aménagement particuliers;

- à étudier la possibilité, dans le cadre d'un «pacte logement 2.0», de réserver dans les grands projets de logement une part obligatoire au logement locatif social;

- à introduire le plan sectoriel «Logement» dans la procédure réglementaire dès que la réforme de la loi sur l'aménagement du territoire est entrée en vigueur;

- à réduire les lourdeurs administratives pour raccourcir le temps entre la planification et la réalisation de logements en

• mettant en place une stratégie coordonnée en matière de la politique du logement au niveau national, à travers une clarification et une harmonisation des objectifs et des procédures entre les différents ministères impliqués;

• instaurant un «monitoring» systématique et permanent du dispositif légal et réglementaire, avec le concours des acteurs sur le terrain pour assurer l'efficacité et surtout l'utilité des procédures en place;

• instaurant un code de la construction, assurant la cohérence et la lisibilité de tous les textes légaux en la matière;

• promouvant davantage la stratégie «Paperless» en matière des procédures d'autorisation mis déjà en place pour d'autres actes administratifs;

• renforçant le rôle et les moyens de la plateforme de concertation PAP;

• introduisant une procédure allégée pour toute modification ponctuelle du PAP et du PAG;

- à créer un Haut comité de concertation composé du Ministre du Logement, les ministres ayant l'Intérieur, l'Aménagement du territoire et l'Environnement dans leurs attributions, le Syvicol, ainsi que des délégués du secteur privé, qui aura pour mission la concertation et l'élaboration concrète de propositions réalistes et durables à mettre en œuvre pour accélérer les procédures d'autorisation et l'étude et l'évaluation des différents programmes de la politique du logement en vue de leur adaptation aux besoins détectés et de faire des propositions d'amélioration;

- à mener une étude se basant sur une approche scientifique pour évaluer les besoins réels en logements en différenciant les différents types de logements;

- à étudier les besoins quantitatifs et qualitatifs des ménages à la recherche d'un logement au Luxembourg pour établir par la suite un état des lieux plus précis sur la demande de logements et pour développer une action politique plus ciblée;

- à élaborer une proposition de réforme de l'impôt foncier afin de mieux prendre en considération la valeur réelle des différents terrains en question;

- à renforcer la sensibilisation au niveau national sur les instruments en place pour améliorer l'efficacité des mesures destinées au grand public;

- à informer davantage aussi bien les ménages que les entreprises sur les subventions étatiques existantes en matière de rénovation énergétique.

(s.) Max Hahn, Yves Cruchten, Henri Kox, Marc Lies, Marco Schank.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, de Logement ass e Sujet, deen eis och nach an Zukunft wäert beschäftegen. Och wann nach vill ze maache bleift, huet d'Regierung d'Zigel an d'Hand geholl an ass amgaangen, déi néideg Mesuren ëmsetzen, nodeems jorzéngtelaang net genuch gemaach ginn ass, fir den Däiwelskrees ze stoppen, an deem mir eis haut befannen.

Ech sinn zouversichtlech, dass dës Mesuren derzou féiere wäerten, dass d'Situatioun sech zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore verbessere wäert.

Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo?

► **M. Max Hahn (DP).** - Erlaabt mer ganz um Schluss...

(Hilarité)

► **Une voix.** - En ass net do!

► **Une autre voix.** - En ass do.

► **M. Max Hahn (DP).** - En ass do. Jo, e lauschtert no.

Här President, erlaabt mer, zum Schluss nach eng Kéier ganz kuerz op d'Motioun ze schwätzen ze kommen. Wa mir dës Motioun unhuelen, géif d'Chamber d'Regierung invitéieren, eng ganz Partie Iddien a Propositionen ëmsetzen respektiv ze präieren, déi d'Akteuren eis an de villen Entrevuen, déi mer mat hinnen hatten, mat op de Wee ginn hunn.

Ech mengen, behaupten ze kënnen, dass et sech heibäi ëm eng vun de komplettste Mo-

tionen handelt, déi d'Chamber jee am Beräich vum Logement gestëmmt huet. Déi verschidde Punkte gi vu Proposen, wéi een d'Offer vu Wunnenge kann an d'Luucht setzen, Bauland ka mobiliséieren, déi effentlech Bauträger kann an hirer Aarbecht zousätzlech ënnerstëtzen, der Loyersproblematik, Prozedurvereinfachunge bis zu de Gemengen, déi verstärkt hire Rôle am Logement ze spillen hunn.

D'Riedezäit léisst et leider net zou, dass ech op all Punkt am Detail kann agoen. Loosst mech dofir e puer Punkten erauspicken.

Mir wëssen, dass eng vun den Haaptaufgaben am Logement déi ass, d'Offer an d'Luucht ze schrauwen. D'Motioun proposéiert, dëst ze maachen, andeems op dofir géeeegente Plaze méi dense a méi héich gebaut ka ginn an zousätzlech Efforte bei der Bebauung vu Baulücke gemaach ginn. Déi effentlech Bauträger sollen am Beräich vum Locatif méi aktiv ginn, ouni awer eng gesond Mixitéit bei hire grouse Projeten ze vernolësseggen. Et gëtt och proposéiert, eng eenzeg Waardelëscht ze schafe fir d'Leit, déi op der Sich no enger Sozialwunneng sinn.

D'Maximalhéicht vun de Loyeren ass eigentlech per Gesetz festgeluecht. Fir Abusen ze verhënneren, fuerdert d'Motioun d'Aféiere vu Stéchprouwen an eng Reform vun de Loyerskommissionen. Am Kader vum Pacte Logement 2.0 sollen d'Gemengen zousätzlech Ennerstëtzunge kréien a Form vun engem Logementsberoder respektiv enger Struktur, déi de benéidegten Know-how huet.

D'Motioun geet och op d'Prozeduren an an op d'Wichtigkeet, dass eise gesetzlechen a reglementäre Kader permanent op seng Auswierkung an der Praxis iwwerpréift gëtt. Ausserdeem gëtt eng méi koordinéiert Strategie tëschent all den implizéierte Ministère gefuerdert.

Här President, wéi gesot: Et gëtt elo nach Punkten an der Motioun, op déi ech net konnt agoen, déi et awer derwäert sinn, gelies ze ginn. Ech hoffen dann och, dass d'Motioun eng breet Majoritéit hei wäert fannen, well et wierklech drëms geet, d'Soucioun aus der Praxis ze berücksichtegen an net fir politesch-ideologesch Grabenkämpf doriwuer ze féieren.

Dëst gesot, Här President, soen ech der Regierung nach eng Kéier Merci fir dës Debatt lancéiert ze hunn, de Kolleegen aus der Kommission Merci fir déi, denken ech, ganz flott a produktiv Zesummenaarbecht, den Akteure vum Terrain, déi mer gesinn hunn an eisen insgesamt eelef Sitzungen, Merci fir hir Aarbecht, déi si geleescht hunn, eise Fraktiounsmataarbechter e grouse Merci fir d'Ausschaffe vun där ganzer Aarbecht, wat mäin Discours hei ugeet. An ech wëll awer och zu gudder Lescht net d'Madamm Francine Cocard hei aus dem Haus vergiessen,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Très bien! Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - ...déi ganz äerdeger war, wat d'Ausschaffen och vun de Procès-verballen ugaangen ass. Dëst gesot, Här President, géif ech mech dann hei vum Riederpult verabschieden.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Äddil!

► **Une voix.** - Dann ass dee verabschied!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Här President, mir hunn haut jo deen x-ten Débat de consultation respectivement d'orientation zum Thema Wunnengsbau. Eigentlech misste mer éischer vu Wunnengsnout schwätzen, well d'Zuel vun deenen, déi ënnert dem Manktem un disponibelen a bezuelbare Wunnenge leiden, schéngt mer wesentlech méi héich ze si wéi d'Zuel vun neie Logementer, déi mer bauen.

Et ass jo och näischt Neies, wa mer haut alt erëm feststellen, dass d'Zuel vun neie Wunnengen, déi all Joers frësch op de Marché kommen, net duergeet, fir d'Besoinen vun eiser Bevölkerung ze decken. D'Konsequenzen dovunner sinn natierlech e permanent Klamme vun de Präisser, esou wéi dat eben an enger kapitalistescher Welt ass mat allem, wat rar awer begiert ass. An natierlech och, dass déi Schwächst aus dem Maart erausgedréckt ginn, eventuell an eist not Ausland.

D'Problematik ass, wéi gesot, net nei an d'Chamber befaasst sech a regelméissegen Ofstänn mat dësem Thema. Ech hunn elo emol hei en Dossier matbruecht, do si gänzer 44 Motiounen zum Thema Logement dran, déi d'Chamber an de Joren 2001 bis 2017 geholl huet. Haut kënnt dann nach eng 45. derbäi.

Ech mengen, dat ënnersträicht, wéi dacks dass dat Thema hei schonn op d'Tapét komm ass!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, do kennen ech der e puer.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Jo, Här President, wann ech doranner bliederen, da mieren ech, dass Dir an Ärer Zäit als Deputéierten ee vun de fläissegste Motiouneschreiwerte waart. Mä...

(Hilarité et interruptions)

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Et sinn der och e puer vu mir!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Et sinn der och e puer vun lech derbäi, Här Kox. Dat ass och gutt esou, well an den Ae vun eis Sozialisten, awer net nëmme vun eis, sinn d'Wunnungsproblematik an d'Präisexplosioun vun de Wunnungspräisser dee gréisste soziale Chantier, dee mir an eisem Land hunn. Virun allem déi Leit, déi riskéieren, an d'Armut ofzerutschen, leide besonnesch ënnert der Wunnungsnout. Awer net nëmme si. Och Stéit a Famillje mat engem - loosse mer emol soen - normalen Akommes riskéieren ënnert d'Rieder ze kommen, wann d'Loyere weider klammen.

Ech widerhuelen dofir nach eemol dat, wat ech och scho virun zwee Joer hei op der Tribün gesot hunn: Mir liewen an engem räiche Land, mä meeschtens sinn et net eis Paien, déi ze niddreg sinn, et sinn och net eis Sozialhëlfe, déi net duerginn. Wat de Bierger an eisem Land e Lach an de Portmonni frësst, dat sinn d'Käschte vun Wunnen.

Am Joer 1964 huet en Duerchschnittsstot eng 18,7% vu sengem Akommes fir d'Wunnen ausginn. Am Joer 2009 waren et dem Statec no scho 34,4%. A mir mussen dovunner ausgoen, dass dësen Taux an de leschten néng Joer nach an d'Luucht gaangen ass. De Problem betrëfft also net nëmme déi sozial Schwach an eiser Gesellschaft, mä och déi sougenannte Mëttschicht leit ënnert de Wunnungspräisser.

A wa mir hei iwwert de Logement schwätzen, da vergiesse mer och allze dacks déi, déi iwwerhaapt keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Si sinn elo schonns vun eiser Gesellschaft ausgeschloss a mussen dacks, wann iwwerhaapt, ënner erbärmleche Konditiounen, heiansdo och zu iwwerdriwwenen Tariffer, zum Beispill an deene sougenannte Cafészëmmeren - ech soen elo emol - hausen.

E Règlement grand-ducal, wat dës Zort vu Wunnungen ugeet, ass viru Kuerzem op den Instanzwee gaangen. Hei ginn d'Responsabilitéteit vum Propriétaire an och vun der Gemeng gekläert, mä d'Problematik selwer, déi bleift awer, ob fir Sans-abrien oder och Refugiéien oder ganz einfach Leit, déi wéineg hunn, fir ze liewen. Natierlech sprengt déi doten Diskussion de Kader vun dëser Debatt, mä et sollt awer erwänt ginn.

Fir déi éischt Nout ze bekämpfen, hu mer virun dräi Joer eng Loyerssubventioun geschaaft, déi mer antëschent souguer nach verbessert hunn, fir dass méi Leit kënnen gehollef kréien.

De Minister kann eis vläicht herno nach soen, ob si schonn haut feststelle kënnen, ob mat deenen neie Konditiounen ewell de Cercle oder de Krees vun de Beneficiairë méi grouss ginn ass. Och aner Initiative vun der Regierung ginn an déi richteg Richtung, wéi de Baulückeprogramm, d'Reform vum Fonds du logement. Grouss Projete wéi déi zu Woltz oder nach zu Diddeleng mat iwwer 1.700 Wunnenge sinn an der Programmation, fir nëmme déi ze nennen.

De Baulandvertrag soll kommen. D'Prozedur goufe vereinfacht a méi séier gemaach, och wann do nach Sputt no uewen ass. D'Gemeingefinanzreform belouert déi Gemengen, déi soziale Wunnraum schafen. De Pensionssfond lancéiert e Pilotprojet am soziale Wunnungsbau. A mat dëse sëllegen Initiative reit sech dës Regierung eigentlech an d'Initiativen, déi och vu viregte Regierung geholl gi sinn, an. An et kann een net soen, dass dës Regierung näischt ënnerholl hätt! E wierklecht Patentrezept ass awer nach net fonnt ginn. Mä et ass och nach net alles probéiert ginn! Mir musse bei den Ursaachen usetzen a méi geziilt virgoe bei eiser Politik.

Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Chance, dass vill vun eisen Awunner Propriétaire vun hirer eegener Wunnung sinn. Dat ass och gutt esou, well et ass de Wonsch respektiv e Liewenszil vu ganz ville vun eis, iergendwann eng Käier a sengen eegene vier Maueren ze liewen. An der Vergaangenheet goufe verschidden Instrumenter geschaaft, fir den Zougang zum Eegenheim ze erlichteren. Dës Instrumenter si gutt a gehéieren och ugepasst. Déi aktuell Wunnungsbauhëlfe sollten dofir alleguerten op de Leescht geholl ginn. Esou missten zum Beispill an eisen Äen onbedéngt déi fiskalesch Hëlfe wéi de bëllegen Akt oder den Taux super-réduit bei der TVA un d'Situatioun vun haut ugepasst ginn.

Mir proposéieren dofir, dës Hëlfe, déi nach zum Deel aus dem Joer 2002 stamen, an d'Luucht ze schrauwen, woubäi ee besonnesch sollt Famillje mat Kanner begënschtegen. Esou kéint een dee berüümte Géisskanepinzip och aschränken, deen heiansdo bewierkt huet, dass d'Präisser duerno ugezu hunn.

Eng konkret Propos wier zum Beispill de bëllegen Akt, deen e Crédit d'impôt vun 20.000 Euro ausmécht, ëm 10.000 Euro ze erhéije pro Kand, wat am Stot leeft. De Crédit d'impôt huet, wéi e geschaaft gouf, de Wäert vun engem Immobilienobjekt gehat vun 285.700 Euro. Haut, 16 Joer méi spéit, läit den Duerchschnittspräis vun engem Appartement mat zwou Schlofkummere bei 487.442 Euro an dee vun engem Haus mat dräi Schlofkummere bei 709.958 Euro. En äänleche Betrag pro Kand kéint een dofir och virgesi bei der Faveur fiscale vun der TVA, déi doducer, dass déi generell TVA vu 15% op 17% eropgaangen ass, haut manner ausmécht wéi déi Jore virun.

Eleng d'Evolution vun de Wunnungspräisser rechtfertegt, dass op der Säit vun de fiskaleschen Hëlfe nagebessert gëtt. En anert Instrument, wat lues awer sécher amgaangen ass seng Wirkung ze verléieren, ass déi staatlech Garantie beim Uschafe vun engem éischten eegene Logement. Hei iwwerhëlt de Stat eng Garantie bis zu 141.618 Euro. Dat mag och virun e puer Joer nach duergaange sinn, mä haut kritt een an der Stad knapps nach eng Garage fir dee Präis.

Ech hat de Minister Hansen an enger Question parlementaire gefrot, wéi dacks dass bis ewell déi Staatsgarantie gespilt huet. A seng Antwort war kloer: „Nach ni.“ De Stat geet also wéineg, wann iwwerhaapt e Risiko an. An dofir sollt mer net zécken, souwuel d'Konditiounen fir d'Staatsgarantie ze erlichteren, nach fir de Montant, fir deen de Stat géif biergen, ze verduebelen oder souguer ze verdräifachen. Dat géif sécher méi Leit hëlfe, op hirer Bank en Immobilieprêt ze kréien a sech den Dram vun enger eegener Wunnung ze erfüllen.

Dem Minister géife mer och gäre mat op de Wee ginn, fir iwwer Mietkaufmodeller nozedenken. Esou Modeller gëtt et am Ausland an erluben de Stéit mat geréngem Akommes, während enger gewëssener Zäit dat Kapital unzespueren, fir iergendwann hir Wunnung, déi se lounen, och ze kafen.

Den Här Meyers hat eis an der Kommissioun gesot, dass et esou e Pilotprojet zu Lëtzebuerg scho viru laanger Zäit emol ginn hätt. Mir mengen, et wier derwäert, fir esou ee Projet ze relancéieren.

Zur ganzer Wourecht gehéiert awer och, dass vill Leit lounen. A si goufen dacks vergiess, wa mer iwwert d'Wunnungsproblematik geschwat hunn. An niewent der Loyerssubventioun, déi mer geschaaft hunn, ginn et nach vill aner Pisten, déi mer kéinten exploitéieren. Ugefaange bei de Kommissiounen vun den Agencen, déi den Ament eleng vun Locataire gedroe ginn. Dat fanne mir net fair. Et ass net ëmmer, mä an den allermeeschte Fäll de Propriétaire, deen eng Agence beoptragt, e Locataire ze sichen. An dofir sollt hien och un de Käschte participéieren, déi do fir d'Agence entstinn.

D'Iddi, wéi et se an anere Länner gëtt, dass d'Käschte sollten opgedeelt ginn tëscht dem Propriétaire a sengem Locataire, fanne mir sympathesch. An eisem Nopeschland Däitschland gouf viru Kuerzem decidéiert, dass deen, deen der Agence den Optrag gëtt, déi Käschten eleng ze iwwerhuelen huet. Eng äänlech Proposition de loi hunn d'Kollegee vun déi Lénk och hei an der Chamber deposéiert. Mir sollte kucken, wéi de Bilan an Däitschland ausgesäit, well do schéngt relativ vill Schmu gedriwwen ze ginn, fir dass am Endeffekt awer erëm de Locataire eleng op deene Käschte sëtze bleift. Dofir sollte mer d'Konklusiounen vun eisen däitschen Noperen ofwaarden an dat genee kucken.

Eis Gesetzgebung iwwert d'Colocatioun an iwwert d'Souslocatioun muss onbedéngt verbessert ginn. Mir gesinn, dass et haut nei Forme vun Wunnen a Liewe gëtt, zum Beispill Wunnungsgesellschaften vu jonke Leit oder vu Studenten. Och gouf et Problemer, wann eng Famill sech zum Beispill bereet erkläert huet, e Refugié bei sech opzehuelen. Et ass dermat ze rechnen, dass et an Zukunft ëmmer méi esou Forme vun Zesammen- oder Mateneeliewe gëtt, an eis Gesetzgebung vun haut dréit deem kaum bis guer net Rechnung.

An dësem Deel vu menger Ried géif ech och gäre vun där Mietpreisbremse schwätzen, esou wéi se och an Däitschland agefouert gouf, wou se an de Grousstied mat deeneselwechte Problemer ze kämpfen hu wéi mir.

D'LSAP wëllt eng Mietpreisbremse aféieren. Allerdéngs feelt et eis zu Lëtzebuerg einfach un den néidegen Instrumenter, fir esou richteg dorwäert ze schwätzen. Mir hu kee Mietspiegel,

deen eis et géif erméiglechen erauszufannen, wéi den Duerchschnittsloyer op där enger oder anerer Plaz am Land ass. Mir ginn net midd, zënter Joren esou eng detailléiert Erhiewung vun de Loyereren ze froen. Am Gesetz vum 21. September 2006 iwwert de Bail à usage d'habitation kruten d'Gemengen d'Méiglechkeet, esou ee Loyerkadaster ze erstellen. Allerdéngs war dat fakultativ a menges Wëssens no gëtt dat awer den Ament net gemaach, op d'mannst net systematesch.

Mir missten dofir den Artikel 28 vum Gesetz änneren an dëse Kadaster obligatoresch maachen. U sech hu mir awer - an dat huet de Kolleeg Max Hahn och scho gesot - hei zu Lëtzebuerg eng Zort Mietpreisbremse, an zwar déi, dass de Joresloyer net méi héich dierf si wéi 5% vum Wäert vun der Wunnung. Et ass sech awer ze froen, wéi d'Situatioun an der Realitéit ass an ob dës 5% haut bei deem Ertrag, deen een zurzäit mat sengen Immobilie mécht, nach Sënn mécht, oder ob een dee Prozentsaz net op d'mannst sollt upassen. Hei muss virun allem d'Fro opgeworf ginn, ob de Locataire den Terrain zum selwechten Taux matbezeue muss wéi d'Gebai selwer.

Eng wierklech gutt Initiative aus de vergaangene Joren ass déi vun den Agencen immobilières sociales. Dës Initiative si weider ze entwéckelen, och op kommunalem Plang. An der Kommissioun hunn eis déi Responsabel vun der AIS opmierksam gemaach op d'Problematik vun de maximalen 10 Euro de Meter carré, déi de Loyer hei dierf ausmaachen. Dat bréngt awer mat sech, dass zwar fir e Kolonienhaus am Süde vum Land mat 100 m² dee Loyer vun 1.000 Euro nach iergendwéi akzeptabel wär, awer fir en aalt Haus um Land mat 250 m² de Loyer schonn 2.500 Euro géif ausmaachen. Hei muss nogebessert ginn an déi strikt Regelung vun deenen 10 Euro de Meter carré muss iwwerduecht ginn.

Och kouw vusäite vun der AIS d'Fuerderung, méi sozialen Accompagnement ze garantéieren. Dës Fuerderung ass bei eis Sozialisten net op daf Quere gestouss a mir wëllen, dass souwuel d'AlSe wéi och eis Office-socialen an de Gemengen dat néidegt Personal kréien, dat si brauchen, fir dës Suivi ze assuréieren.

Mir sinn eis alleguerten eens heibannen, dass mer net genuch sozial Mietwunnungen hunn an och d'Zuel vu sougenannten erschwéngleche Wunnenge geet net duer. Dofir gi vusäite vun de Gemengen, awer och vum Wunnungsfong an der nationaler Wunnungsbaugesellschaft, grouss Efforte gemaach, fir an Zukunft méi ze bauen, sief et fir ze lounen oder fir ze kafen.

De Stat léisst sech dat jo och eppes kaschten a leet bäi. Esou kritt eng Gemeng, déi e Logement social locatif baut, der dräi gratis vum Stat derbäi. An dach ginn all dës Efforten net duer, weder fir de Retard opzehuelen, dee mer an de leschte Jorzéngte geschaaft hunn, nach fir dem Besoin vun haut a vu muer entgéintzekommen. Dofir misste mer eng 6.500 Wunnungen all Joers nei op de Marché kréien, awer mir bleiwe leider wäit ewech vun deem Zil, och wann de Fong an d'SNHBM, wéi ugekënnegt, hir Efforte verduebele respektiv verdräifachen an den nächste Joren.

Ee Problem deele sech näamlech d'Gemengen an déi zwou Wunnungsbaugesellschaften. Si komme selwer net un d'Terrainen, déi se bräichten, fir méi a méi séier Wunnungen ze schafen. An der Vergaangenheet hu mer zu Lëtzebuerg de cocasse Phänomeen gehat, dass mer Joer fir Joer Wunnungen, déi zum soziale Wunnungsbau gehéieren, verluer hunn. Et muss definitiv ophéieren, an zum Deel geschitt dat jo och schonns, dass déi vun öffentlecher Hand matfinanziéiert Wunnungen no zéng oder zwielef Joer weiderverkaaft ginn an a Privat-hand iwwerginn! Déi Wunnenge sinn dann definitiv verluer fir de soziale Wunnungsbau.

De Stat an d'Gemenge mussen hire Parc immobilier esou gutt wéi méiglech behalen a substanzuell ausbauen, fir kënnen Afloss op de Marché an op d'Präisser ze huelen.

Mir soen och ëmmer gär, dass mir e klengt Land si mat wéineg Surface, a well mer net kéinte wuessen, de Präis vun den Terrainen automatesch klëmmt. Wa mir awer haut eis Stied an eis Gemenge kucken, da gesi mer awer nach vill Sputt fir Verdichtung. Hei läit nach Potenzial, fir Wunnraum ze schafen, ouni mussen eis Landschaft ze zersidelen.

Mir brauchen natierlech séier de Plan sectoriel «Logement», nodeems mer eist neit Landesplanungsgesetz hunn, grad wéi déi nei PAGen an de Gemengen, déi déi laang Prozeduren, fir ze bauen, déi mer haut kennen, wesentlech wäerten acceleréieren. Dat gesi mer schonn haut an deene Gemengen, déi hir nei PAGen ënnerdaach hunn. Mam Omnibusgesetz goufen do scho Verbesserungen erreicht. An dat ass och net vu Muttwëll!

An der Chamberskommissioun huet d'Berufskummer eis virgerechent, dass déi duerchschnëttlech Prozedurdauer bei engem Neibau bei iwwer siwe Joer läit, an dat ouni de Bau selwer. Mir sinn eis alleguerten eens, dass dat ze vill ass an dass mer do musse Remedur schafen.

Eis Grondsteuer, an dorwäert hu mer jo och schonn zergutst hei an der Chamber geschwat, gehéiert reforméiert. Mir berechnen déi haut nach no de Kritäre vum Oberfinanzamt Köln mat engem Valeur théorique aus dem Joer 1941. Kierzlech huet dat däitscht Bundesverfassungsgericht dës Eenheitswäerter a Fro gestallt. Déi Argumentatioun vum ieweschten däitsche Gericht kéint ee bestëmmt och zu Lëtzebuerg iwwerhuelen. Et ass natierlech schwéier a komplex. Dat soll eis awer net der-vun ofhalen, déi Reform unzegoen an technesch virzubereeden, dat heescht d'Bewäertung vun de Grondstécker a Gebaier op de Stand vun haut ze bréngen. D'Grondsteuer muss e Lenkungseffekt hunn op eng optimal Bebauung vun de Grondstécker.

Ech hu virun, grad wéi meng Virriedner, eng sëllegen Iddien op den Dësch geluecht, wou mir als Politik kënnen aktiv ginn, fir géint déi iwwerdriwwene Wunnungspräisser an hir Konsequenze virzegoen. Allerdéngs reie sech déi Iddien alleguerten an zu den Initiativen an Iddien, déi schonns an der Vergaangenheet geholl goufen. Et sinn eenzel Riedercher, un déi mer dréie ginn, an och zu Recht, well op där enger oder anerer Plaz besteet effektiv Nohuelbedarf. Vill vun dësen Iddien féieren d'Demande an net d'Offer. Awer all dës gutt an gutt gemengten Initiative ginn net eleng duer, fir de generelle Problem vun de Wunnungspräisser hei am Land an de Grëff ze kréien.

Iwwer all dës Froen, wéi déi staatlech Subside fir d'Eegenheim oder d'Hëlfe fir d'Locataire, do schwieft zanter Joren eng Fro, déi a mengem Ae kapital ass a virun där mer eis an de leschte Jorzéngten ëmmer erëm gedréckt hunn. An dat ass d'Fro: Wéi komme mer un dat néidegt Bauland, fir déi Zuel vu Wunnungen ze schafen, déi mer brauchen?

Eis Wunnungspolitik muss prioritär bei der Verbreedung vun der Offer usetzen. Nëmme esou kënnen d'Präisser stabiliséiert ginn. Wa mer iwwer Logement schwätzen, da schwätze mer vun de Wunnungspräisser. Allerdéngs misste mer do e bëssen nuancéieren, well eigentlech sinn zanter 1980 d'Präisser vun der Konstruktioun relativ no un der genereller Präisevolutioun bliwwen, während d'Präisser vun den Terrainen eleng regelrecht explodéiert sinn.

Et kann een also soen, dass d'Bauen haut net wesentlech méi deier ginn ass, mä dass et d'Terrainspräisser sinn, déi un der Verdeierung vun Wunne schold sinn. An et schéngt och esou ze sinn, dass vill Terrainen, déi eigentlech direkt kéinte bebaut ginn, einfach net op de Marché kommen. Mir hunn haut eng 2.700 Hektar Terrainen, déi kuerzfristeg kéinte bebaut ginn. Allerdéngs sinn dovunner 92% a privater Hand. An d'Fro muss erlaabt sinn, firwat déi Terrainen net bebaut ginn.

Et ass haut net onbedéngt am Interessi vun engem Propriétaire, fir säin Terrain ze verkafen, wann ee gesäit, dass de Rendement op broochleien Terrain bei 5% a méi läit. Et ass also attraktiv, fir ze spekuléieren, dass dës Präisser éischer zouleeën, wéi ofhuelen. Op de Finanzmäert muss ee scho gutt sichen, fir Investissemter ze fannen, déi esou e Rendement garantéieren.

Kéinte mer déi 2.700 Hektar elo mobiliséieren, fir ze bauen, da géif dat enge 55.000 Wunnungen entsprechen. Wa mer awer dovunner ausginn, dass mer all Joer sollte 6.500 nei Wunnungen bauen, da wären dat bis d'Joer 2030, also an zwielef Joer, schonns 78.000 Wunnungen. Dat, wat also elo direkt disponibel ass, geet deemo emol net duer, fir mëttelfristeg eis Besoinen ofzedecken.

Fir d'Wunnungspräisser ze stabiliséieren, brauche mer eng regelrecht Wunnungsbauoffensiv, déi derfir suert, dass méi Wunnungen insgesamt a virun allem och méi erschwéngleche Wunnungen a méi sozial Mietwunnungen geschaaft ginn. Dofir brauche mir awer Terrainen, fir all dës Wunnungen ze bauen. A mir brauchen Terrainen op de richtige Plazen, esou wéi dat eng kohärent Landesplanung virschreift.

Mir mussen och géint d'Spekulatioun virgoen, well se schuet der Allgemengeheet. Fir dës Wunnungsbauoffensiv ëmzesetzen, schloe mir en Zéngpunkteprogramm vir:

1. Mir brauchen en neit Buedemrecht. Dat neit Landesplanungsgesetz mat dem sektorielle Logementsplang gëtt eis d'Grundlag dofir.

2. Mir mussen eis d'Moyene ginn, fir massiv Bauland an zukünfteg Bauland opzekafen. Do fir proposéiere mir d'Schafe vun engem staatleche Fong, deen - mat genuch budgetäre Mëttelen equipéiert a gespeist, ënner anerem vun Antispekulationssteieren - zesumme mat de Gemengen zu engem richtegen Akteur gëtt um Immobiliemarché.

3. E Versuch fir esou eng Antispekulationssteuer gouf et scho mam Pacte Logement. Allerdéngs gouf dës op de Gemengenniveau erfogeholl mat der Konsequenz, dass nëmme wéineg Gemengen esou eng Steuer agefouert hunn a se och plazeweis op wackelege juristische Bee steet.

Wa mir also mierken, dass dës Instrument op lokalem Plang net gräift, da kommt, mer hunn de Courage a mir huelen dës op nationalen Niveau erop! An Zukunft muss fir muttwëlleg eidel stoe geloosse Wunnengen an direkt bebaubar Terrainen, bei deenen et kloer ass, dass se zu Spekulationszwecker brochleie gelooss ginn, eng Steuer agefouert ginn, déi de Propriétaire derzou verleet, seng Wunneng ze verlouen oder säin Terrain ze bebaue respektiv ze verkaufen.

4. Och muss iwwer eng Wäertschöpfungsabgab nogeduecht ginn. Engersäits soll et steierlech Virdeeler ginn, wann ee bereet ass, seng Terrainen dem Stat oder der Gemeng ze verkaufen, mä et muss op där anerer Säit awer och kloer sinn, dass wann ee seng Terrainen zréckbehält an erhofft, ëmmer méi drop ze verdéngen, och d'Allgemengheet muss iergendwann eppes dovunner hunn.

Mir sollten hei net vergiessen, dass dacks do duerch, dass en Terrain ëmklasséiert gëtt, zum Beispill fir de Logement, dese vun haut op muer säi Wäert ver-x-facht. Do schéngt et mir normal ze sinn, dass un dës Plus-value och d'Allgemengheet muss bedeelegt ginn.

5. De Pacte Logement war eigentlech e gutt Instrument. Nach muss ee réckbléckend feststellen, dass en net ganz ambitiéis war. Déi alermeeschte Gemengen haten näamlech kaum Problemer, fir déi Ziler un neie Logementer aus dem Pacte Logement ze erfëllen. En zukünftige Pacte Logement 2.0 muss do méi ambitiéis Ziler setzen an an eisen Aen och konkret Virgabe maachen, zum Beispill, wat den Undeel vu sozialem an erschwénglechem Wunnraum ugeet.

De Pacte Logement vun haut mécht do keng Differenz, ob een déi 15% Zouwuess vu Wunnenge mat Villen oder Loftan erreicht, oder duerch zum Beispill soziale Mietwunnengsbau. Dat muss änneren. Hei brauche mer kloer a couragéiert Ziler.

6. An deemselwechte Kader sollte mer och iwwert déi 10% vu Logementer schwätzen, déi bei engem Lotissement vun iwwer engem Hektar oder 25 Logementer de Kritäre vum Logement à coût modéré entspreche mussen.

Hei muss d'Gesetz méi kloer festleeën, wat de Logement abordable respektiv à coût modéré ass, well mer feststelle mussen, dass dacks déi Wunnengen, déi do entstinn, nawell net onbedéngt zu moderéierte Präisser verkaaft ginn. Jo, do ass et eng Iwwerleueung wäert, ob déi Surface net besser an der öffentlecher Hand wär, fir ze bebauen.

Mir kéinten eis virstellen, do dernieft déi 10% souguer ze erhéien. Hei sollen déi staatlech Wunnengsbaugesellschaften an d'Gemengen zesumme mat der Privatwirtschaft wierklech erschwénglech Wunnraum schafen, an net just an der Theorie.

7. E Problem, besonnesch fir déi méi kleng Gemengen, ass, dass se dacks iwwerfordert sinn an net déi néideg Ressourcen an Expertisen hunn, fir grouss aktiv ze ginn op hirem lokale Wunnengsmaart. Dofir sinn all Initiativen, déi mer kënnen huelen, wëllkomm, fir de Gemengen dobäi ze hëllefen; net nëmme finanziell, mä och mat Berodung. Dofir soll mat engem neie Pacte Logement eng permanent Berodungsstruktur geschaaft ginn, déi d'Gemenge beréit an techneschen an och a juristische Froen.

8. Bei deem Pacte Logement soll eng wierklech Partnerschaft entstonen tëschent dem Stat, de Gemengen an den öffentleche Bauträger.

9. Mir brauchen awer och méi konsequent Outilen, déi et der öffentlecher Hand erméiglechen, un déi néideg Terrainen ze kommen. Esou proposéiere mer, d'Virkaftsrecht vum Stat an de Gemengen ze stäerken. Wuel gëtt et dës Virkaftsrecht schonn haut, mä et huet net dacks genuch gegriff an der Vergaangenheet, an dat ganz dacks aus engem Grund: Dat ak-

tuelle Virkaftsrecht obligéiert de Stat an d'Gemengen, deen Tariff ze bezuelen, deen de Propriétaire gär hätt fir säin Terrain oder säi Gebai.

Mir wëssen, dass weder Stat nach Gemeng wierklech génschteg un Terrainen kommen an dacks iwwerdrifwe Präisser musse bezuelen. Duerfir misst et méiglech sinn, dass, wa sech d'Gemeng oder de Stat net mam Propriétaire eens ginn, eng onofhängeg Expertise gemaach gëtt, déi déi reell Valeur vum Objet ka festhalen.

10. An ech weess, dass mer heibannen net alleguerent eens sinn iwwert d'Méiglechkeet, an extreme Fäll och eng Expropriation an d'Spill ze bréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Wann et em en Dreckstipp, eng Kläranlag oder eng nei Strooss geet, do si mer bal alleguerent d'accord, fir iwwer eng Expropriation, bei enger gerechter Entlooung natierlech, ze diskutéieren. D'Argument, wat virausgeschéckt gëtt, ass do natierlech d'Utilité publique, also d'Wichtigkeet par rapport zur Allgemengheet.

Mä och de Wunnengsbau ass hautdesdaags eng Utilité publique. Ech erënneren drun, dass mer e breede Konsens hunn, fir an eis nei Verfassung ze schreiwen: «L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié.» Domat schafe mer net nëmme e Recht fir eis Bierger, mä och a virun allem eng Obligatioun fir de Stat.

► **Une voix.** - Richtig!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - An duerfir si mir der Meenung, dass an extremen eenzelne Fäll och eng Expropriation net däerf vu vireran ausgeschloss ginn, wann e Propriétaire e wichtegen an dréngende Projet blockéiert. Et ass schonn eleng wichteg, dat Instrument ze hunn, och wann et seele géif ugewannt ginn.

Den Här Hahn huet virdu laang iwwert d'Expropriation geschwat an hien huet aus där Expropriation en Instrument gemaach, wat et net ass. Ech wëilt hien duerfir gär drun erënneren, dass d'Landesplanungsgesetz d'Méiglechkeet vun der Expropriation ausdrécklech virgesäit. Et soll och kloer sinn: Et geet net dréms - wann een am äusserste Fall misst drop zréckgräifen -, de kleng Propriétaire ze expropriéieren, mä et geet dréms, de Problem ze léisen, wann ee Private mat sengem absolutte Refus d'Entwécklung vun enger Uertschaft oder enger Gemeng komplett blockéiere wëilt. Hei muss dann den Intérêt public iwwert de perséinlechen Interessi vun deem Eenzelne stoen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Um Enn vu menger Ried wëilt ech dann nach emol rappéléieren, dass all déi Iddien an Initiativen, déi haut vu verschiddene Säite proposéiert ginn - an ech hunn der jo selwer eng Partie gemaach - wëllkomm sinn.

Jo, d'Subsiden an d'staatlech Hëllef sollen op de Leescht geholl ginn. D'Prozedur solle vereinfacht ginn. D'Gemenge sollen ënner d'Äerm gegriff kréien, wa se sech am Logement engagéieren a se sollen och dozou ermontert ginn.

Sozialinitiative gehéieren ënnerstëtzt an ausgebaut! Mä alles dat ass a bleift eng Plooschter op engem amputéierte Been, wa mer net de Courage hunn, net just eleng d'Demande ze stimuléieren, mä donieft och d'Offer an d'Luucht setzen, andeems mer neit Bauland ausweisen, d'Spekulation konsequent bekämpfen an de Stat an d'Gemenge massiv intervenéieren um Wunnengsmaart, andeems se zesumme mat der Privatwirtschaft bauen, bauen a bauen.

D'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft sinn amgaangen grad an dës Fro, an där vum Wunnen, ëmmer méi grouss ze ginn. Et ass deemno am Endeffekt eng Fro vum sozialen Zesummenhalt, déi sech hei stellt. An duerfir musse mer de Courage hunn, fir méi konsequent ze sinn an eisem Handeln. Am anere Fall wäerte mer weiderhin all zwee bis dräi Joer hei eng Debatt ofhalen, an d'„Lëtzebuenger Wort“ géif dann um Enn recht behale mat senger Iwwerschrëft vu virgëschter, wéi et vun „Sondesrieden“ geschwat huet.

Ech wëilt awer net ophalen, unni op déi gutt a vill Diskussiounen hincweisen, déi mer an der Virbereedung vun dëser Debatt an der Chamberskommissioun haten. All deenen, déi mer do empfangen hunn, gehéiert en uerdentleche Merci gesot, well et ware ganz interessant an och ganz néizlech Echangen, déi mer do haten.

Mir si jo haut och konfrontéiert mat enger Motioun. An ech wëilt gär drop hiweisen, dass et natierlech tëschent de Parteien, déi déi Motioun ënnerstëtzen, verschidden Approchë gëtt a verschidde Meenungen. Dat héiere mer jo un deenen eenzelne Spriecher haut de Mëtteg.

Dat war esou, dat ass esou an dat bleift och esou! Mä dës Motioun ass de Konsens, dee mir zesumme fonnt hunn. An als Sozialiste fanne mir eis, op d'mannst mat eenzelne vun eisen Iddien, erëm an där Motioun. An duerfir verdéngt se och eis Ënnerstëtzung.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Henri Kox fir déi gréng.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ech huele fir d'Éischt eppes fir ze drénken.

Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Effektiv, et ass schonn e puermol virdu gesot ginn, et ass eng Regelméissegkeet hei an der Chamber: Zweemol, dräimol an enger Legislatur schwätze mer iwwert de Logement. Virdrun ass et och scho gesot ginn: Mir haten 2015 en Débat d'orientation - dat war vun der CSV ugefrot -, wou mer och schonn eng ganz Rei där Proposen haten.

Ech selwer sinn elo 14 Joer hei an der Chamber an ech hunn och, ech mengen, dräi oder véier där Debatten iwwert de Logement initiéiert an ech hunn och ëmmer eng Rei Motiounen hei deposéiert. Déi lescht Debatt, déi ech hat, déi ech initiéiert hat, war 2012. Vun deene véier Motiounen gouf eng ugeholl, ënner anerem iwwert d'Preemptioun, fir dat méi ze stärke vun der öffentlecher Hand. Dat ass méttlerweile emgesat ginn. Et huet e bësse gedauert, mä wann ee waart, da kënnt dat.

An dofir géif ech awer och direkt déi Propos vun de Sozialiste virdrun, fir där Preemptioun e bessere Charakter do ze ginn, datt een och déi néideg Terrainen zu engem richtege Präis kritt, ënnerstëtzen, well soss bleift dat awer Lettre morte, wa mer um private Marché als öffentleche Hand do mussen awierken.

D'Resultater vun dësen Debatten, dat ass och scho gesot ginn, sinn heiansdo leider ernüchternd. Ech mengen awer, datt an de leschten zwee Joer, an dat muss een awer schonn unerkennen, méi Bewegung an den Dossier vum Logement komm ass. Et si riets a lénsks ganz gutt Initiativen, déi och ganz kloer eis Ënnerstëtzung fannen. An de Minister huet a senger Einleitung hei och eng ganz Rei vu Piste gesot, déi mer duerchau kënnen ënnerstëtzen.

Déi lescht Konsequenz awer, déi erhoffen ech mer hei aus dëser Debatt, dat ass, dass mer endlech den öffentleche Wunnengsbau stäerken. De Maart kann et eleng näamlech net richten an dofir mussen de Stat an d'Gemengen zesumme méi Wunnengsbau maachen. An dofir hunn ech meng Ried a fënnel Punkten agedeelt:

éischtens, eng konsequent Neiausrichtung vun der öffentlecher Wunnengsbaupolitik mat kloeren Zilvirgaben;

zweetens, de Wunnengsbau an d'Verfassung aschreiwen, ech kommen dorop zréck, an de Wunnengsbau als kommunal Aufgab definéieren, wou vläicht mir als Gréng déi Eenzeg hei wäerte sinn, fir dat méi staark ze maachen;

eng nei Allianz - dat ass den drëtten Punkt - tëschent Stat a Gemengen, well vun deenen 102 Gemengen hu mer 102 öffentleche Wunnengsbauinitiativen, wa mer se stäerken, fir dat ëmzesetzen;

de véierte Punkt, landesplaneresch Elementer am Wunnengsbau escht huelen, fir eben aner Problemer ze vermeiden;

an de fënnefte Punkt ass natierlech d'Banneverdringung forcéieren, et ass scho virdu gesot ginn, eier een an eng gréisser Baulanderweitung geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eier ech op déi eenzel Punkte vu menger Ausféierung kommen, wëilt ech awer fir d'Éischt dem Minister och Merci soen, déi Debatt initiéiert ze hunn, awer och un déi 14 Froekomplexer kommen, déi e gestallt huet an där Dokumentatioun, déi mer an der Logementskommissioun kritt hunn, déi eng ganz gutt Analys am Viraus ass an och, mengen ech, déi richtig Froe stellt.

Ech wëll awer och hei dem President vun der Logementskommissioun an all de Membere Merci soen. Och wa mer, wéi virdu vu mengem Virriedner gesot, deels ënnerschiddlecher Meenung sinn, esou hate mer awer iwwert déi lescht zwee, dräi Méint ganz flott Interviewe mat de Partner dobaussen. An och deenen e Merci dofir, dass si sech d'Méi ginn hunn, eis ëmmer erëm eng ausféierlech Dokumentatioun zoukommen ze loossen, fir sech domadder ausenannerzusetzen.

Ech mengen awer, an dat ier ech op déi fënnel Punkte kommen, datt een Aspekt och vläicht an der Frostellung vum Minister feelt. Ech komme gläich dorop zréck. Ech mengen, d'Stousrichtung vun de Politicken am Logement sinn deels contraire gewiescht, sinn

eng Kéier no riets gaangen, eng Kéier no lénsks gaangen. Et war keng ganz kloer Definitioun, wat mer u sech am Wunnengsbau wëllen hunn.

A wa mer iwwer Wunnengsproblematik hei am Land schwätzen, géif ech gär fir d'Éischt eng Kéier de Wunnengsbau a verschidde Kategorien andeelen, fir ze wëssen, iwwer wat mer schwätzen. An ech géif fir d'Éischt soen, den éischte Beräich wär de soziale Wunnengsbau, den zweete Beräich wär den erschwéngleche Wunnengsraum, an den drëtten de privaten oder de fräie Wunnengsmarché, dee mer haut hei och schonn e puermol erwäant kruten.

Et muss ee sech emol fir d'Éischt kloermaachen, a wéi engem Beräich mer Handlungsbedarf hunn, a wéi engem vun deenen dräi. An dofir e Versuch fir d'Éischt vun enger Definitioun, déi ech elo hei einfach esou wëll maachen.

De soziale Wunnengsbau, ech mengen, do ass eis kloer, wat mer e bëssen dorënner verstinn. Et si vill Leit, déi sech net direkt kënnen eng Wunneng leeschten. Et ass awer e Grondrecht, mengen ech, dass jiddwereen en Daach iwwert dem Kapp huet, sief et och, fir zesumme mat senger Famill ënner engem Daach sécher ze sinn.

An deem Beräich ass d'öffentlech Hand gefuerdert, si mir heibanne gefuerdert, mat de Gemengen zesumme besteet och Handlungsbedarf, eppes ze maachen, a besonnesch an deem Beräich, wou mer näamlech och e ganz groussen Defizit hunn, net nëmme an de Wunnengen am Allgemengen, mä insbesondere am Locationsberäich. An deem Beräich muss mer Effort maachen.

En zweete Beräich ass den erschwéngleche Wunnengsraum. Do ass d'Grenz net ganz esou kloer. Dat ass deen tëschent dem sozialen an, soe mer, dem fräie Marché. Ech géif e gär emol esou definéieren, dass et dee Wunnengsberäich ass, wou ee baut, wou de Particulier baut op engem Terrain, vun deem en net onbedéngt Propriétaire ass an deen de Stat an d'Gemengen eben zur Verfügung stellen.

A wann een där Ausféierung vu virdu vu menge Kolleegen hei nogelauschtert huet, dann ass et grad do, wou mer kënnen en Effort maachen an de Wunnengspräis drécken. Näamlech e Wunnengsbau, wou den Terrain neutraliséiert ass, ass e Wunnengsbau, dee bal em 50% méi bëlle ass, wéi dat momentan um private Marché hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

An dësem Beräich huet fir déi gréng d'öffentlech Hand näamlech versot. Mir hu Baulander-schleissung eleng der privater Initiativ iwwerlooss. D'öffentlech Hand huet et leider verpasst gehat an der Vergaangenheet, besonnesch bei der Vergrößerung vun de Perimetere, selwer Bauterrain ze kafen an och ze erschléissen, fir dës Terrainen dann iwwert de Bail emphytéotique oder d'Erbpachtrecht, wéi en och nach genannt gëtt, de Biergerinnen an de Bierger zur Verfügung ze stellen.

An ech mengen, et ass och do, wou virdrun de Minister gesot huet, wou e Paradigmewissel vun dëser Regierung komm ass, näamlech fir déi Terrainen net méi um private Marché ze veräusseren an, wéi am Beispill um Kierchberg, wat virdrun genannt ginn ass, déi Terrainen ze huelen an näamlech ze neutraliséieren. An et ass do, wou mer dann de Wunnengspräis kënnen drécken an da kréie mer Präisser, déi genannt gi sinn, 3.000 Euro de Meter carré, déi mer an där Gréisstenuerdung kënnen maachen. An ech mengen, déi Richtung kënnen mer nëmme ënnerstëtzen.

Ech denken, déi erschwénglech Wunneng ass awer net nëmme de Wunnengsbau - a virdrun ass schonn e puermol driwwer geschwat ginn -, et sinn och déi ënnerschiddlech Wunnformen, déi nei Wunnformen, déi do derbäikommen. Dat sinn d'Wunnengsgemeinschaften, d'Kooperativen. Fir all dat ass et relativ schwéier, wann een emol Verantwortleche vun enger Gemeng war, fir e legale Kader ze ginn, fir dass keng Abuse geschéien.

An et ass virdu vun deene Chambres à café geschwat ginn, wou dann horrend Präisser gefrot gi fir kleng Zëmmeren. Also, do si mer eis wierklech eens, dass mer do e legale Kader musse schafen, fir och dat ze erlaben, wou ee seet: Wat ass e Stot? Wivill dierfen der an engem Stot sinn? Dierf een eng Souslocatioun maachen? Ënner wéi enge Bedéngunge kann den öffentlechen Transport oder säin individuellen Transport, den Auto, ofgestallt ginn - well dat kënnt jo och derbäi?

Wa mer dat alles regelen, mengen ech, wäere mer gutt opgestallt, fir dass mer do an Zukunft och déi nei Wunnforme besser kéinte begleeden.

An en drëtten Beräich, dat ass, wéi virdu gesot, de privaten, de fräie Marché, wou, ech mengen, mir als Stat oder als Gemengen net

onbedéngt esou groussaarteg mussen awierken, et sief natierlech, fir de steierleche Kader ze ginn, an all dat, wat ronderëm ass. Vläch misste mer awer och vill méi do awierken an e bësse méi reglementéieren a kontrolléieren. Ech mengen, wa mer de Coiffer kucken, deen ass méi reglementéiert wéi deels d'Promotioun vun den Immobilien. A wat sech jo do heiansdo ofspilt, ass net ëmmer ganz koscher. Dofir, mengen ech, ass et och do wichteg anzewierken.

An de leschte Joren hu mer haaptsächlech awer am drëtten Beräich geschafft. Mir hunn eng Hällewull vu Stimulatiounen gemaach, fir dass mer op deem Wunnengsmarché eropgaange sinn. Mä un der Penurie um Wunnengsmarché selwer, näamlech vum sozialen a vum erschwéngleche Wunnensraum, hu mer praktesch näischt geännert. Se ass nach ëmmer haut esou dramatesch wéi virdu. An dofir menge mir aus grénger Siicht, dass mer dee Paradigmewissel brauchen, ewech vun der Illusioun, dass een duerch eng Steigerung vun der genereller Demande, an dat ass scho virdu gesot ginn, d'Präisser an alle Beräicher um Logement an de Grëff ka kréien.

D'Prioritéit aus eiser Siicht ass ganz kloer: Stat a Gemenge mussen selwer sozialen an erschwéngleche Wunnraum schafen. Also, et ass, fir un der Offer ze schaffen. Et ass virdu schon zwee-, dräimol gesot ginn. An do mussen mer haaptsächlech drop kommen.

Elo kommen ech zu deene fënnf Punkten an dat sinn och gläichzäiteg d'Antworten op déi 14 Froen, e bësse verklusuliert, awer mir kommen do op déi eenzel Punkten.

Dat Éischt ass d'Ausrichtung vun der öffentlecher Wunnenspolitik. Ech mengen, och wann een et kritiséiert - virdu huet de Marc Lies et hei kritiséiert -, sinn d'öffentlech Wunnensbaugesellschaften an deene leschte Jore gestärkt ginn. Si si mat Personal an d'Luucht gaangen, si hu sech nei orientéiert. An ech géif awer mengen, dass se dee richtige Wee age-schloen hunn an dass mer duerch kenne stolz sinn, dass se an der Vergaangenheet awer och scho munches gemaach hunn.

An dee Paradigmewissel, dee se jo och selwer gemaach hunn - net méi dee soziale Wunnengsmarché, deen awer ëmmer virdu gemaach ginn ass, ze verkafen oder iwwer Privat ze privatiséieren -, ze halen an e Virkafsrecht anzuschreiw, souwuel déi eng öffentlech Wunnensbaugesellschaft wéi déi aner, mengen ech, ass dee richtige Wee. (veuillez lire: An dee Paradigmewissel - näamlech net méi déi sozial Wunnengen, wat awer ëmmer virdu gemaach ginn ass, ze verkafen oder iwwer Propriétaires ze privatiséieren, mä se zréckzekafen an e Virkafsrecht anzuschreiw, souwuel maachen dat haut déi eng öffentlech Wunnensbaugesellschaft, d'SNHBM, wéi déi aner, de Fonds de logement -, mengen ech, ass dee richtige Wee.) An dat kenne mer nëmmen ënnerstetzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Och déi Projeten an déi si virdu genannt ginn -, mengen ech, weisen d'Zukunft op a wat alles méiglech ass. Dee Projet „Wunne mat der Woltz“ zu Woltz - et ass virdu schon erkläert ginn - fanen ech en immens spannend Projet, an ech géif en wierklech wënschen, dass en deen Erfolleg huet, fir och als Vorzeigeprojet duerch d'Land kenne gewisen ze ginn.

Och den „Elmen“, dat ass e weidere Projet, deen ass da vun der Société nationale des habitations à bon marché, deen och an déi Richtung geet, fir nohaltege Bautechnologien anzusetzen, dat heescht d'Stadentwécklung mat nohaltegem Baue mateneen ze verbanen, kann nëmmen ënnerstetzt ginn.

Wichtig Partner an deenen zwee Projeten ass awer ëmmer d'Gemeng. Ouni d'Gemeng kënnen déi öffentlech Träger dat net maachen. An dat ass eis Approche. Et kann awer net nëmmen un deenen eenzelnen zwou Gemengen hänken. An dofir si mer derfir, fir generell méi Pflicht a Verantwortung ze huelen, fir dass d'Gemengen dat och als Obligatioun kréien. Ech komme gläich dorop zréck.

Ech hunn déi Erfahrung jo selwer iwwer aacht Joer gemaach, wou ech konnt Buergermeeschter vun der Stad Réimech sinn, mat enger ganzer Rei vu Projeten, engem Projet vun 22 Hektar, wou 110 Propriétaires sinn. An der Indivisioun hunn ech probéiert ze federéieren. Et ass méiglech mat neie Formen, neien Iwwerleeungen. D'Gemeng spillt Facilitateur, d'Gemeng spillt de Federateur, et ass virdu scho gesot ginn, an da kenne mer munches errechen.

Ech wëll awer och hei déi staatlech Instanzen an deem Beräich erwänen. Wou ech och déi Ufro gemaach hunn, hunn ech déi Hëllef krit. Dat heescht, déi ass schon do.

Et gëtt zum Beispill am Ministère de la Fonction publique dee Groupe de facilitateurs, deen all Kéiers bei deenen öffentleche Versammlungen, déi ech mat de Biergerinnen a Bierger gemaach hunn, präsent war fir Hëllefstellung, fir eben d'Konnexioun tëschent deenen ënnerschiddleche Verwaltungen ze maachen. Ech mengen, dat geet an déi richteg Richtung. Nach eng Kéier: Et kann awer net sinn, dass et nëmmen eenzel Gemenge sinn, déi dat iwwerhuelen. Dofir si mer fir e generell An-d'Flicht-Huele vu sämtleche Gemengen hei am Land.

An dofir kommen ech op den zweete Punkt vu menger Ausféierung, firwat mer dat als Pflicht gesinn. Well mir sinn eis all eens, dass de Wunnensbau an déi nächst Verfassung gehéiert. Den Artikel ass virdu vum mengem Kolleg hei genannt ginn. An der iwwerparteilcher Verfassungsreform schreiw mer allegeruerten zesummen am Artikel 41: «L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié.» Do si mir eis eens, dass dat an d'Verfassung gehéiert.

Wann et awer net nëmme soll e Saz op engem Pabeier sinn, da mussen mer awer och doraus an der Praxis, mengen ech, eng Obligation de résultat maachen. An et ass eng staatlech Verpflichtung, dat och kënnen ëmzesetzen, awer net eleng eng staatlech. An dofir muss d'Viraussetzung geschafe ginn, dass d'Obligation de résultat zesumme mat de Gemenge muss ëmgesat ginn.

An dofir mussen mer eng Diskussioun doriwwer féieren, ob et net awer muss am Allgemeng fir d'Gemengen eng Pflicht sinn, ënner verschidene Konditiounen, op déi ech nach zréckkommen, dat eent oder dat anert am Wunnensbau ze maachen, an net eleng fir eenzel Gemengen. An heibanne sinn der e puer, déi ganz vill hei an deem Beräich scho gemaach hunn. Ech brauch se net ze ernimmen. Ech mengen, déi wëssen, wat alles an deem Beräich scho gemaach gouf.

► **(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Den drëtten Punkt, dat ass: Fir dat awer kënnen ëmzesetzen, brauche mer eng nei Allianz tëschent de Gemengen an dem Stat. Soss geet dat net. Ech mengen, de Virriedner vun der CSV huet déi Allianz och ewell gemaach. Ech gesinn déi anescht op engem klengen Punkt, mä mir sinn eis do, mengen ech, eens.

Mir hunn esou eng Allianz, déi nennt sech Pacte Logement. Et muss een awer soen, an d'Kollege vun der CSV, déi haten dat proposéiert an der Zäit, do ware mir dergéint, well se net déi richteg wunnengstechnesch Analysen haten an och déi Resultater net bruecht hunn. Well et sinn 380 Milliounen Euro u staatlechen Hëllef an d'Gemenge gaangen, vun 2008 bis 2012, an 2,27% si bis haut an de Wunnensbau gaangen.

Sécherlech, am Pacte Logement waren déi Kriterien net virgesinn. Dann hätte mer en net sollen „Pacte Logement“ nennen, mä éischer „Pacte d'infrastructures“, well et sinn Infrastrukture gebaut ginn. Mä dofir ginn et aner Gesetze. Do sinn aner Reglementatiounen do. An do hätt ee kënnen eppes aneres virgesinn, fir dat kënnen ze maachen. Mä jiddefalls, et war net dat richteg Resultat, wat erauskomm ass. Et huet vill Geld kascht, d'Gemengen hunn et och gebraucht, dat ginn ech och zou, awer mir hätten aner Instrumenter kenne maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Dofir muss eng grondleeënd nei Ausrichtung am Pacte Logement 2.0 kommen, an dat wësst Der, an dat hunn ech schon e puermol hei gesot, och an deenen ënnerschiddleche Gremien, am léifsten no enger Orientatioun, wéi mer dat beim Klimapakt gemaach hunn.

Ech hat d'Chance, als Buergermeeschter a sëlliche Reunionen derbäi ze sinn, wou eben iwwert de Pacte Logement 2.0 diskutéiert gouf. An do si mer eis e bëssen eens, dass mer an déi Richtung sollte goen. De Stat an d'Gemenge mussen Hand an Hand an deem Beräich goen a mat engem festgeluechte Katalog vu Moosnamen, vu landesplaneresche Moosnamen a wunnenspolitesche Moosnamen wierklech de Wunnensbau an de Gemenge jeeweils acceleéieren.

Et geet awer net duer mat just deem Moosnamekatalog. An dann huelen ech erëm d'Beispill vum Klimapakt, näamlech déi insbesonnesch technesch logistesche Hëllefstellung, woumat - et ass virdu gesot ginn - kleng Gemengen, mëttelgrouss Gemengen, sech schweierdinn, well mer keng Geschicht oder keng Vergaangenheet am Wunnensbau hunn. An dofir ass et ganz wichteg, dass déi Hëllefstellung vum Stat kënt.

An do kann ech erëm op e Beispill vum Klimapakt hiweisen. Do gëtt et den „myenergy“, wou vill Akteure mathëllef, fir am Klima-

beräich eppes ze errechen. Ech hunn et hei fir de Logement „myhousing“ da genannt. Do kann ee sech eens ginn, wéi déi Hëllefstruktur ausgesi kann. Awer déi Struktur, déi muss natierlech mat Beroder ausgestatt sinn, esou wéi dat am Pacte Climat ass, déi dann op d'Gemenge ginn, d'Gemenge mat un d'Hand huelen, d'Gemenge mat an d'Veantwortung huelen, wou ee ka Best Practices austauschen, fir dat kënnen innerhalb vun der Gemeng ëmzesetzen.

De véierte Punkt, een, deen erschreckend awer hei a Lëtzebuerg ëmgesat ass, dat sinn d'landesplaneresch Elementer. Déi hate mer bis haut net am Wunnensberäich. Déi hate mer net am Pacte Logement. Mir hunn duerch d'ganz Land queesch gebaut, wéi mer wollten. Dat war jo och deemools de Wonsch. Mir hu souguer réckwierkend nach Gemenge bevirdeelt, déi schon iergendwann eng Kéier Wunnensbau gemaach haten, awer konkret hate se näischt gemaach, mä am Pacte Logement hu mer hinnen also och nach Suen zur Verfügung gestallt. Ech mengen, dat war eng falsch Politik an dat därefer mer net méi widderhuelen.

Also, mir brauchen onbedéngt landesplaneresch Elementer. An ech mengen, déi kréie mer jo elo! Mir hunn eng zweet Debatt oder eng drëtt Debatt, déi gëtt och an der MDDs-Kommissioun preparéiert, wou mer d'landesplaneresch Elementer sollen analyséieren. An och do muss e Katalog erauskommen: Wéi eng Gemenge kenne mer wéi ënnerstetzen a wéi eng Gemenge manner an deem Beräich?

Da mussen se awer op där anerer Säit eng Aart Kompensatioun kréien. An do, mengen ech, misste mer eis eens kenne ginn, fir dass déi landesplaneresch Elementer und mussen am Wunnensbau berücksichtig ginn. Well wa mer se net berücksichtigen, wat mer an der Vergaangenheet gemaach hunn, hu mer Problemer an engem anere Punkt, näamlech am Transport, an der Mobilitéit. Mir hunn eng Entflechtung gemaach tëschent Wunnen, Aarbecht a Fräizäit. Dat heescht, et ass näischt méi zesumme komm. Also mussen mer eis do eens ginn, fir dat ze maachen.

Da wëll ech awer och nach op ee Punkt agoen. Et ass virdu vun de Baugeneemegungen oder Baulücke geschwat ginn; ech kommen och nach méi spéit dorop zréck. Ech hunn awer e bëssen am Statec nogekuckt. Et ass net onbedéngt déi Längt, bis de PAG fäerdeg ass, déi beim Wunnensbau zur Verzögerung gefouert huet. Mir stellen haut, wou fäerdeg Autorisatiounen vun de Gemengen ausgestallt ginn, 10% bis 20% méi där Autorisatiounen aus, wéi effektiv gebaut gëtt.

De Gap, deen iwwreg bleift, dat ass déi stännege Zounam vu Baulücken, déi eben net direkt bebaut ginn. Et ass keng Obligatioun do, fir direkt ze bauen. Dat heescht, wann e Lotissement gemaach gëtt, ginn dräi Véierels vun de Baugeneemegungen ausgefouert an e gudde Véierel bleift iwwreg. An dee Véierel huet dozou gefouert, dass mer zu enger iwwerdriwwener Baulücke-problematik komm sinn - et ass virdu scho gesot ginn - vun 2.700 Hektar an e bësse méi, respektiv déi, déi direkt kënnen erschloss ginn.

Et ass virdu vun der Mobilisatioun geschwat ginn. An de fënnfte Punkt vu menger Ausféierung, dat ass eben déi Banneverdichtung. Eng Banneverdichtung, déi mer onbedéngt mussen ausféieren, ier mer an d'Ausweidung vu weidere Perimetre kommen, et sief, mir regelen eis. Mir sinn eis jo eens, dass an de Plan-sectorellen eng ganz Rei vun Terrainen identifizéiert sinn. Ech mengen, et sinn och déi, déi da prioritär sollten erschloss ginn.

Et ass u sech eng Baulandmobiliséierung, déi mer onbedéngt innerhalb vum Perimeter mussen maachen. An do si mer eis, mengen ech, awer haut net esou ganz eens. Et sinn erëm déi üblech Gemengen, déi et maachen. Et sinn der véier, fënnf, déi et duerch eng Tax probéieren, sief et op Bauland oder de B6; et ass virdu gesot ginn. Dat ass eben e bëssen technesch an eiser Grondsteier, fir dann den Taux an d'Luucht ze setzen, fir dass do méi eng héich Steier drop fält.

Mir mussen awer alleguer soen: Déi ass marginal. Dat heescht, och do sinn déi gréng ganz kloer derfir, dass mer déi Diskussioun iwwert d'Grondsteier säit 20 Joer endlech awer dann elo eng Kéier seriö mussen duerchféieren.

Ech mengen, an Däitschland wäerte Koalitionsverhandlungen stattfannen. De Minister huet et selwer gesot: Et ass ganz vill iwwert de Wunnensbau geschwat ginn. Och do ass de Constat deesewechten. De Stat an d'Gemengen hate sech an den 80er an 90er Joren aus der Verantwortung gemaach a si kommen haut erëm zréck, dass se vill méi aktiv mussen do erakommen. A si diskutéieren eben iwwert déi Grondsteier. Also, mir sinn Demandeur, fir dat schnellstméiglech an de Grëff ze huelen.

Da kréie mer awer vläch och Moyenen! Et ass virdu vun eise sozialistesche Kollege vun enger Steier geschwat ginn. Ech mengen, mir brauche Moyenen. Wa mer am Wunnensbau eng Offer mussen maachen, da mussen mer de Gemengen och den néidege Spillraum ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Wann ech mech perséinlech kucken: Ech wunne matzen an der Stad Réimech. Ech bezuelen - wéi vill ass et? -, ech mengen, 53 Euro Grondsteier.

► **(Interruption)**

Ech mengen, ech hätt kee Problem, fir op deem Punkt matzemaachen.

Da wëll ech nach zum Schluss op eng weider Problematik agoen. Dat sinn näamlech déi eidel stoend Haiser. Déi eidel stoend Haiser sinn och eng ganz grouss Problematik! Ech hu se zu Réimech erlieft. Ech hunn, zesumme mat de Kollegen am Gemengerot, fënnf Haiser kaaft, mä mir kënnen awer net d'ganz Gemeng kafen! Dat geet net op! Mir hu souguer och dat aalt Notaireshaus kaaft, fir keng Situatioun ze kréie wéi zu lechternach mat der Marquise. Dat sinn awer Moyenen, déi mussen opbruecht ginn. An dofir ass et wichteg, dass mer eis awer och Gedanke maachen, en Instrument kréieren, wéi mer déi mëttelgrouss, dat sinn déi CDAen, Centres de développement et d'attraction, wéi mer déi kenne stäerken.

An een Instrument huet mer gutt gefall, dat ass dat vun dem Fonds de rénovation de la Vieille Ville de Luxembourg. Déi hunn elo opgehale. Déi soen, déi hunn hiert Zil errecht. Ech géif mer virstellen, dass mer esou e Fong kréieren, e Fong an d'Liewe ruffen, fir grad de Gemengen ze hëlfe, fir eng Beliewung innerhalb vun hiren Uertschaften, innerhalb vun hiren eidel stoende Wunnengen kënnen ze kréien, fir dass mer och an deem Beräich weiderginn.

De Projet vum AIS ass och genannt ginn. Ech mengen, an deem Katalog, dee mer do zur Verfügung fir d'Gemenge stellen, als Pflicht, muss den AIS och do derbäi sinn. Mä dat ass nëmmen e klengen Bestanddeel vu Moyenen, déi mer maachen. Ech mengen, flächendeckend kennt en esou lues eran. Kleng Gemengen doe sech zesumme mam Office social, fir do kënnen ervirzegoen. Dofir, mengen ech, ass dat och wichteg.

Da wëll ech zum Schluss awer och nach eppes ganz Wichtige aus grénger Siicht bäifügen. Et ass dervu geschwat ginn: Wéi kennt d'öffentlech Hand u Bauland? Ech denken, dass mer beim Gesetz iwwert d'Baulandvertrag nach vläch mussen e bëssen driwwer diskutéieren. Ech si ganz kloer iwwert d'Ausrichtung: Wa mer eng Perimetererweiderung maachen, soll e Kritär do erakommen - dofir ass jo och de Remembrement ministériel do -, wann e Blocage do ass, dass awer véier, fënnf, sechs Propriétaires oder iwwert d'Halschent vun de Propriétaires kenne fortfuere, dass dat kann ëmgesat ginn.

Wat mir awer feelt an deem Gesetz, dat ass, dass mer keng Baupflicht drageschriwwen hunn. Mir hunn drageschriwwen, dass mer „lotisséieren“. Wa mir „lotisséieren“, dann heescht dat net, dass muer gebaut gëtt! A wa mer net d'Baupflicht an dat Gesetz mat erafügen, da sinn dat d'Baulücke vu muer! An dofir, mengen ech, solle mer do nach eng Kéier driwwer diskutéieren, wat et heescht, fir d'Éischt: „Du ‚lotisséiers‘ an da kriss de e Gap vun Zäit, an dat muss een diskutéieren, da méchs de och eng Baupflicht.“ Dat ass déi éischt Propos, déi mer hätten.

Eng zweet Propos ass gradesou wichteg, ech mengen, nach méi wichteg. Et ass gesot ginn: Wou komme mer u Bauland? Mir brauchen net wäit ze lafen! Wa mer op déi aner Säit ginn, op Pirel, wann déi eng Baulanderschléissung maachen, da kennt sämtlechen Terrain an d'öffentlech Hand! Hei gi mer bal alles an d'privat Hand! Mir wäeren derfir, ze diskutéieren, dass en Undeel an deem Terrain, deen nei an de Perimeter kennt, zu engem Prix juste a prealabel, esou wéi dat och bei der Expropriatioun an der Verfassung steet, zu der öffentlecher Hand kennt.

Mir brauchen dee Wunnraum, fir ebe genau déi Emphytéose ze maachen, fir deen erschwéngleche Wunnraum kënnen ze maachen. Dat heescht, wann eng Baulanderweiderung ass, muss en Deel, wat a discuter ass, och un d'öffentlech Hand goen. Well deen Terrain, deen haut - ech soen elo - 300 oder bis 500 Euro den Ar ass, ass der muer 50.000, 60.000, 70.000 Euro den Ar wäert. Ech mengen, de Privatpropriétaire vun deem Terrain huet do seng Plus-value méi wéi genuch. An d'öffentlech Hand, wat eng Solidaritéit ass fir d'Allgemeng-

heet, kënt och zu deem néidege Bauland, fir déi Emphytéose kënnen ze maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Dat sinn déi Punkten, déi ech wollt hei erläuteren. Ech géif dann och zum Schluss vu menger Ausféierung kommen. Fir mech ass et kloer, fir eis ass et kloer, dass d'Offer muss gestärkt ginn. An déi Offer muss ganz kloer iwwert déi éffentlech Bauräger goen, sief et déi zwou staatlech an déi kommunal an all Gemeng. Et ass net esou, wéi kierzlech de Wirtschaftsminister gemengt hat an engem Interview ze soen, déi Privat géifen dat all maachen.

(Interruption)

Well wa mer esou weiderfuere, ass dat, mengen ech, eng Fortschreitung vun enger Feelentwécklung vun de leschte Jorzéngten. Stat a Gemenge mussen net manner, mä méi Initiativen ënnerhuelen, fir méi sozialen an erschwéngleche Wunnraum bereetzestellen.

Esou wäit zu mengen Ausféierungen.

Ech wëll dann och ganz kuerz op déi Motioune agoen. An déi Motioune hu mer sécherlech wierklech alles probéiert eranzekréien. Et ass wierklech, wéi virduen och vu mengem Kollege vun der sozialistischer Partei gesot, e Kompromiss, dee mer gesicht hunn. Mir hunn ënnerschiddlech Vuen, mä ech mengen awer, dass de Constat kloer ginn ass. Mir sinn eis eens, dass mer méi aktiv musse ginn. A mir plädéiere ganz kloer fir d'effentlech Hand.

An dofir soen ech lech nach eng Kéier Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner hunn ech den Här Roy Reding ageschriwwen. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Madamm Presidentin. Hu mer een Débat de consultation oder een Débat électoral? Eng Regierung freet esou en Débat de consultation, wa se wëllt diskutéieren, sech berode loosse, wat se dann an iergendenger Matière soll maachen, wat soll ënnerholl ginn.

Mä elo, en fin de règne, esou een Debat unzefroen, ass an eisen Aen natierlech eng Aewescherei, well dës Regierung ka bei allen zum Deel extrem luewenswäerte Pisten, déi hei genannt goufen oder hei genannt ginn, an deene puer Méint, déi hir nach bleiwen, dovunner härelech wéineg ëmsetzen.

An eisen Aen ass dat heiten also een Débat électoral, wou all Partei sech soll positionéieren par rapport zu de Wieler. An och mir als ADR refuséieren eis deem Exercice selbstverständlech net. Mir wäerten an eisem Wahlprogramm vill méi detailléiert Stellung bezéien. Hei hunn ech nëmme 15 Minuten, an duerfir probéieren ech, a grouse Linne ganz klipp a kloer Positionen ze bezéien, fir datt d'Wieler, déi e Recht hunn, ze wëssen, woufir mir stinn an dëser Thematik, gutt informéiert an d'Wahlkabinn ginn.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Roy Reding** (ADR).- D'ADR steet ganz fest zu Eigentumsrechter, zum Schafe vu méi a bezuelbarem Wunnraum, zu vereinfachte Prozeduren an och zu enger Adequation vum Wuesstumsmodell.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wéi ech haut d'„Tageblatt“ gelies hunn, ech hat och dem Här Montebusco en Interview ginn, war ech ganz erschreckt, wéi ech d'Propositione vun der LSAP gelies hunn.

(Interruptions)

Majo, hei soll elo e Propriétaire der Gemeng musse verkafen, an zwar net zu deem Präis, deen iergendeen anere Client him ubitt, mä zu iergendengem Präis, dee geschat gëtt. Firwat datt déi Schätzung soll ënnert dem Maartpräis sinn, erschléisst sech mir net. A wann een éieren d'Frechheet huet, der Gemeng net wëllen ze verkafen, da gëtt säin Terrain mat engem Verkafsverbuuet beluecht.

Dat ass an eisen Aen näischt aneres wéi eng kal Expropriation iwwer Ëmweeër, eppes woumadder mir als ADR nimools wäerten averstane sinn.

A wa mir soen „Eigentumsrechter“, da menge mir net nëmme de Schutz virun dësen Enteeignungen oder virun engem Mëssbrauch vu Virkafsrechter, wéi en och haut scho stofféiert - an, Här Minister, ech hunn haut deenen zwee Ministeren zwou Questions parlementaires zu dëser Thematik virgeluecht -, mä mir

schwätzen och vum Recht op Eigentumsbildung. No der Gesondheet gehéiert den Erwerb vum Eegentum zu deene wichtegste Saachen am Mënsch sengem Liewen an en dréit och nach zur Altersversuergung bäi, wéi keen anere System.

Wéi vill eeler Leit ziere vum Verkafspräis vun hirem Eegenheem, fir am Alter besser iwwert d'Ronnen ze kommen? Wéi vill jonk Leit kënnen sech haut en Eegenheem leeschten, well hir Elteren an hir Grousselteren hinne kënnen ënnert d'Äerm gräifen? Dat Recht op Eigentumsbildung hëlleft och Leit aus einfache Verhältnisse, fir sech am Liewen eppes kënnen opzebauen. A gleeft mer, ech weess, wouvun ech schwätzen!

D'Plus-value immobilière, dat, wat eng Immobilie u Wäert zouhëlt, ass wesentlech fir Eigentumsbildung, fir sozialen Opstig a fir Altersversuergung, alles licite an novollzéibar Virstellungen an Dreem vun all Mënsch. Mä genau dat Zil, deen Dram kréien d'Leit futtigemaach, wa se no deem aktuelle System op Bail emphytéotique kafen a gläichzäiteg e Virkafsrecht agebraucht gëtt fir d'Gemeng oder de Fong oder wat fir een Akteur och ëmmer.

Datt se de Baugrund net kënnen kafen, mä nëmme kënnen lounen, dat wier jo nach ze verquessen. Wann dat Erbbaurecht, wann dee Bail emphytéotique laang dauert - kommt, mir soen emol 99 Joer! - a wann et kee Virkafsrecht gëtt, nëmme da kann e Mënsch hoffen, säin Haus oder seng Wunneng mat enger Plus-value ze verkafen, déi him hëlleft säin neit Haus, säi méi grousst Haus, seng aner Wunneng ze bezuelen, oder wat eben am Alter d'Méiglechkeet gëtt, besser ze liewen oder senge Kanner a Kandskanner ënnert d'Äerm ze gräifen. Mä vu datt et e Virkafsrecht gëtt zu dem virdu festgeluechte Präis kann en déi Plus-value net erzielen.

Nach vill besser wéi e Bail emphytéotique ouni Virkafsrecht - dat ass deen eenzeg, dee mer befürworten - wier natierlech dat, wat d'ADR säit Joer an Dag fuerdert, nämmlech de Portage foncier, dee genau ëmgedréit fonctionnéiert, wou de Keefer, nodeem säin Haus bezuelt ass, och d'Option huet, Propriétaire vu sengem Terrain ze ginn zu engem virdu fixéierte Präis.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Roy Reding** (ADR).- Firwat soll ech nach kafe mat engem System vu Bail emphy-

téotique mat Virkafsrecht? Et mécht kee Sënn. Ech kréie just meng Suen zrëck, beschtefalls Bauindex, dat heescht inflatiounsberengegt, mä méi awer och net!

Dobäi hätt awer och de Stat all Interêt un Eegentumsbildung! Rentner, déi am Eegentum wunnen, komme besser iwwert d'Ronnen. D'Leit fale vill manner séier an Aarmut. Leit, déi Eegentum hunn, si manner ofhängeg, an dat generatiounsiwwergräifend, wéi scho gesot.

Wann ech Propriétaire sinn, sinn ech mäin eegene Locataire. Amplaz Loyer bezuelen ech mäi Kredit zrëck a gi schlussendlech all Mount e bësse méi räich, anstatt e bësselche méi aarm.

Natierlech ass et illusoresch ze mengen, all Mënsch kéint Eegentümer ginn. Mä och déi Leit, deenen dat verwiert bleift - leider verwiert bleift! -, musse kënnen op bezuelbare Wunnraum zrëckgräifen. An do hëlleft nëmme - an do sinn ech op enger Linn mat deene Lénken, wat rar virkënt - de Bau vu soziale Mietwunnenge mat bezuelbarem Loyer, sief et duerch d'effentlech Hand, mä awer och duerch privat Investisseuren!

Hei huet d'Chambre immobilière virgerechent, datt d'privat Träger zu deeneselwechte vergeschtegte Loyere kënnen verloune wéi staatlech Institutiounen oder Akteuren, just natierlech méi séier a wahrscheinlech och besser. A se huet souguer e Modell ausgeschafft, wou d'Locataires à terme Propriétaire ginn, genee dat, wat mir als ADR natierlech besonnesch begrëissen, wéi ech dat virduen erläutere hunn.

Wa mer vu bezuelbarem Wunnraum schwätzen, da musse mer natierlech och vun der Héicht vum Loyer schwätzen. An hei war et awer - et deet mer leed, dat musse fir déi x-te Kéier ze widerhuelen - keen anere wéi dës Regierung, déi als alleréischte Amtshandlung via d'TVA Mietwunnenge vun 3% op 17%, dat heescht 14% méi deier gemaach huet. An ech verstij jo, datt vläicht Grénger oder Rouder dat doten net kënnen oder net wëlle verstoen, mä eng Demokratesch Partei, déi awer ekonomesch denke kann, weess jo awer, datt esou eng Erhéijung en direkten Afloss op Mietpräisser huet.

A wann dann de Kollege Max Hahn vu fiskalen Incentivë schwätzt: Jo, déi sinn do, do gouf et

Mesuren. Déi si ganz, ganz gutt, mä do gëtt éi eng Hand, wat déi aner geholl huet, a soss guer näischt.

Wa mer statistesch vun 2005 bis 2013 eng relativ Stabilitéit vun de Mietpräisser gesinn, da klammen d'Loyeren ab 2013, dat heescht mat dëser Regierung, ëm ronn 5% pro Joer. Dat ass natierlech engersäits an Adequation zum Ustig vun de Präisser, mä anerersäits awer och eng direkt Folleg vun deem 14%ege Präisustig vu Mietwunnengen duerch d'TVA-Erhéijung.

Eise Virschlag als ADR ass am Contraire eng drastesch Reduktioun vun där TVA, an zwar op all Wunnengen, ob de Propriétaire selwer dra wunnt oder ob e verlount, beim Bau wéi bei der Renovatioun, an dat ouni Plaffong, ouni Limitatioun an ouni Pabeierkrich.

Eis belsch Noperen hunn esou e System. Bei hinne sinn et 6%, déi d'office erhuewe ginn, wann een deklaréiert, datt et sech ëm Wunnraum handelt. Dee System fonctionnéiert ganz gutt an dee sollte mer och bei eis aféieren zu deem klengstméigleche Saz.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Roy Reding** (ADR).- D'Prozedurvereinfachung. Ech hunn hei keng Zuele widderholl, well mir hunn ad nauseam Zuelen héieren. Mä wann 30.000 Wunnenge feelen an der 30.000 an der Pipeline sinn, wéi gesot gëtt, an der Prozedur sinn, da wësse mer, wéi een dee momentane Bedarf beschleunegt erfëlle kéint.

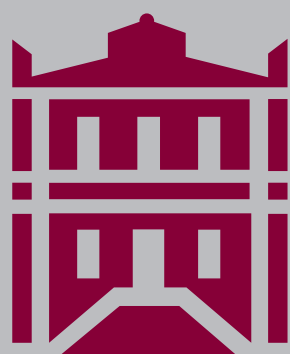
Ech muss allerdéngs warnen: Et gëtt vill Dossiere vu PAPen, déi zwar an der Prozedur sinn, déi awer keng Chance hunn, jeemools Realitéit ze ginn, well déi zoustänneg Gemenge mauren, well oft en Abus de pouvoir an en Détournement de pouvoir stattfannen. Heiansdo huet een d'Impressioun, datt alles gesicht gëtt, fir datt net ka gebaut ginn.

Deen Eenzegen, deen awer do bestrooft gëtt, ass net de Propriétaire oder de Promoteur. Deem säin Terrain hëlt jo, wéi mer gesinn hunn, u Wäert zou. Mä wie bestrooft gëtt, dat ass de Mënsch, dat ass déi jonk oder déi manner jonk Koppel, déi hiren Dram vum Eegenheem hätt kënnen realiséieren.

Ech hunn hei schon eng Kéier ee Beispill genannt an ech nennen et nees, well et fir mech



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram





déi ganz Absurditéit vun eisem aktuelle System symboliséiert.

Firwat muss een eng PAP-Prozedur maachen, wann ee matzen an engem Duerf eng besteeënd Scheier op enger Haaptstrooss wëllt ofrappen an duerch dräi Jumeléeën ersetzen, deenen hir Fassad, deenen hir Architektur, en plus, obwuel déi Scheier net klasséiert ass, vu Sites et monuments guttgeheescht gouf? Wat soll dat?

Éier ech zu mengem leschte Punkt, der Adequatioun zum Wuesstumsmodell, kommen, nach ee Wuert zum Kolleg Max Hahn sengen Ausféierung souwuel op RTL, mä ech mengen, en huet se och hei genausou widderholl. Mir si ganz d'accord mam Constat, dass net ëmmer dat gebaut gëtt, wat gefrot gëtt.

Recht huet den honorabelen DP-Deputéierten, wann e seet, d'Gemengereglementer géifen oft virschreien, dass et misst 10 Wunnengen à 120 m² bauen, wann een der och kéint 20 à 60 m² bauen. An hei muss eppes geschéien, net fir dem Promoteur eng Gewinnmaximéierung ze ginn - déi kritt en och, mä dat ass net d'Zil -, mä d'Zil ass an deen eigentleche Gewënner ass alt nees eng Kéier de Bierger, deen zu Eigentum kéint.

Eppes, wat mer Angscht mécht, ass déi stänneg Widderhuelung vun der Notioun, an och dat huet de Max Hahn haut de Moie gesot: „Leit pro Unitéit“. Et géifen haut 2,3 amplatz 2,8 Leit an enger Unitéit liewen. An enger aner Debatt hate mer schon d'Notioun vun „Wunraum“, vun „Meter carré pro Persoun“.

Dat mécht mir Angscht, well ech net an engem System iergendwann eng Kéier wëll liewen, wou eng staatlech Stell mir seet, main Haus oder main Appartement wier ze grouss. A beschtefalls ginn ech steierlech bestrooft, a schlëmmstefalls, wa Grénger oder Rouder d'Soe kréien, enteegent.

Ofschlëssend wëllt ech eng fundamental Be- deitung vum Wuesstumsmodell an d'Feld féieren. Natierlech ass déi Situatioun, an och hei am Land gerode sinn, näamlech dass ëmmer méi Lëtzebuerger zu Frontaliere ginn am eegene Land an och dass ëmmer manner Frontalieren et sech kënne leeschten, do ze wunnen, wou se schaffen, aus deem Wuess- tumswahn vu successive Regierungen entstanen. Dee strammen an ongebremste Wuess- tum hëlleft eis zwar, d'Rentefro no hannen ze verréckelen an e gudden Budget ze hunn, mat deem mer kënne gracieusement Sue verdeelen, mä soss awer och guer näischt!

Wa mer iergendwann 2060 oder iergendwann eng Kéier annerhalef Millioun Aktiver mussen hunn, fir da 500.000 oder 600.000 Rentner kënnen ze bezuelen, spéitstens da kréien eis Kanner a Kandskanner déi gesalze Rechnung fir dës falsch Politik presentéiert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Mir als ADR soe ganz kloer Neen zu deem Wuessstumsmodell! Och mat engem Emdenken doranner kann de Logementsproblem geléist ginn. Manner Nofro bei aktuell awer héijer Offer féiert zwangsleefeg zu enger Präisstabiliséierung, zu manner Land- verbrauch a mécht Usätz vu Landenteegung an anere kommunisteschen Tendenze genau- sou onnéideg wéi iwwerflësseg.

Eng ganz gutt Iddi ass fir eis, de Propriétaires, déi an engem PAP leien, déi net verkafe wëllen, via de Remembrement Bauplazen zouzeweisen, déi si dann net musse verkafen, mä fir sech oder hir Kanner oder Kandskanner kënne behalen.

Net averstane si mir ganz kloer - hei ass oft geschwat gi vun engem Konsens an där Fro, dass ass net wouer -, ganz kloer si mir géint all Taxen an Taxenerhéijung, géint all nei Taxen a géint Taxenerhéijungen. Mir sinn och net mat der Erhéijung vun der Grondsteier averstane, well mer insgesamt fannen, dass d'Leit hei am Land scho vill ze vill Steieren an Taxe bezuelen, an nei Taxen oder Taxenerhéijungen nëmmen dann a Fro kommen, wann de Stat seriö Efforte mécht, fir emol ze spueren.

Hei dierf net aus enger Nout - der Logements- situatioun - Kapital geschloe gi fir méi eng héich Steierbelaaschtung!

Et deet mer leed, den Här Kox ass elo am Mo- ment net do, mä wann hie fënn, dass déi 60 Euro net vill Geld sinn: Jo, fir hien ass et net vill Geld, mä et gëtt Leit, déi musse mat 100 Euro am Mount um Enn vum Mount nach auskom- men. A fir déi si 60 Euro verdammt vill Geld! Net all Mënsch hei am Land gehéiert zu den „Koxen“ vun där Welt!

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Wuert huet elo den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ier ech ufänken, wëllt ech awer trotzdem nach all deenen och Merci soen, déi an där Logementskommissioun matgemaach hunn. Et ass e bësse spéit, muss ee soen, ge- schitt, mä et war spannend. Dat muss een awer och soen. An et ass och ganz gutt a fair geleet gi vum President vun der Logementskommissi- on. Dat wëllt ech awer och nach eng Kéier lassginn.

Här President, a wa mer scho bei der Loge- mentskommissioun sinn: Um Rand vun enger Kommissiounssetzung am Kader justement vun där Debatt hat Dir mer virgeschloen, d'Inter- pellatiounsdebatt ze liesen, déi Dir jo selwer am Joer 2010 ugefrot hat. An ech hunn déi och nogelies. Dat war och en interessanten Tipp, well ech selwer déi Debatt deemools net mat- kritt hunn als Student. Ech hat aner Suergen a respektiv souguer och manner Suerge wéi haut. Mä à propos Suergen: Viru 17 Joer hate mer schon, wat de Logement ugeet, quasi déiselwecht. An dat ass eng laang Zäit, well déi, déi deemools op d'Welt komm sinn, déi sinn elo geschwé grousjäreg a wäerten och deemnächst mat deem Problem konfrontéiert ginn.

Mir waren dann ebe mat deeneselwechte Pro- blemer konfrontéiert, mä haut hu se sech ver- schäerft. Ech zitieren aus Är Ried: „Am Sü- den huet ee viru zéng Joer“ - also 1991 dann - „den Ar nach fir ronn 400.000 Frang fonnt,“ - also fir 10.000 Euro - „haut ginn an eenzelne Gemengen iwwer eng Millioun Frang“ - also 25.000 Euro - „den Ar bezuelt.“

Hautzudaags, mengen ech, huet sech dat Ganz verduebelt, 17 Joer drop. Mä et sinn aner Zuelen, déi alarmierend sinn. Iwwert d'Period tëscht 1985 an 2016 feelen, laut den Zuele vum Observatoire de l'habitat, ronn 32.000 Wunnengen. Laut engem Avis vum Conseil économique et social aus dem Joer 2013 missten 129.000 nei Wunnengen ent- stoen am Zäitraum tëscht 2010 an 2030, dass heescht ongeféier 6.500 pro Joer, woubäi den Observatoire de l'habitat dës Zuel elo och, deemno wéi, op 7.500 bis 8.000 eropve- uelert, am Fall vun engem Bevolkerungswues- tum vun 2% pro Joer.

Wat de Verkafspräis vun de Wunnengen ugeet, esou ass deen tëscht 2008 an 2017 ëm 47% geklommen. Weider Zuelen, déi fir sech schwätzen: Déi ugekënnegt Loyeren tëscht 2005 an 2017 si fir d'Haiser ëm 33% geklom- men a fir d'Appartementer ëm 46%.

Déi verschidde Mesuren, déi geholl gi sinn, do muss ee sech d'Fro stellen, ob déi an der Tëschenzäit och all gegräff hunn. An ech mengen, do muss een einfach Nee soen! Déi eenzeg Politik am Logement, déi funktionéiert, ass déi, wou souguer Leit mat klengstem Loun sech eng confortabel an dezente Wunneng kënne leeschten, ouni finanziell an d'Labrängen ze kommen.

An ech mengen och net, dass een d'Fro vum Logement op eng karitativ Aart a Weis ka léisen. Am Prinzip dierf dat Karikatür guer net an d'Spill kommen, well jiddwereen - jiddwereen, och déi Äermst! - misst e Logement hunn, ouni iwwer karitativ Mesuren ze fueren.

Datselwecht gëllt jo och fir d'Education. Et wier jo och komesch, wann ee géif soen, et huet een engersäits eng normal Education, an anerersäits e Plang fir déi méi Aarm, eng karita- tiv Education. Mir si weiderhin der Meenung, dass de Logement eng Fro ass vu Service pu- blic, dee jiddweree muss absolutt garantéiert kréien.

Här President, ech mengen, d'Ursaache si be- kannt vum Problem. Déi jorzéngtelaang Lais- ser-faire-Politik vum Maart, deen anscheinend alles soll regelen, huet gewisen, dass se ge- scheitert ass an Zéngdausende vu Leit hei am Land viru ganz seriö finanziell Problemer stellt. Et ginn d'ailleurs awer och ëmmer manner Leit an och ëmmer manner politesch Parteien, bis vläicht op d'DP, déi nach un de Maart gleewen an déi Problemer vum 21. Jorhonnert wëlle mat de Feeler vum 20. Jorhonnert léisen.

Grouss Gewënner vun dësem Spill waren a si weiderhi grouss Promoteuren, d'Immobilie- bourgeoisie, och Härebaueren. An dobäi dierf een och net en aneren Akteur vergiessen, näamlech dee vun de Fongen, vun den Investi- tionsgesellschaften, déi net nëmmen a Büren investéieren, mä och a Wunnengen, zemoos zanter der Finanzkris vum 2008, wou se och e bëssen ewech vun Aktien oder vun Obliga- tione komm sinn, fir sech och nach méi inten- siv an Immobilien ze investéieren.

Grouss Verléierer ware bis elo d'Geréngverdén- ger an déi aus den enneschte Mëttelschichten, déi sech keng kleng lerschaft oder Hëllef an dem Elterehaus erwaarde konnten. Ech sot „bis elo“, well de Phenomeen ëmmer méi ëm sech gräift a sech net nëmmen op déi Katego- rië vu Leit beschränkt

Well d'Mär, dass privat Promoteure méi ënners- tützt solle ginn, sinn Iddien, vun deenen ëm- mer méi Leit agesinn, dass se der Vergaangen- heet ugehéieren. Dat huet natierlech derzou gefouert, a féiert nach ëmmer derzou, dass wéineg effentlech gebaut gëtt, an anerersäits dass den Undeel u soziale Wunnenge lamenta- bel déif ass, dass heescht bei 2% läit.

Leider gëtt awer och, an dat ass en anere Volet, net genuch iwwert d'Locataire geschwat. D'Po- litik, déi bis elo bedriwwen gouf, fir der Wunnengsnout entgéintzekommen, huet ent- weder a klengen oder a falsche Mesurë bestan- nen oder Mesuren, déi schwéier ëmsetzbar sinn, zum Beispill wat d'Subventionéierung vun de Wunnengen ugeet fir d'Gemengen, wou de Stat bis 75% kann iwwerhuelen.

Ech hat do eng Question parlementaire gestallt un de Logementsminister, fir ze wëssen, wéi vill esou Wunnenge realiséiert goufen zanter 2011. An am Zäitraum 2011 bis 2016, esou krut ech och d'Antwort vum Minister, sinn am Ganze 422 Wunnengen achevéiert ginn. Et sinn na- tierlech vill Wunnengen, déi et gemaach hunn, mä an engem klengen Moos. Dofir ginn et ver- schidden Erklärungen, vläicht och Excusen, well gewësse Gemenge mengen, et wier trotz de Subventiounen ze deier. Op Nofro krut ech gesot, dass vläicht gewëssen, wahrscheinlech méi kleng Gemengen och e Problem hätten, fir de Suivi ze finanzéieren. An dat kann och duerch de Fall sinn an dat misst deement- spriechend gesetzlech geregelt ginn.

Mä et gi jo och Gemengen, déi déi Finanz- laascht wahrscheinlech och droe kéinten. An do muss ee sech d'Fro stellen, firwat trotzdem näischt geschitt. Ech mengen, do muss een och éierlech sinn: Et si wahrscheinlech och Ge- mengen, déi et net onbedéngt als ubruecht fannen oder ugesinn, fir sougenannte Sozial- wunnengen ze bauen an eng gewësse Clientèle unzezéien.

An do läit wahrscheinlech den Haaptproblem, an dorunner ännert wahrscheinlech och näischt, wann d'Subventioun op 100% eropge- schrauft gëtt, quitte dass mer dat natierlech och begreissen.

Eng aner Mesure, déi problematesch ass, dass ass eben d'Taxatioun vun den eidel stoende Wunnengen. D'Gesetz gesäit dat vir, mä d'Mo- dalitéite sinn net festgeluecht ginn. Wat ge- schitt? Et sinn nëmmen e Grapp voll Ge- mengen, déi dat maachen, versichen, zemoos wa se kleng an iwwersichtlech sinn, wéi zum Beispill zu Biekerech.

Da ginn et natierlech och Gemengen, wou de Wëlle besteet, mä wou se Angscht hu viru juris- tische Prozeduren. An da ginn et Gemengen, wou de politesche Wëlle souwisou net ganz grouss ass oder nëmmen deelweis do ass a wou och op déi éischtbesch Excuse zrëckge- graff gëtt, fir et net duerchezéien. Duerfir menge mir och, dass d'Gesetz de Gemengen ënnert d'Aerm misst gräife respektiv hinne- och kee Fräiraum méi misst losse fir esou Ex- cusen.

Et ginn nach aner Problemer, wéi zum Beispill och déi 10% Logements à coût modéré, wou ee sech och misst d'Fro stellen, wat dat wäert ass, ob een dat souwisou net muss eropsetzen, an iwwerhaupt, dass dee Coût modéré net on- bedéngt moderéiert ass, a bei deenen 10% Coût modéré, ob dat och Locatif ass, Vente ass an inwiefern och d'Qualitéit vun deene Wunnengen net ënnerschiddlech ass a méi schlecht ass.

Et ginn natierlech och gutt Projeten, gréisser Projeten, déi de Fonds du logement mécht - dat ass scho genannt ginn -, zu Diddeleng, zu Woltz. An déi sinn och ganz gutt a ganz spannend, déi muss ee begreissen, mä mir wëssen, dass dat och nëmmen Drëpsen op engem waarme Stee sinn.

Ech mengen, Här President, d'Zäiten, wou ee konnt zécken, wou ee konnt soen: „Mir disku- tieren elo, mir analyséieren, mir probéieren e bëssen hei, e bëssen do“, déi Zäite sinn esou lues eriwuer. Well dat waren näamlech och d'Antworten vum Här Boden deemools 2001 bei der Interpellatioun, dass wat haaptsächlech: „Komm, mir kucken, mir analyséieren!“ An esou weider.

Ech mengen, et muss ee scho fundamental a radikal Mesuren huelen, déi d'Problemer un der Wuerzel paken, well soss renne mer och iergendeng Kéier an eng Logementsmauer. Well de Problem war nach net esou akut, well et u sech nach eng Generatioun gëtt, déi d'Kanner vun dem Babyboom sinn, souzesoen, déi Generatioun, zu där ech och gehéieren, vu Leit, déi souguer aus éischerter modeste Verhält- nisser trotzdem sech konnten en Objet erhof- fen, eng kleng lerschaft erhoffen an esou wei- der, wat d'Situatioun natierlech verbessert. Mä fir déi nächst Generatiounen, mengen ech, gëtt dat eendeitig méi komplizéiert.

An natierlech huet dat och e makroekonome- schen Impakt, well deemno wéi, et dierf ee jo net vergiessen: Mir kënne mat enger Finanzkris erëm eng Kéier konfrontéiert sinn. Ech mengen, dass gëtt net oft gesot. An an deem Kontext plus mat der Situatioun, déi mer elo hu vum Logement, a mat deem makroekonome- schen Impakt, deen et kéint hunn op de Konsum an op d'Kafkraaft vun de Leit, da kéinte mer mat engem Duebel-GAU konfron- téiert sinn: engem Recettenabroch engersäits an anerersäits der Verschëldung vun de Leit. An do muss een och nach kucken, wat den Taux fixe, wat den Taux variable ass. An zemoos beim Taux variable kann et och nach e bësse méi komplizéiert ginn.

Här President, wat muss ee maachen? Mir be- haupten net, dass de Problem innerhalb vun e puer Méint ka geléist ginn. Mir hunn och Ver- ständnis, wann eng nei Regierung kéint an och vläicht da seet: „Hei, mir huelen eis ee Joer, fir wierklech eng ambitéiert Strategie auszeschaf- fen, well esou einfach ass et net.“ Mä ech mengen, mir mussen eng Politik maachen, wou konsequent géint d'Spekulatioun an ei- dele Wunraum virgaange gëtt a wou souwuel Stat a Gemeng sech déi finanziell, materiell a gesetzlech Mëttele ginn a sech net hanner Ex- cusé verstoppen.

Zurzäit ginn et ongeféier wahrscheinlech tëschent 10.000 an 20.000 Wunnengen, déi ei- del sinn. Bon, et ass schon emol net normal, et kann een net richtig aschätzen, well mir wësse jo net, ob een dat richtig aschätze kann. Dass ass esou eng Estimatioun. A wéi mer wë- sen, kéint jo eng Tax op déi eidel stoend Wunnengen erhuewe ginn. Mä d'Gesetz seet grosso modo de Gemengen: „Dir kéint et maachen, mä kuckt, dass Der eens gitt!“

Mir mengen awer och, dass een e Schrëtt méi wäit muss goen. Zum Beispill kéint ee sech vir- stellen, dass eng Wunneng, déi zum Beispill iwwer e Joer net besat gouf a wou de Proprié- taire och kee valabele Grond natierlech virweise kann, firwat déi Wunneng eidel ass, dass do och fir d'Éischt emol muss mam Propriétaire gekuckt ginn, aus wat fir engem Grond esou eng Wunneng eidel steet. Vläch gëtt et jo och eng valabel Ursaach, dass ass net de Problem, an deemno wéi misst een dem Propriétaire souguer eng Hëllef ubidden, fir säi Bien ze ver- lounen. Dass ass och eng Tâche, déi och eng effentlech Immobilienagence kéint iwwerhuelen. Dorobber kommen ech nach herno zrëck.

Mä mir sinn och der Meenung, dass een dat misst taxéieren nom Escher Modell. 150 Euro pro Quadratmeter no 12 Méint, 300 duerno no 24 Méint, 600 no 36 Méint. An duerno kéint ee sech och iwwerleeën, ob een net eng tem- porär Enteegung géif maachen. An do géif och déi effentlech Immobilienagence agräifen, déi da géif soen: „Okay, den Objet wëllt Der net weider verlounen ouni gudden Grond. Mir sichen Iech e Locataire an duerno kritt Der deen Objet erëm zrëck mat engem Locataire dran.“ Also, et wär just temporär.

Mä et muss een och soen, wann een iwwert d'Spekulatioun a Spekulative schwätzt, dass dat haaptsächlech vu gréisseren Promoteuren oder Sociéite bedriwwen gëtt. Et geet eis drëms, dass bebaubar Terrainen net permanent weiderverkaaft ginn, fir eng ëmmer méi héich Plus-value erauszuschloen.

Am Ausland, wéi zum Beispill an der Schwäiz, do ginn et Mesuren, déi scho geholl goufen, fir dergéintzegoen. An do gëtt zum Beispill um Weiderverkaf vun engem Terrain, op deem ge- baut kéint ginn, mä deen aus Spekula- tiounsgrënn weiderverkaaft gëtt, eng Steier er- huenen, déi relativ wäit ka goen, 50%, 60%, 70%, 80%, deemno wéi, jee no Kanton, op der Plus-value.

Mir kéinten eis virstellen, dass een och zu Lëtze- buerg esou eng Steier kéint ophiewen, fir end- lech emol där Baulandspekulatioun, vun där nëmmen eng Minoritéit profitéiert, en Enn ze setzen.

An an deem Sënn, Här President, géif ech och hei eng Motioun deposéieren. Wann ech gelift! Voilà!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant la volonté de réduire le coût du fon- cier ainsi que la viabilisation de terrains à bâtir via des instruments spécifiques instaurés par la loi modifiée dite «Pacte logement» du 22 octobre 2008;*

- *considérant l'impact ainsi que l'usage limités apparents desdits instruments spécifiques en termes du nombre de hectares viabilisés depuis l'entrée en vigueur du «Pacte logement»;*

- considérant que le taux de croissance démographique est proche de 2,5% par an;

- considérant, selon une étude réalisée par l'Observatoire de l'habitat en 2013, qu'environ 2.700 hectares de terrains constructibles sont disponibles à travers le pays à court et à moyen terme, dont 91,8% sont détenus par des personnes physiques et morales;

- vu la non-application des mesures contraignantes, voire coercitives actuellement en vigueur en vue de la mobilisation de terrains viabilisés;

- vu le projet de loi n°7139 visant à accélérer la viabilisation de terrains constructibles détenus par des personnes privées via la conclusion obligatoire d'un contrat d'aménagement (Baulandvertrag) entre la commune et le propriétaire au moment d'un classement de terrains en zones réservées prioritairement à des projets d'habitation;

- considérant que ni un délai maximal ni une taxation obligatoire en cas de non-viabilisation ne sont prévus dans ce même projet de loi et que les terrains constructibles déjà viabilisés ne sont pas concernés;

- vu l'absence d'une taxation sur la plus-value lors d'un classement de terrains en zones réservées prioritairement à des projets d'habitation, lequel a un impact considérable sur la valeur des terrains;

- considérant les modèles de taxation sur la plus-value susmentionnés pratiqués en Suisse qui représentent une source financière non négligeable permettant aux communes de jouer un rôle plus actif dans la politique du logement au niveau communal;

invite le Gouvernement

- à modifier la loi modifiée dite «Pacte logement» du 22 octobre 2008 afin de rendre obligatoire les taxes communales de non-affectation à la construction de terrains viabilisés après un délai de trois ans passés;

- à étudier la possibilité, à l'instar des modèles suisses susmentionnés, d'introduire une taxation sur la plus-value réalisée lors d'un classement de terrains en zones réservées prioritairement à des projets d'habitation dans le cadre d'une modification du plan d'aménagement général (PAG) par une commune.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- En anere Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dat ass d'Schwierigkeet, déi de Stat oder d'Gemengen hunn, fir privat Bauland zum Wunnengsbau ze mobiliséieren. A mir kennen d'Hürden, enner anerem och déi fir eng Expropriation fir d'Utilité publique, déi et e bèsse méi schwéier maachen, mam Resultat, dat mer kennen. An ech mengen, dat beschéit Beispill, och wann een net Stater ass, jiddwereen aus dësem Raum muss hehinnerkommen, wéinstens d'Beispill Stäreplaz, wou zënter Jorzéngten elo eng Plaz vergammele gelooss gëtt, well do e puer Spekulate sech net wëlle ginn. Dat ass einfach net akzeptabel!

Dofir deposéiere mir erëm eng Kéier och eng Motioun, déi d'Regierung aluet, all déi gesetzlech, voire verfassungsrechtlech Mesuren ze huelen. Do muss d'Opposition matspillen. Mir spillen do gäre mat, fir eben derfir ze suergen, datt privat Bauland net blockéiert gëtt, enner anerem och aus spekulativer Grënn. Voilà, wann ech gelift!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que les besoins en logements nécessitent la disponibilité à court terme d'importantes surfaces à bâtir;

- considérant que, selon une étude réalisée par l'Observatoire de l'habitat, 91,2% des terrains à bâtir disponibles en 2013 étaient détenus par des personnes physiques et morales;

- considérant que les autorités publiques ne disposent pas des réserves foncières nécessaires pour augmenter sensiblement la construction de logements publics;

- considérant que de nombreux acteurs politiques et dans le domaine du logement se sont prononcés en faveur d'un débat sur l'outil de l'expropriation afin de mobiliser des terrains à bâtir;

- vu l'article 16 de la Constitution qui stipule qu'une expropriation pour utilité publique est légale moyennant juste indemnité;

- vu la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique qui stipule qu'une expropriation pour utilité publique peut être pour-

suivie à la demande de l'État, des communes ou d'établissements publics ou d'utilité publique ou de particuliers;

- vu l'article 31 de la loi du 22 octobre 2008 concernant le «Pacte logement» qui prévoit l'expropriation pour utilité publique à la demande des communes dans le cadre des sections sur les réserves foncières et sur l'obligation de construire;

- considérant que l'expropriation pour utilité publique dans les deux cas de figure cités ci-dessus n'est que très rarement appliquée par les autorités publiques;

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés un rapport détaillé sur l'application de l'article 31 de la loi modifiée du 22 octobre 2008 dite «Pacte logement» depuis son entrée en vigueur;

- à prendre les mesures nécessaires pour rendre plus efficace l'instrument de l'expropriation en vue d'accélérer la viabilisation de terrains à bâtir.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Här President, d'Leit hunn oft Angscht, wa se dat Wuert „Enteegnung“ héieren, an dat kann een och verstoen. Heibäi muss een awer och soen, datt et jo net drëms geet, dem Stat d'Mëttelen ze ginn, fir einfach esou egal wien ze enteegenen, wéi dat virdrun esou dergestalt gouf.

D'Enteegnung, an do hat den Här Hahn scho virgegräff, betrëfft tatsächlech grouss Spekulant an net kleng Proprietären, déi dans les règles de l'art hire Bien weiderverlouen. An dofir misst een ophale mat dëse Fake News, wou ëmmer d'Bomi mat an d'Spill kënn. Loosst déi Bomi a Rou!

(Hilarité)

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Dir hutt recht. Dir hutt recht!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Ech kenne bal keng Bomi, déi spekuléiert, déi Baulandspéculatioun bedreift.

Meng Bomi hat och e klenge Bien a si huet net domadder spekuléiert. Do si Leit dra wunne gaangen an duerno eis eege Famill selwer. Dat ass eng Fake News, déi u sech aus gewëssene Kreesser kënn, fir ebe klenge Leit Angscht ze maachen, fir d'Interesse vu grouse Proprietären esou kenne besser ze verteidegen. Dorëms geet et! An dat ass déi Fake News, déi och vun der DP ebe permanent esou propagéiert gëtt. Et ass keen hei, dee wëllt der Bomi hiren Terrain ewechhuelen! Mir wëlle wierklech déi grouss Proprietären attackéieren.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- D'effentlech Hand: Also, mir mussen natierlech och eng Politik bedreiwen...

Also, ech huelen, Här President, och meng Zäit a vun de Motiouneen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech ginn dervun aus, dass Der déi eenzel Motioun presentéiert?

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Jo. Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Da kommt Der herno net méi drop zrëck?

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Neen, neen. Ech kommen net méi drop zrëck. Merci.

D'effentlech Hand, dat ass natierlech de Stat, d'Gemengen an d'Établissement-publicke wéi de Fonds du logement zum Beispill. Mir mengen awer, datt mer e weideren Akteur brauchen, esou wéi och aner Leit hei dat virschloen. Mir schloen d'Grënnung vun enger nationaler Wunnengsbaugesellschaft vir, déi d'Finanzéierung, d'Planung an de Bau vu Wunnenge selwer an d'Hand hëlt.

An deem Sënn deposéieren ech déi drëtt Motioun; déi virlescht, keng Angscht.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant l'offre insuffisante de logements sur le marché privé pour répondre à la demande;

- considérant la forte différence entre les besoins en nouvelles unités de logement par an, chiffrés à 7.500-8.000 par l'Observatoire de l'habitat, et la construction effective de nouvelles unités de logement dont le nombre s'élève approximativement à 3.500 unités par an;

- considérant l'augmentation annuelle moyenne des prix du logement qui s'élève environ à 4,5%;

- considérant que les projets en cours et planifiés du Fonds du logement et de la SNHBM ne sont pas suffisants pour combler le retard historique accumulé dans la construction de logements;

- considérant que la construction de logements

par les autorités communales est largement insuffisante pour satisfaire à la demande de logements à prix abordables;

- considérant le besoin croissant en logements pour des personnes qui présentent des particularités d'accès au logement privé;

- considérant les difficultés que rencontrent les petites et moyennes communes dans le préfinancement, la mise en œuvre et la gestion de projets de construction de logements publics;

- considérant les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre d'une augmentation substantielle de la construction de logements publics tant au niveau national qu'au niveau communal;

invite le Gouvernement

- à créer un nouvel acteur public dans le domaine du logement chargé

• de la mise en œuvre et la coordination d'une politique ambitieuse de construction de logements publics;

• du rassemblement et de la gestion de moyens financiers publics nécessaires pour répondre aux besoins en logements;

• du soutien aux autorités communales lors de la mise en œuvre de leurs projets de construction de logements.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Am selwechten Esprit plädéiere mir och fir d'Schafung vun enger effentlecher Immobilienagence, wéi virdrun erwäant ginn ass. An déi géif dann och eng Partie Saachen iwwerhuelen.

Fir d'Éischt wier se derfir responsabel, de Bestand vun den eidel stoende Wunnenge festzelleen. Dat géif dann och d'Gemengen entlaaschten, well iergendwann hätte mer och all déi Donnéeën. Si géif dann natierlech och fir déi temporär Enteegnung, wéi ech virdrun gesot hunn, suergen. Si wär awer och derfir zoustänneg, déi nei Wunnengen ze verlouen, an dat natierlech och ouni iergendeng Käschte fir de Locataire. Si géif sech also no de Besoine vun de Locataire rüchten, an net no hirer Kafkraaft. A si kéint sech och no de Besoine vu gewëssene Gruppen orientéieren, wéi Studenten, jonk Berufsfänger oder sozial méi schwaachgestallte Leit oder Familljen.

Wat awer och wichteg ass a wierklech net ze ënnerschätzen, ass de Rôle, deen aner Bauträger, aner Forme vu Bauträger spille kënnen; zum Beispill dee vun de Baugenossenschaften, vun de Wunnengskooperativen, déi sech och ganz gutt kenne verbanne loosse mam Kampf géint d'Baulandspéculatioun. An dat ass d'Ënnerstützung vun deene Promoteuren, wéi zum Beispill eben déi Wunnkooperativen oder d'Baugemeinschaften.

Ech wëllt dat och duerch e Beispill illustréieren. Wa mer zum Beispill e Betrib huelen, dee mécht zou a wëllt delokaliséieren - dat geschitt jo heiansdo. Dee ganzen Terrain läit dann do brooch an natierlech kéint de Propriétaire, also de Betrib, en zu engem Grandprais verkafen un e Promoteur oder un iergendeen aneren, nodeems en natierlech als Bauland vun der Gemeng ëmklässiert gouf.

Elo géif een dat allerdinges aneschtters ugoen. Soulaang de Betrib den Terrain net un d'Gemeng verkafe wëllt, klasséiert d'Gemeng deen och net ëm. D'Gemeng keeft den Terrain, deen nach ëmmer eng Industriebrooch ass, klasséiert en dann als Bauland ëm - et muss een och nach iwwert d'Desintoxikatioun vum Terrain diskutéieren, dat ass nach en anere Volet - an d'Gemeng iwwergëtt en als Emphyteose zum Beispill un esou eng Wunnkooperativ. Net nëmmen deen Terrain kann och un aner Leit goen, mä e kann och un esou eng Sociéit goen. An dat gëtt eben och zu Tübingen zum Beispill praktizéiert - wéi vill Lei hei och wëssen - mat Erfolleg a quasi exklusiv.

Mir sinn der Meenung, datt d'Gemengen an de Stat deene Forme vu Bauträger wéinstens genauso vill Poids muss gi wéi de classesche Promoteuren. An zu Lëtzebuerg ginn et esou alternativ Baupromoteuren. Den Här Minister kennt se jo och gutt, wéi zum Beispill eben d'Wunnengskooperativ Adhoc.

Mir sinn der Meenung, datt een esou Initiative muss ënnerstëtzen an datt se och muss Klenger maachen. Ee Wee an dës Richtung wier et och, fir d'Steiergesetzgebung esou ze änneren, datt all Form vu Sociéit à but non lucratif dans la création de logements sociaux oder de logements à vocation non lucratives an de Benefiss vum Taux super-réduit vun 3% kéint kommen. An deem Sënn wollt ech dann eis lescht Motioun deposéieren.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- vu le programme de coalition du Gouvernement qui indique la volonté de dynamiser la création de logements abordables par les acteurs publics en impliquant l'initiative privée;

- considérant qu'il existe au Luxembourg un certain nombre d'acteurs (dont notamment des associations sans but lucratif ou des coopératives) qui construisent ou rénovent des logements en vue de les proposer en tant que logements sociaux et/ou à vocation non lucrative;

- considérant que les acteurs susmentionnés sont considérés comme personnes morales de droit privé par la loi et que par conséquent ils sont contraints à payer un taux de TVA de 17% sur les frais de construction au lieu du taux super-réduit de 3% réservé aux particuliers;

invite le Gouvernement

- à modifier la loi réglant les impôts directs pour faire bénéficier toute société ou association active dans la création de logements sociaux, respectivement de logements à vocation non lucrative, du taux super-réduit de 3% sur les frais de construction.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Mir wëllen awer och nach schlussendlech eng Politik, wou de Locataire hir Rechter gestärkt ginn. Als Locataire huet een et oft net einfach hei zu Lëtzebuerg. D'Locataire hunn zu Lëtzebuerg oft dee Kierzere gezunn an zéien dee weider. An dat huet och domadder ze dinn, datt se u sech nëmme 25% oder 20% vun de Wieler duerstellen.

Dobäi hunn d'Locataire scho Rechter. Meeschens kenne si se net onbedéngt all. Dofir hate mir och als Lénk scho virun e puer Joer ugefaangen, eng Informatiounscampagne mat eise Mëttelen ze maachen, eng Broschür ze maachen, en Internetsite ze maachen, wou mer iwwerhaupt d'Locataire iwwer hir aktuell Rechter opgekläert hunn. Am Prinzip misst d'effentlech Hand dat iwwerhuelen.

Mä och wann d'Locataire Rechter hunn, si mer der Meenung, datt déi Rechter méi wäit mussen goen. Mir hate schon, Här President, virun iwwer engem Joer, 15 Méint wahrscheinlech, déi Proposition de loi deposéiert, déi festleë soll, datt de Commanditaire, wat meeschens de Propriétaire ass, vun enger Annonce bei enger Agence dee soll sinn, deen och d'Kommissiounsfraise soll iwwerhuelen. Dat ass net esou vill fir e Propriétaire. Dat kann awer immens vill ausmaache fir e Locataire. An och, datt d'Garantie locative op ee Mount Loyer soll beschränkt ginn. Dat ass och net esou vill. A souwisou, wa vill Schmu an engem Appartement gedriwwen gëtt - souwisou gëtt et e Bail, deen dat regelt -, da kënn deen ee Mount Garantie locative net dofir op.

Et sinn och eng Partie Avise komm. D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre d'Agriculture souguer och. Déi eng sinn derfir, wéi d'Chambre des Salariés. Déi proposéiert souguer... déi mécht souguer nach interessant Virschléi, fir nach méi wäit ze goen, déi mer och gäre géifen iwwerhuelen.

De Statsrot huet och säin Avis ginn, certes, och mat enger Opposition formelle dran. Et ass ëmmer esou e bèsse wéi eng Medail. Mä d'Regierung weess jo, wéi dat ass mat den Oppositionformellen. Dat ka ganz schnell goen. An ech mengen awer, et wier elo esou lues interessant, fir dat awer an der Kommissioun kënnen ze diskutéieren an no Léisungen ze sichen.

Här President, ech wëll meng Zäit awer och net ze vill iwwerstrapazéieren. Eng Kritik kann een natierlech och un déi Proposition de loi adresséieren. Et gouf och gemaach, si ass och nozevollzéien, an dat ass, datt se derzou kéint bäidroen, datt d'Propriétaire déi Mesurë géife kompenséieren, andeems se d'Loyeren erhéije géifen. Ech gleewen zwar net richtig un dës Kritik, mä bon. Soit! Et kann een driwwer diskutéieren.

An dofir, an dat ass och haut e puermol gesot ginn, misst een d'Hausse vun de Loyeren aschränken. Dat ass jo och zurzäit de Fall. Et gëtt jo eng Aart Brems, déi faméis Limitt vu 5% vum Capital investi, vun där jo och jiddwereen hei geschwat huet, mä wou mer och wëssen, datt déi Limitt net méi gräift, zemoos bei den Neibauten. Dofir si mer der Meenung, datt ee per Gesetz muss festleëen, datt d'Loyere moderat bleiwen.

A mir haten der Effentlechkeet jo och am Ufank vun dëser Woch eng Proposition de loi presentéiert. An ech wollt se och hei am Numm vun déi Lénk dann eben deposéieren.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner

7257 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

6. Débat de consultation sur la problématique du logement (suite)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech freeë mech och iwwert d'Debatt, wa mer nach eng kréien an deenen nächste Méint an dëser Legislaturperiode. A grosso modo - ech ginn emol net méi op d'Detailer an, dat kann een och nach op eise Internetseite fannen an an der Press stoung dat och - ass et eng Proposition de loi, déi d'Mietgesetz ebe soll reforméieren an deem Sënn, datt d'Flambée vun de Loyere soll gebremst ginn unhand vun enger Berechnungsmethod, déi als Referenzperiode 1995 hält. Dat ass grad dat Joer, wou d'Wunnengspräisser sech komplett ofgekoppelt hu par rapport zum Coût de la vie.

De Prinzip ass deen, datt de Loyer dem Propriétaire natierlech widerhin erlaabt, e Rendement ze hunn, awer an deem Mooss, datt de Loyer fir den Normalstierflechen accessibel gëtt oder bleift. Dat heescht, datt dee reelle Wäert vun der Präissurhauffe wäert berengegt ginn.

Et gi vill eenzel Propriétaires, déi widerhi korrekt Loyere froen. Ech war souguer och selwer eng Kéier an deem gléckleche Fall, mä ech kann lech soen, dat war eng Ausnam op dem Site athome.lu. Mä et ginn der awer och vill, an éischter grouss Propriétaires an eben och Fongen, déi e Business doraus maachen. An dat si grad déi, déi am meeschte vun eiser Proposition de loi wäerte betraff sinn.

En anere Volet vun eiser Proposition de loi ass awer och d'Schafung vun enger nationaler Mietkommission, déi och op Gemengenniveau da ramifizéiert ass. Also, et besti jo schonn op Gemengenniveau Kommissiounen, déi plus ou moins funktionéieren. An déi wäert dann och derfir zoustänneg sinn, fir unhand vun deene verschiddene Kritären a Berechnungen, déi am Contrat de bail obligatoresch och wäerte stoen, e bëssen esou wéi an engem Aarbeitsvertrag, ze iwwerwaachen, ob de Loyer och dem Gesetz entsprécht. De Locataire wäert an deem Sënn de Choix hunn, bei eng lokal Mietkommission ze goen, déi dann an deem Sënn och gestärkt gëtt, oder awer direkt bei déi national. An dat wäert och den Avantage hunn, datt mer iwwer besser Statistiken iwwert de Bestand wäerte verfüge wéi bis elo, well all Contrat de bail muss obligatoresch un dës national Mietkommission goen.

Här President, ech kommen dann elo zum Schluss. Mir si wierklech gespaant als Lénk, ze gesinn, wat den Output vun dëser Diskussioun wäert sinn. Et ass vill diskutéiert ginn. Et ass interessant diskutéiert ginn. Et sinn interessant Propose komm vun alle Säiten, muss ech och soen, mä ech hoffen awer, an ech denken erëm un d'Interpellationsdebatt vu viru 17 Joer, datt a 17 Joer net erëm eng Kéier déi heite Chamber eis aktuell Debatt wäert zitieren, fir feststellen, datt sech net vill geännert huet. Well, ech mengen, a 17 Joer wäert et definitiv ze spéit sinn!

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An esou wéi dat bei dem Débat de consultation virgesinn ass, huet d'Regierung, de Wunnengsbauminister, den Här Marc Hansen, elo d'Wuert. Ech weess net, ob d'Regierung sech opgedeelt huet oder ob den Här Hansen fir d'Regierung eleng schwätzt. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.** - Här President, léif Memberen hei vun der Chamber, ech wollt op dëser Plaz emol Merci soe fir déi Debatt vun haut, an net nëmme fir d'Debatt vun haut, mä iwwerhaapt fir déi Aarbechten, déi Der an deene leschte Méint gemaach hutt. Et si ganz vill Leit bei lech defiléiert, déi lech och ganz vill Suerge matgedeelt hunn, an heiansdo waren dat jo och méi kleng oder technesch Suergen, wou et och Detailler waren, déi mer scho vläicht no deene Sitzunge konnten direkt behiewen.

Ee vun deene Punkte wëll ech op dëser Plaz eng Kéier kuerz ernimmen. Dir hat notament déi Akteuren aus dem karitativen a soziale Secteur bei lech, fir iwwert déi 10 Euro de Meter carré ze schwätzen, mat enger Suerg domadder verbonnen, dass dat komplizéiert wär bei kleng Wunnengen.

Dat war eppes, wat mer relativ séier konnte regelen, wéi dat mer och an der Logementskommission eng Kéier matgedeelt ginn ass, a wou mer och direkt ajustéiert hunn an deene Konventiounen, déi da fir d'Joer 2018 gellen. Do gëtt et och nach ëmmer déi 10 Euro de Meter carré - wat jo och indirekt eng Mietpreis-

bremse ass, wëll ech awer eng Kéier op dëser Plaz soen -, mä wou mer awer eng Kéier konnten ajustéieren, och op Är Interventioun hin an och op déi vun deene Leit, déi defiléiert waren. An dat do ass just ee Beispill vu méi kleng Suergen, deene mer direkt konnten entgéintwierken, fir do eppes ze maachen.

Deen zweete grouse Merci, dee gëllt awer och fir déi sachlech a fachlech Diskussiounen, déi de Mëtteg hei gefouert goufen. Ech mengen, et war kee vun den Orateuren heibannen, deen en anere wollt a Bedrängnis bréngen oder wou et haart heibannen hiergaangen ass. Et hat jiddweree seng Vuen an aller Rou kënnen presentéieren. An ech mengen, mir hunn eis dat jo och haut de Mëtteg alles gutt mat opgeschriwwen, fir et an der nächster Zukunft ze verschaffen.

Ech géif op deen een oder anere Punkt ganz séier agoen, wat awer just Detailsaache sinn. Well ech och vläicht e puer Remarken ze maachen hunn. Ech hunn am Fong eng Fro erausdetektéiert. Dat war am Fong eng Fro vun dem Här Cruchten. Den Här Cruchten, deen huet d'Fro gestallt, ob et schonn e Bilan gëtt iwwert déi Adaptatiounen vun der Subvention loyer.

Dat leeft natierlech elo eréischt déi zwee éischt Méint. An ech kann lech just dobäi soen, well dat jo och deemools bei den Adaptatiounen de Wonsch vun der Chamber war, fir eng breet ugelumachte Campagne ze maachen. Déi hu mer gemaach. Do si mer amgaangen, net nëmme op deene klassesche Medien. Mir hatten och schonn eng éischt Sitzung do mat den Assistent-socialen, mat den Office-socialen, déi ganz gutt besicht waren, wou mer och deenen eng Kéier d'Adaptatiounen presentéiert hunn.

An no deenen éischten zwee Méint, déi emol nach net ganz ofgeschloss sinn, mierkt een, dass et licht an d'Luucht geet. Mä et ass definitiv ze fréi, fir do ze soen, wéi et mat den Demanden ass, an ech hunn do och net ganz aktuell Chifferen, well mer jo elo eréischt den 1. März sinn.

Iwwert déi verschidde Proposen, mengen ech, wäerte mer eis och nach eng Kéier Gedanke maachen. Well et wär och e bësse fréi, fir vu mir op dëser Plaz dorobber ze reagieren.

Vläicht deen een oder anere Punkt och. Et gouf de Mëtteg och iwwert déi nei grouss Societéit geschwat, déi mer solle grënnen.

De Projet, deen den Här Schank deemools deposéiert hat iwwert déi ganz grouss Societéit, ech mengen, do muss een awer och vläicht derbäi soen, dass et och do deemools awer schonn en Avis vum Statsrot gouf. An deem Avis vum Statsrot, dee muss ech lech jo elo net nach eng Kéier hei virlesen. Well deen hat jo och eng ganz Rei vu Suergen domadder, fir net ze soen, dass en d'Artikelen guer net kommentéiert huet, well e prinzipiell Froen dozou gestallt huet. Ech mengen, et muss een och fairerweis awer einfach soen, dass et déi Avisen och do gouf.

Da gouf zu engem gewëssene Moment an der Diskussioun gesot: Jo, dat sinn awer da just Studentewunnengen, déi kreéiert ginn, oder aner Wunnengen. Och Studentewunnenge sinn a) localit Wunnengen. A wa Leit a Studentewunnenge sinn, da gi se vläicht aus anere Wunnengen eraus, déi da fir de Loyersmarché dobaussen erëm opginn. Soudass een net sollt ufänken, eng Differenziatioun ze maachen, ob déi ass fir al Leit oder fir jonk Leit, fir Studenten oder anerer. Doduerjer ginn och aner Wunnengen erëm fréi. An dat soll een awer och eng Kéier hei bemierkt hunn.

Alles an allem soen ech, wat d'Froen, déi ech gestallt hunn, ugeet: Et muss ee soen, dass vill Äntwerten och dorobber koumen, mä vläicht net ëmmer an deem Präzisionsgrad, wou ee sech et hätt kënnen erwaarden. Dat verstinn ech jo an enger politescher Debatt, mä et ass awer dat eent oder anert Thema, dat jo och aus politesche Grënn vläicht éischer just um Bord touchéiert gouf a wou et net vu jiddwengem ganz kloer Aussoe gouf, och iwwert d'Expropriatioun oder méi kriddlech Sujeten.

An dass et awer och schwéier ass, fir einfach vun dohannen ze kommentéieren, wa gesot gëtt „an extreme Fäll“, wat ganz seelen ugewannt gëtt. Do si jo schonn erëm vill Précaution-oratoire mat derbäi, wat ech jo och kann novollzéien, mä et gouf elo net iwwerall eng kloer Aussoe vun all Partei heibannen. Déi eng ware méi kloer, déi aner ware manner kloer. Mä ech gi jo dann dovunner aus, dass dat an deenen nächste Méint vun deenen nach eng Kéier wäert präziséiert ginn.

Nach vläicht ee Supplement fir den Här Kox, deen déi Fro gestallt huet mat de Baulandvertrag a fir do ze kucken, net dass do eppes drasteet an der Konventioun mat dem Propriétaire. Mä d'Fro war jo: Musse mer och kucken, fir eng Baupflicht draus ze maachen? Déi steet am Moment net am Baulandvertrag. An ech

schwätzen ënnert der Opsiicht vum Här Innenminister, well dat am Fong a sengem Ressort do ass. Mä d'Obligation de construire, déi gëtt et jo schonn. An déi kéint an de Baulandvertrag och zur Geltung kommen.

Mä ech mengen, wann de Projet bis an d'Chamber kënnt, an dat hunn ech och mam Kolleg Kersch geschwat, solle mer och nach eng Kéier diskutéieren, wéi een dat nach vläicht do affinéiere kann. Mä et ass aus deem dote Grond, wou et net op där doter Plaz dran ass oder präziséiert ass. Ech mengen, de Projet kënnt jo elo eng Kéier zrëck vum Statsrot an da solle mer dat och an aller Rou nach eng Kéier op deen dote Punkt hin diskutéieren.

De reelle Virdeel vun der Emphyteose wëll ech awer nach eng Kéier hei op dëser Plaz ervirsträichen, well deen ass awer ganz kloer fir déi Leit, déi an déi Wunnenge kommen. Déi mussen dee Moment manner bezuelen. Et ass ganz einfach. An dat ass awer e reelle Virdeel fir déi Leit, déi dovunner kënnen profitéieren. Da komme se vläicht an eng Wunneng mat enger Emphyteose op 99 Joer. Da si se an der Wunneng. Da kënnen se drakommen a se kommen net an aner Situatiounen, déi da vläicht méi prekär erëm géife ginn, wéi wa se doranner kënnen kommen.

Ech mengen, dat ass awer en Outil, deen et jo net nëmme hei am Land gëtt. An och an anere grouse Stied vun der Finanzwelt ass dat deen eenzeggen Outil, deen et nach gëtt. Wa mer zu London kucken, ass dat eppes, wat natierlech ganz vill praktizéiert gëtt. Ech mengen, mir sollen elo net méi an den Detail goen, mä ech soen: Dat gëtt et bei eis op 99 Joer. Am Moment gëtt dat esou ugewannt. An dann ass dat fir déi Leit awer wichteg, déi dovunner kënnen profitéieren.

Well dat ernimmt ginn ass, awer och vläicht ee Wuert iwwert déi Proposition de loi. Den Här Wagner huet gesot, et war eng Kéier eng Proposition de loi, déi si jo och deposéiert haten, wat d'Agencen, d'Kommission ugeet an d'Kautioun, déi een dem Propriétaire gëtt. An ech hu jo awer am Ufank och gesot: Par rapport zu deene fënnf Méint, wou jo ëmmer dovunner geschwat ginn ass, hu mer d'Garantie locative elo d'lescht Woch am Fong reforméiert, wou schonn déi dräi Méint ewechfalen. Dat heescht, dat ass schonn e ganz substanzialen Agrëff.

A wat Är Proposition de loi ugeet, do gëtt et och eng Opposition formelle drop. Dat wësst Der. An dat muss een natierlech eng Kéier kucken, och Dir, wat Dir och dee Moment zu der Opposition formelle op Är Proposition de loi muss soen, well do gëtt et awer en Agrëff an d'Liberté contractuelle. An ech mengen, do sinn awer nach e puer juristesche Froen op, déi doranner ze kläre sinn.

Fir de Rescht géif ech soen, dass natierlech och Ären Opruff ass, eiser aller Opruff, dass mer dat, wat mer hei och soen an eng Kéier festgestallt hunn, och Constat ass, dass mer dat awer och ëmmer nach verstärkt elo mat de Gemengen an deene Responsabelen natierlech dann och uginn. Well soss hu mer à la fin du compte net ganz vill geschafft.

Herno muss dat, wat mir jo gesot hunn, wat mer nach eng Kéier alleguer ënnerstrach hunn, dass d'Gemengen och méi mussen maachen - am Moment sätze jo nach vill Schäffen a Buermeeschteren a Conseilleren hei am Haus -, wat mer dann hei soen, dat muss dann och op lokalpoliteschem Terrain geschéien. Mä ech sinn awer och do ganz positiv gestëmmt, wann ech elo ugefaangen hunn, mäin Tour ze maachen. Do sinn awer och erëm ganz vill Interëten a Leit, déi dat dote wëllen ugoen.

Dofir zum Schluss nach eng Kéier e grouse Merci fir Är Proposen, déi mer dann och nach eng Kéier wäerten analyséieren. A mer géifen och nach eng Kéier mat där Analys vläicht an enger Chamberskommission, Här President, Dir Häre Presidenten, nodeem dat heite gemaach ginn ass, alles zesummesetzen, wat u Propositionen do zesummekënnt an dat och nach eng Kéier, no dëser Debatt, awer och an der Chamberskommission thematiséieren; mat engem Tableau, dee mer lech nach eng Kéier kënnen preparéieren, wou déi Saachen hei nach eng Kéier erausgegraff ginn, wou mer dru sinn a wou mer vläicht net dru sinn.

Ech mengen, dat wär et vu menger Säit aus gewiesch.

Wat d'Motiounen ugeet, Här President, wann Der erlaabt, géif ech vläicht e Wuert dozou soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo!

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement.** - Wat déi Motioun, déi ganz grouss mat deene ville Punkten, ugeet, kann ech dat alles matdroen. Et ass ganz interessant, wat dorannersteet. Dat ass jo och d'Zesummefassung vu ville Meenungen. Do muss een natierlech och

d'Remark dozou maachen, dass och vill Saache schonn ugelaf sinn, dat hu mer de Mëtteg och gesot. Do si jo vill Punkten, déi an de Projekte sinn, déi an der Ëmsetzung sinn, soudass ech domadder absolutt kee Problem hunn. Ech fannen déi souguer ganz interessant.

Déi véier Motiounen, déi vläicht vun de Kollege vun déi Lénk nach presentéiert goufen.

Zu der Motioun 1. Do steet dran, dass mir hei an der Chamber... oder d'Regierung géif invitéiert ginn, fir „rendre obligatoire les taxes communales“. Ech mengen, dat kënnen mir jo guer net als Regierung. Dat ass jo och eng Kompetenz, déi bei de Gemenge läit, soudass mir net vun hei als Regierung kënnen de Gemengen eppes imposéieren. Dat geet natierlech net.

Zu der zweeter Motioun wëll ech soen: De Rapport détaillé iwwert de Pacte Logement, do ware mer an der Chamberskommission. Mir hunn dee ganze Pacte-Logements-Monitoring presentéiert. Dee war an der Chamberskommission presentéiert ginn, deen ass op enger Pressekonferenz presentéiert ginn. Ech mengen, dat ass gemaach.

A wann ech deen zweete Punkt do gesinn, wann dat Wuert jo „Expropriation“ hei optaucht an déi divergent Meenungen de Mëtteg awer heizou ze héiere waren, géif ech mengen, dass mer déi zweet Motioun och net kënnen esou guttheeschen.

Da muss ech soen, dat ass awer och e bëssen e Punkt, fir elo nach een neien Akteur ze kreéieren. Do fannen ech, dass dat och net onbedéngt de Fall muss sinn.

An déi drëtt, mat der TVA géif ech och mengen, dass een déi vu Regierungssäit net kéint guttheeschen.

Souwäit zu mir, vu menger Säit. Ech soen lech alleguerte Merci fir deen interessanten Debatt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da këmte mer zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung iwwert déi verschidde Motiounen iwwergoen.

Motion 1

D'Motioun Nummer 1. Ass do de Wonsch, fir derzou Stellung ze bezéien?

Den Här Lies huet d'Wuert.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Merci fir d'Wuert. Ech mengen, wat dës Motioun hei ugeet, do ass et jo haaptsächlech drëm gaang, datt, ech mengen, e breede Konsens soll getraff gi vun deene jeeweilige Fraktiounen, déi dat och an deene leschte Wochen a Méint - ech kucken de President vun der Logementskommission - effektiv ganz virbildhaft ëmmer no vir gedriwwen hunn, datt déi eenzel Akteuren och an d'Chamber komm sinn, fir dann effektiv hire Point de vue, wat d'Situatioun um Logementsmarché ugeet, ze presentéieren an awer och Pisten opzezeechnen.

An ech mengen, mir alleguerten, mir hunn eis dovun „bestäuben“ gelooss,...

(Hilarité et brouhaha)

...wat dann effektiv déi eenzel Akteuren...

Huet dat elo net ze vill sinnbildlech! Mä awer trotzdeem, ech mengen, mir alleguerten, mir hunn eppes ewechgedroen, fir dat dann e bëssen...

(Brouhaha général)

...méi neutral ze halen. Mir hunn eis dovun inspiréiere gelooss, wat déi eenzel Akteuren eis während deene leschte Méint mat op de Wee ginn hunn.

Ech mengen, do sinn, wéi de Minister och gesot huet, natierlech schonn eng ganz Partie Pisten iwwert déi lescht Joren entaméiert ginn. Ech mengen, et ass wichteg, datt ee breede Konsens heiriwwer besteet. Et solle keng politesch-ideologesch Gruwekämpf hei gefouert ginn. Ech mengen, dat absolutt guer net!

Duerfir begrësse mer och déi Motioun, och wa se elo effektiv e bësse spéit komm ass. Dat hätt een am Viraus och nach eng Kéier kënnen ënner Fraktiounen diskutéieren, eventuell och an enger Logementskommission déi eenzel Punkten eng Kéier abordéieren a vläicht och verdéiwen.

Duerfir hu mer eis och erlaabt, als CSV-Fraktioun verschidde Punkten nach eng Kéier unzepassen, a wou mer ganz froen doriwwer sinn, datt déi aner Kollegen dat dann och matgedroen hunn. Duerfir kënnen mer déi Motioun hei matdroen, well effektiv eng Panoplie u Mesuren dee Moment hei drastinn. Et hätt ee sou-



guer nach deen een oder deen anere Punkt weider kënne draschreien, mä, wéi gesot, ech mengen, et sinn elo scho fënnf Säiten, déi hei zesummegefaasst gi sinn. Et hätt een der och kënne sechs oder siwen draus maachen. Duerfir wär et dach méiglech gewiescht, fir déi eng oder déi aner Propos och zousätzlech derbäizesetzen.

Ech wéilt awer och explizit deenen Akteuren, déi effektiv iwwert déi lescht Méint hei an der Chamber defiléiert sinn, Merci soe fir eben déi Inspiratioun, déi mer och doraus konnten zéien, fir hir Vuen da matzekeréi. Duerfir hinnech an ee ganz, ganz décke Merci fir dës wäertvoll Informatiounen, déi mer mat op de Wee kritt hunn.

Ben, ech mengen, am Kader vum Débat Logement virun zwee Joer hat och d'CSV-Fraktion schonn eng ganz Partie Propose gemaach gehat.

Vläicht eng Fro, déi nach opsteet, dat ass déi, wat de Plan sectoriel «Logement» ugeet, och wat virdu monéiert ginn ass, wéi dann effektiv d'Utilisatioun vun deene jeeuweiligen Terrain sollt ausgesinn iwwert d'Zukunft, ob een do net weider an d'Lucht geet.

Awer och vläicht d'Fro un de Minister, wat d'Plan-sectoriellen ugeet, wat an deene leschte Wochen elo net duerchgedrongen ass: Wou ass de Plan sectoriel «Logement» drun? Wéi gesäit dat aus? A wat fir eng Richtung dat geet, ech mengen, dat sinn op jidde Fall déi Saachen, déi eis als Fraktioun och géifen interesséieren, well notament de Plan sectoriel «Logement» awer ee ganz, ganz wichteg Element ass vun deem, wéi an Zukunft viru lotisséiert gëtt, wéi effektiv dann dat Bild hei am Land, wat d'Weiderentwécklung ugeet, soll ausgesinn.

Dat, mengen ech, dat wäert wichteg Punkten. Mais pour le reste nach eng Kéier alleguerten deene Leit, déi heidru matgeschafft hunn, ee ganz, ganz décke Merci. An dat heiten, dat soll wierklech dann iwwerparteilech consideréiert ginn, well, ech mengen, de Logement ass ee Sujet, deen iwwerparteilech muss ugaange ginn an och iwwerparteilech geléist ginn.

Duerfir géif ech an deem Sënn den Accord zu dëser Motioun ginn. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Weider Wuertmeldungen?

(Interruptions)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

(Interruptions et brouhaha)

Motion 1

Okay, ass de Vote électronique gefrot?

(Interruptions)

Deen ass gefrot, da maache mer de Vote électronique.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwuer.

55 Jo-Stëmmen, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass déi éischt Motioun adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par Mme Joëlle Elvinger), Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

► **Une voix.** - Ooh!

Motion 2

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da komme mer zu der Motioun 2, déi vun de Kollege vun der Lénker abruucht ginn ass. Déi Motioun ass virgestallt ginn.

Sinn dozou Wuertmeldungen?

► **Une voix.** - Et ass alles gesot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen och. D'Regierung huet dozou Stellung geholl. Da géife mer zur Ofstëmmung komme vun der Motioun 2, déi awer déi éischt Motioun ass vun dem Här Wagner. Mir géifen doriwuer ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

2-mol Jo an 58-mol Neen. Domat ass d'Motioun 2 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Claude Lambert), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par Mme Joëlle Elvinger), Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 3

Mir géifen an där doter Serie zu der zweeter Motioun vun déi Lénk iwwergoen, d'Motioun 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

60 Kollegeen hunn un der Ofstëmmung deelgeholl. 58-mol Neen, 2-mol Jo. Domat ass d'Motioun 3 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia

Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gilles Baum), Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lambert);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 4

Mir géifen zu der drëtter Motioun vun déi Lénk iwwergoen. Dat ass d'Motioun 4.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

2-mol Jo, 57-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 4 est rejetée par 2 voix pour et 58 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par Mme Joëlle Elvinger), Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 5

► **Une voix.** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hat et net fonctionnéiert? Ah, Dir frot d'Wuert zu der véierter Motioun vun déi Lénk, der Motioun 5? Selbstverständlech!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Et ass elo alles e bësse séier gaang. Ech wollt zu der véierter Motioun vun déi Lénk soen, dass ech d'Iddi sympathesch fannen, soudass et awer menger Meenung no interessant wär, eng Kéier an der Kommissioun iwwert déi Iddi do ze schwätzen, quitte dass ech fannen, dass den Text net gutt, net richtig formuléiert ass, an ech do net richtig weess, wien alles domadder gemengt ass.

Mä d'Haaptiddi, déi do derhannertstécht, fannen ech awer interessant. An ech géif vläicht froen, ob mer dat Thema net awer sollten eng Kéier an der Kommissioun uschwätzen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - An d'Kommissioun! Dann hunn déi och nach e bëssen Aarbecht.

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass eng Proposition vun der Chamber un d'Chamber.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wa keen dergéint ass...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wa keen do dergéint ass, da géife mer net iwwert déi Motioun hei ofstëmmen, mä se an d'Kommissioun verweisen.

(Brouhaha général)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Hu mer elo richtig verstanen, dass eng Kéier do diskutéiert gëtt iwwert dee Sujet, mä datt mer awer elo d'Motioun ofstëmmen?

► **Une voix.** - Neen!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, Dir hutt zwou Méiglechkeeten: Dir hutt d'Méiglechkeet, fir ze soen: „Deen Text vun der Motioun gefält eis oder gefält eis net.“ Da gëtt driwwer ofgestëmmt an da gëtt se entweder uegoholl oder verworf. Oder Dir hutt d'Méiglechkeet, fir ze soen: „De Sujet gëtt an der Kommissioun behandelt.“

D'Chamber soll mir soen, ob mer elo sollen iwwert d'Motioun ofstëmmen a souguer, wa se gegebenfalls ofgeleent géif ginn, géife mer trotzdem iwwert de Sujet schwätzen.

Sot mir: Stëmme mer of?

(Brouhaha)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, also, einfach nëmmen, fir ze soen: Ech hat verstanen, mir géifen driwwer ofstëmmen, mä datt mer awer och, egal wéi, géifen iwwert de Sujet schwätzen.

► **Plusieurs voix.** - Neen! Neen!

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci. Also, mir freeën eis iwwert d'Proposition vum Här Cruchten. Natierlech besti mir net drop, datt elo iwwert déi Motioun ofgestëmmt gëtt, soudatt mer an der Logementskommissioun, wahrscheinlech och an enger Réunion jointe mat der Finanzkommissioun, ech weess et net, driwwer eng Kéier diskutéieren.

Merci.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et ass éischter eigentlech eng Kéier eng Affär fir d'Finanzkommissioun. Et ass manner eng Fro vu Logementspolitik, et ass eng Fro, wéi s de dat dote juristescht formuléiert kriss. Dat ass net esou evident, schéngt et mer.

D'Iddi ass sympathesch, well jo och aner Akteuren, éffentlech Akteuren, déi fale jo ënnert dee vergënschtegten Taux. An eigentlech, wann ech richtig verstinn, eng Rei vu Privatakteuren, déi äänlech Aktivitéiten hunn, déi falen net drënner. Et muss ee just kucken, wéi een dat formuléiert krit. Dat schéngt mer net evident ze sinn, soen ech awer ganz leierlech. Mä ech mengen, et soll een eng Kéier driwwer kucken a sech dann e Bild driwwer maachen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Renvoi an d'Kommissioun!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Renvoi vun der Motioun 5 an d'Kommissioun?

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Da brauche mer elo hei net ofzestëmmen.

(La motion 5 de M. David Wagner est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

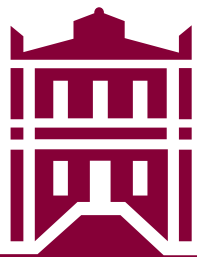
Mir sinn um Enn vun eisen Diskussiounen vun de Mëtten ukomm. Ech soen lech Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.47 heures)



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Communications
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7257 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
- Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère
- M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- 7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées
- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding
- Discussion générale: M. Marc Spautz, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Nicolas Schmit et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a begrëissen d'Veitrieder vun eise verschiddene befrennte Länner op der Tribün. Bienvenue! Welcome!

Ech wollt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

2. Communications

Dann hunn ech lech folgend Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten an d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert gi sinn, leien um Büro vun der Chamber respektiv sinn un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt ginn; idem wat d'Petitiounen ugeet.

Communications du Président - séance publique du 13 mars 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7254 - Projet de loi portant transposition de la directive 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire; et abrogeant

1. la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

2. la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation; et

3. la loi du 3 août 2010 relative à la régulation du marché ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.02.2018

7255 - Projet de loi sur les forêts

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 28.02.2018

7256 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 01.03.2018

7258 - Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, 2) de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, et 3) de la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 07.03.2018

7259 - Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille

de personnes; et modifiant la loi sur la Police grand-ducale

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 13.03.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

975 - Demande de pétition publique: D'Stoppschëld bei der Tankstell beim Cactus Angelduerf ewech

Dépôt: Mme Mandy Graff-Michels, le 01.03.2018

976 - Demande de pétition publique: Remboursement des frais du traitement de l'impuissance sexuelle

Dépôt: M. Georges Jacobs, le 04.03.2018

977 - Demande de pétition publique: Organisation des épreuves d'ajournement des classes terminales de la formation professionnelle

Dépôt: Mme Korinna Lucas, le 06.03.2018

978 - Demande de pétition publique: Ofschafe vu Schantercher op den Autobunne während dem Dag

Dépôt: M. Steve Kientz, le 09.03.2018

979 - Demande de pétition publique: Reclassement interne

Dépôt: M. João Monteiro Dias, le 09.03.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7257 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Déclaration de recevabilité

Da wollt ech lech informéieren, dass an hirer Reunion vum 7. März d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat huet. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7257, eng Ofännerung vum Bail à usage d'habitation, déi den 1. März vum Här Marc Baum a vum Här David Wagner deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech der Proposition un der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

(La proposition de loi est renvoyée à la Commission du Logement.)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, deen de Fraktiounen a Sensibilitéiten iwwermëttelt ginn ass, ass dee fir d'Chamber an der Rei?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat och esou decidéiert.

Mir héieren dann elo direkt de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister, dem Jean Asselborn, iwwert d'Aussepolitik an d'Europapolitik vun deser Regierung. Här Asselborn, Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

5. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Här President, léif

Kolleginnen a Kollegen, a menger éischer Deklaratioun zur Aussepolitik hei an der Chamber am November 2005 hat ech ënnerstrach, dass en effikasse Multilateralismus fir eis Lëtzebuurger méi wéi nëmmen e Schlagwuert ass; et ass villméi eng Noutwendegkeet, fir Fridden a Sécherheet zu Lëtzebuerg an op der Welt ze garantéieren.

An der Deklaratioun vum November 2014, opgrond och vun der Erfahrung vun eisem éischer Mandat am UNO-Weltsécherheetsrot, hat ech de Multilateralismus als eng Konstruktioun beschriwwen, an där d'State souzesoen d'Zille sinn. A wann déi Zillen zerbriechlech ginn, a virun allem, wann den Zement, deen déi Zillen zesammenhält, also d'Vertrauen an déi aner Akteuren an an de System selwer, bréckelt, dann ass déi ganz Konstruktioun a Gefor a risquéiert, an de Koup ze falen.

Dës Gefor ass haut akut. De Paräisser Klimaaccord, d'Handelsnegociatiounen, den nuklearen Accord mam Iran, de Friddensprozess am Noen Osten, d'Verhandlungen an der UNO iwwert dee globale Pakt fir Migratioun, dat humanitært Vëlkerrecht: Déi multilateral Accorden a Regelwierker stinn ëmmer méi ënner Beschoss.

Wat gëschter internationale Konsens war, ech denken zum Beispill un d'Zweestateléierung fir Israel a Palästina, gëtt haut a Fro gestallt, ëmmer méi dacks an och ënnert dem Afloss vun der jëtzegeer amerikanescher Regierung. Den Trend zum Unilateralismus ass kloer, gradesou wéi d'Tendenz, d'Menscherechter an de Rechtsstat ze ënnergriewen.

Nom Zweete Weltkrich ass mat de Vereenten Natiounen d'Fundament vun enger internationaler Uerdnung geluecht ginn, déi een neie Krich sollt verhënneren an déi d'menschlech Würd sollt héichhalen.

Dëst Joer feiere mer de 70. Anniversaire vun der Allgemenger Erklärung vun de Mënscherechter. Mä a ville Länner ginn all Dag d'Mënscherechter mat de Féiss getréppelt. Och an Europa ginn et leider Länner, wou de Rechtsstat a Gefor ass; Länner, wou een autoritäre Populismus sech breetmécht a sech net scheid, Journalisten oder liberal Politiker als Feinde vum „Vollek“ ofzestempelen, Minoritéiten an aner vulnerabel Gruppen als „anescht“ an „onerwënscht“ ze designéieren; Länner, wou Migranten a Refugiéens als existenziell Gefor beschriwwen ginn.

Mir Lëtzebuurger mussen eis weiderhi mat eise Partner an der Europäescher Unioun, an dorwiewer eraus, géint des rassistesch, autoritär, populistesch Weltanschauung wieren an eis fir d'Mënscherechter an de Rechtsstat asetzen. Mir gleewen un d'Grondrechter vum Mënsch, un d'Dignitéit an un de Wäert vum Mënsch, un d'Gläichberechtigung vu Mann a Fra souwéi vun allen Natiounen, ob grouss oder kleng, wéi dat och an der Charta vun den Nations Unies verankert ass.

Mir gleewen drun, dass all Mënsch déi nämlech Rechte huet, onofhängeg vun der Hierkonft, vun der Hautfaarf, vun der Ethnie, der Relioun, der sexueller Orientéierung oder der Geschlechtsidentitéit, de soziale Verhältnissen oder de politeschen Iwwerzeegungen, déi ee Mënsch kann hunn. A mir wëssen, wouhin et féiert, wann een d'Würd vum Mënsch net méi als zentrale Prinzip unerkennt.

Ech kréien heiansdo d'Fro gestallt, ob et net ze vill depriment ass a frustrant ass, Ausseminister ze sinn an enger Zäit, wou d'Welt ëmmer méi op der Kopp ze si schéngt. Ech mudden lech elo selbstverständlech keen Exposé hei iwwer

mäi Séilenzoustand zou, mä ech sinn awer der fermer Iwwerzeegung, dass grad an esou enger schwieereger Zäit den diplomateschen Asaz an den Engagement och vun eisem Land, vu Lëtzebuerg, méi wéi jee gefuerdert ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Een Engagement fir de Multilateralismus, fir d'Grondfräiheeten an eis Wäerter, fir d'Menscherechter an de Rechtsstat am Kader vun enger staarker Europäescher Unioun, well dat och an eisem ureegenen Interesse ass. A fir sech verständlech ze maachen, geet et net ëmmer duer, d'Wourecht mat diplomatescher Héiflechkeet ze heemelen, mä et ass heiansdo schonn ubruecht, dem Bauchgeföll fräie Laf ze loosse.

Et geet hei net drëm, a Schwaarzmlerei ze verfallen oder den Däiwel un d'Wand ze molen, esou wéi d'Populisten dat all Dag gäre maachen. De globalen Trend, an deem sech d'Mënschheet weiderentwéckelt, ass ee positiven Trend. Dat beleet zum Beispill de Steven Pinker, e renoméierte Psychologieprofessor vun Harvard, unhand vu konkrete Statistiken, wéi dem Réckgang vun der Aarmut um Planéit, dem Fortschrëtt an der Erzéierung an an der Medezinn oder där steigender Unzuel vun Demokratien an der Welt. Et goufen der 52 am Ufank vun den 90er Joren, et ginn der elo 103.

Wann den Alldag haaptsächlech, dee vun engem Ausseminister noutgedrongen, vu Krisen a vun Urgencen diktiert ass, esou soll een d'Gesamtbild, de long Terme net aus den Ae verléieren. Dat Gesamtbild léisst hoffen, dass eiser aller Asaz net ëmsoss ass.

Fir d'Éischt wëll ech lech mat e puer Beispiller weisen, wéi mer als Lëtzebuurger Diplomatie eis konkret fir d'Valeuren a fir de Multilateralismus asetzen. En éischt Beispill ass d'Drama vun de Rohingya-Flüchtlingen aus dem Myanmar. Dat, wat sech zënter dem 25. August vum leschte Joer am Stat Rakhine am Myanmar ofspillt, ass ausföerlech scho beschriwwen ginn. Bis elo hu méi wéi 700.000 Rohingyae missen an de Bangladesch flüchten. Déi birmanesch Arméi schwätzt vun „Opraumoperatiounen“ oder vun „Terrorbekämpfung“.

Den Héije Kommissär vun der UNO fir d'Mënscherechter huet schon am September gewarnt, dass am Myanmar eng regelrecht ethnesh Säuberung stattfënnit an en huet d'lescht Woch erëm d'Wuert „Genocide“ gebraucht. Mir wëssen op Basis vu fiabele Rapporte vun der UNO, vun internationalen Observateuren, vun der Press a vun der Zivillgesellschaft, dass systematesch a generaliséiert Attacke géint d'Zivillpopulatioun hei duerchgefouert ginn. Énnert dem Artikel 7 vum Statut de Rome vum Internationale Strofergerichtshaff sinn dat Verbriche géint d'Mënschheet.

A mengem Verständnis vun der Situatioun, déi wuel komplex ass, gëtt et hei keen Zweifel. Mam Appui vu Lëtzebuerg huet d'Europäescher Unioun ciblément Sanktiounen géint d'militäresch Verantwortlech am Myanmar ugeholl. Mir hunn och d'Regierung vun Myanmar opgefuerdert, déi Verbriche vun der Cour pénale internationale ënnersichen ze loosse.

Wann dat net geschitt, an dat ass probabel, da muss d'international Communautéit hir Responsabilitéit huelen. Entweder muss de Welt-



sécherheetsrot d'Cour pénale internationale mat der Situatioun am Stat Rakhine befaassen oder et muss een extra Mechanismus op d'Bee gestallt ginn, esou wéi dat fir Syrien 2016 gemaach gouf.

Ech hunn am November d'lescht Joer zu Naypyidaw, dat ass d'Hauptstad vum Myanmar, d'Madamm Aung San Suu Kyi gesinn, um Rand vun engem Asien-Europa-Ausseminis-tertreffen. Dobäi konnt ech hir och perséinlech soen, dass mir ganz besuergt sinn iwwert d'Situatioun vun der moslemescher Minoritéit Rohingya an deem Stat am Weste vun hirem Land op der Grenz zum Bangladesch.

Mäin Opruff war kloer. D'Gewalt géint d'Rohingyae muss direkt ophéieren. Den Accès fir humanitär Hëllef muss garantéiert ginn, och fir d'UNO a fir d'ONGen. Am Kader vun engem bilateralem Accord mam Bangladesch muss de fräiwëllegen, sécheren a wierdege Retour vun de Refugiéen erméiglecht ginn.

An der Tëschenzäit, wéi mer wëssen, gouf esou ee bilateralem Accord ënnerschriwwen. Dee muss och elo ëmgesat ginn. Et muss ee sech awer och bewosst sinn, dass de Retour vun de Rohingya-Flüchtlingen, och wann en uleeft, eng zéng Joer wäert daueren. Eis Erwaardunge géigeniwwer der Friddensnobelpräisträgerin an der demokratescher Transitioun am Myanmar ware vläicht ze grouss.

D'Aung San Suu Kyi kann net alles bewegen, dat ass kloer, an engem System, wou d'Arméi zu engem groussen Deel nach d'Soen huet. Mä grad wéinst hirem Statut als Friddensnobelpräisträgerin dréit si entscheidend awer d'politesch Verantwortung.

Méi no bäi hu mer eis weiderhin agesat och fir de Respekt vun eise Wäerter am Kontext vun der Tierkei, ee wichtegt Nopeschland vun der Europäescher Unioun, dat de Statut vum EU-Bäitrittskandidat huet zënter 1999 a wou d'Verhandlungen 2005, wéi mer wëssen, ugaange sinn.

An der Tierkei gëtt den Drock op all demokratesch, rechtsstaatlech an zivill gesellschaftlech Akteuren ëmmer méi grouss. En hält net of. De versichte Coup d'État am Juli 2016, dee glécklecherweis konnt ofgewiert ginn, huet leider ëmmer méi drastesch Moosnamen op de Plang geruff. Honnerttausende Mënschen - Riichter, Magistraten, Journalisten, Beamten, Enseignanten, Offizéier - goufen ënner Generalverdacht gestallt, suspendéiert, viru Gericht gestallt. Déi tierkesch Justiz kann hir Aarbecht net méi onofhängeg maachen. D'Zivilgesellschaft ass ënner gréisstem Drock. D'Press gëtt vun alle Säiten an deem Land attackéiert.

Wat bleift, ass ee Klima vun Ansgang a vun Hoffnungslosigkeit. Déi vill Mënschen an der Tierkei, déi hir Zukunft an engem demokratesche Rechtsstat an an der Europäescher Unioun gesinn haten, fäerten elo berechtigt, dass déiselwecht Europäesch Unioun se géif eleng loossen. Dat däerf net geschéien. Mir müssen eis vill méi systematesch asetze fir de Respekt vun de Mënscherechter an de fundamentale Fräiheeten an deem groussen a wichtige Land.

Et ass net ze spéit, fir nach eng Kéier d'Kéier ze kréien. Duerfir maachen ech haut erëm een Appell, een Opruff, fir dass den Taner Kılıç, de President vun Amnesty International Tierkei, an all aner Mënscherechtsverdedeger, d'Journalisten, d'Magistraten, d'Beamten, déi wéinst hiren Iwwerzeugungen an der Tierkei agespaart sinn, alleguerter bedéngungslos an direkt fräigelossginn.

Am Kontext vun der Tierkei wëll ech och op d'Bedeutung vum Europarat hiweisen. De Conseil de l'Europe als multilateral Institutionen vu 47 Länner mat 820 Milliounen Bierger ass immens wichteg, fir d'Rechter vun dese Bierger héichzehalen. Lëtzebuerg steet ëmsou méi voll a ganz hannert dem Europarat, wou jo d'Madamm Anne Brasseur eng wonnerbar Aarbecht gemaach huet an deene leschte Joren. An och elo, ee Joer viru sengem 70. Gebuertsdag, ass dese Conseil de l'Europe an enger déiwer Kris, déi vläicht souguer, wann alles schifgeet, seng Existenz kann a Fro stellen.

Dës Kris ass ausgeléist ginn duerch eng ganz Rei Premierien an der Geschicht vum Europarat souwéi duerch d'Aktivatioun vum Artikel 7, dat wësse mer, an der Europäescher Unioun, wou-robber ech nach ze spréche kommen.

Et ass déi éischte Kéier, dass den Artikel 46 (4) vun der Europäescher Mënscherechtskonvention applizéiert gi muss, well e Member - Aserbaidshchan - eng Entscheidung vum Europäesche Mënscherechthaff vu Stroossbuerg

net respektéiert huet. Et ass och déi éischte Kéier, dass e President vun der parlamentarescher Assemblée huet missen zrécktriede wéinst Verdacht op Bestiechlechkeet.

Et ass och nach déi éischte Kéier, dass e Member - Russland - sech weigert, säi Bäitrag zum Budget vum Europarat ze bezuelen, well en an der Assemblée zu Recht - zu Recht! - seng Stëmmer-rechter ofgeholl kritt huet. An et ass schlussendlech déi éischte Kéier, dass ee Member, deen ee vun den Hauptbezueler ass, d'Tierkei, sech no engem Joer zréckzitt, well hie mat enger Entscheidung vun der Assemblée net averstanen ass. Fir d'éischte Kéier a senger Geschicht ass den Europarat mam méiglechen Austriede vu verschiddene Membere konfrontéiert.

D'Legitimitéit vum Europarat a sengen Organer gëtt systematesch hannerfrot, an dat net nëmme vun Net-EU-Memberen. Mëttel, déi dem Europarat et erlaben, seng Aarbecht ze maachen, ginn op erpresseresch Aart a Weis zréckbehalen. Esou kann et net weidergoen.

D'Mënscherechter, déi nom Zweete Weltkrich an der Europäescher Mënscherechtskonvention niddergeschriwwen gi sinn, sinn net verhandelbar. Dat wäert och den Tenor vu menger Ried sinn, déi ech de 25. Abrëll zu Stroossbuerg virun der parlamentarescher Assemblée vum Europarat hale wäert.

En anert Beispill vun Engagement fir Multilateralismus a Mënscherechter, dat mir besonnesch um Häerz läit, ass den Asaz fir d'Recht vun de Palästinenser an den Israelien, a Fridden a Sécherheet an Dignitéit als Noperen am Noen Osten ze liewen.

Iwwer 100 Joer no der Balfour-Deklaratioun, 50 Joer nom Ufank vun der israelischer Besatzung vun Ostjerusalem, dem Westjordanland a Gaza, huet den israelesch-palästinensesch Konflikt näischt vu senger politescher, senger strategescher, senger emotionaler Zentralitéit verluer. Aner Konflikter an der Region dierfen net als Virwand benotzt ginn, fir déi politesch Rechter vun de Palästinenser a Fro ze stellen.

Ee Friddensaccord tëschen Israel a Palästina géif vill dozou bäidroen, fir d'Spannungen an der arabescher Welt an tëscht der islamescher Welt an dem Westen ze berouegen. Wann de Konflikt net geléist gëtt, bleift e weider en Närebedem fir Frustratioun, fir Haass, fir Radikalismus.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech bleiwen och dovun iwwerzeugt, dass de Respekt vum internationale Recht d'Basiss muss si fir de Fridden am Noen Osten. Et dierfe keng Zweifel ginn iwwert d'Existenzrecht vun Israel, selbstverständlech, an och net iwwert d'Recht vun de Palästinenser op hiren eegene Stat. Mir mussen weider betounen, dass de Prinzip „Land fir Fridden“ gültig bleift, grad wéi d'EU-Parameter fir eng Zweestateléierung, déi op de Grenze vun 1967 baséiert.

De Stat Israel feiert de 14. Mee 2018 säi 70. Gebuertsdag. D'Administratioun Trump huet ugekënnegt, dass deeselwechten Dag och d'Aweigung vun der amerikanescher Ambassade zu Jerusalem soll stattfannen, nodeem de President de 6. Dezember Jerusalem als Hauptstad vun Israel unerkennt huet.

De Choix vun deem Datum ass eng total iwwerflësseg Provokatioun fir d'Palästinenser an déi arabesch d'Welt och, déi de 14. Mee mat der „Nakba“ associéieren, der Katastroph also vun der massiver Verdriewung vun de Palästinenser am Joer 1948.

Déi unilateral Decisioun iwwer Jerusalem brécht mam internationale Konsens a verstéisst och géint eng Rei vun UNO-Resoluitionen, eng Resoluition 478 vum Sécherheetsrot aus dem Joer 1980 virun allem. Déi Resoluitionen gesi vir, dass duerch Negotiatioun - Negotiatioun! - een Accord iwwert de Statut vu Jerusalem muss fonnt ginn, deen d'Rechter an d'Aspiratiounen vu béide Parteie muss respektéieren.

De Statut vu Jerusalem ass net nëmme eng heikel politesch a juristesche Fro, mä och e reliéisen a symboleschen Enjeu fir d'Israelien, fir d'Palästinenser a fir iwwer 400 Milliounen Araber a fir Milliarde Moslemen a Chrëschten uechtert d'Welt.

Déi amerikanesch Decisioun erschwéiert d'Ëmsetze vun engem Zweestateléierung, déi de Piller bleift vum europäeschen a vum internationale Bestriewen no enger Léisung an deem Konflikt. Ouni Jerusalem als Hauptstad vun Israel a vu Palästina, déi niewenteneen a Fridden an a Sécherheet liewen, kann et keng Zweestateléierung ginn. Déi Zweestateléierung ass déi eenzeg gerecht an dauerhaft Léisung. D'Palästinenser hunn e Recht op hire Stat, an d'Schafe vun deem Stat ass och am vitalen Interessi am Fong vun Israel, fir seng demokratesch an och demographesch Zukunft ofzesécheren.

D'Jerusalem-Decisioun schëtt net nëmme Waasser op d'Mille vun de Radikalen, mä si diskreditéiert och Amerika als neutrale Vermëttler am Friddensprozess. Duerfir gehéiere mir zu deenen, déi sech fir een neie multilaterale Format fir Verhandlungen asetzen, an deem d'Europäesch Unioun, d'Arabesch Liga, d'europäesch an d'arabesch Länner méi agebonne ginn.

Amerika kann an huet och net méi de Monopol vun der Mediation hei. Mä et ass natierlech kloer, dass eng Léisung net kann ouni Amerika fonnt ginn. Ech hoffen op den Dag, wou d'Veereenegt Staten erëm hire vollen Appui fir eng Zweestateléierung wäerte ginn.

An der Tëschenzäit muss mer d'europäesch Unitéit nees hierstellen an deser Fro an Episode verhéieren, wéi déi vum 21. Dezember 2017, d'lescht Joer also, op der UNO-Generalversammlung, wou sechs EU-Länner sech bei engem Vott iwwer Jerusalem enthalen hunn, nodeems e puer Deeg virdrun de Conseil européen den Appui vun der EU fir d'Zweistateléierung bekräftegt hat, mat der Präzisioun, dass an deem Kontext de Standpunkt vun der EU zu Jerusalem onverännert wär.

Lëtzebuerg wäert sech jiddefalls weiderhi fir eng gemeinsam a kohärent EU-Positioun asetzen.

Dat géllt och fir d'Unerkennung vu Palästina. Lëtzebuerg wëllt selbstverständlech esou séier wéi méiglech e viabelen an onofhängege palästinensesche Stat gesinn. D'Palästinenser hunn ee Recht op Selbstbestëmmung an op hiren eegene Stat. 136 Länner hunn dese Stat scho bilateral unerkannt.

Mir mengen, dass eng kritesch Mass vun EU-Memberstaaten néideg ass, fir gemeinsam Palästina unzëerkennen. Fir dass des Unerkennung den erwünschten Effekt och huet an dem Friddensprozess déngt, kann ee se net onofhängeg vum internationale Kontext natierlech decidéieren.

Eng enk Koordination mat deene Länner, déi äänlech gesinnt si wéi mir, ass also néideg, fir de richtigen Zäitpunkt ze wäelen an den Impakt vun enger gemeinsamer Unerkennung ze maximéieren.

D'Positioun vu Frankräich ass heibäi ganz wichteg. Lëtzebuerg stoung 2014 am Sécherheetsrot op der Säit vu Frankräich, grad wéi bei der internationaler Konferenz zu Paräis am Januar d'lescht Joer, déi den internationale Konsens fir eng Zweestateléierung ënnerstrach hat. Frankräich huet och eng besonnesch Responsabilitéit als EU-Land mat engem permanente Sëtz, wéi mer wëssen, am Sécherheetsrot.

D'Situatioun um Terrain verschlëmmert sech ëmmer méi, sief dat duerch de Bau vun israelische Siidlungen an deene besate Gebidder, och zu Ostjerusalem, oder duerch d'Zerstéierung vu palästinenseschen Haiser, Schoulen, Infrastrukturen. Wéinst der Zerstéierung vum humanitäre Projet fir vulnerabel palästinensesch Communautéiten huet Lëtzebuerg de leschten Oktober an och uganks vun deem Mount u gemeinsamen Demarchen deelgeholl, zesumme mat der Belsch, mat Dänemark, mat Frankräich, Irland, Italien, Schweden, Spuenien an der Europäescher Kommissioun, fir entweder de Retour vu confiscéierten Equipementer oder ee Remboursement vun de Käschten ze fuerderen, an dat am Aklang mat de Wäerter vun der Konventioun vu Genève.

D'Resolutioun 2334 vum Sécherheetsrot vum 23. Dezember 2016 fuerdert ganz kloer een totalen an direkte Stopp vun der Kolonisatioun an de besate Gebidder. Trotzdeem sinn am Joer 2017 bal 7.000 nei Wunnengen an de Kolonien accordéiert ginn. Leider muss ee feststellen, dass Israel esou mécht, wéi wann déi Resoluition an dat internationaalt Recht net géife bestoen. Duerch gëtt d'Schafe vun engem palästinensesche Stat all Dag och physesch vill méi schwéier.

Zënter Oslo, also während de leschte 25 Joer, huet sech d'Unzuel vun de Siidler op ronn 600.000 verduebelt. Dovunner sinn der ronn 200.000 zu Ostjerusalem. Israel muss sech entscheiden: entweder fir d'Zweistateléierung oder fir d'Siidlungspolitik, déi amgaangen ass, zu enger Eestarealität ze féieren, mat dem Risiko, dass Israel sech zu engem Apartheidsstat entwéckelt.

Wéi wann d'Lag net schonns schwéier genuch wier, hunn d'Veereenegt State vun Amerika och elo nach hire Bäitrag un d'UNO-Agence UNRWA, déi de palästinensesche Refugiéen zur Säit steet, stark gekierzt: vun 360 Milliounen op 60 Milliounen. Dobäi sinn d'Aktivitéiten vun der UNRWA, haaptsächlech an der Educatioun an an der Gesondheet, ee wichtige Facteur fir d'Stabilitéit vu Gaza an och vun der ganzer Region.

Duerfir ënnerstëtz Lëtzebuerg och des Agence. Et wier a kengem sengem Interêt, wann op eemol méi wéi 260.000 Kanner zu Gaza net méi kéinten an d'Schoul goen. 80% vun den zwou Milliounen Awunner vu Gaza hänke vun humanitärer Hëllef of. Eng weider Verschlechterung vun hirem Situatioun entsteet doduerch.

Eng politesch Instrumentaliséierung vun der Hëllef fir Palästinenser ass einfach inakzeptabel. Iwwermuer reesen ech op Roum, wou eng aussergewéinlech Ministerkonferenz vu menge Kolleegen, den Ausseministere vu Jordanien, Schweden an Ägypten, aberuff ginn ass, fir Léisung fir déi prekär finanziell Situatioun vun der UNRWA ze fannen an de Fonctionnement vun de Services ze garantéieren. Hei ass erëm ee multilateralen Effort gefrot, an deem sech och déi arabesch State selbstverständlech aus dem Golf mussen verstärkt abréngen.

Ee Wuert nach zu der Blockad vu Gaza, déi säit iwwer zéng Joer besteet. Si muss a mengen Aen endlech opgehewe ginn, fir eng fundamental Verbesserung vun de Liewenskonditiounen ze erméiglechen. Duerch eng interpalästinensesch Reconciliatioun an ee Retour a Gaza vun der palästinensescher Autoritéit kéint dat vill méi einfach gemaach ginn.

Jo, et gëtt Gewalt a Gaza an et gëtt Gewalt aus Gaza eraus. D'Hamas operéiert dacks mat kriminelle Methoden. An et geet hei net drëm, der Hamas hiert Virgoen ze verteidegen. Mä Gaza muss ee gesinn hunn, fir ze verstoen, dass een zwou Milliounen Leit net zesummeperche kann op engem Raum, deen ee Siwentel vun eise Territoire duerstellt, a fuerderen, dass déi Leit sech dann normal oder wéi normal Mënsche solle kënnen behuelen. Gaza ass dem 21. Jorhonnert an eiser ziviliséierter Welt onwierdeg.

Dat nächst Beispill, dat ech uféiere wëll, ass eisen Engagement mam Iran. Den nuklearen Accord mam Iran, deen 2016 a Kraaft getrueden ass, huet gewisen, dass multilateral Diplomatie funktionéiert, och wann ee muss vill Ausdauer hunn. Dat Ganzt huet 13 Joer gedauert.

D'lescht Joer hunn ech den Accord als Lichtbléck bezechent, an ech mengen, Dir allegerue mat, an där Meinung sinn ech haut och nach ëmmer. Den Accord, dee sécherstellt, dass den iranischen Nuklearprogramm nëmme fir zivill Zwecker benotzt gëtt, dee muss weiderhi voll a ganz ëmgesat gi vun alle Parteien an an alle Komponenten.

Den Iran setzt bis elo à la lettre dat ëm, wat vun him gefrot ginn ass am nuklearen Ofkommen. Dat huet d'AIEA, dat ass d'Agence zu Wien, elo schonn eng zéngte Kéier bestätegt.

Leider awer geréit dese wichtige Accord ëmmer méi ënner Drock duerch d'US-Administratioun. De President Trump dréit jo domadder, unilateral aus dem Accord erauszeklammern, wann e bis de Mee net grondleeënd géif verännert ginn a verschäerft ginn. Dozou wëll ech just bemerken, dass den Accord mam Iran an enger Resoluition vum UNO-Sécherheetsrot verankert ass. E kann duerfir net unilateral denoncéiert ginn. Lëtzebuerg wäert sech weiderhi mat sengen EU-Partner fir den Accord engagéieren.

Bilateral hu mer am Kader vun der Ëmsetzung vum nuklearen Accord eis Relatioun mam Iran normaliséiert. Dat heescht net, dass mer d'Bedenke vun eisen amerikanesche Partner net deelen, wann et ëm aner Aspekter vun der iranischer Politik geet: d'Mënscherechtesituatioun am Land, dem Iran seng regional Politik an och säi Rakéitprogramm. Déi Bedenken deele mer och den iranischen Autoritéite mat. Den Iran huet eng kloer Verantwortung fir Fridden a fir Stabilitéit an där Region.

Mir gleewe weiderhin un den Engagement an un den Dialog mam Iran. D'Politik vum President Rohani, deen d'lescht Joer erëmgewielt ginn ass, bleift déi beschte Chance op Reformen. Een Enn vum nuklearen Accord géif virun allem d'Hardliner an deem Land stäerken.

Den Asaz fir Multilateralismus, internationaalt Recht a Mënscherechter ass néierens esou akut wéi natierlech a Krichssituatiounen, besonnesch haut a Syrien an och am Jemen. De Krich a Syrien huet déi gréisst humanitär Kris zënter dem Zweete Weltkrich provoziert. En huet iwwer 340.000 Mënschen d'Liewe kascht. D'Halschent vun der Populatioun ass entweder deplacéiert a Syrien oder an d'Ausland geflücht. Zéngtausende sinn a Folterprisonen verschwonnen.

Firwat? Well en Diktator, den Assad, mat alle Mëttele wëllt un der Muecht bleiwen! Säi Regimm zéckt net, mat brutalster Gewalt, souguer mat Gëftgas géint säin eegent Vollek virzegoen. D'Billen vun Ost-Ghuta sinn eigentlech net méi ze erdroen. D'Géigend gëtt belagert, aushéngere gelooss, bombardéiert wéi am déifste Mëttelalter. Et ass d'Häll op der Aerd, fir

d'Wierder vum António Guterres ze gebrauchten.

D'Situatioun um Terrain ass extrem komplex a geféierlech. Et si Kricher am Krich mat net staatlechen, nationalen, regionalen, internationalen Akteuren. Virun engem Joer hätt een eigentlech net geduecht, dass d'Situatioun nach schlimmer kéint ginn. Duerch de gemeinsame Kampf géint Daesh ware momentan Zweckallianzen entstanden. Mä elo besteet de Risiko vun enger Ausdehnung vum Konflikt mat direkter Konfrontatioun tëschent regionalen an internationale Pouvoiren.

Am Februar zum Beispill gouf et déi schlimmsten Eskalatioun tëschent Israel a Syrien zënter Jorzéngten. Domat ass och de Risiko vun enger direkter Auseinandersetzung tëschent Israel an dem Iran an der Hisbollah geklommen.

Zënter dem 20. Januar huet d'Tierkei hir Militäroperatioun „Olivenzweig“ a Syrien lancéiert. Si richt sech virun allem géint d'kurdesch Miliz YPG, déi vun den Amerikaner awer ënnerstëtzt gëtt beim Kampf géint Daesh an och bei deem Kampf eng wichteg Roll spillt - denke mer u Raqqa! Mat de Syriän Democratic Forces huet déi Miliz d'Stad Raqqa vun Daesh befreit.

Virun e puer Woche si Pro-Assad-Milizen an de Kanton Afrin amarschéiert, wat de Risiko vun direkten Auseinandersetzungen tëschent Syrien an der Tierkei erhéicht. Et besteet och d'Gefor vun enger indirekter Konfrontatioun tëschent zwee Nato-Partner, der Tierkei an de Vereenegte Staten. Déi tierkesch Offensiv riskéiert, Daesh indirekt erëm ze stäerken, an engem Moment, wou se nëmmen nach dräi Gebidder eigentlech a Syrien kontrolléiert. Iwwer 98% vun de Gebidder sinn ënner Kontroll a si befreit ginn.

Et ass inakzeptabel, dass d'Tierkei mat der Hëllef vu méi oder manner extremistesche Milizen d'Zivillbevölkerung, besonnesch an der Stad Afrin, a Gefor bréngt, ënner dem Virwand vum Recht op Selbstverteidigung. Duerfir mäin Opruff, dass d'Militäroperatioun direkt ophéiert an op kee Fall ausgedeeent gëtt, fir en humanitär Drama ze verhënneren.

D'Bombardementer an d'Kämpf zu Idlib a besonnesch an der Ost-Ghuta hunn och de leschte Mount staark zougeholl an d'Leed vun der ziviller Populatioun ass onerdreiglech. An der Ost-Ghuta sinn elo méi wéi dausend Zivilisten der Regimoffensiv vun de leschte Wochen zum Affer gefall. Alles erënnert un den Zeenario vun der Kapitulation vun Ost-Aleppo am Dezember 2016.

D'Ost-Ghuta an der Peripherie vun Damaskus ass symbolesch fir de Krich a Syrien. Et ass eng vun den éischte Géigenden, déi sech der Opposition ugeschloss huet. Et ass do, wou déi schlimmste Gëftgasattack vum Regimm am August 2013 ageschloen huet. An et ass och do, wou rezent erëm Gëftgas agesat ginn ass. Et ass wierklech net ze verstoen, dass am Sécherheitsrot Länner sinn, déi e Veto géint eng onofhängeg Enquête aleeën, déi dozou bäidroen kéint, dass déi Verantwortlech fir déi sëllege Gëftgasattacke wéi an der Ost-Ghuta oder am Abrëll d'lescht Joer zu Khan Shaykhun endlech zur Rechenschaft gezu ginn.

De Sécherheitsrot ass zënter 2011, wann et ëm Syrien goug, dacks duerch de Gebrauch vum Veto paralyséiert ginn. Duerfir hunn ech déi unanime Adoptioun vun der Resolutioun 2401 vum 24. Februar op Initiativ vu Schweden a vum Kuwait och ausdrécklech begréisst, esou wéi Dir alleguer. Et ass ee klengen Hoffnungsschimmer gewiescht.

Dës Decisioun fuerdert, dass d'Kämpf direkt mussen ophalen an eng humanitär Paus vu mindestens 30 Deeg a ganz Syrien misst antrieden, fir dass d'Hëllef duerchkomme kann an déi schwéier krank an uerg verletzete Leit kënnen evakuiert ginn. Mä och dës Resolutioun gëtt leider gréisstendeels ignoréiert. D'Tierkei, Russland an den Iran, d'Garante vum Astana-Prozess, déi sougenannt Deseskalationszone wéi an der Ost-Ghuta an ëm Idlib decidéiert hunn, déi mussen hir Verantwortung iwwerhuelen an dem syresche Regimm, mä och sech selwer ee vollständige Stopp vun de Militäroperatiounen imposéieren.

De Risiko besteet, dass d'Attack vum Regimm a sengen Alliierten an och vun der Tierkei am Kanton vun Afrin weidergefouert gëtt ënner dem Deckmantel vum Kampf géint den Terrorismus. D'Bombardementer an der Ost-Ghuta, zu Idlib an an der Region vun Afrin sollen direkt, missten direkt, mussen direkt ophalen an d'Resolutioun 2401 misst respektéiert an ëmgesat ginn. Dëst ass de kloren Opruff vun der Europäescher Unioun, fir deen ech perséinlech am leschte Conseil Affaires étrangères natierlech och matgeholf hunn, eis staarkemaachen.

D'EU ass dee gréissten Donateur vun humanitärer Hëllef fir Syrien a fir d'Nopeschlänner, déi am meeschten d'Konsequenze vun deem Konflikt spieren: d'Tierkei, de Libanon, den Irak, Jordanien, Ägypten hu ronn 5,5 Milliounen Syrer opgeholl bis dato. An et ass wichteg, dass mer och dës Länner ënnerstëtzen.

Lëtzebuerg dréit säin Deel bäi. Eis Hëllef beleeft sech pro Joer op 7,5 Milliounen Euro a kënn och de syresche Kanner zegutt, fir dass se weder an d'Schoul kënnen goen, och wa se op der Flucht sinn.

Mä eis Position vis-à-vis vu Syrien ass kloer: Keng Hëllef fir den Opbau, ouni dass e politesche Prozess agelaut gëtt. Et gëtt keng militäresch Léisung fir de Krich a Syrien. Nëmmen eng politesch Léisung kann nohaltege Fridde a Stabilität bréngen.

Et gëtt duerfir keng Alternativ fir eis, wéi den Envoyé spécial vun der UNO, de Staffan de Mistura weider ze ënnerstëtzen. Et geet drëms, op der Basis vum Communiqué vu Genf vum 30. Juni 2012 a vun der Sécherheitsratsresolution 2254 vum 18. Dezember 2015 eng politesch Transitioun méiglech ze maachen, an där déi syresch Populatioun an hirer ganzer reliéier an och ethnischer Diversitéit vertraueden ass.

Och wann ee politesche Prozess un d'Goe kéim, d'Atrocitéite vun deene leschte Jore kënnen net ënner dem Teppich gekieft ginn. D'Bombardementer vu Klinicken, et goufen der ronn 500 säit 2011, a vun Zivilisten a Gëftgasattacken, dat si Krichsverbrieche laut dem internationalen Recht.

Et dierf keng Impunitéit fir déi Verbrieche ginn. Duerfir hu mir ons och agesat, wéi mer am Sécherheitsrot waren. An duerfir ënnerstëtzt Lëtzebuerg och den onofhängege Mechanismus, dee Beweismaterial sammelt, fir dass an Zukunft déi Schëlleg kënnen zur Rechenschaft gezu ginn.

D'militäresch Léisung an d'Impunitéit sinn och am Jemen-Krich keng Optiounen. D'UNO-Mediatioun téscht de verschiddene Konfliktparteien ass festgefruer. An de Krich ass an de leschte Méint ëmmer méi grausam ginn am Jemen. Ronn 80% vun der Populatioun brauch haut humanitär Hëllef do. D'Blockad ass total. 17,8 Milliounen vu 27 Milliounen Jemenite sti virun der schlimmster Hungersnot säit Jorzéngten. Wéi a Syrien gëtt am Jemen den Hunger als Krichswaff agesat. Et kënn nach eng massiv Choleraepidemie derbäi.

Zu Genève huet Lëtzebuerg eng hollännesch Initiativ ënnerstëtzt, fir d'Krichsverbrieche am Jemen opzedecken, an der Hoffnung, dass dat eng ofschreckend Wirkung huet. Mir setzen eis jo och an am Jemen fir humanitär Hëllef. Fir dem Chaos am Jemen een Enn ze setzen, vun deem nëmme d'Terroriste profitéieren, géllt et, déi politesch Negociatioun esou séier wéi méiglech erëm unzefänken an den Accès fir humanitär Hëllef erëm ze erméiglechen.

D'Kricher a Syrien an am Jemen bréngen mech zu der zentraler Erausforderung vun onser Zäit, mengen ech, och an Europa: d'Migratioun an d'Kris vun de Refugiéen. Am Moment si 5,6 Milliounen Refugiéen aus Syrien vum UNO-Flüchtlingswierk, der UNHCR, an den Nopeschlänner enregistriert ginn. Am Jemen sinn zwou Milliounen Leit op der Flucht an hirem eegene Land a méi wéi 190.000 Leit sinn an d'Nopeschlänner scho geflücht. De Jemen hat selwer an der Vergaangenheet vill Flüchtlingen opgeholl an huet als eenzeg Land vun der Arabescher Halbinsel a vum ganzen Noen Osten d'Genfer Flüchtlingskonventioun ënnerschriwwen.

Duerch de Konflikt ass et dem Land awer net méi méiglech, de Flüchtlingen eng adequat Protektioun ze garantéieren, wat ee versteet. D'Situatioun vun de ronn 280.000 Flüchtlingen am Jemen, an der Majoritéit Somalier, gëtt ëmmer méi dramatesch.

D'Migratioun an d'Kris vun de Refugiéen ass näischt Abstraktes. Ech konnt mir selwer e Bild maache vun der Realitéit an Transit- an och an Hierkonftslänner. Während eiser Présidence 2015 war ech an Italien an a Griichenland zu Lampedusa an zu Lesbos. Am Dezember d'lescht Joer hunn ech zwee Refugiéscampen zu Athen besicht. An am Februar dëst Joer konnt ech déi ganz schwierig Lag gesinn a Libyen an och am Niger, zwou Zwëschestatiounen um Wee, dee vill Leit iwwert déi lescht Joren a Richtung Mëttelmier an Europa geholl hunn.

D'Situatioun a Libyen bleift vun enormer Bedeutung fir Europa. D'OIM, d'International Organisation fir Migratioun, schätzt, dass sech a Libyen tëschent 700.000 an eng Millioun Migranten ophalen. Déi befanne sech deelweis scho säit Joren a Libyen an der Hoffnung op e bessert Liewen oder dorop, an Europa ze kommen.

D'lescht Joer sinn aus Libyen 119.000 Migranten an Italien ukomm. Dobäi hu leider op tragesch Manéier 2.833 Mënschen hiert Liewen am Mëttelmier verluer, um Wee fir an Italien. Eist Land ënnerstëtzt d'Efforten, fir de Mënscheschmuggel ze ënnerbannen. Zweek vu véier Iwwerwachungsfligere vun der EU-Operatioun SOPHIA am Mëttelmier gi vu Lëtzebuerg zur Verfügung gestallt a mir contribuéieren och finanziell fir d'Ausbildung vun der libescher Küstenwache.

Eng dauerhaft Léisung kann awer net fonnt ginn, soulaang a Libyen Chaos herrscht a keng eenheetlech a stabil Regierung um Rudder ass. D'Land brauch legitimm Institutiounen, déi funktionéieren. Déi politesch Stabilität muss geförderet ginn.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt an deem Sënn d'Beiméiung vum Ghassan Salamé, dem Verrieder vum UNO-Generalsekretär, fir all Akteuren a Libyen zesummenzibréngen a mat hinnen op dräi Schinne weiderzuekommen: déi national Reconciliatioun - vläicht déi schwéierst, mä och déi wichtegst -, eng nei Verfassung an da kredibel Wahlen, méiglechst nach um Enn vun dësem Joer.

Zu Tripolis hunn ech dann do och ee Centre de détention, Tarek Al Matar, besicht, dee vun der Regierung gefouert gëtt a wou d'UNHCR an déi international Organisation fir Migratioun Accès hunn. D'Bedéngungen, ënner deenen d'Migranten do mussen liewen, si schrecklech. Honnerte vu jonke Männer, déi meescht aus Afrika, stoungen do zesummedrückt. Mä et waren och Mammen do mat Kanner.

A Libyen gëtt et eng Rei vun anere Prisongen, mir wëssen dat, déi vu private Milize gefouert ginn a wou d'UNO keen Zutritt huet. Do sinn d'Liewensbedingunge vill, vill, vill méi onmenschlech nach. Glécklecherweis sinn déi libesch Autoritéiten awer elo voll amgaangen, all déi Lageren zouzemaachen, wou se Violatioun gemellt kritt hunn. Et mussen onbedéngt Alternativen zur Detention fonnt ginn. Ech hu bei de libesche Regierungsverrieder derfir plädéiert, dass Strukture geschaf gi fir den UNHCR an d'OIM, wou déi Leit, déi fräiwëlleg an hir Heemescht zrëckwëllen, dezent opgeholl kënnen ginn. Esou wéi am Niger sollen dann och a Libyen d'Migranten net kriminaliséiert an agespaart ginn, mä a menschewierdege Konditiounen ënnerbruecht ginn.

Deene Persounen, déi besonnesch Schutz brauchen, solle mer d'Méiglechkeet ginn, am Kader vun enger legaler Migratioun wéi der Reinstallatioun an engem europäesche Land een neit Liewe kënnen unzefänken. D'Europäesch Unioun ass bereet, an de kommenden zwee Joer 50.000 Migrante legal opzehuelen. Dës Leit sollen iwwert den Niger an d'Europäesch Unioun kommen. Lëtzebuerg plangt dobäi, 200 Leit bis Enn 2019 opzehuelen.

Zu Tripolis hunn ech drop higewisen, dass den Accord tëschent Libyen an dem UNHCR wichtig wier, fir déi Aart a Weis, wéi d'Migrante behandelt ginn, ze verbessern. Lëtzebuerg huet d'lescht Joer eng Millioun Euro a Libyen mobiliséiert, fir dass den UNHCR a Libyen déi Leit, déi um Mier gerett ginn, besser och schützen kann. Et ass indispensable, dass déi international Communautéit dem UNHCR déi néideg Mëttel zur Verfügung stellt.

Während menger Visitt hunn ech och nach een Evakuationszentrum am Fluchhafen vun Tripolis besicht. Deen Dag si Leit zrëckgeflu ginn an de Senegal an an de Kamerun. Dëst Joer solle mat Hëllef vun der OIM 30.000 Migranten duerch fräiwëlleg Retouren heemgeschéckt kënnen ginn. Den UNHCR op senger Säit rechent fir 2018 domadder, dass ronn 8.000 Refugié kënnen direkt oder via Niger reinstalled ginn.

D'Violatiounen vun de Mënscherechter vun de Migranten a Refugié mussen strengstens veruerteelt ginn. Den éischten Objektiv vun der Europäescher Unioun muss et sinn, fir d'Rechter vun de Migranten hëllef ze schützen a weider Doudeger am Mëttelmier ze verhënneren. Duerfir begreisse mer ausdrécklech d'Efforte vun den afrikanesche Länner, fir hir Bierger ze rapatriéieren.

Ech wëll hei déi positiv Roll wierklech vum Niger ervirhiewen, engem vun den ärmste Länner iwwerengens vun der Welt. Bei engem Besuch an deem Partnerland vu Lëtzebuerg vum 6. bis den 8. Februar, besonnesch bei der Visitt am Centre de transit vun der OIM zu Agadez, ass mer opgefoll, dass do d'Migrante wesentlech besser wéi déi a Libyen behandelt ginn.

Ënner dem Impuls vun Innenminister gëtt den Trafic vu Migranten och ënnerbonnen. An deene Leit, déi a Richtung Libyen wëllen zéien, gëtt versicht, dovunner ofzeroden, fir hinnen ze erspuren, dass se sech do, wéi vill vun hire Virgänger, an onméigleche Konditiounen an der Wüst erëmfinden.

Ech kann hei net all déi perséinlech Andréck natierlech erëmginn, déi ech vun deser Visitt mat heembuecht hunn. Et ass op jidde Fall eng wichteg Erfahrung, déi erëm eng Kéier weist, dass sech hannert den Zuelen, hannert de Statistike Schicksaler vu Persounen a vu Famillje verstoppen, déi mat vill Leed, mat vill Desillusioun verbonnen sinn. Dës Schicksaler sollen eis dozou motivéieren, och op EU-Niveau no Léisungen ze sichen, déi d'Dignitéit vun dese Mënschen, vun de Refugiéen a vun de Migrante respektéiert; Léisungen, déi Rigueur a Solidaritéit, Recht a Mënschlechkeet am Fond matenaner verbanne.

Wat soen d'Statistiken? 2017 huet den UNHCR weltwäit knapp 66 Milliounen Leit gezielt, hie op der Flucht waren, sief et ausserhalb vun hirem Heemechtsland oder awer am Heemechtsland selwer. An Europa huet de Migratiounsdruck 2017 awer insgesamt staark ofgeholl. Ongeféier 707.000 Leit hunn an der EU eng Demande op Asyl gestallt. Dat sinn der 43% manner wéi 2016. Mä et sinn der nach ëmmer vill méi wéi virun der Kris vun 2015.

70% vun deenen Demandé sinn an Däitschland, an Italien, a Frankräich, a Griichenland an a Groussbritannien deposéiert ginn. An déi meescht Demandeur kumen aus Syrien, Afghanistan an dem Irak. Och wann d'Zuelen däitlech zrëckginn, esou huet 2017 awer erëm grous Efforten am Beräich Asyl uechter Europa verlaangt.

Et sinn eng 980.000 Decisiounen op EU-Niveau geholl ginn, dovunner sinn der ronn 40% positiv ausgefall, dat heescht, d'Leit hunn eng international Protektioun kritt. D'Syrier hunn 2017 an der Europäescher Unioun ronn 100.000 Demandé gestallt an a 94% vun de Fäll hu se eng Protektioun accordéiert kritt. De Retard vun 2015 gëtt lues awer sécher an der EU opgeschafft. Haut waarden nach eng 460.000 Leit op eng Decisioun.

Iwwert déi gesamt Mëttelmierroute si ronn 171.000 Migranten an Europa ukomm, déi meescht dovunner, knapps 162.000, sinn iwwert déi ëstlech an iwwert déi zentral Mëttelmierroute komm. 2016 waren dat der nach 362.000. Leider erdrénken awer nach ëmmer vill ze vill Leit am Mëttelmier. Et gëtt geschat, dass 3.100 Leit 2017 um Wee an Europa ëmkommen sinn.

Déi eenzeg Route, wou d'Zuelen effektiv zougeholl hunn, ass déi am westleche Mëttelmier. A Spuenien huet d'Zuel vun de Migrante sech verduebelt, vu 14.000 op 28.000, mat enger weiderer Tendenz no uewen. D'Spuenier soe sech awer zouversichtlech, dass se déi Situatioun virun allem mat der Hëllef vu Marokko a vum Senegal kéinten an de Grëff kréien.

Bei d'Zuel vu 707.000 Migranten, déi 2017 eng Demande op Asyl an der EU gestallt hunn, muss een och déi Leit derbärechnen, déi aus engem Visa-befreite Land agereest sinn, wéi zum Beispill dem Westbalkan a Georgien. Dobäi kommen och nach déi, déi reinstalled ginn an déi an e puer Länner eng Demande gestallt hunn, déi sougenannt „Dubliner“.

Ass Europa fit fir eng nächst Kris, wann déi géif kommen? Meng Äntwert ass: Nee! D'legislativ Agenda ass nach weider immens chargéiert. Leider ass d'Klima net favorabel, fir dass mer grous Efforte kéinte maachen. No der Kris vun 2015 war et kloer, dass mer net méi kéinte mat enger Scheiwiederpolitik..., Schéiwiederpolitik - pardon! - weiderfueren.

(Hilarité)

Dee ganze System, sief et Asyl, Grenzen, Retour, Kooperatioun mat Drëttstater, Finanzen oder Solidaritéitsmoosnamen, huet eng generell Revisioun gebraucht. Déi legislativ Schantercher sinn nach bei Wäitem net ofgeschloss.

Mir hunn nach ëmmer staark Tensiounen tëschent den eenzelne Memberstater iwwert den Accueil, d'Asylprozeduren an d'Verdeelung vun den Asylbewerber. Dräi successiv Presidenten an der Europäescher Unioun hu sech d'Zänn un der Reform vum Dublin-Reglement ausgebass. Dobäi stinn nach d'Wahlen an Ungarn un, wéi mer wëssen, a mir mussen och gesinn, wéi déi zukünftige eisträichesche Présidence desen Dossier wäert ugoen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Wahlen an Italien de 4. März hu gewisen, dass de Mangel un europäescher Solidaritéit bei der Gestiou vun der Migratioun souwuel d'Europäesch Unioun wéi déi proeuropäesch politesch Partei fir de Wieler an e schlecht Licht réckelt. A mengen Aen huet dat ganz kloer zum Opdriff vun de Rietsextremen an de

Populisten an Italien bägedroen, mam Resultat, dass et net méi einfach wäert ginn, europäesch Léisunge fir d'Migratiounspolitik auszeschaffen.

Déi bulgaresch EU-Présidence mécht elo vill Efforten, fir en equilibrierte Pak bis Juni ze ficelieren. Et geet dréms, dass d'Memberstaaten op de Baussegrenzen an d'Asylbewerber sech strikt un d'Regelen halen an domat sougenannte *Mouvements secondaires* ennerbonne ginn, fir dass Länner wéi Italien a Griichenland awer déi Laascht packen. Schliisslech garantéieren hir Efforten, dass de Schengen-Raum nach ëmmer funktionnéiert. Mir mussen hinnen ënnert d'Aerm gräifen, fir dass se Hëllef kréien.

Et ass eng Aarmut, ech soen dat, dass mer iwwerhaupt mussen iwwer eng „zwéngend“ Solidaritéit schwätzen. Solidaritéit ass e wichtige Piliere vun Europa. Leider interpretéieren verschidde Länner dat als e *Sens unique*. Responsabilitéit a Solidaritéit solle geféiert ginn duerch Finanzspréizen aus dem EU-Budget, duerch Experte vun den EU-Agencé Frontex an EASO, duerch Reinstallatioun souwéi duerch eng automatesch Relokalisatioun innerhalb vun de Memberstaaten.

D'Europäesch Unioun besteet glécklecherweis nach ëmmer aus enger Majoritéit vun Memberstaaten, déi de Refugiéen eng Protektioun garantéieren wëllen. Et kann net sinn, dass Länner, déi just wéinst der Hautfaarf oder der Relioun net Hëllef wëllen, hir Positioun anere Memberstaaten och nach imposéieren.

D'Europäesch Unioun funktionnéiert no demokratesche Prinzipien, wéi e Rechtsstat. Uerteeler vun der Cour de justice mussen ëmgesat ginn, ob se engem gefalen oder net.

Et féiert och kee Wee derlaanscht, mir brauchen endlech eng richteg europäesch Migratiounspolitik, esou wéi d'Traitéeen dat och virgesinn. D'Kontroll iwwert d'Migratioun kënnen mer nëmmen hunn, wann d'Definitivitéit vun Refugié, d'Dauer vun de Prozeduren, d'Konditiounen vum Accueil mat besonnesch de Sozialleeschungen an den Taux vun der Unerkennung déiselwecht sinn uechter Europa. Duerfir brauche mer och e Reseau vun europäesche Gerichter, wéi beim europäesche Brevet, déi derfir suergen, dass den Taux vun der Unerkennung fir déi verschidden Nationalitéiten och convergéiert. Soulaang dat net de Fall ass, wëllen déi Leit dohin, wou se méi Chancen hu mat hirer Asyldeemande oder wou se besser behandelt ginn.

D'Léisung ass net, dass mer eng Course an Europa hunn, wéi ee Land am mannsten attraktiv gëtt. Europa ass a muss Terre d'asile bleiwe fir déi Leit, déi Schutz viru Verfolgung sichen. Ech hunn et och gesot an ech widderhuelen et nach eng Kéier: D'Laascht vun de Flüchtlinge muss méi gerecht verdeelt ginn. Eng Gemeinschaft wéi d'Europäesch Unioun muss op Solidaritéit an op Fairplay opgebaut sinn. Dofir schaffe mer och esou intensiv un enger Reform vun Dublin-Reglement, dat Kritäre setzt, wat fir e Land fir den Traitement vun enger Asyldeemande zoustänneg ass.

Et gëtt keng Alternativ zu méi Solidaritéit. Wann d'Antrëttslänner et an enger Kris net packen, da ginn et massiv *Mouvements secondaires*. Als Reaktioun féieren aner Memberstaaten da Bannengrenzkontrollen an a Schengen kënnt a Gefor.

Duerfir plädéieren ech déi lescht Jore konstant fir eng gerecht Verdeelung vun den Asylbewerber innerhalb vun Europa, zu gudder Lescht fir Schengen net kapotzemaachen.

D'Europäesch Unioun muss een awer och enger erweideter Perspektiv gesinn. Verschidde Partnerstaaten, déi wuel net Member vun der Europäescher Unioun sinn, kënnen eis vill bréngen. Ech denken do zum Beispill un déi associéiert Staaten: un d'Schwäiz, un Island, un Norwegen, un Liechtenstein, déi Solidaritéit an der Migratiounskris gewisen hunn, obwuel se juristescht jo zu guer näischt obligéiert waren. Si hunn an de leschte Jore der Europäescher Unioun gehollef, méi wéi 7.000 Persounen ze reinstalléieren oder ze relokaliséieren. Dat war ee resolutt an ee solidarescht Handeln. Dovunner kéinte sech eng Rei Memberstaaten aus der Europäescher Unioun emol eng Nues voll huelen.

Iwwert d'EU eraus ass den internationale Kader och ganz wichteg. D'UNO soll bis Enn 2018 e globale Pakt fir Flüchtlingen an e globale Pakt fir sécher, geuerdent a regular Migratioun unhuelen. Obwuel d'Amerikaner sech jo zrëckgezunn hunn an obwuel et fir d'EU schwierig wäert ginn, eenheetlech opzotrieden, hoffen

ech, dass d'Diskussioun an der UNO ee positiven Impuls bréngt fir eng global Gestiou vun der Migratioun, och am europäesche Kontext.

Mam Thema Migratioun wäerte mer eis an den nächste Jore nach vill beschäftegen, souwuel op europäeschem wéi op weltpoliteschem Niveau. D'Problemer wäerten net manner ginn, mä et wäert sech erausstellen, ob mer aus der Kris gestärkt als Europäesch Unioun erauskommen a fir an Zukunft besser opgestallt sinn. Et bleift nach vill ze maachen an et wäert nach vill Iwwerzeugungsarbeit musse geleescht ginn, fir dass mer all un engem Strang zéien an dass eis gemeinsam europäesch Asylpolitik och op d'Bee kënnt. Nëmme mat enger staarker Europäescher Unioun kënnen mer dës Erausforderungen an de Griff kréien.

D'Aart a Weis, Madamm Presidentin, wéi mer mat der Migratiounsfro ëmginn, seet ganz vill iwwert de Gesondheitszoustand vun Europa aus an iwwer eis Motivatioun, fir déi schwierig Erausforderung zesummen unzegen a se och am Sënn vun der Solidaritéit ze léisen. Riichte mer elo eise Bléck op d'wirtschaftlech Lag vun der Europäescher Unioun. Mir sinn haut an enger besserer Situatioun wéi nach virun engem Joer. D'Vetraue vun de Bierger an d'europäesch Wirtschaft ass esou héich wéi scho laang net méi. D'Wuesstumszuelen hu sech gutt entwéckelt, och an der Eurozon.

Dës positiv Tendenz ass och bei der Entwécklung vun den Aarbechtslosenzuelen ze bemerken. Bannent engem Joer, vun 2016 op 2017, ass laut Eurostat d'Zuel vun deenen, déi eng Aarbecht sichen, ëm iwwer 1,5 Milliounen erofgaangen. Dat ass ze begréissen, mä mir dierfe keng Entwarnung ginn. Et gi weiderhi grousse Ennerscheeder tëschent de Memberstaaten an déi héich Aarbechtslosigkeit bei deene Jonken ass eng Zäitbomm, och well nationalistesch a populistesch Bewegungen, ob wou rietzen oder léne Bord, dorauer politesch Kapital schloen.

No der Ried zur Lag vun der Unioun vum europäesche Kommissiounspräsident Jean-Claude Juncker an der europapolitescher Grondsazried vum franséische President Macron op der Sorbonne ass an d'Debatt iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun erëm neie Schwong erakomm.

Bis zu den Europawahlen 2019 wäert am Conseil an am Europäesche Parlament d'Zukunft vun der Europäescher Unioun an all senger Facetten och diskutéiert ginn. Awer och d'Bierger wäerten zu Wuert kommen. De franséische President huet jo proposéiert, fir iwwerall an der Europäescher Unioun Biergerconsultatiounen ze organiséieren. Praktesch all Memberstat bedeelegt sech. A bei dëser Initiativ geet et jo dréms, de Leit d'Geleeenheet ze ginn, hir Erwaardungen, hir Wënsch, hir Virschléi an och hir Suerge mat an d'Diskussioun iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun eranzubréngen.

Mir wäerten och hei zu Lëtzebuerg tëschent Mee, mengen ech, a Juni eng Retsch Diskussioun féieren an den Ofschloss hu mer scho fixéiert op den 2. Juli a Präsenz vum Vizepräsident vun der Kommissioun, dem Här Timmermans.

Ier ech elo op e puer Schantercher vun der Europäescher Unioun aginn, erlaabt mer, e puer Wuert ze soen iwwert den däitsch-franséische Motor, deen - esou hoffen ech - geschwënn erëm uspréngt. Den Opruff vum Här Macron zu enger Erneuerung vun der Europäescher Unioun ass am Koalitiounsprogramm vun der neier däitscher Regierung jo opgegraff ginn. Frankräich an Däitschland wëllen, grad wéi mir och, der Europäescher Unioun en neien Impuls ginn a méi enk op grousse europäesche Froen zesummeschaffen. Déi verstärkten Zesummenarbeit op europäeschem Plang soll och an den neien Élysée-Vertrag tëschent Däitschland a Frankräich ageschriwwen ginn.

Fir d'Europäesch Unioun bedeit dëst en neien Opschwung a Richtung vun engem méi onafhängegen a méi handlungsfäegen Europa. Handlungsfäeg ass d'Europäesch Unioun just, wann hir Institutionen och kënnen schaffen. Duerfir ass et net verwonnerlech engersäits, dass och schonn erëm eng sellegen institutionell Reformvirschléi debattéiert ginn. Ech sinn awer wierklech net dovunner iwwerzeegt, dass mer vill kuerzfristeg Annerunge brauchen, wou mer dach am Moment esou vill aner dréngend a substanzuell Erausforderungen an der Europäescher Unioun unzegen hunn.

D'Europäesch Parlament huet sech jo am Februar kloer fir d'Bäibehale vum Konzept vun der Spëtzekandidate fir d'Europawahlen ausgeswat. Dat ass ze begréissen, well et dozou bäidréit, fir dem Bierger d'Europäesch Unioun méi no ze bréngen. Dëst war och eng vun de Prioritéiten, wann Der lech kënnt erënneren,

vun eiser Présidence 2015. Eng endgültig Léisung soll fonnt ginn am Kader vun Dialog tëschent dem Europäesche Rot an dem Europäesche Parlament. Duerfir duerf et awer net zu enger Frontalkollisioun kommen tëschent de Kompetenze vum Europäesche Parlament an dem Rot mat der Konsequenz, dass keng Decisioun géif geholl ginn. Ech mengen, de Kommissiounspräsident sollt als entscheidende Kritär gedroe gi vun enger ganz breeder Majoritéit am Europaparlament.

Wat d'Afféiere vu sougenannten transnationale Lëschten ubelaangt, esou ass dat eng interessant Iddi, déi och zu eisem Land passt, well mer jo ëmmer fir e Maximum vun europäescher Integratioun stoungen a weiderhin och duerfir stinn. Dës Iddi ass allerdéngs fir 2019 net méi aktuell.

Eng aner institutionell Fro, déi debattéiert gëtt, ass déi vun der Ëmstrukturéierung vum Europaparlament, nodeems d'Veereenegt Kinnekräich vum Abrëll 2019 u kee Member méi ass vun der Europäescher Unioun, wéi mer dat wëssen. De Virschlag, deen um Dësch läit, gesäit enner anerem vir, d'Zuel vun de Parlamentarier vu 751 op 705 ze reduzéieren a 27 vun den 73 britesche Sëtz op 14 Memberstaten ze verdeelen. Mir wäerten dësem Virschlag am Rot vum Juni zoustëmmen, well mer der Meenung sinn, dass déi sougenannten degressiv Proportionalitéit doduerch garantéiert gëtt an déi Lëtzebuerger Sëtz net u Bedeitung verléieren.

Aner Reformiddie wéi zum Beispill de Virschlag, d'Zuel vun de Kommissären ze reduzéieren, wat mer schonn x-mol haten, oder de Virschlag, d'Funktioen vum Europäesche Kommissiounspräsident mat där vum President vun der Europäesche Rot ze fusionéieren, riskéiere selbsterständlech, den aktuellen institutionelle Kader vun der Unioun staark ze veränneren. Mir mussen oppassen, dass mer déi interinstitutionell Balance, déi mer elo hunn, net duerchenaner bréngen. Doriwwer eraus ass de Wëlle vu ville Memberstaten, fir a Richtung vun enger Verännerung vun de Verträge ze goen, net iwwerméisseg grous.

Gläichzäiteg brauche mer awer eng oppen, eng éierlech Diskussioun iwwert dës Virschléi, bei deenen et ëm déi langfristeg Perspektiv vun der Unioun geet. An duerfir wäerte mer eis als Lëtzebuerg un der Debatte och konstruktiv bedeelegen. A Saache Wirtschafts- a Finanzfroe si mer elo aus de Krisenzäiten eraus. An déi aktuell positiv Wiederlag erlaabt et eis, no vir ze kucken a Forme fir d'Eurozon an d'A ze faassen, déi déi gemeinsam Wäerung, déi mer jo hunn an déi immens wichteg ass fir eis, an Zukunft och kënnen ofsécheren.

D'Diskussioun iwwert d'Verdeiwung vun der Wirtschafts- a Währungsunion ass net nei. Si gëtt schonn zënter hirer Aféierung eigentlech gefuerdert, emol méi, emol manner. D'Dynamik, déi 2015 mat der Publikatioun vum Rapport vun de fënnf Presidente lancéiert gouf, huet an der Lescht nach ee Krack zougeluecht.

No hirem Reflexiounspabeier vum leschte Mee huet d'Kommissioun nämelech zejoert am Dezember op Kleeserchersdag hir nei Propositionen op den Dësch geluecht. Verschidden Iddien dovunner si fir elo gläich, anerer kommen eréischt méi spéit a Fro. Parallell dozou lafen och intensiv Gespréicher, fir d'Bankenunion ze vervollstännegen, fir d'Risiken am europäesche Bankesektor weider ze kieren a fir méi Solidaritéit kënnen spillen ze loossen. An dat ass am Interesse vum Bierger, well d'Iddi déi ass, dass no enger Bankfailite net de Steierzueler de Kapp duerhale muss. Donieft gëtt och iwwerluecht, fir den Europäesche Stabilitéitsmechanissem, den ESM, dee jo, wéi mer wëssen, säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg huet, weider ze stäerken an an en Europäesche Währungs-fonds auszebauen.

Hei si mer der Meenung, dass et wichteg ass, dass e System, deen elo funktionnéiert, de Regling-System, net kuerzfristeg kann iwwer Bord gehäit ginn, bis mer een aneren hunn, deen och vun alle gedroe gëtt. Dat heescht enner anerem, dass mer weider um intergouvernementale Wee viruschaffen, och wa mer eis awer sollte bewusst sinn, zemoos hei an der Chamber, dass dëst am Fong géint de Geescht vum Vertrag vu Lissabon geet, wou déi communautaire Approche misst d'Regel sinn an déi intergouvernemental d'Ausnam.

Wat d'Budgetfroe ugeet, si mer der Meenung, dass et net néideg ass, fir deen neie Budget just fir d'Eurozon ze schafen. Déi beschte Léisung wier an eisen Aen déi, déi de Kommissiounspräsident virgeschloen huet: eng spezifesch Budgetsinn am EU-Budget virzugesinn, iwwert déi mer an der Europäescher Unioun d'Investitiounen an Zukunft kéinte verstärken.

De Moment soll ee kënnen festhalen, dass all wichteg Froen, déi sech op Reformiddien an der Europäescher Unioun bezéien, nach zim-

lech iwwerflächlech an abstrakt diskutéiert ginn. Dëst kéint sech awer kuerzfristeg vu muer un änneren, wann déi Däitsch eng nei Regierung hunn. Dobäi wëlle mer als Lëtzebuerger Regierung hëllef, dass an der Debatte eenzeg an eleng d'Wuel vun der Europäescher Unioun taktesch wéi strategesch iwwerweit a soss näischt.

Och an der europäescher Steierpolitik sinn an de leschte Méint verschidden Iddien no vir bruecht ginn. Do wier jo enner anerem de Virschlag ze ernimmen, fir um europäesche Plang eng gemeinsam Reguléierung vun de Steiertaxe vun de Betriber virzehuelen. Et muss een hei vläicht kloer soen, dass Lëtzebuerg natierlech net fir Steierdumping ass an och net fir eng Course no ennen duerch iwwerdriwwen niddreg Steiertaxen. An deem selwechte Sënn huet dës Regierung och Schrëtt ennerstëtzt, déi et wäerten erlaben, fir géint aggressiv Steierplanung virzegen.

Ech verweisen hei op déi sougenannten Direktiv ATAD, d'Anti-Tax Avoidance Directive, déi Lëtzebuerg an deenen nächste Méint an national Recht wäert ëmsetzen. A well d'Regierung an de leschte Jore eigentlech grous Ustrengegen op deem Plang gemaach huet, misst et jo awer och méiglech sinn, e rouegen a konstruktiven Dialog mat der Europäescher Kommissioun a mam Här Moscovici iwwert de Sujet ze féieren.

Op där anerer Säit wär eng Koordinatioun oder souguer eng Harmoniséierung vun de Steiertaxe vun de Betriber eng wäitreechend Entwécklung, déi e substanzuellen Impakt op d'Souveränitéit vun de Memberstate géif hunn, well d'Steierregelungen an all Memberstat spezifesch gepräagt sinn. Déi eng hunn héich direkt Steieren an niddreg indirekt Steieren, wéi zum Beispill mir, anerer just de Géigendeel.

Bei dëser Debatte soll een och net vergiessen, dass d'Fro vun enger Harmoniséierung vun de Steiertaxen net isoléiert ka betruecht ginn. Et ass eng Fro, déi sech an där méi globaler Debatte vun enger Steierharmoniséierung innerhalb vun Europa beweegt. Et ass drop hinzeweisen, dass d'Europäesch Kommissioun schonns 2016 wäitgoend Pläng virgeluecht huet, fir eng Harmoniséierung vun der Bemessungsgrundlag vun de Betriber ze verwirklechen. Dës Diskussiounen sinn nach amgaangen a Lëtzebuerg mécht do konstruktiv mat. An d'Regierung wäert an dësem Kontext och den Dialog mat der Chamber hei weiderféieren.

Virum Hannergrond, dass d'Virschléi vun der Kommissioun iwwert d'Harmoniséierung vun der Bemessungsgrundlag ënnert där Prämiss gemaach goufen, dass d'Kompetenz vun de Memberstate fir hir Besteuerungstaxe festzelleen dovunner net beréiert géife ginn, ass d'Iddi vun enger Koordinatioun an Harmoniséierung vun de Steiertaxen eng ganz nei Entwécklung. D'Regierung ass virsichtig, fir an dës Richtung ze goen, zemoos am Kontext vun der Diskussioun iwwer eng eventuell Harmoniséierung vun der Bemessungsgrundlag. Lëtzebuerg ass fir eng fair a fir eng kohärent Besteuerung vun internationale Betriber an huet dat och an de leschte Jore gewisen. Zum Beispill am Kader vun de Gespréicher iwwert de BEPS.

Wat méi spezifesch elo d'Besteuerung vun digitalen Aktivitéiten ugeet, esou ass Lëtzebuerg averstanen, dass déi aktuell Regeln net ëmmer un d'Realitéit vun Internet ugepasst sinn. Lëtzebuerg huet sech an deem Kontext fir eng kohärent Approche a fir fair a gläich Konditiounen agesat. Duerfir striewe mer eng Léisung um Niveau vun der OECD un. Esou eng Léisung soll eis et erlaben, net nëmmen EU-Länner, mä och aner grous industriell Natiounen wéi Japan an d'USA matanzebannen. Dëst entsprécht den Ustrengegen, déi an de leschte Jore op internationalem Niveau op anere Gebidder gefouert goufen, an et ass virun allem am Sënn vun der Wettbewerbsfähigkeit vun der europäescher Wirtschaft.

Ee Schantjen, op deem besonnesch vill Fortschreitter op europäeschem Niveau an de leschte Méint gemaach goufen, ass dee vun sozialen Europa. D'Kommissioun huet sech jo zu Recht den Ausbau vun der sozialer Dimension vum Bannemaart op de Fändel geschriwwen a si huet zesumme mam Rot a mam Europaparlament geliwwert. Lëtzebuerg setzt sech ganz staark fir den Ausbau vun der sozialer Dimension an.

D'fräi Bewegung vu Persounen, Wueren, Déngschtleeschungen a Kapital gehéiere jo zu de Fundamente vun der Europäescher Unioun. An ech brauch lech jo sécher net drun ze erënnere, dass d'Lëtzebuerger Wirtschaft déi wier, déi als Éischt an am meeschten drënner leide géif, wann dës véier Fräiheete protektionistesche Reflexer géifen zum Affen falen a se just nach um Pabeier géifen existéieren.

Fir dass de Bannemaart Wuesstem bréngt, an eng gréisser Auswiel u Wuere fir de Konsument, ouni sozialen Dumping, brauche mer sozial Mindeststandarden, gekoppelt un d'Kontrollméiglechkeet duerch déi national Autoritéiten.

Ee Beispill fir déi intensiv legislativ Aarbecht ass d'Tatsaach, dass ee sech bei der Annerung vun der Direktiv Detachement vun den Aarbechter eens ginn ass. Lëtzebuerg huet sech mat vill Energie derfir agesat, dass d'Léisung ambitiéis an ëmsetzbar ass. Dësen Accord gesäit virun allem vir, dass een detachéierte Salaré deeswechete Loun mat Primmen an Dispositiounen aus dem Kollektivvertrag kritt wéi ee Salaré, deen déiselwechete Aarbecht mécht, mä an deem Land wunnt, an deem déi Aarbecht gemaach gëtt.

Fir den Transportsecteur, dee jo par définition mobill ass, gëtt am Moment nach eng spezifesch Léisung gesicht. Och hei setzt Lëtzebuerg sech a fir e sozial ambitiéis Accord a leet den Akzent virun allem op d'Kontrollméiglechkeeten, fir Gefuddels a fir Beducksen a Mëssbrauch ze verhënnere.

Een d'lescht Joer hunn de Rot, d'Parlament an d'Kommissioun dann och dee sougenannten „Pilier vun de soziale Rechter“ adaptéiert, deen eng Rei vu Rechter a Prinzipie festleet, déi EU-wäit gëllen, vun Aarbechtskonditiounen iwwer sozial Sécherheet a Pensioune bis hin zur Ausbildung an zur Chancéglichheet. Elo gëllt et natierlech, déi Prinzipien an d'Praxis ëmzesetzen. An do erwaarde mer eis déi néideg legislativ an net legislativ Impulser vun dëser Kommissioun an och vun där nächster.

Ee Wuert nach vläicht zur Revisioun vum Règlement iwwer d'Koordinatioun vun de soziale Versécherungssystemer: Hei gesäit de Virschlag vun der Kommissioun ee Paradigmewissel vir, wat d'Indemnitéite vun Aarbechtslosegeld fir Frontalieren ubelaangt. D'Iddi, dass d'Grenzgänger zukünftig vun der ADEM sollen ofhänken, wa se an de Chômage sollte kommen, ass besonnesch an deem Sënn problematesch, dass d'ADEM keng Méiglechkeet huet, ze kontrolléieren, ob dës Netresidenten iwwer d'Period vun hirer Aarbechtslosegkeet d'Bedingungen erfüllen, déi gëllen, fir d'Lëtzebuerg Indemnitéiten ze kriegen. Dat, wat d'Kommissioun hei proposéiert, ass einfach net ëmzesetzen. An dës Regierung huet intensiv geschafft a wäert och weiderschaffen, fir dass hei eng aner Léisung fonnt gëtt, déi och an der Praxis ëmsetzbar ass.

Zu den Erausforderungen, virun deenen d'Europäesch Unioun steet, gehéieren awer och d'Verhandlungen iwwer de Finanzkader fir d'Zäit no 2010 (veuille lire: 2020). Weinst dem Brexit geet de Baitrag vun Vereenegte Kinnekräich jo verluer - dat waren 2016 méi wéi 12 Milliarden Euro -, an dat zu engem Moment, wou d'Europäesch Unioun viru groussen Aufgabe steet: d'Digitaliséierung, d'Migratioun, d'Verdeedegung, d'Sécherheet, fir just e puer Beräicher ze nennen.

Ouni déi néideg Mëttel kann d'Europäesch Unioun hir Ziler net errechen. Duerfir muss mer eis ëm en zukunftsfaegen an effiziente Finanzkader beméien. All Memberstat muss do seng Responsabilitéiten eescht huelen an eng Hand mat upaken. Dat heescht, dass och d'Lëtzebuerg Regierung bereet ass, fir méi an d'Déppen anzebezuelen, wa mer iwwerzeegt sinn, dass déi Erhéijung vun europäesche Budget dem europäeschen Interêt och déngt.

Momentan gëtt och vill doriwwer diskutéiert, fir den Zougang zu EU-Fongen u gewësse Konditiounen ze knäppen. Zu dësen Iddien gehéiert, dass den Zougang op Kohäsionsfongen un de Respekt vun de Prinzipie vum Rechtsstat gebonne solle ginn. Eng aner Iddi ass déi, op de Wee vun enger positiver Konditionalitéit ze goen an deene Memberstaten ze hëllefen, déi beispillsweis méi Flüchtlingen ophuele wéi aner.

Et muss verhënnert ginn, dass den eigentleche Sënn vun der europäescher Kohäsionspolitik ënnergruewe gëtt. Zil vun der Kohäsionspolitik ass et nëmmlech, d'Memberstaten zesummenzeféieren, dat gëtt jo am EU-Jargon „Konvergenz“ genannt, an déi wirtschaftlech Ennerscheeder ze reduzéieren. An dat Instrument, mengen ech, muss bestoe bleiwen. Wa mir de Benefiss vu Struktur- a Kohäsionsfongen un d'Rechtsstaatlechkeet knäppen, da schloe mer vläicht e falsche Wee an a mir bestrofen eigentlech déi Falsch.

Nokucken, wa Memberstaten déi elementarste Prinzipie vun der Solidaritéit mat Féiss rennen, geet awer allerdéngs och guer net. Mir brauchen also eng Léisung, déi ganz am Sënn vun dem Prinzip vun der Solidaritéit ass, ouni déi eis Unioun net ka funktionéieren.

Ech hunn et schon e puermol gesot: D'Solidaritéit muss erëm zum Haaptbestriewe vun der

Unioun ginn. Dass d'Memberstate sech der europäescher Solidaritéit entzëien, fir bannepolitesch kuerzfristeg Gewënn ze maachen, féiert an déi komplett falsch Richtung. Mat engem Mechanismus vu positiver Solidaritéit fir déi Länner, déi sech an der Flüchtlingspolitik abréngen, a mat drastischen - ech muss soen: drastischen! - Strofen, wéi de Gerichtshaff dat jo och virzeechent, fir déi, déi sech fouteieren, géif richteg agéiert ginn.

Net manner wichteg wéi d'Solidaritéit sinn eis gemeinsam Grondwäerter a Prinzipie vum Rechtsstat, esou wéi den Artikel 2 vum EU-Vertrag se definéiert. Ouni de Respekt vun de Grondwäerter kënnen mir d'Europäesch Unioun net als eng Unioun vun de Wäerter verstoen.

An engem Rechtsstat ouni Ofstréch profitéiert all Bierger. An eenzelne Memberstate stinn d'Prinzipie vun der Rechtsstaatlechkeet säit enger Zäit bedauerlecherweis erëm am Zweifel. Et gëtt do erëm Memberstaten, déi sech net un d'Kritäre vu Kopenhagen vun 1973 (veuille lire: 1993) halen, deenen hire 25. Anniversaire mer dëst Joer feieren.

Als Reaktioun op Problemer, wat d'Situatioun vun der Rechtsstaatlechkeet zum Beispill a Polen betrëfft, huet d'Europäesch Kommissioun am Dezember vum leschte Joer d'Artikel 7-Prozedur ageleet.

D'Kommissioun huet bis ewell am ganze véier Recommendatiounen publizéiert, déi detailléiert beleeden, dass a Polen eng eendeiteg Gefor vun enger schwéierer Verletzung vun der Rechtsstaatlechkeet besteet. An d'Venedeger Kommissioun vum Europarat, déi, wéi Der wësst, sech aus eminente Juristen zesummesetzt, huet déiselwechete Konklusioun gezunn.

Zesumme mat den anere Länner, déi zum Grupp vun de Frënn vum Rechtsstat gehéieren, ënnerstëtze mir d'Kommissioun an hiren Aktiounen a setze weiderhin op een Dialog mat Polen, an der Hoffnung, dass déi polnesch Regierung hire Kurs korrigéiert an d'Onofhängegkeet vun der Justiz erëm herstellt. Sollt dëst net de Fall sinn, an am polnesche Parlament ass an der leschter Woch déi kontestéiert Justizreform duergewéint ginn, dann ass de Mechanismus vum Artikel 7 unzewenden.

Ech begrëssen, dass et erëm een Dialog tëschent Polen an der Kommissioun zënter e puer Deeg gëtt, wat méintelaang absolutt net de Fall war. Mä wat d'Substanz ubelaangt, gesinn ech net, dass mer weiderkommen. Dorunner ännert och dat Wäissbuch näischt, dat déi polnesch Regierung d'lescht Woch iwwer hir Justizreforme geliiwert huet.

A wat an Ungarn lass ass, Madamm Presidentin, Dir Damm an Dir Hären, dat huet keen Numm! Organisatiounen, déi Refugiéien hëllefen, gi kriminaliséiert. Och Ungarn beweegt sech leider ganz rapid a Richtung Artikel 7.

An der EU muss all Bierger d'Garantie hunn, an enger Demokratie ze liewen, wou jiddweree seng Meinung soe kann, wou ee Recht huet op fräi Medien, op onofhängeg Riichter, wou d'Séparation des pouvoirs respektéiert gëtt a wou alles, wat sech ëm fundamental Mënscherechter handelt, honnert Prozent konform ass mat den EU-Traitéien an och mat dem internationale Recht.

Dëst ass den Zement vun der Europäesch Unioun als Friddensprojet, deen därerf net bréckelen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Madamm Presidentin, et ass elo bal ee Joer hier, dass déi brittesch Regierung beschloss huet, d'Europäesch Unioun ze verlossen. Et ass kloer, dass mam Brexit kee wënn! Mir sinn do an enger sougenannter „Lose-lose-Situatioun“.

D'Zukunft vun der Europäesch Unioun wäerte mer also leider mussen ouni d'Britte gestalten, d'Zukunft vun Europa hoffentlech net. Dat ass jo dat, wat d'Britte soen. Et ass ze wënschen, dass och nom Austrëtt d'Vereenegte Kinnekräich ee wichtige Partner bleift.

Säit viregter Woch läit d'Austrëttsafkommens um Dësch, an dat d'Resultater vun der éischter Phas vun den Austrëttsverhandlungen iwwer d'Rechter vun de Bierger, Irland a Finanzen agefloss sinn. Dësen Text soll am Hierscht ënnerschriwwen ginn an duerno vum britteschen a vum Europäesche Parlament ratifizéiert ginn. Keng llicht Epreuve!

En enthält och d'Regelung vun der Iwwergangsphas, déi vum 30. März 2019 bis den 31. Dezember 2020 jo dauere soll. A während där Zäit géif d'Vereenegte Kinnekräich Deel vum Bannemaart bleiwen, déiselwechete Verflüchtungen hu wéi all EU-Member, awer net méi an den Institutioune vertrauede sinn. Dat nennt een am EU-Jargon „everything but institutions“.

D'Austrëttsafkommens regelt d'Rechter vun de Bierger, déi hiert Recht op fräi Circulatioun vum Enn vun der Transitionphas ausgeübt hunn. Do ass gutt geschafft ginn, mä et bleiwen nach wichteg Elementer ze klären. Esou, wéi et bis elo am Text steet, géife brittesch Bierger, déi op Lëtzebuerg kommen, déi bis zum Enn vun der Transitionphas op Lëtzebuerg kommen, no der Transitionphas hiert Recht verléieren, an engem aneren EU-Land ze schaffen, a mir wëssen, dass dat gang und gäbe hei ass, oder Dëngschtleeschunge vu Lëtzebuerg aus engem aneren EU-Land unzebidden. Hir fräi Bewegung wär eenzeg an eleng op Lëtzebuerg beschränkt. Besonnesch am Fall vu Lëtzebuerg, vun eisem Land, mécht dat net vill Sënn. Déi Fro ass also nach ze klären.

Wat d'Fro vun der iredcher Grenz ugeet, sinn d'EU-27 mat de Britten eens ginn, dass eng haart Grenz op der iredcher Insel ze vermeiden ass an The Good Friday Agreement oprecht-erhale muss ginn.

An Irland ass och e Friddensprozess. Zur éischter Versioun vum Austrëttsafkommens gehéiert ee Protokoll, deen eng Léisung an der Nordirlandfro virgesäit. Dës Léisung seet, dass Nordirland europäesch Regeln iwwer d'Gebidder applizéiere muss. Dës Léisung gräift awer nëmmen dann, wann déi iredsch Fro net iwwer eis zukünftig Beziéung mat dem Vereenegte Kinnekräich oder duerch spezifesch Léisunge gekläert ka ginn.

D'EU-27 si prett, mir si prett, déi brittesch Virschléi fir spezifesch Léisungen nozelauschten. All Virschléi mussen awer kompatibel si mat der Integritéit vum Bannemaart an och vun der Zollunioun.

Wat déi künfteg Partnerschaft mam Vereenegte Kinnekräich ubelaangt, do ass nach vill Aarbecht ze leeschten. Déi grouss Linnen an den Inhalt vun neien Ofkommens sollen niddergeschriwwen ginn an enger Deklaratioun an un d'Oftrëttsafkommens drugehaange ginn. An d'Basis dozou liwweren d'Schlussfolgerunge vun de Stats- a Regierungschefen vun den EU-27 dëse Mount.

De President Tusk huet d'lescht Woch zu Lëtzebuerg säi Virschlag iwwer déi zukünftig Beziéung mam Vereenegte Kinnekräich duergeluecht. Hie schléit eng Zesummenaarbecht vir am Kampf géint den internationalen Terrorismus an d'international Kriminalitéit; een Ofkommens, dat sécherstellt, dass de Fluchverkéier net zesummebrécht, an och den Zougang zu den EU-Programmen am Beräich vun der Recherche, der Innovatioun, der Educatioun an der Kultur.

Wat déi zukünftig Wirtschaftsbeziéungen ubelaangt, proposéiert de President vum Conseil européen, een „free trade agreement“, ee Fräihandelsafkommens, an een Zoloffkommens ofzeshléissen. Ech mengen, mer sinn do och op der Linn mat de Wënschen vun de Britten.

Dës envisagéiert Zukunftsgestaltung um Wirtschaftsplang ergëtt sech deelweis aus deem, wat déi brittesch Regierung a leschter Zäit gesot huet iwwer dat, wat se wëllt, an dat, wat se net wëllt, an aus dem Wëlle vun den EU-27, derfir ze suergen, dass e Land nom Austrëtt aus dem Bannemaart an aus der Zollunioun net besser dosteet wéi ee Member. Wichteg Saach!

D'Britte wëllen eng autonom Handels- a Reguléierungspolitik féieren. Si wëllen nees d'Kontroll iwwer hir Grenzen an den Zoufluss vu Personnen hunn. Virun allem awer wëlle se sech wäit ewechhale vum Europäesche Gerichtshaff.

D'Lëtzebuerg Positioun ass déi heiten: Jo, mir wëllen enk Beziéunge mam Vereenegte Kinnekräich behalen. Wichteg ass allerdéngs och d'Preservatioun vun der Integritéit vum Bannemaart a vun der europäescher an der Lëtzebuerg Wettbewerbsfähigkeit, besonnesch där vun der Finanzplaz. Duerfir si mer géint all Zorte vu Kiischtepickereien, „cherry picking“, wéi se do soen. Zougang op de Bannemaart ass just méiglech, wann den Drëtstat kloer Verpflichtungen ageet, besonnesch um Plang vun der Reguléierung, an deemno och d'Autoritéit vum Europäesche Gerichtshaff unerkennt.

Ee Kiischteplocken, wéi ech gesot hunn, därerf et och net ginn op der Säit vun den EU-27. All Memberstat huet deen een oder anere Beräich, dee fir hie méi wichteg ass wéi een aneren. Hei muss de Prinzip vun der Solidaritéit tëschent de 27 gëllen. Am zukünftigen Ofkommens mat de Britte muss de spezifesch Suerge vun all Memberstat Rechnung gedroe ginn. Am Fall vu Lëtzebuerg gehéieren dozou jo virun allem d'Finanzdëngschtleeschungen.

Jo, de Brexit ass eng Erausforderung an d'Zäit leeft eis e bësse fort. D'Betriber an och d'Bierger an d'Verwaltungs mussen sech op all méiglechen Zeenario virbereeden. Een „no-deal-

Zeenario“ ass nach net vum Dësch. Trotz allem sinn ech awer zouversichtlech, dass mer eng gemeinsam Léisung fanne wäerten.

Déi eng wëllen eraus, déi aner wëllen eran. D'Baitrëttsverhandlung gi mat dräi vu fënnf Baitrëttskandidate gefouert: mat Serbien, mat Montenegro an - um Pabeier nach, zënter 2005 - mat der Tierkei. Am Abrëll wäert d'Kommissioun am Kader vun der Publikatioun vum Erweiterungspackage soen, ob déi zwee aner Kandidatländer, d'fréier jugoslawesch Republik Mazedonien an Albanien, d'Konditiounen fir Verhandlungen erfüllen. All Land vum Balkan brauch eng gläwiederdege Erweiterungsperspektiv, och Bosnien an de Kosovo. Et ass awer ganz kloer, dass de Baitrëttsprozess een individualiséierte Prozess ass an dass de Respekt vun de Baitrëttsbedingungen ausschlaggebend ass.

Ech hunn d'lescht Joer bal all Land vum Westbalkan besicht a mer eng Iddi konnte maachen iwwer de Stand vun de Reformen. Am Februar huet d'Europäesch Kommissioun hir nei Strategie fir d'Regioune proposéiert. No der Publikatioun vum Erweiterungspackage am Abrëll wäert de Sommet vu Sofia am Mee de Startschuss gi fir d'Ëmsetzung vun där Strategie.

Wat d'Tierkei ubelaangt, ass näischt ze berichten iwwer e Baitrëtt. Am Moment gëtt net verhandelt, kee Komma, kee Punkt. Ech hu gesot firwat. De 26. März fënn zu Varna a Bulgarien e Spëtzentreffen EU-Tierkei statt. Wann dat Gespräch d'Äis kéint briechen, tant mieux. Mä den tierkesche President muss aus senger Versprieche konkret Fortschreter um Plang vun de Mënscherechter maachen. Op Lëtzebuergesch gesot: D'Diere vun de Prisongen mussen opgemaach ginn an d'Diere vum Onrechtsstat mussen zougemaach ginn,...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ...soss komme mer kee Millimeter virun. Fir eng formell Suspendéierung vum Baitrëttsprozess trëtt Lëtzebuerg, wéi 95% vun de Memberländer, grad wéi d'Kommissioun net an, well et wichteg ass, der Zivillgesellschaft an deem Land d'Dieren net zouzeklaken.

Nodeem 2016 ganz am Zeeche stoung vun der Ennerschrëft vum CETA, war 2017 ee roueg Joer, wat d'Handelspolitik ugeet. Dir wësst, dass d'belsch Regierung dem Europäesche Gerichtshaff d'Fro gestallt huet, ob den ICS - den Investment Court System - kompatibel ass mam Vertrag vu Lissabon.

Ier mer kënnen d'ratifikatioun vum CETA an d'Weeër leeden, ass op d'Antwort vum Geriichtshaff ze waarden. D'Fro vum Investitionsschutz hat 2017 och méi breet juristesche Konsequenzen, wat d'Europäesche Handelspolitik ugeet. Am Mee 2017 huet nämmlech den Europäesche Gerichtshaff zu Lëtzebuerg entscheet, dass d'Handelsafkommens mat Singapur eng gemeinsam Kompetenz vun der Unioun a vun de Memberstaten ass, ebe weinst dem Investitionsschutz a gewësse Forme vun indirekten Investissementer, déi am Ofkommens virgesinn.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Doropshin huet d'Kommissioun virgeschloen, dass an Zukunft d'Handelsafkommens solle gespléckt ginn: op där enger Säit een Handelsafkommens, dat nëmme vum Europäesche Parlament soll ratifizéiert ginn, an op där anerer Säit een Ofkommens iwwer Investissementer, dat vum Europaparlament a vun de regionalen an nationale Parlamenten soll ratifizéiert ginn. Dës nei Approche vun der Kommissioun ass nach net formell vun alle Memberstaten akzeptéiert ginn. Déi meescht erkennen awer un, dass d'Europäesch Unioun verantwortlech ass fir d'europäesch Handelspolitik, an dass d'Virschléi vun der Kommissioun an deem Sënn de Gescht vun den EU-Vertrag an d'demokratesch Legitimitéit vum Europaparlament respektéieren.

Dat soll awer net heeschen, dass déi national Parlamenten net méi implizéiert solle ginn. D'Kommissioun huet sech nämmlech engagéiert, déi national a regional Parlamenten „parfaitement“ - dat ass d'Wuert vum Jean-Claude Juncker, dat Wuert, wat hie benotzt huet - ze informéieren iwwer d'Verhandlung vu bilateralen Ofkommens. Wa mir dann tatsächlech op de Wee vu gespléckten Ofkommens ginn, da muss mer derfir suergen, dass d'Kooperatioun mat de Parlamentarier vun de Memberstaten och wierklech ëmgesat gëtt. Doriwwer eraus huet d'Kommissioun entscheet, dass endlech all Projekte vu Mandater ze



publizéiere sinn an de Rot opgefuerdert - zu Recht, well et war de Rot, dee blockéiert huet, et war net d'Kommissioun -, déi Mandater ze publizéieren, déi en ugeholl huet.

D'Publikatioun vun de Mandater - och déi, déi vum Rot approvéiert gi sinn - ass eppes, wat ech säit Laangem gefrot hunn. Mir brauchen onbedéngt eng nei Transparenz an eiser Handelspolitik. An ech si frou, dass d'Kommissioun endlech dese Wee ageschloen huet. Op dieser Plaz wëll ech hei d'Aarbecht an den Engagement vun der Kommissärin Malmström begrëssen, déi sech perséinlech fir déi néideg Transparenz an de Kontakter an de regionalen an nationale Parlamenten agesat huet. Am Fong géif ech gär en iwwert d'Erfolger vun enger multilateraler Handelspolitik schwätzen, déi fir jiddwieren do ass a virun allem fir déi Aermst ënnert de Länner. Mä do fällt de Bilan leider extrem ernüchternd aus.

Bei der ministerieller Reunion vun der Welt-handelsorganisatioun am Dezember zu Buenos Aires ass net vill erauskomm. An dozou kann ee leider just soen, dass et eng verpasste Geleehentheet war, fir de Welthandel erëm opliewen ze loosse a méi konstruktiv a méi inklusiv ze maachen. Bis op e puer kleng Entscheedunge si sech d'Memberstaaten zu Buenos Aires net eens ginn, wéi et an Zukunft an der Weltorganisatioun soll virgoen.

Eng Welthandelsorganisatioun brauche mer awer méi wéi jee. De Welthandel muss onbedéngt an engem multilaterale Kader reguléiert ginn. D'Alternativ ass Chaos an d'Recht vum Staarken, seng Handelspolitik deem Klengen ze imposéieren. D'USA blockéieren am Moment d'Nominatioun vun neie Richter. Wann dat esou weidergeet, kann d'Gericht vun der Welthandelsorganisatioun net méi schaffen.

D'Tendenz vun der amerikanescher Regierung, fir d'Saache wëllen unilateral ze regelen, ouni Dialog an ouni op Frënn an Alliiéierter opzepas-sen, huet sech an de leschten Deeg, wéi mer dat wëssen, dramatesch verschäerft. Et ass kengem entgaangen, dass de President Trump scharf Moosnamen an de Secteure vum Stol a vum Aluminium net nëmmen ugekënnegt, mä och de leschten Donneschden ëmgesat huet.

D'Europäesch Unioun huet sech bereet erklärt, determinéiert a mesuréiert ze reagéieren, a vollem Aklang mat de Regele vun der Welthandelsorganisatioun. Mir dierfen eis net onnéideg provozéieren an a Richtung Handelsgericht dreiwel loosse, mä anerersäits musse mer awer eis Interesse verteidegen. An deem Kontext huet d'Kommissioun dräi Optiounen identifizéiert, déi mer deelen.

Fir d'Éischt emol ass et ganz wichteg, dass mer bei der OMC kloen, mam Zil, dass déi amerikanesch Moosnamen als inkompatibel mam Handelsrecht erkläert ginn. Mä dat wäert daueren, Jore vläicht!

Duerfir gesäit déi zweet Optioun vir, de Milliardeneschued fir eis Industrie an den nächste Méint ze neutraliséieren, andeems mer, wann et muss sinn, selwer Moosname géint amerikanesch Importer - am volle Respekt vum Recht vun der Prozedur vun der OMC - den Amerikaner operleeë mussen. Dës Moosnamen, wéi d'Kommissioun et ausgeschafft huet, wäerten de Stol betreffen a verschidden emblematesch Industrie- an Agrarprodukter.

An drëttsen musse mer derfir suergen, dass den europäesche Maart net iwwerschwemmt gëtt mat Produkter, déi net méi an Amerika verkaaft kënnen ginn. Dat geet iwwert d'Emsetze vu provisoresche Mesures de sauvegarde op Stol an Aluminium.

D'Lëtzebuurger Stolindustrie ass, wéi Der wësst, betraff an Héicht vun 10% vun hire Stol-exporter. Duerfir hoffe mer nach ëmmer, dass d'amerikanesch Regierung agesäit, dass Europa als laangjäreg Partner objektiv gesinn net nëmmen keng Gefor duerstellt, mä och Hëllef kann, besonnesch bei der Sich no Léisungen, fir de Problem vun den Iwwercapacitäten, déi bestinn, ze regelen. Een éischt Gespréich de leschte Samschden zu Brëssel huet net vill Friichte gedroen, an den amerikanesche President schéngt jo elo eng Ännerung vun den EU-Importrechtler erzwingen ze wëllen.

Dat kënnen mer esou net akzeptéieren. Wann déi amerikanesch Regierung eng Ausnam fir Europa weiderhin ausschléisst, wäerte mer geschlossenen hannert der Kommissioun stoen, fir d'Interesse vu Lëtzebuerg a vun Europa ze garantéieren. Mir dierfen net vergiessen, wéi Protektionismus an Handelskrieger der Welt geschuet hunn an der Vergaangenheet a ganz oft Konflikter ausgeléist hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - A wa mer vu Konflikter schwätzen, da kucke mer leider och op d'Noperschaft vun der Europäescher Unioun, an zwar no Osten, a Richtung Ukrain a Russland. Méi wéi 10.000 Leit sinn zënter 2014 bei Kämpf am Oste vun der Ukrain ëm d'Liewe komm, a méi wéi 23.000 goufe blesséiert. Mir sinn immens besuergt a beonrouegt iwwert d'Ausmooss vun der Gewalt, déi an där Géigend zu engem dagdeegleche Begleeder ginn ass.

Virun engem Joer konnt ech mer selwer e Bild maache vun der Lag am Donbass. Et ass natierlech d'Zivillbevölkerung, déi op béide Säite vun der Kontaktlinn am meeschten dorënner leit. Déi regelméisseg Zerstückelung vu liewenswichtigen zivilen Infrastrukturen, Bombardementer vu Wunnengen, dat alles ass inakzeptabel. An der Ostukrain wüsst eng ganz Generatioun op, déi de Krich als Alldag erlieft a fir déi d'Gewalt een normaalt Element vum Liewen ass.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt selbstverständlech d'territorial Integritéit vun der Ukrain innerhalb vun hiren international unerkannte Grenzen, hir Souveränitéit, hir Unitéit. A mir ënnerstëtzen all Ustrengungen, virun allem am Normandie-Format an an der trilateraler Kontaktgrupp vun der OSZE, fir dass sech d'Situatioun an déi richteg Richtung entwéckelt. An der Ëmsetzung vun de Minsker Ofkommesse mussen natierlech och weider Fortschreiter gemaach ginn.

Wat d'Hëllef vu Lëtzebuerg ugeet, huet eis Regierung zënter dem Ufank vum Konflikt iwwer 1,7 Milliounen Euro fir humanitär Projeten an der Ukrain ginn, virun allem fir sanitär Infrastrukturen a Projeten, déi och Kanner zeguttommen. D'OSZE-Missioun wäerte mer och weider ënnerstëtzen.

2017 war e wichteg Joer fir d'Verdeiwung vun der Bezéiung tëscht der Ukrain an der Europäescher Unioun. Den Assoziatiounsvertrag an d'Fräihandelsoffkommes sinn offiziell a Kraaft getrueden. D'Visaflicht fir d'Ukrainer ass ofgeschafft ginn; esou huet d'Unioun de Reformen an der Ukrain Rechnung gedroen. Mä eis ukrainesch Noperen hunn nach e ganz, ganz laange Wee viru sech. A Saache Bekämpfung vu Korruptioun an a Saache Reform vun der Justiz ass nach viles ze maachen.

Et spiert een e bëssen, dass den Enthusiasmus fir Reformen e wéineg zrëckgeet, sech e bësse duerch ass. Dat erkläert sech deelweis do-duerch, dass d'nächst Joer Wahlen an der Ukrain sinn. An dach muss d'ukrainesch Regierung hir Responsabilitéiten huelen. An ech géif der ukrainesch Regierung vun hei aus un d'Häerz leeën, d'Recommandatiounen vun der Commission de Venise vum Europarat iwwert dat neit Educationsgesetz och ëmzesetzen.

Wat d'Bezéiung zu Russland ugeet, do géif ech mat eise bilaterale Bezéiungen ufänken, déi geschwënn 127 Joer al sinn. Eis Zesummenaarbecht mat Russland betrëfft eng ganz Rei vu Beräicher: vun der kultureller akademescher Zesummenaarbecht iwwert d'Industrie bis hin zu den neien Technologien. Mir hunn et och fäerdegbruecht, an engem méi donkele Kapitel vun eiser Geschicht zesummenzeschaffen. Am Summer kréien eis Nationalarchiven déi digitaliséiert Dossierer iwwert d'Lëtzebuurger Zwangsrekrutéiert vun Tambow, a Russland huet eis d'lescht Joer d'Archiven zum Anniversaire vum Londoner Vertrag iwwerreicht.

Um europäesche Plang huet sech näischt gëdoen. D'Sanktiounen, déi d'EU géint 150 Leit an 38 Entitéiten no der illegaler Annexioun vun der Krim duerch Russland ugeholl huet, si gëschter verlängert ginn. D'Wirtschaftssanktiounen lafen Enn Juli virausiichtlech aus. Am Juni wäert den Europäesche Rot d'Verlängerung diskutéieren. Ech kann deem net virgräifen, mä ech stelle fest, dass leider kee positivist Element ze verbuchen ass.

Russland ass ee ganz wichtige Partner vun der Europäescher Unioun, ee wichteg europäescht Land, Member vum Europarat, vun der OSZE. Mä och Russland huet sech natierlech un d'Spillregelen an un d'internationaalt Recht ze halen. Et mécht engem Suergen, dass d'USA a Russland - zwee entscheidend Länner fir de Fridden an der Welt - sech net un d'Regelen halen, mä sech driwwer ewechsetzen an ëmmer méi ausenanerdriften. Dat kann net gutt sinn, weder fir d'Welt nach fir Europa.

Siwe Joer, nodeems de Ben Ali aus Tunesien geflücht ass an dat sougenannt „Arabescht Fréijoer“ ausgeruff gouf, ass d'Situatioun an der Regioun beonrouegend wéi seele virdrun.

Ech war ufanks Februar op Besuch an Tunesien, wou déi demokratesch Transitioun erfollegt ass. Mä d'Demokratie steet esou laang op wackelege Been, wéi d'Ekonomie sech net verbessert an deem Land. Mir wëllen duerfir eis Kooperatioun mat Tunesien verdeiwelen. Vill Länner am

Noen an am Mëttleren Osten - Syrien, Irak, Jemen, Libanon, Katar, fir nëmmen déi ze nennen - sinn direkt affektéiert vun der jorzéngtgenaler Rivalitéit tëschent Saudi-Arabien an dem Iran.

Déi Rivalitéit ass leider amgaangen, sech geféierlech ze verschäerfen. Hei geet et drëms, wien d'Iwwerhand an der Regioun huet. Ass et ee politesche Konflikt? Et ass ee politesche Konflikt, net ee reliéisen, tëschent de Sunniten an de Schiiten, woubäi d'Relioun natierlech ëmmer ka fir politesche Zwecker mëssbraucht ginn. Ech hoffen, dass d'Mediatioun, notament vum Kuwait a vum Oman, ka gräifen, fir d'Tensiounen erofzeschrauwen.

De Fridden an d'Sécherheet vun der Europäescher Unioun hänke staark vun den Entwécklungen an dieser Regioun of. Mir muss mat eise Partner kooperéieren, fir déi gemeinsam Menace Meeschter ze ginn. Duerfir muss de Kampf géint den Terrorismus zesumme gefouert ginn, mat aller Determinatioun, ouni ons Wäerter an de Rechtsstat op d'Spill ze setzen.

Virun dräi Méint huet de Premier vum Irak anoncéiert, dass säi Land no enger dräijäregger Campagne komplett vun Daesh befreit wier. An deenen dräi Joer hunn iwwer 18.000 Iraker hiert Liewe verluer a wäit Deeler vum Irak sinn zerstückelt ginn. Obwuel den Irak vun der globaler Koalitioun ënnerstëtzt ginn ass, zu där mir jo och gehéieren, hunn d'Iraker déi meeschte Sacrificé gemaach fir hiert Land, mä vläicht och fir e groussen Deel vun eis all.

Fir eis Solidaritéit mam Irak an am Kampf géint den Terrorismus ze ënnersträchen, war ech am Februar op zwou Konferenzen am Kuwait: d'Reunion vun der globaler Koalitioun, wou mer iwwert d'Fortschreiter am Kampf géint Daesh geschwat hunn, an an d'Konferenz fir d'Rekonstruktioun vum Irak. Lëtzebuerg setzt sech an duerch humanitär Hëllef an duerch Deminage, an Zesummenaarbecht mat eisen UNO-Partner, fir eng gutt Grondlag fir d'Rekonstruktioun am Irak ze schafen. D'Rekonstruktioun huet och eng politesche a sozioökonomesch Dimensioun. Den irakesche Premier huet anoncéiert, dass déi nächst grouss Erausfuerderung de Kampf géint d'Korruptioun ass.

Wann ee wëllt dem Terrorismus am Irak den Närbuedem entzéien, da muss et Fortschreiter ginn a puncto national Reconciliatioun a politesche Reformen. Nodeem de kurdeschen Onofhängegkeetsreferendum eigentlech vill politesche Schued ugericht huet, musse Bagdad an Erbil een Accord fannen. Béd Parteie kënnen opbauen op déi gutt Zesummenaarbecht tëschent de kurdesche Peshmerga an den irakeschen Truppen, déi decisiv fir d'Defaiten vun Daesh zu Mossul responsabel war.

Eis Noperschaft, dat ass natierlech och Afrika. A senger Dynamik, a senger Villfalt ass den afrikaneschen Kontinent en extrem wichtige Partner fir Europa an och fir Lëtzebuerg. Eis Sécherheet a Wuelbefannen hänken enk matenander zesummen. Wann haut 1,2 Milliarde Leit an Afrika liewen, wäerten et der 2050 2,5 Milliarde sinn. D'Halschent vun der afrikanescher Bevëlkerung huet haut manner wéi 18 Joer, d'Halschent! 2030 wäerten et zwee Drëttel sinn. Dësen Trend bréngt vill Potenzial a vill Erausfuerderung mat sech.

De fënnefte Sommet tëschent der Europäescher Unioun an der Afrikanescher Unioun am November d'lescht Joer zu Abidjan huet zu Recht d'Jugend an de Mëttelpunkt gesat. Do sinn eng Rei Prioritéite festgehale ginn, wou mir an den nächste Jore méi enk zesummeschaffe wëllen, fir der afrikanescher Jugend besser Perspektiven ze ginn. Nieft Friddenssécherung, Gouvernance, Mobilitéit sinn dat d'Investissementen, d'Education, d'Wëssenschaft an den technologesche Fortschreiter. Hei huet Lëtzebuerg viles ze bidden.

En nohaltege Fridden a Prosperitéit sinn nëmmen méiglech, wann et mam Rechtsstat klappt an d'Mënscherechter respektéiert ginn. D'Jugend a villen afrikanesche Länner verlaangt jo, zu Recht, ëmmer méi vun der politescher Klass.

Et gi vill Krisen an Afrika, an et muss alles dru gesat ginn, fir dass se geléist ginn a keng neier entstinn. D'Präventioun ass wichteg. An deem Kontext si mer zum Beispill besuergt iwwert Diskussiounen, déi a Südafrika opkomm sinn iwwert d'Expropriatioun vun de Baueren, ouni dass finanziell Entscheedunge solle gemaach ginn. Wuer dat hiféiert, huet jo een Nopeschland vu Südafrika gewisen.

Anerersäits mécht et Hoffnung, ze gesinn, dass déi kontinental an déi regional Institutiounen - vun der Afrikanescher Unioun bis zu de regionalen Organisatiounen - aktiv un der Präventioun an der Resolutioun vu Konflikter schaffen. De G5 Sahel ass e ganz gutt Beispill duerfir. Déi fënnef Länner aus der Regioun vum Sahel - Mauretanie, Mali, Burkina Faso, Niger an

Tschad - hu sech zesummegeedoen, fir eng gemeinsam Erausfuerderung unzepakten. An de 6. Februar konnt ech selwer zu Niamey am Niger um Sommet vum G5 deelhuefen. Ech war wirklech beandrockt vun der Determinatioun vu mengen afrikanesche Kolleegen, fir d'Sécherheet an der Regioun an de Grëff ze kréien.

A manner wéi engem Joer hu se et och fäerdegbruecht, eng Force conjointe op d'Been ze stellen an déi éischt Operatiounen op der Grenz tëschent dem Mali an dem Niger an dem Burkina Faso duerchzuführen. Dës Force conjointe soll, wa se bis komplett operationell ass, d'Grenzen tëschent de fënnef Länner besser kontrolléieren an esou hëllefen, den Terrorismus, déi organiséiert Kriminalitéit an de Schmuggel ze bekämpfen. Wéi akut d'Gefor och vum Terrorismus ass, huet d'Attack, déi den 2. März den Zentrum vun Ouagadougou betraff huet, jo leider och gewisen.

Lëtzebuerg, zesumme mat der UNO, der Europäescher Unioun an aneren internationale Partner, ënnerstëtzt de G5 Sahel, a mir wenden do eis bewäerten Approche vun den „3D“ un: d'Mëttel vun der Diplomatie, vum Developpement a vun der Defense gi komplementär agesat. Eleng d'lescht Joer war dat en Effort vun ronn 100 Milliounen Euro.

Nieft onsem laangjäregen Engagement am Sahel an der Entwécklungszesummenaarbecht si mir och aktiv am Kader vun der europäescher Sécherheits- a Verdeedegungspolitik a mir hunn decidéiert, d'Force conjointe G5 Sahel mat medezinneschem Equipment a mat Formatioun an Héicht vun 1,1 Milliounen Euro ze ënnerstëtzen. Well mer iwwerzeegt sinn, dass de Mali eng zentral Roll an der Regioun spillt, ënnerstëtze mer och spezifesch de Friddensprozess an deem Land.

D'Relatioun mam asiateschen Kontinent sinn och ganz wichtig fir d'Europäesch Unioun a fir eis. Duerfir si mer an Tëschenzäit mat fënnef Ambassaden an Asien vertrueden. Eis Ambassaden decken am Ganze 15 Staten, also 15 Länner an Asien of an och d'Sekretariat vun der ASEAN, der Associatioun vun de südostasieschen Natiounen, dat zu Jakarta an Indonesien baséiert ass.

De leschten November hate mer eng Statsvisitt, wéi Der wësst, a Japan am Kader vum 90. Anniversaire vun eisen diplomatesche Bezéiungen. Dëst war am Fong eng grouss Eier fir Lëtzebuerg, well et eng vun de leschte Statsvisitten war, déi de japanesche Keiser Akihito empfaangen huet, ier den Troun elo am Abrëll 2019 sengem Nofolger iwwerlooss gëtt.

Eis Relatioun mat China, deem gréisste Wirtschaftspartner vu Lëtzebuerg an Asien, hu sech weider entwéckelt, dëst och am Kader vum 45. Anniversaire vun eisen diplomatesche Bezéiungen, dee mir d'lescht Joer jo gefeiert hunn.

Eis Kontakter mat China sinn extrem villfältig a betreffen ëmmer méi verschidde Ressorten. Eng ganz Rei vun héije Visitten d'lescht Joer, mä och schonn am Ufank vun deem Joer hunn dat gewisen, an ech hu selwer de chineseschen Ausseminister Wang Yi am November am Myanmar gesinn, fir mat him de Point ze maachen iwwer eis bilateral Bezéiungen.

Zur Villsäitgkeet vun eise Relatioun gehéiert och, dass mer als Member vun der Europäescher Unioun an am Kader vun de Vereenten Natiounen zesumme mat China iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter a China schwätzen. Den Dialog ass wichteg an d'Lëtzebuurger Diplomatie wäert sech weiderhin drëm beméien, déi politesch, ekonomesch, kulturell Bezéiunge mat China ze verstärken.

Am asiateschen Raum dierfe mer natierlech eis wichteg politesch a wirtschaftlech Relatioun mat Indien net vergiessen. Et ass keen Zweifel, dass mir och eis Zesummenaarbecht mat Länner wéi Indonesien, Malaysia, Singapur, Thailand wäerte verstärken.

Eng grouss Gefor fir d'Regioun an dorwuer eraus fir de Fridden an d'Stabilitéit op der ganzer Welt bleift jo Nordkorea ënnert dem Regimm vum Kim Jong-un. Et geet drëm, mat de Sanktiounen weiderhin Drock op Nordkorea ze maachen, mä awer och eng Dier fir den Dialog opzeloossen, fir eng friddlech Léisung ze fannen.

Während den olympesche Wanterspiller zu Pjongjang ass et zu engem Rapprochement, wéi Der wësst, tëschent Süd- an Nordkorea komm. Elo ass de Sommet tëschent dem südkoreaneschen President an dem nordkoreaneschen Leader fir Enn Abrëll ugesot. Bei aller néideger Virsicht wier et natierlech ze begrëssen, wann dësen interkoreaneschen Sommet, den drëttlen zënter dem Koreakrich, géif stattfannen. Dat géllt natierlech och fir de Sommet tëschent Trump a Kim Jong-un, dee fir Mee soll an Aussicht gestallt sinn. Et bleift ze hoffen,



dass dat zu engem multilateralen Dialog ka féieren an dass et op deem Wee zu enger kompletter nuklearer Ofréchtung vun Nordkorea komme kann. D'Awierke vu China a vun Amerika wäert hei eng kruzial Roll spillen.

Et huet sech leider och iwwert déi lescht Méint bestätegt, wat vill vun eis gefaart hunn: Amerika ass amgaangen, sech lues a lues aus de multilateralen Enceinten zrëckzezéien, wat dramatesch ass.

Elo huet déi amerikanesch Regierung ugekënnegt, sech wëllen aus dem Paräisser Klimaccord zrëckzezéien. D'Amerikaner huelen och net méi deel un de Verhandlungen um Niveau vun der UNO fir e globale Pakt fir sécher, fir guerdnet a fir regulär Migratioun.

Dës Administratioun interesséiert sech wéineg fir d'Definitioun an d'Verdeedegung vun de multilaterale Regelen, déi mir zesummen awer säit dem Zweete Weltkrich ausgeschafft hunn an déi notamment am Kader vum Fräihandelssofkommes fir all Parteien am Respekt vu gemeinsame Wäerter Benefisser solle schafen. Am Géigendeel, de President Trump a seng Regierung fuere ganz einfach nëmmen op der Schinn vun „America first“.

Dëst stellt déi transatlantesch Partnerschaft, zu där mir weiderhin zu honnert Prozent stinn, virun nei Erausforderungen. Trotz dëse Schwierigkeete geet et méi wéi jee drëm, den Dialog proaktiv ze sichen.

Um amerikanesche Kontinent wëll ech awer och eis Partnerschaft mat Länner aus Latäinamerika, besonnesch Mexiko a Chile, an dem Mercosur ervirsträchen. D'Europäesch Unioun wëllt dës strategesch Partnerschaften verdéieren duerch nei politesch an ekonomesch Accorden, déi eis demokratesch a sozial Valeuren um internationalen Niveau verankeren.

Den Accord iwwert de politesch Dialog an d'Kooperatioun tëschent der Europäesch Unioun a Kuba ass jo säit dem leschte Joer a Kraaft. D'Chamber huet am Januar dëst Joer den Accord ratifizéiert an den Accord mécht en neit Kapitel an der Relatioun tëschent der Europäesch Unioun a Kuba op, andeems en et erméiglecht, dass duerch de politesch Dialog an déi sektoriell Kooperatioun op wicthegen Dossieren, wéi d'Mënscherechter oder d'ökonomesch Reformen, zesummegeeschafft gëtt.

Dat ass ëmsou méi wictheg an enger Zäit, wou den Zesummenhalt op Basis vu gemeinsame Wäerter och a Latäinamerika gelidden huet, opgrond vun der Situatioun an Venezuela. Dëst Land entwéckelt sech ëmmer méi zu engem autokratesche Regimm ënnert dem Maduro, dee säit dem August vum leschte Joer déi dräi Pouvoire kontrolléiert.

Déi humanitär Situatioun, an dat ass dat Schlimmst, gëtt ëmmer méi prekär. D'EU ënnerstëtzt d'Initiativen, fir en Dialog tëschent der Regierung an der Oppositioun hierzestellen, a mécht gläichzäitig mat Sanktiounen Drock. Hei ass et wictheg, dass mer eis geschlossen als Europäesch Unioun fir eng demokratesch Entwécklung am Venezuela asetzen.

Et ginn awer och nach méi positiv Entwécklungen a Latäinamerika. Heizou gehéiert zweifellos de Friddensprozess a Kolumbien, deen trotz enger Rei Hürde virukënn. Mir mussen an den nächste Méint virun allem d'Präsidentchaftswahlen am A behalen. Si wäerten ee kritesche Moment duerstellen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt de Friddensprozess och dëst Joer mat enger Kontributioun un ee Projet, deen d'Justiz an der Iwwergangszäit a Kolumbien stäipt. Mir bedeelegen eis weider um EU-Fong fir Kolumbien.

Mat der Ouverture vun eiser Ambassad zu Brasilia, eiser éischter Ambassad an südamerikanesche Kontinent, wëllt Lëtzebuerg da seng politesch a seng ekonomesch Bezéiunge mat Brasilien a mat där ganzer Regioun verdéieren. Dir wësst, Brasilien ass grouss wéi e Kontinent. Et ass eng Regioun, déi fir eis Entrepreneuren ëmmer méi wictheg gëtt a mat där mer och historesch enk verwuerzelt sinn duerch eis Geschicht, duerch d'Geschicht vun der Stolindustrie.

Et gëtt haut eng grouss Unzuel vu Brasilianer mat Lëtzeburger Ofstammung, déi ech och do

begéint hunn, déi stolz op hir Wuerzele sinn a sech aktiv dorunner bedeelegen, fir där Bezéiung mat Lëtzebuerg en neien Impuls och ze ginn. Bei der Aweigung vun eiser Ambassad den 1. Mäerz dëst Joer konnt ech selwer dës Dynamik gesinn a mer e Bild maache vum Rächtmum vun deene Liene mat Brasilien.

Fir déi transatlantesch Partnerschaft a fir eis Sécherheet spillt natierlech d'NATO eng zentral Roll. D'Somme vu Wales a vu Warschau 2016 hunn déi prinzipiell Richtung virginn. Lëtzebuerg dréit säin Deel zur kollektiver Verdeedegung bäi - ech soen: kollektiver Verdeedegung, näischt aneres. Mir hunn aktiv bei der Réckversicherung matgemaach, notamment mat der Stationéierung vun engem Lëtzeburger Kontingent a Litauen, a mir wäerten dat och weider maachen.

An der Europäescher Unioun ass Enn d'lescht Joer ee wictheg Schrëtt no vir gemaach ginn. Lëtzebuerg huet déi stänneg strukturéiert Zesummenaarbecht, déi mer jo PESCO nennen, matlancéiert. Mir gehéieren domadder zu deene Länner, déi eng méi enk Kooperatioun an der europäescher Defense ustriewen. Dee Schrëtt war néideg, fir eis Investissemter, eis Recherchen, eis Capacitéiten als Europäer méi koordinéiert an effikass virunzedeieren. Fir Lëtzebuerg ass et och ganz kloer: Eng staark EU-Defense stäerkt och d'NATO.

Ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, dass ee sech net op d'Fro vun den 2% dierfokusséiere fir d'NATO. Sécherheet ass net nëmmen Affär vun Defense. Wa Lëtzebuerg 1% vu sengem RNB an d'Entwécklungshëllef an d'humanitär Hëllef investéiert, dann dréit dat och zur Sécherheet bäi. A wa vill Länner dat géife maachen, wiere vill manner Konflikter op der Welt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Am Sënn vun der „3D“-Approche bedeelege mir eis weider un zivilen a militäresche Missiounen. Sief dat en Demineur an Afghanistan, e Polizist am Niger, e Patrouleflieger iwwert dem Mëttelmier, wéi ech gesot hunn, en Enneroffizéier an der EU-Trainingsmissioun am Mali oder d'Capacitéite fir d'Satellitkommunikatioun: Lëtzebuerg péckt un a gëtt vu senger Partner och als verantworten an als solidareschen Akteur ugesinn.

Responsabel sinn, heescht och, sech fir eng méi sécher Welt mat manner Waffen asetzen. Mir maachen dat!

An den nächste Méint wäert een neit Gesetz a Kraaft trieden, dat eisen nationale Kader fir d'Exportkontroll vu sensibelen Gidder moderniséiert. Deemno wäert eng gemeinsam Entschuedung vum Wirtschaftsminister a vum Ausseminister néideg sinn, fir sécherzestellen, dass militäresche Equipementer oder aner sensibel Wueren net iwwer Lëtzebuerg op Plazen transportéiert ginn, wou de Risiko besteet, dass se géife fir Violatiounen vum internationale Recht gebraucht ginn.

Dat entsprécht eisen Obligatiounen ënnert dem ATT, dem internationale Vertrag, deen de Waffenhandel reguléiert.

Handel, Export, Transit: Trotz eiser globaliséierter Welt bleiwen déi bilateral Bezéiunge mat eisen Nopeschlänner ganz wictheg. Dir wësst, dass d'Benelux-Unioun dëst Joer hir 60 Joer feiert. Hei kucke mer, dass ons dräi Länner d'Kooperatioun op déi Secteure konzentréieren, déi de Bierger konkret eppes bréngen.

Mir beméien eis an deem Kader, zesumme mam Wirtschaftsministère, géint zum Beispill territorial Restriktiounen virzegoen, déi eis Einzelhändler zu Lëtzebuerg um internationale Plang benodeelegen. Gemeinsam Benelux-Visitten a -Stellungname weisen ganz kloer, dass mer zesumme méi Afloss hunn a méi beweegen kënnen. De Benelux soll weider hirer Roll als europäesche Laboratoire gerecht ginn.

Wësse mussen mer allerdéngs, Här President, dass et ënner anerem Froe gëtt a Saachen EU-Reformen, wou et Divergenze ginn tëschent de Benelux-Länner, zum Beispill déi hollännesch Positioun a Saache Finanzmétele vun der EU no 2020. Lëtzebuerg deelt déi Positioun net.

Am 60. Joer vun der Benelux-Unioun huet Lët-

zebuerg fir d'éischte Kéier eng gemeinsam Institution kënnen empfänken: de Benelux-Gerichtshaff. Dëst ass kohärent mat der Entwécklung vun engem internationale Kompetenzcenter am Justizberäich zu Lëtzebuerg a spigelt och déi wuessend Bedeitung vun deem Gericht erëm. Mat senger Politique du siège schafft Lëtzebuerg weiderhin drun, fir d'Präsenz vun den europäeschen an den internationalen Institutionen, déi hire Sëtz hei am Grand-Duché hunn, ze konsolidéieren an och weider ze entwéckelen.

Mat der Europäescher Kommissioun gi mir eis drun, fir den Accord ëmzesetzen, wat jo net esou einfach ass, deen ech 2015 mat der Kommissarin Kristalina Georgieva ofgeschloss hunn. An deem Accord hate mer jo ënner anerem festgehalen, dass d'Kommissioun hir Präsenz an dräi Beräicher géif ausbauen: am finanziellen, juristeschen an digitale Beräich. Den Accord ass wictheg fir Lëtzebuerg a mir gesinn do vill Komplementaritéit mat der Entwécklung vun eiser Wirtschaft a vum Standuert Lëtzebuerg. D'Adoptioun vum Reglement d'lescht Joer iwwert d'Schafe vum europäesche Parquet, an deem Lëtzebuerg als Siège confirméiert gëtt, ass och eng gutt Nouvelle fir eist Land. Nieft der Europäescher Cour de justice an dem Tribunal gëtt esou de juristesche Pôle hei zu Lëtzebuerg verstärkt.

2018 ass och ee wictheg Joer fir d'NSPA, fréier hu mer dat NAMA genannt, d'NATO-Agence, déi hire Sëtz zu Capellen huet. Si feiert dëst Joer de 60. Anniversaire vun hirem Bestoen an de 50. Anniversaire vun hirer Präsenz hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn houfreg, dass mer si hei hunn. Et ass eng Agence mat weiderhi vill Potenzial an eis Zesummenaarbecht ass ausgezechent.

D'Lëtzeburger Diplomatie steet am Déngscht vum Land selbstverständlech, vun de Bierger an och vun de Betriber. Si leescht esou hire Bäitrag zur Entwécklung vun eiser Wirtschaft.

Am Sënn vun enger dynamescher Diplomatie économique geréiere mer och eise Reseau vun Ambassaden, Konsulater, Handels- an Investmentbüroen, den LTIOen, déi vum Wirtschaftsministère ofhänken. Mir sinn elo an 32 Länner mat bilaterale Ambassade präsent, dobäi kommen nach eis stänneg Vertriedunge bei de multilateralen Organisatiounen, d'Koakkreditatiounen vum eisen Ambassaden, eis net resident Ambassadeuren, eis Generalkonsulater, eis Honorarkonsulater, eis Aussewirtschaftsberoder. Ech wëll op dëser Plaz soen, dass am ganze Reseau eis Mataarbechter mat vill Asaz schaffen.

Eis Wirtschaftsdiplomatie verfollegt ganz konkret Ziler. Am Kontext vu menger Visitt zu Lima zum Beispill Enn 2017 hunn d'Autoritéite vum Peru hiren Accord ginn, fir Lëtzebuerg vun hirer schwaarzer Lëscht ze strächen, wat am Januar dëst Joer dann och geschitt ass. Änlech positiv Resultater gouf et mat Armenien. Esou Demarché si wictheg fir den internationalen Image vu Lëtzebuerg an hunn en Afloss op d'Konditiounen, ënnert deenen eis Betriber am Ausland operéiere kënnen. Den Ausseministère wäert sech och an Zukunft fir esou Ziler asetzen.

Entgéint deem, Här President, wat oft gemengt gëtt, ass d'Diplomatie net d'Konscht, fir ronderem de Bräi ze schwätzen. Ee gudden Diplomat ass net deen, deen zweemol nodenkt, fir näischt ze soen, wéi e fréiere Premier aus Groussbritannien dat emol gesot huet.

D'Diplomatie brauch Éierlechkeet an eng gesond Dosis Franc-parler. Dialog, an dat ass jo d'Häerzstück vun der Diplomatie a vun der Aussepolitik, kann nëmme klappen, wann een och bereet ass, Tacheles ze schwätzen, also eng kloer Sprooch ze schwätzen an heiansdo och onbequem Wourecht ze soen. Dobäi muss en natierlech selwer och kënnen Kritik astiechen. Dat géllt och fir Lëtzebuerg.

Virun zwee Méint war ech zu Genf, fir am Mënscherechtsrot eisen nationale Rapport vun dem Examen périodique universel virzestellen. Do hu vill Länner d'Wuert ergraff, ech mengen iwwer 80, fir déi Fortschreitter, déi eis Regierung an déi zoustänneg Verwaltung gemaach hunn, ze luewen. Et sinn der awer och eng Rétsch, déi konstruktiv Recommandatiounen gemaach hunn, wéi mer eise Politicke fir de Respekt an d'Förderung vun de Mënsche-

rechter zu Lëtzebuerg nach kéinte verbesseren. Dës Rotschléi wäerte mer opgräifen, fir virunzekommen an deem ganz wicthegen Beräich.

Lëtzebuerg leeft vun engem multilaterale System, deen no der Regel vum Recht funktionéiert. A mir wëllen an Zukunft weiderhin eis Verantwortung an deem System iwwerhuelen, am Asaz fir eis Wäerter a fir d'Mënscherechter.

Dëse Mount gëtt Lëtzebuerg op Aluedung vu Chile a vu Kanada Member vun der Equal Rights Coalition, engem Grupp vu Länner, déi sech fir d'Rechter vun den LGBTI-Persoune staarkmaachen. Domadder gëtt eisen Engagement an deem Domän international och unerkannt.

Dëst Joer plange mir och, een internationalen Aktionsplang unzehuelen, fir d'UNO-Richtlinie fir d'Entrepreneuren an d'Mënscherechter ëmzesetzen.

Vu Mäerz 2019 bis Mäerz 2020 huet Lëtzebuerg d'Presidence vun der internationaler Allianz fir d'Erënnung un den Holocaust. Eis Presidence gëtt ënner anerem markéiert vun der Commemoriatioun vun 75. Anniversaire vun der Befreiung vun Auschwitz. An enger Zäit, wou déi lescht Iwwerliewend vum Zweete Weltkrich eis verloossen, wëlle mer hëllefen, dass d'Memoire an d'Lektiounen vun der Schoah weiderliewen.

Dir wësst, dass Lëtzebuerg seng Kandidatur gestallt huet, fir an de Joren 2022 bis 2024 als Vollmember fir déi éischte Kéier an eiser Geschicht Verantwortung am UNO-Mënscherechtsrot ze iwwerhuelen. Mir wëllen e fiabelen, en engagierten a couragierte Member vum héchste Gremium vun der UNO fir d'Mënscherechter ginn.

Et ass och no eiser positiver Erfahrung, mengen ech, am UNO-Sécherheitsrot 2013-14, dass mer eis Gedanke gemaach hunn, an et ass déi Erfahrung vun 2013-14, déi eis dozou bruecht huet, eng nei Kandidatur fir de Sécherheitsrot ze stelle fir d'Joren 2031-32.

Dir gesitt, d'Lëtzeburger Diplomatie huet net nëmmen d'Krise vun haut, mä och de long Terme am Bléck.

(**Interruption**)

Ech hunn dorobber gewaart!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech sinn hannerun lech.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Wat d'Stärkt vun eiser Aussepolitik ausmécht, ass a mengen Aen d'Kontinuitéit an der Saach, d'Kontinuitéit am Engagement.

Dozou dréit d'Chamber, Här President, hiren Deal bäi, am Sënn vun der parlamentarescher Diplomatie. Dofir wëll ech lech och Merci soen.

Am Summer dëst Joer hätt den Nelson Mandela seng 100 Joer gefeiert. Den „Madiba“ huet inspiréiert duerch säi Courage an d'Dignitéit, mat där hien den Apartheidregim a Südafrika bekämpft huet an iwwerwonnen huet. Folgend Devise gëtt oft am Zesummenhang mam Nelson Mandela bruecht a se passt och op säi Liewenswierk: „It always seems impossible until it's done.“

Et bleift nach vill ze maachen, Här President, fir dass d'Welt esou dréit, wéi se misst, mä mat der richteger Astellung ass nach villes méiglech.

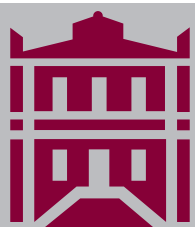
Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Ausseminister. Ech ginn lech Akt vun der Deklaratioun. A mer wäerte muer de Mëttel eis Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik féieren. Rendez-vous also muer de Mëttel.

Mir ginn dann zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour iwwer. Et geet em de Projet de loi 7086 betreffend eng Rei vu Mesuren am Aarbechtsrecht. An d'Rapportrice, d'Madamm Taina Bofferding, ass prett. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

6. 7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP), rapportrice.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz hei regruppéiert eng ganz Panoplie u Changementer, déi eben eist Aarbechtsrecht wäerten ergänzen a präzisieren.

Dës goufen am Kader vum CPTÉ diskutéiert a verhandelt, an Aarbechtsgruppen oder och tëschent der Regierung an de Sozialpartner. Dräi grouss Objektiv ginn hei suivéiert: Éischens, e bessere Schutz fir d'Salarié mat hire Rechter. Zweetens, d'Verbesserung vum de Mesurë fir d'Integratioun vum de Chômeuren an den Aarbechtsmarché, notament fir déi méi vulnerabel. An drëtens, besser Connaissance iwwert d'Evolutioun vum Aarbechtsmarché, fir eben esou nach méi eng cibléiert Politik kënnen ze maachen.

D'Changementer, mat deene mer an Zukunft ebe fir Verbesserung wäerte suergen, awer och fir juristesche Kloeerheet, sinn zum Beispill d'Lohnfortzahlung am Krankheitsfall, d'Demission vum Salaré am Fall vun enger Faute grave vum Employeur, Ännerunge bei der Aide au réemploi, d'Erhéijung vum der Aarbechtszäit fir Studenten oder och d'Aféierung vum enger Aide à la formation, fir nëmmen dës ze nennen.

Allguerten déi eenzel Changementer kënt Der a mengem schréftleche Rapport noliese mat den néidegen Explikatiounen. A mengem mëndleche Rapport wäert ech elo haapt-sächlech op déi Punkten agoen, iwwert déi mer an der Kommissioun méi ausféierlech diskutéiert hunn an déi mer och deelweis amen-déiert hunn.

Den éischte Volet, fir d'Rechter vun de Salaré besser ze schützen, dat maache mer, wéi gesot, elo an Zukunft bei der Lohnfortzahlung, also beim Krankengeld während dem Congé de maladie. A betraff si Leit, déi weekends, sondes oder owes schaffen. Sait der Aféierung vum Eenheitsstatut vum 2009 ginn et hei ganz vill Onkloeerheeten, wat zu ville Recourse viru Geriicht gefouert huet. D'Fro dobäi war ëmmer, wat als Assiette, also als Grondlag fir d'Berechnung vum Krankengeld geholl soll ginn. D'Uerteeler hu gréisstendeels eng ganz breet Berechnungsgrondlag zréckbehalen. D'Bestëmmungen, déi elo hei am Projet de loi proposéiert ginn, sinn d'Resultat vu ganz laange Verhandlungen, wéi gesot, am CPTÉ an och an Aarbechtsgruppen.

Elo gëtt präziséiert, wéi d'Assiette jee no Situatioun berechent soll ginn. Bei engem Salaré, dee regelméisseg weekends, sondes oder owes schafft, ass elo garantéiert, dass d'Moyenne vu senge Revenue geholl gëtt, fir eben d'Krankengeld ze berechnen.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers kritisieren an hirem Avis elo d'Modalitéite vun der Lohnfortzahlung, obwuel si dës allerdéngs selwer matverhandelt huten.

Wichtig fir eis, mengen ech, soll awer sinn, dass mer mat dese Gesetzesännerungen d'Lohnfortzahlung eben am Krankheitsfall nees wäerten aféieren, zwar differenziert, mä dass mer se awer trotzdem wäerte garantéieren.

E weidere Punkt fir d'Stärkung vun de Rechter vun de Salaré ass virgesi bei der Demission vum Salaré am Fall vun enger Faute grave vum Employeur, zum Beispill wann dësen d'Pai net bezilt. No zwee Uerteeler vun der Cour constitutionnelle ass et wichtig, dass mer Ännerungen an eistem Aarbechtsrecht virhuelen. Deemo hunn an Zukunft d'Salarié, déi wéinst eben enger Faute grave vum hirem Patron kënnen, déiselwecht Rechter wéi bei enger sexueller Belästegung, wa se kënnen. Dat heescht, wann hir Demission als berechtigt ugesi gëtt, hu si Urecht op déi normal Indemnité de préavis et de départ.

Weider schafe mer et Kloeerheet, dass e Patron eventuell Chômageindemnitéiten un de Fonds pour l'emploi muss zréckbezuelen, eben am Fall vun enger Kënnegung pour faute grave, wann dës ebe vum Salaré justifiéiert ass, wat eigentlech och net méi wéi richtig dierft sinn.

E weidere wichtige Punkt, wou mer d'Rechter, besonnesch déi vun deene Jonken, wäerte stärken, ass d'Eropsetze vun der wöchentlecher Aarbechtszäit fir Studenten, déi elo vun

zeng op maximal 15 Stonnen d'Woch ebe geet. Domadder wäert eng laangjäreg Fuederung vun de Studentenorganisatiounen emgesat ginn. Fir vill Studenten, ech rappéléieren, ass et wichtig, während dem Studium schaffen ze goen, fir sech esou finanziell iwwer Waasser kënnen ze halen. Zeng Stonne sinn do zimlech wéineg, wat oft Studenten dozou bruecht huet, dass si ouni Kontrakt schaffen, dat mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt.

Niewent der Concertatioun ad hoc mat de Servicer vum Ministère zur Iwwerprüfung vun den Anticumulbestëmmungen am Gesetz vun der Studentebourse wéinst dem Seuil vun de Revenuen, déi eben e Student dierft hunn, hate mer an der Kommissioun nach weider Diskussiounen. Ee Punkt, deen och d'CSL an hirem Avis opgeworf huet, ass, ob e Student während deene maximum fënnf Joer, wou en dierft schaffen goen, an d'Pensiounskeess muss abezuelen an ob d'Schaffstonnen net nach weider erhéicht solle ginn. Dat géif allerdéngs eng ganz Partie aner Changementer mat sech bréngen an da wäre mer an engem aneren Zeenario an net méi an deem vun engem Studentekontrakt.

Zum Volet vun der Stärkung vun de Rechter vun de Salaré gehéieren och nach d'Modifikatiounen am Fall vun enger Faillite betreffend d'Indemnité de préavis an d'Adaptatioun bei der Opdeelung vum legale Congé, déi der aktueller Organisatioun vun der Aarbechtszäit domadder och wäerte besser Rechnung droen.

Am zweete Volet vum Projet de loi verbessere mer d'Effikassitéit vun de Beschäftigungsmesuren, andeems mer besonnesch d'Integratioun an den Aarbechtsmarché vun deene méi vulnerable Chômeure favorisieren, ugefaange mat der Ännerung bei der Aide au réemploi. Dat ass wuel dee Punkt, wou d'Fraktioun sech alleguerten eens sinn, dass eppes muss änneren, mä awer och d'Meenunge ganz kloer ausereen ginn, wat sech dann hei soll änneren.

Als Éischt awer vläicht nach kuerz zur Erklärung, wat mat der Aide au réemploi iwwerhaupt gemengt ass. Hei spréngt den nationale Beschäftigungsfong an, wann ee Patron engem Chômeur en Job gëtt, wou en awer manner verdéngt wéi bei sengem viregten Job. De Sënn vun dëser Aide, déi ursprénglech agefouert ginn ass fir dat fréiert Personal an der Siderurgie, war et eben, d'Differenz tëschent der aler an der neier Pai auszegläichen. Déi genau Detailer vun Historique kënt Der dozou och a mengem schréftleche Rapport noliesen.

De Sënn vun der Aide au réemploi ass allerdéngs net, dass zum Beispill eng Persoun, déi vun der Bank kënt mat enger gewëssener Qualifikatioun a 7.000 Euro verdéngt huet, op där neier Plaz just fir de Mindestloun agestellt gëtt an de Stat dann d'Differenz dierft bezuelen. Et ass näamlech esou, dass d'Salarié an där neier Plaz oft just um Minimum bezuelt ginn an d'Aide au réemploi awer méi héich ass wéi de Mindestloun a munchmol souguer méi héich wéi déi nei Pai selwer.

Um Enn vun der Aide au réemploi, déi op véier Joer gelaf ass, souz de Salaré da mat enger extrem niddreger Pai do, déi senge Kompetenzen a senger Erfahrung am Endeffekt guer net Rechnung gedroen huet. D'Ausgangssiddi vun dëser Aide war an ass nach ëmmer gutt, mä mir mussen leider unerkennen, dass mer eng pervers Entwécklung vun enger Paiesubventioun hunn, déi de System eigentlech absurd mécht.

Dat muss sech eben änneren. An dofir gouf och schon den 28. November 2014 am Accord tëschent der Regierung an de Gewerkschaften de Prinzip vun dësen Ännerunge festgehalten.

Déi nei Regelung gesäit elo vir, dass e Patron méi realistesch Salaré bezuele soll. Dat heescht, déi nei Pai an d'Aide au réemploi mussen zesammen 90% vun der aler Pai ausmaache respektiv de Maximum, deen no Applikatioun vum Plaffong vun 3,5-mol dem Mindestloun erauskënt. Dobäi dierft d'Aide au réemploi net méi wéi 50% vun der neier Pai ausmaachen. Och bei der Konditioun, fir dës Aide iwwerhaupt ze kréien, sinn nei Bedéngunge virgesinn, fir verschide Messbräich esou ze evitéieren. Mat der Konditioun, dass de Salaré während iwwer 24 Méint ee CDI muss gehat hunn, fir an de Genoss vun esou enger Aide ze kommen, war de Statsrot net averstanen an huet eng Opposition formelle dropgesat. Well dat géif näamlech géint den Egalitéitsprinzip goen an de Statsrot gesäit hei och keng Noutwendegkeet vun engem CDI vir.

Dës Konditioun gouf fale gelooss, esou dass e Salaré am Kader vun engem Aarbechtskontrakt vu 24 Méint muss geschaff hunn, wann hien d'Entreprise verléisst, fir kënnen vum enger Aide au réemploi ze profitéieren. Elo ginn haapt-

sächlech Leit iwwer 45 Joer viséiert an déi, déi duerch kollektiv Kënnegung, Faillite oder duerch e Plan de maintiën dans l'emploi eng nei Aarbechtsplaz sichen. Och wéll ech nach gären drop hiweisen, dass fir d'Aide au réemploi elo eng legal Basis geschafe gëtt, well déi bis haut ëmmer iwwer Règlement-grand-du-calle geregelt war.

Weider suerge mer mat dësem Projet de loi fir Verbesserung fir d'Demandeurs d'emploi, déi sech wéll selbststänneg maachen. Aktuell ass et esou, dass e Chômeur säi Chômagegeld gestrach kritt, soubal e sech als Independant verséichert. D'Verbesserung besteet elo doranner, dass en Demandeur d'emploi, dee sech ebe wéll selbststänneg maachen, dee sech nei orientéiert an eben eng eegen Entreprise wéll grënnen oder eng existéierend Entreprise wéll iwwerhuelen, dass dee weiderhi ka Chômagegeld bezéien.

Sënn mécht et och, dass déi betraffe Persoun fir dës Period, maximum sechs Méint, an Zukunft dovunner befreit wäert ginn, dass se sech bei d'ADEM muss virstelle goen an och deemno muss en Emploi approprié akzeptéieren.

Den Emploi approprié ass dann dat nächst Stéchwuert hei am Projet de loi. Dës Notion wäerte mer elo och dann an de Code du travail verankeren. Kuerz zur Erënnung: Et ginn am Ganze siwe verschide Kritären, déi den Emploi approprié definéieren. Et sinn dat den Niveau vun der Remuneration, eventuell zesumme mat der Aide au réemploi, déi professionell Fäegkeet an déi psychesch wéi och déi physesch. Den deeglechen Trajet, d'Familljesituatioun, de Regime de travail, d'Atellungsver-sprechen an d'Aarbechtskonditiounen.

Dës ware bis elo iwwer Règlement grand-ducal geregelt. Si bleiwen och déiselwecht. Et mécht awer Sënn, dës elo an d'Aarbechtsrecht niderzeschreien, well dës limitéiert Opzielung schützt virun allem d'Chômeure virun der Willkür vun der ADEM, där et net erlaabt ass, nach zousätzlech Kritäre bäizesetzen. Oder fir et méi einfach ze formuléieren: Hei wäerte mer an Zukunft och fir méi Transparenz suergen.

Kleng Adaptatiounen sinn dann nach bei de Mesurë fir jonk Chômeure virgesinn. Zum Beispill fir e Contrat d'initiation à l'emploi kënnen ze kréien, gëtt elo d'Konditioun bäigesat, dass e Jonken ënner 30 Joer mindestens dräi Méint bei der ADEM muss ageschriwwen sinn. Also dräi Méint dierft dee kenger Aarbecht nogoen, fir kënnen vum dësem Kontrakt ze profitéieren.

Weider wäerte mer och eng Aide à la formation aféieren, déi allen Demandeurs d'emploi zousteet, déi regelméisseg u Formatiounen wäerten deeluelen, awer kee Chômagegeld kréien. Heimadder verbessere mer sécherlech d'Situatioun vun all deene Jonken, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, eben eng Formatioun maachen, fir kënnen esou besser an den Aarbechtsmarché integréiert ze ginn, an awer iwwer keng eege Ressourcë verfüegen.

Iwwer Amendement wollt d'Kommissioun aféieren, dass dës Indemnitéit vu Steieren a soziale Cotisatiounen befreit soll ginn. Dat war gutt gemengt, mä de Statsrot huet hei erëm eng Opposition formelle dropgesat, wat d'Steierfräiheet vu verschidene Supplément betrifft. Och dëst géif hei géint de Gläichheitsprinzip verstoussen, soudass mer déi eigentlech gutt gemengten Initiativ erëm fale gelooss hunn.

En drëtten Volet vun dësem Projet de loi viséiert eben eng besser Connaissance iwwert d'Evolutioun vum Aarbechtsmarché, fir esou eng méi zilgerichte Politik ze maachen. De RETEL, de Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi, kritt eng legal Basis. Dee fonctionnéiert jo schon aktuell op Base ad hoc, ersetzt awer domadder den Observatoire national du travail et de l'emploi. D'Notze vu Statistiken, Analysen an Etüden erlaabt eis et esou, eng méi cibléiert Politik an dësem Beräich ze maachen.

Zum Echange an der Interkonnexioun vun den Donnéeën gouf et och hei vum Conseil d'État eng Opposition formelle. Déi konnte mer awer behiwen, andeems mer hei vereenzelt Punkte präziséiert hunn an hire Bedenken domadder konnte Rechnung droen.

Här President, dëst zu de wichtigste Changementer, déi mer mat dësem Gesetz maachen, ebe fir e bessere Schutz fir d'Rechter vun de Leit, déi schaffen, a fir eng besser Integratioun vun de Chômeuren an den Aarbechtsmarché. Alles wichtig Aufgaben, déi mer als Politiker ze bewältegen hunn. An dofir hoffen ech hei op eng breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi, zu dese Gesetzesännerungen a ginn domadder natierlech dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen nach jidder-enger Merci, dee mer gehollef huet, fir dës Rapport da kënnen ze schreien.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och der Madamm Rapportrice. Eischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz. Dir hutt d'Wuert, Här Spautz.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt e grouse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Bofferding, fir hiren ausféierlechen a detailléierten Bericht. An ech wéll och Merci soe fir déi konstruktiv Diskussioun, och wa mer eis net an alle Punkten ëmmer eens waren, esou war et dach awer konstruktiv an och ganz interessant, déi Debatten an deenen eenzelne Voleten ze féieren.

Ech mengen, dee Volet vun de Studenten, dat ass eppes, wat mir als CSV ausdrécklech begrëssen. Dat ass och de Fall bei den anere Geschichte mat der Lohnfortzahlung a mat der Faute grave. Wou mir e bësse méi Problemer haten - soe mer, Problemer ass och e schlecht Wuert, well mer eis selbstverständlech nach un eis Engagement vum 2012 kënnen erënnern, wou mer schon 2012 gesot hunn an der viregter Koalitioun, dass een dat mam Reemploi eng Kéier misst iwwerkucken, well mer do festgestallt hunn, dass do heiansdo dat Ganz aus dem Rudder gelaf ass. D'Madamm Bofferding hat an deem Zesammenhang och scho verschide Modeller genannt. Dofir war et fir eis selbstverständlech, dass een do iwwert dee ganze Punkt géif diskutéieren an dass een do och géif driwwer nodenken, fir aner Weeër ze fannen.

Dat war schon esou 2012. Duerno ass dat nach eng Kéier ofgemaach ginn, den 28. November 2014 sinn Accorde fonnt ginn tëschent der Regierung an den nationalen, representative Gewerkschaften, wou dat do och e Bestanddeel dovu war. Et war zwar net e fäerdege Package dran, mä et ass festgehalen ginn, dass ee géif kucken, fir nei Weeër ze fanne wat d'Aide au réemploi, d'Prétraite partielle an esou weider géif ubelaangen.

Wa mer scho bei deem Accord sinn, erlaabt mer ze bemerken, och wann den Här Minister dofir net zoustänneg ass, do si jo verschide Saache schon emgesat ginn, verschide Saachen nach net. An eppes, wat eis wierklech e bësse ënner de Finger brennt, dat ass dat mat den Allocations familiales, well do läit säit dem 27. Oktober 2016 den Avis vum Statsrot vir, mä et ass awer nach ëmmer näischt geschitt.

Här President, ech hat eng Question parlementaire gestallt. Dir hat se refuséiert, well am Règlement steet: Et dierft ee keng Question parlementaire stellen zu enger Prozedur, wou d'Gesetz am Lafen ass. Mä wat ech net verstinn: De 27. Oktober 2016 koum den Avis vum Statsrot. Entweder soll ee soen, et stëmmt een dat Gesetz, oder et soll ee soen, mir zéien et zréck. Mä et soll een awer net weiderfuere. Do erëm d'Klammer zou. Och dat war e Bestanddeel vum Accord vum 28. November 2014.

Beim Reemploi ass d'Madamm Bofferding agaangen op déi Position an déi Proposition, déi gemaach gi war an der Kommissioun vum Minister, déi och zréckbehalen ginn ass. Mir haten eng aner op den Dësch geluecht, wou dat e bësse méi mam Alter gestaffelt war, wou mer gesot hunn, mir hätten eis och kënnen virstellen, dass dat altersméisseg gestaffelt wär. Dass een do hätt kënnen méi laang fuere, dem Alter no. Dofir hu mer och - den Här President ass haut entschëllegt - bei verschidene Amendementer net dergéint gestëmmt, mä mir hunn eis enthalen, well mer eis do awer och aner Moosnamen hätte kënnen virstellen, wéi een d'Aide au réemploi hätt kënnen organisieren.

Mir sinn awer elo an der Zwëschenzäit der Meenung, dass mir och dësem Gesetz hei kënnen d'Zoustëmmung ginn. Och wa mer nach wie vor der Meenung sinn, dass een de Reemploi och hätt kënnen aneschtters staffelen, näamlech dem Alter no, andeems ee gesot hätt, deemno wat fir een Alter een huet, hätt een da kéinte méi laang oder manner laang vun där Staffelung profitéieren.

Mä et ass awer wichtig, dass een och no bausen dee Message gëtt, dass d'Aide au réemploi awer och net dofir do ass - an d'Madamm Bofferding huet verschide Beispiller erkläert -, dass do kéint Profitt dermat gemaach ginn. Dass Leit während véier Joer op de Mindestloun bezuelt gi vum Patron, si kréien de Complément vum Stat a wann déi véier Joer em sinn, da war keng Plaz méi oder et sinn aner Problemer am Betrib gewiescht. Dat war jo och eppes, wat mer 2012 schon opgefouert hunn, an dofir wäerte mer dem Gesetz och d'Zoustëmmung ginn.

Ech wéll awer och soen, dass et wichtig ass, an dat hunn zwee Arrête vun der Cour constitu-



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

tionnelle mat sech bruecht, déi d'lescht Woch respektiv viru 14 Deeg geholl gi sinn - zu deene meng Kollege Laurent Mosar a Gilles Roth och schonn eng Question parlementaire gestallt hunn -, wou näamlech verschidde Saachen a Fro gestallt gi sinn, well Saachen am Reglement stoungen an net am Gesetz.

Wa mir dat Gesetz haut stëmmen, ass dee Problem geléist a mir sinn domadder fir d'Zukunft deem ganze Punkt och nokomm, well mer et elo an d'Gesetz aschreiwen. An dat ass och ee vun deene Punkten, firwat mer gesot hunn, dass mer deem Gesetz hei wäerten eis Zoustëmmung ginn.

Netdestotrotz, Här Minister - ech hat elo virun drun dat Beispill gi vun der Prestation familiale -, géif et eis awer och interesséieren: Wat den Accord vum 28. November 2014 ubelaangt, do sinn awer och nach aner Projeten, déi scho laang missten oder sollten do sinn, wou Dir - an och aner Kollege vun lech - amgaange sidd, Verhandlungen ze féieren. Do geet et ëm d'Prétraite partielle, do geet et ëm d'Regelung vun den 52 an 104 Wochen.

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Dir kënn jo herno op all déi Punkten agoen. Et geet ëm de Reklassement, et geet ëm d'Diskussion vum Congé linguistique an et geet ëm d'Gesetz vum Harcèlement moral. An et géif eis awer dann trotzdem interesséieren, wéi et géif viru goen, wou ee mat all deene Projeten, déi jo deeselwechten Dag d'Zoustëmmung fonnt hunn tëschent de Gewerkschaften an der Regierung, drun ass.

Wéi ee vun deene Projeten nach d'Chance huet, ze kommen, a bei wéi engem et dann och méiglech ass - dat leeft säit November 2014! -, dass mer et dann awer véier Joer duerno géife fäerdegbréngen, dass déi Accorden, déi deemools fonnt gi sinn, awer och kéinten ëmgesat ginn oder op alle Fall an d'Prozedur kommen, fir dass och do aner Diskussione kënnen gefouert ginn. Wéi geet et do virun?

Ech weess, dass do Verhandlungen am CPTÉ lafen. Ech weess, dass do och bilatéral Verhandlung lafen tëschent der Regierung an de Patrone respektiv der Regierung an de Gewerkschaften. Mä et wier wichteg, dass mer och an deenen Dossiere géife Léisunge fannen. Ech weess, Här Minister, dat sinn net nëmmen Dossieren, déi lech uginn, mä och Är Confrères, de Sozialminister respektiv d'Familljeministesch. Mä et wier och fir eis wichteg, dass mer net nëmmen an deem Problem eng Léisung oder eng Deelléisung fannen, well et jo ëmmer muss méiglech sinn, eng Kéier dat Ganzt ze adaptéieren. Wa mer feststellen, dass dat beim Réemploi och nach net definitiv de gëllene Wee war an dass een och nach aner Moyene ka fannen, dass mer dann op de Wee ginn, fir kënnen ze kucken, dann och déi Adaptatiounen ze maachen.

An dann hoffen ech, dass net nëmmen deen heite Projet, dee festgehalte gi war, an der Chamber duerchkënn, mä dass mer och nach déi aner Projeten op den Ordre du jour kréien, fir déi en connaissance de cause kënnen ze maachen, an dat och am Hibleck a konform mam Accord, deen Der am November 2014 mat de Gewerkschaften fonnt hat.

Villmools Merci.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, wann een als Student eng Aarbecht fir d'Uni schreift oder eng Presentatioun hält, kritt een dacks gesot, datt ee probéiere soll, fir d'Quint-

essenz vun deem ze behandelnde Sujet esou kuerz wéi méiglech ze formuléieren, am beschte souguer just an engem Saz, soudatt jiddereen direkt weess - Gesondheet, Madamm Dall'Agnol -, ëm wat et geet.

Wann ech elo d'Quintessenz vun deem Projet de loi soll an engem Saz resuméieren, da fällt dat net ganz einfach, well mir haut iwwer eng Partie zum Deel dach ganz ënnerschiddlech aarbechtspolitesch Mesuren ofstëmmen. Ech wëll dofir emol direkt der Rapportrice, der Madamm Taina Bofferding, Merci soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport. Et gouf kee wichtige Detail vergiess an dofir wëll ech elo och net méi op all eenzelne Punkt agoen a just e puer Bemierkunge maachen, déi eis als Demokratesch Partei wichteg sinn.

Här President, ech bleiwen direkt bei de Studenten. Déi därefer mam Akraafttriede vun deem Gesetz an Zukunft méi Stonnen ni fir hirem Studium schaffe goen. Déi maximal Stonnen, et ass gesot ginn, déi si elo ausserhalb vun de Schoulvakanzen am Kader vun engem CDD kënnen schaffen, gi vun zéng op 15 Stonne gehéicht. Mir kommen heimat enger ausdrécklecher Fuorderung vu ville Studenten no, déi sech entweder en Täschegeld wëlle verdéngen oder méi onofhängeg nach vun hiren Eltere wëlle ginn a just mat hirer Bourse an hirem Niewenjob hire Studium wëlle finanzéieren.

Mir begrëssen als Demokratesch Partei dës Upassung ausdrécklech am Interessi vun deene jonke Leit, déi dacks de Weekend an owes bereet sinn, op Plazen anzespriegen, wann aner Leit raschte wëllen oder Momenter mat hirer Famill wëlle verbréngen.

Eng zweet wichteg Ännerung, déi dësse Projet de loi proposéiert, betrëfft déi sougenannte Aide au réemploi. Dës Hëllef fir Leit, déi an de Chômage gefall sinn an op enger neier Plaz eventuell zolidd Gehaltsaboussen hu missen hinwelen, soll net a Fro gestallt ginn. Allerdéngs huet den aktuelle System leider jorelaang zu Mëssbräich gefouert.

Et koom deelweis zu regelrechte Konstrukter mat Firmegrënnungen - d'Rapportrice huet dat och an hirem Rapport relevéiert -, fir datt Leit mat alt bis zu 10.000 Euro Salaire hir fréier Pai konnten 48 Méint bäibehalen. Do ware sécherlech eng Rëtsch Fäll drënner, wou et ouni Zweifel och ouni Aide au réemploi gaange wier.

Ausdrécklech hat d'Commission du Travail et de l'Emploi et scho viru Joren am Kader vun der Virbereedung vun eise groussem Débat d'orientation iwwert d'Beschäftigungspolitik begrëisst, dass d'Aide au réemploi soll reforméiert ginn. Dës Moosnam ass jo am Laf vun de Joren éischter zu enger verstoppter Subvention mutéiert an hat, wéi eise Rechnungshaff, d'Cour des comptes, dat virun etleche Joren an hirem Spezialrapport festgehalen hat, grousse Potenzial fir Mëssbräich.

Am Rapport vun der Petitiounskommission am Kontext vum Débat d'orientation iwwert den Aktivitéitsrapport vum Ombudsmann iwwert d'Joer 2010-2011 stoung scho Folgendes zum Thema ze liesen. Ech zitieren: «La Commission du Travail et de l'Emploi rappelle que l'aide au réemploi a été créée dans l'intérêt du salarié et est précisément destinée à faciliter un nouvel engagement à la suite d'un licenciement pour motifs économiques. Il n'est dès lors pas acceptable que l'employeur embauchant le salarié bénéficiaire de l'aide au réemploi conçoive en fait cette dernière comme subvention dans son propre intérêt et rémunère de ce fait le salarié à un niveau ne correspondant ni à sa qualification ni à la rémunération qui devrait lui revenir dans la grille de salaires normalement applicable dans son entreprise.»

D'Commission du Travail et de l'Emploi huet deemools, also 2012, schonn d'Meenung gedeelt, datt den Aarbechtsminister dës Praxis endlech en Enn soll setzen an datt d'Bedéngungen, fir an de Genoss vun dëser Hëllef, also der Aide au réemploi ze kommen, misste redefiniert ginn, fir datt dës Instrument vun der Beschäftigungspolitik seng ursprénglech Raison d'être soll fannen.

An zum Thema Aide au réemploi stoung am Rapport vun eise Rechnungshaff ze liesen: «...la cour constate qu'au fil des années, la mesure a conduit à certaines dérives...». Esou huet d'Cour des comptes festgestallt, dass a munche Fäll d'Aide au réemploi méi héich war - an d'Rapportrice huet dat och nach eng Kéier widderholl - wéi de Salaire, dee vum Patron réellement ausbezuelte ginn ass.

D'Cour des comptes koom an hirem Spezialrapport zur Schlussfolgerung: «En effet, selon la cour, il s'avère important de pouvoir évaluer une mesure au bout d'un certain temps afin d'apporter des corrections nécessaires ou de l'abandonner tout simplement si elle n'a pas apporté les résultats escomptés.»

An eise Rechnungshaff hat deemools gefuordert, dass d'ADEM sech e Bewäertungssystem vun deene verschidde Mesurë gëtt. Elo, siwe Joer méi spéit, huele mer dat am Kontext Aide au réemploi mat eppes Verspéidung no. Mä besser elo, wéi wa mer et net géife maachen.

D'Rapportrice Taina Bofferding schreift dann och zu Recht an hirem Bericht, datt d'Aide au réemploi, ech zitieren: «...a été dans de nombreux cas détournée de ses fins initiales pour prendre la forme d'une subvention de salaire. Surtout en ce qui concerne les demandeurs d'emploi qualifiés et bien rémunérés, l'aide au réemploi versée mensuellement dépasse souvent le niveau du salaire social minimum, voire le niveau du nouveau salaire payé par l'employeur.»

Ech wëll awer hei an haut ausdrécklech déi Lëtzebuerger Betriber luwen, déi sech dës Praxis net verschriwwen hunn, déi also direkt e fairen an ugepasste Loun bezuelen. Et soll an et därefer een dës Betriber net mat deenen an een Dëppe geheien, déi systematesch op d'Aide au réemploi zréckgegraff hunn, fir hir Käschten op Käschte vun der Allgemengheet, spréich dem Statsbeidel, ze reduzéieren.

Här President, mir begrëssen och d'Aféierung vun enger Aide à la formation, fir all Chômeur, dee keng Indemnitéit kritt, finanziell ze hëllefen, wann dësen un enger Weiterbildung deelhält. Hei geet et jo drëms, alles ze ennerhuelen, fir d'Employabilitéit vu Leit ouni Aarbecht ze stärken. Dat ass fir d'ADP den absolut richtige Wee a fënnt evidenterweis eis Ennerstëtzung.

An deem Kontext si mer och als Demokratesch Partei zefridden, dass d'ëffentlech Hand an Zukunft och d'Méiglechkeet wäert ënnerstëtzen, fir d'Demandeurs d'emploi an d'Situatioun ze bréngen, wou si e klenge Betrib kéinten iwwerhuelen, a während der Virbereedungszeit souwuel hir Indemnitéit weider ausbezuelte kréie wéi och net obligéiert gezwonge sinn, all Emploi approprié, wéi d'ADEM dat virschreift, mussen unzuhuelen.

D'ADP ënnerstëtzt all Reflex, all Initiativ, fir Leit an d'Selbststännegkeet ze bréngen a fir d'Selbststännegkeet fit ze maachen. Si huet grouse Respekt virun deene Leit, déi mat hirem Wëllen an hirem Kreativitéit derfir surgen, datt net nëmme si, mä och aner Leit eng Aarbecht fannen.

D'Zil vun all Aarbechtsmaartpolitik an all wirtschaftspolitesche Beméiung muss d'Stärkung vun éischten Aarbechtsmaart sinn. Beschäftigungsinitiative bidden eng Plaz, wou forméiert an encadréiert soll ginn. Den éischten Aarbechtsmaart schaaft dogéint déi Aarbechtsplazen, déi sech all Dag an der fräier Maartwirtschaft behaapte mussen an déi net géifen Entstoen, wann et net ëmmer nees couragéiert Mënsche géif ginn, déi de Risiko oder d'Erausfuorderung vun der Independance, der wirtschaftlecher Selbststännegkeet op sech huelen.

Mir fannen et des Weideren och richtig, dass mir dem RETEL endlech eng gesetzlech Basis ginn, déi dës verdéngt, well et ass wichteg, dass mer eng Plattform hunn, déi et erlaabt, fir Entwécklungen um Aarbechtsmaart ze suivéieren an d'Aarbechtsmaartpolitik zu gegebener Zäit en temps utile ze ajustéieren. Ouni esou en Instrument kann een haut net méi déi Analysen duerchféieren, déi ee brauch, fir en âme et conscience, géif ech soen, ze handelen.

Här President, all d'Moosnamen, iwwert déi mer haut schwätzen, goufen op déi eng oder aner Manéier mat de Sozialpartner diskutéiert. Wéi et esou dacks geet, ass net jiddwereen zu honnert Prozent mat allem zefridden, wat mir haut entscheeden a stëmme wäerten. Ouni elo wëllen op déi eenzel Kriticken anzegoen, déi

entweder d'Patronat oder d'Gewerkschaften zu deem enge oder anere Punkt ervirbruecht hunn, wéll ech awer widderhuelen, wat mir als DP zu villen aarbechtsmaartpolitesche Projete soen. Mir mussen ëmmer am A behalen, wat fir Auswirkungen, Konsequenzen eis Gesetzter um Terrain hunn, an eis froen: Ginn d'Objektiver erfëllt, déi mer eis gesat hunn?

Profitéieren d'Leit vun de Moosnamen? Falls dat net de Fall wier, u wat géif et da leien? Hunn d'Akteuren administrativ Problemer, fir dës Moosnamen ëmzesetzen? Ginn et eventuell och Auswirkungen um Terrain oder Mëssbräich, déi esou net vum Gesetzgeber, also vun eis, vum Parlament, gewollt waren?

Et ass also vun eiser Säit aus den Appell un déi Verantwortlech, fir e regelméissege Bilan iwwert den Erfolleg vun de Moosnamen och vun deem Gesetzesprojet opzestellen, eventuell Upassunge virzehuelen, wann eppes net esou funktionéiert, wéi dat awer am Ufank ugeduecht war.

Här President, wann ech dann elo zum Schluss awer soll dës Gesetzesprojet an engem Saz resuméieren, da wëll ech soen, dass all dës Moosnamen, iwwert déi mer elo de Mëtteg schwätzen a geschwat hunn, eist Aarbechtsrecht op d'mannst um Pabeier méi gerecht a méi wierksam solle maachen. D'Auswirkungen an der Praxis wäerte mer da genee verfolge mussen.

Ofschléissend ginn ech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dësse Gesetzesprojet a soen lech Merci fir Är Gedold an Äert attentiv Nolauschteren.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och lech. Nächst ageschriwwene Riednerin ass, wann ech dat hei richtig gesinn, d'Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll net am Numm vun mengem Kolleg Gérard Anzia schwätzen, deen haut net kann hei sinn. Hien huet an der Chamberskommission jo mat un deem Projet geschafft.

Der Rapportrice wëll ech Merci soen. Ech mengen, si huet déi verschidde Punkten, déi do an deem Projet de loi do erëmzefanne sinn, gutt explizéiert. Mir géife gären als gréng Fraktioun just nach e grouse Merci ausdrécken un all déi, déi bedeelegt waren un deene verschiddearteneg Negociatiounen. Dat ware Gesprièrecher, déi net ëmmer einfach waren, wou een natierlech ni zu honnert Prozent e Konsens fënnt. Mä mir begrëisse wierklech ausdrécklech d'Resultat, wat dobäi erauskomm ass, an déi Verbesserungen, déi mer awer musse feststellen, an déi Verbesserung, déi mer an deem Projet de loi erëmfinden, an dofir och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, och vun eiser Säit aus wëll ech Merci der Kollegin Taina Bofferding soe fir hire gudd schrëftlechen an och mündleche Bericht, wou se wierklech alles am Detail gutt erkläert huet.

An dëser Legislaturperiode, Här President, hu mer schonn eng Rei vu Gesetzter gestëmmt, déi den Droit du travail, déi awer och virun allem eng Rei vu Bestëmmungen, wat d'ADEM ubelaangt huet, nei geregelt hunn. Mir hunn als ADR praktesch alleguer déi Gesetzter matgestëmmt.

Virun allem bei deem, wat de Chômage ubelaangt, wësse mer, datt et kee Patentrezept gëtt, wou ee ka per Gesetz decidéieren, wéi een de Chômage géif erfrosetzen. Mä et gëtt eng ganz Rei vu Moosnamen, déi heiansdo nëmme punktuell wierken, wou nëmmen e puer Leit dovou betraff ginn, mä, an ech hunn dat schonn op dës Plaz gesot, all Moosnam, egal op wéi wéineg Leit se och zoutreff, ass wichteg, well mer doduerch de Chômage erfokreien a Leit an den éischten Aarbechtsmaart oder a Beschäftigungsinitiativen, wat jo och de Fall ass, kréien. Mä eist Zil muss et sinn, d'Leit alleguer an den éischten Aarbechtsmaart eranzekeien.

Dat heite Gesetz gesi mer aus deemselwechte Bléckwénkel. Et sinn zwar net nëmmen an deem Gesetz Moosnamen, déi d'Chômeuren ubelaangen, mä et sinn och Moosnamen, déi d'Aarbechtsrecht betreffen; et si Moosnamen fir Leit, déi krank ginn, mat dra virgesinn.



An dofir, mengen ech, kann een all d'Bestëmungen, déi an deem Gesetz sinn, unisono vun eiser Säit aus guttheeschen. An dofir ass et och kloer, dass mir wäerten d'Gesetz stëmmen.

Mä, ech mengen, mir waren eis alleguerten eens - ech huele just e puer Punkten eraus, op déi ech wëll agoen -: Bei der Lohnfortzahlung, dem Krankengeld, wéi mir et hei zu Lëtzebuerg an der Regel nennen, sinn et eng Rei vu Betriber ginn, déi an de Kollektivverträge intern schonn och Bestëmmungen haten, wéi d'Krankengeld bei hinne géif berechent ginn.

Mir wëssen awer, dass dat ëmmer zu Konfusioun gefouert huet. An duerfir, mengen ech, dass dat heite Gesetz an deem Sënn äusserst positiv, well et eben elo ganz kloer festleet, wéi d'Krankengeld geregelt gëtt, an et mécht am Prinzip dräi Kategorien, mä zwou wesentlecher, dat ass, et seet am Fong: An deene Betriber, wou den Aarbechtsplang festlouch, ier ee krank ginn ass, gëtt bezuelt, esou wéi den Aarbechtsplang dat virgesinn huet. Wann also do Sonndesaarbecht, Nuetsaarbecht oder eppes ageplangt war, gëtt dat bezuelt.

An an deene Betriber, wou keen Aarbechtsplang festlouch, ier dee betreffende krank ginn ass, do gëtt einfach d'Moyenne geholl vun deene leschte sechs Méint. Ech fannen dat eng gutt Regelung, wou keen Abus ka gemaach ginn a wou, mengen ech, awer jiddweree kann zu sengem Recht kommen. D'Gesetz leet also an enger ëmstriddener Fro, déi an der Vergaangenheet vill zu Diskussiounen an zu Prozesser gefouert huet, hei kloer Bestëmmunge fest.

Datt d'Studenten och elo kënnen niewent hirem Studium tëschent zéng a 15 Stonnen d'Woch schaffen, wat jo och eng Fuerderung vun de Studentenorganisatiounen ass, begreisse mer och, obschonn een hei muss un eppes awer denken, ob et net méi richtig wier, dass am Fong all Student kéint seng Studie maachen, ouni dass e misst doniewent schaffe goen, fir seng Studien ze finanzéieren. Well d'Studie si jo esou ausgerechent, dass een esou vill Stonne soll studéieren, an dat anert ass, fir eben doniewent ze schaffen, fir seng Studie kënnen uerdentlech duerchezéieren.

A wa mer awer elo Studenten hunn, déi am Fong musse schaffe goen, fir hir Studien ze finanzéieren, hu se am Fong net déi fräi Zäit, wou ee kéint soen, déi se bräichten, fir hir Studien uerdentlech ze maachen. Sécherlech hu mer hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Moosnamen an Ënnerstëtzen, déi de Studenten hëllef, fir kënnen iwwert de Wee vun de Boursen hir Studien ze finanzéieren. Mä op där anerer Säit wësse mer och, dass vill anerer heihinnerkommen, déi déi Méiglechkeeten net hunn.

Mir si mat där Moosnam och averstanen, mä mir ginn awer ze bedenken, dass et am Fong traureg ass, dass Studente musse schaffe goen niewelaanscht, fir hir Studie kënnen ze finanzéieren. Et ass e Wonsch vun de Studenten, fir dat kënnen ze maachen. Mä insgesamt, mengen ech, wier et besser, wa se dat och kéinten anescht maachen.

Et kann een natierlech soen: Déi maachen dat gären, si maachen en Zousaz. Hei ass jo elo nach d'Vakanzenaarbecht net matberücksichtigt. Et kann een och nach an der Vakanz schaffe goen. Mä insgesamt, mengen ech, sollt een awer dat méi kritesch kucken. Mä mir sinn awer domat averstanen.

Et weidere Punkt, deen de Mëtten hei ganz vill diskutéiert ginn ass, dass d'Aide au réemploi. Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, dass an der Vergaangenheet mat der aktueller Bestëmmung e gewëssene Abus do entstanen ass. Et war am Fong deelweis eng Subventioun u Betriber fir e gewëssene Mëssbrauch, deen net am Sënn vun dem geduechene Gesetz war, andeem dass se higaange sinn, hir Leit minimal bezuelt hunn, an de Stat huet iwwert de Wee vun der Aide au réemploi am Fong e groussen Deel da bei dat Gehalt bäigeluecht, fir dass déi Leit eben op déi 90% vum leschte Gehalt komm sinn.

Dat war net de Gedanken, deen deemools am Gesetz war. Wann dat haut korrigéiert gëtt, dann ass dat richtig. Ech mengen, meng Virriedner hu gesot, dass déi Bestëmmung hei zwou wesentlech Saachen huet. Et ass net nëmme, dass mer keen Abus méi oder den Abus net méi kann ze grous sinn, well eben elo och déi 90% bestoe bleiwen, mä dass den Zouschoss, deen de Stat derbäigëtt, net méi wéi 50% ka si vun deem, wat de Betrib selwer bezilt. A well eben awer festgehale gëtt, dass et mussen 90% sinn, muss de Betrib ebe säin Deel unhéien, fir un déi 90% erunzekommen.

Mir kréien also deen Abus ausgeraimt, an op där anerer Säit ass et awer och fir de Salarié wichteg, dass et vun Ufank u méi en héicht Gehalt huet. Well wann en theoretisch just um Mindestloun bezuelt gëtt an de Gros vu sengem Gehalt besteet aus enger Subventioun, an déi fällt no véier Joer ewech, da steet dee Salarié am Fong do mat engem Gehalt vum Mindestloun, wat eng grous Differenz ass vis-à-vis vun deenen 90%, déi e virdu kritt huet. An duerch des Bestëmmung gëtt am Fong seng Aarbecht, seng Qualifikatioun, seng Responsabilitéit vun Ufank u vum Betrib och méi héich ageschätzt a bewäert duerch de System. An duerfir ass dat heiten och eng gutt Regelung.

Ech ginn dervun aus, Här Minister, Här President, dass déi Bestëmmung hei sech nëmme op nei Verträge auswirkt an dass déi aktuell Verträge wäerten auslafen.

Déi aner Moosnamen, sief dat den Emploi approprié, sief dat ee Chômeur, dee wëll e Betrib iwwerhuelen oder nei grënne, oder all déi aner Moosnamen, op déi wëll ech net weider agoen, si si gutt hei vu menge Virriedner erkläert ginn. Alleguer déi Moosname fanne mir positiv, wéi gesot, souwéi och dat ganz Gesetz.

Duerfir bréngen ech och d'Zoustëmmung vun der ADR zu deem Gesetz.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Leschten agedroene Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Wann een dee Projet hei liest, dann huet ee ganz staark den Androck, et huet een et e bësse mat engem Fléckenteppich ze dinn. Et ginn näamlech op deenen ënnerschiddlechste Plazen am Code du travail Ännerungen an Ergänzunge virgeholl, emol zum Gudden, emol awer och, wéi mir mengen, zum manner Gudden oder zumindest zum Problemateschen.

Mä ech mengen, dass et ganz schwéier ass, an den Här Bauler huet dat virdrun och scho gesot, d'Kärphilosophie an engem Saz ze resuméieren oder d'Quintessenz wierklech op de Punkt zréckzeféieren.

An, ech mengen, dass dat huet och domadder ze dinn, dass an deenen iwwer 30 Artikelen a Paragrafe vum Gesetz déi Ännerungen an ënnerschiddlech Urspréng hunn. Verschiddener ginn zréck op Decisiounen vun der Cour constitutionnelle, déi verschidden Ännerunge verlaangt hunn oder zumindest implizit verlaangt hunn. Anerer ginn zréck op Accorde mat de Sozialpartner. An nach anerer hunn ze di mat enger Zort Toiletage vun aktuellen Dispositiounen.

Eng ganz Retsch vu menge Virriedner si schonn op déi verschidde positiv Verännerungen agaangen, zum Beispill d'Berechnung vum Krankengeld, déi präziséiert gëtt, dass d'Notioun vum Emploi approprié präziséiert gëtt oder dass et och eng lichte Verännerung an der Opdeelung vun de Congésdeeg gëtt. Et gëtt och weiderhin d'Méiglechkeet fir en Demandeur d'emploi agefouert, eng Dispens unzefroen, sech um Arbeitsamt presentéieren ze mussen, gradesou wéi fir deen Demandeur, deen amgaangen ass, seng eegen Entreprise op d'Been ze stellen.

Et gëtt eng Indemnité de formation agefouert fir den Demandeur d'emploi, deen net indemniséiert ass. Dat ass sécherlech positiv ze bewäerten. An och gëtt mat deem Text kloer gestallt, dass den Employeur dem Fonds pour l'emploi d'Chômagedeld vum Salarié muss zréckbezuelen, wann dee weinst enger Faute grave vum Patron demissionéiert huet.

Mir begreissen och ausdrécklech d'Schafung vun enger Base légale fir de RETEL, de Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi, an erwaarden eis och dovunner méi en déif gräifend Verständnis vum Fonctionnement vum Aarbechtsmaart an och vun der Aarbechtswelt a virun allem och de Verännerungen, déi an hir stattfannen.

Duerfir erlaabt mer, Här President, vläicht op déi Punkten anzegoen, déi mir méi kritesch ge-

sinn, respektiv bei deene mer fannen, dass d'Regierung um hallwee Wee stoe bliwwen ass, oder déi awer zumindest och zweeschneideg Auswierkungen hunn.

Dat Éischt ass d'Dispositioun, déi seet, dass et de Studenten elo méiglech ass, 15 Stonnen amplaz vun zéng Stonne während hire Studienzäiten ze schaffen. Dat entsprécht an eisen Aen op jidde Fall engem reale Besoin, net nëmme fir d'Studium ze finanzéieren, mä och, mengen ech, fir sech säi Liewe kënnen als Student ze finanzéieren. A mir mengen, dass dat och eng richtig Mesure ass.

Mä mer mengen oder mer bedauern awer, dass dee Seuil op 15 Stonne reduzéiert ass an net op 16 Stonnen d'Woch respektiv 64 Stonnen de Mount an d'Luucht gehuewe ginn ass, soudatt och déi Leit d'Aarbechtszäiten, déi se geschafft hunn, ganz unerkannt kréie bei der spéiderer Berechnung vun hirer Pensionscarrière.

An ech mengen, dass déi Fro ëmsou méi wichtig ass, well mer jo och wëssen, dass an deenen nächste Méint, huelen ech emol un, mer erëm wäerte befaasst si mat Diskussiounen ronderëm eise Pensionsystem. A grad do ass et, mengen ech, wichteg och op d'Studenten anzegoen, an och grad virun deem Hannergrond, dass eng ganz Retsch Akteure jo fuerderen, dass ee méi laang schaffe misst, eppes, wat mir net mengen. Mä grad déi misste sech jo dann awer bewosst sinn, dass d'Studienzäiten, zumindest déi Aarbecht, déi do geleescht ginn ass, och misst unerkannt ginn.

Also, et hätt ee kënnen engersäits de Seuil an deem Gesetz eropsetzen op 16 Stonnen, well dat ass deen, bei deem et dann ufänkt, unerkannt ze ginn, oder et hätt ee kënnen kucken, am Code de la sécurité sociale Dispositiounen anzeféieren, déi speziell op d'Studente geméint wieren. Dat ass an eisen Aen eng verpaste Chance a mer bedauern dat och.

Viru knapp zwee Joer huet d'Verfassungsgericht geuerteelt, dass e Salarié, dee gekënnegt huet weinst enger Faute grave vu sengem Patron, déiselwecht Uspréch op Entschiedegung huet wéi e Salarié, deen ongerechtfergt entlooss ginn ass.

Mat deem Projet ginn déi zwee Fäll alignéiert, wat d'Rechter vum Salarié op eng Indemnité de préavis uegt. Och dat begreisse mer natierlech. Mä mer mengen awer och an deem Fall, zesumme mat der Salariatskummer, dass et wichteg wier, dass vun där Indemnitéit och Sozialversicherungscotisationsen erhuewe ginn, well jee no Préavis, deen een zegutt huet, dass scho fir déi Persoun, déi betraffe Persoun, tëschent zwee a sechs Méint Pensionscarrière kann ausmaachen.

Am problemateschste gesi mir awer, an et ass virdrun och vun de Riedner ugeschwat ginn, déi nei Modalitéite fir d'Aide au réemploi. Mir hu kee Problem domat, dass, wa gesot gëtt, déi Abusen, déi bis elo stattfonnt hunn, déi zu enger Subventionéierung eigentlech vum Employeur gefouert hunn, d'Madamm Bofferding huet et pervers genannt, déi zumindest fortément indécent war, dass dogéint virgaange gëtt.

Dat heescht, och déi Dispositioun, dass ee seet, dass d'Aide au réemploi net méi wéi 50% vum Salaire ka sinn, deen de Patron gëtt, ënnerstëtze mer. Mä mer hunn awer Problemer mat deenen neie Restriktiounen, déi agefouert ginn, notament dass ee muss zwee Joer virdrun an engem lëtzebuergesche Betrib geschafft hunn an dass zweetens eng Ënnerscheidung gemaach gëtt tëschent deene Salariéen, déi iwwer 45 Joer hunn an am Chômage sinn, an deene Leit ënner 45 Joer, déi doduerch per se net wéi déi aner en Urecht op déi Aide kréien.

Mir fannen et och problematesch, dass déi Aide au réemploi ka véier Joer ausbeuelt ginn, ofhängeg dovunner, wéi laang de Salarié virdrun an deem Betrib geschafft huet. Dat heescht, wann d'Konditioun elo ass, dass e muss virdrun zwee Joer geschafft hunn, huet en d'Méiglechkeet, zwee Joer déi Aide au réemploi ze kréien, wann e véier Joer virdrun do geschafft huet, geet dat véier Joer. Dat ass eng Proratisierung, mengen ech, déi net zilföh-

rend ass am Sënn, fir de Leit wierklech entgéintzekommen, an et schaaft souguer éischerter nach eng weider Ongläichbehandlung.

Den Här Spautz ass virdrun agaangen op dee rezenten Arrêt vun der Cour constitutionnelle, wat den Artikel 631-2 uegt, wou d'Cour gesot huet, dass den Delai, wéini een déi Demande ka maachen, muss am Gesetz stoen an net méi därer iwwer Règlement grand-ducal définéiert ginn. Dat gëtt mat deem Text gemaach. Nawell bleift de 631-2 bestoen a mer musse sécherlech och un deen erugoen, well soss komme mer iwwer kuerz oder laang an e Widersproch.

Här President, mir wënschen eis och fir d'Zukunft, wa mer iwwer all déi verschidde Beschäftigungsmoosnamen oder -initiativ schwätzen, dass mer vläicht op méi engem präzisen Zuelematerial schaffe kéinten iwwert d'Wierksamkeet vun deenen eenzelne Mesuren, fir erauszefannen, wat wierklech zilföhrend ass a respektiv wou ee Verännerung muss virhuelen. A mer mengen och, dass et néideg a wichteg wier, d'Vebesserungen am Schutz vun de Salariéen am Fall vu Faillitte weiderzedriewen.

Här President, wann ech am Ufank gesot hunn, dass dese Projet engem e bësse virkéim wéi e Fléckenteppich, mengen ech, dass een awer och soe kéint, et kéint ee sech e bësse vir wéi bei der lechternacher Sprangpressioun: dräi Schrëtt no vir, zwee zréck. Verschidde ganz positiv Verbetterunge stinn awer punktuell Verschlechterunge géigeniwwer. Mä bon, vläicht ass de Minister Schmit jo och duerfir Spëtze-kandidat vun der LSAP am Osten.

Ech soen lech Merci.

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Merci, Här President. E grouse Merci fir d'Éischt un d'Rapportrice fir de Rapport an och fir eng ganz Rei vun Interventiounen, och déi méi humoristesche Interventiounen. Ech mengen, dass muss och erlaabt sinn.

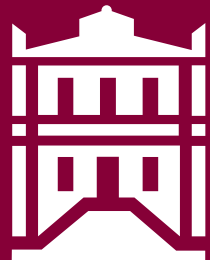
Deen heite Projet ass ee Projet, deen effektiv eng ganz Rei vun Aspekter touchéiert. An elo hätt ech lech och kënnen sechs oder siwe Projete separat presentéieren. Dann hätt Der zu all Projet eenzel d'Wuert geholl, an da weess ech net, ob mer méi séier virukomm wiere wéi elo.

Hei hu mer effektiv eng Rei vu Reformen zesummedoen an engem Projet, deen effektiv verschidden Aspekter vun onsem Droit du travail, vum Code du travail verännert, changéiert, verbessert. Ech mengen, dass ass einfach pragmatisch virgoen. A mir wëssen alleguerten, dass onsen Droit du travail sech permanent muss upassen, dass mer bei de Mesuren, déi mer hunn, fir géint de Chômage virzegoen, ëmmer erëm Upassung musse virhuelen.

An de Chômage ass jo op där richteger Pente, dass heescht der Pente descendante, 5,6. An ech hoffen, dass mer och nach weider kënnen erofgoen duerch dass geziilt Asetzen op där enger Säit vun der Beschäftigungspolitik, op där anerer Säit natierlech och duerch eng gutt Konjunktur.

Wéi gesot, mir hätten elo ee Gesetz fir d'Aide au réemploi, ee Gesetz fir d'Lohnfortzahlung, ee Gesetz fir d'Studentenarbecht kënnen maachen. Ech weess net, ob dann d'Chamber méi effikass hätt kënnen an deem Kader schaffen. Duerfir, wann ech gelift, e bësse pragmatisch dass Ganz kucken an och kucken, wéi een am séiersten an am beschte virukënt!

Dat Zweet, dass ass, dass dat Gesetz hei eng Rei vu Sécherheeten an onst Aarbechtsrecht bréngt, do, wou keng waren. An deen éische Punkt ass natierlech d'Lohnfortzahlung. An ech weess, dass de President do ganz sensibel ass, well et ass ee vu senger Meeschterwierker als Sozialminister: de Statut unique. Dass, wat awer ganz oft och déi heite Chamber beschäftegt huet, war d'Fro: Wéi ass et mat der Lohnfortzahlung an dem Statut unique?



d'Chamber online op
www.chd.lu



Déi eng hu gesot: „Ma, d'Lohnfortzahlung, esou wéi se virdrun existéiert huet, dat heescht, wann een zum Beispill sonndes schafft an et gëtt ee krank, da kritt een de vollen Ausgleich, esou war dat net ofgemaach!“ An déi aner hu gesot: „Dach, dat war esou ofgemaach!“

An ech weess, datt ech selwer op eng oder déi aner Question parlementaire geäntwert hunn. An ech hu mech ëmmer inspiréiert u mengem Virgänger, dem Här Biltgen, deen zesummen dat mam President gemaach huet. An och den Här Biltgen huet do e bësse sibyllinisch geäntwert, wou en hätt kënnen soen: „Jo, d'Lohnfortzahlung geet weider.“ Mä ganz kloer war et net.

An dat huet mat sech bruecht, datt an enger Rei vun Entrepreneuren d'Lohnfortzahlung applizéiert ginn ass, esou wéi virdrun - dat heescht, d'Leit hunn dee vollen Ausgleich kritt, wa se krank waren -, an an aneren Entrepreneuren dat net de Fall war. Déi, déi d'Interpretatioun hatten, déi natierlech vum Patronat verteidegt ginn ass, an déi gesot hunn, dat wier esou an deenen Negotiationen ofgemaach ginn, hu se net applizéiert.

Elo kënnen mer jo net indefiniment akzeptéieren, datt eng Regel do gëllt an do net gëllt. Ech mengen, do muss mer ganz einfach eng Sécurité juridique hunn, an déi hu mer elo. Déi wäerte mer elo kréien, wann dee Projet hei gestëmmt ass. A jiddwereen, jiddwer Salaré soll gläichwäerteg behandelt ginn.

An ech kann lech soen, dat war eng laang, laang Diskussioun an Negotiation, well wann natierlech déi verschidde Parteie vu ganz verschidde Point-de-vue ausginn, dann ass et kloer, datt et net einfach ass, se iergendwéi op een Nenner ze bréngen. Mir hunn dat gemaach mam plus ou moins Accord vum Patronat, dat sech elo natierlech erëm e bëssen dovun distanzéiert huet.

Mä ech mengen, datt déi Léisung hei gutt ass, well déi Leit, déi wierklech no Schichte schaffen, regelméisseg, déi kréien dat, wat se eigentlech och an der Vergaangenheet kritt hätten, esou wéi de System vun der Lohnfortzahlung funktionéiert huet. An déi, déi ganz episodisch emol heiansdo Schichte schaffen oder sonndes schaffen, déi kréien dat gerechent op eng Period vu sechs Méint. Dat heescht, wa se ni virdu geschafft hunn, dann ass d'Differenz ganz kleng an dann huet dat och weineg Incidence fir den Employeur.

Duerfir mengen ech: Déi Sécurité juridique ass extrem wichteg an deem doten Dossier. Zéng Joer Statut unique, zéng Joer, mir hunn d'Lohnfortzahlung gekläert a mer hu se preservéiert. Ech mengen, dat kënnen mer zesummen unerkennen.

Déi zweet Sécurité juridique, dat ass déi, déi vu verschidde Intervenanten hei genannt ginn ass, datt mer an der Vergaangenheet Saache geregelt hunn iwwer Reglementer, déi (veuillez lire: déi an ee Gesetz gehéieren), seet zumindest d'Cour constitutionnelle. An dat wat d'Cour constitutionnelle seet, dat muss mer tel quel esou unhuelen, well soss bräichte mer keng Cour constitutionnelle. An duerfir hu mer e Problem gehat bei der Aide au réemploi a bei dem Emploi approprié, déi zwou Mesuren, déi iwwer Reglementer definéiert waren a wou d'Cour constitutionnelle ons ganz kloer gesot huet: Dat geet net, dat muss an engem Gesetz definéiert sinn. An duerfir hu mer dat elo gemaach.

Dat heescht, dee Projet bréngt hei och eng Sécurité juridique, déi mer virdrun net haten.

Ech wëll elo net op déi verschidde Aspekter nach eemol agoen, zum Beispill d'Fro vun de Studenten, wou gesot ginn ass: Et ass schon esou, datt mer dat op 15 Stonne limitéiert hunn. Hei geet et jo net nëmme dem Lëtzebuerger, hei geet et net nëmme dem Residenten. Hei geet et och em eng ganz Rei vun anere Studenten, déi op Lëtzebuerg kommen, déi da géifen hei kotiséieren, Rechter op eemol kréieren, wou mer herno grouss Problemer hätten, wéi déi Rechter sech konkretiséieren géifen.

Elo weess ech awer och, datt hei zu Lëtzebuerg jo d'Zäiten zumindest ugerechent ginn, wann ee studéiert. Déi kritt een ugerechent. Also ass, mengen ech, déi Problematik vum Kotiséieren (veuillez lire: net ginn), well de Student verdéngt jo elo net esou héich Montanten. Hei geet et elo em Studentenaarbecht, dat heescht net em Salären, déi esou héich sinn, datt dat herno eng gréisser Incidence op den Niveau vu senger Pensioun hätt. An duerfir ze mengen, wa mer dat elo op 18 Stonne gehéicht hätten, dann hätte mer domat iergendwéi e gréisser Schrott gemaach am Regim vun onse Pensiounen. Dat, mengen ech, ass e bëssen oder schon e bësse vill iwwerdréiwven.

Iwwert den Emploi approprié wëll ech och ee Wuert soen. Dee war an engem Reglement geschriwwen. Mir hunn dat also an ee Gesetz gesat an e bëssen amenagéiert. Et ass also net 100%eg dat nämlecht. Ech géif net soen, datt

dat elo d'Willkür vun der ADEM géif anerken. D'ADEM huet keng Willkür. Dat wëll ech hei ganz kloer soen. An de Punkt ass deen, datt muss kloer festgestallt ginn: Wat ass en Emploi approprié? Dat heescht, wann eng Persoun, déi am Chômage ass, en Emploi offréiert kritt, wéini ass deen Emploi „zumutbar“, wéi dat op Däitsch heescht, a wéini net? An duerfir brauche mer kloer Kritären. D'Cour constitutionnelle huet gesot: Déi muss mer an e Gesetz aschreiwven. An da mussen déi och applizéiert ginn.

Et kann net sinn, datt all Efforte gemaach gi fir Leit an Aarbecht ze bréngen an ëmmer erëm en Debat kënnen: Nee, deen doten Job, dee gefält mer net, deen doten ass net hei oder deen doten ass net do. Hei ass einfach eng kloer Linn ze fuere, fir ze soen: Dat doten ass en Job, dee passt vum Salaire, vun der Qualifikatioun, vun de Konditiounen, vun der Familijsituatioun, vun der Distanz hier an esou weider. Hei brauche mer kloer Kritären. Déi hu mer elo per Gesetz an déi muss mer och esou applizéieren.

Mä leschte Punkt ass, fir just deen ze huelen, effektiv d'Aide au réemploi. Do muss ech zwar dem Här Spautz - bei deem ech ganz appreciéieren, wat en hei gesot huet - soen, datt mer hei mot à mot dat suivéiert hunn, wat mat de Sozialpartner ofgemaach ass. Dir musst elo net nach deen Accord - deen ass scho laang hier, 2014; do gesitt Der, wéi laang Zäit mer gebraucht hunn -, ech wëll lech deen elo net virlesen, mä ech kann lech en herno ginn. Do steet genau dat dran, wat elo am Gesetz steet.

Déi 50%, déi véier Joer, alles dat, déi 90% vum Salaire vu virdrun, de Plaffong vun 3,5, genau dat steet an deem Accord, wat mer elo hei emgesat hunn. Et ass also net eppes, wou mer en Accord gemaach hunn an dann e bësse gefuscht hu léns a riets. Dat ass genau d'Applikatioun vun dem Accord. 50% ass de Maximum vun deem, wat de Stat ka gi par rapport zum Salaire, deen den Employeur bezilt. Wat gesot ass, an dat ass och esou verstanen, dat ass: Wann e Salaré mat der Aide au réemploi net dee Seuil erreecht, deen als Emploi approprié definéiert ass, wat säi Salaire ubelaangt, dann ass et keen Emploi approprié an e muss deen Job och net unhuelen.

Dat ass e Lien dee gemaach gëtt tëschent der Aide au réemploi, op där enger Säit, déi Definitiou, déi vun de Gewerkschaften esou akzeptéiert ginn ass, an dem Emploi approprié. Dat heescht, wann dee Salaire, deen de Patron bezilt, plus d'Aide au réemploi, net dat representéiert, wat als Salaire an der Definitiou vum Emploi approprié definéiert ass, da muss en deen Job net unhuelen. Dat ass also och do eng Souplesse an eng Korrektioun an eng besser Präzisioun, géif ech soen, déi mer hei virgeholl hunn.

Just ee Wuert, well dat elo ugeschwat ginn ass, 2016 hate mer 3.000 Dossiere fir Aide au réemploi an dovu waren der 946, wou d'Aide au réemploi méi héich war wéi de Salaire, deen den Employeur bezuelt huet. An dat ass einfach net normal. Esou wéi et net normal ass, datt, egal wat fir eng Qualifikatioun se hunn., d'Leit per Definitiou agestallt gi si mam Mindestloun an de Stat huet dann x-mol de Mindestloun bis praktesch iwwer zweemol de Mindestloun droppeluecht, fir dann de Maximum ze errechen, op deen déi Persoun eventuell da Recht hat.

Dat hu mer korrigéiert. Firwat hu mer dat korrigéiert? Well dat natierlech Distorsiounen um Aarbechtsmaart schafft. Well natierlech dann deen, deen eng Aide au réemploi zegutt huet, par rapport zu allen anere Leit, déi och en Job gär hätten, sech besser positionéiert wéi all déi aner. D'Fro: Firwat hu mer déi Leit ënner 45 mat Ausnam vun deenen, déi aus engem Licenciement kommen, mat Ausnam vun deenen, déi aus engem Plan social kommen, mat Ausnam vun deenen, déi aus engem Plan de maintien kommen - firwat hu mer déi erausgeholl? Fir d'Generaliséierung. All Chômeur huet e Recht op Aide au réemploi.

Et ass ganz einfach. Wann Der jiddweringem déi nämlecht Mesure gitt, da gitt Der kengem eng. Dat heescht, da cibléiert Der net déi Leit, déi besonnesch eng Aide mussen hunn. A wie brauch dann déi meeschten Aiden, fir erëm Fouss ze faassen um Aarbechtsmaart? Ben, dat sinn déi, déi e bësse manner jonk sinn. Dat sinn déi Leit, déi en plus eng gewësse Carrière hunn, e gewëssen Niveau hu vun hirem Revenu an déi fannen net de Revenu an donieft fanne se och méi schwierig en Job. An duerfir ass dat hei scho kohärent, compte tenu och vun deenen Experienzen, déi mer gemaach hunn.

Mä leschte Punkt ass, Dir hutt gesot, den Accord, iwwert d'Kannergeld wëll ech elo näischt soen, dat ass net mä Ressort. Mir hunn zwee Punkten, déi effektiv net vollkommen erfëllt sinn. Dat ass déi Combinatioun Retraite partielle, Travail partiel. Do ass awer en Avant-projet do. Mä dat ass och eng Joint Venture mat

Sommaire des séances publiques n°s 21, 22 et 23

21^e séance

Ouverture de la séance publique p. 272

7118 - Projet de loi portant modification

1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national p. 272-278

7191 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017 p. 278-284

7193 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016 p. 280-281

7197 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016 p. 281-282

7178 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017 p. 282-284

7161 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce p. 284

Ordre du jour p. 284

7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

et

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017 p. 284-286

22^e séance

Ouverture de la séance publique p. 287

Question élargie n°27 de M. Fernand Kartheiser au sujet du passage de l'Enseignement secondaire à l'Enseignement supérieur p. 287-288

7155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers p. 288

Débat de consultation sur la problématique du logement p. 288-304

Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner p. 302-303

23^e séance

Ouverture de la séance publique p. 305

Communications p. 305

7257 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil p. 305

Ordre du jour p. 305

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère p. 305-311

7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées p. 311-315

dem Minister vun der Sécurité sociale. Mä mir kënnen dee Projet nach deposéieren a relativ kuerzer Zäit.

An dee leschte Punkt ass e Punkt, dee mer besonnesch um Häerz läit, deen awer och net integral a meng Kompetenz fält, dat ass deen vun der 52. Woch. An do ware vill Diskussiounen an der CNS, an ech bedauere ganz staark, datt et net méiglech war, bis elo eng Léisung an der CNS - an d'CNS ass net nëmme d'Regierung, dat sinn och d'Sozialpartner - eng valabel Léisung am Kader vun deem Problem vun der 52. Woch ze fannen. Ech hoffen, datt dat nach an enger ganzer noer Zukunft méiglech wäert sinn, well dat huet natierlech e Lien mam Reklassement. A mir kucken och, wat de Reklassement ubelaangt, ob mer do net nach e puer Korrekturen un dem aktuelle Gesetz kënnen ubréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Wann ech dat richtig gesinn, si mer prett, fir ofzestëmme.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7086 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo an zwou Abstentionen. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7086 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M.

Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Claude Adam), Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

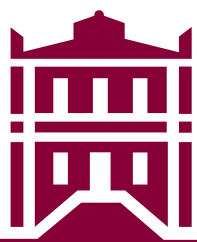
Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Ma dann ass dat esou decidéiert an ech soen lech Merci. Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir den Debat iwwert d'Aussen- an d'Europapolitik.

Merci. An d'Sëtzung ass elo eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.45 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018					
3542	Taina Bofferding	Mesures afin de promouvoir les informations fiables et vérifiées	3623	Fernand Kartheiser	Implantation d'une usine de production de laine de roche au lieu-dit «Gadderscheier»
3556	Martine Hansen	Atert-Lycée Redange	3624	Fernand Kartheiser	Implantation d'une usine de médicaments dans la zone industrielle «Bommelscheier»:
3560	Eugène Berger, Lex Delles	Application d'apprentissage «GraphoLearn»	3625	Marc Spautz	Réduction de stage
3564	Martine Hansen	Étude PISA	3626	Sylvie Andrich-Duval	Exercice de la profession de médecin et de médecin-dentiste
3579	Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Agrément des structures d'accueil pour enfants	3627	André Bauler	Dumping social
3580	Martine Hansen	Lycée technique agricole	3628	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Aide de l'État pour les structures d'accueil de taille moyenne
3591	Aly Kaes	Lycée technique d'Ettelbruck	3629	Lex Delles, Gusty Graas	Places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite
3600	Gusty Graas	Pompes à chaleur aérothermique	3630	Sylvie Andrich-Duval	Personnes ne tombant pas sous le champ d'application de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux
3607	Léon Gloden	Intervention de policiers pour régler les problèmes de circulation sur nos routes	3631	Marc Spautz	Accompagnement social des locataires d'un logement loué par le biais d'une agence immobilière sociale
3608	Marcel Oberweis	Taxes pour l'environnement	3632	Marc Spautz	Infrastructures sociofamiliales
3609	Lex Delles	Dispersion des cendres	3633	Franz Fayot	Trafic de drogue
3614	Martine Hansen	Volet «Academic Resilience» de l'étude PISA	3634	Nancy Arendt	Exploitations sexuelles liées à des organisations engagées dans la coopération et l'aide humanitaire
3615	André Bauler, Joëlle Elvinger	Voitures sans assurance	3635	André Bauler	Ancienne maison de retraite de Vianden
3617	Claude Lamberty	Durée d'évacuation des accidents de la route	3636	Taina Bofferding	Politique nationale d'accès libre
3619	Fernand Kartheiser	Avion militaire A400M	3640	André Bauler, Edy Mertens	Fusion du Centre Hospitalier du Nord et du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique
3621	Claude Wiseler	Secteur financier			
3622	Max Hahn, Claude Lamberty	Problème des particules de plastique microscopiques			

Question 3542 (04.01.2018) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant les mesures afin de promouvoir les informations fiables et vérifiées:

Le Service des médias et des communications et la représentation de la Commission européenne au Luxembourg ont récemment lancé un appel aux citoyens et aux professionnels des médias à participer à une consultation publique, visant à recueillir les avis sur les mesures à prendre au niveau européen afin de promouvoir les informations fiables et vérifiées.

En date du 8 juin 2010, la Chambre des Députés a quant à elle adoptée une motion dans laquelle elle invite le Gouvernement à étendre l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire ainsi qu'à l'accueil éducatif des enfants et des jeunes dans les maisons relais et les maisons des jeunes, à inscrire l'éducation aux médias dans les différents plans éducatifs et à définir des compétences minimales à acquérir aux différentes étapes du parcours scolaire, à encourager l'intégration de l'éducation aux médias à la formation initiale et continue de tous les professionnels du secteur éducatif et socio-éducatif et à promouvoir l'information et la formation des parents et des représentants légaux en matière d'éducation aux médias.

En France, le Président de la République a annoncé vouloir renforcer le cadre juridique pour lutter contre les fausses informations diffusées sur Internet en période électorale et imposer plus de transparence aux plates-formes diffusant des contenus sponsorisés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Quelles sont à ce jour les mesures prises pour transposer la motion adoptée par la Chambre des Députés en 2010?

- Comment l'éducation aux médias est-elle aujourd'hui enseignée au fondamental respectivement au secondaire? Monsieur le Ministre peut-il indiquer une liste du matériel didactique utilisé à cet effet?

- Qu'en est-il de la formation des enseignants?

- Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement envisage-t-il éventuellement de

prendre à l'avenir dans le domaine de l'éducation aux médias?

- Un renforcement du cadre juridique relatif aux «fake news», à l'instar de la France, est-il à l'étude?

Réponse (15.03.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias:

Au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire, l'éducation aux médias fait partie des compétences transversales. Pour l'enseignement fondamental, celles-ci ont été décrites dans le Plan d'études paru en 2011. Ainsi, il est prévu qu'à la fin de son parcours scolaire fondamental, l'élève doit être à même de:

a) Sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias

À titre d'exemple, le Plan d'études prévoit sous ce point que l'élève est amené à:

- exploiter des sources d'informations de façon appropriée, réfléchie et autodéterminée;

- en extraire des informations de façon ciblée et sélective;

- documenter et structurer ces informations;

- les évaluer, analyser et juger; les traiter; publier et communiquer les propres productions.

b) Concevoir et diffuser ses propres médias

c) Comprendre et évaluer les conceptions des médias

Sous ce point, le Plan d'études prévoit que l'élève soit capable de:

- classer les déclarations transmises par les médias;

- comprendre que les contenus peuvent avoir des formes de présentation différentes et que cela va de pair avec une réduction de la réalité;

- évaluer des médias de plus en plus divers à l'aide de critères différenciateurs;

- différencier et évaluer différentes formes de conception et de transmission médiatiques.

d) Reconnaître et faire un travail de réflexion sur les influences des médias

- l'élève reconnaît que certains sentiments, idées et orientations au niveau comportemental naissent sous l'influence des médias et comprend les possibilités d'une manipulation par les médias pour obtenir l'effet escompté;

- il reconnaît et sait discuter l'importance du rôle des médias dans l'apparition de tendances de la mode et dans le battage publicitaire;

- il reconnaît et sait discuter l'importance des médias dans la création de modèles (stéréotypes et rôles clichés) et d'idoles (par exemple dans le monde de la culture pop et des sports);

- il sait analyser les chances et les possibilités (exemple: accès aux études) ainsi que les risques et les dangers (exemple: problèmes sociaux tels la violence, la dépendance, l'isolement, le manque d'activités physiques...; risques liés aux activités en ligne tels virus, vers informatiques... communication de fausses identités...) liés à l'utilisation des médias et se comporter en connaissance de cause.

e) Détecter et évaluer les conditions de production et de diffusion des médias

L'élève sait évaluer les offres des médias quant à leur indépendance, objectivité, crédibilité, pluralisme des opinions, manipulation, etc. et développe une compréhension élémentaire pour le rôle des médias dans la configuration de la vie individuelle et sociale.

Dans le souci de créer un cadre général pour l'éducation aux médias et par les médias, un document de référence a été rédigé: «Medien-erziehung und Medienbildung in der Schule». Il aborde les thèmes suivants:

- les objectifs de l'éducation aux médias et par les médias;

- le paysage médiatique et l'omniprésence des médias;

- le développement de compétences pour une communication responsable et critique, enjeu majeur pour l'école.

Par ailleurs, un des six grands domaines thématiques du nouveau cours commun d'éducation aux valeurs «Vie et société» traite de la culture et communication. Ces domaines sont développés tout au long de la scolarité de l'élève et sont adaptés en fonction de son âge et de son développement. Ainsi, le programme directeur (Rahmenlehrplan), élaboré en 2015, précise: «Gesellschaftliches Zusammenleben ist maßgeblich geprägt durch die Kommunikationsmittel der modernen Massenmedien. Medien beeinflussen das Denken und Handeln in einem bisher nicht gekannten Ausmaß, was eine informierte kritische Auseinandersetzung mit dem Phänomen auch in der Schule impliziert. Kommunikation als ethischer Diskurs, politische Debatte, freie Meinungsäußerung sind wichtige Grundpfeiler einer demokratischen Gesellschaft und demnach auch für eine luxemburgische oder europäische Kultur identitätsstiftend - eine Kultur, der in unterschiedlichsten Formen, durch Symbole, Zeichen und Kunst Ausdruck verliehen wird und deren Verständnis auch zum interkulturellen Dialog beitragen kann.»

À partir de ces fondements, des supports et des matériels didactiques ont été élaborés par le SCRIPT, le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Des formations spécifiques sont proposées aux enseignants par l'IFEN, l'Institut de formation de l'éducation nationale.

Au niveau de l'éducation non formelle, l'éducation aux médias est un des piliers décrit par le «Bildungsrahmenplan». En effet, ce cadre de référence nationale de l'«Éducation non formelle des enfants et des jeunes¹», dont l'application est obligatoire selon la loi modifiée de la jeunesse du 4 juillet 2008, contient un champ d'action «Langue, communication, médias». Le cadre précise que: «Les offres d'éducation en médias sont vues comme une méthode intégrative du travail en milieu ouvert avec les jeunes (...) et ont pour objectif de doter ces derniers des compétences, connaissances, capacités, aptitudes, d'un discernement critique et de critères d'évaluation, afin qu'ils apprennent à utiliser les offres et contenus médiatiques de manière autonome et avec un esprit critique (...). En plus d'assimiler des compétences relevant de l'utilisation des médias, ils doivent également être en mesure d'évaluer les contenus médiatiques².»

Le cadre de référence prévoit une approche pédagogique très pratique partant de la réalité des jeunes. Les éducateurs des maisons des jeunes établissent ce lien direct avec la vie quotidienne de jeunes, notamment par une réflexion sur leurs propres publications digitales sous forme d'images ou de postage de rumeurs ou de nouvelles non vérifiées.

En 2010, les efforts au niveau de la sensibilisation aux risques liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ont été regroupés sous le nom BEE SECURE. Cette initiative est le fruit d'une coopération entre le Service national de la jeunesse (SNJ), le Kanner-Jugendtelefon et le groupement «Security made in Lëtzebuerg GIE». Dans ce contexte, les enfants et les jeunes sont aussi amenés à développer une approche critique et avertie par rapport aux contenus véhiculés par Internet.

Dans la pratique, l'éducation aux médias se traduit par l'organisation d'une multitude d'actions:

- Une formation de sensibilisation, obligatoire pour les classes de septième depuis 2008,

¹ Règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 portant établissement du cadre de référence national «Éducation non formelle des enfants et des jeunes»

² Cadre de référence national «Éducation non formelle des enfants et des jeunes», p. 98



connaît une croissance constante. Les formations ont augmenté de 300 formations par an (en 2009-2010) à 900 par an (2016-2017). Les établissements de l'enseignement secondaire demandent également des formations pour les classes supérieures. La moitié des formations est entretemps organisée à la demande de maisons relais ou d'écoles fondamentales.

- Depuis trois ans, le SNJ organise un rallye pour enfants des maisons relais et ceci deux fois par an. Environ 200 enfants sont sensibilisés chaque année.

- BEE SECURE offre aussi des formations pour parents et représentants légaux. Une cinquantaine de formations de type «soirée pour parents» sont organisées annuellement.

- BEE SECURE intervient aussi lors d'une dizaine de formations pour enseignants ou éducateurs par an.

- Les enfants, les jeunes ainsi que le grand public ont été informés sur les fausses informations sur Internet dans le cadre de la campagne «Share respect», qui a été menée de septembre 2016 jusqu'en août 2017. Un des dossiers de cette campagne a abordé en détail les fausses informations. Le dossier est toujours en ligne et continue à être promu: <https://www.bee-secure.lu/fr/campagnes/share-respect/quest-ce-que-le-hate-speech/fausses-informations-sur-internet>

- Dans divers autres dossiers disponibles sur le site Internet de BEE SECURE, le sujet des fausses informations est traité:

- des informations fausses de même nature qui se concentrent au niveau des résultats de recherche avec l'aide d'algorithmes qui décident sur ce qui est affiché en ligne: <https://www.bee-secure.lu/sites/default/files/publications/BEE%20-SECURE%20%20SHARE%20RESPECT%20-%20Filterblasen.pdf>

- les «social bots» qui peuvent aussi nous donner une fausse impression du monde qui nous entoure: <https://www.bee-secure.lu/sites/default/files/publications/BEE%20SECURE%20%20SHARE%20RESPECT%20-%20SOCIAL%20BOTS-DE.pdf>

Le SNJ organise également des stages et formations dans le domaine de l'éducation aux médias au centre Marienthal:

- des ateliers pratiques où les participants sont familiarisés avec les médias dans le but de pouvoir produire leurs propres projets;

- des concours où les jeunes sont incités à créer leurs propres contenus: le concours «Créa-jeune» dans la Grande Région et le concours «Crème fraîche»

- des stages qui permettent de développer une approche critique des médias;

- des modules de formation continue pour enseignants et personnel éducatif.

Au niveau de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), les formations continues liées à l'éducation avec les médias et par les médias ont connu un essor remarquable. Ainsi, en 2017, le sous-domaine de l'éducation aux médias a totalisé 77 formations pour 1.304 inscriptions.

Ci-après quelques exemples d'offres de formations continues à l'IFEN:

- Mit dem Kopf in der «Cloud», mit den Füßen auf dem Boden - verantwortungsbewusst online;

- Sensibilisierung für eine sichere Internetnutzung - Tools und Methoden für vier- bis sechsjährige Kinder;

- Media Literacy in a time of fake news - séminaire de contact eTwinning;

- Prévenir et lutter contre le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement.

Parmi la multitude de formations continues organisées par l'IFEN en matière d'éducation aux médias, la «Journée eduSphere» est un événement annuel phare qui propose une cinquantaine d'ateliers pratiques sur l'utilisation des médias et des technologies dans les cours. De (bonnes) pratiques sont échangées entre les participants, notamment des enseignants luxembourgeois, mais aussi des experts professionnels du Luxembourg et de l'étranger.

La bibliothèque de l'IFEN dispose en outre d'une bibliographie regroupant des ouvrages spécialement consacrés à ces sujets. Dans le cadre de la préparation du cours Vie et société, les enseignants ont aussi la possibilité d'emprunter des maquettes thématiques avec du matériel didactique, dont la mallette «Cultures et communications».

Au niveau de la formation de futurs enseignants, l'Université du Luxembourg a recours au support de formation «Pädagogischer Leitfaden zur Informationssicherheit», édité par BEE SECURE, depuis 2012.

Lors de chaque formation BEE SECURE, les enseignants ou éducateurs en charge d'un groupe d'enfants ou de jeunes sont présents et donc sensibilisés au même titre que les jeunes. Ils reçoivent par ailleurs les publications spécialement développées pour éducateurs et enseignants.

Afin de soutenir le développement des compétences, l'offre de formation continue du SNJ comprend des formations s'adressant spécifiquement aux travailleurs de jeunesse sur le sujet de l'information jeunesse.

Au niveau des lycées, certains établissements ont choisi d'offrir des formations spécifiques en la matière. Ainsi, le Lycée classique de Diekirch propose aux élèves le BTS «Écritures appliquées».

Il est construit autour de trois grands axes de formation:

- La pratique et les techniques de deux langues dont une au choix (anglais et français, ou allemand). La formation offre à l'étudiant la possibilité de se mettre à niveau et de se perfectionner progressivement au cours de trois semestres dans deux langues à l'écrit et à l'oral. L'enseignement des langues se fait par une approche pratique autour des techniques du storytelling, du creative writing, de la traduction et de la transcription, des techniques d'écriture journalistique, etc.

- Les ateliers de communication et de médias. Après un semestre d'initiation à différentes techniques audio, audiovisuelles, graphiques et web, l'étudiant se spécialise à partir du troisième semestre en techniques d'écritures appliquées aux différents médias, notamment grâce à des interventions ciblées d'acteurs du monde professionnel.

- La culture et les sciences de médias. Des cours magistraux, des workshops, des ateliers de réflexion permettent aux étudiants de réfléchir et d'acquérir des outils de décryptage du monde contemporain et de ses représentations. Ils sont aussi initiés à l'économie, à la gestion et au marketing.

À cela s'ajoutent les stages professionnels et le projet (finalisé par un travail de fin d'études), les nombreuses visites d'entreprises et les projets en situation réelle.

Un exemple de projet pédagogique a été lancé au Lycée de Garçons Luxembourg qui a conçu, en concertation avec le SCRIPT un projet d'éducation aux médias qui puise dans le concept d'élèves médiateurs. Le projet, en collaboration avec le «Kreismedienzentrum Landkreis Biberach», vise à former des multiplicateurs parmi les enseignants qui encadrent des élèves du cycle supérieur pour qu'ils puissent atteindre les compétences nécessaires pour répondre aux questions d'élèves plus jeunes.

Aussi, le SCRIPT élabore-t-il actuellement un cadre de référence visant à garantir que chaque élève puisse acquérir des compétences nécessaires sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et puisse ainsi prendre conscience des dangers et risques liés à l'utilisation de celles-ci. Le sujet de la manipulation par les médias ou les «fake news» ne sont que quelques exemples parmi d'autres. Ce cadre de compétence entrera en phase pilote dès septembre 2018 et sera soutenu par un nombre de partenaires externes, experts dans le domaine.

De plus, les écoles Future Hub, lycées qui se destinent à la promotion de l'utilisation transdisciplinaire des outils informatiques, promeuvent le discours autour de l'éducation aux médias dans les cours des sciences humaines.

Parmi les écoles participantes au projet «oneZone», les lycées développent des stratégies adaptées à leurs publics cibles afin de les sensibiliser à la véracité des informations que les élèves rencontrent lors de leurs recherches. Cet aspect fait partie intégrante de l'enseignement des différentes branches et se traite de manière adaptée aux critères d'authenticité spécifiques à chaque domaine.

Les lycées travaillent en réseaux (environ cinq lycées par cellule d'échange) afin de puiser dans leurs expériences respectives et de partager et consolider les exemples de bonne pratique.

En outre, le MENJE organise annuellement des «Journées médias», qui s'adressent aussi bien aux enseignants des écoles fondamentales que des lycées. La «Semaine de la presse» et le «Concours jeune journaliste» sont organisés par le Conseil de presse avec le soutien du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ces activités pédagogiques aident les élèves à comprendre le fonctionnement des médias imprimés et à découvrir les différentes facettes du journalisme et de l'information.

Par rapport à la question de savoir si le Gouvernement envisage de créer un cadre réglementaire concernant les «fake news» à l'instar de la France, il convient de souligner que le Service des médias et des communications (SMC) suit de près l'évolution du cadre juridique en France et dans d'autres pays pour compte du Gouvernement. Il est important de considérer toute intervention législative éventuelle à une échelle européenne ou même au-delà. Les résidents luxembourgeois sont des consommateurs de contenus et de médias en provenance de différents pays. C'est pourquoi ce problème ne peut être adressé de manière efficace par une initiative purement nationale, mais plutôt en agissant de manière concertée et en collaborant à travers les frontières. C'est pourquoi le SMC, ensemble avec la représentation de la Commission européenne au Luxembourg, avait invité les citoyens et professionnels des médias à participer à une consultation publique européenne sur la thématique. Les résultats de cette consultation seront désormais pris en considération par la commission pour évaluer la nécessité d'adopter des mesures au niveau européen afin de promouvoir les informations fiables et vérifiées.

Finalement, il convient de souligner l'importance de respecter la liberté d'expression et le pluralisme des opinions. Dans cette optique, l'éducation aux médias et le soutien au journalisme de qualité sont aussi des moyens efficaces pour lutter contre les «fausses informations».

Question 3556 (15.01.2018) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'Atert-Lycée Redange:

L'Atert-Lycée Redange offre des cycles d'études complets dans les deux ordres de enseignement. Or, il est à constater qu'en ce qui concerne l'enseignement secondaire classique, le lycée offre les sections B, C, D et G mais pas la section A, langues vivantes, ni les sections E et F.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre, pour quelles raisons l'Atert-Lycée n'offre-t-il pas la section A?

- Monsieur le Ministre, n'y a-t-il pas de demande en faveur d'une section A?

- Quel effectif de classe faut-il remplir pour pouvoir offrir une section?

- Dans la mesure où le nombre de lycées est fort limité dans certaines régions du Luxembourg, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'autoriser ces lycées à offrir des classes avec des effectifs plus faibles en vue de favoriser une égalité des chances dans l'ensemble du pays?

Réponse (15.03.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

En réponse à la question de l'honorable Députée, je tiens à signaler que la section A n'est pas offerte actuellement à l'Atert-Lycée Redange en raison de la faible demande y relative.

Le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre d'élèves des classes de 4^e de l'ALR qui auraient souhaité s'inscrire en section A et qui ont quitté le lycée pour s'inscrire dans un autre établissement.

Année scolaire	Demandes section A	Nombre total d'élèves
2014-2015	2	50
2015-2016	1	63
2016-2017	1	54

Je précise encore qu'en raison des spécificités de la section A, les élèves de cette section ne peuvent que rarement être regroupés en auditoires avec des élèves d'autres sections.

L'organisation des classes et des auditoires d'un lycée est soumise aux dispositions de l'instruction ministérielle concernant l'organisation scolaire des lycées qui indique que l'effectif minimal des classes supérieures de l'enseignement secondaire classique est fixé à 18 élèves tout en précisant que des «classes et auditoires à effectifs inférieurs aux minima (...) sont soumis à l'autorisation préalable du ministre».

L'autorisation de classes ne répondant pas aux critères de l'instruction ministérielle fait l'objet d'une étude approfondie par mes services. Comme le suggère l'honorable Députée, il est veillé, dans toute la mesure du possible, à ce qu'une offre scolaire complète soit garantie dans tous les pôles d'enseignement du pays; à

cet effet, une dérogation aux dispositions de l'instruction ministérielle précitée est régulièrement accordée. Toutefois, l'organisation d'une section A à l'Atert-Lycée n'est envisageable qu'à la suite d'une demande sensiblement accrue de la part des élèves.

Question 3560 (16.01.2018) de MM. Eugène Berger et Lex Delles (DP) concernant l'application d'apprentissage «GraphoLearn»:

Les outils d'apprentissage classiques dans les écoles luxembourgeoises sont de plus en plus complétés par des outils informatiques. En France, certaines écoles sont en train de tester le jeu d'aide à l'apprentissage de la lecture «GraphoLearn». Il s'agit d'une application d'apprentissage sur tablette développée en Finlande et adaptée aux spécificités de la langue française.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les applications d'apprentissage qui sont actuellement testées et/ou utilisées dans des écoles luxembourgeoises?

2) Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de prendre contact avec les développeurs de «GraphoLearn» afin d'analyser la possibilité d'implémenter l'application dans l'enseignement de la langue française dans les écoles luxembourgeoises?

Réponse (16.03.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) a) Actuellement, de nombreuses applications d'apprentissage sont testées dans les écoles luxembourgeoises:

Dans le cadre de la promotion et du développement des compétences en expression écrite, une application de type «Creative Writing Web Application», appelée «Fieder» en luxembourgeois, est en cours d'élaboration par la société luxembourgeoise «EduTec». Cette application sera mise à disposition du personnel enseignant des écoles fondamentales et des professeurs de langues de l'enseignement secondaire.

L'application permet aux enseignants de générer en quelques secondes des devoirs du domaine de la production écrite, adaptés aux besoins individuels de chaque élève et tenant compte de ses compétences langagières. L'enseignant y inclut des documents audiovisuels et des consignes, ce qui permet ensuite à l'élève de traiter les tâches de façon autonome, que ce soit en ligne ou à l'aide d'une fiche de travail imprimée, en classe ou à la maison.

La phase pilote de l'implémentation est actuellement en cours et se termine vers la fin du deuxième trimestre 2017-2018. La mise en œuvre généralisée se fera à partir du troisième trimestre de l'année scolaire en cours.

Le projet «CrossCult», outil informatique développé au Luxembourg par le LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology), est une application qui fonctionne sur le téléphone portable et qui vise à encourager le partage de narrations historiques et culturelles. Des hotspots peuvent être définis, par leur lieu géographique, qui s'activent dès qu'on s'approche de ces endroits, tout en les visualisant par le moyen d'une carte des alentours. L'utilisateur pourra donc accéder à des informations historiques et culturelles de cet endroit, accéder à des ressources multimédia (vidéo, narration, ...) et y ajouter même un commentaire personnel.

L'éditeur suisse «profax» offre toute une série d'applications d'apprentissage dans le domaine de l'orthographe et de la grammaire allemande dont certaines sont actuellement testées à plus large échelle dans nos écoles: «Wortgrammatik Verben», «Wortgrammatik Nomen», «Wortstämme», «Katze mit tz».

D'autres applications comme «Scratch», «micro:bit coding» ou «RST Creator», sont testées de manière ponctuelle à l'enseignement fondamental, de même que «Swift Playgrounds», avec laquelle le Lycée Aline Mayrisch entend devenir une «Apple Coding School».

Les enseignants de la nouvelle section d'architecture A3D au Lycée Josy Barthel à Mamer se familiarisent actuellement avec les applications

«AutoCAD» et «Tinkercad» en vue de leur utilisation à partir de la prochaine rentrée. Citons encore «Adobe Sketch» et «Adobe Creative Cloud», destinées entre autres aux élèves de la section E et des classes iPad.

Des logiciels comme «Adobe Spark Video» et «iMovie» permettent par exemple de documenter les compétences à l'oral des élèves, tandis que «Explain Everything» est particulièrement adapté à la production de tutoriels ou à la documentation de productions des élèves.

L'Institut national des langues est en train de tester la version LL7 de l'application «Langages of Luxembourg». Il s'agit d'un outil d'apprentissage des langues basé sur le Web qui permet d'apprendre simultanément cinq ou sept langues (luxembourgeois, français, allemand, portugais, anglais, arabe et persan). Avec cet outil les apprenants sauront étudier au moment de leur choix, à l'endroit de leur choix et utiliseront du matériel audio et vidéo téléchargeable gratuitement disponible sur le site Web ou des applications téléchargeables gratuites pour téléphones mobiles.

b) En ce qui concerne les applications qui sont actuellement utilisées dans nos écoles, il est impossible de les citer toutes, car les enseignants jouissent d'une certaine liberté quant aux moyens qu'ils mettent à disposition des élèves dans un souci de différenciation. Il convient pourtant de mentionner plusieurs applications qui sont utilisées à plus grande échelle:

«Babbelbubbel», «MathemaTIC.lu», «Projet Voltaire», «iTEO», «Blitzrechnen», «oli.lu», «Office 365», «Photomath», «GeoGebra», «Calibri», «WolframAlpha» (Mathematica), «König der Mathematik» (calcul mental), etc.

ad 2) L'application «GraphoLearn» est une aide au développement chez l'enfant du décodage graphophonologique lors de la première phase de l'alphabétisation, comme il en existe une multitude. Puisque dans nos écoles fondamentales, l'alphabétisation se fait en langue allemande, une utilisation de cet outil nécessiterait d'abord une adaptation à cette langue, ce qui constituerait un travail de grande envergure. En outre, la méthodologie employée diffère de celle utilisée dans nos écoles. Néanmoins, il serait certainement intéressant d'entrer en contact avec les développeurs de cette application qui pourrait être utile notamment dans des écoles internationales.

Question 3564 (17.01.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'étude PISA:

Depuis la première édition qui a eu lieu en 2000, le Luxembourg participe à l'étude PISA de l'OCDE. En raison de la situation linguistique et migratoire particulière, il s'avère difficile de comparer le système scolaire luxembourgeois aux autres pays participants. Or, l'étude PISA est un instrument important qui fournit un état des lieux des performances et capacités des élèves.

L'étude PISA est aussi un programme à long terme qui a pour objectif d'observer le développement d'un système d'éducation dans le temps, et ce aussi bien dans le contexte national que dans le cadre d'une comparaison internationale.

Suite à l'étude PISA 2015, le Ministre de l'Éducation nationale a remis en question la pertinence de la participation du Luxembourg à ce test de l'OCDE. Selon les propos d'un article du Luxemburger Wort en date du 23 novembre 2017, le Ministère de l'Éducation nationale aurait annoncé à l'OCDE de ne participer que tous les six ans au test.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, le ministre peut-il nous fournir une explication sur les raisons de cette décision?

- Dans le cadre de cette décision. Monsieur le Ministre a-t-il pris en considération le fait que l'étude PISA est une étude cyclique qui met, tous les trois ans, l'accent sur un des trois domaines (sciences, mathématiques ou compréhension de l'écrit)?

- Dans l'affirmative, pour quelle raison le Ministre a-t-il décidé de ne pas participer, en 2021,

au cycle d'enquête portant sur les compétences en mathématiques?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il comparer à l'avenir le système d'éducation luxembourgeois sur le plan international?

- L'étude PISA fournit non seulement des informations sur les compétences des élèves, mais également d'importantes informations sur le milieu scolaire et social des élèves ainsi que sur les méthodes d'apprentissage et de travail. Dans la mesure où ces données sont mises à disposition des lycées et essentielles au niveau du Plan de développement scolaire, comment le ministre veut-il à l'avenir assurer aux lycées l'accès à de telles données?

- Au niveau du Plan national, le Ministère de l'Éducation nationale publie à intervalles réguliers le «Bildungsbericht» pour fournir un aperçu plus détaillé sur le développement et la situation scolaire du pays. Quand le ministre envisage-t-il de publier l'édition 2018 du «Bildungsbericht»?

Réponse (16.03.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite à des réflexions internes et des pourparlers avec l'OCDE, j'ai en effet décidé que le Luxembourg ne participera que tous les deux cycles à l'étude PISA. Cette décision se base sur le constat que l'étude ne prend pas assez en compte les spécificités de l'école luxembourgeoise. Il est à noter que depuis la première participation du Luxembourg en 2000, tous les trois ans, les résultats montrent que les élèves de l'école luxembourgeoise obtiennent des scores légèrement en dessous de la moyenne de l'OCDE, dans les trois domaines de compétences évalués (sciences naturelles, compréhension de l'écrit, mathématiques). Les éditions suivantes n'ont fait que confirmer ce constat, sans vraiment nous livrer de nouveaux éléments. Cependant, je pense que nous ne pouvons pas réellement parler de comparabilité internationale si nous considérons les contextes scolaires nationaux très différents dans lesquels les élèves sont scolarisés. La position du Luxembourg est difficilement interprétable, car c'est un des rares pays à avoir testé ses élèves dans une langue qui n'est pas leur langue maternelle, le seul à avoir un taux au-delà des 50% d'élèves de 15 ans avec un arrière-fond migratoire et à confronter ses élèves dès le début de leur scolarité à un trilinguisme scolaire particulièrement exigeant.

Par ailleurs, le Luxembourg a milité plusieurs fois, aux côtés d'autres pays, pour allonger la durée du cycle à quatre ou cinq ans, sans avoir été entendu par l'OCDE. En effet, une période de trois ans est bien trop courte pour pouvoir juger convenablement de l'évolution des performances globales d'un système scolaire au niveau national, au regard de politiques éducatives qui s'inscrivent le plus souvent dans la durée. En outre, la durée d'un cycle de trois ans impose un rythme très soutenu qui ne permet de conduire les analyses approfondies qui s'imposeraient: un cycle démarre alors que le précédent n'est pas terminé. À ce titre, des comparaisons à six ans d'intervalle semblent tout à fait adaptées.

S'y ajoute que le Luxembourg a également discuté de la possibilité d'inclure le multilinguisme en tant qu'indicateur PISA. Toutefois, cette option, bien qu'elle ait été proposée au comité directeur de PISA, ne sera pas poursuivie en raison de la faible intérêt des autres pays participants.

Tous les trois ans, l'étude PISA met l'accent sur un des trois domaines de compétences: sciences, mathématiques et compréhension de l'écrit. Néanmoins, le passage au numérique du test PISA depuis 2015 permet à l'avenir de dépasser les limitations des comparaisons, liées à l'alternance de domaines mineurs et de domaines majeurs. En effet, libérés de la contrainte de l'impression de cahiers, les concepteurs ont créé un «design» de rotation des blocs qui permet d'attribuer aux élèves des modules numériques contenant des items des trois domaines.

La décision de ne participer que tous les six ans implique en effet une prolongation du cycle tout en gardant la comparabilité avec les autres pays, comme l'illustre le tableau ci-après. Les pays qui participent à l'étude tous les trois ans se retrouvent avec le même domaine tous les neuf ans, alors que pour le Luxembourg, la même situation se présentera tous les 18 ans.

Année	Domaine de compétences	Participation du Luxembourg
2018	Compréhension de l'écrit	oui
2021	Mathématiques	non

2024	Sciences naturelles	oui
2027	Compréhension de l'écrit	non
2030	Mathématiques	oui
2033	Sciences naturelles	non
2036	Compréhension de l'écrit	oui
2039	Mathématiques	non
2042	Sciences naturelles	oui

PISA reste bien évidemment un élément clé de comparaison internationale des résultats de notre système scolaire. Je rappelle que le Luxembourg est aussi engagé dans l'enquête ICILS (International Computer and Information Literacy Study) de l'IEA (International Association for the Evaluation of Educational Achievement) ainsi que dans l'enquête HBSC (Health Behaviour in School-aged Children).

À l'avenir, le Luxembourg a l'intention de collaborer avec des pays ou des villes «similaires» (en termes de taille, de milieu socio-économique, d'immigrants, de langues) pour échanger des expériences et partager les meilleures pratiques.

Au cours des dernières années, le ministère et l'Université du Luxembourg ont développé une véritable expertise nationale dans la mise en place d'instruments de mesure fiables et d'infrastructures nécessaires pour évaluer les performances de l'école luxembourgeoise et identifier les leviers susceptibles d'améliorer la qualité scolaire. Avec le LUCET (Luxembourg Center for Educational Testing), le Luxembourg dispose aujourd'hui d'un institut reconnu au niveau international pour le monitoring du système éducatif moyennant les épreuves standardisées (ÉpStan). Le programme PISA intègre aussi des tests standardisés, mais un cadre conceptuel international y est utilisé pour définir les compétences scolaires, alors que les compétences évaluées par les épreuves standardisées nationales font référence aux socles de compétence et aux standards de l'enseignement au Luxembourg. Cela nous permet d'accompagner les réformes et innovations de manière ciblée et scientifique, d'évaluer les réussites et de prendre des décisions fondées en matière de politique éducative.

Les épreuves standardisées constituent des instruments de développement et de garantie de la qualité scolaire. Les résultats des élèves sont collectés au début de la 9^e année d'études pour l'allemand, le français et les mathématiques. Ils sont mis en relation notamment avec des informations sur le climat scolaire et sur le statut socio-économique. Ils transmettent des impulsions pédagogiques permettant d'amorcer des processus d'évolution au sein du lycée et de renforcer la coopération entre enseignants, leur offrent la possibilité de déterminer autrement les critères internes à l'établissement en matière d'évaluation des performances scolaires, et permettent de conseiller les élèves et leurs parents. Les résultats des élèves aux tests de compétence peuvent aider les enseignants et les écoles à déterminer les besoins individuels des élèves respectivement de leur population scolaire. Les directeurs des lycées ont la possibilité de situer les performances de leurs classes en les comparant avec des normes nationales. Les classes peuvent non seulement être comparées avec la moyenne nationale, mais aussi avec un groupe de classes dont le profil en termes de composition scolaire est similaire. Enfin, la comparaison de classes parallèles au sein d'un même lycée permet d'identifier les forces et faiblesses relatives de chacune et d'en analyser les causes.

Les résultats PISA ne sont rendus publics qu'un an plus tard. En revanche, tous les élèves des cycles 2.1, 3.1 et 4.1 de l'école fondamentale ainsi que tous ceux du secondaire en 7^e et 9^e prennent part, chaque automne, aux ÉpStan. Les résultats sont transmis peu après, au cours de la même année scolaire. Par ailleurs, avec les ÉpStan, les résultats des élèves peuvent être comparés d'une année à l'autre, permettant de mettre en évidence les évolutions.

Les ÉpStan sont donc étroitement liées aux spécificités des standards d'enseignement luxembourgeois. Elles font l'inventaire plus fréquemment et de manière plus précise que PISA. Elles englobent les élèves de l'enseignement fondamental et du secondaire et analysent rapidement les résultats à l'échelle des élèves, des classes et des écoles. Comparées à PISA, les ÉpStan sont plus à même d'initier une aide individualisée et un développement de l'enseignement et des écoles.

Le prochain «Bildungsbericht» sera publié en décembre 2018.

Question 3579 (23.01.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant l'agrément des structures d'accueil pour enfants:

Les crèches proposent des services de garde d'enfants allant de deux mois à quatre ans. Selon nos informations, plusieurs crèches ne se voient plus prolonger leur agrément du fait qu'elles n'offrent pas un service de garde cinq jours par semaine du lundi au vendredi à plein temps.

Dans la mesure où il existe déjà une pénurie de place dans les structures d'accueil, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Combien de crèches sont concernées par une fermeture?

Réponse (15.03.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 2001 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants définit la garderie en tant que «service qui a pour objectif l'accueil spontané et l'encadrement sans hébergement d'enfants âgés de moins de huit ans dans des infrastructures professionnelles et ce pendant moins que 16 heures par semaine par enfant». Le nombre de garderies agréées au sens du règlement susmentionné s'élève actuellement à sept.

Le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants remplace le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 2001 à l'expiration de la phase transitoire fixée au 15 juillet 2018. S'il est vrai que le règlement grand-ducal modifié de 2013 prévoit l'encadrement journalier des enfants pendant 46 semaines au moins par année civile, des efforts ont été entamés afin de permettre notamment aux garderies agréées de rester en place après l'expiration de la phase transitoire.

Ainsi, le projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants prévoit à l'article 23 des dérogations spécifiques pour les garderies agréées au niveau des heures d'ouverture (art. 3), de la clé de personnel (art. 10), de la surface nette des locaux de séjour (art. 13) et de l'infrastructure (art. 15-19). Ces dérogations devraient permettre aux garderies agréées de rester en place au moment de l'expiration de la période transitoire prévue par le projet de règlement grand-ducal précité. Grâce à ces dérogations aucune des anciennes garderies ne sera obligée à fermer ses portes suite à la mise en vigueur de la nouvelle réglementation.

Question 3580 (23.01.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **Lycée technique agricole**:

D'Ackerbauschoul ass déi eelste Beruffsschoul, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt. Si besteet zënter 1883 zu Ettelbréck. Beim 125-järegem Jubiläum 2008 wéi och 2017 während der Ausstellung „85 Joer an der Kinnekswiss“ konnt een Deel vun dem historesche Material, dat d'Schoul besëtzt, dem Public gewisse ginn.

Zu dëser Kollektioun gehéiere vill onrestauréiert an e puer restauréiert al landwirtschaftlech Maschinnen, Dokumenter, Kaarten, ganz vill Fotoen, Biller a Portraiten aus dem 19. bis 21. Jorhonnert, e puer 1.000 Bicher vum 18. Jorhonnert bis haut, Déierepräparater aus dem 19. Jorhonnert, wouzou och de leschten Adler vu Lëtzebuerg gehéiert, Miwwele vun 1932 bis haut an nach viles méi....

Et ass evident, datt d'Geschicht vun dëser Schoul ee wichtege Deel vun der Geschicht vun Lëtzebuerg Land duerstelt.

Déi nei Ackerbauschoul wäert den Aussoe vum Minister Bausch no 2020 zu Gilsdref kënnen opgoen.



An deem Kontext wollt ech dem Här Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister folgend Froe stellen:

- Wou kann an Zukunft d'äschichtlech wäertvollt Material konservéiert ginn?

- Soll d'Geschicht vun der Ackerbauschoul respektiv dat geschichtlech Material dem Public a Form vun enger permanenter Ausstellung kënnen zougänglech gemaach ginn?

- Wa jo, wou wär dofir Plaz?

- Wat geschitt mat dem Gebai vun der aktueller Ackerbauschoul, dem Internat an dem Gebai vum Laboratoire vun der ASTA? Ginn dës Gebaier integral fir de Lycée technique vun Ettelbréck gebraucht oder bleift hei nach Raum fräi? Zu wéi enge konkreten Zwecker sollen dës Gebaier an Zukunft genotzt ginn?

- Mengen Informatiounen no ass eng Ufro do, fir dat 85 Joer aalt Gebai vun der Ackerbauschoul zu Ettelbréck klasséieren ze loossen. Kann de Minister mer d'äschichtlech bestätegen?

- Wa jo, bis wéini kann decidéiert ginn, ob d'Gebai klasséiert soll ginn?

- Wat geschitt mat der Kapell an de Mosaikfënsteren vum lëtzebuergesche Kënschtler Gustave Zanter vun 1957, déi dréngend restauréiert misste ginn?

Réponse (19.03.2018) de M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures

An hirer parlamentarescher Ufro stellt déi honorabel Deputéiert Madamm Martine Hansen e puer Froen zur Ackerbauschoul zu Gilsdref.

Nodeems an Zesummenaarbecht mat de verantwortleche Leit vun der Ackerbauschoul den aktuelle Stand vun hire Kollektiounen an hir zukünfteg Aart a Weis, se ze erhalen, analyséiert gouf, kann een Deel vun den alen Objekten, esou wéi Biller, Fotoen, Kaarten a Bicher am Agangsberäich vun der Gebai zu Gilsdref, eventuell och an der Direktioun oder an der Profekonferenz ausgestellt ginn.

Déi genee Detailler dovun wäerten awer nach tëschent der Direktioun vun der Ackerbauschoul an dem Educatiounsministère festgeloucht ginn.

Déi zukünfteg Entwécklung vun der Lycée technique vun Ettelbréck gesäit eng Erweiderung vun hire Raimlechkeete vir, andeem een de fréiere Site vun der Ackerbauschoul, vum fréiere Pensionat Saint-Joseph souwéi vun de Laboratoire vun der ASTA mat bäihëlt, nodeems déi Servicer an hir nei Gebailechkeete geplënnert sinn.

Ausser den Zären an de Maschinnenhalle ginn déi bestoend Infrastrukture fir dës Zwecker ëmgebaut a renovéiert. D'Renovatioun vun den historeschen Elementer, wéi an dësem Fall bei de Mosaikfënsteren, gëtt mat der néideger Suergfalt gemaach, fir de Patrimoine vun der Stat ze valoriséieren, an dat an Zesummenaarbecht mam Service vun der nationaler Denkmalfleeg. Eng zukünfteg Benetzung vun der Kapell als Bibliothék wier zum Beispill sécherlech denkbar. Eng Demande fir eng national Protektioun vun der Gebai, wou aktuell d'Ackerbauschoul dran ass, ass am Dezember 2017 eragereecht ginn.

Den Dossier ass vum Service des sites et monuments examinéiert ginn a gëtt deemnächst an der Commission des sites et monuments nationaux virgedroen. Duerno kann dann eng Decisioun fir eng national Protektioun geholl ginn.

Question 3591 (29.01.2018) de M. Aly Kaes (CSV) concernant le Lycée technique d'Ettelbruck:

Depuis octobre 2017, les élèves du Lycée technique Ettelbruck peuvent profiter de nouvelles infrastructures dans le complexe sportif entièrement rénové. Il me revient dans ce contexte que le nettoyage des infrastructures (la piscine, le hall ainsi que des salles pour faire de la musculation, du fitness et de la gymnastique) n'est plus assuré par le personnel du lycée mais a été confié à une société de nettoyage externe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

2) Pour quelles raisons le ministère a-t-il décidé de déléguer ce type de prestation auprès d'une entreprise spécialisée?

3) Est-ce que cette façon de procéder est conforme à l'article 63 de la Convention collective des salariés de l'État signée en date du 19 décembre 2016 entre le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,

d'une part, et les représentants des syndicats contractants OGBL et LCGB, d'autre part?

4) Le Gouvernement peut-il m'informer si d'autres externalisations de services publics sont envisagées et le cas échéant lesquelles et dans quels bâtiments publics?

5) Quelle est en général la politique du Gouvernement en matière d'externalisation de services publics?

Réponse (15.03.2018) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1) à 3) Je peux effectivement confirmer qu'une partie du nettoyage des infrastructures du Lycée technique d'Ettelbruck (LTETT) est assurée par une entreprise privée de nettoyage.

Actuellement, les travaux de nettoyage sont effectués par 18 agents (cinq agents de plus de 60 ans, cinq âgés de 50 à 60 ans, cinq âgés de 40 à 50 ans et trois âgés entre 30 et 40 ans). Dix de ces agents ont été engagés avant l'année 2000.

Suite à l'achèvement de divers travaux au LTETT, 14 salles de classe supplémentaires ont été installées et le complexe sportif a été agrandi, force était de constater que les effectifs des équipes de nettoyage en place ne suffisaient plus afin de garantir un nettoyage approprié de toutes les infrastructures.

Même s'il s'avère que, par rapport aux normes fixées par la Commission d'économies et de rationalisation en ce qui concerne le calcul du nombre d'agents de nettoyage par rapport à la surface totale à couvrir, le LTETT disposerait du personnel nécessaire pour assurer les tâches de nettoyage; plusieurs congés de maladie de longue date de certains agents de nettoyage ont contraint la direction du lycée à agir dans l'urgence.

De ce fait, une entreprise de nettoyage privée a été engagée afin de renforcer, de façon transitoire, l'équipe en place. Cette façon de procéder devra être poursuivie dans des cas similaires pendant l'année 2018 sans pour autant mettre en question la visée à moyen terme de la convention collective. L'honorable Député conviendra que de tels changements au niveau de la politique en matière du personnel nécessitent des temps de latence et d'adaptation. Ainsi, les nombreux congés des années à venir devront le, cas échéant, tenir compte de ce changement de paradigme au niveau de toutes les administrations étatiques.

ad 4) Je ne suis pas en mesure de me prononcer sur des externalisations éventuelles envisagées par le Gouvernement.

ad 5) Les différents départements ministériels devraient se concerter en la matière, afin de convenir d'une procédure commune applicable à toutes les administrations étatiques.

Question 3600 (01.02.2018) de M. Gusty Graas concernant les pompes à chaleur aérothermique:

Dans un article paru dans le «Tageblatt» le 30 janvier 2018, il est question de pompes à chaleur aérothermique. Selon l'auteur de l'article ces pompes seraient la source de nuisances sonores qui auraient des répercussions négatives sur la santé des riverains.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que les pompes à chaleur sont des sources de nuisances sonores ayant un impact sur la santé humaine?

2) Est-ce que le bruit émanant des pompes à chaleur a été thématiqué lors des travaux d'élaboration du dernier Plan d'action de lutte contre le bruit?

3) Est-ce que les pompes à chaleur sont contrôlées avant leur mise en service par rapport au bruit ambiant et des fréquences basses qu'elles émanent?

4) Existe-t-il des distances minimales à respecter entre les pompes à chaleur et les habitations avoisinantes? Existe-t-il des exigences concernant l'isolation acoustique des pompes à chaleur? Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle utile de légiférer en la matière?

Réponse commune (30.03.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement, de M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur:

ad 1) Les pompes à chaleur sont une technologie qui connaît depuis quelques années un cer-

tain essor, vu qu'elles s'apprennent à être intégrées dans un concept énergétique de bâtiments à performance énergétique élevée et que les pompes à chaleur sont subventionnées par l'État dans le cadre des aides étatiques PRIME House.

Au niveau de l'acoustique du bâtiment et l'ambiance sonore dans les alentours de celui-ci, les pompes à chaleur sont à considérer comme des équipements techniques, c'est-à-dire des sources de bruit fixes. Ces équipements génèrent en effet un certain niveau acoustique qui peut être gênant selon les circonstances aussi bien à l'intérieur du bâtiment que dans son voisinage.

En ce qui concerne la sécurité et la santé des salariés, l'Inspection du travail et des mines est compétente pour l'application des dispositions du règlement grand-ducal du 6 février 2007 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruits).

Le règlement grand-ducal précité fixe les valeurs limites d'exposition comme suit:

Valeurs limites d'exposition:

$L_{EX,8h} = 87 \text{ dB(A)}$

Valeurs d'exposition supérieures déclenchant l'action:

$L_{EX,8h} = 85 \text{ dB(A)}$

Valeurs d'exposition inférieures déclenchant l'action:

$L_{EX,8h} = 80 \text{ dB(A)}$

Au cas où ces limites seraient atteintes, des mesures pour réduire le risque doivent être prises ou une protection individuelle dans le cadre des dispositions du règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de protection individuelle et de l'article L.313-1(2) point 2) du Code du travail doit être mise à disposition des salariés.

Au cas où le bruit d'une telle installation dépasserait les valeurs limites indiquées dans le règlement grand-ducal du 6 février 2007 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruits), l'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour réduire ces valeurs pour ne pas exposer ses salariés à des niveaux de bruits trop élevés.

Toutefois, dans la pratique et selon les données techniques des fournisseurs, les valeurs ne dépassent en général pas le seuil de 80 dB(A).

Si les valeurs indiquées dans le cadre du règlement grand-ducal précité ne sont pas dépassées, l'Inspection du travail et des mines considère qu'il n'existe pas d'impact sur la santé du salarié.

ad 2) Au niveau des plans d'action il convient de préciser que selon la directive européenne 2002/49/CE seulement le bruit routier, ferroviaire et aéroportuaire est pris en compte tant au niveau de la cartographie du bruit qu'au niveau des plans d'action.

ad 3) et 4) S'il est vrai qu'il n'existe pas de réglementation nationale spécifique aux pompes à chaleur, certains textes réglementaires existants peuvent fournir une base pour une gestion du bruit des pompes à chaleur.

En effet, lorsqu'il s'agit d'un établissement, les valeurs limites prévues par le règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers sont d'application, même si ces valeurs limites ne sont pas spécifiques aux installations fixes. À cela s'ajoute que les autorisations concernant les établissements classés établies dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés peuvent prévoir des valeurs limites spécifiques pour les sources fixes.

Comme les pompes à chaleur peuvent servir pour la production de froid et la production de chaleur, elles relèvent de deux points différents de la nomenclature des établissements classés.

En matière de production de froid, le numéro de nomenclature 070209 est applicable:

Production de froid:

- lorsque la puissance frigorifique totale est supérieure à 20 kW et inférieure ou égale à 50 kW et fonctionnant au dioxyde de carbone, à l'ammoniac, au butane ou propane ainsi que leurs mélanges -> classe 3A

- lorsque la puissance frigorifique totale est supérieure à 50 kW et inférieure à 300 kW et si la quantité en fluide réfrigérant est inférieure à 100 kg -> classe 3

- lorsque la puissance frigorifique totale est supérieure ou égale à 300 kW ou si la quantité en fluide réfrigérant est supérieure ou égale à 100 kg -> classe 1

En dessous de 50 kW, une autorisation de la part du Ministre de l'Environnement n'est pas requise. Ceci constitue déjà une puissance élevée pour des pompes à chaleur.

Souvent des pompes à chaleur sont utilisées dans le cadre de piscines pour la déshumidification de l'air. Leur puissance «froid» ne dépasse pas le seuil de 50 kW dans les dossiers instruits jusqu'à présent.

Pour ce qui est de la production de chaleur, le numéro de nomenclature 070203 est applicable:

Chaufferies:

- destinées à la production d'eau chaude avec une puissance thermique nominale totale installée supérieure à 3 MW et inférieure à 50 MW -> classe 3

- d'une puissance thermique nominale de combustion supérieure à 1 MW alimentées en bois -> classe 1

- destinées à la production de vapeur ou au chauffage de fluides calorifères autres que l'eau

- d'une puissance thermique nominale inférieure à 1 MW -> classe 3

- d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW -> classe 1

Le seuil inférieur de 3 MW ne sera pas atteint par une pompe à chaleur.

Il faut rappeler que, conformément à l'article 38 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, «chaque commune est tenue d'édicter un règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites». Le contenu de ce règlement porte, conformément à l'article 39 de la loi précitée du 19 juillet 2004 sur «la solidité, la sécurité, la salubrité ainsi que la durabilité et la commodité du domaine public, des sites, des constructions, bâtiments et installations ainsi que de leurs abords respectifs».

Dans le cas de figure d'un bâtiment d'habitation, les contraintes à respecter découlent généralement de la réglementation nationale en matière d'aménagement communal et des règlements communaux, notamment du règlement des bâtisses et des autorisations de bâtir.

Ainsi, la législation¹ en matière d'aménagement communal dispose qu'«en ce qui concerne les constructions, bâtiments et installations, il (le règlement sur les bâtisses) contient au moins des prescriptions relatives au dimensionnement, à l'affectation et à l'aménagement des locaux et ouvrages, à l'éclairage naturel et aux vues directes, à la ventilation et à l'aération, au chauffage, aux installations sanitaires et électriques, à la protection contre l'incendie et le bruit, à l'efficacité énergétique, à la résistance des matériaux et la stabilité des structures, aux matériaux de construction et à l'accessibilité pour personnes à mobilité réduite».

À ce sujet il convient de renvoyer au «Règlement type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites» publié par le Ministère de l'Intérieur qui propose des valeurs limites de bruit:

«[...] Les fenêtres doivent avoir un niveau d'isolation R_w' minimal de 32 dB.

Les équipements techniques fixes se trouvant à l'extérieur des bâtiments, tels que les conditionnements d'air, les systèmes de ventilation et les pompes à chaleur, seront choisis et installés de façon à ce que le fonctionnement ne puisse générer des nuisances sonores ou des vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne anormale pour sa tranquillité.

Le niveau de bruit causé au point d'incidence sur la propriété avoisinante par les équipe-

¹ loi du 28 juillet 2011 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant:

a. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

b. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

c. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

d. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ments techniques fixes ne doit pas dépasser de façon permanente ou régulière le niveau de bruit LAeqm,1h de 40 dB(A).

Dans le cas où le spectre de bruit est dominé par une tonalité précise perceptible au point d'incidence, le niveau de bruit déterminé au point d'incidence est à majorer de 5 dB(A). Il en est de même si des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A). [...]»

Il est encore précisé au commentaire de l'article 39 de la loi précitée du 19 juillet 2004 que «le respect des valeurs limites y fixées constitue une obligation de moyen pour le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage est par conséquent tenu, lors de l'introduction de la demande d'autorisation de construire, de verser des pièces attestant l'emploi de matériaux en mesure d'assurer les valeurs fixées au présent article».

Conformément au principe de l'autonomie communale, il est important de rappeler que le règlement type peut uniquement servir de modèle aux communes et n'a pas de caractère réglementaire. Ce règlement type a encore connu une révision au mois de février 2018. En conséquence, il appartient à chaque commune de déterminer le contenu de son règlement sur les bâtisses en fonction de ses caractéristiques territoriales ou encore de sa volonté politique.

Qui plus est, il est certes plus opportun de permettre aux communes de définir des règles en la matière qui tiennent compte des spécificités du territoire communal. En effet, les solutions apportées en milieu urbain, caractérisé généralement par un niveau de bruit de base plus élevé ainsi que par des distances réduites entre habitations et équipement techniques, sont plus complexes et se distinguent sensiblement de celles qui peuvent être apportées en milieu rural.

Au niveau européen les dispositifs de chauffage des locaux par pompe à chaleur tombent sous le règlement (UE) n°813/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux dispositifs de chauffage des locaux et aux dispositifs de chauffage mixtes. Ce règlement impose des valeurs limites concernant le niveau de puissance acoustique de ces installations en dépendance de leur puissance thermique nominale. La loi du 15 décembre 2010 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie qui transpose la directive 2009/125/CE, prévoit des dispositions concernant la mise sur le marché et la mise en service de ces dispositifs de chauffage.

Au vu de ces considérations, il n'est actuellement pas envisagé de légiférer en la matière.

Question 3607 (07.02.2018) de M. Léon Gloden (CSV) concernant l'intervention de policiers pour régler les problèmes de circulation sur nos routes

Nos autoroutes connaissent régulièrement des problèmes d'embouteillage liés notamment à des pannes ou encore à des accidents, ce phénomène pouvant encore être accru en période hivernale.

Cette situation amène de nombreux conducteurs à emprunter des routes secondaires et à provoquer ainsi des problèmes de circulation à différents endroits du pays et en particulier à des carrefours stratégiques à certains endroits.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Le Gouvernement ne devrait-il pas envisager de manière systématique la possibilité que des policiers règlent le trafic aux carrefours stratégiques des routes secondaires lors d'embouteillages importants sur nos autoroutes afin d'assurer au mieux la fluidité du trafic?

Réponse commune (19.03.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures et de M. Étienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure

Les plans de gestion du trafic actuellement en vigueur et élaborés conjointement entre la Police grand-ducale et les services de l'Administration des ponts et chaussées prévoient, en cas de fermeture temporaire d'un tronçon d'autoroute à cause d'un accident, le balisage de l'itinéraire de déviation et le contrôle des carrefours stratégiques de la déviation par des patrouilles de police, afin de maintenir une circulation aussi fluide que possible. Ces plans d'intervention d'urgence ont été réalisés afin de garantir aux usagers bloqués par l'accident de retrouver l'autoroute sur le chemin le plus direct avec le moins de perturbations possibles et ceci conformément aux prescriptions du Code de la route autorisant l'intervention des agents de police sur le fonctionnement des feux tricolores installés aux carrefours. Reste à noter qu'à l'exception des fermetures d'autoroute à cause d'un accident, ni le CITA, ni l'ACL ne communiquent des itinéraires de déviation via la voirie secondaire et que tous les intervenants (Police grand-ducale, Administration des services de secours et Administration des ponts et chaussées) se concentrent sur le rétablissement de la situation afin de libérer les capacités de l'autoroute supérieures à celle d'une route nationale.

Le cas décrit par l'honorable Député ne peut d'un autre côté pas être repris par une intervention des membres de la Police grand-ducale, comme, au vu du grand nombre de carrefours équipés de feux tricolores sur la voirie secondaire, une intervention coordonnée d'une telle ampleur est difficilement réalisable. En effet la situation décrite par Monsieur le Député ne saurait être gérable par l'intervention humaine, comme celle-ci ne peut à aucun moment être proprement coordonnée. Ainsi, par exemple, une intervention humaine sur une demi-douzaine de carrefours en milieu urbain engendrerait davantage de perturbations, encore plus graves, sur le reste du réseau. Au vu de la complexité du réseau, notamment avec l'ajout du tramway, de telles situations ne sont gérables qu'à base de plans de phasage adaptés des feux tricolores et d'un système centralisé de gestion de feux tricolores.

Question 3608 (07.02.2018) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les taxes pour l'environnement:

La part des taxes environnementales dans le total des impôts varie considérablement d'un pays à l'autre. Selon les chiffres d'Eurostat, le Luxembourg est le pays de l'Union européenne où la part des taxes environnementales dans les recettes publiques est la moins élevée. Elle s'élève à 4,6% du total des recettes, contre une moyenne de 6,3% relevée dans l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Pour quelles raisons la part des taxes environnementales dans le total des recettes du Luxembourg se trouve-t-elle en dessous de la moyenne de l'Union européenne?

- Quelle a été l'évolution du fonds climat et énergie depuis 2013 au niveau des recettes?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les dépenses du Fonds climat et énergie depuis 2013 et sur la manière dont ces dépenses ont été utilisées concrètement?

Réponse commune (14.03.2018) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

L'honorable Député se réfère à un rapport d'Eurostat publié le 31 janvier 2018 concernant la part des taxes environnementales dans les recettes publiques des différents États membres de l'Union européenne. Même si dans le rapport précité le Luxembourg figure avec 4,6% en tant qu'État membre avec la plus faible part, cette proportion se situe dans le même ordre de grandeur que celle de ses États voisins, en l'occurrence l'Allemagne (4,8%), la Belgique (5,0%) et la France (4,9%).

D'autre part, dans la statistique relevant les recettes de taxes environnementales par habitant, le Luxembourg figure à la deuxième place.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour le Luxembourg, Eurostat identifie les taxes suivantes comme taxes environnementales: droits d'accises autonomes sur certaines huiles minérales; droits d'accises sur les huiles minérales; taxe complémentaire prélevée sur les carburants; redevance de contrôle sur le fuel do-

mestique; droits d'accises sur les gaz liquéfiés; droits d'accises sur les benzols; droits d'accises «Kyoto»; taxe sur les transports; taxe supplémentaire sur l'électricité; taxe sur la distribution d'électricité; taxe sur la production d'électricité; taxe de consommation sur le gaz naturel; taxe de prélèvement sur l'eau; taxe sur véhicules automoteurs à charge des entreprises; taxe d'immatriculation des navires; taxe sur véhicules automoteurs à charge des ménages; taxe bateaux ou navires de plaisance.

S'y ajoute la taxe de rejet des eaux usées qui a été introduite avec la taxe de prélèvement d'eau par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Pour la période budgétaire de 2011 à 2016, la recette des taxes de prélèvement d'eau et de la taxe de rejet des eaux usées s'élève au total à 60 millions d'euros.

Le droit d'accise autonome additionnel prélevé sur les carburants pétroliers destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules routiers (dénommé contribution changement climatique ou «Kyoto-Cent»), a été introduit par la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Le montant du «Kyoto-Cent» s'élève actuellement à deux centimes d'euro pour l'essence et à 2,5 centimes d'euro pour le diesel. Les recettes du «Kyoto-Cent» ainsi que de 40% du produit de la taxe sur les véhicules routiers sont portées directement en recette du Fonds climat et énergie.

Pour la période budgétaire de 2013 jusqu'à 2016, les recettes du Fonds climat et énergie ont évolué comme suit:

2013: 92.262.219,60 €

2014: 93.356.977,49 €

2015: 85.460.270,14 €

2016: 82.686.983,29 €

Le décompte pour l'année 2017 sera présenté dans le cadre du projet de loi portant règlement du compte général de 2017.

Étant donné que le Luxembourg respecte depuis l'année 2014 ses engagements en terme de réduction des gaz à effet de serre, les dépenses du Fonds climat et énergie dans le domaine de l'échange de droits d'émission ou de mise en œuvre de projets visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans un contexte bilatéral avec des pays tiers, de mises en œuvre conjointes (MOC) réalisées dans les pays membres de l'OCDE et les pays à économie de transition ou de projets de mécanisme de développement propre (MDP) dans des pays en développement ont diminué de façon significative. En juin 2015, suite à la décision du Gouvernement en conseil d'investir 120 millions d'euros entre 2014 et 2020 dans le financement climatique international, les dépenses du Fonds climat et énergie ont évolué vers la participation à des fonds multilatéraux gérés par des organismes internationaux ou régionaux qui ont pour mission notamment d'appuyer financièrement lesdits activités et projets communs ainsi que pour le financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement.

Les dépenses du Fonds climat et énergie depuis 2013 ont évolué tel que décrit dans le tableau ci-dessous:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

1), 2) et 3) Achat de crédits carbone: compte tenu de son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 28% par rapport aux niveaux de 1990 au cours de la période 2008-2012 (dans le cadre du protocole de Kyoto), le Luxembourg se retrouve avec un déficit à combler de 14,2 millions de tCO₂e. Les dépenses du programme d'acquisition de crédits carbone pour la période en question, qui a débuté déjà en 2005, se sont réparties jusqu'en 2015 environ. Les dépenses pour les années 2015, 2016 et 2017 sont liées soit à l'achat de crédits pour la période 2013-2020, dont les projections de gaz à effet de serre affichaient un déficit vers la fin de la période, soit à la continuation de certains fonds carbone, dont les contrats étaient conclus en 2005.

1) «Assigned Amount Unit» (AAU) désigne les droits d'émission dans le cadre de l'échange de droits d'émission entre pays industrialisés, en principe combiné à un GIS - Green Investment Scheme - dans le cadre duquel les recettes que le pays vendeur obtient grâce à la transaction sont investies dans des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (par exemple: assainissement énergétique de bâtiments). Le Luxembourg a conclu deux GIS avec l'Estonie en 2010 et la Lituanie en 2011. Les dépenses se sont réparties jusqu'en 2013.

2) «Clean Development Mechanism» (CDM) désigne des activités de projets entre pays indus-

trialisés et pays en développement. Ces projets permettent d'acquérir des «unités de réduction certifiées d'émission» (CER en anglais) libellés en tonnes de gaz à effet de serre. Depuis 2014, uniquement des crédits de haute qualité - genre «Gold Standard CERs» - ont été acquis. Étant donné que pour la période 2013-2020, le Luxembourg n'aura probablement pas besoin de recourir à l'utilisation de «mécanismes de développement propres», le programme d'acquisition de crédits CERs a été stoppé en 2016. Les dépenses en 2017 sont reliées à des contrats signés en 2016.

3) À côté des transactions CDM et les deux transactions GIS avec l'Estonie et la Lituanie, le Luxembourg participe depuis 2005 dans les fonds carbone suivants: Community Development Carbon Fund (WB), Biocarbon Fund (WB), Multilateral Carbon Credit Fund (EBRD), Asia Pacific Carbon Fund (ABD), Carbon Fund for Europe (EIB/WB). À ce jour, deux de ces fonds sont encore actifs et génèrent un faible volume de crédits carbone.

4) Au cours des dernières décennies, le Grand-Duché de Luxembourg a livré une assistance financière et technique considérable pour soutenir les activités liées à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, avec un accent particulier sur les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement (engagement de neuf millions d'euros dans le cadre du «Fast Start» pour les années 2010-2012). En amont de la COP21, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg s'est engagé à continuer de soutenir l'action climatique dans les pays en développement par l'intermédiaire d'une contribution de 120 millions d'euros entre 2014 et 2020 (= Financement climatique international [FCI]). Ce montant inclut une contribution annuelle de cinq millions d'euros au Fonds vert pour le climat («Green Climate Fund [GCF]»), représentant une contribution d'environ dix euros/capita/an et un total de 35 millions d'euros. Ces fonds sont nouveaux et additionnels à l'aide publique au développement (APD). La liquidation des fonds de cette enveloppe a débuté en 2015. À ce stade, presque 100 millions d'euros ont déjà été promis ou engagés. Une enveloppe budgétaire annuelle de trois millions d'euros est réservée pour les projets introduits par les ONG luxembourgeoises.

5) Le Fonds climat et énergie participe par ailleurs à de nombreux programmes et projets nationaux notamment: conventions diverses (CELL, myenergy, Neobuild, IFSB, Convis, IBLA, etc.), campagnes publicitaires et de sensibilisation, promotion de la mobilité douce et véhicules électriques (prime CAR-e), conseils et études (3^e Plan d'action climat, projections GES, stratégie d'adaptation, etc.), promotion des énergies renouvelables (installations photovoltaïques). À considérer que les dépenses élevées en 2013 tiennent compte d'environ 5,36 millions d'euros dédiés à la liquidation de la prime CAR-e.

À noter également que des engagements à hauteur de 13,2 millions d'euros ont été pris en 2017, dont environ 7,6 millions d'euros en faveur de la mise en place d'installations photovoltaïques.

6) Participation aux coûts nets du mécanisme de compensation (Ministère de l'Économie).

Question 3609 (07.02.2018) de M. Lex Delles (DP) concernant la dispersion des cendres:

De nos jours, la crémation est reconnue comme un mode funéraire qui respecte les convictions de chacun. C'est ainsi qu'en 30 ans, la crémation est devenue de plus en plus courante et les cendres sont généralement déposées avec une urne dans un columbarium ou dispersées sur des pelouses ou dans des forêts destinées à cet effet. Cependant, au Luxembourg, les cendres ne peuvent être gardées à la maison.

Nombreuses sont les personnes qui souhaitent que leurs cendres soient dispersées soit en mer soit dans un cours d'eau. À ce sujet, l'article 3 du règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres dispose que: «(...) le bourgmestre peut autoriser selon le vœu du défunt la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit». De plus, la Fédération des entreprises des pompes funèbres et de crémation du Grand-Duché de Luxembourg (FPF) précise que les cendres peuvent être dispersées en mer du Nord, mer Méditerranée ou Atlantique de l'Est.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:



- Pour quelle raison les cendres ne peuvent être gardées à la maison?

- Est-ce que le bourgmestre peut, conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal relatif à la dispersion des cendres, autoriser la dispersion des cendres dans un cours d'eau (ruisseau ou fleuve)?

- Dans l'affirmative, est-ce que ce cours d'eau doit traverser le territoire de la commune du défunt dont est compétent le bourgmestre? Qu'en est-il de la Moselle? Est-ce qu'un bourgmestre peut autoriser la dispersion de cendres dans la Moselle?

- En général, les ministres ne jugent-ils pas que le terme «à tout autre endroit» manque de précision? Dans l'affirmative, les ministres ne jugent-ils pas opportun de préciser l'article 3 du règlement existant?

Réponse commune (14.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Suivant la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles, les cendres peuvent être déposées dans un columbarium. D'autres modes de sépulture, notamment la dispersion des cendres sur une parcelle spécialement réservée à cet effet, pourront être réglés par règlement grand-ducal.

Le règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres, auquel se réfère l'honorable Député, dispose que la dispersion des cendres peut se faire sur une parcelle de terrain située dans l'enceinte d'un cimetière communal, respectivement sur une parcelle de terrain aménagée et gérée à cet effet par un syndicat de communes.

Par dérogation à ce principe, l'article 3 du règlement grand-ducal précité dispose que le bourgmestre peut autoriser, selon le vœu du défunt, la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit. Le commentaire de l'article afférent du projet de règlement grand-ducal de l'époque a décrit cet endroit comme: «au pied d'un arbre ou d'un buisson situés dans la propriété du défunt ou bien le long d'une promenade qu'il affectionnait particulièrement».

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu d'ajouter que la mise en place, ces dernières années, de cimetières forestiers constitue une alternative pour l'épandage des cendres notamment sur une clairière forestière ou concentré au pied d'un arbre commémoratif. Rappelons que l'aménagement d'un cimetière forestier est régi par les lignes directrices de l'Administration de la nature et des forêts.

Il n'est cependant pas prévu que les particuliers puissent conserver les cendres à leur domicile. Les cendres en elles-mêmes ne représentent pas un problème de santé publique, puisque celles-ci ont été rendues stériles par la chaleur et ne présentent dès lors pas le moindre danger pour la santé. Cependant, il échet de garantir le droit de tous les membres d'une famille de se recueillir devant une urne, dont la conservation ne saurait par conséquent pas revenir exclusivement à un membre de la famille.

Aux termes de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, tout déversement direct ou indirect de substances solides ou gazeuses dans les eaux de surface et les eaux souterraines est soumis à autorisation du Ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions.

Pour ce qui est de la Moselle, rivière frontalière avec l'Allemagne, une telle autorisation ministérielle est de rigueur tout comme le respect de la législation allemande fédérale et fédérée, le cas échéant.

D'une manière générale, il y a lieu de préciser qu'une adaptation de la législation sur les inhumations et l'incinération des dépouilles mortelles à l'évolution de la société pourrait s'imposer prochainement.

Question 3614 (08.02.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le volet «Academic Resilience» de l'étude PISA:

Laut der PISA Sonderauswertung „Academic Resilience“ liegt der Anteil sogenannter resilienter Schüler, sprich Schüler, die trotz ihrer sozialen Benachteiligung gut in der Schule abschneiden, in Luxemburg bei lediglich 17% (OECD-Länderschnitt 29,2%). Zwischen 2006 und 2015 stieg der Anteil resilienter Schüler in Luxemburg um gerade mal 0,6 Prozentpunkte.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend richten:

1) Herr Minister, welche Fakten haben laut OECD-Studie einen Einfluss auf den Anteil resilienter Schüler in Luxemburg?

2) Erhielten die einzelnen Schulen ihre spezifischen Auswertungsdaten, um diese in ihren Schulentwicklungsplan mit einbinden zu können?

3) Gibt es zwischen den Schulen große Unterschiede, was den Anteil resilienter Schüler anbelangt?

4) Mit welchen Maßnahmen gedenkt der Minister, den Anteil resilienter Schüler zu erhöhen?

Réponse (22.03.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Die OECD untersucht im Rahmen ihrer Studie¹ die Rolle der Länder und Schulen in Bezug auf die Resilienz von Schülern. Dabei werden solche Schüler als resilient bezeichnet, die sozial benachteiligt sind und bei PISA trotzdem gut abschneiden, d. h. mindestens Kompetenzstufe 3 in Lesen, Mathematik und Naturwissenschaften erreichen. In die Auswertung wurden Merkmale des sozioökonomischen Hintergrunds, des Lernklimas (Disziplin im Klassensaal und Abwesenheitsrate von Schülern) und der Schulressourcen (Klassengröße, Verhältnis Schüler/Computer und Anzahl an außerschulischen Aktivitäten) von Schulen einbezogen.

In Luxemburg wie auch in den anderen Ländern weist der sozioökonomische Hintergrund von Schulen den stärksten Zusammenhang zur Resilienz von Schülern auf. Laut OECD steht in Luxemburg allein ein Merkmal in positivem Zusammenhang zur Resilienz, nämlich die Ausstattung der Schüler mit digitalen Medien (Computer oder Tablets). Alle übrigen untersuchten Merkmale weisen laut OECD-Bericht keinen signifikanten Zusammenhang auf.

ad 2) Bei PISA erhalten alle teilnehmenden Schulen eine spezifische Auswertung der Ergebnisse, die im Rahmen der Ausarbeitung des Schulentwicklungsplans (PDS) genutzt werden kann. In dem schulspezifischen Datensatz sind allerdings keine spezifischen Auswertungsdaten zum Anteil an resilienten Schülern enthalten. Die Schülerzahlen an Luxemburger Schulen sind zu niedrig, um aussagekräftige Ergebnisse zur Resilienz hervorbringen zu können.

ad 3) Zwischen den Schulen sind die Unterschiede in Bezug auf den Anteil an resilienten Schülern relativ klein, wenn man die verschiedenen Schulformen (ESC und ESG), in denen sich die Schulen befinden, berücksichtigt.

ad 4) Laut OECD sollten Länder Maßnahmen in Betracht ziehen, die auf Aspekte der Qualität (Lernbedingungen verbessern) und der Equity (also Unterschiede zwischen sozioökonomisch begünstigten und benachteiligten Schülern verringern) abzielen. In Luxemburg wurden in den letzten Jahren viele Maßnahmen ergriffen, um die Lernbedingungen und Chancen aller Schülerinnen und Schüler zu verbessern, und so auch den Anteil resilienter Schüler zu erhöhen. Dazu zählen unter anderem Maßnahmen wie die Einführung des Schulentwicklungsplans, die Erweiterung und Diversifizierung des Schulangebotes mit international ausgerichteten Schulformen und neuen Sektionen in den Sekundarschulen, das Schaffen von Kompetenzzentren für Schüler mit besonderen Bedürfnissen sowie zahlreiche Innovationsprojekte auch im digitalen Bereich.

Question 3615 (08.02.2018) de **M. André Bauler** et **Mme Joëlle Elvinger** (DP) concernant les voitures sans assurance

Il nous revient qu'en France le pourcentage de la non-assurance en assurance responsabilité civile auto obligatoire est estimé à 1% en Belgique alors qu'en France il s'élève à environ 2%. Au vu de ces chiffres, l'on pourrait conclure que le nombre de voitures automobiles non assurées varie au Luxembourg entre 5.000 et 10.000 unités.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà fait examiner ce phénomène au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette analyse?

- Monsieur le Ministre pourrait-il nous indiquer les mesures qu'il aurait déjà entreprises afin de remédier à ce problème?

¹ Agasisti, T. et al. (2018), "Academic resilience: What schools and countries do to help disadvantaged students succeed in PISA", OECD Education Working Papers, No. 167, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/e22490ac-en>

- Dans la négative, quelles sont les mesures de lutte concrètes que Monsieur le Ministre entend mettre en œuvre en la matière?

Réponse (26.03.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En effet, conformément à la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, la mise en circulation ou le fait de tolérer, comme propriétaire ou détenteur, la mise en circulation d'un véhicule automoteur ou d'une remorque, sans que la responsabilité civile à laquelle ce véhicule peut donner lieu soit couverte, est à considérer comme une infraction grave qui donne lieu à un emprisonnement de huit jours à trois ans et/ou à une amende de 500 à 10.000 € tout comme un retrait de quatre points du capital de points dont est doté le permis à points.

En 2016, 399 personnes ont été verbalisées pour défaut d'assurance valable. En 2017, le nombre de personnes verbalisées est de 276.

Outre les contrôles opérés par la Police grand-ducale qui, selon nos informations, procède à des contrôles renforcés des documents de bord des véhicules, il convient de relever qu'une attestation d'une assurance RC valable est à présenter en vue de voir immatriculer un véhicule, de même que lors chaque passage au contrôle technique.

Question 3617 (09.02.2018) de **MM. Claude Lambert** et **Max Hahn** (DP) concernant la durée d'évacuation des accidents de la route:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2636 du Député André Bauler, Monsieur le Ministre de l'Économie chiffre le coût économique des embouteillages sur nos routes à 392 millions par an pour l'économie luxembourgeoise.

Parallèlement, force est de constater que beaucoup d'embouteillages sont causés par des accidents routiers et les longues durées d'évacuation de l'accident.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les processus d'évacuation qui se déclenchent lorsqu'il y a un accident sans blessés?

- L'efficacité et la vitesse de ces processus ainsi que des services impliqués dans l'évacuation d'un accident sont-elles évaluées régulièrement?

- Concernant les accidents sans blessés, existe-t-il une stratégie pour réduire la durée d'évacuation des accidents?

- Quelles sont les pistes à poursuivre afin d'optimiser les processus mentionnés et de minimiser les répercussions de tels accidents sur le flux de circulation?

Réponse (19.03.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En cas d'accident sans blessés sur les autoroutes, il y a lieu d'évacuer au plus vite la zone concernée afin de limiter au mieux l'incidence sur le trafic.

Le cas échéant, le rôle de la Police grand-ducale consiste à convoquer la dépanneuse, à régler le trafic et à dresser procès-verbal de l'accident.

Il revient aux équipes de l'Administration des ponts et chaussées de sécuriser le lieu de l'accident pour en permettre le dégagement et l'intervention des dépanneuses, d'informer les usagers de la route et de nettoyer la chaussée, ainsi que d'éliminer les dégâts et de rétablir les infrastructures. Le cas échéant, il y a un affichage sur les panneaux du CITA.

L'ampleur du dispositif activé par l'Administration des ponts et chaussées dépend en outre de l'espace de circulation affecté (véhicule accidenté se trouvant sur les voies carrossables ou sur la bande d'arrêt d'urgence), du moment de la journée et de la disposition du personnel (en cas de plusieurs accidents ou d'actions de salage/déverglaçage, etc.). Par ailleurs, les équipes de l'Administration des ponts et chaussées sécurisent (en cas de besoin) les lieux de l'accident avec les atténuateurs de choc mobiles (prévention de suraccident) et informent les usagers bloqués par l'accident moyennant une signalisation montée sur les véhicules.

L'efficacité de l'intervention de l'Administration des ponts et chaussées n'est pas évaluée systématiquement, mais en cas de problèmes ou de

défauts quant aux exigences du service il est d'usage de revoir le processus et d'y apporter des actions correctives.

En général, l'efficacité dépend de la vitesse du déploiement des engins de l'Administration des ponts et chaussées et des dépanneuses sur les lieux de l'accident. Comme le service des engins d'intervention n'est pas caractérisé comme urgent, ces engins ne sont pas équipés de feux bleus clignotants, et la vitesse du déploiement dépend fortement des gênes engendrées par le trafic et du comportement des utilisateurs bloqués (création d'un couloir de secours ou non).

Quant aux accidents sans blessés, des stratégies pour réduire la durée d'évacuation des accidents sont en étude.

En vue de minimiser les répercussions de tels accidents sur le flux de circulation, il faudrait d'abord sensibiliser les usagers des autoroutes au sujet des éléments suivants:

- Une conduite moins agressive de certains usagers aiderait à minimiser le nombre d'accidents et par conséquent aussi le nombre d'embouteillages causés par ces accidents.

- Si les véhicules se trouvent encore en état de marche, un dégagement rapide des véhicules impliqués des voies de circulation vers la bande d'arrêt d'urgence ou la prochaine sortie par les usagers eux-mêmes est conseillé.

- Après la prise de quelques photos sur les lieux même de l'accident, le constat à l'amiable peut aisément être rempli sur la bande d'arrêt d'urgence ou sur la voirie secondaire.

- La création systématique et permanent d'un couloir de secours dès les premiers signes de ralentissement de la circulation aiderait considérablement à réduire la durée d'évacuation des accidents. Les véhicules de secours et de dépannage arriveraient plus vite sur les lieux de l'accident et les blessés seraient pris en charge plus rapidement. Les opérations de déblaiement pourraient démarrer plus tôt et les bouchons se résorberaient plus facilement.

Ensuite, il faudrait évaluer d'autres pistes comme:

- Le positionnement stratégique de dépanneuses le long de nos autoroutes aux heures de pointe matinales.

- Une harmonisation transfrontalière du couloir de secours.

Question 3619 (09.02.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'avion militaire A400M:

D'Problèmes ronderem de Militärflieger A400M gi weider. Et ass gewosst, datt Lëtzebuerg och esou e Fliger bestallt huet.

Fachzäitschräfte mellen, datt Airbus en „Schema“ ausgeschafft hätt, fir mat de Clienten - also och mat Lëtzebuerg - en Accord ze fannen. Dowéinst wär et och e Méindeg, de 5. Februar, zu London zu enger Reunion komm.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Verdedegung dës Froe stellen:

1. War Lëtzebuerg op der Reunion zu London vertraued? Wa jo, mat wéi engem Verhandlungszil? Wann neen, wisou net?

2. Wéi eng finanziell Konsequenzen huet den „schéma d'accord“ op Lëtzebuerg? Gëtt de Fliger doduerch méi deier?

3. Kann den Här Minister de Präis, dee Lëtzebuerg muss fir den A400M an der aktueller Konfiguration bezuelen, inklusiv der TVA, matdeelen?

4. Beim Accord goufen nei Termäiner fir d'Ausliwwerung vum Fliger verhandelt. Gëtt et elo en definitiven Termäin, wéini dës A400M u Lëtzebuerg geliwert gëtt?

5. Et si schonns eng Rei Militär fir den Asaz op dësem Fliger ausgebild ginn. Wéi eng Missionen erfüllen dës Leit aktuell? Huet d'Verspéidung vun der Ausliwwerung Konsequenze fir dës Persounen?

Réponse (09.03.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

ad 1. Lëtzebuerg war op der Reunion zu London de 5. Februar 2018 vertraued. Op der Dagesuerdnung vun der Reunion stoung eng aktuell Bestandopnam vum Programm, déi re-

gelméisseg stattfënnt. Ech verweisen op meng Antwort op d'parlamentaresch Ufro Nummer 2883, fir drun ze erënneren, dass net direkt tëschent Airbus an de Länner vum Programm verhandelt gëtt, mä dass d'Verhandlungen tëschent der Agence OCCAR, am Numm vun de Länner, an Airbus verlafen.

An der Kontinuitéit vun den Diskussiounen vun de viregte Reunioone gouf de 5. Februar eng Absichtserklärung („declaration of intent“) vun de siwe Keefeëränner mat Airbus ënnerschriwwen. Dës Erklärung leet d'Prinzipie fest, no deenen den urspréngleche Kontrakt geännert gëtt, fir d'Fortsetzung vum Programm ze erliichteren. Domadder ginn d'kontraktuell Rechter vun de Länner garantéiert a gläichzäitig d'Risiko fir Airbus bei der Duerchführung vum Programm begrenzt.

ad 2. De Präis fir de Lëtzebuurger Fliger bleift onverännert.

ad 3. De Präis beleeft sech op 168.660.702 Euro, plus 28.672.319 Euro TVA (17%). D'TVA gëtt zu Lëtzebuerg un den Enregistrement bezuelt.

ad 4. D'Liwverung vum Lëtzebuurger Fliger gouf op Ufank 2020 verluecht, dëst och no Koordination mat eisem belsche Partner, fir d'Opstelle vun der binationaler A400M-Flott net ze perturbéieren.

ad 5. D'Lëtzebuurger Fluchpersonal ass am „15^e Wing“ integréiert, enger Lofttransporteenheet vun der belsche Arméi, déi um Militärflychhafen zu Melsbroek bei Bréissel stationéiert ass. D'Lëtzebuurger Fluchpersonal féiert am Optrag vun de Memberstate vum „European Air Transport Command“ (EATC) Lofttransportmissiounen op belschen C130H-Fliegen aus. D'Verspéidung vun der Ausliwverung huet keng Konsequenze fir dës Persounen.

Question 3621 (12.02.2018) de M. Claude Wiseler (CSV) concernant le secteur financier:

Il me revient qu'il y a environ deux ans, une étude d'impact relative à l'importance du secteur financier pour notre économie avait été commanditée par Monsieur le Ministre des Finances. Or, celle-ci n'a jamais été publiée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles ont été les raisons ayant amené Monsieur le Ministre à ne pas publier l'étude d'impact susmentionnée?

- Monsieur le Ministre peut-il mettre à disposition de la Chambre des Députés ladite étude d'impact?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il d'ores et déjà me communiquer les principales conclusions de ladite étude?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il cette posture de refus?

Réponse (15.03.2018) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Le Gouvernement commande régulièrement des études sur différents sujets, qui sont soit publiées en l'état, soit servent de document interne préparatoire dans un contexte plus large. Actuellement, une étude sur l'impact du secteur financier sur l'économie luxembourgeoise est effectivement en cours d'élaboration et sera publiée dès qu'elle sera finalisée. La dernière étude publiée sur ce sujet a été commanditée par Luxembourg for Finance et le Haut comité de la place financière. Elle remonte à janvier 2012 et peut être consultée sur le site Internet de Luxembourg for Finance. Plus récemment, en juin 2017, une autre étude a été publiée sur l'impact de la place financière du Luxembourg sur l'économie européenne dans son ensemble.

En attendant la finalisation de l'étude actuellement en cours, les chiffres suivants peuvent être mis en avant:

Selon les derniers chiffres disponibles pour l'année 2016, les activités financières et d'assurance (code NACE «K») ont contribué à hauteur de 27,3% de la valeur ajoutée brute (VAB) et à hauteur de 11% de l'emploi total du pays, soit environ 46.000 personnes.

Selon les données plus récentes publiées par la CSSF dans sa newsletter de février 2018, l'emploi à la fin de l'année 2017 s'est élevé à 26.111 personnes auprès des banques, à 4.344

personnes auprès des sociétés de gestion, à 2.271 personnes auprès des entreprises d'investissement, à 4.008 personnes auprès des PSF spécialisés et à 9.656 personnes auprès des PSF de support, soit au total 46.390 personnes.

Le secteur financier représente donc un exemple phare d'un secteur générant de la croissance qualitative.

Question 3622 (12.02.2018) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant le problème des particules de plastique microscopiques:

Dans une note du 3 décembre 2014, les délégations belge, néerlandaise, suédoise et autrichienne, soutenues par la délégation luxembourgeoise, ont informé le Conseil européen du besoin urgent d'adresser le problème des particules de plastique microscopiques («microplastiques»), et en ont demandé la prohibition dans les articles d'hygiène et de cosmétique.

Entre-temps de nombreux pays ont procédé à une interdiction de ces microplastiques dans les produits hygiéniques et cosmétiques, comme par exemple les États-Unis, la Suède et la Belgique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre est-elle au courant des développements dans les pays mentionnés?

2) Madame la Ministre est-elle favorable à une telle interdiction? Dans l'affirmative, existe-t-il actuellement des démarches au sein du Ministère de l'Environnement pour élaborer un projet de loi à cet effet?

3) Dans le cas d'une interdiction, combien de produits actuellement en vente sur le marché luxembourgeois seraient concernés? Quelle est la taille de la part de marché de ces produits?

4) Des évaluations quant à l'impact sur l'industrie et quant aux coûts associés à une interdiction ont-elles été conduites?

5) Existence-t-il des entreprises luxembourgeoises impliquées dans la production de ces produits? Dans l'affirmative, quel est leur nombre et leur taille?

6) Au-delà des produits hygiéniques et cosmétiques, dans quels autres produits se trouvent des microplastiques?

7) Serait-il judicieux d'interdire les microplastiques en général et non uniquement en relation avec des produits définis?

Réponse (13.03.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1) Des initiatives concernant l'interdiction existent dans divers pays tels que la Suède, les États-Unis ou le Canada. Dans d'autres pays, des accords de branche tendent à limiter ou éviter l'utilisation des microplastiques dans les produits cosmétiques. Ceci est par exemple le cas en Suisse et en Autriche.

En ce qui concerne nos voisins directs, la France a interdit la mise sur le marché des produits cosmétiques rincés à usage d'exfoliation ou de nettoyage comportant des particules plastiques solides moyennant le décret n°2017-291 du 6 mars 2017.

En Belgique, une initiative législative pour l'interdiction de produits cosmétiques contenant des microplastiques n'a pas eu lieu. Toutefois, l'État fédéral vient de conclure un accord sectoriel avec l'Association belgo-luxembourgeoise des producteurs et des distributeurs de cosmétiques, détergents, produits d'entretien, colles et mastics, biocides et aérosols (DETIC) visant à substituer les microplastiques dans les produits cosmétiques à rincer, y inclus les dentifrices, pour fin 2019.

En Allemagne, il existe un engagement volontaire de l'industrie pour réduire les microplastiques dans les produits cosmétiques. Le Gouvernement allemand vise par ailleurs une interdiction formelle de ces substances au niveau européen.

ad 2) D'une façon générale, une interdiction de l'utilisation des microplastiques dans les produits cosmétiques est à voir favorablement. Toutefois, étant donné que ces produits sont soumis à la libre circulation au sein de l'Europe, il serait judicieux qu'une telle interdiction se fasse au niveau communautaire pour qu'elle soit efficace.

ad 3) et 4) L'Administration de l'environnement ne dispose pas d'informations relatives à une enquête sur le nombre de produits qui pourraient être concernés par une telle interdiction. Dès lors, leur part de marché n'est pas connue. En ce qui concerne plus spécifique-

ment le Luxembourg, il faut s'attendre à ce que la composition des produits en question est en train de varier, ceci au vu que la majorité des produits cosmétiques provient de nos pays voisins qui soit ont déjà introduit une interdiction (France), soit ont des accords avec la branche pour réduire les particules de microplastiques dans les produits cosmétiques (Belgique, Allemagne).

ad 5) L'Administration de l'environnement ne dispose pas d'informations sur la formulation exacte des produits cosmétiques fabriqués au Luxembourg.

ad 6) Il faut distinguer entre les microplastiques primaires et les microplastiques secondaires.

Les microplastiques primaires sont ceux qui entrent dans la formulation d'un produit pour y remplir une certaine fonctionnalité. Les microplastiques secondaires résultent de la dégradation ou de la fragmentation de matières plastiques et synthétiques.

Une étude effectuée en 2015 pour le compte du Umweltbundesamt de la République fédérale d'Allemagne a permis d'estimer les quantités de microplastiques primaires et secondaires en Allemagne.

Le tableau suivant reprend le résumé des résultats:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 7) Une interdiction générale de l'utilisation de microplastiques dans des produits peut contribuer à atténuer les problèmes qui y sont liés.

Toutefois, au vu de ce qui précède, une telle interdiction ne permet pas de résoudre l'entière de la problématique. Il faut dès lors agir non seulement au niveau de l'interdiction de produits contenant ces particules, ce qui devrait se faire raisonnablement au niveau européen pour être efficace. Il faut aussi agir au niveau national pour réduire les sources de microplastiques secondaires.

Les actions actuelles du Gouvernement visent principalement la lutte contre le littering et la prévention de déchets plastiques notamment par la réduction de produits plastiques à usage unique (sacs d'achat à usage unique, gobelets consignés, barquettes pour aliments, etc.).

D'un autre côté, il faut également agir au niveau du traitement des eaux usées par la mise en place des infrastructures nécessaires pour filtrer les microplastiques des effluents aqueux.

Question 3623 (12.02.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'implantation d'une usine de production de laine de roche au lieu-dit «Gadderscheier»:

An enger Stellungnam geet de Wirtschaftsministère op d'Pläng vun enger däitscher Firma an, fir an der Industriezon „Gadderscheier“ eng Steewollproduktioun opzerrichten. Dëse Projet, esou steet et do, wär schon am Summer 2016 zu Lëtzebuerg bekannt ginn. De Betrib waart op d'Geneemegung vum Kommodo-Inkommodo, mat där d'Emweltverwaltung befaasst ass. An all Betrib, den d'Konditiounen erfëllt an d'Geneemegungen huet, ka sech zu Lëtzebuerg néierloossen, heescht et do weider.

An deem Kontext wëllt ech dës Froen un déi betraffe Ministerë stellen:

1. Ass d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur fir dee Betrib, den op der „Gadderscheier“ wëllt Steewoll produzéieren, schon ugelaft?

2. Gëtt esou eng Decisioun fir e Kommodo-Inkommodo just op Basis vun de potenziell mënschen- an ëmweltschiedegende Wierkunge geholl an dorop, wéi dës gesetzeskonform kënnen verhënnert ginn, oder ass esou eng Decisioun och aneren Iwwerleeungen ënnerworft? Ugeholl, de Betrib erfëllt all Ëmwelt- an och all aner reglementär oder gesetzlech Oplagen, hunn d'Regierung an d'Gemeng dann nach eng Handhab, fir esou e Betrib eventuell net zouze-loossen?

3. Fir wéini ass aus dëser Optik mat enger Entscheedung ze rechnen a wat ass de leschten Delai fir d'Decisioun, gerechent vun deem Dag un, wou den Dossier bei der zoustänneger Verwaltung eragaangen ass?

4. Virausgesat de Betrib kritt déi néideg Autorisatiounen, wéi schätzt d'Regierung d'Bedeutung vun der Néierloosung vun esou engem Betrib fir eis Economie an?

5. Wéi kann d'Regierung drop hiwirken, dat prioritär Lëtzebuurger Residenten a Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, bei esou engem Betrib agestallt ginn?

Réponse commune (13.03.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

ad 1. Eng Demande fir eng Geneemegung nom Kommodosgesetz (loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés) gouf de 27. Dezember 2017 eragereecht. Dës Demande ass awer eréischt komplett, wann déi virgelagert Ëmweltverträglechkeetsprüfung (Evaluation des incidences sur l'environnement - EIE) ofgeschloss ass. Soubal all d'Etüde virleien, gëtt den EIE-Dossier als komplett deklariert an d'Kommodosprozedur kann offiziell ulafen. Et ass och an der Kommodosprozedur virgesinn, dat all Etüden an Zuelen zu den Emissiounen dem grouse Public presentéiert ginn.

ad 2. Zweck vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz ass:

- déi potenziell Pollutiounen duerch Betriber ze verhënnern oder ze reduzéieren;

- d'Sécherheet, de Bien-être an d'Gesondheet vun de Leit an de Beschäftegte wéi och d'Ëmwelt ze schützen;

- d'nohaltig Entwécklung an eisem Land virunzebréngen.

An enger Kommodosautorisation kréie Betriber verschidde Grenzwärter an Norme virgeschriwwen, déi si mussen anhalen. Dës Grenzwärter an Norme si gréisstendeels op europäeschem oder internationalem Niveau definiert. Falls sech erausstellt, dat e Betrib, och wann en d'Grenzwärter, déi sech aus den „meilleures techniques disponibles“ erginn, anhält, trotzdem een nationalen Impakt huet, sief et duerch seng Gréisst oder duerch speziell Emissiounen, kann den Ëmweltminister fuerderen, dat den Impakt duerch eng Upassung vum Projet reduzéiert gëtt, soudass e fir d'Land an d'Allgemengheit tragbar ass. Dëst gëllt besonnesch och am Kontext vun der sougenannter NEC-Direktiv iwwert d'Reduktioun vun den nationalen Emissiounen vu bestëmmte Luftschuedstoffen.

D'Gemenge ginn an dësem Fall keng Autorisatiounen op Basis vum Kommodosgesetz; si iwwerpräiwen, ob e bestëmmte Betrib de Kader vum Gemengebauungsplang (PAG) respektéiert an de Buergermeeschter eng Baugeneemegung ka ginn.

ad 3. D'Kommodosgesetz gesäit fir sämtlech Etappen Delaie vir. Eng Ausso, wéini eng Decisioun fällt, kann een zu dësem Zäitpunkt net maachen, well dat dovun ofhänkt, wéini d'EIE ofgeschloss ass a wéi d'Instruktioun vun der Demande verleeft.

Et muss een och wëssen, dat un där Prozedur méi Akteure bedeelegt sinn: den Ëmweltminister/d'Emweltverwaltung, den Aarbechtsminister/d'Gewerbeinspektion, d'Gemengen an de Bedreiver.

ad 4. De Projet Knauf hätt en Invest vun iwwer 100 Milliounen Euro bei 100 Aarbechtsplazen. De Gros vun der Produktioun geet an dat net Ausland, ass also gutt fir eis Aussehandelsbilanz. Doriwwer eraus ginn Aarbechtsplaze geschaaft, besteierbare Profit an och Gewerbesteier fir d'Gemeng sinn ze erwaarden.

Op där anerer Säit kéint eng Usiidlung vun der Steewollfabrik an dëser Gréisst dozou féieren, dat eist Land e Problem um Niveau vun de verbindlechen europäesche Loftqualitéitsziler géif kréien, virun allem am Beräich vun de Schwiefeloxider (SO₂) an dem Ammoniak (NH₃).

Och den CO₂-Ausstouss vun der Steewollfabrik ass problematesch ze gesinn, well en op dem Verbrénne vu Steekuel (ënnert der Form vu Koks) baséiert an domadder contraire ass zu de Regierungseengagements am Kader vum Paräisser Klimaofkommen.

ad 5. D'Regierung verflucht systematesch nei Betriber dozou, enk mat dem Aarbechtsamt zesummenzeschaffen a prioritär Residenten anze-stellen. Déi Zesummenaarbecht funktionéiert och an der Praxis ganz gutt.

Question 3624 (12.02.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'implantation d'une usine de médicaments dans la zone industrielle «Bommelscheier»:

Enn 2017 ass bekannt ginn, dat sech e japanesche Pharmabetrib wëll zu Käerjeng néierloossen. Do sollen an Zukunft biomedezinnesch Substanzen hirgestallt ginn. Op der Websäit vun der Firma ass ze liesen, dat si an der Fueschung iwwert Tissuen a Stammzellen aktiv ass. Wéineg bekannt ass awer doriwwer, wat fir Aktivitéite genee fir de Site zu Käerjeng geplangt

sinn a wat d'Konsequenze vun esou enger Néierloosung an der Industriezon „Bommel-scheier“ fir Käerjeng kéint sinn. Duerfir wollt ech der Madamm Gesondheitsminister, der Madamm Ëmweltminister, dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an dem Här Héichschoul- a Fuerschungsminister dës Fro stellen:

1. Mat wat fir Ëmweltaflëss ass bei der Produktioun vu biomedezinesche Substanzen zu Käerjeng ze rechnen?

2. Wéi vill Leit kéinten an esou engem Betrib eng Aarbecht fannen? Wat sinn déi gefuerdert Qualifikatiounen? Entsprechen d'Ufuerderungen deem, wat een an enger Lëtzebuurger Schoul léiert, a wa jo, wéi engem Diplom/wéi enger Filière? Wéi kann d'Regierung drop awierken, datt virun allem Lëtzebuurger Residente respektiv Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, vun där Firma engagéiert ginn?

3. Ass um Standuert Lëtzebuerg och Fuerschung geplangt?

4. Ass déi Firma a Beräicher aktiv, fir déi sech bioethesch Fro stellen, wéi zum Beispill der Fuerschung mat embryonale Stammzellen oder der Verwärtung vun der Fuerschung mat embryonale Stammzellen, déi op anere Plazen vun där Firma gemaach ginn?

5. Gëtt et méiglech Synergie mat der Uni Lëtzebuerg oder anere Lëtzebuurger Fuerschungszentren?

Réponse commune (15.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

De Pharmabetrib JCR Pharmaceuticals gesäit vir seng innovativ biotechnologesch Plattform, déi de Besoin vu Patiente mat seelene Krankheeten entsprécht, zu Lëtzebuerg ze installéieren. Déi éischt Applikatioun betrëfft d'Hunter Krankheet. Et ass eng seelen, degenerativ Krankheet vu genetesch Natur, déi duerch ee spezifesch Enzymdefizit provoziert gëtt an dacks um Doud vu Jongen ëm zwielef Joer ka Schold sinn. All liewesnoutwenneg Organer (Häerz, Longen, Liewer, Gehir...) si betraff. Den Traitement besteet aus enger enzymatescher Substitutioun (regelméisseg Injektiounen vun engem spezifesch feelenden Enzym dee vu biotechnologesch Technik produziéiert gëtt). Bis elo konnt deen eenzeg disponibelen Traitement d'Gehir awer net errechen. D'Innovation vum japanesche Betrib erméiglecht, datt hien Enzym esouwuel d'Vitalorganer (Häerz, Longen, ...) ewéi och d'Gehir erreche kann (wéi an enger klinischer Etüd a Japan observéiert gouf).

De Betrib gesäit och, fir dës Plattform vir aner seele Krankheeten ze applizéieren. Esou kéint an Zukunft duerch biomedezinesch Substanzen „made in Luxembourg“, d'Liewensqualität an d'Liewenserwaardung vu Patiente mat seelene Krankheete verbessert ginn. D'Aktivitéit vu JCR Pharmaceuticals zu Lëtzebuerg passen och an de Kader vum Plang vun de seelene Krankheeten, dee momentan vum Gesondheitsministère préparéiert a rezent vum Regierungsrat approvéiert gouf.

Ronn 50 Aarbechtsplaze sinn am Betrib virgesinn. Gefrote Qualifikatiounen sinn zum Beispill: Techniker, Apdikter oder Wëssenschaftler mat enger Spezialisatioun an der Biotechnologie, Biochimie oder Biologie fir Produktioun, Purifikatioun oder Qualitéitskontroll ze maachen. Dës Experte kënnen zum Deel an eise Fuerschungszentren fonnt ginn. An der aktueller Situatioun ginn et vill Spezialisten, déi an den Atomfuerschungszentren forméiert ginn, an no fënnel Joer d'Land verloossen, well hien Aarbechtskontrakt eriwuer ass. D'Präsenz vun esou engem Betrib ass eng gutt Geleeënheet, fir d'Experten am Land ze halen. Büroaarbechte wäerten och ufalen. Dofir kéinten och Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, engagéiert ginn. All Aarbechtsplaz muss souwiesou bei der ADEM gemellt ginn. Een indirekten Impakt op d'Aarbechtsplaze gëtt och am Logistikfeld erwaart, well déi biomedezinesch Substanzen, déi zu Lëtzebuerg produziéiert ginn, mussen vun hei an d'Ausland verdeelt ginn.

Bis elo ass keng Fuerschung zu Lëtzebuerg virgesinn. D'Prioritéit vum Betrib ass fir d'éischt mol d'Fabriksgebai ze bauen an dann do déi biomedezinesch Substanzen ze produzéieren. Synergie mat der Uni Lëtzebuerg an dem Fuerschungszentrum „Luxembourg Institute of Health“ goufen awer identifizéiert fir an Zukunft Fuerschungskollaboratiounen ze developéieren.

De Betrib gesäit net vir, hei zu Lëtzebuerg Fuerschung mat Stammzellen ze maachen oder

d'Fuerschung, déi a Japan mat Stammzelle gemaach gëtt, zu Lëtzebuerg ze exploitéieren. Et ass och wichteg hei ze präziséieren, datt d'Stammzellen, déi vu JCR Pharmaceuticals benotzt ginn, net een embryonalen Ursprung hunn, mä aus der Muerch vun de Schanken erausgeholl ginn.

D'Ëmweltaflëss, déi d'Produktioun vu biomedezinesche Substanzen vum japanesche Pharmabetrib JCR Pharmaceuticals kéint opweisen, sinn op Basis vun der Infrastrukturekapacitéit vum industrielle Site zu Käerjeng analyséiert ginn. Ouni konkret Indikatiounen iwwert déi geplangten Hierstellungsprozesser a benotzte Substanzen, ass et schwéier eng Ausso iwwert déi méiglech Impakter vun engem Betrib ze maachen. Am Kader vun de Geneemegungsprozeduren, déi d'Ëmweltgesetzgebung virgesäit, ginn opgrond vun Informatiounen, déi vum Exploitant ze liwwere sinn, déi méiglech Ëmweltimpakter analyséiert.

Bei enger maximaler Produktioun kéint folgend Previsiounen erwaart ginn:

- Waasserverbrauch: een Zéngtel vun der méiglecher Capacitéit;

- Ofwaasser: d'Halschent vun der méiglecher Capacitéit;

- Gas: een Zéngtel vun der méiglecher Capacitéit;

- Elektrizitéit: ee Fënneftel vun der méiglecher Capacitéit.

D'Produktioun baséiert op engem biotechnologesche Prozess. Chemesch Offäll a gëtegen Damp ginn also net erwaart. No der Produktiounsphas ginn d'Zellen duerch „Autoklaven“ inaktivéiert an als biologesch Offäll evakuéiert. Dat ass deeselvechte Prozess, wéi fir Spidoloffäll oder biologesch Offäll déi bei Fuerschungszentren ufalen. De Betrib bereet sech elo vir, fir säi Kommodo-Inkommodo-Dossier der Ëmweltverwaltung an der ITM ze presentéieren.

Question 3625 (13.02.2018) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **réduction de stage**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°3044 du 1^{er} juin 2017 relative à la réduction de stage pour les fonctionnaires de l'État ayant travaillé auparavant à temps partiel, Monsieur le Ministre a acquiescé que la disposition du règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 déterminant pour les fonctionnaires et employés de l'État les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage (...), et qui prévoit que seules les expériences professionnelles à plein temps sont prises en compte pour pouvoir bénéficier d'une réduction de stage, était trop stricte. Toujours dans sa réponse précitée, Monsieur le Ministre a signalé vouloir «soumettre dans les meilleurs délais au Conseil de Gouvernement une modification du texte en question». Or, il semblerait que le projet de modification dudit règlement n'a pas encore été soumis au Conseil de Gouvernement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le projet de modification n'a effectivement pas encore été soumis au Conseil de Gouvernement et m'en expliquer les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, me fournir de plus amples détails notamment concernant la suite de ce dossier?

Réponse (08.03.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Dans sa question parlementaire n°3625, l'honorable Député Marc Spautz souhaite avoir des informations quant à l'état d'avancement des modifications prévues au règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 déterminant pour les fonctionnaires et employés de l'État les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage (...), et concernant un assouplissement des conditions pour bénéficier d'une réduction de stage. En effet, selon les dispositions actuelles il est uniquement tenu compte des seules expériences professionnelles à plein temps pour pouvoir bénéficier d'une réduction de stage.

En réponse à sa question, je peux informer l'honorable Député que le Gouvernement en conseil dans sa séance du 2 mars dernier a marqué son accord à un avant-projet de règlement grand-ducal modifiant entre autres le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 précité. Dorénavant, les activités professionnelles antérieures exercées à temps partiel ne

seront plus exclues pour l'obtention d'une réduction de stage.

Dans ce contexte, il convient de préciser que l'avant-projet de règlement grand-ducal modifie, respectivement abroge au total sept règlements grand-ducaux.

Il modifie ainsi les règlements suivants:

1. le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 1988 déterminant les conditions et les modalités d'attribution de l'allocation de famille aux fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État;

2. le règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile;

3. le règlement grand-ducal modifié du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'État et

4. le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 déterminant pour les fonctionnaires et employés de l'État I. les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage, II. la bonification d'ancienneté de service pour la fixation du traitement initial, III. la procédure d'attribution d'une prime pour les détenteurs d'un doctorat;

et il abroge:

1. le règlement grand-ducal modifié du 27 juillet 1992 déterminant les conditions et les modalités d'attribution de l'allocation de repas aux fonctionnaires de l'État;

2. le règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 2011 portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les administrations de l'État et

3. le règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2015 déterminant les modalités d'attribution de l'allocation de famille aux fonctionnaires, employés et salariés de l'État prévus par l'article 18 de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Ces modifications font partie d'un ensemble de mesures liées principalement aux amendements gouvernementaux apportés au projet de loi n°7171 sur le «compte épargne-temps» retenus en février 2018 suite à l'avis du Conseil d'État et aux négociations avec la CGFP. Par ailleurs, l'avant-projet de règlement grand-ducal transpose entre autres encore deux points de l'accord salarial qui sont la suppression de la limite de paiement des heures supplémentaires et l'ajout de précisions quant au congé pour raisons de santé et au congé à temps partiel. Dans la mesure où ces adaptations font partie d'un paquet de textes, une introduction antérieure du texte dans la procédure législative n'a pas été possible.

Question 3626 (13.02.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant l'**exercice de la profession de médecin et de médecin-dentiste**:

Dans une lettre de lecteur du 3 février 2018, un médecin-dentiste retraité s'est montré inquiet de la possible venue au Luxembourg de sociétés ou de consortiums se pressant sur le «marché» luxembourgeois. Il craint pour l'indépendance du médecin employé par de tels groupes. Il se dit également préoccupé pour le patient qui aura à faire à l'avenir non plus à son médecin de confiance, mais à un médecin lambda employé par la société en question. Opérant sous la pression du groupe, lequel ne visera qu'à maximiser son profit, le patient risquera par ailleurs de ne plus obtenir la meilleure prise en charge, mais celle qui sera la plus rentable. Il lance enfin un appel au Ministère de la Santé, au Collège médical et à la Caisse nationale de santé de se donner les moyens pour être à la hauteur des défis que poseront ces nouvelles structures.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres ont-ils connaissance de projets de consortiums ou de groupes de sociétés voulant s'installer au Luxembourg?

- Ces consortiums ou groupes devront-ils obtenir un agrément de Madame le Ministre?

- Madame et Monsieur les Ministres partagent-ils les craintes de l'auteur de l'article en question, notamment en ce qui concerne la sécurité et la santé du patient?

- Les administrations et services soumis à la tutelle de Madame et Monsieur les Ministres

sont-ils suffisamment outillés pour faire face à cette nouvelle donne?

Réponse commune (14.03.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Tout prestataire de soins de santé autorisé à exercer sa profession au Luxembourg, établi au Luxembourg et y délivrant des actes prévus par la nomenclature à des assurés de l'assurance maladie luxembourgeoise, est obligatoirement conventionné avec l'assurance maladie en application de l'article 70 du Code de la sécurité sociale qui prévoit que «les conventions (...) sont applicables non seulement aux prestataires exerçant pour leur propre compte, mais également aux médecins et médecins-dentistes exerçant sous tout autre régime (...)».

La convention conclue entre la Caisse nationale de santé (CNS) et l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) actuellement en vigueur stipule que tout médecin doit disposer d'un code prestataire individuel qui lui est accordé par la CNS sur base d'une demande. D'un autre côté, la médecine s'exerce de nos jours généralement en groupe et, en ce qui concerne leurs relations avec la CNS, les médecins qui travaillent en association demandant parallèlement un code association qu'ils utilisent pour décompter les prestations délivrées dans le cadre d'une association de médecins. Toutefois, les actes facturés sous les codes association ne sont pas identifiables par rapport à leur exécutant et la CNS doit connaître pour chaque acte le prestataire qui a exécuté l'acte visé, notamment par une nécessité de transparence. Or, jusqu'à présent il n'a pas été possible de dégager une solution avec l'AMMD pour modifier la convention aux fins d'y insérer l'obligation pour chaque prestataire de s'identifier par rapport aux actes qu'il a prestés dans le cadre d'un cabinet de groupe.

En ce qui concerne les sociétés ou entreprises venant s'installer au Luxembourg, ni la CNS, ni le Ministère de la Santé, ni le Ministère de la Sécurité sociale n'ont de données ou informations tangibles quant à ce phénomène. Aussi, la CNS est dans l'impossibilité d'agir à l'encontre de tels phénomènes, à moins qu'une violation des textes légaux, réglementaires ou conventionnels soit avérée ou du moins suspectée.

La législation en vigueur ne prévoit pas d'agrément de la part du Ministère de la Santé pour des sociétés employant pour l'exercice de la médecine dentaire des médecins-dentistes dûment autorisés par le Ministère de la Santé à exercer leur profession.

La question parlementaire de l'honorable Députée fait effectivement état du risque d'un traitement inadéquat des patients par des médecins travaillant pour des donneurs d'ordre laissant prévaloir des intérêts financiers.

Par contre, il est important de noter que l'exercice de la profession est soumis aux règles du Code de déontologie médicale, qu'il s'agisse d'un médecin travaillant en indépendant ou sous une forme différente. C'est ainsi que des obligations déontologiques fortes garantissent au patient «l'indépendance professionnelle et la liberté de prescription» comme précisés dans le Code de déontologie médicale en ses articles:

7: «L'exercice de la médecine est personnel; chaque médecin est responsable de ses décisions et de ses actes.»

8: «Le médecin ne peut aliéner son indépendance professionnelle sous quelque forme que ce soit.»

et 9: «Le médecin est libre de ses prescriptions, qui seront celles qu'il estime les plus appropriées en la circonstance. Il doit, sans négliger son devoir d'assistance morale, limiter ses prescriptions et ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins.»

Et repris ainsi en conclusion du Code de déontologie médicale:

«L'ensemble des articles du code des devoirs et des droits des médecins peut se résumer en une formule: "Un patient libre face à un médecin". L'indépendance du malade est totale vis-à-vis du médecin et l'indépendance du médecin total vis-à-vis du malade.»

Il s'ensuit que le principe du libre choix permet à tout patient de choisir son médecin traitant et de changer de médecin si les traitements proposés ou dispensés ne lui semblent pas adaptés. En ce qui concerne le risque d'une maximisation des profits pouvant impacter la prise en charge médicale du patient, il convient



de noter que chaque médecin établi au Luxembourg a sa liberté thérapeutique et engage sa responsabilité professionnelle si les traitements dispensés ne sont pas adaptés.

Ainsi afin de protéger le patient, le contrat de travail signé entre une société et un médecin devra veiller à respecter comme mentionné dans le Code de déontologie médicale, l'indépendance professionnelle et la liberté de prescription du praticien.

Question 3627 (13.02.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **dumping social**:

La lutte contre le dumping social, notamment dans le domaine des transports et de la construction, figure parmi les préoccupations majeures du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- 1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant l'organisation des contrôles par l'Inspection du travail et des mines?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de contrôles ont été réalisés ces derniers temps sous l'égide de l'Inspection du travail et des mines?
- 3) Dans quelle mesure l'ITM est-elle soutenue par la Police grand-ducale et par l'Administration des douanes et accises afin d'assurer une lutte efficace contre le dumping social?
- 4) Quel est le nombre de policiers et de douaniers qui participent régulièrement à ces contrôles? Est-il prévu de renforcer l'effectif du personnel engagé dans ce domaine?
- 5) Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails concernant les formations spécifiques des agents chargés de la lutte contre le dumping social?

Réponse (15.03.2018) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1) En réponse à la question 1, il y a lieu de noter qu'il n'existe pas de définition universellement reconnue ou bien de définition légale ou réglementaire du terme «dumping social».

On peut toutefois partir du principe que le dumping social concerne un large éventail de pratiques abusives et que ces pratiques consistent à contourner les dispositions légales, rendant ainsi possible la concurrence déloyale en dépréciant de façon illégale le coût du travail et les coûts de fonctionnement y relatifs.

Par conséquent, les pratiques en matière de dumping social résultent dès lors d'une violation des dispositions légales en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, de sécurité sociale et de fiscalité ainsi que d'une exploitation des salariés.

Pour combattre de façon effective et efficiente ce phénomène du dumping social, il importe dès lors en premier lieu de conférer une assise légale permettant l'échange de données entre les différentes autorités de contrôle compétentes et de permettre ensuite à ces autorités de contrôle de pouvoir lutter efficacement et fermement, chacune dans les domaines qui la concerne, contre de telles pratiques abusives moyennant des sanctions dissuasives.

En ce qui concerne les contrôles de l'Inspection du travail et des mines (ci-après l'ITM), qui consistent à veiller et à faire veiller à l'application de la législation en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail et à mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions y relatives, l'ITM a décidé depuis le début de l'année 2015, pour se donner une meilleure qualité d'inspection, d'adopter un modèle d'inspection, de conseil et de contrôle en collaboration avec les autres autorités et services gouvernementaux.

À titre d'exemple, depuis le début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles, notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Suite à une formation en matière de détachement de salariés qui a été dispensée au cours

du mois de juillet 2016 par des membres de l'inspectorat du travail en faveur des agents de terrain de l'Administration des douanes et accises et de l'ITM, cette coopération en matière de contrôle des entreprises détachantes et des salariés détachés a été entamée à partir du 1^{er} août 2016.

Ces collaborations structurées, organisées et ciblées permettent d'engendrer une plus-value à moyen et à long terme, notamment en ce qui concerne le marché de l'emploi et l'économie nationale en stimulant toutes les synergies possibles entre les administrations concernées.

À l'instar de la coopération avec l'Administration des douanes et accises, l'ITM envisage de continuer à développer ces coopérations avec d'autres administrations et dans d'autres matières de contrôle.

Au niveau opérationnel interne à l'ITM, la nouvelle direction a depuis le début de l'année 2015, notamment mis en place le service «Inspections, contrôles et enquêtes (ICE)», dont l'objectif est de pouvoir passer, dès la mise à disposition à l'ITM d'un nombre suffisant en effectifs, du système d'inspection réactif actuel à un système d'inspection proactif moderne permettant d'assurer le facteur qualité, d'orienter l'ITM vers une philosophie d'obligations de résultats et de contribuer ainsi, finalement à un développement durable de l'administration.

Suite aux contrôles qui sont effectués par les inspecteurs du travail du service «Inspections, contrôles et enquêtes (ICE)» et pour les cas où les employeurs ou les salariés ne sont pas disposés à se conformer aux dispositions précitées, ces derniers sont passibles d'une amende administrative, respectivement ces mêmes inspecteurs du travail peuvent constater les infractions dans les domaines relevant de leur compétence et en aviser, le cas échéant, le procureur d'État aux fins de poursuites pénales.

En ce qui concerne les actions à court terme, les inspecteurs du travail effectuent actuellement des contrôles et enquêtes définies en fonction des informations et des réclamations qui ont été communiquées par les agents du service «Help center HCC».

Actuellement, les inspecteurs du travail agissent au sein d'un «pool» selon le système «FIFO» (First In First Out) du fait qu'à ce stade l'ITM n'a pas atteint le niveau suffisant d'inspecteurs à cause de difficultés de recrutement.

En ce qui concerne les actions à moyen terme, il est envisagé de mettre en place des actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, alimentées de la part du service «Help center HCC» après une évaluation globale de tous les éléments factuels. En ce qui concerne les actions à long terme, des contrôles réguliers et un développement de stratégies par secteurs économiques pourront être organisés à condition de pouvoir disposer des effectifs nécessaires pour ce faire.

À noter que les inspecteurs du travail du service «Accidents, enquêtes et contrôles (AEC)» effectuent des contrôles en matière d'accidents du travail ainsi qu'en matière de dangers imminents en vue d'assurer la sécurité et la santé des salariés et en vue de faire respecter aux employeurs les dispositions légales y relatives.

Les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» et les agents de l'Administration des douanes et accises effectuent des contrôles en matière de détachement de salariés. Par ailleurs, les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» effectuent des contrôles en matière de travail clandestin et en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, soit seuls ou bien de concert avec les agents de l'Administration des douanes et accises ou de la Police grand-ducale.

Les inspecteurs du travail du service «Établissements soumis à autorisations (ESA)» effectuent des contrôles en matière d'établissements classés.

À noter également que la lutte contre le dumping social s'étend également au-delà des frontières du Grand-Duché de Luxembourg.

En effet, dans le cadre de la coopération Benelux, la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg se sont accordés lors du Sommet des Premiers ministres du Benelux en 2014 sur une coopération plus étroite dans la lutte contre la fraude sociale transfrontalière en prévoyant notamment des inspections communes en vue de pouvoir combattre ledumping social» et les sociétés fictives.

Ainsi, dans le cadre de cette coopération Benelux, différents services d'inspection belges ainsi que l'ITM et le Centre commun de la sécurité sociale ont effectué des contrôles communs tant en Belgique qu'au Luxembourg au cours du mois d'octobre 2017.

Dans le cadre de cette action, 24 entreprises actives dans l'industrie de la viande ont été contrôlées par six services d'inspection belges, dont le Service public fédéral emploi, travail et concertation sociale, l'Inspection de l'office national de sécurité sociale, l'Inspection de l'office national de l'emploi, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ainsi que par deux autorités de contrôle luxembourgeoises, dont l'ITM et le Centre commun de la sécurité sociale.

À noter également que la décision (UE) 2016/344 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 établissant une plateforme européenne afin de renforcer la coopération dans la lutte contre le travail non déclaré vise à:

- renforcer la coopération entre les autorités compétentes des États membres;
- lutter de manière plus efficace et efficiente contre le travail non déclaré;
- échanger des informations et des connaissances (via IMI ou EESSI);
- développer les mesures de dissuasion (sanctions plus sévères, contrôles plus efficaces);
- développer les mesures préventives (incitations fiscales, actions de sensibilisation);
- intégrer les travailleurs non déclarés sur le marché de l'emploi et
- à contribuer à une concurrence loyale.

À noter qu'à l'instar de la définition du terme «dumping social», il n'existe pas non plus de définition universellement reconnue ou bien de définition légale ou réglementaire du terme «travail non déclaré».

On peut toutefois partir du principe que le travail non déclaré tout comme le dumping social concerne également un large éventail de pratiques abusives et que ces pratiques consistent à contourner les dispositions légales, rendant ainsi possible la concurrence déloyale en dépréciant de façon illégale le coût du travail et les coûts de fonctionnement y relatifs en ce que le travail n'est pas du tout ou seulement partiellement déclaré auprès des autorités fiscales et sociales.

À noter que dans le cadre du travail non déclaré, deux réunions ont jusqu'à présent été organisées entre différentes autorités nationales compétentes qui ont toutes affirmées être d'accord pour combattre le phénomène du travail non déclaré, mais qui par contre se heurtent pour la plupart d'entre elles à vouloir s'échanger des données pertinentes en vue de pouvoir combattre plus efficacement ce phénomène du travail non déclaré en raison notamment du défaut de textes légaux leur permettant cet échange de données.

Les différentes administrations se sont pour l'instant accordées à vouloir faire analyser le phénomène du travail non déclaré ainsi que ses répercussions au Grand-Duché de Luxembourg avant de continuer la poursuite de la lutte contre le travail non déclaré.

L'ITM s'est portée garante pour réaliser cette étude du travail non déclaré qu'elle va faire établir par l'intermédiaire du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER).

ad 2) En réponse à la question 2 concernant le nombre de contrôles qui ont été effectués ces derniers temps par l'ITM, il y a lieu de noter qu'au courant de l'année 2017, les contrôles suivants, qui permettent de combattre le phénomène du dumping social par le fait de faire respecter la législation en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, ont été effectués par les différents services de l'ITM et permettent ainsi d'engendrer une plus-value à moyen et à long terme, notamment en ce qui concerne le marché de l'emploi et l'économie nationale:

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Inspections, contrôles et enquêtes (ICE)» en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Accidents, enquêtes et contrôles (AEC)» en matière d'accidents du travail et en matière de dangers imminents:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» et par l'Administration des douanes et accises en matière de détachement de salariés:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» en matière de travail clandestin et suite à des requêtes qui ont été formulées par les autorités compétentes des autres États membres via le système «Internal Market Information System (IMI)» en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Help center (HCC) équipe détachement» en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (travail illégal):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Contrôles effectués par les inspecteurs du travail du service «Établissements soumis à autorisations (ESA)» en matière d'établissements classés:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) En réponse à la question 3 concernant le soutien de l'ITM par la Police grand-ducale et par l'Administration des douanes et accises afin d'assurer une lutte efficace contre le dumping social, il y a lieu de souligner que depuis le début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles, notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

À l'instar de la coopération avec l'Administration des douanes et accises, l'ITM envisage de continuer à développer ces coopérations avec d'autres administrations, dont notamment avec la Police grand-ducale, ainsi que dans d'autres matières de contrôle.

À noter également qu'en ce qui concerne la Police grand-ducale, des contrôles communs sont régulièrement effectués en matière notamment de proxénétisme dans le secteur du cabaretage (compétence exclusive de la Police grand-ducale) ainsi qu'en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et de conditions de travail dans tous les secteurs économiques confondus, soit sur demande de la Police grand-ducale, de l'ITM, du Ministère des Affaires étrangères ou bien sur demande du ministère public.

Par conséquent, des contrôles communs avec les agents de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises sont régulièrement effectués pour lutter continuellement contre différentes formes de dumping social.

ad 4) Concernant la question 4 et le nombre des effectifs de la Police grand-ducale qui participent régulièrement à ces contrôles, il est utile de préciser que le nombre des agents qui participent à ces contrôles varie en fonction de la nature du contrôle à effectuer et que leur nombre n'est pas spécifiquement déterminé en ce qui concerne la lutte contre le phénomène du dumping social.

En ce qui concerne le nombre des effectifs de l'Administration des douanes et accises, 17 agents de cette administration plus des agents de l'ITM participent régulièrement aux contrôles en matière de détachement.

À noter toutefois, que les 17 agents de l'Administration des douanes et accises sont également tenus d'effectuer des contrôles dans d'autres matières qui relèvent de la compétence de l'Administration des douanes et accises et qu'ils ne sont dès lors pas affectés aux seuls contrôles en matière de détachement de salariés.

ad 5) En ce qui concerne la question 5 et les formations spécifiques des agents chargés de la lutte contre le dumping social, il n'existe pas de formation spécifique en matière de dumping social étant donné que le phénomène du dumping social concerne les différentes matières du droit du travail, de la sécurité sociale et de la fiscalité, et que ces matières relèvent des compétences de différentes autorités de contrôle.



Par conséquent, on ne saurait pouvoir organiser une formation spécifique pour l'ensemble de ces agents de contrôle étant donné que ces derniers ne sauraient pouvoir effectuer des contrôles en des matières pour lesquelles ils n'ont pas de compétences, à moins qu'il ne s'agisse de matières pour lesquelles il existe des compétences partagées telle que celle du détachement de salariés.

Ainsi, depuis que l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées début de l'année 2016 à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles, notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés, une formation en matière de détachement de salariés a été dispensée au cours du mois de juillet 2016 par des membres de l'inspecteurat du travail en faveur des agents de l'Administration des douanes et accises et de l'ITM en vue de pouvoir entamer cette coopération des deux administrations concernées en cette matière de contrôle.

À noter que les inspecteurs du travail de l'ITM participent régulièrement à des formations continues internes et externes, principalement en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail et que le nombre des heures de formations auxquelles ont participé les agents de l'ITM s'élève en 2017 à 10.264 heures de formation, alors qu'en 2014 seulement 1.164 heures de formation avaient été organisées en faveur des inspecteurs du travail, ce qui représente une augmentation de 882% pour l'année 2017 en heures de formation par rapport à l'année 2014.

Question 3628 (13.02.2018) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch et Martine Hansen** (CSV) concernant l'aide de l'État pour les structures d'accueil de taille moyenne:

La loi du 29 août 2017 fixe l'aide maximale de l'État au titre du soutien à l'éducation plurilingue à un montant de 6 € par heure pendant 20 heures par semaine et 46 semaines par année civile au maximum. Aucun supplément allant au-delà de cette somme ne peut être facturé aux parents pendant ces heures.

Or, avec ce plafonnement, les structures d'accueil de taille moyenne offrant l'éducation plurilingue et devant par conséquent accomplir une série d'obligations et respecter de nombreux critères (le ratio d'encadrement ajusté, la formation du personnel, le développement du concept pédagogique, la coordination du plan d'action, la désignation d'un référent pédagogique, etc.) n'ont pas forcément les moyens de s'y conformer si elles veulent rester financièrement profitables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ce régime puisse privilégier les structures d'accueil conventionnées et/ou de grande taille aux dépens des structures privées et/ou plus petites?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que les structures d'accueil privées et/ou de taille moyenne se voient mises à l'écart face au concept de l'éducation plurilingue et de toutes les obligations qui s'y rattachent?

Réponse (29.03.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le soutien du développement langagier des enfants par le biais du programme d'éducation plurilingue constitue un volet important de la loi modifiée sur la jeunesse. Le programme a pour objectif de familiariser les enfants, dès leur plus jeune âge, à deux des langues officielles du pays, qui leur seront utiles à la fois pour leur insertion dans la société multiculturelle que constitue le Luxembourg, et pour mettre toutes les chances de leur côté pour réussir à l'école. Le rôle des services d'éducation et d'accueil est primordial dans la mise en place de cette mesure et, dans une perspective d'équité, ils doivent tous offrir ce programme et remplir les mêmes conditions.

La loi prévoyant que chaque enfant éligible a droit à 20 heures gratuites par semaine, il est exact qu'aucun supplément ne peut être facturé aux parents pendant ces 20 heures. Ces 20 heures sont intégralement prises en charge par l'État jusqu'à un montant de 6,00 € par heure. Chaque structure reçoit de surcroît 0,71 € par heure pour chaque heure où l'en-

fant est encadré dans la structure pour faire face aux obligations liées à la mise en place de l'éducation plurilingue.

Que ce soit du point de vue des normes structurelles ou des normes pédagogiques à observer, l'État ne peut pas faire de différence selon qu'il s'agit d'une petite ou d'une grande structure ou qu'elle est conventionnée ou commerciale. Dans un souci d'équité et afin que tous les enfants puissent bénéficier d'une offre équivalente, les critères pour l'obtention de l'aide étatique sont identiques pour chaque acteur du secteur de l'éducation et de l'accueil, indépendamment de sa taille ou de son appartenance.

Pour fixer le montant du supplément de l'aide maximale de l'État, qui doit couvrir l'entièreté des coûts supplémentaires imposés aux structures du fait de l'implémentation de l'éducation plurilingue, mon département s'est basé non pas sur le montant officiel de l'aide de l'État (6,00 €), mais sur le tarif horaire moyen observé dans le secteur des SEA non conventionnés (6,30 €).

Dès lors, sont couverts tous les coûts supplémentaires liés à la mise en place de l'éducation plurilingue pour les structures facturant un coût horaire inférieur ou égal à 6,30 € par heure.

Question 3629 (14.02.2018) de **MM. Lex Delles et Gusty Graas** (DP) concernant les places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite:

Ces dernières années, l'inclusion des personnes à mobilité réduite dans notre société a été constamment améliorée, notamment par la valorisation de l'accessibilité et de l'aménagement des espaces publics.

Le montant de l'avertissement taxé émis pour un stationnement ou parcage sur un emplacement réservé aux véhicules servant au transport de personnes handicapées, prévu par l'article I du règlement grand-ducal du 4 mai 2016 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993, a également été augmenté de 49 à 145 euros, sanctionnant ainsi davantage les contrevenants qui ne se conforment pas aux dispositions en vigueur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'une statistique reprenant le nombre exact des places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite disponibles au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelle est l'évolution de ce nombre au cours des dernières cinq années? Messieurs les Ministres jugent-ils les emplacements en question en nombre suffisant?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer le nombre d'avertissements taxés émis pour le non-respect de cette disposition depuis la modification du règlement précité? Messieurs les Ministres constatent-ils éventuellement une tendance à la baisse des avertissements taxés?

Réponse commune (26.03.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ne dispose pas de statistiques concernant le nombre d'emplacements de stationnement réservés aux personnes à mobilité réduite.

Jusqu'au 14 mai 2016, le code d'infraction 166-03 regroupait sans distinction tous les stationnements sur des places réservées («Stationnement sur une partie de la voie publique réservée aux piétons ou à d'autres usagers»).

Le stationnement illicite sur des places réservées aux personnes à mobilité réduite devait être spécifiquement mentionné.

Du 1^{er} janvier 2016 au 14 mai 2016, le nombre d'infractions s'élevait à 1.348.

Du 15 mai 2016, date d'introduction du code d'infraction A107-35 (145 €), au 31 décembre 2016, le nombre d'avertissements taxés s'élevait à 2.436, soit à un total de 3.784 pour l'année 2016.

Pour 2017, 3.879 infractions de ce type ont été constatées.

Il y a partant une très légère hausse des constats d'infractions de stationnement illicite sur des places réservées aux personnes à mobilité réduite.

Question 3630 (14.02.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant les personnes ne tombant pas sous le champ d'application de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux:

L'application de mesures de contention sur des personnes ne tombant pas sous le champ d'application de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, constitue un sujet largement tabou. Ce cas de figure risque de se présenter par rapport à des personnes accueillies dans les institutions pour personnes âgées, respectivement pour personnes handicapées, mais également dans les services de gériatrie hospitaliers.

À ce titre, le groupe de travail «Les droits et protection des personnes atteintes de la maladie», instauré dans le cadre du comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national «maladies démentielles», conclut, sur base de cas concrets discutés, à «la nécessité d'un cadre formel pour la prise de décision et la mise en œuvre de moyens de contention dans les institutions pour personnes âgées au Luxembourg. Le groupe s'exprime positivement sur le modèle autrichien qui garantit les droits de la défense du concerné, établit une flexibilité pour les professionnels pour le choix du moyen le plus adéquat et instaure un contrôle systématique par des pairs» (cf. annexe 6 du rapport final de mai 2013).

Dans ce contexte, le groupe de travail avait demandé à Madame la Ministre de la Famille de bien vouloir transmettre cette prise de position à Monsieur le Ministre de la Justice en vue d'une éventuelle révision des dispositions du Code civil concernant la protection des personnes majeures.

Comme le sujet en question touche les droits fondamentaux des personnes risquant de subir de telles mesures, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Quelles sont les suites que Monsieur le Ministre de la Justice a réservées à la demande de Madame la Ministre de la Famille?

2) Monsieur le Ministre de la Justice partage-t-il l'avis en la matière du groupe de travail cité?

3) Mesdames les Ministres de la Famille et de la Santé sont-elles au courant comment des situations risquant l'application de mesures de contention sur les personnes en cause sont gérées actuellement?

4) Dans l'affirmative, quelles sont les procédures établies? Ces procédures se rapprochent-elles de l'avis exprimé par le groupe de travail?

5) Dans la négative, que compte faire le Gouvernement afin de prévenir l'application de mesures de contention réputées largement traumatisantes et de garantir la préservation des droits des personnes concernées ainsi que le respect de leur dignité?

Réponse commune (29.03.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1) Le Ministère de la Justice travaille à une réforme en profondeur du droit des majeurs qui sont protégés par la loi et dans ce cadre il intègre les recommandations du groupe de travail «droits et protection de la personne», créé dans le cadre du comité de pilotage en vue de l'établissement du Plan d'action national «maladies démentielles». La question de savoir si ces recommandations doivent trouver leur répercussion au Code civil ou dans un autre texte législatif, le cas échéant mieux adapté, est encore à l'étude.

ad 2) Face au vide juridique quant aux moyens de contention sur des personnes ne tombant pas sous le champ d'application de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, le Ministre de la Justice estime également qu'il convient de légiférer en la matière.

Le Ministre de la Justice peut souscrire aux lignes directrices données par le groupe de travail en question, à savoir la garantie des droits de la défense des personnes sujettes à des mesures de contention, une flexibilité pour les professionnels quant au choix du moyen le plus adéquat et un contrôle systématique par des pairs.

ad 3), 4) et 5) Lors de l'élaboration du Plan d'action national «maladies démentielles», le

groupe de travail «Les droits et la protection des personnes atteintes de la maladie», après avoir fait l'inventaire de la législation nationale et du droit international, avait conclu que toutes ces discussions s'articulaient autour d'une seule problématique, à savoir, celle de trouver le juste équilibre entre les mesures de protection de la personne et les mesures garantissant les libertés individuelles à la personne. L'analyse des cas particuliers a montré que cet équilibre restait singulier, tributaire de la situation concrète et des priorités voire des préoccupations de l'ensemble des acteurs impliqués: la personne elle-même, sa famille, les professionnels et les autres encadrants.

Les services compétents du Ministère de la Famille travaillent sur deux axes afin de donner des outils de réflexion et de décision aux différents acteurs:

- Sensibilisation et information aussi bien de la personne elle-même que de sa famille

- Élaboration de formations spécifiques continues pour le personnel soignant, travaillant avec des personnes atteintes d'une démence et de leurs proches.

Pour ce qui est de la sensibilisation et de l'information, le Ministère de la Famille a lancé l'InfoZenter Demenz qui poursuit les objectifs suivants:

- informer les personnes concernées et le grand public, afin de sensibiliser pour mieux faire connaître les différentes formes de démences et pour permettre de pouvoir agir de façon appropriée;

- renseigner sur les prestations des différents acteurs du pays qui visent l'amélioration de la qualité de vie des personnes concernées;

- écouter de façon inconditionnelle afin d'éviter l'épuisement des aidants.

Pour ce qui est des formations continues, le Ministère de la Famille s'est engagé dans l'élaboration et la promotion d'une formation professionnelle continue en psychogériatrie «Weiterbildung Psychogeriatie (WPG)». 170 personnes ont déjà pu profiter de cette formation. Depuis 2016, quatre vidéos traitant les comportements provoquants sont mis à disposition des formateurs en psychogériatrie. En 2017, a été conçue une affiche didactique pour la formation continue en psychogériatrie qui traite des connaissances de base en cas de prise en charge d'une personne démente. Parmi ces points figure évidemment le point «mesures de prévention: autant de liberté que possible, autant de protection que nécessaire».

En ce qui concerne le Ministère de la Santé, relevons le travail exhaustif fourni par le groupe de travail DIK (Demenz im Krankenhaus - démence à l'hôpital), se composant de représentants de différentes structures hospitalières et des représentants du Ministère de la Santé. Ce groupe a réalisé un inventaire des modèles existants à l'étranger et a élaboré, sous forme d'une brochure, des propositions pour l'optimisation de la prise en charge des personnes atteintes d'une démence dans les établissements hospitaliers. La prévention et la gestion des contentions en fait partie. Ladite brochure est en voie de diffusion aux établissements hospitaliers.

Dans les établissements hospitaliers, la qualité des prestations est régulièrement évaluée et les patients à risque (risque de chute, de fugue, etc.) sont identifiés à l'admission, ainsi qu'au cours de leur séjour. Dans le cadre de cette évaluation, l'indication médicale d'un éventuel recours à la contention est précisée et, le cas échéant, le nombre d'heures de contention est relevé et inscrit au dossier du patient.

Question 3631 (15.02.2018) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'accompagnement social des locataires d'un logement loué par le biais d'une agence immobilière sociale:

Afin de pouvoir louer un bien immobilier par le biais d'une agence immobilière sociale, le bénéficiaire doit s'engager d'avance à faire l'objet d'un suivi social. Un projet est alors élaboré de concert entre le bénéficiaire, l'agence immobilière sociale et un service social, lequel se charge d'accompagner le bénéficiaire pendant la période de location. Dans le cas de l'établissement d'utilité publique, conventionné avec le Ministère du Logement, la Fondation pour l'accès au logement et son service Agence Immobilière sociale (AIS), un autre organisme

conventionné, la Ligue médico-sociale s'engage lors de l'introduction de la demande à assurer cet accompagnement social une fois que les locataires emménagent dans un bien immobilier de l'AIS.

Selon des témoignages rapportés par des intervenants sociaux, la Ligue médico-sociale refuserait toutefois actuellement l'ouverture de nouveaux accompagnements sociaux. Par conséquent, des logements sociaux éventuellement disponibles ne pourraient pas être loués à des locataires, parce qu'aucun service social serait compétent et disponible à assurer l'accompagnement social.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer que la Ligue médicosociale n'est plus prête à entamer des accompagnements sociaux dans le cadre de la location d'un bien immobilier par le biais de l'AIS?

- Est-il vrai que des demandeurs de logements sociaux se voient refuser l'accès à de tels logements parce qu'aucun autre service social est compétent et disponible à assurer cet accompagnement social?

- Est-il vrai que des logements sociaux inoccupés ne peuvent être loués parce qu'aucun autre service social est compétent et disponible à assurer cet accompagnement social des locataires éventuels?

- Dans l'affirmative, de combien de logements sociaux inoccupés pour les raisons susmentionnées parle-t-on?

- Quelles sont les mesures que le Ministère de la Famille et de l'Intégration envisage d'entamer pour remédier à la situation et garantir que chaque éventuel locataire d'un bien immobilier loué par le biais de l'AIS puisse bénéficier d'un accompagnement social?

Réponse commune (14.03.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

L'Agence immobilière sociale (AIS) collabore actuellement avec 51 services sociaux différents, dont la Ligue médico-sociale, qui assurent l'accompagnement social des ménages.

Rappelons que l'AIS est une mesure d'inclusion sociale. Elle met non seulement des logements à disposition de personnes en situation de détresse de logement, mais elle élabore aussi, avec les bénéficiaires, des projets d'inclusion sociale afin de les soutenir et de développer leur autonomie, notamment pour qu'ils soient en mesure de se reloger par leurs propres moyens à la fin du contrat avec l'AIS. Il s'agit donc d'une forme d'aide sociale dont le dispositif central est le projet d'inclusion sociale par le logement.

En vue de la planification des politiques en matière de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a effectué des recensements semestriels sur le nombre de personnes hébergées auprès de 19 gestionnaires de structures d'hébergement pour adultes du 15 octobre 2012 au 15 mars 2017¹.

De 302 personnes hébergées par l'AIS au 15.10.2012, le nombre est passé à 1.425 personnes hébergées par l'AIS au 15.03.2017, ce qui représente une hausse de 1.123 personnes, soit de 372%.

Cette augmentation importante du nombre de personnes hébergées dans des logements gérés par l'AIS a eu comme conséquence que l'accompagnement social effectué par le Service d'accompagnement social de la Ligue médico-sociale dans certains secteurs géographiques a atteint ses limites. Il est entendu que l'accord-cadre qui régit la collaboration entre l'AIS et la ligue reste en vigueur.

L'absence d'un service accompagnateur peut être une composante en défaveur d'une sélection pour qu'un demandeur puisse devenir candidat pour un logement libre. Celui-ci n'est pour autant refusé par l'AIS, mais reste toujours sur la liste d'attente tant que les critères d'admission sont respectés.

Actuellement, aucun vide locatif n'est à déployer au sein de l'AIS pour faute d'un accompagnement social.

Les seuls rares logements qui sont momentanément inoccupés le sont pendant la durée

d'éventuels travaux du service technique ou d'un autre intervenant technique. Ces travaux sont normalement réalisés au préalable d'une première attribution ou lors d'un changement de bénéficiaire et sont habituellement de courte durée.

Question 3632 (16.02.2018) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **infrastructures sociofamiliales**:

Pour la période 2018-2021, le Gouvernement prévoit de financer des infrastructures pour personnes âgées à hauteur de 70 millions d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le programme de construction, de rénovation et de transformation dans le domaine des centres intégrés pour personnes âgées et des maisons de soins?

- Madame la Ministre peut-elle fournir pour les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins un tableau détaillé par gestionnaire?

- Madame la Ministre peut-elle me préciser les capacités d'accueil (nombre de lits) pour chaque centre intégré pour personnes âgées respectivement maison de soins?

- Quelle a été l'évolution au niveau de la capacité d'accueil totale pour les périodes 2004-2009, 2009-2013 et 2013-2017?

Réponse (13.03.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le chiffre global des dépenses pour les investissements d'infrastructures pour personnes âgées inscrit dans le programme des dépenses du fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales pour les années 2018 à 2021 est de 125.152.344 euros, dont 119.137.845 euros pour des maisons de soins et centres intégrés et 6.014.500 euros pour des clubs senior, centres psychogériatriques et des services pour personnes âgées. Après déduction d'un taux correcteur de 35% pour 2018 et de 45% pour 2019 à 2021 pour moins-values pour des retards et aléas de chantier, des dépenses à hauteur de 70.111,30 millions d'euros sont prévues pour les infrastructures pour services pour personnes âgées.

Le montant de 70.111,30 millions d'euros englobe le budget destiné au paiement des factures de projets qui sont achevés et qui sont en phase de décompte, ainsi qu'à des projets en planification ou en construction.

Les principaux projets d'envergure, prévus dans la programmation pluriannuelle 2018 à 2021 du fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales, bénéficiant d'un accord pour une participation financière par le biais du fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales, sont les suivants:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Aux projets ci-dessus s'ajoute le projet de construction d'une maison de soins à Bascharage de 201 lits qui sera réalisé par le biais du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La capacité d'accueil du projet de construction de la maison de soins à Bascharage est passée de 140 à 201 lits en 2015, celle du projet de construction pour la maison de soins à Differdange est passée de 140 à 200 lits en 2016.

Dans le cadre de l'hébergement en institution, 29 centres intégrés pour personnes âgées et 22 maisons de soins sont agréés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Les 29 centres intégrés pour personnes âgées sont gérés par 15 gestionnaires et disposent d'une capacité d'accueil totale de 3.871 lits. (cf. annexe 1: tableau centres intégrés pour personnes âgées)

Les 22 maisons de soins sont gérées par 14 gestionnaires et disposent d'une capacité d'accueil totale de 2.376 lits. (cf. annexe 2: tableau maisons de soins)

Concernant l'évolution de la capacité d'accueil totale, on constate:

- pour la période 2004-2009 une augmentation de 338 lits, ce qui représente un plus de 7,41%;

- pour la période 2009-2013 une augmentation de 747 lits, correspondant à +15,24%;

- pour la période 2013-2017 une augmentation de 600 lits, correspondant à +10,63%.

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution de la capacité d'accueil totale:

	2004	2009	2013	2017
CIPA			3.570	3.871
MS			2.077	2.376
CIPA + MS	4.562	4.900	5.647	6.247
		+7,41%	+15,24%	+10,63%

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

Question 3633 (16.02.2018) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le **trafic de drogue**:

Le 7 février 2018 s'est déroulé devant la chambre criminelle de la Cour d'appel le procès en appel contre 21 prévenus dans l'affaire du réseau de trafiquants de drogue nigérian actif dans le quartier de la gare à Luxembourgville et appréhendé il y a quelques années à Wasserbillig.

Les pratiques des vendeurs de drogue rapportées dans le compte rendu publié dans le «Luxemburger Wort» du 7 février sont décrites comme suit: «Im Prozess beschrieben Ermittler zudem im Detail, dass die Bande wie eine regelrechte Miliz vorging, um den Handel auf den Straßen abzusichern: Spähposten an den Straßenecken, Patrouillen im Viertel, Einschüchterung von Unbeteiligten und Verschleierungstaktiken beim Verkauf, die es Beobachtern erschweren sollten, zu erkennen, wer tatsächlich die Drogen hatte, wer das Geld bekam und wer als Aufpasser eingeteilt war.»

Or, ce sont toujours les mêmes comportements qu'on peut observer une fois la nuit tombée dans le secteur entre la Place de Strasbourg et l'Avenue de la Gare: présence massive de trafiquants, comportement agressif envers des personnes externes regardant dans leur direction, patrouilles dans le quartier. On ne peut qu'en conclure que, malgré l'appréhension de deux bandes (celle de Wasserbillig et celle de Longwy), une ou plusieurs nouvelles bandes sont désormais à l'œuvre dans le quartier de la gare.

Il en résulte toujours un sentiment d'insécurité et un malaise pour les habitants du quartier de la gare, malgré le renforcement temporaire de la présence policière et la réimplantation du commissariat de proximité de la rue Glesener, qui ferme cependant ses portes à 19h00.

1) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et Monsieur le Ministre de la Justice ont-ils envisagé l'installation de caméras de surveillance dans le quartier de la gare afin d'améliorer les moyens de surveillance des trafiquants de drogue et, accessoirement, de dissuader de la vente de drogue au cœur d'un quartier d'habitation?

2) Messieurs les Ministres ont-ils considéré l'opportunité d'augmenter la fréquence des patrouilles policières dans le quartier, surtout après la tombée de la nuit?

3) Quel bilan Messieurs les Ministres tirent-ils des mesures prises il y a deux ans - ouverture du commissariat de proximité de la rue Glesener et renforcement des effectives dans le commissariat de la gare?

Réponse (09.03.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Depuis le début de l'année 2017, le commissariat de proximité (CP) Gare-Hollerich est ouvert tous les jours ouvrables de 07h00 à 21h00, ce qui permet à la Police grand-ducale de proposer des horaires confortables aux citoyens qui veulent se rendre au commissariat (quelque 350 personnes par mois). L'effectif du CP Gare-Hollerich vient d'être augmenté à 14 agents, auquel s'ajoutent les 30 policiers qui travaillent à la gare centrale et qui sont responsables pour les deux quartiers gare et Hollerich durant la nuit. Depuis deux ans, la Police grand-ducale fait donc un maximum pour gérer la situation.

ad 1) Le Ministère de la Sécurité intérieure, la Police grand-ducale et la Ville de Luxembourg sont en train de finaliser un concept actualisé de vidéosurveillance entre autres pour le quartier de la gare.

ad 2) et 3) La Police grand-ducale garantit une présence permanente dans le quartier de la

gare et réalise beaucoup d'arrestations en flagrant délit. Cependant, une criminalité zéro ne peut pas être garantie.

En 2016, l'unité LIMA a, à elle seule, procédé à 160 arrestations de trafiquants ouest-africains. Depuis, la situation s'est largement calmée

avec 55 arrestations de trafiquants en 2017. Depuis le 1^{er} janvier 2018, nous comptons 17 arrestations.

La présence renforcée de la Police grand-ducale dans le quartier de la gare a cependant donné lieu au phénomène du déplacement des toxicomanes et de certains revendeurs de drogues vers d'autres quartiers.

Question 3634 (16.02.2018) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **exploitations sexuelles liées à des organisations engagées dans la coopération et l'aide humanitaire**:

La presse internationale vient de relater des cas d'abus sexuels par des personnes engagées au sein des organisations internationales «Oxfam» et «Médecins Sans Frontières». Des femmes en détresse recevaient de l'aide en contrepartie de faveurs sexuelles. Ces pratiques, qui se sont déroulées notamment en Haïti, au Tchad, aux Philippines, au Bangladesh et au Népal, ne seraient pas des cas isolés ni récents. De nombreux sponsors privés se seraient déjà retirés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Luxembourg est impliqué dans des projets gérés par les organisations accusées par ce scandale?

2) Monsieur le Ministre peut-il me dire si d'autres organisations internationales, ayant un lien avec notre pays, sont visées par cette polémique?

3) Quelles conclusions Monsieur le Ministre envisage-t-il d'en tirer, le cas échéant?

Réponse (15.03.2018) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

ad 1) La Coopération luxembourgeoise maintient une politique de «zéro tolérance» relative aux harcèlements et à l'exploitation sexuelle.

Le Luxembourg n'est pas directement impliqué dans des projets gérés par des organisations - telles que Oxfam-UK - dont des collaborateurs individuels ont commis des harcèlements et des exploitations sexuelles sans que des suites disciplinaires et judiciaires adéquates aient été entreprises par l'organisation non gouvernementale (ONG) en question.

Toutefois, le Luxembourg soutient depuis 2015 au Nicaragua, pays partenaire de la Coopération luxembourgeoise, un projet d'appui à la société civile qui est géré par Oxfam-Intermón. Oxfam-Intermón est juridiquement distinct de Oxfam-UK et opère de manière tout à fait autonome de celle-ci, même si les deux ONG font partie de la fédération internationale Oxfam International.

Alors qu'aucune des révélations en matière de harcèlement et d'exploitation sexuelle ne visent Oxfam-Intermón au Nicaragua et que celle-ci ne peut en aucun cas être mise en relation avec les abus commis en Haïti en 2010, l'Ambassade luxembourgeoise à Managua s'est réunie avec l'ONG concernée dès la publication des accusations visant Oxfam-UK. Ceci avec l'objectif de s'assurer des différentes mesures qui ont été et qui seront mises en place par Oxfam afin d'éviter des abus (comme à Haïti en 2010) dans le futur. Le Luxembourg a pu être rassuré à cette occasion et Oxfam-Intermón veille au renforcement des procédures et protocoles pour leurs employés.

ad 2) Toutes les organisations internationales se sentent concernées par cette problématique et ont mis en place des mesures préventives en la matière. Il s'agit notamment des agences avec lesquels la Coopération luxembourgeoise travaille: l'Organisation des Nations Unies pour le syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial

¹ <http://www.gouvernement.lu/7499409/recensement-structures-hebergement-20170315.pdf>

(PAM), le Bureau international du travail (BIT), l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)). Elles ont toutes réagi publiquement à la suite des révélations Oxfam-UK pour informer sur leur politique en matière de prévention, de détection et de réponse aux harcèlements et abus sexuels.

L'OMS, l'ONUSIDA, l'UNHCR, le PAM et le BIT sont des agences internationales avec lesquelles le Luxembourg travaille: sur des projets spécifiques comme au Laos, au Kosovo ou encore au Mali; sur différents sujets comme par exemple les maladies transmissibles, la promotion de la santé et la coalition globale pour les femmes; et à travers un soutien financier sans affectation ni à un projet, ni à un sujet spécifique. Ces organisations ont contacté les bailleurs gouvernementaux comme le Luxembourg afin de les informer sur le dispositif en place pour empêcher les abus ainsi que les procédures de dénonciation, sachant que ce dispositif devra être continuellement mis à jour.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois maintient une politique de «zéro tolérance» par rapport aux harcèlements et à l'exploitation sexuelle et condamne dans les termes les plus forts le comportement indigne et inadmissible des personnes qui ont participé à ces harcèlements.

Il faut cependant éviter de faire un amalgame entre ces scandales et la coopération au développement et l'assistance humanitaire au sens large. Il est important de rappeler qu'il s'agit d'actions d'individus et qu'il faut tout mettre en œuvre pour que ces actions ne puissent plus se reproduire.

Ainsi, le ministère demande désormais à toutes les organisations recevant des fonds d'aide publique au développement de revoir et de renforcer, le cas échéant, les mesures/procédures actuelles en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement et l'exploitation sexuelle. Des discussions dans ce sens sont menées par le ministère notamment dans les enceintes décisionnelles de LuxDev et du Cercle des ONG. Par ailleurs, pour ce qui est des fonctionnaires luxembourgeois au Luxembourg et à l'étranger, ceux-ci sont liés par l'article 10 du Code administratif de la fonction publique.

Des premières conséquences ont également été tirées au niveau européen où le sujet a été abordé à la réunion informelle des ministres en charge de la coopération au développement du 20 février dernier. Le Conseil a confirmé sa politique de «zéro tolérance» et condamne également dans les termes les plus forts le comportement indigne et inadmissible des personnes qui ont participé à ces harcèlements. Dans ce cadre, la Commission européenne a demandé à plus de 200 organisations, qui reçoivent des fonds de la Direction générale de coopération internationale et développement international (DEVCO) et la Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO), d'expliquer leurs mesures et politiques de prévention, de détection, de réponse aux allégations de méconduite, de codes de conduite et de mesures disciplinaires. Les mesures concrètes au niveau européen sont encore en train d'être analysées.

Question 3635 (19.02.2018) de M. André Bauler (DP) concernant l'ancienne maison de retraite de Vianden:

Il me revient que l'État se propose d'aménager dans les locaux historiques de l'ancienne maison de retraite de Vianden, tout près de l'église des Trinitaires, une auberge de jeunesse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant les travaux de rénovation, voire de restauration à effectuer dans le cadre de l'ancienne maison de retraite de Vianden?

- Quel est le coût estimatif de ces travaux?

- Quelle sera la capacité de la nouvelle auberge de jeunesse en matière d'hébergement et de restauration?

- Selon quel calendrier les travaux en question peuvent-ils être réalisés?

Réponse (12.03.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En 2013, le Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) a déménagé dans son nouvel établissement «Schlassbléck» à Vianden. En 2015, à la suite d'une étude comparative incluant les aspects financiers et de délais, la décision a été prise d'y aménager une nouvelle auberge de jeunesse. Les études de planification ont dé-

buté en juin 2016, en étroite collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux du Ministère de la Culture au vu du caractère historique des bâtiments ainsi qu'avec les représentants de la Centrale des auberges de jeunesse luxembourgeoises et de la Direction du tourisme du Ministère de l'Économie pour le volet de l'auberge de jeunesse. Les travaux de restauration mettront en valeur les diverses parties du bâtiment tout en respectant l'aspect historique des différentes phases de construction datant du 16^e siècle jusqu'aux années '50 du siècle dernier (transformation en Centre intégré pour personnes âgées). Ils comprennent également un assainissement énergétique, une réorganisation spatiale ainsi qu'une adaptation des installations techniques.

Le coût de l'aménagement de l'auberge de jeunesse dans l'ancienne maison de retraite est estimé à ce stade à environ 13.500.000 euros TTC et sera imputé sur les Fonds d'investissements publics administratifs.

L'auberge de jeunesse aura une capacité de 100 lits et sera équipée d'un réfectoire pour 75 personnes avec cuisine professionnelle ainsi que d'une cafétéria, de salles de réunion avec les locaux annexes.

L'avant-projet détaillé sera finalisé pour mi-2018, la phase des études d'exécution ainsi que des demandes d'autorisation pourront débuter à la suite, de sorte qu'un démarrage des travaux sur site semble réaliste pour mi-2019. A noter que des interventions mineures (désamiantage, fouilles archéologiques...) ont déjà été réalisées. En comptant un délai de trois ans pour ces travaux, la date d'achèvement est prévue pour début 2022.

Question 3636 (19.02.2018) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant la politique nationale d'accès libre:

Dans le contrat d'établissement entre l'État et l'Université du Luxembourg cette dernière s'engage, selon l'article 6, e. a. à contribuer «à la mise en œuvre de la politique nationale d'accès libre». Selon l'annexe 2 du même contrat, les performances des chercheurs sont calculées notamment sur base du nombre de leurs articles scientifiques publiés dans des revues qui appartiennent au top 10% ou premier quartile Q1 (= top 25%) selon les listes Journal Metrics (Scopus) ou Web of Science (Thomson).

Or, la nature commerciale de ces deux listes semble en contradiction directe avec la politique nationale d'accès libre. En effet, Scopus est établi par l'entreprise Elsevier, opposée à l'accès libre et pratiquant une politique de prix exorbitante, qui fait que nombre de bibliothèques publiques doivent renoncer à leurs publications. Pour le Web of Science de Thomson rien que l'accès à la liste des revues référencées est déjà payant.

C'est pour briser le monopole de telles entreprises que de nombreuses universités, dont celle du Luxembourg, ont créé des plateformes de publications en ligne comme ORBI^{lu} où tous les membres de l'Université du Luxembourg sont obligés de déposer leurs publications et qui jouit d'un grand succès, malgré les réticences des maisons d'édition commerciales qui y voient une concurrence déloyale et interdisent parfois aux auteurs de publier leur livre ou article parallèlement sur ORBI^{lu} qui est d'accès libre.

Par ailleurs on observe dans ces bases de données commerciales une surreprésentation des revues anglophones, au détriment des revues scientifiques du continent européen. Dans la liste Scopus manquent p. ex. de prestigieuses revues françaises et allemandes du domaine des sciences humaines.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre a conscience de la problématique évoquée ci-dessus, à savoir que les obligations découlant du contrat d'établissement contribuent à renforcer le quasi-monopole des publications anglophones au détriment des revues scientifiques de l'Europe continentale?

2) Pourquoi le Gouvernement n'accepte-t-il pas le classement ERIH (European Reference Index for the Humanities) établi par un organisme non commercial, à savoir la European Science Foundation (www.esf.org), portée par plusieurs organismes européens de recherche scientifique tel que le FNRS de Belgique, aux services de laquelle plusieurs entités de l'Université du Luxembourg recourent e. a. pour leurs évaluations internes et le «peer review» de leurs projets et publications et pour laquelle des chercheurs de l'Université du Luxembourg servent comme évaluateurs?

3) Pourquoi le Fonds national de la recherche (FNR) luxembourgeois n'est-il pas membre de l'ESF?

Réponse (05.03.2018) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Je rappelle à l'honorable Députée que le contrat d'établissement avec l'Université du Luxembourg tout comme les conventions pluriannuelles avec les centres de recherche publics, documents publiquement disponibles sur les sites Internet du ministère et des institutions, font appel à des indicateurs et objectifs relatifs à la production scientifique qui couvrent deux aspects, à savoir la quantité de la production scientifique, d'une part, et la qualité de celle-ci, d'autre part.

Pour ce qui est de la quantité de la production scientifique, traduit par l'objectif de l'intensité de publication dans le contrat d'établissement, il convient de noter que toute publication scientifique y sera comptabilisée, sous condition qu'elle soit publiée dans «une revue à comité de lecture scientifique externe („externally scientifically peer reviewed publications“)». Les chapitres de livre et les livres sont également à prendre en considération, sous condition de comité de lecture scientifique externe.» [Extrait du contrat d'établissement]. C'est dans ce cadre qu'interviennent les répertoires du type ORBI^{lu} et les listes ERIH et bien d'autres, indépendamment de la langue de publication.

En ce qui concerne la qualité de la production scientifique, la grande innovation consiste dans le fait que le présent contrat fait abstraction du facteur d'impact proprement dit qui se trouve abandonné au profit du nombre de publications publiées dans des journaux scientifiques qui font partie du premier quartile respectivement du premier décile des journaux scientifiques du domaine. En effet, en faisant appel à cette approche, les différentes traditions de citation qui sont à la base du calcul du facteur d'impact normalisé par champ, traditions différant selon les domaines, sont correctement prises en considération. La normalisation du facteur d'impact par domaine permet un traitement plus juste et plus équitable des différents domaines de recherche, et notamment des sciences humaines et sociales, par rapport à l'approche retenue pour les contrats précédents, qui ne considérait que la valeur absolue des facteurs d'impact. Ces indicateurs sont mondialement utilisés en bibliométrie et internationalement reconnus par le monde scientifique. Or, les listes comme ORBI^{lu} ou ERIH auxquelles l'honorable Députée fait référence sont de simples «répositoires» (repository) ou listes de référence et ne permettent pas de calculer le facteur d'impact normalisé par domaine et donc de la classification des journaux scientifiques par quartiles et déciles, le recours aux banques de données telles que Journal Metrics ou Web of Science est à ce jour indispensable. J'attire pourtant l'attention de l'honorable Députée sur le fait que le contrat stipule que «l'Université développera jusqu'au 1^{er} octobre 2019 en coopération et en collaboration avec les centres de recherche publics une méthodologie permettant la classification en quartiles et déciles pour les revues scientifiques référencées dans Google Scholar», Google Scholar étant entièrement libre d'accès.

Finalement, contrairement à ce que prétend l'honorable Députée dans sa question, ni le contrat d'établissement ni les conventions pluriannuelles ne servent à mesurer les performances des chercheurs, mais constituent un instrument de gouvernance permettant de fixer des objectifs à atteindre au niveau de l'institution.

Le Fonds national de la recherche (FNR) a été membre de la Fondation européenne de la science (ESF) depuis 2002 et a contribué à l'établissement de la liste ERIH. Or, en raison d'une restructuration complète de l'ESF, le FNR, tout comme la plupart des agences de financement des autres pays européens, n'est plus membre de l'ESF. Ces agences se trouvent maintenant regroupées au sein de Science Europe, dont le secrétaire général du FNR est actuellement le président.

Question 3640 (22.02.2018) de MM. André Bauler et Edy Mertens (DP) concernant la fusion du Centre Hospitalier du Nord et du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique:

Début avril 2014, le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) et le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) avaient annoncé leur intention de fusionner en un seul centre hospitalier régional avec un pôle de compétence en psychiatrie et en médecine psychosomatique. A noter dans ce contexte que la nouvelle loi hospitalière a prévu l'indépendance fonctionnelle

de l'INCCI par rapport au CHL et du Centre François Baclesse par rapport au CHEM.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle exposer les raisons qui ont amené les responsables des deux centres à vouloir fusionner en un centre hospitalier régional avec un pôle de compétence en psychiatrie et en médecine psychosomatique?

- En quoi résiderait finalement la plus-value réelle d'une telle opération vu le caractère national du CHNP en tant qu'institution spécialisée?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une telle décision risquerait d'être à l'origine de problèmes de gestion et de mettre en question le profil classique du CHdN comme hôpital à vocation régionale chargé déjà actuellement de missions les plus diverses?

- Est-il prévu de planifier, à côté de l'actuel bâtiment du CHdN, une extension réservée principalement aux interventions ambulatoires?

Réponse (23.03.2018) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

En 2014, au cours d'une conférence de presse en présence de la Ministre de la Santé, le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) et le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) avaient manifesté leur intention de fusionner en un centre hospitalier régional avec un pôle de compétence en psychiatrie et en médecine psychosomatique.

Dans une lettre d'intention présentée à cette même occasion, les deux établissements publics avaient motivé leur stratégie de collaboration en vue de pouvoir «assurer la pérennité d'une prise en charge médicale intégrée et complète, prestée dans le cadre d'infrastructures optimales, dans la région hospitalière Nord», et de permettre aux deux partenaires de «devenir un acteur majeur et particulièrement performant dans le secteur et d'offrir des soins globaux et intégrés dans les domaines ambulatoire, de réhabilitation (notamment psychiatrique), de soins (moyen et long séjour) dans cette région».

Toujours selon les responsables des deux établissements hospitaliers, le processus de rapprochement devait encore contribuer au développement d'une filière de compétence exemplaire nationale dans le domaine de la psychiatrie.

Le ministère partage toujours l'approche qu'une fusion entre le CHdN et le CHNP permettrait d'optimiser la mise en œuvre de prises en charge centrées sur les besoins des patients. En effet, dans le domaine de la psychiatrie, des liens étroits entre les structures aiguës et de moyen séjour facilitent la coordination des soins, tout en limitant le stress ainsi que les risques de rupture préjudiciables à cette population particulièrement vulnérable. En outre, un tel rapprochement pourrait accompagner la mise en œuvre de soins intégrés et permettrait également une optimisation de la mutualisation des moyens.

Enfin, dans la perspective des futurs réseaux de compétences, et en particulier pour ce qui relève des maladies psychosomatiques, la fusion de partenaires complémentaires en matière de soins aigus et de soins de réhabilitation psychiatrique permettrait de surcroît d'assurer plus aisément la prise en charge interdisciplinaire des patients atteints de ces maladies.

Le ministère soutient l'approche que la région du Nord doit disposer d'une offre médicale, sociale et de soins globale pour couvrir de manière coordonnée et intégrée les besoins de sa population.

Toujours est-il qu'une telle fusion entraînerait des changements majeurs, tant sur le plan organisationnel que sur le plan «culturel», et devrait être accompagnée de mesures de soutien de la part des deux organismes gestionnaires afin d'en mitiger les risques.

Selon les informations dont dispose le Ministère de la Santé, l'extension évoquée par les honorables Députés constitue une des éventualités à l'étude actuellement par le CHdN, afin d'améliorer le flux et la sécurité des patients ambulatoires. À ce jour, il n'existe cependant aucun plan ayant été soumis à Madame la Ministre, ni de surcroît de déclaration commune des deux acteurs hospitaliers de la région du Nord pour concrétiser les projets de fusion.